



**HAL**  
open science

**Raison, émotion, institution : comprendre les  
mobilisations étudiantes face à des régimes autoritaires :  
Hongrie 1956, Mexique 1968**

Bénédicte Récappé

► **To cite this version:**

Bénédicte Récappé. Raison, émotion, institution : comprendre les mobilisations étudiantes face à des régimes autoritaires : Hongrie 1956, Mexique 1968. Science politique. Université Montesquieu - Bordeaux IV; Institut d'études politiques de Bordeaux, 2008. Français. NNT : . tel-00344672

**HAL Id: tel-00344672**

**<https://theses.hal.science/tel-00344672>**

Submitted on 5 Dec 2008

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITÉ MONTESQUIEU – BORDEAUX IV – INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES DE BORDEAUX  
ÉCOLE DOCTORALE DE SCIENCE POLITIQUE DE BORDEAUX (E.D. 2008)  
SPIRIT – Science politique, Relations Internationales, Territoire (UMR 5116 du CNRS)

## **RAISON, ÉMOTION, INSTITUTION**

### **Comprendre les mobilisations étudiantes face à des régimes autoritaires : Hongrie 1956, Mexique 1968**

Thèse pour le doctorat en Science politique  
sous la direction de M. le Professeur Daniel-Louis SEILER

*présentée et soutenue publiquement par*

**Bénédicte RÉCAPPÉ**

*le 3 octobre 2008*

***Membres du jury :***

**M. François CHAZEL**, Professeur émérite, Université Paris-Sorbonne, Paris IV, *rapporteur*

**M. Yves DÉLOYE**, Professeur des Universités, Université Panthéon-Sorbonne, Paris I, *rapporteur*

**M. David RECONDO**, Chargé de recherche FNSP, CERI - Institut d'Études Politiques de Paris

**M. Antoine ROGER**, Professeur des Universités, Institut d'Études Politiques de Bordeaux

**M. Daniel-Louis SEILER**, Professeur des Universités, Institut d'Études Politiques d'Aix-en-Provence, directeur de thèse



## Remerciements

Mes premiers mots de remerciements s'adressent au professeur Daniel-Louis Seiler qui m'a immédiatement approuvée dans cette aventure comparative. Sans son ouverture d'esprit et son goût pour les comparaisons internationales, ce travail n'aurait pas trouvé de directeur de recherche.

Je tiens à remercier vivement les chercheurs de l'Institut de l'Histoire de la révolution hongroise de Budapest, János Rainer, Tibor Valuch, György Litván, Attila Szakolczai et Pál Germuska, qui m'ont apporté tout leur soutien pour mener mon travail de terrain en Hongrie.

Je suis également particulièrement reconnaissante à l'égard de Guillermo Palacios et de Ariel Rodríguez Kuri qui m'ont accueillie dans le Centre d'Études Historiques du *Colegio de Mexico* durant mon séjour de recherche au Mexique.

Ma reconnaissance va aussi à François Fejtő, János Bak, Daniel Cazés, Sergio Zermeño, Gerardo Estrada et Antoine Roger qui ont pris le temps de dialoguer avec moi au sujet de cette recherche comparative.

Je remercie mon amie hongroise Katalin Hartai qui a traduit l'un des ouvrages les plus précieux pour cette recherche et qui m'a aussi chaleureusement accueillie à Budapest.

Merci à mes amis doctorants ou déjà docteurs, Flora, Mathias, Elise, Julien, Rodolphe, Marie, Mélanie, Gaël, Stéphanie et plus particulièrement à Niels qui s'est patiemment chargé de la relecture de ce travail.

Mes pensées vont aussi à mes proches qui ont toujours su être présents pour que cette recherche arrive à son terme : mes parents, ma sœur, mes amies Elsa, Alexandra et Claire, Cecilia et Felipe, l'équipe Makouma, le groupe Arte Negra et tous ceux que j'oublie de citer mais que je remercie de tout cœur pour leur présence.

Je souhaiterais enfin avoir une pensée émue pour György Forintos que j'ai eu la chance de rencontrer à Budapest alors qu'il était déjà gravement malade. Son témoignage, sa gentillesse et son accueil particulièrement chaleureux resteront parmi les meilleurs souvenirs de cette recherche doctorale.



# Table des matières

<b>Introduction .....</b>	<b>1</b>
---------------------------	----------

<b>Première partie : L'évaluation des risques et des incitations. Contexte politique et environnement cognitif de la mobilisation ...</b>	<b>51</b>
---	-----------

<b>Chapitre 1 : L'ouverture des opportunités politiques : le rapport entre le mouvement et son environnement politique .....</b>	<b>59</b>
--	-----------

<i>Section A : L'évaluation des risques encourus : le contexte d'opportunités politiques .....</i>	<i>61</i>
--	-----------

I. Budapest 1956, illustration parfaite du modèle d'« ouverture des opportunités politiques » ....	62
A. Déstalinisation et premiers signes d'ouverture des institutions .....	62
B. Hésitations au sommet.....	65
C. Division des élites .....	67
D. Montée de la contestation et présence de groupes de soutien .....	70
E. Effritement de la légitimité et vulnérabilité du régime.....	73
II. Le Mexique des années 1960 : vagues de protestation et signes d'ouverture du régime.....	75
A. Montée de la protestation populaire à partir de 1958 .....	75
B. Un pouvoir traversé par des divergences idéologiques .....	79
C. Quelques signes d'ouverture du régime .....	82

<i>Section B : Interactions et évolution des opportunités politiques au cours des premiers jours de la mobilisation .....</i>	<i>86</i>
---	-----------

I. Maladresses et hésitations au sommet .....	87
A. Hongrie : maladresses des autorités universitaires et hésitations du gouvernement .....	87
B. Mexique : violences policières, recours à l'armée et discrédit du régime .....	94
II. Entrée en scène des groupes de soutien .....	97
A. Soutiens d'acteurs ayant une légitimité institutionnelle.....	97
B. Encouragements de la population.....	103

## **Chapitre 2 : Comprendre les motivations et les incitations : l'analyse du contexte cognitif .....107**

### *Section A : L'université, échantillon des problèmes sociétaux..... 110*

- I. L'université, reflet du régime politique..... 110
  - A. L'université hongroise : le contrôle et la censure au quotidien ..... 111
  - B. Crise de croissance et multiplication des conflits dans l'université mexicaine ..... 116
- II. D'un mouvement universitaire à un mouvement politique..... 120
  - A. Hongrie : l'élargissement rapide des revendications estudiantines..... 120
  - B. Mexique : d'un mouvement universitaire à un mouvement démocratique ..... 123

### *Section B : Le ralliement des étudiants autour de la critique du régime politique ..... 127*

- I. Multiplicité des visions politiques à l'intérieur de chaque mobilisation ..... 127
  - A. Diversité des courants au sein du mouvement étudiant hongrois..... 128
  - B. Large spectre de courants politiques au sein du mouvement mexicain ..... 132
- II. Un cadre interprétatif commun : la condamnation de la nature autoritaire du régime politique  
136
  - A. Hongrie 1956 : la démocratisation des institutions politiques comme objectif commun .... 137
  - B. Mexique 1968 : de la condamnation des violences policières à l'aspiration à une  
démocratisation du régime..... 141

### *Section C : L'environnement cognitif de la mobilisation : retour sur les courants contestataires ayant pu influencer les étudiants ..... 147*

- I. La Hongrie et l'idée de « troisième voie »..... 149
  - A. « Un communisme qui n'oublie pas l'homme » : Imre Nagy et l'idée de « voie hongroise » 150
  - B. La popularité des thèses nagyistes auprès des intellectuels hongrois ..... 153
  - C. Idéalisation du système yougoslave et influence décisive de l'exemple polonais ..... 156
- II. Mexico et la vague contestataire des années 1960 ..... 158
  - A. Réveil des intellectuels de gauche à partir des années 1950 ..... 159
  - B. Révolution cubaine, guérillas et vagues de mouvements étudiants : ..... 162  
un climat international de protestation..... 162

## **Deuxième partie : L'oubli des risques. La dimension émotionnelle des mouvements contestataires ..... 169**

## **Chapitre 3 : Une accumulation de mécontentements.....177**

### *Section A : Le sentiment de révolte face à un régime répressif..... 180*

- I. Hongrie : le rejet d'un régime fondé sur la peur et la répression ..... 181
  - A. Condamnation d'un régime reposant sur la répression ..... 182
  - B. Une jeunesse étroitement contrôlée et encadrée ..... 184

II.	Mexique : une jeunesse étouffée dans un Etat répressif et conservateur .....	187
A.	Rejet d'un système politique contrôlé par un seul parti .....	188
B.	Atmosphère conservatrice et montée de la contestation.....	193
<i>Section B : Les causes matérielles du mécontentement .....</i>		<i>197</i>
I.	Hongrie : dureté des conditions de vie et intensité du mécontentement .....	198
A.	La misère au quotidien : conditions de vie des Hongrois durant les années cinquante .....	199
B.	Un avenir professionnel peu réjouissant pour les étudiants.....	202
C.	Montée du ressentiment à l'égard des privilégiés du régime .....	204
II.	Mexique : effritement du mythe méritocratique et prise de conscience des inégalités économiques et sociales.....	207
A.	Les étudiants mexicains : des jeunes privilégiés mais inquiets pour leur avenir .....	208
B.	Des étudiants témoins des inégalités économiques et sociales du pays .....	210
C.	Un système perçu comme étant au service d'un petit groupe de privilégiés .....	214
<i>Section C : Haine des Hongrois à l'égard de « l'occupant soviétique » .....</i>		<i>216</i>
I.	Une haine à l'égard du voisin soviétique nettement plus profonde que le sentiment anti-étatsunien des jeunes Mexicains.....	217
A.	Condamnation de la dépendance du Mexique à l'égard des Etats-Unis et montée du sentiment anti-yankee .....	217
B.	Le nationalisme des étudiants mexicains : une affirmation à nuancer .....	219
C.	Rejet de la tutelle soviétique et force du patriotisme hongrois en 1956.....	220
II.	La Hongrie une nouvelle fois « envahie » .....	221
A.	Le « grand frère soviétique », perçu comme un envahisseur .....	222
B.	Un ressentiment renforcé par une longue histoire d'invasions étrangères.....	223
III.	L'Union soviétique, responsable désigné de toutes les souffrances.....	225
A.	Au niveau politique : un gouvernement marionnette.....	225
B.	Au niveau économique : une politique servant les intérêts de l'Union soviétique.....	227
<b>Chapitre 4 : L'instant de l'action : crise, conflit et interactions.....</b>		<b>231</b>
<i>Section A : Emotion et spontanéité dans le déclenchement de la mobilisation .....</i>		<i>234</i>
I.	Hongrie : la révolution était dans l'air .....	235
A.	L'absence d'organisation et de préméditation.....	235
B.	Atmosphère fiévreuse à l'automne 1956 .....	238
C.	Emotion et spontanéité au cours des assemblées étudiantes .....	243
II.	Mexique : spontanéité de la mobilisation estudiantine face aux violences policières .....	249
A.	Stupeur et indignation face à la violence des <i>granaderos</i> .....	249
B.	Spontanéité de l'organisation du mouvement.....	253
<i>Section B : Répression et stigmatisation contribuent à attiser les passions.....</i>		<i>256</i>
I.	Hongrie : tirs de feu et discours réprobateurs précèdent l'embrasement .....	256
A.	Le soir du 23 octobre : le discours de Gerö « jette de l'huile sur le feu » .....	257



B.	Tirs de feu devant la Maison de la Radio et embrasement du mouvement .....	258
II.	Mexique : intervention militaire et mépris des dirigeants politiques rendent la mobilisation inévitable .....	260
A.	Face à la répression, les étudiants oscillent entre violences urbaines et modes d'action pacifiques .....	260
B.	Stigmatisation, incompréhension et renforcement de la protestation.....	263
<i>Section C : Dynamique du mouvement et force émotionnelle de l'action.....</i>		<i>267</i>
I.	Massification de la mobilisation et enthousiasme collectif .....	267
A.	Hongrie : l'euphorie de la première manifestation .....	268
B.	Mexico : massification du mouvement et enthousiasme collectif .....	271
II.	L'ivresse du sentiment de libération.....	276
A.	Budapest : une liberté fraîchement conquise .....	276
B.	Mexico : l'enthousiasme du passage à l'action dans un régime autoritaire et conservateur .....	279

## ***Troisième partie : Institution universitaire et sentiment d'avoir un rôle politique à jouer ..... 283***

### **Chapitre 5 : Université et contestation politique.....289**

<i>Section A : L'université, lieu de « socialisation politique accélérée » .....</i>		<i>291</i>
I.	Le temps des études universitaires : une période de transition propice à la socialisation politique .....	292
II.	L'université, lieu de discussion et de réflexion .....	295
A.	Malgré la répression et le contrôle étroit des étudiants hongrois, le bouillonnement des intellectuels atteint le monde étudiant .....	295
B.	Diffusion des idées contestataires dans le seul « îlot de liberté » du Mexique : l'université .....	298
III.	Rassemblement géographique des étudiants .....	302
A.	Un espace de brassage géographique et social.....	303
B.	Un lieu privilégié de rencontres et de discussions entre étudiants .....	306
<i>Section B : Les ressources organisationnelles de l'université .....</i>		<i>308</i>
I.	Instrumentalisation par les étudiants hongrois des ressources organisationnelles de l'université .....	310
II.	Expérience en termes d'organisation et de mobilisation des étudiants mexicains .....	312
<i>Section C : Privilège d'accéder à l'enseignement supérieur et « sentiment de compétence politique » .....</i>		<i>317</i>
I.	Le prestige des « futures élites ».....	319
II.	Etudes supérieures et sentiment de « compétence politique » .....	325

**Chapitre 6 : Symbole de l'étudiant contestataire et sentiment d'avoir un rôle politique à jouer .....331**

<i>Section A : Représentations collectives et diffusion d'une identité étudiante.....</i>	<i>333</i>
I. Les croyances collectives renforcent l'identité du groupe mobilisé .....	334
II. Solidarité estudiantine et passage à l'action.....	338
<i>Section B : Mémoire collective et force du symbole de l'étudiant contestataire.....</i>	<i>343</i>
I. L'identification des étudiants hongrois aux jeunes héros de la Révolution de 1848.....	344
A. Un épisode fondateur dans l'imaginaire collectif hongrois : la révolution de 1848.....	345
B. Octobre 1956, ou l'incontournable référence à la Révolution de 1848.....	349
II. Le symbole de l'étudiant contestataire au Mexique.....	354
A. Aux origines du symbole de l'étudiant rebelle et contestataire .....	354
B. Vagues de mobilisations estudiantines et ancrage du symbole de l'étudiant contestataire .	359
C. La réappropriation d'une référence incontournable : la Révolution mexicaine .....	362
<i>Section C : Le sentiment d'avoir un rôle politique à jouer .....</i>	<i>365</i>
I. Le sentiment partagé par les jeunes Hongrois d'avoir un rôle politique à jouer .....	366
A. L'euphorie du sentiment d'avoir un rôle historique à jouer .....	366
B. L'autre versant du rôle : l'attente de la société hongroise.....	369
II. Le caractère incontournable de l'engagement politique des étudiants mexicains .....	373
A. Justification de l'engagement : la raison et la réflexion au service de l'intérêt général .....	374
B. Soutien de la population mexicaine et confortation dans ce rôle.....	376

**Chapitre conclusif : Raison, émotion, institution. Pour une analyse configurative des mobilisations étudiantes ..... 381**

<i>Section 1 : Retour sur la notion de configuration .....</i>	<i>383</i>
I. Le choix de la multicausalité .....	384
II. Anticipation des critiques.....	387
<i>Section 2 : Proposition de cadre analytique configuratif.....</i>	<i>389</i>
I. Raison, émotion et institution : les trois faces d'une même réalité sociale .....	390
II. Penser la « polyphonie des temps du politique » .....	393
III. Portée explicative des points de rencontre entre les dimensions rationnelle, émotionnelle et institutionnelle.....	395
A. Entre raison et émotion : explosion du mécontentement et enthousiasme du passage à l'action .....	395
B. Entre raison et institution : prendre la parole et jouer un rôle politique.....	397
C. Entre institution et émotion : le sentiment de vivre un moment historique .....	398

**Annexes ..... 407**

*Annexe 1 : Notice méthodologique..... 409*

*Annexe 2 : Sigles et termes spécifiques ..... 419*

*Annexe 3 : Repères chronologiques..... 423*

*Annexe 4 : Plans de Budapest et de Mexico ..... 427*

*Annexe 5 : Logo de l'UNAM..... 429*

**Bibliographie..... 435**

I. Ouvrages généraux ..... 435

II. Hongrie : la mobilisation d'octobre 1956..... 447

III. Mexique : le mouvement étudiant de l'été 1968..... 452

*On comprendra toujours mieux un fait humain, quel qu'il soit, si on possède déjà l'intelligence d'autres faits de même sorte.*

Marc Bloch\*

*Quiconque n'a étudié et vu que la France ne comprendra jamais rien, j'ose le dire, à la révolution française.*

Alexis de Tocqueville\*\*

*La question n'est pas de savoir si l'art (ou n'importe quoi d'autre) est universel, elle est de savoir si l'on peut parler de la sculpture d'Afrique occidentale, de la peinture sur feuilles de palmier de Nouvelle-Guinée, de la peinture du XV<sup>e</sup> siècle et de la versification marocaine de telle façon qu'on les amène à s'éclairer quelque peu l'une l'autre.*

Clifford Geertz\*\*\*

---

\* M. Bloch, *Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien*, Paris, Armand Colin, 1952, p.73.

\*\* A. de Tocqueville, *L'Ancien régime et la révolution*, Paris, Flammarion, 2005, p.114.

\*\*\* Cl. Geertz, *Savoir local, savoir global. Les lieux du savoir*, Paris, PUF, 1986, p.18.



# Introduction

A peine s'étaient-ils emparés du pouvoir en 1967 que les Colonels grecs s'attelèrent à museler l'université. Interdisant toutes les associations étudiantes, limogeant de nombreux enseignants et exigeant un « Certificat de civisme » pour être admis à l'université, les Colonels mirent en œuvre toute une série de mesures pour contrôler le monde étudiant. Durant les années soixante au Mexique, lorsqu'un mouvement étudiant commençait à prendre de l'importance, le gouvernement répondait presque systématiquement de la même façon : faire appel à l'armée pour mettre un terme à la mobilisation. Sous la présidence de Pinochet au Chili, la junte militaire alla même plus loin en imposant la présence de l'armée dans l'enceinte de l'université. Quant aux étudiants des démocraties populaires d'Europe centrale et orientale, ils n'avaient bien souvent aucun moyen de s'organiser en dehors des organisations officielles des jeunesses communistes. Les étudiants hongrois ne disposaient ainsi, durant les années cinquante, d'aucun espace de libertés politiques dans un régime où l'ensemble des activités étaient soumises au contrôle du Parti.

Pourquoi les dirigeants politiques de ces différents pays ont-ils ainsi cherché à contrôler l'université ? Serait-ce parce que les étudiants constituent une menace pour les régimes autoritaires ? La décision de museler l'université ne vient en effet pas de nulle part, elle découle en effet de l'observation des nombreuses actions politiques qu'ont pu mener les étudiants à travers l'histoire. Depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle, l'histoire de nombreux pays a été marquée par un phénomène politique récurrent : les mouvements étudiants. Loin de se limiter au seul monde occidental, ces mouvements constituent au contraire un phénomène que l'on peut observer à l'échelle internationale. De l'Extrême Orient à l'Amérique latine, du continent européen à l'Afrique, toutes les régions du monde ont vu, à un moment ou à un autre de leur histoire, la jeunesse universitaire prendre le devant de la scène politique.

Or la méfiance que peuvent avoir certains gouvernements à l'égard des étudiants est intrinsèquement liée à la nature des régimes politiques que l'on rassemble sous l'appellation de « régimes autoritaires ». Malgré son caractère large, cette expression fait en effet référence à des régimes politiques dont les dirigeants cherchent généralement à freiner l'expression publique d'une opposition politique. Afin de mieux comprendre pourquoi ces gouvernements tentent de contrôler la jeunesse estudiantine et d'empêcher qu'une opposition politique surgisse dans l'université, il convient de revenir quelques instants sur la définition des régimes que l'on rassemble dans la catégorie de « régimes autoritaires ».

Au premier abord, l'adjectif « autoritaire » apparaît comme assez vague car il est employé pour qualifier des situations politiques très diverses. Guy Hermet observe en effet qu'entre les « deux extrémités du spectre des modes de gouvernement » que sont la démocratie et le totalitarisme, « le pouvoir autoritaire ne représente qu'une catégorie résiduelle, un produit de l'immaturation démocratique ou de la dégénérescence totalitaire alors même qu'il représente l'articulation politique la plus répandue dans le monde depuis des temps presque immémoriaux »<sup>1</sup>. Véritable catégorie fourre-tout, la notion de « régime autoritaire » est employée pour désigner des régimes politiques aussi variés que les régimes militaires, les oligarchies clientélistes, les gouvernements de parti unique, les dictatures populistes ou les monarchies patrimoniales.<sup>2</sup> Au-delà de leurs spécificités, ces différents régimes ont néanmoins une caractéristique commune : le verrouillage des institutions politiques par une personne, une oligarchie ou un parti politique. « A l'époque contemporaine, observe Philippe Braud, un grand clivage traverse les Etats de la communauté internationale. Il oppose les régimes pluralistes et les régimes autoritaires sur la question du statut légal des partis d'opposition »<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> G. Hermet, « L'autoritarisme », in M. Grawitz, J. Leca, *Traité de Science Politique. 2. Les régimes politiques contemporains*, Paris, PUF, 1985, p.272.

<sup>2</sup> Ainsi, Philippe Braud distingue, au sein de la catégorie « régime autoritaire », quatre sous-types de régimes : « l'autoritarisme patrimonial », les « oligarchies clientélistes », les « dictatures populistes » et les « bureaucraties autoritaires » (Ph. Braud, *Sociologie politique*, 8<sup>e</sup> édition, Paris, LGDJ, 2006, p.235 et suiv.). De son côté, Guy Hermet analyse successivement, dans l'article qu'il consacre à l'autoritarisme, « le pouvoir patrimonial », le « parlementarisme oligarchique et le clientélisme », l'« autoritarisme plébiscitaire », les « populismes » et les « fascismes » (G. Hermet, *art. cit.*, p.277 et suiv.).

<sup>3</sup> Ph. Braud, *Sociologie politique, op. cit.*, p.216.

La question du statut de l'opposition politique apparaît ainsi être au cœur de la définition des régimes autoritaires. « Malgré les différences fondamentales de structure, d'orientation, de contenus politiques et sociaux, que l'on peut constater entre les régimes communistes et les régimes autoritaires d'essence réactionnaire, ils ont une similitude frappante : celle de ne point admettre l'organisation ouverte de l'opposition. »<sup>4</sup> L'expression « régime autoritaire » permet en effet de rassembler les régimes dans lesquels le pouvoir politique se maintient en place en contrôlant étroitement la vie politique et en freinant l'expression publique de l'opposition. Grâce au contrôle étroit des moyens d'expression ainsi que du déroulement des élections (s'il y en a), les dirigeants en place veillent à empêcher qu'une alternance politique puisse avoir lieu.

Ainsi, un régime autoritaire se caractérise d'après Philippe Braud par « le verrouillage institutionnel étroit »<sup>5</sup> : que ce soit en interdisant les autres partis politiques ou en contrôlant étroitement la vie politique, les dirigeants s'assurent de leur maintien au pouvoir. La deuxième caractéristique est « le contrôle de l'appareil d'Etat »<sup>6</sup> du sommet jusqu'à la base, notamment par le biais d'un parti dominant et d'un syndicalisme d'Etat. Enfin, ces régimes se distinguent par leur contrôle étroit des médias : « les régimes autoritaires musèlent étroitement la presse, la radio et la télévision »<sup>7</sup>. En définitive, on rassemble derrière l'appellation de régime autoritaire des régimes politiques certes très divers, mais qui partagent trois caractéristiques fondamentales : l'absence d'alternance politique, le manque de liberté d'expression et le contrôle actif de la société via un syndicalisme d'Etat et/ou parti implanté à tous les échelons politiques.

Mais qu'est-ce qu'une mobilisation étudiante dans un contexte autoritaire sinon une tentative de « prise de parole »<sup>8</sup> dans un régime cherchant précisément à verrouiller le système politique et à empêcher l'expression ouverte d'une opinion dissidente ? Cette remarque nous invite à nous pencher de plus près sur ce qui apparaît bien être un objet de recherche à part entière : comprendre les conditions d'émergence de mouvements étudiants face à des régimes autoritaires. Au sein de la sociologie des mouvements sociaux, la spécificité de cet objet de

---

<sup>4</sup> F. Fejtő, *Histoire des démocraties populaires. Tome II. Après Staline*, Paris, Seuil, 1979 (II), p.87-88.

<sup>5</sup> Ph. Braud, *Sociologie politique, op. cit.*, p.233.

<sup>6</sup> *ibid.*, p.234.

<sup>7</sup> *idem.*

<sup>8</sup> Nous faisons implicitement référence au célèbre triptyque d'Albert Hirschman : « Exit, Voice and Loyalty » (cf. A. Hirschman, *Défection et prise de parole : théorie et applications*, Paris, Fayard, 1995).



recherche tient non seulement aux acteurs mobilisés – les étudiants – mais aussi à la nature de leurs revendications et aux modes d’actions choisis.

En suivant Eric Neveu pour qui « les formes d’action collective concertée en faveur d’une cause »<sup>9</sup> peuvent être désignées sous le nom de mouvements sociaux, nous pouvons avancer que les mouvements étudiants constituent un type particulier de mouvement social dont la spécificité tient à ses acteurs : les étudiants. Considérant qu’un mouvement social est « une entreprise collective de protestation et de contestation visant à imposer des changements – d’une importance variable – dans la structure sociale et/ou politique »<sup>10</sup>, François Chazel invite les chercheurs à mettre l’accent sur la dimension collective de l’action contestataire. Un point de vue que partage Lilian Mathieu lorsqu’il note qu’« une première composante fondamentale d’un mouvement social est sa dimension collective », ce qui « explique que la notion d’action collective soit généralement utilisée en synonyme de mouvement social »<sup>11</sup>. Si l’on considère avec Charles Tilly que le terme « mobilisation » désigne le « processus par lequel un groupe passe de l’état d’ensemble passif d’individus à celui de participant actif dans la vie politique »<sup>12</sup>, ce troisième terme peut légitimement être rapproché de ceux de mouvement social et d’action collective.

Parce qu’ils visent à introduire des changements à travers une action collective, les mouvements étudiants constituent bien un type de mouvement social. Nous retiendrons dès lors la définition suivante des mouvements étudiants : les formes d’actions collectives menées par des étudiants afin d’introduire des changements dans la structure politique et sociale. Le choix de cette définition nous permet d’écarter une forme particulière d’action collective menée par les étudiants : les mouvements dont les revendications sont de nature exclusivement corporatiste. Certes, d’aucuns pourront observer qu’à partir du moment où un groupe interpelle les autorités publiques, son action collective a un caractère politique. Pour François Chazel en effet, un mouvement social est toujours politique dans la mesure où « la logique protestataire dont il est porteur le conduit presque inévitablement à une confrontation

---

<sup>9</sup> E. Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte, Paris, 2000, p.10.

<sup>10</sup> F. Chazel, « Mouvements sociaux » in R. Boudon (dir.), *Traité de sociologie*, Paris, PUF, 1992, p.270.

<sup>11</sup> L. Mathieu, *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux*, Paris, Textuel, 2004, p.17.

<sup>12</sup> « The word “mobilization” conveniently identifies the process by which a group goes from being a passive collection of individuals to an active participant in public life. » (Ch. Tilly, *From Mobilization to Revolution*, Reading, Massachusetts, Addison-Wesley, 1978, p.69).

avec les autorités publiques qui représente, si l'on peut dire, une mise à l'épreuve de ses ambitions »<sup>13</sup>.

Or le terme « mouvements étudiants » rassemble une multitude de phénomènes politiques qui ne sauraient être appréhendés avec les mêmes outils analytiques. Au niveau de la nature des revendications tout d'abord, les étudiants peuvent se mobiliser pour des thèmes aussi différents que la critique de mesures économiques, la contestation des dérives autoritaires du régime, l'exaltation du nationalisme ou la condamnation de décisions diplomatiques. Chacun de ces types de revendications s'inscrit dans un contexte politique et social particulier et exige d'être considéré comme un objet d'étude à part entière.

Au niveau de la forme prise par le mouvement ensuite, les étudiants peuvent recourir à des modes d'action aussi divers que la participation à une mobilisation de masse, le militantisme (rédaction d'articles, signature de pétitions ou prises de position publiques), l'organisation d'activités clandestines ou le recours à l'action violente. Il convient en outre d'observer que le premier de ces modes d'action – la participation à une mobilisation de masse – se décline en trois sous-types différents : la mobilisation d'étudiants seuls, la mobilisation de masse initiée par des étudiants et la participation de ces derniers à un mouvement social plus large. Or ces différents « répertoires d'action »<sup>14</sup>, pour reprendre l'expression de Charles Tilly, renvoient chacun à des objets politiques distincts.

En croisant ces deux dimensions – le champ des revendications et le mode d'action – il est possible d'identifier plus d'une vingtaine de types de mouvements étudiants.<sup>15</sup> Devant une telle diversité, comment se prémunir face au piège du « chat-chien »<sup>16</sup> qu'évoque Giovanni Sartori à propos de la comparaison internationale ? Afin d'éviter de mener une comparaison absurde rapprochant arbitrairement des mouvements étudiants très différents, nous avons choisi de limiter notre recherche à un seul de ces types de mouvements : les

---

<sup>13</sup> F. Chazel, *art. cit.*, p.268.

<sup>14</sup> Pour introduire la notion de « répertoire d'action » (*repertoires of collective action*), Charles Tilly note que « collective action usually takes well-defined forms of already familiar to the participants, in the sense that most of most of an era's art takes on of a small number of established forms » (Ch. Tilly, *From Mobilization to Revolution*, *op. cit.*, p.143).

<sup>15</sup> Nous nous appuyons ici sur une précédente recherche (cf. B. Récapé, *Mouvements étudiants à travers le monde. Construction d'un objet de recherche en politique comparée*, Mémoire de DEA, Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux, 2003, p.103).

<sup>16</sup> G. Sartori, « Bien comparer, mal comparer », *Revue Internationale de Politique Comparée*, Vol. 1 (1), 1994, p.24.

mobilisations politiques initiées par des étudiants visant à contester la nature autoritaire du régime et à introduire des réformes démocratiques. En cela, nous rejoignons pleinement Jean Baechler lorsqu'il note que la typologie « se contente, et ce n'est pas peu, de présenter les objets à propos desquels on pourra ensuite s'interroger utilement »<sup>17</sup>. Parmi les nombreux exemples de mobilisations étudiantes en régime autoritaire, pourquoi avons-nous choisi de nous « interroger utilement » sur les cas hongrois et mexicain ?

### ***Le choix des exemples : Hongrie 1956, Mexique 1968***

La mise en évidence d'une catégorie de mouvement étudiant parmi les différentes formes que peuvent prendre les mobilisations estudiantines permet de rapprocher des exemples qui, sans être « identiques », partagent néanmoins de nombreux points communs. Giovanni Sartori note en effet que les classifications « n'attribuent pas une "réelle identité" mais une similarité » dans la mesure où « toute classe, quelque soit sa précision, permet des variations internes »<sup>18</sup>. Cette précision est tout à fait importante pour notre sujet, car si les mouvements étudiants hongrois et mexicain ont chacun leurs spécificités, ils partagent néanmoins des similitudes qui nous invitent à les comparer pour mieux les comprendre.

Dans un article consacré à la comparaison comme mode de validation scientifique, E. A. Lisle rappelle que les sociologues ne peuvent mener des expérimentations comme on pourrait le faire dans un laboratoire. Il observe cependant que « dans le meilleur des cas, ils pourront observer des phénomènes singuliers, présentant néanmoins des ressemblances, dans des conditions qui ne sont jamais identiques, mais qui ont néanmoins beaucoup de traits communs. »<sup>19</sup> Prônant l'emploi de la méthode comparative en histoire, Marc Bloch notait déjà que le choix des cas d'étude devait remplir deux conditions : « une certaine similitude entre les faits observés – cela va de soi – et une certaine dissemblance entre les milieux où ils se sont produits »<sup>20</sup>. En choisissant deux exemples de mouvements étudiants relevant d'une même catégorie idéale-typique mais s'inscrivant dans des contextes historiques et culturels

<sup>17</sup> cité par M. Dogan et D. Pelassy in *Sociologie politique comparative. Problèmes et perspectives*, Paris, Economica, 1982, p.185.

<sup>18</sup> G. Sartori, *art. cit.*, p.23.

<sup>19</sup> E. A. Lisle, « La comparaison comme mode de validation en sciences sociales », *Revue Internationale des Sciences Sociales*, n°103, 1985, p.22.

<sup>20</sup> cité par C. Vigour in *La comparaison dans les sciences sociales. Pratiques et méthodes*, Paris, La Découverte, 2005, p.57.

différents, nous disposons d'un véritable outil analytique pour comprendre les conditions émergence de ce type de mouvement contestataire. En cela, nous rejoignons pleinement la démarche proposée par Theda Skocpol lorsqu'elle recommande aux chercheurs de « briser l'unité du temps et du lieu afin de faire des comparaisons permettant de tester les hypothèses »<sup>21</sup>.

Loin de gommer l'influence du contexte historique et politique, le fait de choisir des exemples s'étant produits à des époques différentes permet justement, grâce à la comparaison, de mettre en avant son importance. De même, c'est en comparant des mouvements s'étant produits sur des continents différents que l'on dispose d'une méthode permettant tout autant de mettre en évidence les spécificités culturelles que de dresser des parallèles heuristiques entre les cas. Dans le souci méthodologique d'écarter tout autant les proximités culturelles que les phénomènes d'époque pouvant relier les cas entre eux, nous avons retenu deux exemples de mouvements étudiants s'étant produits à des époques différentes et dans des aires culturelles distinctes.

Un certain nombre de similitudes invitent en effet à rapprocher les cas hongrois et mexicain. Il convient certes de noter que ces deux mouvements se distinguent en termes de durée, la phase exclusivement étudiante de la mobilisation hongroise ne durant qu'une dizaine de jours, du 13 au 23 octobre 1956, alors que le mouvement étudiant mexicain s'est étendu sur plus de deux mois, de la fin du mois de juillet au 2 octobre 1968, date de la répression armée du mouvement. Pour autant, ces deux mouvements étudiants partagent de profondes similitudes, que ce au niveau de la forme que prit la mobilisation, ou au niveau du type de régime politique dans lequel – et contre lequel – les jeunes se sont mobilisés.

Ainsi, en Hongrie comme au Mexique douze ans plus tard, ce sont les étudiants qui furent à l'origine d'un vaste mouvement contestataire dénonçant ouvertement la nature autoritaire du régime. Dans les deux cas, la mobilisation est née dans l'université avant de prendre une véritable dimension politique, dans les deux cas aussi, les étudiants ont été les premiers acteurs de la société civile à prendre la parole pour condamner les pratiques autoritaires du régime et demander de profonds changements politiques et institutionnels.

---

<sup>21</sup> « The unities of time and place must be broken for the purposes of drawing comparisons and testing hypotheses. » (Th. Skocpol, *Vision and Method in Historical Sociology*, Cambridge University Press, 1984, p.383).

D'après l'historien hongrois György Litván, la mobilisation d'octobre 1956 peut rétrospectivement être considérée comme « la première crise du système de toute son histoire »<sup>22</sup>. Un commentaire auquel fait écho celui de l'écrivain mexicain Carlos Monsiváis, pour qui la mobilisation estudiantine de l'été 1968 fut « la première résistance massive à l'arbitraire politique et gouvernemental que la capitale ait connue depuis des décennies »<sup>23</sup>. En Hongrie comme au Mexique, les étudiants ont ainsi été les premiers acteurs de la société civile à contester la nature du régime politique et, dans les deux cas, ils ont rapidement été rejoints par d'autres franges de la population. Mais alors que dans le cas hongrois, la mobilisation étudiante s'est rapidement transformée en insurrection nationale rassemblant toutes les franges de la société, au Mexique au contraire, la mobilisation étudiante a surtout été soutenue par les membres des classes moyennes urbaines.

Dès la première manifestation étudiante de Budapest, le 23 octobre 1956, les étudiants furent rapidement rejoints par des passants et des travailleurs qui avaient pris connaissance des listes de revendications que les jeunes avaient placardées à travers la ville. Mais la mobilisation étudiante changea de nature et se transforma en insurrection avec l'entrée en scène des ouvriers qui grossirent les rangs des manifestants en fin d'après-midi. Si les étudiants furent à l'origine du mouvement contestataire, ce furent les ouvriers qui le transformèrent en « révolution ».<sup>24</sup>

Dans le cas mexicain, la mobilisation étudiante de 1968 ne se transforma jamais en insurrection ni en soulèvement national, mais cela ne signifie pas pour autant que les étudiants restèrent isolés. Leur mobilisation reçut, tout au long de l'été 1968, un large soutien à travers le pays, en particulier de la part des populations urbaines. « Les étudiants, pour être les plus nombreux, n'en sont pas les seuls acteurs », note l'historienne Annick Lempérière avant de

<sup>22</sup> « In retrospect, one might say that the uprising was also the first general crisis of the system in its entire history. » (G. Litván, *The Hungarian Revolution of 1956. Reform, Revolt and Repression. 1953-1963*, Londres et New York, Longman, 1996, p.50).

<sup>23</sup> « 1968 no sólo es la densidad homicida de Tlatelolco. Es también la primera resistencia masiva a la arbitrariedad policial y gubernamental que la capital conoce en varias décadas. » (C. Monsiváis, Préface de S. Zermeño, *México, una democracia utópica. El movimiento estudiantil del 68*, Mexico, Siglo veintiuno, 1978, p.XVII).

<sup>24</sup> « In fact the Revolution was made by the working class, not by the students. The students began to speak about independence and democracy, they demanded a new course and a reform, but when the workers arrived, the demonstrators cried "Now or never, now or never". » (Entretien avec György Litván, Budapest, 21 juin 2004). Il est intéressant de remarquer que les Hongrois emploient généralement le terme de « révolution » pour désigner les événements qui suivirent la mobilisation estudiantine, alors que les historiens et les chercheurs français parlent plutôt de « soulèvement » ou d'« insurrection ».

préciser : « professeurs, écrivains, journalistes, artistes, vont se joindre au mouvement des étudiants et y participer activement »<sup>25</sup>. La mobilisation ne se limita d'ailleurs pas aux classes moyennes urbaines, une partie du monde ouvrier ayant décidé de rejoindre le mouvement contestataire. C'est précisément le fait que le mouvement étudiant se soit étendu au mouvement ouvrier qui a pu, d'après l'historien et acteur de la mobilisation Guillermo Palacios, « augmenter le danger que représentait le mouvement pour l'Etat »<sup>26</sup>. Le politiste Dan Cothran observe en effet que le mouvement de 1968 a constitué « la plus grande menace pour le régime mexicain depuis des décennies »<sup>27</sup>.

Au-delà de leurs différences en termes de durée et de participation populaire, les mobilisations hongroise et mexicaine ont pour point commun de s'être fortement élargies au point de constituer une réelle menace pour le système politique. Dans les deux cas en effet, le mouvement contestataire remettait tellement en question les fondements du régime que les dirigeants optèrent pour la même réponse : la répression. D'aucuns pourront certes observer que dans le cas hongrois, l'écrasement du mouvement a été organisé par une puissance étrangère – l'Union soviétique – mais l'imbrication du régime politique hongrois dans le système politique de l'URSS permet de comprendre pourquoi ce mouvement protestataire a fait l'objet d'une intervention militaire soviétique.

Ainsi, dès la soirée du 23 octobre 1956, les combats de rue à Budapest firent plus de 350 morts,<sup>28</sup> et avec l'entrée des troupes soviétiques dans la ville le 4 novembre, le bilan s'alourdit encore. N'acceptant pas que le dirigeant réformiste Imre Nagy, qui avait été porté au pouvoir par les insurgés hongrois, constitue un gouvernement de coalition et annonce le retrait de son pays du Pacte de Varsovie, les dirigeants soviétiques optèrent pour la répression militaire du mouvement. Selon l'office statistique de la Hongrie, les pertes humaines s'élèveraient à 2650 morts, dont 2000 à Budapest, mais comme le fait remarquer Pierre Kende, « on ne dispose d'aucune source permettant de confirmer ou d'infirmer ces

---

<sup>25</sup> A. Lempérière, *Intellectuels, Etat et société au Mexique. XX<sup>e</sup> siècle. Les clercs de la nation*, Paris, L'Harmattan, 1992, p.364.

<sup>26</sup> « La cosa se extendía también al movimiento obrero y eso fue una cosa que podría haber, sin que nosotros nos diéramos cuenta, provocado un aumento en la peligrosidad del movimiento para el Estado. » (Entretien avec Guillermo Palacios, Mexico, 19 décembre 2005).

<sup>27</sup> « By the late 1960s, several factors came together to create an explosive situation in Mexico, producing the greatest threat to the regime in several decades. » (D. Cothran, *Political Stability and Democracy in Mexico. The "perfect dictatorship"?*, Westport Connecticut, Praeger, 1994, p.90).

<sup>28</sup> F. Fejtö, *La tragédie hongroise*, Paris, Horay, 1996, p.244.

chiffres »<sup>29</sup> car un amalgame a pu se faire entre les victimes des combats et les disparus durant l'exode.<sup>30</sup> La sévérité de la répression s'illustre aussi par les nombreuses arrestations, exécutions et incarcérations qui suivirent l'écrasement de la mobilisation. Dès le 4 novembre, la police politique procédait à des arrestations, mais ce fut surtout au cours du mois de décembre 1956 que ces arrestations devinrent massives. Entre novembre 1956 et avril 1958, plus de 14 000 Hongrois furent jugés pour des faits liés à la mobilisation.<sup>31</sup> De nombreux étudiants furent alors condamnés à des peines de prison pour avoir participé à un « mouvement contre-révolutionnaire ».<sup>32</sup> La répression fut tout particulièrement sévère à l'égard des dirigeants réformistes qui, comme Imre Nagy et plusieurs membres de son entourage, furent livrés à la police et exécutés.<sup>33</sup>

Dans le cas mexicain aussi, la mobilisation fut réprimée dans le sang. A quelques jours seulement de l'ouverture des Jeux Olympiques en octobre 1968, le gouvernement mexicain s'était retrouvé dans une impasse politique : céder aux revendications des étudiants signifiait remettre en question le fonctionnement même du régime, mais laisser les étudiants défiler par milliers durant les jeux risquait de remettre en question l'image que le régime voulait donner aux pays étrangers. Le gouvernement mexicain dut choisir, et il « choisit le chemin le plus court : la répression »<sup>34</sup>. Dans la matinée du 2 octobre, alors que des milliers d'étudiants étaient rassemblés sur la place de Tlatelolco, ou place des « Trois Cultures », les militaires postés aux fenêtres des immeubles qui entouraient la place reçurent l'ordre de tirer sur la foule. Bien que la question du nombre de victimes fasse encore débat, on estime aujourd'hui qu'environ 400 étudiants perdirent la vie.<sup>35</sup> Le choc que produisit cette fusillade fut tel que les leaders du mouvement optèrent pour l'arrêt de la mobilisation. Dix jours plus tard, les Jeux Olympiques de Mexico purent commencer, sans que cette répression ne vienne les troubler.

<sup>29</sup> P. Kende, « Epilogue sous forme de notes complémentaires », in F. Fejtő, *La tragédie hongroise, op. cit.*, p.349.

<sup>30</sup> On estime à 200 000 le nombre de Hongrois qui ont fui à l'Ouest après l'insurrection de 1956.

<sup>31</sup> P. Kende (1996), *art. cit.*, p.353.

<sup>32</sup> Les exemples de Tamás Kiss et de György Forintos, deux étudiants en droit, illustrent l'intensité de la répression : ils furent respectivement condamnés à 8 ans et 4 ans de prison. Mais ils bénéficièrent deux ans plus tard d'une amnistie réduisant la durée de leur peine : T. Kiss purgea une peine de 3 ans de prison et G. Forintos fut quant à lui emprisonné durant 2 ans et demi. (Entretien avec György Forintos et Tamás Kiss, Budapest, 17 juin 2004).

<sup>33</sup> Réfugié avec son équipe gouvernementale dans l'ambassade yougoslave, Imre Nagy fut néanmoins livré à la police hongroise et exécuté en juin 1958 avec quatre membres de son entourage politique.

<sup>34</sup> J. Marsal, « Les intellectuels mexicains, le Parti révolutionnaire institutionnel et le massacre de Tlatelolco », in GRAL, Institut d'Etudes Mexicaines, *Intellectuels et Etat au XX<sup>ème</sup> siècle*, Paris, Editions du CNRS, 1979, p.63.

<sup>35</sup> Entretien avec l'universitaire Daniel Cazés (Mexico, 13 décembre 2005).

Ainsi, les dirigeants soviétiques en 1956 comme le gouvernement mexicain douze ans plus tard choisirent de mettre un terme à ces deux mobilisations initiées par les étudiants en employant la force militaire. Or cette « similitude » dans la réponse des dirigeants n'est guère étonnante lorsque l'on connaît la nature du régime politique hongrois durant les années cinquante et celle du régime mexicain durant la décennie suivante.

### *Deux mobilisations étudiantes en régime autoritaire*

« Je suis stupéfait : il n'y a rien qui ressemble plus au PRI que le parti communiste de l'Union soviétique, et il n'y a rien qui ressemble plus à l'Etat mexicain que l'Etat soviétique. »<sup>36</sup> Ces propos qu'aurait tenus, à la fin des années soixante, l'ambassadeur mexicain à Moscou ne relèvent certainement pas de l'analyse scientifique, mais ils invitent néanmoins à se pencher sur les caractéristiques de l'un des régimes du bloc communiste – le régime politique hongrois – et du régime politique mexicain à la veille de chacune de ces mobilisations estudiantines. Car rassembler ces deux régimes dans une même catégorie, celle des « régimes autoritaires », relève d'un choix théorique et méthodologique qui mérite d'être explicité.

En Hongrie durant les années cinquante comme au Mexique durant la décennie suivante, la vie politique était dominée par un seul parti, respectivement le parti communiste hongrois (MDP)<sup>37</sup> et le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI)<sup>38</sup>. Pour autant, alors qu'au Mexique les électeurs étaient régulièrement conviés aux urnes, en Hongrie au contraire le pays n'avait connu aucune élection depuis 1949. La domination du PRI dans la vie politique mexicaine était donc plus masquée que celle du parti communiste en Hongrie. Cette différence au niveau du fonctionnement des institutions se retrouvait aussi au niveau des libertés politiques. Le régime politique mexicain permettait l'existence de partis d'opposition – dont l'indépendance et le caractère véritablement oppositionnel étaient néanmoins

<sup>36</sup> « Estoy asombrado: no hay nada que se parezca más al PRI que el Partido Comunista de la Unión Soviética, y no hay nada que se parezca más al Estado mexicano que el Estado soviético. » (Propos de l'ambassadeur mexicain à Moscou, Antonio Carrillo Flores, selon Daniel Cazés, entretien avec D. Cazés, Mexico, 13 décembre 2005).

<sup>37</sup> *Magyar Dolgozók Pártja* (« Parti des travailleurs hongrois ») : parti communiste hongrois. Afin de faciliter la compréhension, nous avons choisi d'employer l'expression française « parti communiste hongrois » (PCH) pour désigner le MDP.

<sup>38</sup> *Partido Revolucionario Institucional* (PRI).



discutables – alors qu’en Hongrie, aucune organisation politique autre que le parti communiste n’avait pu perdurer après 1947. En ce qui concerne la liberté d’expression enfin, le contrôle exercé par le gouvernement sur les médias n’était guère plus masqué au Mexique qu’en Hongrie où la censure avait commencé à se relâcher à partir de 1953.<sup>39</sup>

Ces différences entre les régimes hongrois et mexicain, tant au niveau des libertés politiques que du fonctionnement des institutions, soulèvent la question de la possibilité de les classer dans une même catégorie. Ainsi, pour certains auteurs comme Juan Linz et Alfred Stepan, les régimes communistes post-staliniens ne peuvent être rangés dans aucun des trois types de régimes couramment employés – démocratiques, autoritaires et totalitaires – et relèvent d’une quatrième catégorie qu’ils nomment « régimes post-totalitaires ».<sup>40</sup> Pour autant, la volonté d’affiner la classification des régimes politiques en créant de nouvelles catégories ne risque-t-elle pas d’empêcher les comparaisons entre des phénomènes politiques s’étant produits dans des régimes partageant pourtant un certain nombre de caractéristiques ?

Bien que cet affinement proposé par J. Linz et A. Stepan soit utile pour mettre en avant des différences que nous mentionnerons tout au long de notre recherche, nous avons choisi d’intégrer ces régimes dits « post-totalitaires » dans la catégorie plus large des régimes autoritaires. En cela, nous rejoignons Guy Hermet lorsqu’il observe que la qualification d’autoritaire permet de réprover des gouvernements sans pour autant « les ranger dans l’abomination absolue du totalitarisme »<sup>41</sup>. Car, au-delà des profondes différences qui les séparaient, les régimes politiques hongrois et mexicains avaient pour point commun d’assurer la domination d’un parti, que ce soit en contrôlant étroitement les forces sociales ou en freinant l’expression publique d’opinions dissidentes.

A partir de 1947 en effet, le parti communiste hongrois s’était peu à peu assuré la mainmise sur tout le système politique. Pourtant, aux élections législatives de novembre 1945, c’était le parti des petits propriétaires qui était arrivé en tête avec 57 % des suffrages, loin

---

<sup>39</sup> D’après Raymond Aron en effet, le régime hongrois « tolérait, depuis des mois, la liberté de parole » et « la presse était revenue à moitié libre ». (R. Aron, « Une révolution antitotalitaire », in M. Lasky et F. Bondy, *La révolution hongroise. Histoire du soulèvement d’Octobre, d’après les documents, les dépêches, les rapports des témoins oculaires et les réactions mondiales*, Paris, Plon, 1957, p.IX).

<sup>40</sup> cf. J. Linz, A. Stepan, *Problems of Democratic Transition and Consolidation. Southern Europe, South America, and Post-Communist Europe*, Baltimore, The John Hopkins University Press, 1996, p.41-42.

<sup>41</sup> G. Hermet, *art. cit.*, p.270.

devant le PCH et le parti social-démocrate qui n'avaient l'un comme l'autre obtenu que 17 % des voix. Le parti des petits propriétaires aurait pu gouverner seul, mais le président de la Commission de contrôle alliée, le maréchal soviétique Vorochilov, imposa la formation d'un gouvernement de coalition accordant quatre ministères au parti communiste. En mettant la main sur le ministère de l'Intérieur, ce dernier put progressivement noyauter l'appareil du pouvoir et écarter les dirigeants du parti des petits propriétaires.<sup>42</sup> Après la démission du président du Conseil, de nouvelles élections législatives furent organisées en août 1947 au terme desquelles le PCH améliora son score électoral avec 22 % des suffrages, mais resta loin derrière le parti des petits propriétaires. Cette petite progression permit aux communistes de contrôler cinq ministères, dont le ministère de l'Intérieur et celui des Affaires étrangères.

Mais à partir de 1947, le PCH allait progressivement éradiquer ses adversaires politiques grâce une méthode désormais célèbre : la « tactique du salami »<sup>43</sup>. Après avoir éliminé les alliés dits de droite – le parti des petits propriétaires – le parti communiste s'attaqua ensuite au centre et à la gauche – dont le parti social-démocrate – en favorisant l'émergence d'une « gauche » à l'intérieur de la formation qui exigerait l'élimination de la « droite » de son propre parti.<sup>44</sup> En mai 1949, les formations politiques ayant survécu à cette « découpe » se présentèrent sur une liste unique, le « Front populaire hongrois d'indépendance », qui obtint 96,27 % des suffrages.<sup>45</sup> La République populaire hongroise était proclamée et le parti communiste tenait les rênes du pouvoir.

La domination du parti communiste ne tenait pas qu'à l'éviction des autres formations politiques, elle reposait aussi sur le mode de fonctionnement des institutions. François Fejtő rappelle en effet que les députés n'avaient aucun pouvoir réel, leur fonction se résumant à

---

<sup>42</sup> En dressant des dossiers d'accusation contre les dirigeants du parti des petits propriétaires, la police politique contrôlée par le parti communiste parvint à affaiblir rapidement cette formation politique du pays. Dès février 1947, l'un des principaux leaders du parti des petits propriétaires, Béla Kovács, fut emmené en Russie et Ferenc Nagy, le président du Conseil, fut contraint de donner sa démission au mois de mai. (cf. M. Molnár, *Histoire de la Hongrie*, Paris, Hatier, 1996, p.385-386).

<sup>43</sup> C'est au leader communiste hongrois Mathias Rákosi que l'on doit cette expression qu'il explicita dans un discours de février 1952 : « cette tactique consistait à débiter, jour après jour, tranche par tranche, la réaction qui se dissimulait dans les autres partis politiques ». (cité par B. Lazitch in « Les mécanismes de la domination soviétique au temps de Staline », in P. Kende, K. Pomian (dir.), *1956 Varsovie-Budapest. La deuxième révolution d'octobre*, Paris, Seuil, 1978, p.19).

<sup>44</sup> Ainsi, Mathias Rákosi expliqua que « chaque fois, à l'intérieur de la formation destinée à devenir la victime prochaine, les communistes soutenaient ou même suscitaient une "gauche" qui exigeait l'élimination de la "droite" dans son propre parti ». (*idem*).

<sup>45</sup> cf. M. Molnár, *De Béla Kun à János Kádár, Soixante-dix ans de Communisme hongrois*, Paris, Presses de la FNSP, 1987, p.165.

maintenir un contact avec leur circonscription « afin de populariser les mesures gouvernementales et d'en contrôler l'exécution »<sup>46</sup>. Les décisions étaient prises au sommet de l'Etat, au sein du « Présidium suprême » qui rassemblait des dirigeants censés être nommés par les députés mais qui émanaient directement du Bureau politique du parti.<sup>47</sup> Or le Bureau politique dépendait lui-même étroitement des dirigeants soviétiques qui avaient non seulement un droit de regard sur sa composition, mais qui pouvaient aussi en désigner et révoquer le chef. En définitive, conclut Tibor Méray, « les congrès n'étaient que mise en scène, les élections n'étaient que des farces »<sup>48</sup>.

Le régime politique mexicain des années soixante avait lui aussi pour particularité d'être dominé par un parti, le PRI, qui ne laissait guère de place aux autres formations politiques. « L'accès au pouvoir n'est pas régi par les élections, dont l'organisation sert davantage à légitimer qu'à désigner les élus, mais par des luttes d'influence et une cooptation dont la maîtrise et la connaissance échappent à l'opinion publique et aux partis autres que le PRI »<sup>49</sup>. D'après Annick Lempérière en effet, « l'alternance n'est pas pratiquée et, en-dehors des périodes électorales, l'opposition n'a guère de voix au chapitre »<sup>50</sup>. Le système politique mexicain avait pour particularité d'avoir été entre les mains d'un parti politique qui s'est maintenu au pouvoir depuis 1928 grâce à sa capacité d'adaptation, d'organisation et de contrôle des corps intermédiaires. Cette domination a duré jusqu'aux élections législatives de 1997, et il a fallu attendre l'an 2000 pour qu'un candidat de l'opposition, Vicente Fox Quesada, accède à la présidence.

Depuis sa création en 1928, le « Parti de la Révolution » s'est maintenu au pouvoir sans avoir jamais été inquiété par les partis de l'opposition. Illustrant la domination sans partage de ce parti, les résultats des élections présidentielles révèlent que l'opposition n'a jamais réussi à rassembler plus de 26 % des suffrages :

---

<sup>46</sup> F. Fejtö, *La tragédie hongroise*, *op. cit.*, p.89.

<sup>47</sup> D'après François Fejtö, « c'est par le truchement du Présidium que s'opérait la synthèse entre la façade démocratique de l'Etat et la dictature du bureau politique du Parti communiste ». (*ibid.*, p.90).

<sup>48</sup> cf. T. Méray, *Budapest (23 octobre 1956)*, Paris, Robert Laffont, 1966, p.61.

<sup>49</sup> A. Lempérière, *op. cit.*, p.175.

<sup>50</sup> *idem.*

<b>Présidents mexicains élus depuis 1928</b>	
<u>1928</u> : Obregón (100 %)	<u>1946</u> : Alemán (77,90 %)
<u>1929</u> : Ortiz Rubio (93,55 %)	<u>1952</u> : Ruiz Cortines (74,31 %)
<u>1934</u> : Cárdenas (98,19 %)	<u>1958</u> : López Mateos (90,43 %)
<u>1940</u> : Avila Camacho (93,89 %)	<u>1964</u> : Díaz Ordaz (88,81 %)

Source : P. González Casanova, *La democracia en México*, p.230-231

« On ne peut pas comprendre l'histoire mexicaine depuis 1928 si l'on ne tient pas compte du rôle central joué par ce parti dans l'organisation de la vie politique, que ce soit dans la constitution d'alliances entre les groupes sociaux ou dans l'élaboration d'une idéologie et d'un espace politiques capables d'inclure les tendances politiques et sociales émergentes »<sup>51</sup>, observent Miguel González Compeán et Leonardo Lomelí Vanegas. Ainsi, à la veille du mouvement étudiant de 1968, le parti du gouvernement n'avait, depuis quarante ans, perdu aucune élection, qu'il s'agisse d'une élection présidentielle, sénatoriale ou de gouverneur d'Etat fédéré.<sup>52</sup>

Ce parti a pourtant une origine singulière : il fut créé de toutes pièces par le gouvernement mexicain afin d'asseoir son autorité au lendemain de la révolution mexicaine. « Ce n'est pas un parti qui a conquis le pouvoir, c'est le bras politique du pouvoir »<sup>53</sup>, rappelle Octavio Paz. Créé par le président Calles en 1928, le « Parti national révolutionnaire » s'est transformé dix ans plus tard, sous la présidence de Lázaro Cárdenas, en « Parti de la révolution mexicaine », avant de devenir « Parti révolutionnaire institutionnel » en 1946. Durant les années soixante, la domination de ce parti était toujours sans partage. D'après Annick Lempérière en effet, « avec son assise sociale et sa capacité d'encadrement, cuirasse presque sans défaut, le PRI connaît son apogée sous les présidences de López Mateos (1958-1964) et

<sup>51</sup> « No podríamos entender la historia mexicana posterior a 1928 si no tenemos en cuenta el papel central que dicho partido ha jugado en la organización de la vida pública nacional, tanto por medio de la construcción de alianzas entre grupos y clases, como de la configuración de una ideología incluyente y de espacio político que permitió la capilaridad social y la inclusión de nuevas tendencias y movimientos sociales. » (M. González Compeán, L. Lomelí Vanegas, *El Partido de la Revolución. Institución y conflicto (1928-1999)*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, 2000, p.13).

<sup>52</sup> cf. P. González Casanova, *La democracia en México*, Mexico, Era, 2003, p.24 et suiv.

<sup>53</sup> « No hay que olvidar que el PRI no es un partido que ha conquistado el poder: es el brazo político del poder. » (Octavio Paz, cité par M. Aguilar Mora, *El bonapartismo mexicano. I. Ascenso y decadencia*, Mexico, Juan Pablos Editor, 1984, p.33).

de Díaz Ordaz (1964-1970) ». <sup>54</sup> Avec la question du contrôle des corps intermédiaires – syndicats et organisations professionnelles – nous abordons un deuxième point commun entre le régime politique hongrois à la veille de la mobilisation de 1956 et le régime politique mexicain durant les années soixante.

Souhaitant contrôler étroitement la vie politique du pays, les dirigeants communistes s'étaient en effet, à partir de 1948, attachés à épurer et encadrer toutes les sphères de la société hongroise. La purge qui commença au sommet de l'Etat s'étendit bientôt à tous les secteurs : des ministères aux municipalités, de l'armée aux maisons d'édition, l'ensemble du personnel administratif fut touché par les limogeages et les arrestations. Entre juin 1948 et octobre 1951, ces épurations concernèrent environ 25 % des effectifs. <sup>55</sup> Mais cette politique d'encadrement et de répression ne se limita pas aux secteurs politiques et administratifs, elle toucha aussi les citoyens ordinaires. Sur une population de seulement 9 millions d'habitants, près de 1 300 000 personnes comparurent devant des tribunaux durant la seule période 1948-1953. Ces arrestations générèrent d'autant plus un climat de terreur que, rappelle Miklós Molnár, « le nombre des exécutions politiques et des prisonniers politiques incarcérés, battus et torturés n'est pas connu » <sup>56</sup>.

Caractéristique des régimes totalitaires, <sup>57</sup> ce climat de terreur absolue ne fut néanmoins que de courte durée en Hongrie. Avec la mort de Staline en mars 1953 et l'apparition des premiers signes de contestation dans les usines des démocraties populaires, les dirigeants soviétiques invitèrent le chef du gouvernement hongrois, Mathias Rákosi, à faire son autocritique et à partager le pouvoir avec Imre Nagy, un dirigeant communiste réformiste. S'inscrivant directement dans la politique de « déstalinisation », le programme politique et économique mené par Imre Nagy entre juillet 1953 et avril 1955 permit de relâcher l'étau qui avait enserré jusqu'alors la société hongroise. Dès son arrivée au pouvoir, il décréta une amnistie partielle et la suppression des camps de prisonniers. <sup>58</sup> Son attitude plus tolérante à l'égard des opinions dissidentes amena un nombre croissant d'intellectuels

<sup>54</sup> A. Lempérière, *op. cit.*, p.310.

<sup>55</sup> cf. F. Fejtő, *Histoire des démocraties populaires. Tome I. L'ère de Staline*, Paris, Seuil, 1979, p.255.

<sup>56</sup> M. Molnár, *Histoire de la Hongrie, op. cit.*, p.390.

<sup>57</sup> D'après Robert Charvin, un Etat totalitaire se caractérise par « sa volonté et sa capacité d'emprise totale sur la société et chaque individu », ce qui implique « une structure institutionnelle particulière avec parti unique, idéologie officielle, contrôle policier, concentration absolue des pouvoirs politiques, économiques, culturels, subordination du droit » (R. Charvin, *Les Etats socialistes européens*, Paris, Dalloz, 1985, p.16).

<sup>58</sup> cf. M. Molnár, *Victoire d'une défaite : Budapest 1956*, Lausanne, Ed. L'Age de l'Homme, 1996, p.35-36.

hongrois à oser critiquer le climat de censure et d'autocensure qui avait régné depuis 1948. Bien qu'Imre Nagy fût écarté du pouvoir dès avril 1955, le retour au sommet de l'Etat de Mathias Rákosi ne se traduisit pas pour autant par un rétablissement du système totalitaire. Car non seulement ce dernier allait devoir tenir compte de la contestation qui montait au sein du monde intellectuel, mais surtout, il devait se plier au souhait des dirigeants soviétiques de mener une politique de déstalinisation, notamment après le XX<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique de février 1956.

Si l'état s'était légèrement desserré en 1956, cela ne signifiait pas pour autant que l'Etat ne contrôlait pas étroitement les différentes sphères de la société. Dans les usines, l'unique syndicat qui pouvait défendre les intérêts des travailleurs n'était autre que l'organe du Parti. « Les ouvriers se sentaient désarmés », notait François Fejtő, car « les syndicats enrégimentés n'exprimaient que le point de vue de la direction »<sup>59</sup>. De même dans les universités, les étudiants n'avaient d'autre choix que d'adhérer au syndicat unique de la jeunesse, la « Fédération de la Jeunesse Travailleuse », plus connue sous son sigle hongrois *DISZ*.<sup>60</sup> Les étudiants ne pouvaient mener aucune initiative en dehors de cette organisation officielle, dont les activités se résumaient aux loisirs des jeunes et à l'organisation des meetings et des parades politiques obligatoires.

Cet encadrement de la société s'étendit aussi au domaine religieux, les instances dirigeantes des Eglises ayant été largement épurées et soumises au contrôle du pouvoir politique. L'Eglise catholique, première religion du pays,<sup>61</sup> avait été la cible privilégiée du régime communiste. Dès la fin de l'année 1948, le cardinal József Mindszenty avait été arrêté et condamné à une peine de prison à perpétuité. Après avoir arrêté et déporté plusieurs milliers de moines et de sœurs durant l'année 1950, les dirigeants politiques parvinrent à soumettre l'Église catholique en 1951 en obtenant du cardinal Gyula Czapik un sermon de

---

<sup>59</sup> F. Fejtő, *Budapest l'insurrection, La première révolution anti-totalitaire*, Bruxelles, Editions Complexe, 1990, p.58.

<sup>60</sup> *Dolgozó Ifjúság Szövetsége* (« Fédération de la Jeunesse Travailleuse ») : organisation des jeunes communistes hongroises.

<sup>61</sup> Selon le recensement de 1949, 67,8% des Hongrois étaient de religion catholique romane, 21,9% étaient protestants, 5,2% évangélistes, 2,7% catholiques grecs et 1,5% de confession juive (cf. T. Valuch, *Contemporary Hungarian Social History*, Budapest, Osiris publishers, 2001, chap. 6).

loyauté.<sup>62</sup> « Pour des raisons pratiques, conclut l'historien Tibor Valuch, l'autonomie des Églises avait cessé »<sup>63</sup>.

La volonté d'encadrer la société n'était certes pas aussi affirmée au Mexique, mais le Parti de la révolution avait néanmoins, depuis sa création, mené une politique que l'on peut nommer avec Annick Lempérière de « quadrillage des forces sociales »<sup>64</sup>. Dès 1928 en effet, le parti créé par Calles avait renforcé les alliances sociales conclues durant la guerre civile par les Constitutionnalistes grâce à la popularité de la réforme agraire de 1915. Mais ce fut surtout sous la présidence de Lazaro Cárdenas, entre 1934 et 1940, que le parti au pouvoir institutionnalisa son système de clientèle.<sup>65</sup> Ce président parvint à rallier au parti du gouvernement, et cette alliance était encore d'actualité en 1968, les organisations paysannes regroupées dans la Confédération nationale des paysans (CNC), le secteur ouvrier avec la Confédération des travailleurs mexicains (CTM), les employés de l'Etat, les associations professionnelles, ainsi que les militaires.<sup>66</sup> Ce fut donc à Cárdenas que « revint le mérite, observe Arnaldo Córdoba, d'avoir élaboré le contrat social populiste à la base de la stabilité politique et sociale du Mexique, où l'Etat constitue l'axe autour duquel gravitent les intérêts sociaux les plus divers »<sup>67</sup>.

Au cours des présidences suivantes, la machine institutionnelle du pouvoir mexicain renforça ses rouages. Avec Miguel Alemán, entre 1946 et 1952, apparut le phénomène de subordination des leaders syndicaux au gouvernement, plus connu au Mexique sous le terme

---

<sup>62</sup> « As a result of increased political pressure, Cardinal József Mindszenty, the Primate of Hungary, was arrested on December 26, 1948, and given a life-sentence on February 9, 1949. After the ban on religious orders and the internment or deportation of 8,956 nuns and 2,582 monks in the summer of 1950, the episcopal body also reached an agreement with the government. Nor was this the end. In 1951 Cardinal József Grósz and other Catholic leaders were taken into custody and sentenced to prison terms. In July 1951, under the leadership of Cardinal Gyula Czapik, the intimidated bishops of the Catholic Church took an oath of loyalty to the constitution of the Hungarian People's Republic. » (T. Valuch, *op. cit.*, chap.6, p.8).

<sup>63</sup> « For all practical purposes, the autonomy of the churches had ceased. » (*idem*).

<sup>64</sup> A. Lempérière, *op. cit.*, p.320.

<sup>65</sup> Rappelons en effet que lorsque Cárdenas arriva au pouvoir, le mouvement ouvrier était divisé entre quatre grandes centrales syndicales et de nombreux syndicats indépendants (*cf.* P. Samerón Sangines, « La fundación (1928-1933) » in M. González Compeán, L. Lomelí Vanegas (coord.), *op. cit.*, p.140).

<sup>66</sup> Pour plus de précisions sur la création de ces structures syndicales, voir A. Lempérière, *op. cit.*, p.136.

<sup>67</sup> « Es a Cárdenas a quien corresponde el mérito de haber construido, en sus términos esenciales y permanentes, el contrato social populista que ha consolidado la estabilidad política y social de México, en la que el Estado constituye el eje en torno del cual giran los más diversos intereses sociales. » (A. Córdoba, *Formación del poder político en México*, Mexico, Era, 1984, p.44).

de *charrismo*.<sup>68</sup> Enfin, durant les années soixante, le Parti de la révolution renforça son emprise sur les corps intermédiaires en récupérant les organisations syndicales paysannes indépendantes.<sup>69</sup> Dès lors, bien que l'article 123 de la Constitution mexicaine accordât aux travailleurs le droit de s'associer dans des structures syndicales et de faire la grève, la réalité du système mexicain était toute autre.

Ainsi, Pablo González Casanova montrait en 1967 que les deux tiers des travailleurs syndicalisés étaient affiliés à la CTM, la principale organisation syndicale qui était étroitement liée au PRI. Quant aux autres syndicats, ils entretenaient eux aussi des relations étroites avec le parti du gouvernement.<sup>70</sup> Ramón Ramírez observait ainsi, au lendemain de la mobilisation étudiante de 1968, que le mouvement syndical était « un organe de plus du gouvernement » dans la mesure où « ceux que l'on nomme leaders syndicaux sont pratiquement des fonctionnaires de l'appareil gouvernemental »<sup>71</sup>. Créé par le pouvoir gouvernemental pour asseoir son autorité, le PRI est parvenu à s'imposer non seulement comme la principale force politique du pays, mais aussi comme l'organe de contrôle et de subordination des forces sociales. Face à un rouage institutionnel aussi bien huilé, il était tout aussi difficile pour les partis d'opposition que les syndicats indépendants de s'implanter dans le paysage politique mexicain.

Rappelant qu'aucun parti d'opposition n'avait jamais réussi, au Mexique, à gagner la moindre élection, Pablo González Casanova soulignait aussi la nature singulière de la plupart de ces partis dits d'opposition. Ceux-ci présentaient selon lui « des caractéristiques très éloignées de la définition théorique d'un parti : souvent financés par le gouvernement lui-même, ils ont soutenu les candidats du pouvoir ou ne se sont opposés que temporairement – en échange de concessions accordées aux groupes politiques qui les dirigeaient – participant

---

<sup>68</sup> Dès son arrivée au pouvoir, Alemán avait dû faire face à un vaste mouvement de grève dans le secteur pétrolier. Après avoir écrasé ce mouvement social, il était parvenu à imposer à la tête de l'union syndicale du secteur pétrolier un leader dévolu au pouvoir politique dont le surnom, « El Charro », fut repris ensuite pour désigner les syndicalistes fidèles aux instructions du PRI.

<sup>69</sup> cf. A. Lempérière, *op. cit.*, p.311.

<sup>70</sup> « Las dos terceras partes de los trabajadores sindicalizados pertenecen a una organización, la Confederación de Trabajadores Mexicanos (CTM), unida estrechamente al partido gubernamental, al través del sector obrero del partido, y al gobierno. Otros sindicatos no afiliados a esa central tienen también fuertes vínculos con el partido y el gobierno. » (P. González Casanova, *op. cit.*, p.26).

<sup>71</sup> « El movimiento sindical no goza de la libertad necesaria para desenvolverse. Es un apéndice más del gobierno. Los llamados líderes sindicales son prácticamente funcionarios del aparato gubernamental. » (R. Ramírez, *El movimiento estudiantil de México, Julio / diciembre de 1968*, Mexico, Ediciones Era, 1969, tome 1, p.34).



ainsi à la réalisation du *jeu* politique, du *cérémonial* électoral. »<sup>72</sup> Quant aux partis de l'opposition restés fidèles à leur ligne politique, « ils n'ont finalement réussi qu'à jouer le rôle de groupes de pression »<sup>73</sup>. Généralement contraints d'agir dans la clandestinité, la plupart des partis d'extrême gauche n'avait pas leur place dans le jeu politique mexicain des années soixante.

Ainsi, au-delà des différences qui les séparent, les régimes politiques hongrois et mexicains étaient tous deux dirigés par un parti dominant qui s'attachait à encadrer plus ou moins étroitement les forces sociales. Cet encadrement de la société passait aussi, dans les deux cas, par un contrôle important des expressions politiques dissidentes.

Au début des années cinquante en Hongrie, ni les écrivains, ni les poètes, ni les journalistes ne pouvaient écrire librement.<sup>74</sup> D'après Jean-Paul Sartre et François Fejtő, c'était un véritable climat de « terreur intellectuelle »<sup>75</sup> qui avait régné en Hongrie entre 1948 et 1953. Toutes les œuvres littéraires, qu'il s'agisse de romans, de poèmes ou de pièces de théâtre, devaient obtenir une autorisation avant de pouvoir être publiées. De la même façon, la presse était étroitement contrôlée par l'appareil du Parti et aucune opinion dissidente n'avait des chances d'être reproduite. Ironiquement peut-être, le quotidien du parti communiste hongrois se nommait *Szabad Nép*, « Peuple libre ». La censure s'exerçait d'autant plus efficacement que les écrivains et les journalistes eux-mêmes avaient généralement choisi de s'autocensurer en suivant la ligne prônée par le Parti.<sup>76</sup>

<sup>72</sup> « Muchos de ellos presentan características esencialmente distintas de las que corresponden a un partido en el terreno teórico o en la experiencia euroamericana; financiados en muchos casos por el propio gobierno, han apoyado a los candidatos del gobierno o luchado provisionalmente en su contra – a cambio de concesiones para los grupos políticos que los dirigen –, y han participado así en la realización del *juego* político, del *ceremonial* electoral. » (P. González Casanova, *op. cit.*, p.24).

<sup>73</sup> « Los partidos de oposición que han luchado en forma permanente sólo han llegado en realidad a constituir grupos de presión. » (*idem*).

<sup>74</sup> Ainsi, d'après le ministre de culture populaire József Révai en 1952, l'écrivain n'a pas « le droit d'écrire ce qu'il veut ». Répondant à la controverse littéraire qui suivit la parution de l'un des romans de Tibor Déry, il écrivit en effet que « Déry a déclaré que "l'écrivain s'efforce de défendre le droit qu'il a d'écrire ce qu'il veut". Mais chez nous, l'écrivain n'a pas ce "droit". Il a des droits bien supérieurs à celui-ci, car il peut écrire librement la vérité, et seulement celle-ci. » (Extrait de la conclusion d'un article de József Révai (1952), traduit et reproduit in *Les Temps Modernes*, n° 129-130-131, Décembre 1956, p.799).

<sup>75</sup> Titre de l'une des parties du dossier des *Temps Modernes* consacré à la révolte de la Hongrie, *ibid*, p.794.

<sup>76</sup> « Le trait particulier du stalinisme, par rapport aux autres formes de despotisme oppressif, a été qu'à l'origine il se greffait sur un mouvement révolutionnaire authentique, ce qui lui assurait la collaboration de nombreux intellectuels de gauche, marxistes ou non. » (F. Fejtő, *Histoire des démocraties populaires. Tome II. Après Staline*, Paris, Seuil, 1979 (II), p.88).

Mais à partir de juillet 1953, avec l'arrivée du réformiste Imre Nagy, la politique du régime à l'égard des écrivains et des journalistes changea profondément. La censure se fit moins prégnante, les langues commencèrent à se délier.<sup>77</sup> Cette période de liberté littéraire, artistique et, implicitement, politique n'allait pourtant être que de courte durée car en mars 1955, l'équipe du « petit Staline hongrois »<sup>78</sup> Mathias Rákosi revenait au pouvoir. Durant l'année 1955, plusieurs rédacteurs en chefs de la revue littéraire *Irodalmi Ujság* allaient successivement être démis de leurs fonctions, pendant que la censure reprenait de la vigueur.<sup>79</sup> Loin de mettre un terme à l'audace des écrivains, cette volonté de contrôler étroitement la vie intellectuelle généra un mouvement contestataire croissant au sein des milieux artistiques et littéraires. Effrayé par le succès que remportait chaque semaine *Irodalmi Ujság* dans les kiosques à journaux, le Parti en limita le nombre de tirages. Ce type de pratique, typique des régimes autoritaires, nous confirme la nature répressive du régime politique hongrois à la veille de la mobilisation étudiante d'octobre 1956.

Bien que la liberté d'expression fût garantie au Mexique depuis 1917 par la Constitution, la liberté de presse y était dans les faits assez illusoire. En contrôlant l'approvisionnement des journaux en papier grâce au monopole de la distribution du papier,<sup>80</sup> l'Etat mexicain contrôlait du même coup les rédactions des quotidiens et des revues. Mais le gouvernement disposait de nombreux autres moyens pour s'assurer la subordination des médias. L'électricité était distribuée presque gratuitement aux journaux, ce qui constituait un privilège dont peu de rédactions pouvaient se passer. En outre, le gouvernement avait pour habitude de diffuser des bulletins officiels que la presse reprenait très largement.<sup>81</sup> Les journalistes qui essayaient d'écrire des articles indépendants étaient très rapidement mis au

<sup>77</sup> La revue littéraire *Irodalmi Ujság* (Gazette Littéraire) se mit à partir de la fin de l'année 1953 à publier des articles dans lesquels plusieurs écrivains, comme les romanciers Lajos Kónya et Istvan Örkény, commencèrent à faire leur autocritique (voir le dossier spécial des *Temps Modernes*, Décembre 1956, p.826 et suiv.).

<sup>78</sup> F. Fejtő, *Histoire des démocraties populaires. Tome II, op. cit.*, p.15.

<sup>79</sup> Ainsi, la censure toucha tout autant la pièce *Gáspár Varro a raison* de Gyula Hay que le *Galilée* de Lázsló Nemeth ou *La tragédie de l'homme* de Madách qui furent retirées des librairies.

<sup>80</sup> La distribution du papier était en effet monopolisée par la PIPSA, un organisme d'Etat créé sous la présidence de Cárdenas. (cf. J. Carrión, « Biografía Política del Movimiento de Julio », in J. Carrión, D. Cazés, S. Arguedas, F. Carmona (coord.), *Tres Culturas en Agonía*, Mexico, Nuestro Tiempo, 1969, p.26).

<sup>81</sup> « Una cosa que sólo recientemente ha cambiado, es que en los periódicos aparecía la misma nota con distinta firma porque estaba redactada en la Secretaría de la Presidencia y los periódicos simplemente emitían el boletín firmado por los reporteros de la fuente. » (R. Álvarez Garín, témoignage recueilli in H. Bellinghausen (coord.), *Pensar el 68*, Mexico, Cal y Arena, 1988, p.29). De la même façon, l'universitaire Daniel Cazés nous rappela l'importance de ces bulletins officiels : « Tú no sabías si el titular de la primera plana, la noticia principal, era una noticia o un boletín gubernamental. Era imposible saberlo. » (Entretien avec Daniel Cazés, Mexico, 13 décembre 2005).

pas.<sup>82</sup> Enfin, les dirigeants politiques pouvaient contrôler les journaux grâce aux subventions déguisées sous la forme de publicités pour des ministères ou des entreprises publiques. D'après Annick Lempérière en effet, leur suppression pouvait véritablement « asphyxier un petit journal », comme ce fut le cas « en 1966 pour *Diario de México*, coupable d'avoir manqué de respect à Díaz Ordaz »<sup>83</sup>. En définitive, conclut Daniel Cazés, « toute la presse était unanime, tout était absolument au service du gouvernement »<sup>84</sup>.

Il apparaît ainsi qu'au-delà de leurs différences, les régimes politiques hongrois et mexicains partageaient un certain nombre de caractéristiques permettant de les rassembler dans une même catégorie, celle des régimes autoritaires. Or en Hongrie comme au Mexique, le fait que ce soit précisément dans l'université que la contestation du régime ait émergé nous invite à comparer ces deux exemples de mobilisations estudiantines afin de mieux comprendre leurs conditions d'émergence. « Rechercher, afin de les expliquer, les ressemblances et les dissemblances qu'offrent des séries de nature analogue, empruntées à des milieux sociaux différents »<sup>85</sup>, telle était l'ambition que Marc Bloch avait assignée à la comparaison. Ce dernier avait en effet plaidé pour une histoire comparée qui repère « les faits semblables » et cherche « ce qui – sans qu'il y ait eu imitation d'une société par l'autre - a conduit aux ressemblances observées »<sup>86</sup>. Et pourtant, la comparaison internationale des mobilisations étudiantes constitue bien un objet de recherche encore peu exploré.

---

<sup>82</sup> « Pronto son ahogados o subordinados, o renuncian a seguir en el periodismo. » (J. Carrión, *art. cit.*, p.27).

<sup>83</sup> A. Lempérière, *op. cit.*, p.185.

<sup>84</sup> « Toda la prensa era unánime, todo era absolutamente al servicio del gobierno. » (Entretien avec D. Cazés, Mexico, 13 décembre 2005).

<sup>85</sup> M. Bloch, cité par D.-L. Seiler in *La méthode comparative en science politique*, Paris, Armand Colin, 2004, p.27.

<sup>86</sup> M. Bloch, « Pour une histoire comparée des sociétés européennes » (*Revue de synthèse*, 1928), présenté par Lucette Valensi in « Retour d'Orient ? De quelques usages du comparatisme en histoire » in *Marc Bloch aujourd'hui. Histoire comparée et sciences sociales*, Paris, Editions de l'EHESS, 1990, p.307-308.

### *Un objet de recherche encore peu exploré*

« La plupart des recherches sur les mouvements sociaux ayant été menées au niveau d'un seul pays, on a rarement employé la méthode comparative »<sup>87</sup>. Cette remarque de Sidney Tarrow vaut aussi pour les recherches portant sur les mouvements étudiants. Il existe bien des ouvrages comparatifs consacrés aux mouvements étudiants, mais il s'agit le plus souvent de comparaisons que Daniel-Louis Seiler qualifie de « frauduleuses »<sup>88</sup> : les monographies et les ouvrages collectifs compilant des études de cas.

Les études monographiques sur les mouvements étudiants ne manquent pas, comme en témoigne l'abondante littérature sur les mobilisations des années soixante. La Bibliothèque nationale de France rassemble en effet plus de 130 ouvrages consacrés à Mai 68. Le caractère mondial des mobilisations étudiantes cette année-là a amené un certain nombre d'analystes à se pencher sur la dimension internationale de la contestation estudiantine durant l'année 1968.<sup>89</sup> Durant les années 1960 et 1970, l'engouement des chercheurs pour les mouvements étudiants a tout particulièrement été important aux États-Unis.<sup>90</sup> Mais cette profusion de la littérature sur les mouvements étudiants était finalement étroitement liée au contexte politique et social de l'époque. Loin d'avoir eu une réelle ambition analytique, ces études se limitèrent généralement à prolonger l'intérêt des médias pour ces mobilisations étudiantes. Philip Altbach notait ainsi en 1981 que « c'est la crise des années 1960 plus qu'un intérêt proprement académique pour ce sujet qui a stimulé ces recherches sur l'activisme des étudiants ».<sup>91</sup> Ecrits sur le vif, la plupart de ces ouvrages ne présentaient finalement que peu

---

<sup>87</sup> « Since much of the research on social movements has been carried out in single countries, little use has been made of the comparative method. » (S. Tarrow, « Silence and Voice in the Study of Contentious Politics : Introduction », in R. Aminzade et al., *Silence and Voice in the Study of Contentious Politics*, Cambridge University Press, 2001, p.11).

<sup>88</sup> D.-L. Seiler, *La Politique comparée*, Paris, Armand Colin, 1982, p.25.

<sup>89</sup> cf. G. Dreyfus-Armand et L. Gervereau (dir.), *Mai 1968. Les mouvements étudiants en France et dans le monde*, Paris, Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, 1988 ; D. Caute, *1968 dans le monde*, Paris, Robert Laffont, 1988 ; M.C. Lavabre, H. Rey, *Les mouvements de 1968*, Florence, Casterman Giunti, 1998.

<sup>90</sup> cf. S. M. Lipset (dir.), *Student Politics*, New York, Basic Books, 1967 ; G. R. Weaver, J. H. Weaver, *The University and Revolution*, New Jersey, Prentice-Hall, 1969 ; A. Orum, *The Seeds of Politics. Youth and Politics in America*, New Jersey, Prentice-Hall, 1972 ; A. Gold, R. Christie, L.N. Friedman, *Fists and Flowers. A Social Psychological Interpretation of Student Dissent*, New York, Academic Press, 1976 ; O. Klineberg, M. Zavalloni, C. Louis-Guerin, J. Benbrika, *Students, Values and Politics, A Crosscultural Comparison*, New York et Londres, The Free Press, Macmillan, 1979.

<sup>91</sup> « It seems clear that research and analysis on student activism was stimulated by the crises of the 1960s rather than by an intrinsic academic concern for the topic. » (P. G. Altbach, *Student Politics. Perspective for the Eighties*, Londres, The Scarecrow Press, 1981, p.3).

d'intérêt scientifique. Selon Philip Altbach en effet, aucune approche théorique d'ensemble n'aurait émergé de ces écrits sur les mobilisations étudiantes.<sup>92</sup>

Abondante, la littérature sur les mouvements étudiants se révèle néanmoins décevante quant à son ambition comparative. Les études qui ont le mérite d'être internationales se limitent le plus souvent aux seules années soixante, et inversement, celles qui prennent en compte une plus grande période historique ne portent généralement que sur une seule aire culturelle.<sup>93</sup> Si aucun ouvrage comparatif portant sur des mouvements étudiants autres que ceux de l'année 1968 n'a encore été publié en France, dans le monde anglo-saxon au contraire, plusieurs groupes de chercheurs ont fait des mouvements étudiants un véritable sujet de recherche pour la science politique.

*Student Political Activism, an International Reference Handbook*,<sup>94</sup> dirigé en 1989 par Philip Altbach, est certainement le travail le plus complet sur les mouvements étudiants dans le monde, mais il s'agit en fait plus d'un dictionnaire des mouvements étudiants à travers le monde que d'une véritable étude comparative. De la même façon, l'ouvrage dirigé par Seymour M. Lipset en 1967, *Student Politics*,<sup>95</sup> ne propose malheureusement aucune synthèse analytique. Seulement deux auteurs ont envisagé les mouvements étudiants dans une double perspective, à la fois historique et comparatiste : Lewis Feuer en 1969 et Marc Edelman Boren trente ans plus tard.<sup>96</sup> Mais le premier assimile de façon réductrice les mouvements étudiants à de simples conflits de générations. Quant à l'approche de Marc Edelman Boren, elle se limite à une lecture historique des mouvements étudiants dans le monde, sans proposer de véritable synthèse analytique.

---

<sup>92</sup> « No widely accepted theoretical perspectives on student activism emerged » (*ibid.*, p.4).

<sup>93</sup> A titre d'exemple, nous pouvons citer les ouvrages suivants :

- F. Claudín, *L'opposition dans les pays du « socialisme réel »*, Paris, PUF, 1981 ;

- W. J. Hanna, J. L. Hanna (dir.), *University Students in African Politics*, New York, Homes & Meier, 1975 ;

- G. Levi, J-C. Schmitt, *Histoire des jeunes en Occident. Tome 2 : L'époque contemporaine*, Paris, Seuil, 1996 ;

- UNESCO, *Le rôle des mouvements d'étudiants africains dans l'évolution politique et sociale de l'Afrique de 1900 à 1975*, Paris, Editions UNESCO, 1993.

<sup>94</sup> P. G Altbach (dir.), *Student Political Activism. An International Reference Handbook*, Greenwood Press, Connecticut, 1989.

<sup>95</sup> S. M. Lipset (dir.), *op. cit.*

<sup>96</sup> cf. L. S. Feuer, *The Conflict of Generations. The Character and Significance of Student Movements*, Londres, Heinemann, 1969 ; M. Edelman Boren, *Student Resistance. A History of the Unruly Subject*, New York et Londres, Routledge, 2001.

Constatant ce manque de travaux véritablement comparatistes sur les mouvements étudiants, nous avons choisi de mener une analyse comparée opérant un va-et-vient constant entre deux exemples de mobilisations étudiantes en régime autoritaire : le mouvement hongrois d'octobre 1956 et la mobilisation mexicaine de l'été 1968. Or le choix de ces deux cas d'étude se révèle d'autant plus pertinent qu'ils n'ont respectivement que très rarement fait l'objet de travaux en langue française.

Bien que de nombreux ouvrages aient été consacrés à l'insurrection hongroise de 1956,<sup>97</sup> aucune recherche en langue française ou anglaise ne s'est penchée spécifiquement sur ce qui constitue la première phase de cette insurrection : la mobilisation dans l'université. Il n'existe, à notre connaissance, qu'une étude abordant spécifiquement le mouvement étudiant hongrois d'octobre 1956 : la recherche réalisée par l'un des initiateurs de ce mouvement étudiant, Tamás Kiss.<sup>98</sup> Pour autant, non seulement cette étude n'a été publiée qu'en langue hongroise, mais elle se limite en outre aux premiers jours de la mobilisation étudiante dans la ville de Szeged. Ainsi, le mouvement étudiant hongrois, né dans une université de province et ayant pris une véritable dimension politique avec l'entrée en scène des étudiants de Budapest, n'a pas encore fait l'objet d'une recherche lui étant exclusivement consacrée.

Dans le cas mexicain au contraire, de nombreux ouvrages et recueils de témoignages portant sur le mouvement de l'été 1968 ont été publiés en langue espagnole,<sup>99</sup> mais seul le récit d'un acteur de la mobilisation, Paco Ignacio Taibo, a fait l'objet d'une traduction française à l'occasion du quarantième anniversaire de ce mouvement étudiant.<sup>100</sup> Parmi les chercheurs français, l'historienne Annick Lempérière est à notre connaissance la seule à s'être penchée sur ce sujet en lui consacrant le dernier chapitre de son ouvrage *Intellectuels, Etat et*

---

<sup>97</sup> Parmi les ouvrages publiés en langue française, nous nous référons tout au long de notre recherche aux travaux de François Fejtő, de Tibor Méray et de Miklós Molnár. Deux autres ouvrages en langue anglaise ont particulièrement retenu notre attention : B. Lomax, *Hungary 1956*, Londres, Allison and Busby, 1976, et G. Litván, *op. cit.*

<sup>98</sup> cf. T. Kiss, *Magyar Egyetemisták és Főiskolások Szövetsége 1956 – Szeged*, Szeged, Belvedere, 2002. Nous remercions vivement la traductrice hongroise Katalin Hartai de nous avoir traduit cet ouvrage précieux pour notre recherche.

<sup>99</sup> Ainsi, nous nous référons particulièrement aux ouvrages suivants : R. Álvarez Garín, *La estela de Tlatelolco. Una reconstrucción histórica del Movimiento estudiantil del 68*, Mexico, Grijalbo, 1998 ; J. Carrión (*et al.*), *Tres Culturas en Agonía*, Mexico, Nuestro Tiempo, 1969 ; R. Ramírez, *El movimiento estudiantil de México, Julio / diciembre de 1968*, Mexico, Era, 1969 ; S. Zermeño, *México, una democracia utópica. El movimiento estudiantil del 68*, Mexico, Siglo veintiuno, 1978.

<sup>100</sup> cf. P. Ignacio Taibo II, 68, Paris, L'Echappée, 2008.

*société au Mexique*.<sup>101</sup> La mobilisation de l'été 1968 a aussi fait l'objet d'un travail de recherche universitaire, mais elle a été étudiée sous l'angle de la mémoire de ce mouvement étudiant.<sup>102</sup> En définitive, l'analyse des conditions d'émergence de la mobilisation mexicaine 1968 n'a, pas plus que dans le cas hongrois, fait l'objet d'un ouvrage en langue française lui étant entièrement consacré.

Au-delà du manque de travaux en langue française ou anglaise consacrés aux mouvements étudiants hongrois et mexicain, c'est la spécificité de la démarche comparative qui doit constituer l'originalité de notre travail de recherche. A partir en effet de l'analyse comparée de ces deux exemples de mobilisations estudiantines en régime autoritaire, notre objectif est de mettre en évidence une configuration de causes permettant de comprendre les conditions d'émergence de ce type de contestation ouverte et directe du régime politique. Mais avant d'aller plus loin dans la présentation de notre problématique et de nos hypothèses de recherche, il convient de préciser l'objectif que nous assignons à cette comparaison internationale, et plus particulièrement la portée que nous attribuons à la démarche comparative.

---

<sup>101</sup> cf. A. Lempérière, *op. cit.*, p.362-375.

<sup>102</sup> cf. C. Sabatié, *Le mouvement étudiant de 1968 à Mexico : construction de la mémoire*, Mémoire de Master 2 Recherche, sous la direction de Christian Gros, Paris, IHEAL, 2006.

### ***L'intention comparative : quel objectif assigner à la comparaison ?***

« Celui qui ne connaît qu'un seul pays n'en connaît aucun »<sup>103</sup>. Résolument provocatrice, cette remarque de Giovanni Sartori nous rappelle que la comparaison internationale est un outil de connaissance dont il serait regrettable de se priver. En paraphrasant Giovanni Sartori, on pourrait écrire que celui qui ne connaît qu'un seul mouvement étudiant n'en connaît aucun. Mais en quoi la connaissance de plusieurs mouvements étudiants à travers le monde est-elle vraiment utile pour mieux comprendre ce type de phénomène politique ? Avant de se pencher sur l'objectif que nous avons assigné à notre comparaison, il est nécessaire de rappeler plus généralement l'utilité de la démarche comparative.

La comparaison est avant tout un instrument de connaissance. Mattei Dogan et Dominique Pelassy observent en effet que « la comparaison est bien l'aliment moteur de la connaissance » dans la mesure où elle permet de décupler « les possibilités de compréhension et d'explication des phénomènes politiques »<sup>104</sup>. Cette multiplication des possibilités d'analyse passe tout d'abord par le mécanisme de décentration qui est inhérent à la démarche comparative. « Le "détour" comparatif, note Patrick Hassenteufel, permet de porter un regard décentré sur sa propre réalité nationale, en questionnant les éléments qui peuvent paraître évidents d'un point de vue strictement interne »<sup>105</sup>. Ainsi, la comparaison se révèle être un instrument fécond de questionnement, comme l'explique Barrington Moore : « lorsqu'on compare l'histoire d'un pays dans une perspective comparatiste, on est amené à se poser des questions fructueuses et parfois nouvelles »<sup>106</sup>. Certains phénomènes politiques peuvent en effet passer totalement inaperçus si l'on ne fait pas un détour par d'autres pays, ce qui est familier ne faisant généralement pas l'objet de questionnement.

L'analyse comparative offre aussi aux chercheurs une méthode concrète pour tester des hypothèses théoriques en les appliquant à différents exemples historiques et politiques. Selon Mamadou Gazibo, la démarche comparative binaire permet en effet de tester, grâce à

---

<sup>103</sup> G. Sartori, *art. cit.*, p.22.

<sup>104</sup> M. Dogan, D. Pelassy, *op. cit.*, p.11.

<sup>105</sup> P. Hassenteufel, « De la comparaison internationale à la comparaison transnationale. Les déplacements de la construction d'objets comparatifs en matière de politiques publiques », *Revue française de science politique*, vol.55, n°1, février 2005, p.113.

<sup>106</sup> B. Moore, *Les origines sociales de la dictature et de la démocratie*, Paris, Maspero, 1969, p.9.



une analyse contrastée, la validité d'un ensemble d'hypothèses afin de « produire des généralisations et une mise en perspective théorique » du phénomène étudié.<sup>107</sup> Dans le domaine particulier de la sociologie des mouvements sociaux, Sidney Tarrow rappelle que la comparaison permet de tester la pertinence de théories développées dans un contexte spécifique et d'identifier dès lors « des mécanismes robustes » nourrissant les conflits politiques « dans des contextes largement différents »<sup>108</sup>. Plus généralement, Patrick Hassenteufel observe que « la démarche comparative, par la multiplication des cas qu'elle suppose, permet la validation (ou l'invalidation) empiriquement fondée d'hypothèses théoriques générales »<sup>109</sup>.

Le fait même d'envisager de tester des hypothèses grâce à la comparaison internationale n'est pas anodin car il présuppose une certaine conception de l'être humain. Ainsi, Gérard Berthoud souligne-t-il qu'« aucune réflexion comparative à quelque échelle que ce soit sur les sociétés n'est possible sans reconnaître, d'une manière ou d'une autre, l'unité du genre humain »<sup>110</sup>. Et pourtant, il s'agit là d'une posture ontologique qui n'est pas partagée par l'ensemble de la communauté scientifique, certains chercheurs préférant mettre l'accent sur l'altérité culturelle. Pour les tenants du relativisme culturel en effet, « il n'y a pas d'Homme mais des hommes et des femmes concrets, pas plus qu'il n'y a de Culture mais des cultures »<sup>111</sup>. Sans nier la spécificité culturelle de chaque société, nous préférons prôner une posture intellectuelle inspirée de celle de Claude Lévi-Strauss, pour qui « la pensée sauvage est logique, dans le même sens et de la même façon que la nôtre »<sup>112</sup>.

---

<sup>107</sup> Dans un article consacré à la méthode de la démarche comparative binaire, Mamadou Gazibo explique que l'analyse contrastée de deux cas lui a permis de « tester la validité d'un ensemble d'hypothèses », avant de préciser que son ambition était de « produire des généralisations et une mise en perspective théorique (...) en forme de nouvelles hypothèses ». (M.Gazibo, « La démarche comparative binaire : Eléments méthodologiques d'une analyse de trajectoires contrastées de démocratisation », *Revue Internationale de Politique Comparée*, Vol. 9, n°3, 2002, p.428).

<sup>108</sup> « Test the boundaries of theories that have been developed in one kind of setting and identify robust mechanisms that power contention in widely differing environment » (S. Tarrow, « Silence and Voice in the Study of Contentious Politics », *art. cit.*, p.11).

<sup>109</sup> P. Hassenteufel, *art. cit.*, p.114.

<sup>110</sup> G. Berthoud, « La comparaison, une idée ambiguë », *Revue Européenne des Sciences Sociales*, n°72, 1986, p.7.

<sup>111</sup> D.-L. Seiler, *La méthode comparative*, *op. cit.*, p.60.

<sup>112</sup> cité par D.-L. Seiler, *ibid.*, p.62.

Considérer qu'il y a une unité de l'esprit humain ne signifie pas pour autant que l'on ait pour objectif d'élaborer des théories valables en tout temps et en tout lieu. En cela, nous rejoignons pleinement Clifford Geertz lorsqu'il remarque que « les appels pour une "théorie générale" de n'importe quoi de social sonnent de plus en plus creux, et les prétentions d'en avoir une semblent relever de la mégalomanie »<sup>113</sup>. Dans la mesure où les phénomènes sociaux contiennent une part irréductible de singularité, il est nécessaire d'adopter une posture plus humble en modérant la portée que nous attribuons à nos conclusions. François Simiand observait déjà en 1903 que l'étude des faits humains ne peut « ignorer l'élément individuel ou contingent », ce qui présuppose qu'elle ait « comme tâche dominante non de mettre en évidence la suite de ces contingences, mais au contraire de dégager les relations stables et définies qui, une fois ces contingences constatées et mises à part, peuvent apparaître entre les phénomènes »<sup>114</sup>.

Comparant des trajectoires collectives et soulignant les similitudes avant d'en rechercher l'explication, les travaux de Barrington Moore et de Theda Skocpol sont des exemples de démarches comparatives conjuguant approche généralisante et singularisante. « Tout en acceptant l'étude du concret singulier », ces deux auteurs prônent, explique Yves Déloye, une sociologie historique qui « refuse d'abandonner la posture généralisante »<sup>115</sup>. Tous deux cherchent en effet à « rendre compte de la diversité des situations nationales à partir d'un jeu de variables dont on postule – plus ou moins implicitement – l'universalité »<sup>116</sup>. Si leurs jeux de variables ont pour ambition d'être généraux, leurs analyses n'ignorent pas pour autant les particularités et les spécificités de chacun des cas pris individuellement.<sup>117</sup> L'objectif d'une telle démarche consiste donc à dégager des récurrences causales, sans pour autant les ériger en modèles universels.

---

<sup>113</sup> Cl. Geertz, *Savoir local, savoir global. Les lieux du savoir*, Paris, PUF, 1986, p.8.

<sup>114</sup> cité par Y. Déloye, *Sociologie historique du politique* (2<sup>e</sup> édition), Paris, La Découverte, 2003, p.12-13.

<sup>115</sup> *ibid.*, p.25.

<sup>116</sup> *idem.*

<sup>117</sup> Ainsi par exemple, après avoir mis en évidence un certain nombre de points communs entre le Guomindang de Chiang Kai-shek et les fascismes italiens ou allemands aussi bien au niveau des groupes auxquels ils s'adressaient que sur le plan doctrinaire, B. Moore observe néanmoins que « ce n'est pas dire que le GMD se confond avec le fascisme européen ou les réactions antérieures. Le principe d'identité n'a pas cours en histoire et la question n'est pas là. Je veux dire que ces ressemblances forment un tout qui explique non seulement le phénomène chinois mais toute la dynamique des mouvements totalitaires. En d'autres termes, il ne s'agit pas d'un faisceau de ressemblances fortuites (...). C'est un ensemble complexe et unique qui caractérise momentanément le climat intellectuel, politique et social, à la fois en Europe et en Chine. » (B. Moore, *op. cit.*, p.171-172). De la même façon, T. Skocpol s'est attachée à souligner les spécificités de chacun des cas qu'elle étudiait. Ainsi par exemple, l'analyse comparative des relations entre les « classes dominantes » et l'Etat lui permet de souligner les différences profondes qui séparent la France d'Ancien Régime de la Russie ou de la

Qu'on la nomme « macro-sociologie »<sup>118</sup>, « école structurale »<sup>119</sup> ou « approche structuro-configurative »<sup>120</sup>, la sociologie historique comparative est née avec les travaux de politistes qui refusaient de prendre part au débat classique entre individualisme méthodologique et holisme. Durant les années 1960-1970 en effet, un ensemble de chercheurs anglo-saxons ont entrepris de mettre l'accent sur les processus et les relations qui créent des situations dans lesquelles les individus interagissent.<sup>121</sup> L'originalité de cette approche tient en définitive à un double refus : le refus de considérer les individus comme des agents dont le comportement serait contraint par ces processus, mais aussi celui de les percevoir comme imperméables aux situations structurelles et relationnelles. Pour ces chercheurs au contraire, la société doit être considérée comme un ensemble structuré de processus créant des situations – « *situational orders* » – dans lesquels les individus pensent et interagissent.<sup>122</sup>

Malgré les critiques que ces travaux de sociologie historique ont pu susciter,<sup>123</sup> leurs hypothèses théoriques ont largement contribué à nourrir le débat scientifique. Ainsi, Michael Mann ne manque pas de rappeler que les conclusions de Barrington Moore sur les conditions sociales d'émergence d'un régime démocratique ont fourni des hypothèses théoriques testables, dont certaines n'ont d'ailleurs pas été infirmées.<sup>124</sup> De la même façon, Jeff Goodwin notait, au sujet de l'ouvrage comparatiste de Theda Skocpol, *Etats et Révolutions sociales*, que ses conclusions théoriques ont certes été souvent caricaturées et mal comprises, mais c'est peut-être ce lot d'incompréhensions et de critiques qui lui a ouvert la voie de la célébrité

---

Chine impériales. « Par contraste avec la France d'Ancien Régime, il n'y a pas en Russie d'organes représentatifs bien établis, de corporations quasi-politiques ou d'offices vénaux donnant à la classe dominante un point d'appui au sein de la structure de l'Etat impérial. A cet égard, la Russie se rapproche davantage de la Chine impériale (d'avant 1908). Toutefois, même lorsque l'Empire chinois était à son apogée, la *gentry* jouissait aux niveaux locaux d'un pouvoir politique et d'une indépendance bien supérieurs. » (Th. Skocpol, *Etats et révolutions sociales*, *op. cit.*, p.126).

<sup>118</sup> Terme employé plus particulièrement aux Etats-Unis par des chercheurs comme Michael Mann in "In praise of Macro-Sociology : a Reply to Goldthorpe", *British Journal of Sociology*, 45 (1), 1994, p.37-54.

<sup>119</sup> cf. D.-L. Seiler, *La méthode comparative*, *op. cit.*, p.93 et suiv.

<sup>120</sup> cf. C. Vigour, *La comparaison dans les sciences sociales. Pratiques et méthodes*, Paris, La Découverte, 2005, p.32 et suiv.

<sup>121</sup> On citera par exemple les travaux de Reinhard Bendix, Barrington Moore, Stein Rokkan, Theda Skocpol, Perry Anderson.

<sup>122</sup> « "Society" in this orientation is replaced by the structured concatenation of processes. These, while not determinant of behavior in any strict sense, establish in specific times and places a calculus of cognitive and behavioural probabilities by creating situational orders within which individuals think, interact and choose. » (Ira Katznelson, « Structure and Configuration in Comparative Politics », in M. Lichbach, A. Zucherman, *Comparative Politics. Rationality, Culture and Structure*, Cambridge University Press, 1997, p.83).

<sup>123</sup> Voir notamment l'article de John H. Goldthorpe, « The Uses of History in Sociology, Reflections on Some Recent Tendencies », *British Journal of Sociology*, 42 (2), 1991, p.211-230.

<sup>124</sup> « His conclusions provided testable propositions about the preconditions of democracy. Some of the most important have stood up as well to a battery of subsequent testing. Of how many works of 1966 sociology could one say that? Are they any? » (M. Mann, *art. cit.*, p.46).

académique.<sup>125</sup> En d'autres termes, ces différents travaux ont eu le mérite de nourrir le débat scientifique, ce qui amène Nico Mouzelis à conclure que « le développement rapide de cette branche de la sociologie est l'un des développements les plus fructueux et les plus prometteurs de la discipline »<sup>126</sup>.

Ayant fait preuve d'audace intellectuelle sans pour autant ériger leurs modèles en théories universelles, ces travaux de sociologie historique ont prouvé qu'il était possible de dépasser l'alternative entre « l'audace sans rigueur » et « la rigueur sans audace »<sup>127</sup>. Dans cette perspective, nous assignons à notre analyse comparative des mobilisations hongroises et mexicaines l'objectif de mettre en évidence des tendances et des régularités permettant de mieux comprendre les mouvements étudiants en régime autoritaire. L'ambition théorique de cette analyse comparée pourrait donc se résumer à l'intention de dégager une configuration de causes permettant de comprendre l'émergence d'une action contestataire dans l'université face à un régime autoritaire.

En assignant à notre travail l'objectif de proposer une configuration de facteurs, nous ne nions nullement le caractère singulier de chaque mouvement étudiant, mais nous souhaitons prendre un peu de recul afin de mettre en évidence, au-delà des différences, certains points communs. Cette position pourrait être illustrée par l'image du zoom d'un appareil photographique. Plus on observe un paysage en détails, plus on se rend compte de son caractère singulier, mais si l'on positionne l'objectif à un niveau intermédiaire, on peut remarquer que ce paysage partage des points communs avec d'autres lieux. Clifford Geertz propose une autre image pour exprimer la même idée : il oppose le style littéraire au style télégraphique. Le premier renverrait à l'approche monographique alors que le second pourrait rappeler le style du comparatiste qui cherche à dresser des parallèles.<sup>128</sup>

---

<sup>125</sup> « The case of Theda Skocpol (...) suggests that at least one path by which one becomes a dominant American social scientist (...) leads through a bog of misunderstanding. One must wonder, in fact, if this is not the only path to academic fame. » (J. Goodwin, « How to Become a Dominant American Social Scientist : The Case of Theda Skocpol », *Contemporary Sociology*, Vol. 25 (3), 1996, p.295).

<sup>126</sup> « I consider the rapid growth of this branch of sociology as one of the most fruitful and promising development in the discipline. » (N. Mouzelis, « In Defence of "Grand" Historical Sociology », *British Journal of Sociology*, 45 (1), 1994, p.31).

<sup>127</sup> P. Bourdieu, J.C. Chamboredon, J.C. Passeron, *Le métier de sociologue*, 3<sup>ème</sup> édition, Paris, Mouton Editeur, 1980, p.94.

<sup>128</sup> Clifford Geertz utilise cette image pour expliquer comment lui est venue l'idée de comparer les symboliques de pouvoir dans l'Angleterre victorienne, l'Ile de Java et le Moyen Atlas Marocain : « J'ai d'abord décrit, en style télégraphique, les notions (...) que j'ai trouvées courantes au centre de Java, au sud de Bali, et au Moyen Atlas marocain, et, encore plus télégraphiquement, les cadres plus larges de pensée et d'action à l'intérieur

Enfin, notre démarche semble rejoindre l'objectif que Charles Tilly assignait à l'analyse comparative des mobilisations politiques lorsqu'il expliquait qu'il s'agissait de « rechercher non pas des modèles universaux portant sur des structures ou des séquences entières, mais (a) des mécanismes causaux analogues (...) et (b) les conditions dans lesquelles ces mécanismes se combinent »<sup>129</sup>. L'intention de dégager, grâce à l'analyse comparée, une configuration dans laquelle une mobilisation étudiante a de fortes chances d'émerger dans un régime autoritaire nous amène donc à qualifier notre démarche de « structuro-configurative ». Or cette démarche socio-historique ayant fait l'objet de nombreuses critiques,<sup>130</sup> il est nécessaire à présent d'exposer les principales questions méthodologiques que notre travail de politique comparée a pu soulever.

### ***Entre histoire et sociologie : questionnements méthodologiques***

« La tâche de l'historien comparatiste, et l'éventuelle originalité de sa contribution scientifique, ne consiste pas à révéler de nouvelles données sur des aspects particuliers des grandes périodes qu'il étudie. Il s'agit plutôt pour lui d'établir l'intérêt d'un raisonnement global sur les régularités causales concernant les divers cas historiques, et d'en montrer le bien-fondé. »<sup>131</sup> Or cette démarche comparative exposée par Theda Skocpol a fait l'objet d'un certain nombre de critiques méthodologiques, notamment de la part d'historiens comme John Goldthorpe, qui lui reproche de reposer « largement ou entièrement non pas sur des analyses de vestiges, mais plutôt sur de l' "histoire" écrite par des historiens – ou, en d'autres termes, non pas sur des sources primaires mais des sources secondaires, qui sont néanmoins plus dérivées »<sup>132</sup>. Il entend ainsi rappeler que l'une des premières règles méthodologiques des

---

desquels ces notions s'épanouissaient. J'ai ensuite soutenu que ce que l'anthropologue doit faire pour mener à bien cette sorte de chose est de naviguer entre les deux sortes de description – entre des observations pratiquées au peigne fin (...) et des représentations de plus en plus synoptiques » (Cl. Geertz, *op. cit.*, p.16).

<sup>129</sup> « Search not for universal patterns at the level of whole structures or sequences but for (a) analogous causal mechanisms (...), (b) conditions governing the combination and sequencing of those mechanisms. » (Ch. Tilly, "Wise Quacks", in J. Goodwin, J. Jasper (eds.), *Rethinking Social Movements. Structure, Meaning, and Emotion*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, 2004, p.36).

<sup>130</sup> Voir notamment les critiques méthodologiques exposées par J. Goldthorpe dans « The Uses of History in Sociology, Reflections on Some Recent Tendencies », *British Journal of Sociology*, 42 (2), 1991, p.211-230, et « The Uses of History in Sociology – a Reply », *British Journal of Sociology*, 45 (1), 1994, p.55-77 .

<sup>131</sup> Th. Skocpol (1985), *op. cit.*, p.13.

<sup>132</sup> « It is largely based on or entirely not on inferences from relics but rather on 'history' in the sense of what historians have written – or, in other words, not on primary but on secondary, or yet more derivative, sources. » (J. H. Goldthorpe (1991), *art. cit.*, p.220).

historiens est que l'histoire, définie comme « ce qui s'est réellement passé » ne saurait être confondue avec l'histoire, définie comme « ce qui a été écrit à propos du passé ».<sup>133</sup>

Pourtant, cette distinction entre l'objet et le discours sur l'objet n'est pas spécifique à la discipline historique. Toute recherche, qu'elle porte sur le passé ou sur le temps présent, est liée à un cadre interprétatif particulier. « Toute connaissance – y compris nos observations – est imprégnée de théorie »<sup>134</sup> rappelait Karl Popper. Travailler à partir de sources secondaires comporte inévitablement le risque d'employer des sources biaisées, que ce soit en termes de cadre théorique ou d'interprétations idéologiques,<sup>135</sup> mais doit-on pour autant considérer que les sociologues sont tous « naïfs et prêts à accepter n'importe quelle série de preuves empiriques qu'on leur présente » ? Répondant aux critiques de John Goldthorpe, Nicky Hart remarque en effet que celui-ci décrit les sociologues comme « incapables de juger des qualités épistémologiques ou de la logique empirique des preuves et, dès lors, ayant largement besoin de ses conseils de précaution »<sup>136</sup>.

Mais au-delà de la vigilance à avoir à l'égard des documents, le fait de n'appuyer son analyse comparée que sur des travaux réalisés par d'autres chercheurs soulève un problème tout aussi important, celui de la disponibilité des informations. La spécificité de la méthode comparative étant d'amener le chercheur à se poser de nouvelles questions et à soulever des hypothèses originales, celui-ci risque inévitablement de ne pas trouver de matière suffisante dans les travaux menés par d'autres chercheurs. Il apparaît dès lors nécessaire que le comparatiste mène à son tour un travail de terrain – certes moins ambitieux et moins exhaustif que celui que pourrait mener un spécialiste – pour tester la validité de ses hypothèses. Afin non seulement d'éviter le piège de « l'interprétation d'interprétations »<sup>137</sup> que mentionne

---

<sup>133</sup> « The catechism that I was put through as an undergraduate had a clear objective. It was to prompt a rejection of the view that the past (...) could in principle be reconstructed, fact by fact, so that the distinction between history in the sense of what actually happened in the past and history in the sense of what is written about the past might be elided. » (J. H. Goldthorpe, « The Uses of History in Sociology », *art. cit.*, p.221).

<sup>134</sup> cité par D.-L. Seiler (1982), *op. cit.*, p.29.

<sup>135</sup> Par exemple, pour Daniel C. Levy, le mouvement étudiant mexicain de 1968 « montre ce qui peut arriver quand les étudiants dépassent de loin les limites traditionnelles de la protestation étudiante » (« My view is that 1968 shows what can happen when students go far beyond their normal bounds of protest », D. C. Levy, « Mexico », in P. Altbach (dir.), *Student Political Activism*, *op. cit.*, p.389).

<sup>136</sup> « Goldthorpe depicts fellow sociologists as naive, willing to accept any set of empirical proofs put in front of them, incapable of judging the epistemological merit or empirical logic of evidence, and thus in need of his cautionary guidance. » (N. Hart, « John Goldthorpe and the Relics of Sociology », *British Journal of Sociology*, 45 (1), 1994, p.28).

<sup>137</sup> « What grand historical sociologists seem to me to be generally doing is not developing an argument on the basis of evidence (...) but, rather, engaging in interpretations that is of, at least, a second-order kind : that is, in

John Goldthorpe, mais aussi de trouver des documents permettant de valider nos hypothèses de recherche, nous avons complété l'analyse de sources secondaires portant sur les mouvements étudiants hongrois et mexicains par un séjour de recherche de terrain dans chacun des pays en question.

Le fait que cette recherche de politique comparée nous ait amené à rencontrer des acteurs de ces mobilisations et à se plonger dans des documents d'archive<sup>138</sup> nous rappelle que les frontières entre l'histoire et la science politique sont parfois fluides. En cela, nous rejoignons pleinement Yves Déloye lorsqu'il invite les chercheurs à « traverser les barrières disciplinaires » et à « faire dialoguer les traditions d'analyse du monde social et politique »<sup>139</sup>. Contestant la distinction entre disciplines idiographiques et disciplines nomothétiques prônée par des chercheurs comme John Goldthorpe, le sociologue Joseph Bryant remarque qu'« assigner à une discipline la tâche de comprendre l'humanité à travers des spécifications spatio-temporelles, tout en encourageant une autre à en faire de même grâce à des généralisations et des abstractions, revient à violer clairement les unités et les interrelations de la vie sociale »<sup>140</sup>.

Il serait dès lors plus pertinent de distinguer deux façons d'aborder les faits historiques en opposant, comme le suggère Yves Déloye, « l'histoire historisante fascinée par l'individuel et le contingent » et « l'histoire faite sociologiquement, capable d'atteindre le social et le régulier »<sup>141</sup>. Rappelons néanmoins que cette volonté « d'atteindre le social et le régulier » ne signifie pas pour autant que l'on nie l'influence du contexte dans lequel chaque exemple étudié s'inscrit.<sup>142</sup> En définitive, nous rejoignons pleinement Michael Mann lorsqu'il note que la démarche de l'historien et celle du sociologue sont certes différentes, mais elles ont des

---

interpretation of interpretations of, perhaps, interpretations. » (J. H. Goldthorpe, « The Uses of History in Sociology », *art. cit.*, p.223).

<sup>138</sup> Voir en annexe la notice méthodologique présentant les documents sur lesquels repose cette analyse comparative des exemples hongrois et mexicain (annexe 1).

<sup>139</sup> Y. Déloye, *op. cit.*, p.5.

<sup>140</sup> « To assign one discipline the task of understanding humanity by the way of spatio-temporal specifications, while enjoining another to do so via generalizations and abstractions, clearly violates the essential unities and interrelations of social life. » (J. M. Bryant, « Evidence and Explanation in History and Sociology : Critical Reflections on Goldthorpe's Critique of Historical Sociology », *British Journal of Sociology*, 45 (1), 1994, p.12).

<sup>141</sup> Y. Déloye, *op. cit.*, p.13.

<sup>142</sup> Ainsi, nous rejoignons pleinement Nicos Mouzelis lorsqu'il rappelle que « present day historical sociologists, however broad their scope, are much more sensitive to context ». (N. Mouzelis, *art. cit.*, p.32).

points de rencontre.<sup>143</sup> Fernand Braudel affirmait à ce propos que l'histoire et la sociologie constituent « une seule aventure de l'esprit, non pas l'envers et l'endroit d'une même étoffe, mais cette étoffe même, dans toute l'épaisseur de ses fils »<sup>144</sup>.

En s'aventurant dans l'analyse des phénomènes historiques, nous ne pouvons éviter les difficultés méthodologiques inhérentes à la discipline historique. La première d'entre elles réside dans le biais que crée le regard rétrospectif, dans la mesure où le recul du temps génère des interprétations dont il convient de se méfier.<sup>145</sup> Le fait que notre analyse comparée des mouvements étudiants repose en partie sur les témoignages d'acteurs étudiants recueillis *a posteriori* nous oblige à tenir compte de ce problème. En effet, alors que les acteurs savent rétrospectivement que leur mouvement contestataire a pris une véritable dimension politique et historique, il est nécessaire de chercher à reconstruire par empathie la situation des premiers jours du mouvement étudiant, lorsque les étudiants ne savaient ni combien de temps leur mobilisation allait durer, ni quelle en serait l'issue. Afin de se prémunir du biais induit par le regard rétrospectif, nous avons opté pour une démarche visant à reconstituer les interactions qui se sont nouées durant ces mobilisations, en tenant compte tout autant de la situation des étudiants, que du contexte politique et de l'atmosphère dans laquelle les événements se sont enchaînés.

Une seconde difficulté méthodologique inhérente à l'approche historique des phénomènes politiques réside dans le besoin d'historiciser les faits et les concepts que l'on étudie. Dans un article consacré à « l'histoire croisée », Michael Werner et Bénédicte Zimmermann nous rappellent en effet que la comparaison s'applique « à des objets empiriques qui sont historiquement situés et constitués de multiples dimensions, imbriquées

---

<sup>143</sup> « I define sociology as the science of society – regardless of time. By “science” I mean systematic knowledge, the attempt to use a systematic methodology to generate a generalized form of knowledge. “History” does not necessarily pursue such a form of knowledge, though it may. This renders the two academic disciplines neither identical nor fundamentally different: they differ but overlap. » (M. Mann, *art. cit.*, p.37).

<sup>144</sup> cité par Y. Déloye, *op. cit.*, p.6.

<sup>145</sup> Dans sa célèbre analyse de l'émergence de l'Etat moderne, Norbert Elias invitait déjà les chercheurs à se méfier des interprétations liées au regard rétrospectif : « Le Français vivant aujourd'hui en France ou l'Allemand vivant en Allemagne, qui porte ses regards en arrière, est tenté de considérer l'existence d'un tel monopole de la contrainte physique et la réunion d'un territoire de cette importance (...) comme des réalités si évidentes et si utiles, qu'il les prend, sans même le faire exprès, pour l'aboutissement d'un plan arrêté à l'avance. (...) Il s'imagine que les acteurs qui ont agi en ces temps reculés pouvaient avoir une vision prophétique de l'avenir. » (N. Elias, *La dynamique de l'Occident*, Paris, Calmann-Levy, Agora, 1996, p.96).



les unes dans les autres »<sup>146</sup>. Il convient dès lors, tout au long de notre recherche, de conserver un regard réflexif sur l'historicité de chaque mobilisation étudiante afin d'éviter l'écueil d'une recherche qui, négligeant le contexte de chacun d'entre eux, les analyserait à travers le prisme des références propres à la situation historique du chercheur.<sup>147</sup> Relevante de l'évidence pour les historiens, cette mise en garde méthodologique mérite néanmoins d'être rappelée dans le cadre de cette recherche en politique comparée. Car s'il est d'usage dans notre discipline de mentionner le risque d'ethnocentrisme, il est beaucoup moins fréquent de souligner l'autre danger : l'« époque-centrisme ».

En rappelant la nécessité d'historiciser les phénomènes politiques sur lesquels portent la comparaison, nous en venons plus précisément à la question du regard que le chercheur porte sur l'objet qu'il étudie. Le sociologue Herbert Blumer avertissait en effet que l'on « ne peut voir le monde empirique qu'à travers un schéma ou une représentation qu'on en a », précisant que cette « représentation sous-jacente est toujours identifiable sous la forme de prémisses »<sup>148</sup>. Quelles sont donc les prémisses qui ont pu, tout au long de cette recherche comparative, influencer notre regard ? Parmi les éléments qui méritent d'être mentionnés, le fait que cette recherche ait porté sur deux pays qui nous sont étrangers peut être source de difficultés. Ainsi, dans la lignée de la tradition singularisante d'anthropologues tels que Franz Boas, Margaret Mead ou Ruth Benedict, les tenants du relativisme culturel soulignent l'importance de la prise en compte des valeurs et des systèmes de significations spécifiques à chaque culture.<sup>149</sup>

---

<sup>146</sup> M. Werner, B. Zimmermann, « Penser l'histoire croisée : entre empirie et réflexivité », *Annales HSS*, Janvier-Février 2003, p.10.

<sup>147</sup> Ainsi, ces deux auteurs invitent le chercheur à « questionner l'historicité tant de ses objets que de sa démarche », ce qui signifie que « l'historicisation engage à la fois le chercheur et son rapport à l'objet. Elle vise donc autant les phénomènes du passé que la manière de les aborder, en établissant un lien entre les deux dimensions » (M. Werner, B. Zimmermann, *art. cit.*, p.30-31).

<sup>148</sup> H. Blumer, cité par H. Becker, *op. cit.*, p.36.

<sup>149</sup> Pour les chercheurs s'inscrivant dans ce courant, les phénomènes politiques ne peuvent être compris que s'ils sont replacés dans leur contexte culturel spécifique. Comme le rappelle D.-L. Seiler, la culture est alors « traitée comme une unité particulière qui doit être étudiée en elle-même, indépendamment des autres, et c'est en parvenant à la *comprendre* que le politiste accèdera à la compréhension du système politique – ou des événements de celui-ci – qu'il entend étudier » (D.-L. Seiler (2004), *op. cit.*, p.87).

Condamnant l'ethnocentrisme des premiers sociologues qui « se sont contentés de ce qu'ils ont trouvé dans les livres, et de ce qu'ils pouvaient en comprendre »<sup>150</sup>, Everett C. Hugues plaide pour une immersion du chercheur dans le pays qu'il étudie : « j'adhère entièrement à l'aventure sociologique ; elle implique le voyage, l'ingestion de nourritures bizarres, la pratiques de langues étranges, la tolérance d'idées singulières, et cette autre aventure qui consiste en la recherche d'instruments et de méthodes appropriées au problème »<sup>151</sup>. Nul ne saura vraiment si le paprika et le piment rouge ont joué un rôle quelconque dans cette recherche, mais le fait d'avoir séjourné plusieurs mois en Hongrie et au Mexique nous a certainement permis de nous familiariser avec la culture de chacun de ces pays.<sup>152</sup> Si la distance culturelle peut être un obstacle à la compréhension des phénomènes politiques, nous avons néanmoins eu l'avantage, en choisissant pour cas d'étude deux pays étrangers, d'avoir été à une distance égale entre nos deux terrains. Car les chercheurs qui s'engagent dans une comparaison internationale sont souvent plus familiers avec l'un de leurs cas, ce qui peut générer un écueil que Mamadou Gazibo nomme la « tentation de l'œillère »<sup>153</sup>. En choisissant de nous pencher sur deux terrains étrangers, la Hongrie et le Mexique, nous avons implicitement pu écarter le biais de la comparaison entre soi et l'autre.<sup>154</sup>

Enfin, la proximité du chercheur avec son objet peut tenir à d'autres aspects que la nationalité, comme dans notre cas le fait d'appartenir au monde des étudiants. A ce sujet, il convient de noter qu'entre le moment du choix du thème de recherche et la période d'analyse et de synthèse des données, l'auteure de cette recherche est passée du statut d'étudiante à celui d'enseignante, ce qui l'a amenée à prendre de la distance non seulement par rapport à l'identification avec la position de l'étudiant, mais aussi par rapport aux réactions de sympathie que l'on a tendance à avoir à l'égard des mobilisations étudiantes violemment réprimées.

---

<sup>150</sup> E. C. Hugues, « Ethnocentric Sociology », *Social Forces*, vol.40 (1), 1961, traduit in M. Dogan et D. Pelassy, *op. cit.*, p.23.

<sup>151</sup> *ibid.*, p.26.

<sup>152</sup> Ainsi, comme le précise la notice méthodologique (annexe 1), nous avons séjourné trois mois en Hongrie (de juin à août 2004) et quatre mois au Mexique (d'octobre 2005 à janvier 2006).

<sup>153</sup> M. Gazibo, *art. cit.*, p.441.

<sup>154</sup> Nous remercions l'historien du *Colegio de México*, Ariel Rodríguez Kuri, d'avoir attiré notre attention sur ce point (entretien, Mexico, 15 novembre 2005).

***A la recherche d'une configuration de facteurs permettant de comprendre les mobilisations étudiantes face à des régimes autoritaires***

« L'attitude des gens dans les usines reste déterminée par cette pauvre sagesse, qu'en bouche close n'entre point de mouche. »<sup>155</sup> Dans une lettre adressée à la revue littéraire de l'Association des écrivains hongrois, un ouvrier expliquait en ces termes pourquoi, au printemps 1956, ses collègues n'osaient pas se mobiliser face au pouvoir politique. Ce témoignage semble ainsi donner raison à Albert Hirschman lorsqu'il expose qu'en situation de mécontentement, trois réactions sont possibles : la fidélité, la défection et la prise de parole.<sup>156</sup> Supporter la situation sans mot dire, ce qui revient implicitement à être fidèle au régime, apparaît dès lors être l'attitude la moins risquée et donc, peut-être, la plus rationnelle dans un régime de type autoritaire. La fuite est une autre option possible et l'émigration en est l'exemple le plus éloquent. Mais pourquoi certains vont-ils oser prendre la parole ? Et surtout, pourquoi est-ce dans l'université que des voix se sont élevées en octobre 1956 en Hongrie comme au Mexique douze ans plus tard pour dénoncer les dérives autoritaires du régime et demander de profonds changements politiques ?

L'objectif assigné à cette recherche comparative consiste donc à élaborer un cadre analytique permettant de comprendre pourquoi les étudiants sont souvent les premiers à se mobiliser massivement pour contester le caractère autoritaire du régime dans lequel ils vivent, malgré les risques nombreux auxquels ils s'exposent. Ainsi, la question de l'évaluation des risques, tout comme celle de leur oubli, se retrouvent implicitement placées au cœur de notre problématique.

Or à première vue, le fait d'avoir choisi de se pencher sur les conditions d'émergence de ces mobilisations étudiantes – et non pas par exemple sur la question de leur mémoire, ou celle de leurs conséquences politiques à plus ou moins long terme – peut sembler assez banal tant les ouvrages visant à développer un modèle explicatif des mouvements sociaux sont nombreux. Depuis les travaux de psychologie sociale de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle,<sup>157</sup> nombre de

<sup>155</sup> Extrait d'un courrier adressé à la revue littéraire *Irodalmi Ujság*, cité par F. Fejtő, *Budapest, l'insurrection*, *op. cit.*, p.58.

<sup>156</sup> cf. A. Hirschman, *op. cit.*

<sup>157</sup> Nous faisons ainsi référence aux travaux de Gustave Le Bon (*Psychologie des foules* [1895], Paris, PUF, 2003) et de Gabriel Tarde (*L'opinion et la foule* [1901], Paris, PUF, 1989).

sociologues et de politistes ont essayé de répondre à cette question : « existe-t-il des conditions particulières pour qu'une protestation éclate, ou doit-on admettre son caractère éminemment imprévisible ? »<sup>158</sup>. Loin d'avoir permis l'émergence d'un cadre analytique d'ensemble, la multiplicité des recherches portant sur les mouvements sociaux a conduit au contraire à une véritable atomisation des perspectives théoriques. « L'analyse de la contestation politique demeure un espace intensément contesté intellectuellement »<sup>159</sup> notait non sans humour Charles Tilly dans un article récent.

Il convient en effet de rappeler que la sociologie des mouvements sociaux est un domaine de la science politique qui est loin d'être univoque. Depuis Mancur Olson et l'énonciation de son célèbre paradoxe de l'action collective,<sup>160</sup> les chercheurs ont redoublé d'ingéniosité pour comprendre pourquoi, puisqu'un calcul individuel suggère qu'il est moins coûteux de ne pas participer à une action contestataire, les individus rejoignent quand même les mobilisations. Certains sociologues ont suggéré de mettre en avant la dimension identitaire de l'action collective, en montrant notamment comment le mouvement contestataire peut être l'expression d'un conflit traversant la société,<sup>161</sup> alors que d'autres ont au contraire privilégié une perspective plus stratégique en recherchant comment les acteurs mobilisent des ressources pour inciter un plus grand nombre de personnes à rejoindre leur mobilisation.<sup>162</sup> Plus récemment, deux autres perspectives analytiques ont contribué à nourrir le débat théorique sur les conditions d'émergence des mouvements sociaux : l'approche en termes d'opportunités politiques et l'analyse des cadres d'interprétations. Développées respectivement par Sidney Tarrow d'une part,<sup>163</sup> et David Snow et Robert Benford d'autre part,<sup>164</sup> ces deux démarches théoriques ont servi de point de départ à notre analyse.

---

<sup>158</sup> J. Lafargue, *La protestation collective*, Paris, Nathan, 1998, p.6.

<sup>159</sup> « Analyses of contentious politics remain a zone of intense intellectual contention. » (Ch. Tilly, « Wise Quacks », *art. cit.*, p.33).

<sup>160</sup> cf. M. Olson, *The Logic of Collective Action*, Cambridge Massachusetts, Harvard University Press, 1971.

<sup>161</sup> C'est notamment le point de vue défendu en France par l'équipe d'Alain Touraine (cf. A. Touraine, *La voix et le regard*, Paris, Seuil, 1978) ou aux Etats-Unis par Anthony Oberschall (*Social Conflicts and Social Movements*, Englewood Cliffs, New Jersey, Prentice-Hall, 1973).

<sup>162</sup> Nous nous référons au courant de la « mobilisation des ressources », initié notamment par l'article de 1977 de John McCarthy et Mayer Zald, « Resource Mobilization and Social Movements : A Partial Theory », *American Journal of Sociology*, 1977, n°82, p.1212-1241.

<sup>163</sup> cf. S. Tarrow, *Democracy and Disorder. Protest and Politics in Italy*, Oxford, Clarendon Press, 1989 et *Power in Movement. Social Movements, Collective Action and Politics*, Cambridge University Press, 1994.

<sup>164</sup> Voir notamment l'article dans lequel ces deux auteurs exposent pour la première fois leur démarche : D. Snow, R. Benford, « Ideology, Frame Resonance, and Participant Mobilization », in B. Klandermans, H. Kriesi, S. Tarrow (eds.), *International Social Movement Research : From Structure to Action*, Greenwich, CT: JAI Press, 1988, p.197-218.

Mais avant d'exposer les théories qui ont nourri notre réflexion, il convient de rappeler que l'intention de cette recherche comparative est de proposer un cadre analytique multifactoriel fonctionnant comme une matrice d'analyse des conditions d'émergence des mobilisations étudiantes. Cette ambition semble donc répondre à l'appel lancé en 2001 par Doug McAdam lorsqu'il invitait à « établir des ponts entre les approches » afin d'aboutir à « une analyse plus large et plus compréhensive des processus dynamiques qui forment des formes de contestation qui ne diffèrent selon nous que par leur nom ». <sup>165</sup> Cette conception compréhensive et dynamique de la causalité semble bien rejoindre l'idée de « causalité multiple » défendue par Max Weber, en vertu de laquelle les mêmes causes mises dans un autre contexte n'auront peut-être pas les mêmes conséquences. <sup>166</sup> Alain Caillé explique en effet que pour Max Weber « le poids des facteurs causaux est constamment changeant » dans la mesure où « chaque configuration historique constitue le lieu d'un entrelacs de causalités partielles et potentiellement réversibles, puisque ce qui est cause à tel moment ou en tel lieu cesse de l'être à d'autres ou devient effet ». <sup>167</sup> Dans le domaine particulier de la sociologie des mouvements sociaux, la tâche du chercheur est de mettre en évidence un « faisceau de causes » ou une « configuration de facteurs » fonctionnant comme une matrice d'analyse des conditions d'émergence de l'action collective.

En employant le terme de configuration, nous faisons implicitement référence à la sociologie de Norbert Elias pour qui l'appréhension des phénomènes politiques et sociaux passe nécessairement par un cadre d'analyse à plusieurs niveaux. <sup>168</sup> Pour expliciter la notion de configuration, Elias utilise l'image du jeu de cartes : le déroulement d'une partie dépend non seulement des règles mais aussi des stratégies des acteurs et des éléments relationnels de l'interdépendance des actes des joueurs entre eux. « Ce qu'il faut entendre par configuration, c'est la figure globale toujours changeante que forment les joueurs ; elle inclut non seulement

---

<sup>165</sup> « We have never been interested in encouraging new voices for the sake of diversity alone. Rather, our synthetic efforts at subfield bridging reflect our desire to forge a broader, more comprehensive understanding of the dynamic processes that we believe shape only nominally different forms of contention. » (D. McAdam, « Harmonizing the Voices : Thematic Continuity across the Chapters », in R. Aminzade (et al.), *op. cit.*, p.222).

<sup>166</sup> Pour une présentation de la conception weberienne de la causalité, voir l'analyse que propose Raymond Aron dans *Les étapes de la pensée sociologique*, Paris, Gallimard, 1967, p.517-518.

<sup>167</sup> A. Caillé, « Max Weber, notre contemporain si méconnu », préface de l'ouvrage de S. Kalberg, *La sociologie historique de Max Weber*, Paris, La Découverte, 2002, p.11.

<sup>168</sup> Pour Norbert Elias, il appartient au sociologue de se placer sur plusieurs niveaux d'analyse, en étant capable de « concentrer le feu des projecteurs tantôt sur les individus, tantôt sur les configurations que forment entre eux plusieurs hommes » (N. Elias, *Qu'est-ce que la sociologie ?*, Paris, Agora, 1991, p.155).

leur intellect, mais toute leur personne, les actions et les relations réciproques.»<sup>169</sup> S'appliquant aussi bien à des groupes restreints qu'à des sociétés entières, le concept de configuration permet de faire la jonction entre le contexte historique et social, les stratégies individuelles et les interactions qui se nouent entre les individus.

La prise en compte de la « polyphonie des temps du politique »<sup>170</sup> nécessite de mettre l'accent tout autant sur le contexte immédiat dans lequel émerge la mobilisation, que sur les interactions qui se nouent au fil de l'action collective et sur le temps plus long des représentations collectives et des traditions de lutte. Parmi ces trois temps de l'action collective, c'est la prise en compte de la dynamique du mouvement que les chercheurs en sciences sociales invitent de plus en plus à explorer.<sup>171</sup> Pour des auteurs comme Charles Tilly aux États-Unis ou Michel Dobry en France, les actions et les réactions qui s'enchaînent au cours de l'action collective doivent être replacées au cœur de l'analyse des mouvements sociaux.<sup>172</sup> Quant à Sidney Tarrow, répondant à la critique formulée par James Goodwin et James Jasper à l'encontre des analyses en termes de processus politiques, il ne manque pas de rappeler que les chercheurs s'inscrivant dans cette perspective prennent tout autant en compte les facteurs structurels et culturels que le temps long et les « facteurs contingents liés à la logique interactive de la lutte politique ».<sup>173</sup>

En s'inspirant de méthode configurative initiée par Norbert Elias, notre recherche comparative s'attachera à identifier les facteurs qui, se combinant entre eux et formant une configuration, permettent de comprendre la participation des étudiants à un mouvement contestataire malgré les risques objectifs que cela implique dans un régime de type autoritaire.

---

<sup>169</sup> *ibid.*, p.157.

<sup>170</sup> Y. Déloye, *op. cit.*, p.24.

<sup>171</sup> Ainsi, des chercheurs comme Sidney Tarrow, Charles Tilly, Doug McAdam et William H. Sewell Jr ont récemment réaffirmé l'importance des interactions qui se nouent au fil de l'action collective (*cf.* D. McAdam, S. Tarrow, Ch. Tilly, *Dynamics of Contention*, Cambridge University Press, 2001, p.15-16 ; S. Tarrow, « Paradigm Warriors : Regress and Progress in the Study of Contentious Politics », in J. Goodwin, J. Jasper (eds.), *op. cit.*, p.43 et suiv. ; D. McAdam, W. H. Sewell Jr., « It's About Time: Temporality in the Study of Social Movements and Revolutions » in R. Aminzade et al., *op. cit.*, p.101 et suiv.).

<sup>172</sup> *cf.* Ch. Tilly, *From Mobilization to Revolution*, *op. cit.* et M. Dobry, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la FNSP, 1992. Ainsi, Charles Tilly soulignait déjà en 1978 la nécessité d'analyser l'action collective dans une perspective dynamique : « Collective action results from changing combinations of interests, organization, mobilization, and opportunity. The most persistent problem we will face in analyzing collective action is its lack of sharp edges: people vary continuously from intensive involvement to passive compliance, interests vary from quite individual to nearly universal. » (Tilly, *From Mobilization to Revolution*, *op. cit.*, p.7).

<sup>173</sup> « Goodwin and Jasper ignore the fact that most political process theorists try to explain movements as the outcome of a combination of both structural and cultural, long-term and contingent factors of the interactive logics of the political struggle. » (S. Tarrow, « Paradigm Warriors », *art. cit.*, p.43).

Prenant pour point de départ la question de l'arbitrage entre les risques et les incitations, notre recherche abordera tout d'abord le contexte politique dans lequel chacune de nos mobilisations étudiantes a émergé, en l'analysant au prisme du modèle d'ouverture des opportunités politiques développé par Sidney Tarrow. Reprenant des hypothèses théoriques développées avant lui par Charles Tilly et Theda Skocpol,<sup>174</sup> celui-ci met en avant la question du degré de vulnérabilité du régime pour comprendre l'émergence d'un mouvement contestataire. Ainsi, lorsque les acteurs perçoivent une certaine vulnérabilité du système politique – qu'elle provienne de la division des élites, de l'ouverture du système politique aux réformes ou de l'existence de groupes de soutien – ils peuvent avoir l'impression que leurs chances de réussite augmentent, ce qui les incite dès lors à participer à une action collective.<sup>175</sup> Parce qu'il permet de rendre compte des évolutions du contexte politique, ce modèle d'ouverture des opportunités politiques nous a servi de point de départ théorique et analytique.

Pour autant, une analyse rationnelle de l'arbitrage entre les risques et les incitations requiert la prise en compte de l'autre composante du calcul : l'analyse des motivations des acteurs étudiants. S'inspirant de l'analyse en termes de « cadres d'interprétations »<sup>176</sup> suggérée par David Snow et Robert Benford, cette seconde piste de recherche nous amènera à nous interroger, dans le cas hongrois comme dans le cas mexicain, sur l'existence d'un socle d'aspirations et de valeurs ayant pu rassembler les étudiants au-delà de leurs divergences politiques et idéologiques. L'analyse en termes de « cadres » et de « cadrage » s'est révélée d'autant plus pertinente pour notre propos qu'elle permet de penser comment les étudiants sont passés, dans les deux cas, d'un mouvement purement universitaire à une mobilisation politique condamnant les pratiques autoritaires du régime.

---

<sup>174</sup> Ainsi, Charles Tilly soulignait l'importance de la relation entre le groupe mobilisé et le monde qui l'entoure, cette relation pouvant créer des « opportunités » permettant au groupe de défendre ses intérêts : « Opportunity concerns the relationship between a group and the world around it. Changes in the relationship sometimes threaten the group's interests. They sometimes provide new chances to work on these interests. » (Ch. Tilly, *From Mobilization to Revolution*, *op. cit.*, p.7). De façon similaire, Theda Skocpol notait au sujet des situations révolutionnaires que celles-ci « se sont plutôt développées à partir de crises politico-militaires de l'Etat et des classes dominantes. Et ce n'est qu'à la faveur des possibilités ainsi ouvertes que les dirigeants révolutionnaires et les masses révoltées ont contribué à l'accomplissement des transformations révolutionnaires » (Th. Skocpol, *Etats et révolutions sociales*, *op. cit.*, p.38).

<sup>175</sup> cf. S. Tarrow, *Democracy and Disorder*, *op. cit.*, p.8.

<sup>176</sup> D. Snow, R. Benford, *art. cit.*, p.197.

Pour autant, dans un régime où la répression guette toute action contestataire, une analyse ne prenant en compte que la dimension rationnelle de la mobilisation – l’arbitrage entre les risques et les incitations – ne nous permet pas de comprendre pourquoi les acteurs mobilisés n’ont pas eu peur ou, formulé autrement, ont oublié les risques auxquels ils s’exposaient. Cette remarque nous invite à élargir notre cadre d’analyse en prenant en compte deux autres dimensions de l’action collective : ses dimensions émotionnelle et institutionnelle. Rationnelle, émotionnelle et institutionnelle, ces trois dimensions de l’action collective résonnent comme un écho aux trois idéaux-types de l’action sociale dégagés par Max Weber : l’action « rationnelle » en valeur et en finalité, l’action « affectuelle » – selon la traduction de Julien Freund – et l’action « traditionnelle ».<sup>177</sup> Loin d’être un hasard, cette référence à la sociologie de Max Weber se justifie par notre accord avec l’idée que la référence à la rationalité instrumentale n’est qu’une méthode permettant de comprendre l’activité sociale, et non pas la caractéristique unique des activités sociales réelles.<sup>178</sup> Max Weber précise en effet qu’« il ne faudrait pas l’interpréter inexactement au sens d’une croyance en la prédominance effective du rationnel dans la vie humaine » car « on ne saurait le moins du monde dire jusqu’à quel point dans la réalité les évaluations rationnelles en finalité déterminent ou non l’activité effective ».<sup>179</sup>

« Une théorie de la décision rationnelle qui ne tient pas compte des émotions, lesquelles guident pourtant nombre de nos réactions, peut-elle prétendre imposer sa normativité ? »<sup>180</sup> La question posée par Pierre Livet a d’autant plus retenu notre attention que les mobilisations politiques sont des exemples de phénomènes sociaux particulièrement chargés en émotions.<sup>181</sup> James Jasper note ainsi que les émotions « fournissent le motif, le canal et la tonalité de l’action collective. Elles ne sont pas un rajout superflu. Elles contribuent à la définition des situations, des événements et des actions. »<sup>182</sup> Pour cet auteur

<sup>177</sup> cf. M. Weber, *Economie et Société. Tome 1. Les catégories de la sociologie*. Paris, Plon, 1995, p.55.

<sup>178</sup> Max Weber précise en effet que la référence à la rationalité instrumentale n’est qu’un cadre méthodologique, ou plus exactement un « moyen méthodologique ». Il explique en effet que « la construction d’une activité strictement rationnelle en finalité sert (...) de “type” [idealtypus] à la sociologie, afin de comprendre l’activité réelle », de sorte que « c’est dans cette mesure et uniquement pour ces raisons de convenance méthodologique que la méthode de la sociologie “compréhensive” est “rationnaliste”. » (*ibid.*, p.31-32).

<sup>179</sup> *ibid.*, p.32.

<sup>180</sup> P. Livet, *Emotion et rationalité morale*, Paris, PUF, 2002, p.1.

<sup>181</sup> Ainsi, d’après Sidney Tarrow, « the feelings that bring people into the streets, cause them to face superior forces, and link them to people they hardly know and may never see again are various, elusive, and often empowering. » (S. Tarrow, « Silence and Voice », *art. cit.*, p.8).

<sup>182</sup> J. Jasper, « L’art de la protestation collective », in D. Cefaï, D. Trom (dirs.), *Les formes de l’action collective. Mobilisations dans des arènes publiques*, Paris, Raisons pratiques, 2001, p.140.



en effet, il est d'autant plus nécessaire de prendre en compte les émotions dans l'analyse des mouvements sociaux que celles-ci « sont une dimension essentielle de notre vie incarnée en tant qu'humains et sont indissociables de nos actes de perception, d'intellection, de jugement »<sup>183</sup>. L'importance des émotions au quotidien rend quelque peu suspectes les analyses des mouvements sociaux qui n'en tiennent pas compte, ou qui leur attribuent seulement une fonction stratégique. En mettant l'accent sur la rationalité des acteurs mobilisés, les approches exclusivement stratégiques ne donnent qu'une représentation partielle – et dès lors erronée – des conditions dans lesquelles les individus se rassemblent pour défendre une cause.

S'il ne fait aucun doute que toutes les interactions sociales contiennent une certaine dimension émotionnelle,<sup>184</sup> est-il pour autant possible d'en donner une définition opérationnelle ? Philippe Braud propose de définir l'émotion comme « tout état affectif qui s'écarte de ce degré zéro qu'est l'indifférence absolue envers un objet »<sup>185</sup>, mais quels sont précisément les états affectifs que l'on peut identifier dans les mobilisations politiques ? Nous avons volontairement employé le pluriel afin de souligner la diversité des sentiments que l'on peut observer au cours d'une action collective. Enthousiasme, espoir, fierté, exaltation, mécontentement, exaspération, colère ou haine figurent parmi les exemples d'états affectifs pouvant être identifiés au cours d'une action contestataire. Remarquons néanmoins que cette « diversité kaléidoscopique des émotions »<sup>186</sup> peut être appréhendée au singulier lorsqu'on se réfère de façon idéale-typique à la dimension émotionnelle de mobilisation politique.

Bien que nous ne puissions nier que les étudiants hongrois et mexicains aient effectué un certain calcul des risques et des avantages en tenant compte des évolutions du contexte politique et en se rassemblant autour d'un socle de valeurs communes, notre intuition théorique est que ce calcul n'a certainement pas été effectué de façon systématique. Afin de comprendre pourquoi un nombre croissant d'étudiants ont rejoint chacune de ces mobilisations malgré les risques auxquels ils s'exposaient, notre seconde hypothèse de

---

<sup>183</sup> *idem.*

<sup>184</sup> Ph. Braud remarque en effet que « toute interaction sociale est émotionnellement colorée, fût-ce de façon infinitésimale car il est très difficile d'expérimenter une transaction totalement neutre, un échange de biens, de signes ou de mots radicalement indifférent » (Ph. Braud, *L'émotion en politique*, Paris, Presses de Science Po, 1996, p.8).

<sup>185</sup> *idem.*

<sup>186</sup> P. Livet, *op. cit.*, p.2.

recherche est que la dimension émotionnelle de l'action collective a contribué à faire passer au second plan la question des risques encourus. « Le réveil de l'espoir décèle des champs de possibilités jusque-là inimaginables ; l'épreuve de l'indignation arrache à l'état de passivité et projette au cœur de l'action »<sup>187</sup>. Confirmant notre intuition théorique, cette remarque de James Jasper nous invite à tester cette seconde hypothèse à partir de l'analyse comparée des mobilisations étudiantes hongroise et mexicaine.

A ce stade de notre introduction, il convient néanmoins de préciser que notre objectif n'est pas de déceler, à travers l'identification de situations fortement chargées en émotions, une quelconque stratégie mobilisatrice menée par les leaders de chaque mouvement étudiant. En cela, nous rejoignons Deborah B. Gould lorsqu'elle reproche aux chercheurs ayant pu faire l'effort de souligner les références émotionnelles de n'y avoir vu qu'un instrument utilisé par les organisateurs du mouvement pour élargir leurs soutiens.<sup>188</sup> Pour autant, loin de se limiter à l'énumération des sentiments identifiables au cours de chacune de ces mobilisations, notre recherche vise au contraire à les objectiver en recherchant les éléments du contexte politique, économique et social ainsi que les interactions au fil de l'action collective qui ont pu nourrir ces différents états affectifs.

Mais en se limitant à la dialectique entre dimension rationnelle et dimension émotionnelle, notre analyse des mobilisations étudiantes en régime autoritaire risquerait d'ignorer l'un des temps du politique que la sociologie historique s'attache pourtant à analyser : le temps plus long des représentations partagées et des traditions de lutte. Déplacer notre regard vers l'institution universitaire nous permet dès lors d'appréhender une troisième dimension des mobilisations estudiantines : leur dimension institutionnelle. Or l'approche institutionnaliste permet précisément de relier les deux premières dimensions, en mettant tout autant l'accent sur les liens objectifs reliant université et contestation politique que sur les représentations collectives rattachées à l'institution universitaire. L'hypothèse sous-jacente est qu'en justifiant la participation à un mouvement contestataire – la dimension rationnelle – et en véhiculant des images symboliques fortement mobilisatrices – la dimension émotionnelle –

---

<sup>187</sup> J. Jasper, *art. cit.*, p.142.

<sup>188</sup> « Political process theorists might try to domesticate the emotional components by emphasizing the strategic uses of emotions and thereby incorporating them into a rational actor model. » (D. B. Gould, « Passionate Political Processes : Bringing Emotions Back into the Study of Social Movements », in J. Goodwin et J. Jasper (dirs.), *op. cit.*, p.158).

les représentations rattachées à l'institution universitaire ont, en Hongrie comme au Mexique, contribué à l'émergence et à l'élargissement de ces deux mobilisations étudiantes.

L'importance que nous attribuons aux représentations rattachées à l'institution universitaire nous permet de situer notre démarche, au sein des différentes écoles que l'on rassemble sous l'étiquette de « néo-institutionnalisme »<sup>189</sup>, dans la lignée du néo-institutionnalisme sociologique. Il s'agit en effet d'une démarche analytique visant à rechercher les cadres de référence susceptibles de guider les préférences individuelles.<sup>190</sup> Né de la critique des approches utilitaristes qui oubliaient les valeurs et les croyances collectives dans l'analyse des phénomènes politiques,<sup>191</sup> le néo-institutionnalisme sociologique vise au contraire à réintroduire les pratiques culturelles. Peter Hall et Rosemary Taylor rappellent en effet que c'est dans le cadre de la théorie des organisations que ce courant de recherche a fait son apparition. Contre l'interprétation en termes de rationalité et d'efficacité du fonctionnement des organisations, les néo-institutionnalistes postulèrent au contraire que les « formes et procédures devaient être considérées comme des pratiques culturelles, comparables aux mythes et cérémonies élaborées par de nombreuses sociétés »<sup>192</sup>.

Dans une telle perspective, les institutions sont définies de façon large afin d'inclure « les systèmes de symboles, les schémas cognitifs et les modèles moraux qui fournissent les “cadres de signification” guidant l'action humaine »<sup>193</sup>. D'après Guy Peters en effet, l'institution se caractérise, au-delà de sa stabilité dans le temps,<sup>194</sup> par le fait qu'elle influence le comportement individuel ses membres, ces derniers partageant un certain nombre de

---

<sup>189</sup> Selon Peter Hall et Rosemary Taylor, au moins trois écoles différentes revendiquent ce nom : le néo-institutionnalisme historique, le néo-institutionnalisme des choix rationnels et le néo-institutionnalisme sociologique (cf. P. Hall, R. Taylor, « La science politique et les trois néo-institutionnalismes », *Revue française de science politique*, vol.47, n°3-4, juin-août 1997, p.469).

<sup>190</sup> Ainsi, d'après Marco Giugni et Florence Passy, le néo-institutionnalisme sociologique part de l'idée que les préférences individuelles « ne sont pas uniquement le produit du cadre institutionnel au sens strict (notamment au sens d'institutions politiques), mais qu'elles découlent d'un cadre de référence beaucoup plus large. Il met ainsi en évidence le rôle de la culture et de l'organisation sociale dans la définition des choix et des comportements des individus » (M. Giugni, F. Passy, *La citoyenneté en débat. Mobilisations politiques en France et en Suisse*, Paris, L'Harmattan, 2006, p.27).

<sup>191</sup> cf. J. March, J. Olsen, *Rediscovering institutions : The organizational basis of politics*, New York, Free Press, 1989.

<sup>192</sup> P. Hall, R. Taylor, *art. cit.*, p.481.

<sup>193</sup> *ibid.*, p.482.

<sup>194</sup> « Perhaps the most important element of an institution is that these are in some way a structural feature of the society and/or polity. (...) A second feature would be the existence of some stability over time. » (G. Peters, *Institutional Theory in Political Science. The “New Institutionalism”*, Londres, Pinter, 1999, p.18).

valeurs et de cadres de signification.<sup>195</sup> En partant de l'hypothèse que l'institution universitaire est elle aussi un espace dans lequel se diffusent des croyances, des représentations et des symboles hérités de l'histoire, nous nous attacherons à montrer comment le sentiment d'avoir un rôle politique à jouer a pu se diffuser aussi bien au sein du monde étudiant hongrois que mexicain.

Emprunté à l'anthropologie, le concept de rôle désigne généralement les modes d'action et les comportements que les normes sociales assignent aux individus, c'est-à-dire les attentes sociétales d'un côté et, symétriquement, les droits et les obligations des acteurs de l'autre.<sup>196</sup> Pour autant, cette acception étant loin d'être la seule que les chercheurs en science politique aient pu employer,<sup>197</sup> il convient d'explicitier pourquoi nous avons retenu une conception du rôle mettant l'accent sur les obligations et les responsabilités que les acteurs s'attribuent. La notion de rôle est apparue en sociologie avec les travaux d'Émile Durkheim et de Georg Simmel, mais alors que le premier employait ce terme dans le sens de fonction, en comparant la société à un organisme dans lequel « chaque individu a une situation particulière, dans laquelle il doit accomplir une certaine fonction, utile à la société »<sup>198</sup>, le second privilégiait plutôt la métaphore dramatique. Simmel comparait en effet l'individu à un acteur de théâtre, constatant que « tous deux jouent un rôle, c'est-à-dire remplissent de leur vie personnelle une forme donnée préexistante et se conforment à des prescriptions établies en dehors d'eux-mêmes »<sup>199</sup>.

Pour autant, que l'on privilégie la métaphore théâtrale ou la métaphore organique, la référence à la notion de rôle implique dans les deux cas la reconnaissance de l'existence de

---

<sup>195</sup> « It must affect individual behavior. (...) An institution should in some way constrain the behavior of its members. (...) Finally, there should be some sense of shared values and meaning among the members of the institution. » (*idem*).

<sup>196</sup> cf. S. Nadel, *La théorie de la structure sociale*, Paris, Les Editions de Minuit, 1970, p.67.

<sup>197</sup> Ainsi, Julien Navarro constate que « la notion de rôle a fait l'objet d'usages et de théorisations multiples dans les sciences sociales, notamment dans la science politique (...) mais cette richesse est aussi une contrainte car, le même terme étant employé dans des sens différents, il faut procéder à une clarification conceptuelle et théorique ». (J. Navarro, *Les députés européens et leur rôle : analyse sociologique de la représentation parlementaire dans l'Union européenne*, Thèse pour le Doctorat en Science Politique, IEP de Bordeaux, Novembre 2007, p.228).

<sup>198</sup> A.-M. Rocheblave-Spenlé, *La notion de rôle en psychologie sociale*, Paris, PUF, 1969, p.21. Elle précise en effet que Durkheim « considère cette notion de rôle surtout du point de vue de la société elle-même, des besoins de l'organisme social », mais note néanmoins qu'il souligne « l'ambiguïté du terme de fonction (ambiguïté que l'on retrouve d'ailleurs dans celui de rôle), qui signifie non seulement les besoins de l'organisme, mais aussi l'ensemble des actions qui satisfont ceux-ci, tels la respiration, la digestion, si nous envisageons les fonctions physiologiques ».

<sup>199</sup> *ibid*, p.31.

prescriptions extérieures à l'individu. Cette remarque est d'autant plus intéressante pour notre propos que nous assignons à ce travail comparatif l'objectif de dépasser l'opposition traditionnelle entre holisme et individualisme méthodologique.<sup>200</sup> En ce sens, nous rejoignons pleinement Lilian Mathieu lorsqu'il observe que l'opposition entre objectivisme et subjectivisme fait partie des « oppositions les plus stériles dans les sciences sociales »<sup>201</sup>. En adoptant une démarche configurative inspirée de la sociologie de Norbert Elias, nous souscrivons implicitement à sa volonté de concilier l'analyse de la société et celle des individus.<sup>202</sup> Et la notion de rôle semble précisément permettre d'allier autonomie des individus et contraintes sociétales. Peter Hall et Rosemary Taylor remarquent en effet que les rôles sont certes des « normes de comportement prescriptives », mais ils ne définissent pas seulement « ce qu'il faut faire dans un contexte donné, mais aussi ce qu'on peut imaginer faire dans un contexte donné »<sup>203</sup>.

Dans une telle perspective, postuler que les étudiants ont pu, en Hongrie comme au Mexique, partager le sentiment d'avoir un rôle politique à jouer requiert une analyse minutieuse, dans chaque cas historique, des normes sociales, des pratiques collectives et des croyances susceptibles d'avoir généré ce sentiment d'avoir un devoir ou une responsabilité. Chacun des termes que nous venons d'employer rappelle précisément la définition de l'institution que propose François Dubet : « les institutions ne sont pas seulement des “faits” et des pratiques collectives, mais aussi des cadres cognitifs et moraux dans lesquels se développent les pensées individuelles »<sup>204</sup>. Difficile dès lors de penser la notion de rôle sans

---

<sup>200</sup> Finalement, chercher à se mettre à la place des acteurs n'a rien de révolutionnaire, même lorsque l'on situe son travail dans le courant structuro-configuratif, comme le fait remarquer Reinhard Wippler : « Pour autant que je sache, aucun des sociologues qui défendent explicitement des théories structuralistes et non volontaristes – tels que récemment Peter Blau et Theda Skocpol – n'a pu éviter de faire rentrer des postulats individualistes dans son explication des phénomènes sociaux. Si j'ai raison en avançant que les structuralistes et les théoriciens de la macrosociologie utilisent – ne serait-ce qu'implicitement – des postulats individualistes, il n'y a plus lieu de parler d'une opposition irréductible entre le structuralisme et le non-volontarisme d'une part, et l'individualisme méthodologique de l'autre. » (R. Wippler, « Individualisme méthodologique et action collective », in F. Chazel (dir.), *Action collective et mouvements sociaux*, Paris, PUF, 1993, p.209).

<sup>201</sup> L. Mathieu, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique*, vol.52, n°1, février 2002, p.75.

<sup>202</sup> Refusant l'opposition entre l'individu et la société, Norbert Elias s'était en effet proposé de rechercher la manière dont les individus sont liés les uns aux autres au sein d'une multitude que l'on appelle la société. Pour illustrer sa position, il a choisi de rapprocher deux termes que les chercheurs en sciences sociales ont l'habitude d'opposer : l'individu et la société : « ce qu'on a coutume de désigner par deux concepts différents, “l'individu” et “la société”, ne constituent pas, comme l'emploi de ces deux termes nous le fait souvent croire, deux objets qui existent séparément, ce sont en fait des niveaux différents mais inséparables de l'univers humain » (N. Elias, *Qu'est-ce que la sociologie ?*, Paris, Agora, 1996, p.156).

<sup>203</sup> P. Hall, R. Taylor, *art. cit.*, p.483.

<sup>204</sup> F. Dubet, *Le déclin de l'institution*, Paris, Seuil, 2002, p.22.

celle d'institution,<sup>205</sup> ni le concept d'institution sans celui de rôle.<sup>206</sup> L'analyse, dans le cas hongrois comme dans le cas mexicain, des représentations, des croyances mais aussi des pratiques collectives rattachées à l'institution universitaire constituera donc la troisième et dernière hypothèse théorique de cette recherche comparée.

En définitive, ces trois dimensions de l'action collective – rationnelle, émotionnelle et institutionnelle – constituent les trois hypothèses de recherche qui guideront cette analyse comparée des mobilisations étudiantes hongroise et mexicaine. Notre objectif étant de proposer, au terme de cette recherche, une configuration de facteurs permettant à la fois de conjuguer ces différentes facettes de l'action collective, nous avons choisi de suivre un plan en trois parties permettant d'analyser successivement les dimensions stratégique (l'évaluation des risques et des incitations), émotionnelle (l'oubli des risques) et institutionnelle (les valeurs et les représentations rattachées à l'institution universitaire).

\*                      \*

\*

Abordant la première composante du calcul stratégique – l'évaluation des risques – le premier chapitre se penche sur l'analyse du contexte politique au prisme du modèle d'ouverture des opportunités politiques développé par Sidney Tarrow. Mais s'il est important que les étudiants perçoivent une baisse du « coût » de l'action collective en évaluant la vulnérabilité du régime, il est aussi décisif qu'ils soient incités à agir en partageant un certain nombre de valeurs, de projets et de rêves. Cette autre composante du calcul rationnel constitue précisément l'objet du deuxième chapitre qui, en analysant l'environnement cognitif de chacune de ces mobilisations, vise à mettre en évidence les « cadres d'interprétation » susceptibles d'avoir motivé les étudiants hongrois et mexicains.

---

<sup>205</sup> Ainsi, le sociologue structuraliste Siegfried Nadel notait déjà en 1970 que « le concept de rôle est intéressant en ce qu'il fournit une notion intermédiaire entre celles d'individu et de société », dans la mesure où « les sociétés sont fondées sur des règles et des normes, et donc sur des *régularités* que nous désignons sous le nom d'institutions, ou encore de modes d'action, de relations et de groupes institutionnalisés ». (S. Nadel, *op. cit.*, p.49, italiques dans l'original).

<sup>206</sup> Plus récemment, les travaux que l'on rassemble dans le courant du néo-institutionnalisme sociologique se sont, d'après Peter Hall et Rosemary Taylor, penchés sur la notion de rôle en recherchant comment les institutions peuvent influencer les comportements : « selon ce point de vue, les individus auxquels leur socialisation fait jouer des rôles particuliers intériorisent les normes associées à ces rôles, et c'est de cette façon que les institutions sont supposées influencer le comportement ». (P. Hall, R. Taylor, *art. cit.*, p.483).

Afin de comprendre les conditions dans lesquelles les étudiants ont pu oublier, ou du moins faire passer au second plan, les risques auxquels ils s'exposaient, les deux chapitres suivants s'attachent à appréhender les émotions décelables dans les témoignages des acteurs étudiants, en distinguant celles qui découlent d'une accumulation de mécontentements – telles que l'exaspération, la colère ou même la haine – de celles qui naissent au cours de l'action collective – comme l'espoir, l'enthousiasme ou l'exaltation. L'intention est donc d'objectiver ces émotions en interrogeant dans le chapitre 3 le contexte politique, économique et social afin de dégager les explications possibles de cette colère, puis en analysant dans le chapitre 4 les interactions qui se sont nouées au cours de chacune de ces mobilisations afin d'y déceler des situations fortement chargées en émotions.

Pour autant, mettre l'accent sur la spontanéité d'une mobilisation ne signifie pas que l'on considère que l'action contestataire ait émergé « spontanément », sans aucun ancrage dans le passé et les traditions politiques de chaque pays. La troisième partie de cette recherche a pour objectif d'étudier dans une perspective comparative l'institution universitaire et l'image de l'étudiant qui lui est rattachée. Le chapitre 5 aborde sous un angle rationnel la relation entre l'université et la contestation politique, en mettant l'action sur les caractéristiques objectives des institutions supérieures hongroises et mexicaines ayant favorisé la socialisation politique des étudiants et facilité l'émergence de chacune de ces mobilisations. Consacré plus particulièrement au symbole de l'étudiant contestataire, le chapitre 6 vise à montrer comment l'image d'un étudiant traditionnellement engagé sur la scène politique a pu remplir une double fonction, à la fois identitaire et moteur d'action.

Au terme de cette recherche comparative, le chapitre conclusif s'attache à proposer un cadre analytique configuratif permettant de combiner sans les juxtaposer les trois dimensions de l'action contestataire : les dimensions rationnelle, émotionnelle et institutionnelle. L'élaboration d'une configuration de causes a pour objectif non seulement d'intégrer dans un même cadre théorique ces trois dimensions, mais aussi de montrer les passerelles qui existent entre elles afin de suggérer des pistes d'analyse aux chercheurs s'aventurant dans l'étude des mobilisations étudiantes face à des régimes autoritaires.

## **Première partie**

**L'évaluation des risques et des incitations.**

**Contexte politique et environnement  
cognitif de la mobilisation**





Lorsque l'on étudie des régimes politiques qui se maintiennent grâce à la peur, la censure et l'auto-censure, on ne peut s'interroger sur la contestation politique sans soulever la question des risques encourus par les participants à un mouvement d'opposition. Durant les années 1950 en Hongrie, tout comme au Mexique la décennie suivante, la peur de la répression freinait considérablement les initiatives contestataires.

« On nous retirait toujours des libertés, il y avait des arrestations et des accusations, la peur a commencé à s'étendre dans la société »<sup>1</sup>, confie György Forintos, l'un des acteurs étudiants de Budapest. Un témoignage auquel fait écho celui d'István Szabó, lui aussi acteur de la mobilisation de 1956 : « La vie était très difficile. Ce qui était incroyable, c'est que d'un jour à l'autre, beaucoup de gens disparaissaient. Personne ne savait où ils étaient. Un jour, on a frappé à la porte d'un collègue de mon père et on lui a dit que quelqu'un l'attendait dans un taxi. Il a disparu et pendant six mois, personne n'a su où il était. Plus tard, on a appris qu'il était dans la "maison de la terreur", le bureau central de la police politique. Un endroit terrible, où on torturait les gens avec de l'électricité dans les yeux. Beaucoup de gens y mouraient. Cette terreur était effrayante. »<sup>2</sup>

Recueillis près de cinquante ans après la mobilisation de 1956, ces témoignages nous donnent une idée du climat de peur et d'angoisse qui régnait en Hongrie à cette époque-là. Contester la nature du régime politique signifiait s'exposer à des risques souvent difficiles à imaginer pour un observateur occidental. Ainsi, dans un témoignage recueilli au lendemain de l'insurrection par les chercheurs de l'Université de Columbia, une jeune émigrée hongroise rappelait que les gens aux Etats-Unis ne peuvent pas imaginer le climat de terreur dans lequel les communistes les maintenaient.<sup>3</sup>

---

<sup>1</sup> Entretien avec György Forintos, Budapest, 17 juin 2004.

<sup>2</sup> "The life was very difficult. What was really amazing is that from one day to another, a lot of people disappeared. Nobody knew where they could be. My father had a colleague, he was also an administrator, and his wife came one day and told that in the afternoon someone came and told him that somebody was waiting for him in a taxi. And for six months, nobody knew where he was. Later, we knew that he was in the "terror house", the central bureau of the State Security department. A terrible place: they tortured people with electricity in the eyes. A lot of people dyed. This terror was frightening." (Entretien avec István Szabó, Budapest, 30 juin 2004).

<sup>3</sup> "People in the US can't imagine the terror under which Communists hold the captive peoples of the Iron Curtain." (Entretien avec une jeune émigrée hongroise, réalisé dans le cadre du *Columbia University Research Project Hungary*, CURPH n°126, p.2).

C'est donc dans un climat de prudence et de crainte que les étudiants hongrois assistèrent aux premières initiatives contestataires. Rédigé au lendemain de l'insurrection de 1956 par un étudiant, le récit de la première assemblée organisée à l'Université polytechnique de Budapest nous montre bien que la peur était alors omniprésente. Lorsqu'un étudiant s'empara du micro des autorités universitaires et osa prendre la parole devant les étudiants, le narrateur se mit à penser :

« Je ne le comprends pas, je ne comprends pas ce qu'il veut. Est-il fou ? Sait-il qu'il va être renvoyé de l'université ? Mais pas seulement ! Sait-il que l'on va le mettre en prison après l'avoir tabassé ? A-t-il compris que nous ne sommes personne, que notre nom collectif c'est "taisez-vous !" ? Ne comprend-il pas qu'il n'est rien, que je ne suis rien et que nous n'avons rien à dire ? Ne comprend-il pas que le micro est réservé aux collaborateurs du Parti et que personne, non personne, n'a le droit de le prendre ? »<sup>4</sup>

Cet étudiant était loin d'être le seul à frémir en assistant à la naissance de la mobilisation estudiantine hongroise. La mère de deux étudiants confia en 1957 aux chercheurs de l'Université Columbia que lorsque son fils lui parla de la pétition des étudiants, elle se mit à « frissonner », « sachant combien il avait fallu du courage pour avancer ne serait-ce qu'une seule de ces demandes ».<sup>5</sup>

Durant l'été 1968, les étudiants mexicains firent eux aussi preuve d'audace lorsqu'ils se mobilisèrent pour contester les dérives autoritaires du régime politique. Contester signifiait alors s'exposer à des risques considérables et les étudiants n'étaient, pas plus que les autres membres de la société civile, disposés à prendre le risque de critiquer directement le fonctionnement du régime politique. « Si tu participais à une mobilisation politique, tu savais que l'on te mettrait en prison ou que tu pouvais disparaître »<sup>6</sup>, rappelle trente ans plus l'une des participantes au mouvement de 1968, Ana Ignacia Rodríguez. Toute velléité contestataire s'exposait irrémédiablement à la même réponse : le recours à l'armée ou au corps de police

---

<sup>4</sup> "I don't understand him. I don't understand what he wants. Is he out of his mind? Does he not know that he will be kicked out of the university? Not only that! He will also be thrown in jail, that is, right after they beat the shit out of him! Does he not understand that we are nobodies, that our collective name is "Shut Up?" Does he not understand that he is nothing, that I am nothing, that we have no say in anything? Does he not understand that the microphone is only for the Party collaborators and nobody, but nobody else talks into it?" (B. Lipták, *op. cit.*, p.27).

<sup>5</sup> "I was shivering when he told me of these demands, knowing full well what courage it must have taken to even advance any of the demands." (CURPH n°130, p.5-6).

<sup>6</sup> "Si tú te expresabas así sabías que te metían a la cárcel o que podías desaparecer." (Témoignage d'Ana Ignacia Rodríguez, étudiante à la faculté de droit de l'UNAM, recueilli in E. Ascensio, *op. cit.*, p.139.)

militarisé, le corps des fameux *granaderos*.<sup>7</sup> Les grèves ou les mobilisations sectorielles faisaient partie du paysage politique mexicain mais, comme le fait remarquer avec une petite pointe de cynisme l'un des étudiants de 1968, « le recours à l'armée aussi ». <sup>8</sup> Un point de vue que partage l'écrivain Carlos Monsiváis lorsqu'il rappelle qu'« entre 1959 et 1968, les rares tentatives de protestation dans la capitale se terminent de façon monotone : la police dissout avec un zèle exemplaire les manifestations ». <sup>9</sup>

Dans un tel contexte, les jeunes n'osaient pas s'affronter directement à la police et la simple vue des *granaderos* suffisait pour qu'ils prennent la fuite. « Avant 1968, il était habituel que les manifestations ou les rassemblements se terminent par la fuite. Nous n'avions pas les moyens de répondre à l'attaque des *granaderos*. Il suffisait que quelqu'un crie "Voilà les *granaderos* !" pour que l'on se disperse en courant » <sup>10</sup>, raconte l'un des acteurs étudiants de la mobilisation. La peur de la répression était telle que lorsqu'en juillet 1968 des étudiants appelèrent à manifester pour protester contre les violences policières perpétuées à l'intérieur des écoles préparatoires, nombreux furent ceux qui hésitèrent à participer à la manifestation. Le témoignage d'un étudiant de l'Institut Polytechnique National (IPN) nous rappelle l'appréhension des étudiants au moment de participer à un mouvement protestataire :

« Lorsqu'on nous réprima le 23 juillet, le 26 juillet puis le 30 juillet en détruisent la porte de l'école à coups de bazooka, il y avait un climat de peur à l'égard des forces de l'ordre et l'ambiance était peu propice à la mobilisation. » <sup>11</sup>

<sup>7</sup> Corps spécial de police créé en 1944 sous la présidence de Manuel Avila Camacho.

<sup>8</sup> «La movilización y luchas estudiantiles eran un dato insoslayable del cuadro político nacional. La utilización frecuente del ejército en tareas de represión, también lo era.» (Témoignage de Enrique Condés Lara, in R. Aréchiga Robles, *op. cit.*, p.28).

<sup>9</sup> «De 1959 a 1968, las escasas reservas capitalinas de autonomía o protesta concluyen en forma monótona: la policía disuelve con celo ejemplarizante manifestaciones.» (Carlos Monsiváis, préface de S. Zermeño (1978), *op. cit.*, p.XII.)

<sup>10</sup> «Antes del 68, era normal que las manifestaciones y mítines terminaran con una graciosa huida. No había capacidad de respuesta ante la embestida de los granaderos. Incluso la sola presencia de esta tristemente recordaba fuerza represiva o el simple grito de ¡vienen los granaderos!, era suficiente para terminar con un mitin o una manifestación.» (Témoignage de Jorge Poo Hurtado, étudiant de l'Ecole Supérieure d'Ingénieurs de l'IPN, recueilli in R. Aréchiga Robles, *op. cit.*, p.123).

<sup>11</sup> «Cuando nos reprimieron el 23 de julio, el 26 de julio, el bazucaso y en la preparatoria, había un miedo tremendo a la fuerza pública, un ambiente muy ralo en cuanto a la participación de los alumnos.» (Témoignage de Baudelio Mancilla Leal, représentant au CNH de l'Ecole Supérieure de Physique et de Mathématiques de l'I.P.N, recueilli in M. Ortega Olivares, *op. cit.*, p.117).

Pourtant, en octobre 1956 en Hongrie comme au Mexique douze ans plus tard, des milliers d'étudiants décidèrent de prendre la parole face à un régime politique verrouillé et étroitement contrôlé par un parti politique. Pourquoi ont-ils décidé de participer à un mouvement critiquant la nature même du régime politique ? Etaient-ils conscients des risques auxquels ils s'exposaient ? La question de l'évaluation des risques mérite donc d'être posée pour dégager les premières clefs de compréhension de la participation à une action contestataire dans un régime autoritaire.

Consacré à l'analyse de l'environnement politique, le premier chapitre aura pour objectif d'identifier, dans le cas hongrois comme dans le cas mexicain, les éléments du contexte politique susceptibles d'avoir été perçus par les étudiants comme des preuves de l'ouverture du système. Ainsi, lorsque les acteurs perçoivent une certaine vulnérabilité du système politique, ils peuvent avoir l'impression que leurs chances de réussite augmentent. Connue sous le nom d'« ouverture des opportunités politiques », le modèle développé par Sidney Tarrow apparaît d'autant plus pertinent pour notre propos qu'il permet de comprendre pourquoi les étudiants se sont mobilisés malgré les risques élevés auxquels ils s'exposaient dans un régime de type autoritaire. « Un cycle de protestation commence, nous dit Sidney Tarrow, non pas lorsqu'une poignée de personnes est prête à prendre des risques inconsidérés pour défendre des buts extrêmes, mais lorsque les coûts de l'action collective sont si bas et les incitations si grandes que même des individus ou des groupes qui ne se seraient pas d'habitude mobilisés sont encouragés à le faire. »<sup>12</sup>

En soulignant l'importance des incitations, Sidney Tarrow nous invite implicitement à prendre en compte l'autre dimension ayant pu rentrer dans le calcul des étudiants avant de passer à l'action : l'univers des croyances et des représentations politiques. Cet effort nous paraît d'autant plus nécessaire que la démarche adoptée ici est celle de la comparaison internationale. Car l'un des principaux dangers qui guettent les chercheurs en politique comparée réside dans leur tendance à ne pas historiciser les catégories qu'ils analysent. L'analyse des références politiques, des valeurs et des croyances caractérisant la Hongrie des années 1950 et le Mexique des années 1960 constitue selon nous une étape incontournable

---

<sup>12</sup> « A protest cycle occurs, not when a few people are willing to take extraordinary risks for extreme goals, but when the costs of collective action are so low and the incentives so great that even individuals or groups that would normally not engage in protest feel encouraged to do so. » (S. Tarrow, *Democracy and Disorder*, op. cit., p.8).

pour comprendre l'émergence de ces deux mobilisations estudiantines. Le second chapitre de cette partie nous amènera donc à rechercher, pour chacune de ces mobilisations étudiantes, s'il existe un socle de valeurs et de représentations politiques autour duquel s'est articulée la contestation.



## **Chapitre 1 : L'ouverture des opportunités politiques : le rapport entre le mouvement et son environnement politique**

*L'expérience apprend que le moment le plus dangereux pour un mauvais gouvernement est d'ordinaire celui où il commence à se réformer.*

Alexis de Tocqueville\*

La lecture de la citation de Tocqueville mise en exergue suggère qu'il existerait un lien étroit entre l'ouverture des institutions politiques et l'émergence d'un mouvement contestataire. Plus d'un siècle plus tard, cette hypothèse sera approfondie par un courant de la sociologie de l'action collective, l'« approche structurale »<sup>1</sup> des mouvements sociaux, et plus particulièrement par Charles Tilly et Sidney Tarrow. Il revient en effet à ce dernier d'avoir mis l'accent sur les évolutions du contexte politique susceptibles d'avoir été perçues par les acteurs d'un mouvement contestataire comme la preuve de la vulnérabilité du système. Lorsque le pouvoir politique semble vulnérable, les chances de succès du mouvement augmentent, ce qui incite un plus grand nombre de personnes à y participer.

« Aucun mouvement social ne peut émerger s'il ne bénéficie pas d'un minimum d'opportunités politiques »<sup>2</sup>, observe Olivier Fillieule. Le modèle d'« ouverture des opportunités politiques » proposé par Sidney Tarrow apparaît dès lors comme un point de

---

\* Alexis de Tocqueville, *L'Ancien Régime et la Révolution*, Paris, Flammarion, 2005, p.266.

<sup>1</sup> Nous empruntons à Jeff Goodwin et James Jasper l'expression « approche structurale » (« structural approach ») pour désigner, au sein de la sociologie des mouvements sociaux, le courant de recherche mettant qui l'accent sur les ressources, les processus politiques et les réseaux sociaux (cf. J. Goodwin et J. Jasper, « Introduction », in J. Goodwin et J. Jasper (eds.), *op. cit.*, p.VII et suiv.).

<sup>2</sup> O. Fillieule, *Sociologie de la protestation. Les formes de l'action collective dans la France contemporaine*, Paris, L'Harmattan, 1993, p.46.



départ tout à fait pertinent pour comprendre l'émergence d'un mouvement social.<sup>3</sup> Identifiant quatre éléments du contexte politique susceptibles d'être perçus par les acteurs contestataires comme des opportunités, Sidney Tarrow parle même de « structure des opportunités politiques ».<sup>4</sup> Or c'est précisément le postulat d'un ensemble structuré d'opportunités qui a rencontré le plus de critiques.

« Les structures ne sont-elles pas quelque chose de fixe, de stable et hors de contrôle ? »<sup>5</sup>, se demandent Jeff Goodwin et James Jasper, avant d'observer que les opportunités peuvent évoluer rapidement, notamment en fonction des décisions opérées par les acteurs politiques. Pour ces deux auteurs, il est dès lors inapproprié de parler de « structure ».<sup>6</sup> Prenant acte de cette critique sans pour autant nier la pertinence du modèle proposé par Sidney Tarrow, nous ferons ici le choix de préférer l'expression « contexte d'opportunités politiques » à celle de « structure des opportunités politiques ». Car, comme nous le verrons dans ce chapitre, l'évolution des opportunités au cours des premiers jours de chacune de ces mobilisations constitue une hypothèse de recherche tout à fait pertinente pour comprendre pourquoi un nombre croissant d'étudiants a alors rejoint le mouvement.

Afin de dégager les premières clefs de compréhension des mouvements étudiants hongrois et mexicains, il convient dans chaque cas d'analyser au prisme du modèle d'ouverture des opportunités politiques les évolutions du contexte politique ayant pu être interprétées par les étudiants comme des signes d'ouverture du régime, ou du moins de vulnérabilité face à une action contestataire (section A). Or l'idée d'ouverture des opportunités politiques ne tient pas seulement aux évolutions du contexte immédiat, mais dépend aussi des interactions qui se sont nouées entre les étudiants, le pouvoir politique et les groupes de soutien au cours des premiers jours de chacune de ces mobilisations (section B).

---

<sup>3</sup> cf. S. Tarrow (1989), *op. cit.*

<sup>4</sup> S. Tarrow (1989), *op. cit.*, p.21-22.

<sup>5</sup> « What are structures if not something fixed, stable, and outside control ? » (J. Goodwin & J. Jasper, « Caught in a Winding, Snarling Vine : The Structural Bias of Political Process Theory » in J. Goodwin & J. Jasper (eds.), *op. cit.*, p.16.)

<sup>6</sup> « But if they change frequently or easily, especially as a result of strategic choices, then they should not be labelled structures. » (*idem*).

## **Section A : L'évaluation des risques encourus : le contexte d'opportunités politiques**

Le 23 octobre 1956 à Budapest, tout comme le 5 août 1968 à Mexico, des milliers d'étudiants décidèrent de se joindre à une manifestation critiquant ouvertement la nature autoritaire du régime politique. Lorsque l'on sait que dans ces deux pays participer à une action contestataire signifiait s'exposer à des risques difficilement imaginables pour un observateur étranger, il peut sembler vraiment paradoxal que des milliers d'étudiants aient décidé de rejoindre les rangs de la manifestation. On trouvera un premier élément de réponse à ce paradoxe en se penchant sur les éléments du contexte politique ayant pu être perçus par les étudiants comme des preuves de la vulnérabilité du pouvoir.

Quelles furent donc les facteurs politiques susceptibles d'avoir donné l'impression aux étudiants de ces deux pays que leur mobilisation avait des chances de réussir et, par là même, qu'ils s'exposaient à moins de risques ? Sidney Tarrow nous invite à nous pencher sur quatre éléments du contexte politique immédiat pouvant constituer des « opportunités politiques » : l'ouverture des institutions, l'instabilité des alignements politiques, la division des élites et la présence de groupes de soutiens influents.<sup>7</sup> Remarquons dès à présent que cette liste d'opportunités politiques n'est pas exhaustive. Ainsi, l'analyse successive des cas hongrois et mexicains nous permettra de compléter le modèle de Sidney Tarrow en identifiant une composante supplémentaire de l'ouverture des opportunités politiques : la dimension cognitive des opportunités, qu'il s'agisse d'une perte de légitimité du régime (cas hongrois) ou d'une évolution du discours officiel (cas mexicain).

---

<sup>7</sup> cf. S. Tarrow, *Democracy and Disorder*, op. cit., p.21-22.

## **I. Budapest 1956, illustration parfaite du modèle d'« ouverture des opportunités politiques »**

« Ce qui a poussé à bout la population, c'est le mélange détonnant, au sein du Parti lui-même, d'un stalinisme encore agressif et de partisans de la déstalinisation ; ce sont les hésitations, les retours en arrière, les atermoiements et les contradictions. »<sup>8</sup> Ecrivant au lendemain de la révolte hongroise, Jean-Paul Sartre nous invitait déjà à nous pencher sur les contradictions et les signes d'affaiblissement du système politique hongrois au cours des mois qui précédèrent la mobilisation. Chaque composante du modèle d'ouverture des opportunités politiques proposé par Sidney Tarrow semble ainsi trouver une illustration parfaite dans le cas hongrois : l'ouverture progressive du système politique à la critique, les hésitations au sommet, la division des élites au sein même du parti communiste et l'existence de soutiens de plus en plus visibles. Par ailleurs, la vulnérabilité du système politique semblait d'autant plus forte, en cet automne 1956, qu'il est possible d'ajouter à ces quatre éléments un cinquième facteur : la perte de légitimité du régime.

### **A. Déstalinisation et premiers signes d'ouverture des institutions**

On ne peut étudier la mobilisation hongroise de 1956 sans évoquer la période de réformes qui l'a précédée, période que l'on a l'habitude de nommer « déstalinisation ». L'année 1953 avait non seulement été marquée par la mort de Staline, mais elle avait aussi vu naître les premiers signes de contestation dans les usines des pays satellites. Quelques mois après la révolte des ouvriers est-allemands, ce fut en juin 1953 au tour des ouvriers de l'usine métallurgique de Csepel, dans la banlieue de Budapest, d'entamer un mouvement de protestation. Craignant la montée d'une vague de contestation, l'équipe de Khrouchtchev convoqua à Moscou le « petit Staline hongrois », Mathias Rákosi, et l'obligea à faire son auto-critique et à partager le pouvoir avec le communiste réformiste Imre Nagy.<sup>9</sup>

<sup>8</sup> J.-P. Sartre, « Le fantôme de Staline », *Les temps Modernes*, n°129-130-131, janvier 1957, p.591.

<sup>9</sup> Pierre Kende souligne la sévérité particulière des dirigeants soviétiques à l'égard de Mathias Rákosi : « Pour une raison qui, encore aujourd'hui, n'est pas tout à fait claire, les héritiers de Staline étaient beaucoup plus violemment critiques à l'égard de Mathias Rákosi qu'à l'égard des autres dirigeants est-européens. On le convoqua à Moscou en juin 1953. On lui asséna une critique qui était proche d'une exécution politique et dont l'une des conséquences était que Rákosi devait céder une partie de son pouvoir à son censeur et rival, Imre Nagy. Aucune autre direction communiste n'a été soumise à un traitement aussi dur. » (P. Kende, « Les causes et conséquences de l'insurrection hongroise » in *1956 Le commencement de la fin*, Paris, Editions de l'Association pour la communauté culturelle européenne, 1997, p.20).

Dès l'été 1953, le nouveau Premier ministre Imre Nagy engagea le pays dans la voie des réformes et permit à la Hongrie de connaître son premier dégel : un dégel économique avec le renoncement à l'industrialisation forcée et le ralentissement de la collectivisation agricole, mais aussi un dégel politique avec la suppression des camps de prisonniers et le développement d'une attitude plus tolérante à l'égard de la contestation intellectuelle.<sup>10</sup> « Il inaugure l'avènement d'une ère plus libérale pour l'esprit »<sup>11</sup>, résume l'écrivain Tibor Méray. Un point de vue partagé par François Fejtő lorsqu'il qualifie la conception politique d'Imre Nagy de « communisme éclairé ».<sup>12</sup> Malgré la popularité de ces mesures et le fort soutien dont il bénéficiait, Imre Nagy fut écarté du pouvoir et exclu du Parti en avril 1955, permettant ainsi à Mathias Rákosi de reprendre les rênes.

Cette expérience de réformes fut certes brève, mais elle marqua profondément les Hongrois : non seulement elle leur donna un avant-goût de liberté, mais elle transforma Nagy en symbole de résistance face aux dérives du gouvernement Rákosi. Dans un tel contexte, le discours prononcé par Khrouchtchev en février 1956 lors du XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS fit l'effet d'une bombe. Plutôt que de suggérer une politique véritablement nouvelle, il rappelait au contraire la voie engagée par Imre Nagy quelques années plus tôt. « Personne (...) ne s'est endormi stalinien pour se réveiller déstalinisé »,<sup>13</sup> remarque à juste titre Pierre Broué, mais le fait que la voie réformiste ait été relayée par les dirigeants soviétiques constituait un signal fort pour les Hongrois : le « nouveau cours » engagé par Imre Nagy pourrait alors recevoir l'aval de Moscou. « Après le XX<sup>e</sup> Congrès, nous, les étudiants de l'Université, ou du moins ceux qui parmi nous utilisaient leur tête, nous savions que nous étions à l'aube de grands changements »<sup>14</sup>, résumera un étudiant hongrois.

Les dirigeants soviétiques lancèrent aux populations des pays satellites, dès juin 1955, un autre signal d'ouverture : la réconciliation avec Tito. Car loin de se limiter au domaine diplomatique, cette réconciliation avait une très forte signification pour les Hongrois : elle semblait indiquer que la poursuite d'une voie nationale, telle que celle que Nagy avait

<sup>10</sup> Pour une présentation détaillée des réformes menées par le gouvernement d'Imre Nagy, voir M. Molnár, *Victoire d'une défaite*, op. cit., p.35-36.

<sup>11</sup> *idem*.

<sup>12</sup> F. Fejtő, *Histoire des démocraties populaires. Tome II*, op. cit., p.23.

<sup>13</sup> P. Broué, Préface de J.-J. Marie, B. Nagy, *Pologne-Hongrie 1956 ou « Le Printemps en Octobre »*, Textes choisis et traduits, Paris, EDI, 1966, p.X.

<sup>14</sup> « After the 20<sup>th</sup> Congress we University students, or at least those of us who had used their heads, knew that we were standing on the threshold of great changes. » (CURPH n°413, p.2).

commencé à mettre en œuvre, était dorénavant possible. Une étudiante de l'Université polytechnique raconte ainsi que lorsque le chef du gouvernement hongrois fut autorisé à rencontrer Tito, les Hongrois eurent « le sentiment que quelque chose allait se passer », qu'ils allaient « pouvoir échapper à Moscou comme Tito l'avait fait ».<sup>15</sup> Cette réconciliation semblait ouvrir la voie au pluralisme à l'intérieur du bloc communiste, c'est-à-dire à la possibilité pour les pays communistes de poursuivre leur propre voie nationale.<sup>16</sup>

Mais ce fut peut-être l'attitude plus tolérante à l'égard de la contestation intellectuelle qui constitua l'une des meilleures preuves de l'ouverture progressive du régime. Pour les écrivains comme Tamás Aczél, Gyula Háry ou Tibor Déry qui s'étaient mobilisés dès l'automne 1955 pour protester contre la censure, le discours de Khrouchtchev justifiait totalement la poursuite de leur combat. Alors que les Hongrois avaient été habitués au règne absolu de la censure, ils accueillirent avec surprise la parution hebdomadaire de la revue littéraire *Irodalmi Ujság*.<sup>17</sup> Certes, la critique y était modérée et ce n'était qu'entre les lignes que l'on pouvait la déceler, mais cette revue était toujours autorisée à paraître, ce qui témoignait d'un réel changement. « Du fait que, plus tôt dans l'année, un numéro du journal avait été saisi, les gens étaient plutôt surpris de ce que la couche dirigeante ne l'interdisait pas. »<sup>18</sup>

Les écrivains critiques furent bientôt relayés par de jeunes journalistes et de jeunes intellectuels, qui fondèrent en mars 1956 un cercle de réflexion nommé « Cercle Petöfi »<sup>19</sup>. Les discours prononcés durant les réunions du Cercle furent d'autant plus audacieux que l'absence de répression semblait donner des ailes aux jeunes intellectuels. La possibilité de débattre de questions politiques au cours des réunions du Cercle Petöfi tranchait nettement avec l'époque de la censure, du contrôle étroit des intellectuels et de l'interdiction des

<sup>15</sup> « At the time when Gerö went to meet Tito, then we had a feeling that something was going to happen, because that Moscow allowed Gero to see Tito (...) we might break away from Moscow just as Tito. » (CURPH n°106, p.4.)

<sup>16</sup> Selon François Fejtö en effet, certains passages de la déclaration commune de Tito et Khrouchtchev « battaient littéralement en brèche le monolithisme marxiste-léniniste de rigueur jusqu'alors, et ouvraient la voie au pluralisme – ou, comme on le dira plus tard, au polycentrisme socialiste. » (F. Fejtö, *Histoire des démocraties populaires. Tome II, op. cit.*, p.47).

<sup>17</sup> « Gazette littéraire » : revue littéraire hebdomadaire, organe de l'association officielle des écrivains hongrois qui était rattachée au parti communiste.

<sup>18</sup> A. Anderson, *Hongrie 1956. Les conseils ouvriers*, Paris, Spartacus, n°137, 1986, p.59.

<sup>19</sup> Nommé en hommage au jeune poète hongrois qui fut le symbole de la révolution de 1848, ce cercle de réflexion fut fondé par de jeunes intellectuels (enseignants, écrivains, journalistes, etc.) dans le cadre officiel de l'association des jeunesses communistes (DISZ).

opinions dissidentes. L'attitude du gouvernement à l'égard du Cercle Petöfi constituait donc, pour la population, un véritable indicateur de l'évolution du Parti. « L'activité continue des écrivains au Cercle Petöfi et dans la presse » avait donné la preuve que « le Parti était en train de céder à la pression populaire », observait une lycéenne au lendemain 1956. Selon elle en effet, la population avait alors senti « qu'une certaine confusion régnait au sein du Parti, bien que personne ne connaissait l'ampleur exacte de cette confusion »<sup>20</sup>.

L'autorisation de débattre librement fut, selon une étudiante de l'Université polytechnique, « l'un des principaux facteurs qui menèrent à la Révolution »<sup>21</sup>. Car en cherchant à éviter la montée de la contestation en concédant quelques libertés, les dirigeants hongrois avaient finalement ouvert la voie à la protestation. « Leur plan n'a pas fonctionné comme prévu car, une fois que l'on a soulevé le couvercle, on ne peut plus arrêter la dynamique, comme dans l'histoire de l'apprenti sorcier » conclut cette étudiante.<sup>22</sup> Loin d'enrayer la montée de la contestation, l'attitude plus tolérante à l'égard des intellectuels a au contraire renforcé la critique en faisant reculer la peur des gens. Car finalement, un régime qui tolère l'expression de l'opposition ne suscite plus autant de crainte qu'avant. « L'inaction des autorités face au réveil des esprits, les concessions accordées par Gerö sont prises pour ce qu'elles sont : des signes de faiblesse et de désarroi »<sup>23</sup>, conclut François Fejtö.

## **B. Hésitations au sommet**

Les hésitations du gouvernement constituent un autre signe de fragilité du régime. Sidney Tarrow évoque, dans le cas des régimes pluralistes, l'instabilité des alignements, mais il est tout à fait possible de transposer ce concept aux régimes autoritaires en parlant d'hésitations au sommet. L'exemple de la nomination du réformiste Imre Nagy en juin 1953, suivie peu de temps après par son éviction en est l'exemple le plus frappant. Profitant des divisions entre les dirigeants soviétiques et de l'éviction du réformiste G. Malenkov au début

---

<sup>20</sup> « The continued activities of the writers in the Petöfi Circle and in the press was a proof in the eyes of the public opinion that the party is yielding to the popular pressure. The people sensed the confusion within the party although no one really knew how deep this confusion had gone. » (CURPH n°408, p.6).

<sup>21</sup> « One of the most important factors leading to the Revolution was the permission of free discussion. » (CURPH n°106, p.4.)

<sup>22</sup> « It didn't turn out the way they planned, because once the lid is lifted, they couldn't stop the forces. It was like the story of the sorcerer's apprentice. » (CURPH n°106, p.5).

<sup>23</sup> F. Fejtö, *Histoire des démocraties populaires. Tome II, op. cit.*, p.120.

de l'année 1955, Rákosi parvint à écarter Imre Nagy.<sup>24</sup> Son retour au pouvoir n'était finalement qu'un retour en arrière pour les Hongrois. « Le climat politique au début de l'année 1956 était aussi froid qu'avant la mort de Staline », <sup>25</sup> observe l'historien György Litván.

Dans un tel contexte, le discours prononcé par Khrouchtchev en février 1956 marqua une rupture brutale avec la politique menée par Mathias Rákosi. Le XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS redonna une impulsion au mouvement d'opposition, comme en témoigne la création du Cercle Petöfi en mars 1956. « Alternance d'avancées, de reculs », on assiste selon Marcel Péju « à une improvisation au jour le jour, à une extrême souplesse tactique et une prodigieuse faculté d'adaptation qui masquent un opportunisme fondamental ». <sup>26</sup> Mais le vent de liberté qui souffla sur la Hongrie au printemps 1956 allait bientôt s'éloigner. Au mois de juin, les émeutes de Poznan firent craindre aux dirigeants hongrois une montée de la contestation et Rákosi ordonna l'interdiction des activités du Cercle Petöfi. Plusieurs grands écrivains qui s'étaient faits remarquer pour leurs propos durant les réunions du Cercle, comme Tibor Déry et Tibor Tardos, furent exclus du Parti. Souhaitant réaffirmer son autorité, Rákosi ne s'arrêta pas là et prépara dès le mois de juillet une liste noire de personnes à arrêter. Mais ce repli autoritaire allait à l'encontre de la politique de déstalinisation engagée par Moscou et, à la mi-juillet 1956, le vice-premier ministre soviétique Anastase Mikoyan arriva par surprise à Budapest et contraignit Rákosi à démissionner.

Or celui qui lui succéda était loin d'incarner un véritable changement politique. Ernö Gerö avait non seulement été l'ancien bras droit de Rákosi mais, surtout, c'est à lui que l'on devait la mise en oeuvre des fameux plans quinquennaux. L'écrivain George Paloczi-Horvath ne manque pas de rappeler que « le dernier rôle qu'il avait joué avait été celui de sorcier de l'économie, d'architecte des gigantesques plans quinquennaux qui avaient totalement échoué ». <sup>27</sup> Bien que la démission de Rákosi ait constitué une forme de concession face à la

---

<sup>24</sup> Selon Miklos Molnár en effet, « après la chute de Malenkov, en février 1955, Rákosi saute sur l'occasion pour se débarrasser de "son Malenkov". En avril, Nagy est limogé puis exclu du parti. » (M. Molnár, *De Béla Kun à János Kádár*, *op. cit.*, p.226).

<sup>25</sup> « At the turn of the year from 1955 to 1956, the political climate became as frigid as in the years before Stalin's death. » (G. Litván, *op. cit.*, p.37).

<sup>26</sup> M. Péju, « Du rapport Khrouchtchev à la tragédie hongroise : Le communisme à l'heure de la vérité », *Les Temps Modernes*, n°129-130-131, Janvier 1957, p.703.

<sup>27</sup> « His last and longest role was that of economic wizard in Hungary, architect of gigantic Five-Year Plans which totally failed. » (G. Paloczi-Horvath, *The Undefeated*, Eland, Londres, 1993, p.276).

montée du mécontentement, la nomination de Gerö était loin d'annoncer un changement de ligne politique : « Gerö sortait du même moule »<sup>28</sup>, résumait tout simplement un jeune émigré hongrois au lendemain de la mobilisation.

En définitive, le remplacement du « petit Staline » par son ancien bras droit ne fit qu'illustrer encore plus l'incertitude et l'hésitation des dirigeants hongrois. Condamnant leur ancien chef sans pour autant oser prendre de véritable virage politique, les membres du Parti affichaient en cet été 1956 une image de faiblesse qui n'allait pas passer inaperçue aux yeux des étudiants. Cette impression d'affaiblissement du système se trouva renforcée par le fait que Gerö suscitait beaucoup moins de crainte que son prédécesseur. Selon l'historien György Litván, « les gens avaient commencé à surmonter leur peur. Gerö n'était guère plus aimé que Rákosi, mais il suscitait moins de peur. Son manque de fermeté était visible dès les premières semaines de son exercice. »<sup>29</sup> Un étudiant de l'Université polytechnique raconte en effet qu'après le départ de Rákosi, les gens se mirent à parler plus ouvertement et à exprimer en public des opinions qu'auparavant ils n'auraient osé confier qu'à leurs plus proches amis.<sup>30</sup> Loin d'être anodin, ce témoignage nous éclaire sur l'atmosphère qui régnait en Hongrie à la veille de la mobilisation et nous offre une illustration éloquente de la notion « d'ouverture des opportunités politiques ». Mais il est une autre composante de l'ouverture des opportunités que l'exemple hongrois illustre parfaitement : la division des élites, et plus particulièrement la division à l'intérieur même du parti communiste hongrois.

### **C. Division des élites**

« Sans avoir la prétention de vous présenter ici une théorie générale des révolutions, il me semble néanmoins que le rôle de l'élite politique est crucial pour la compréhension de toute situation révolutionnaire. (...) Lorsque le cours dirigeant se trouve rongé par des doutes, des contestations internes, éventuellement par des rivalités, même une révolte populaire, relativement limitée, peut provoquer l'effondrement du système politique en place. »<sup>31</sup>

---

<sup>28</sup> « Gerö was cut out of the same cloth. » (CURPH n°111, p.4).

<sup>29</sup> « Gerö was scarcely more beloved than Rákosi, but he inspired less fear. And his uncertainty was evident within a few weeks of his taking office. » (G. Litván, *op. cit.*, p.48).

<sup>30</sup> « After the removal of Rákosi, people dared to speak up more openly. Criticism of the regime and of the situation was more often heard than before, but that means only that the previously hidden thoughts and remarks told to reliable friends were spoken out publicly. » (CURPH n°133, p.4-5).

<sup>31</sup> P. Kende, « Les causes et conséquences de l'insurrection hongroise », *art. cit.*, p.20.



Proposée par Pierre Kende lors du quarantième anniversaire de la révolte hongroise, cette analyse rejoint pleinement le modèle d'ouverture des opportunités politiques développé par Sidney Tarrow. Pour ces deux auteurs en effet, la division des élites constitue un signe d'affaiblissement du pouvoir et contribue à diffuser le sentiment qu'une action contestataire a de fortes chances de réussir.

Il est important de rappeler, avec Miklós Molnár, que « la Hongrie était le terrain de jeu où les différentes tendances occultes qui s'entredéchiraient au sein du Kremlin s'opposaient au grand jour ».<sup>32</sup> L'opposition entre partisans des réformes et staliniens convaincus s'était dès le printemps 1953 retrouvée dans la vie politique hongroise. Incarnée au sommet par la lutte entre Imre Nagy et Mathias Rákosi, cette division se diffusa bientôt à l'ensemble de l'appareil du Parti. Les écrivains qui avaient pendant de longues années mis leur talent au service du régime commencèrent dès 1954 à exprimer leur sentiment de culpabilité.<sup>33</sup>

Lorsque Rákosi exploita, au début de l'année 1955, l'exclusion de Malenkov pour écarter Imre Nagy, la division entre réformistes et conservateurs au sein du parti communiste hongrois se fit de plus en plus nette. Un étudiant de Budapest souligne en effet que « pour la première fois dans l'histoire de la dictature, un front se créa contre celui qui venait de reprendre le pouvoir, Rákosi ».<sup>34</sup> S'étendant aux écrivains et aux journalistes, cette fronde concerna aussi l'organe officiel du Parti, le quotidien *Szabad Nép*, malgré le recours effréné de Rákosi aux renvois et aux exclusions. Le fait d'ailleurs que Rákosi ait remplacé, entre 1954 et 1956, 46 des 52 collaborateurs du *Szabad Nép*,<sup>35</sup> illustre bien l'existence de divisions profondes au sein de la rédaction du plus grand quotidien hongrois. Dans un témoignage recueilli au lendemain de la mobilisation, un jeune journaliste hongrois raconte en effet que

---

<sup>32</sup> M. Molnár, « L'octobre hongrois. Trente ans après. », *Commentaire*, Volume 9, n° 36, Hiver 1986-1987, p.624. Ainsi, au lendemain de la mort de Staline, trois tendances se distinguaient alors au sommet de la hiérarchie soviétique : les staliniens durs autour de Molotov et Kaganovitch, les partisans de réformes profondes autour de Malenkov et Bériia et les centristes autour de Khouchtchev, favorables à la déstalinisation mais souhaitant conserver la primauté de l'appareil du parti (cf. F. Fejtő, *Histoire des démocraties populaires. Tome II, op. cit.*, p.10).

<sup>33</sup> Pour avoir un aperçu en langue française des articles publiés entre 1954 et 1956 dans les revues littéraires hongroises, voir la sélection d'articles, de nouvelles et de poèmes hongrois traduits dans *Les Temps Modernes*, n° 129-130-131, janvier 1957.

<sup>34</sup> « For the first time in the history of the dictatorship, a front was established against the returning Rákosi. » (CURPH n°444, p.14).

<sup>35</sup> cf. F. Fejtő, *Histoire des démocraties populaires. Tome II, op. cit.*, p.93.

« la structure politique de la presse était divisée en groupes opposés, semblables aux groupes qui s'affrontaient au sommet du pouvoir soviétique »<sup>36</sup>.

La division des élites ne se limita pas au seul monde intellectuel et le camp réformiste gagna du terrain dans toutes les instances du Parti. Du Comité central à l'administration locale en passant par l'armée et même la police secrète, les partisans d'Imre Nagy se firent de plus en plus nombreux et surtout de plus en plus visibles.<sup>37</sup> Ainsi en juin 1956, une partie de l'armée afficha clairement son soutien au courant réformiste en permettant au Cercle Petöfi d'organiser sa plus grande conférence dans l'immeuble des Officiers. De même, certains étudiants observèrent en cet été 1956 un changement dans l'atmosphère des camps militaires auxquels ils étaient obligés de participer durant les vacances scolaires : « après la chute de Rákosi, les officiers avaient changé de ton par rapport à nous »<sup>38</sup>, raconte un étudiant en droit. Visible jusque dans l'armée, cette division des élites a certainement contribué à donner l'image d'un pouvoir affaibli et à diffuser, au sein du monde étudiant, l'impression que la mobilisation avait de fortes chances de réussir.

Mais la percée du courant réformiste au sein du PCH eut une autre conséquence. Elle se traduisit concrètement par la montée de la contestation et le renforcement de ce qui constitue selon S. Tarrow une autre composante des « opportunités politiques » : l'existence de groupes de soutien influents.

---

<sup>36</sup> « It appeared that the political structure of the press was divided into opposing groups like the Soviet leadership. » (CURPH n° 438, p.25).

<sup>37</sup> « Even members of the 'secret police' – the hated AVH – were to be found standing up at party meetings in the Ministry of the Interior to criticise the leadership, and demand greater independence for their country from the Soviets. » (B. Lomax, *Hungary 1956, op. cit.*, p.40).

<sup>38</sup> « After Rákosi's fall the students in the summer military courses felt a distinct change of atmosphere ; the officers change their tone towards us. » (CURPH n° 444, p.41).

#### **D. Montée de la contestation et présence de groupes de soutien**

Les chances de réussite d'une mobilisation sont d'autant plus grandes, d'après Sidney Tarrow, qu'il existe des groupes de soutien influents. On imagine mal en effet des acteurs se mobiliser massivement dans un régime autoritaire s'ils se savent isolés, et l'exemple hongrois n'échappe pas à la règle. Car si ce sont les étudiants qui sont passés à l'action en formulant des demandes concrètes et en appelant à manifester le 23 octobre, le mouvement de contestation était diffus dans la population depuis déjà des mois. L'hiver 1955-56 avait vu naître la contestation des écrivains, et le printemps 1956 celle des jeunes intellectuels du Cercle Petöfi, ce qui permit à l'écrivain George Paloczi-Hovarth de rappeler que « tout a commencé avec la révolte des mots »<sup>39</sup>.

Nous avons vu précédemment que les écrivains hongrois commencèrent dès 1954 à émettre des critiques entre les lignes, mais cette contestation n'était pas encore connue du grand public. Elle allait bientôt le devenir avec les renvois successifs des deux derniers rédacteurs en chef de *Irodalmi Ujság* et la confiscation du numéro de la revue devant paraître le 17 septembre 1955. « Ce fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase », confie Miklos Molnár. « Les écrivains, déjà exaspérés par les sanctions et les interdictions frappant des douzaines de romans, de pièces de théâtre et de poèmes, réagirent avec une audace sans précédent ».<sup>40</sup> Durant les semaines suivantes, cinquante-huit écrivains, artistes et journalistes se rassemblèrent autour de l'écrivain Tamás Aczel et signèrent un « Memorandum » critiquant la politique culturelle du Parti et demandant une plus grande liberté d'expression.<sup>41</sup> Malgré la tentative de répression menée par Rákosi en décembre, la fronde des écrivains ne tarda pas à reprendre de l'ampleur.

Moins de deux mois plus tard, un événement allait redonner de la vigueur au mouvement de contestation des écrivains hongrois : le XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS. « Après la seconde mort de Staline, les écrivains communistes devinrent de plus en plus audacieux »<sup>42</sup>, relate l'un d'entre eux. Leur contestation se diffusa peu à peu au sein de la société hongroise,

<sup>39</sup> « The whole thing started with the rebellion of sentences. » (G. Paloczi-Horvath, *The Undefeated*, op. cit., p.284).

<sup>40</sup> M. Molnár, *Victoire d'une défaite*, op. cit., p.86.

<sup>41</sup> On trouvera une traduction de ce texte dans *Les Temps Modernes*, n° 129-130-131, janvier 1957, p.843 et suiv.

<sup>42</sup> « After Stalin's second death, the Communist writers became more and more daring. » (G. Paloczi-Horvath *The Undefeated*, op. cit., p.284).

notamment grâce à la parution hebdomadaire de la revue *Irodalmi Újság* dont le ton « s'enhardissait de semaine en semaine »<sup>43</sup>. Au cours de l'été 1956, les revues littéraires étaient tellement populaires qu'elles s'arrachaient dans les kiosques à journaux.<sup>44</sup> Les gens faisaient chaque semaine la queue pour obtenir un exemplaire de la revue *Irodalmi Újság*, dont le tirage s'est rapidement révélé insuffisant. Conséquence directe de cette trop forte demande, la revue littéraire se revendait très bien au marché noir à un prix dix, vingt voire cinquante fois supérieur.<sup>45</sup>

Loin de se limiter au seul monde des écrivains et de leurs revues littéraires, la critique gagna bientôt les journalistes et les jeunes intellectuels regroupés depuis mars 1956 dans le Cercle Petöfi, dont les réunions rassemblaient de plus en plus d'auditeurs. Miklós Molnár rappelle en effet qu'« entre mai et juin 1956 une foule grandissante participa aux sept débats organisés du Cercle ».<sup>46</sup> Un ancien membre de ce Cercle, György Litván, nous confia que le nombre croissant d'auditeurs obligea les organisateurs à trouver des salles toujours plus grandes : « il y eut des centaines puis des milliers de personnes, de sorte que le Cercle dut se déplacer du Club Kossuth à la faculté d'économie, puis au plus grand auditorium de l'armée ».<sup>47</sup> Ainsi, à la fin du mois de juin, entre 5000 et 6000 personnes se pressèrent fiévreusement autour de l'auditorium du Cercle afin de pouvoir entendre, ne serait-ce que par haut-parleurs, les débats qui s'y tenaient.<sup>48</sup>

« Les écrivains commencèrent à débattre et bientôt tout le pays se mit à exprimer ses opinions plus librement », relate un étudiant en école vétérinaire, avant de conclure : « c'est cela qui mena à la Révolution ».<sup>49</sup> Ce témoignage nous invite très clairement à interpréter la diffusion de la protestation comme une forme d'ouverture des opportunités politiques. « La révolte des écrivains gagna bientôt les journalistes, qui étaient pourtant bien plus étroitement

<sup>43</sup> F. Fejtö, *Budapest, l'insurrection*, op. cit., p.226.

<sup>44</sup> « During the summer, there was one newspaper, the *Irodalmi Ujsag*, which belonged to the Writers' Association, and people were queuing and waiting for the issue. » (entretien avec György Litván, Budapest, 21 juin 2004).

<sup>45</sup> « The result was that some issues had a black market value of ten, twenty and even fifty times the original price. » (G. Paloczi-Horvath, *The Undefeated*, op. cit., p.129).

<sup>46</sup> M. Molnár, *art. cit.*, p.625.

<sup>47</sup> « There were some hundreds and then thousands of people so it had to move from the Club Kossuth to the Karl Marx University (Economics University) and then later in the greater hall of the army. » (Entretien avec György Litván, Budapest, 21 juin 2004).

<sup>48</sup> cf. B. Lomax, *op. cit.*, p.33.

<sup>49</sup> « The writers began to debate things, and the result of these debates was that the rest of the country began to express its opinions more freely. Essentially it was this, which led to the Revolution. » (CURPH n°226, p.3.)

contrôlés par le Parti. (...) Le “dégel” en Hongrie s'apparenta plus à un feu de forêt. A partir de là, les étudiants et même les ouvriers de Budapest commencèrent à croire en notre succès. »<sup>50</sup> En évoquant la question des chances de succès de la protestation, l'écrivain Paloczi-Horvath nous offre une illustration concrète du modèle d'ouverture des opportunités politiques proposé par Sidney Tarrow : la diffusion progressive de la critique au sein de la population hongroise a très probablement contribué à renforcer le sentiment qu'une action collective avait des chances de réussir.

Mais ce fut l'exemple polonais qui marqua un véritable tournant. Porté à la tête du gouvernement polonais par un mouvement populaire, Gomulka présenta le 20 octobre 1956 un programme de réformes répondant parfaitement aux aspirations de nombreux Hongrois. Comme en témoigne l'un des acteurs du mouvement de Budapest, « la publication dans la presse hongroise de l'intégralité du discours de Gomulka fit l'effet d'une bombe »<sup>51</sup>. Lorsqu'ils apprirent, dans la soirée du 22 octobre, que les chars soviétiques entouraient Varsovie, les étudiants de Budapest décidèrent d'organiser dès le lendemain une manifestation de soutien pour les Polonais. Non seulement cet événement fournissait un motif pour descendre dans la rue sans s'attaquer directement au gouvernement, mais il permettait aussi de rappeler que les Hongrois n'étaient pas isolés dans leur lutte contre les dérives staliniennes du régime. Lorsque le quotidien hongrois *Szabad Nép* publia, le 22 octobre, l'intégralité du discours de Gomulka, le mouvement d'opposition initié par les étudiants de Szeged se sentit à la fois renforcé et soutenu. « Le discours de Gomulka fournit aux étudiants hongrois des munitions », résumera l'un d'entre eux.<sup>52</sup>

Ouverture des institutions politiques, hésitations aux sommet, division des élites et présence de groupes de soutien influents, tous les éléments étaient réunis pour que le pouvoir politique paraisse vulnérable aux yeux des étudiants hongrois. Mais il est possible d'ajouter à ces quatre éléments identifiés par Sidney Tarrow un cinquième : la perte de légitimité du régime. Or dans un régime reposant sur le martelage idéologique et la propagande active,

---

<sup>50</sup> « The “thaw” in Hungary was much more like a forest fire. By now the university students and even the Budapest industrial workers believed that there was some hope of our success. » (G. Paloczi-Horvath, *The Undefeated*, op. cit., p.288).

<sup>51</sup> « Publishing Gomulka's speech in full extent in Hungarian papers had the effect of a bomb. » (CURPH n°113, p.7).

<sup>52</sup> « The Gomulka speech gave and furnished to the students a certain amount of “ammunition”. » (Témoignage d'un étudiant en droit, CURPH n°214, p.2).

lorsque la légitimité du régime s'effrite, ce n'est ni plus ni moins que le système dans son entier qui se révèle fragilisé.

### **E. Effritement de la légitimité et vulnérabilité du régime**

« Les gens supportent beaucoup de mal tant que le gouvernement possède un minimum d'honorabilité. »<sup>53</sup> Ce furent précisément les révélations remettant en question la morale et l'honnêteté du régime communiste hongrois qui nourrirent le plus la critique et la contestation. L'écrivain Paloczi-Horvath nous rappelle à quel point la dénonciation des crimes de Staline avait constitué un choc « dont l'amplitude est difficile à imaginer pour les étrangers »<sup>54</sup>. Quelques mois seulement après les révélations du XX<sup>e</sup> Congrès, l'élimination en juillet 1956 du « petit Staline » hongrois qu'était Rákosi vint couronner la fin de cette mythologie. « Bien qu'attaqué de toutes parts, Rákosi semblait jusqu'alors inamovible », observe Miklós Molnár avant de conclure que « tout un mythe – assez minable il est vrai – s'écroule avec son départ »<sup>55</sup>.

L'effondrement du mythe sur lequel reposait le régime fut d'autant plus grand qu'il s'accompagna du retour des prisonniers politiques et de la révélation des mensonges du gouvernement hongrois. Parmi ces révélations, l'« affaire Rajk », du nom de l'ancien ministre des Affaires étrangères éliminé par Rákosi en 1949, devint le symbole du caractère mensonger du régime. Laszlo Rajk faisait partie des rares leaders communistes qui étaient restés en Hongrie durant la guerre pour participer à la résistance de l'intérieur. Symbolisant le communisme national, et non pas le communisme parachuté de Moscou comme Mathias Rákosi, Jozsef Revai ou Ernő Gerő, il bénéficiait d'une véritable popularité auprès de la population hongroise.<sup>56</sup> Mais en 1948, exaspérés par les prises de distance de Tito, les Soviétiques incitèrent les dirigeants des pays satellites à faire la chasse aux « mauvais communistes » et à leur « offrir des têtes »<sup>57</sup>. Afin de démontrer son zèle, l'équipe de Rákosi

<sup>53</sup> M. Molnár, *art. cit.*, p.622.

<sup>54</sup> « The party apparatus received a shock the magnitude of which is difficult for outsiders to imagine. » (G. Paloczi-Horvath, *The Undefeated, op. cit.*, p.270).

<sup>55</sup> M. Molnár, *De Béla Kun à János Kádár, op. cit.*, p.228.

<sup>56</sup> cf. F. Fejtő, *Histoire des démocraties populaires. Tome I. L'ère de Staline*, Paris, Seuil, 1979, p.97.

<sup>57</sup> Dans ce contexte, les pays satellites se mirent à surenchérir dans la critique et la condamnation de la Yougoslavie. Mais, comme le note finement François Fejtő, « il fallait aller plus loin, il fallait dénoncer et

trouva un coupable taillé sur mesure : Laszló Rajk. On ne sait dans quelles conditions ses aveux furent soutirés, mais le 22 septembre 1949 il était exécuté avec deux de ses collaborateurs, tous trois accusés de « titisme », ce qui équivalait à l'époque à un crime de haute trahison.<sup>58</sup>

Après avoir mené une campagne pour la réhabilitation de son mari pendant plus de deux ans, la veuve de Laszló Rajk parvint à l'obtenir à l'automne 1956 à titre posthume. Le 6 octobre 1956, deux semaines seulement avant le début de la mobilisation étudiante, plusieurs centaines de milliers de personnes participèrent aux funérailles officielles de l'ancien Ministre des Affaires étrangères. « Des ouvriers, des employés, des fonctionnaires, des étudiants et des apprentis défilent en rangs serrés »<sup>59</sup>, raconte l'écrivain Tibor Méray. Ce fut ce même écrivain qui prononça ce jour-là, sur la tombe de Rajk, un discours au nom des intellectuels repentis : « Jamais plus, même sous la menace et la torture, ni par amour mal compris de la cause, autre chose que la vérité ne sortira de nos bouches. »<sup>60</sup> Ces paroles furent immédiatement relayées par le quotidien *Szabad Nep* qui, consacrant à ces funérailles la Une du journal, publia au-dessus des photographies des martyrs communistes ces quelques mots : « PLUS JAMAIS ÇA ». <sup>61</sup> La révélation de ces mensonges politiques fut lourde de conséquences. Une étudiante de l'Université polytechnique confiera après la mobilisation que lorsqu'on apprend un tel mensonge au sujet du Parti, on ne peut plus lui faire confiance.<sup>62</sup> Ayant perdu la confiance du peuple, le régime communiste hongrois était, en ce mois d'octobre 1956, fortement ébranlé. Cette faiblesse ne manquerait pas d'être perçue par les étudiants comme une preuve de plus de la vulnérabilité du régime à la critique démocratique.

Selon Adam Przeworski, la survie d'un régime autoritaire est grandement menacée lorsque deux facteurs sont réunis : la perte de légitimité du régime et l'existence de profondes

---

frapper l'hérésie *chez soi*. (...) Les vieux militants rodés à l'école de Moscou savaient que la meilleure façon de se justifier était de lui offrir "des têtes". » (F. Fejtő (1979, I), *op. cit.*, p.246).

<sup>58</sup> Il apparut des aveux de Rajk que les « Yougoslaves se préparaient à intervenir dans les affaires intérieures de la Hongrie pour soumettre ce pays entièrement à leur domination, pour subordonner l'industrie hongroise à la réalisation du plan quinquennal yougoslave ». (F. Fejtő, *Histoire des démocraties populaires. Tome I, op. cit.*, p.267).

<sup>59</sup> T. Méray, *op. cit.*, p.88.

<sup>60</sup> Extrait du discours de Tibor Méray sur la tombe de Laszló Rajk, cité par Albert Camus dans la préface de l'ouvrage de T. Méray, *op. cit.*, p.12-13.

<sup>61</sup> cf. B. Lomax, *op. cit.*, p.44-45.

<sup>62</sup> « When a lie like that comes out about the Party, the people's faith is shaken in the Party. » (CURPH n°106, p.3).

divisions au sein de l'élite dirigeante.<sup>63</sup> Illustrées par le contexte politique précédant la mobilisation étudiante hongroise de 1956, les hypothèses de ce célèbre analyste des transitions démocratiques sembleraient donc rejoindre celles du sociologue de l'action collective Sidney Tarrow. Mais il est temps de se pencher sur le contexte politique mexicain de la fin des années 1960 afin de voir si ces hypothèses se vérifient.

## **II. Le Mexique des années 1960 : vagues de protestation et signes d'ouverture du régime**

Alors que l'exemple hongrois illustre parfaitement les différentes composantes du modèle d'ouverture des opportunités politiques proposé par Sidney Tarrow, le contexte politique mexicain des années 1960 ne se laisse pas aussi facilement appréhender. Les signes d'ouverture y sont moins évidents à déceler que dans le cas hongrois, mais une analyse du contexte politique mexicain durant la décennie précédant la mobilisation révèle de nombreuses preuves de la vulnérabilité du régime. Depuis la fin des années 1950, le gouvernement mexicain avait dû faire face à une montée de la contestation populaire, ce qui contribua non seulement à exacerber les divisions au sein du parti au pouvoir, mais aussi à amener les dirigeants à adopter un discours semblant inaugurer une ère de changements.

### **A. Montée de la protestation populaire à partir de 1958**

Le premier indice de la vulnérabilité du régime politique mexicain peut aisément être décelé dans la difficulté du gouvernement à faire face aux mobilisations sociales qui traversèrent le pays à partir de la fin des années 1950. Ainsi, l'une des participantes à la mobilisation étudiante de 1968, Maria Estela Morales, nous confia que bien qu'ils furent réprimés, le mouvement des cheminots et celui des médecins témoignèrent l'un comme l'autre de la situation de fragilité dans laquelle se trouvait le pouvoir politique.<sup>64</sup> C'est donc en se penchant sur la vague de mobilisations sociales ayant précédé le mouvement de 1968

---

<sup>63</sup> « I will concentrate on explanations that rely on the loss of legitimacy and on conflicts within the elite. » (A. Przeworski in « Some problems in the Study of the Transition to Democracy », in G. O'Donnell, P. Schmitter, L. Whitehead (dirs.), *Transitions from Authoritarian Rule. Comparative Perspectives*, Baltimore et Londres, The John Hopkins University Press, 1986, p.50).

<sup>64</sup> Entretien avec Maria Estela Morales (Mexico, 19 novembre 2005).



que l'on pourra comprendre pourquoi le système politique mexicain a pu paraître vulnérable aux yeux des étudiants.

Peu de temps après l'accession au pouvoir d'Adolfo Ruiz Cortines en 1952, l'économie mexicaine entra dans une période de récession.<sup>65</sup> Le nouveau président décida alors de poursuivre une politique d'austérité reposant sur la lutte contre l'inflation et la réduction des déficits publics. En outre, la décision de dévaluer le peso en 1954 contribua largement à renforcer le mécontentement populaire. Durant sa présidence (1952-1958), les prix augmentèrent en moyenne de 7,3 % par an, alors que les salaires n'augmentèrent que de 5 % par an.<sup>66</sup> Lorsque l'inflation toucha les produits de base (pain, tortillas, sucre...), ouvriers et employés commencèrent à s'organiser pour réclamer des hausses de salaires. Ce mécontentement accumulé provoqua, entre 1957 et 1959, une série de grèves « d'une ampleur inédite »<sup>67</sup> : instituteurs, télégraphistes, électriciens et cheminots défilèrent pour demander des hausses de salaires et contester la baisse du pouvoir d'achat liée à la politique monétaire de dévaluation du peso. Or comme le souligne Soledad Loeza, les années 1957-1960 ont pour de nombreux analystes « été considérées comme une étape fondatrice dans le développement des mouvements indépendants de travailleurs contre l'autoritarisme du système politique ».<sup>68</sup>

La plus importante des mobilisations syndicales qui éclatèrent en 1958, au moment de la transition avec la présidence d'Adolfo López Mateos, fut celle des cheminots. Demandant au départ des hausses de salaires ainsi que des avantages sociaux (couverture médicale et aide au logement), les employés de la Compagnie des chemins de fer donnèrent bientôt une dimension politique à leur lutte en exigeant un fonctionnement plus démocratique des négociations syndicales.<sup>69</sup> Le conflit n'étant toujours pas résolu en mars 1959, le

<sup>65</sup> cf. D. Cothran, *op. cit.*, p.76.

<sup>66</sup> *ibid.*, p.77.

<sup>67</sup> A. Lempérière, *op. cit.*, p.304.

<sup>68</sup> « Dentro de la historiografía política del México contemporaneo los años 1957-1960 han sido considerados como una etapa originaria en el desarrollo de los movimientos independientes de grupos de trabajadores organizados contra el autoritarismo del sistema político. » (S. Loeza, *Clases medias y política en México. La querrela escolar, 1959-1963*, Mexico, El Colegio de México, 1988, p.14).

<sup>69</sup> « El más destacado de estos movimientos fue, por sus consecuencias inmediatas, el ferrocarrilero. Éste se inició en mayo de 1958 por una demanda económica (aumento salarial del 16.6%) pero después creció al amparo de una bandera política (destitución del Comité Ejecutivo Nacional y democratización del sindicato. » (Leonardo Lomelí Vanegas, « La consolidación del sistema político mexicano : El periodo de Adolfo Ruiz Cortines », in M. González Compeán, L. Lomelí (dir.), *El partido de la Revolución. Institución y conflicto (1928-1999)*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, 2000, p.254).

gouvernement employa la méthode forte en arrêtant Demetrio Vallejo et deux autres dirigeants syndicalistes. Cette arrestation déstabilisa l'organisation du mouvement et contraignit les dirigeants restants à mettre un terme à la grève. Or les leaders syndicaux qui avaient été arrêtés en 1959 ne furent pas libérés. Ils devinrent bientôt le symbole de la nature répressive du régime mexicain et la lutte pour leur libération constituera, durant la décennie suivante, l'un des principaux thèmes de l'opposition démocratique.

Les téléphonistes mexicains lancèrent eux aussi une grève en janvier 1959, mais le service ne fut pas interrompu grâce aux employés non syndiqués. A la fin de l'année, le syndicat des téléphonistes annonça l'existence d'un pacte de soutien avec le syndicat national des électriciens.<sup>70</sup> Ces deux centrales syndicales entamèrent, au début de l'année 1960, des négociations pour obtenir des hausses de salaires et des avantages sociaux. Alors que le gouvernement avait, face aux cheminots, opté pour la répression, il choisit cette fois-ci d'accorder aux téléphonistes et aux employés de la compagnie électrique nationale *Compañía de Luz* les avantages sociaux revendiqués.

Mais la vague de mobilisations sociales qui traversa le Mexique à partir de la fin des années 1950 ne se limita pas aux ouvriers et aux employés des grandes entreprises d'Etat, elle concerna aussi les classes moyennes. Les secteurs conservateurs s'organisèrent dès 1959 pour protester contre l'introduction de manuels scolaires gratuits qui remettait en question l'autonomie partielle de certaines écoles privées. Annick Lempérière rappelle en effet qu'aux yeux des classes moyennes conservatrices, l'imposition de ces manuels était anti-démocratique car elle découlait de la volonté gouvernementale de ne permettre l'apprentissage que de la « vérité officielle »<sup>71</sup>. Cette querelle autour des manuels scolaires prit d'autant plus d'importance qu'elle éclata au moment même où la révolution cubaine marquait l'actualité, c'est-à-dire dans un contexte fortement marqué par l'anti-communisme des classes sociales privilégiées.<sup>72</sup> Au-delà de la teneur idéologique de ce conflit, il convient de souligner que cette contestation conservatrice fut la première grande mobilisation mexicaine à ne pas avoir été réprimée. Pour l'historien Ariel Rodríguez Kuri, la querelle des manuels scolaires constitue un épisode clef pour comprendre le contexte politique mexicain

---

<sup>70</sup> cf. Leonardo Lomelí Vanegas, « La presidencia de Alfonso Corona del Rosal », in M. González Compeán, L. Lomelí (dir.), *op. cit.*, p.302.

<sup>71</sup> A. Lempérière, *op. cit.*, p.348.

<sup>72</sup> « El anticomunismo ocupa una posición central dentro de este análisis. » (S. Loaeza, *op. cit.*, p.14).

des années 1960, dans la mesure où sa portée dépassa largement le domaine de l'éducation. Non seulement cette mobilisation n'avait pas été réprimée, ce qui donnait la preuve sinon de la fragilité du moins de l'ouverture possible du régime politique, mais surtout elle portait en elle une dimension libérale dans la mesure où elle avait mis au cœur du conflit la défense de la liberté de pensée.<sup>73</sup>

Une autre lutte sociale marqua profondément le monde étudiantin durant les années soixante : la grève des médecins internes. Le conflit éclata en novembre 1964, lorsque les médecins internes du système de sécurité sociale mexicain se mirent en grève pour exiger des revalorisations salariales et des améliorations de leurs conditions de travail. Selon Fernando Carmona, ces revendications étaient loin d'être excessives dans la mesure où un nombre important de ces médecins avait un salaire inférieur au salaire minimal.<sup>74</sup> Immédiatement soutenus par les étudiants en médecine et en odontologie de l'UNAM et d'autres universités du pays, les médecins internes trouvèrent aussi un appui auprès des étudiants d'autres facultés, et plus particulièrement des étudiants en sciences sociales.<sup>75</sup> Malgré la légitimité de leurs demandes et le fort soutien dont ils bénéficièrent au cours de l'année 1965, les médecins internes se heurtèrent à une large campagne de dénigrement menée par le ministère de la Santé.<sup>76</sup>

Or ce mépris des autorités mexicaines contribua à donner une dimension politique au conflit.<sup>77</sup> Certes, les médecins internes parvinrent à obtenir quelques augmentations salariales, mais le gouvernement mit un terme à la grève en faisant appel à l'armée. « Pour prix de leur obstination, plusieurs centaines de médecins sont mis à pied et quelques-uns vont allonger la liste des prisonniers politiques »<sup>78</sup> précise Annick Lempérière. Comme les cheminots six ans plus tôt, les médecins internes se heurtèrent finalement à la même réponse du gouvernement : recours à l'armée, répression et arrestation de prisonniers politiques.

---

<sup>73</sup> Entretien avec Ariel Rodríguez Kuri (Mexico, 15 novembre 2005).

<sup>74</sup> « No había desproporción alguna en estas peticiones si se considera la índole calificada del trabajo (muchos residentes tenían sueldos inferiores al salario mínimo. » (F. Carmona, « Genealogía y actualidad de la represión », in J. Carrión (et al.), *op.cit.*, p.186.

<sup>75</sup> cf. G. Estrada, 1968, *Estado y Universidad. Orígenes de la transición política en México*, Mexico, Random House Mondadori, 2004, p.153.

<sup>76</sup> cf. A. Lempérière, *op. cit.*, p.349.

<sup>77</sup> *idem.*

<sup>78</sup> *idem.*

Cependant, ce n'est pas l'issue de ces mobilisations qui est importante selon nous, mais leurs conséquences en termes de capacité mobilisatrice. En cela, nous rejoignons Soledad Loaeza lorsqu'elle observe que « dans un système politique qui repose sur l'apathie et le conformisme, la capacité de mobilisation (...) constitue un véritable atout dans le jeu politique ».<sup>79</sup> Selon cette sociologue mexicaine, « ces mobilisations sont dangereuses pour le groupe au pouvoir dans la mesure où elles introduisent dans le jeu politique des acteurs ou des groupes pouvant menacer son monopole »<sup>80</sup>. L'entrée en scène de groupes contestataires pu être interprétée comme un signe d'affaiblissement du régime, d'autant plus que ce dernier s'est souvent montré incapable de résoudre ces conflits autrement qu'en employant la force. En outre, et nous touchons maintenant une seconde composante de l'ouverture des opportunités politiques, ce climat particulier de mobilisations sociales a largement contribué à faire renaître la division, à l'intérieur du Parti de la Révolution, entre « alémanistes » et « cardénistes ».

### **B. Un pouvoir traversé par des divergences idéologiques**

Malgré son incontournable référence à la Révolution mexicaine, le parti au pouvoir depuis 1928 est loin d'avoir incarné sur toute la période l'idéal révolutionnaire socialiste, mais ce fut probablement durant la présidence de Lazaro Cárdenas (1934-1940) qu'il s'en approcha le plus. Redistribution des terres, création de centrales syndicales et nationalisation des compagnies pétrolières marquèrent l'époque cardéniste, ce qui permet à Annick Lempérière de la qualifier d'« apogée du régime révolutionnaire ».<sup>81</sup> Mais avec la Seconde Guerre mondiale et l'évolution des relations internationales, le Parti de la Révolution Mexicaine prit un tout autre virage. La division du monde en deux blocs n'épargna pas la politique intérieure mexicaine et, comme le note Soledad Loaeza, « la représentation de la rivalité soviético-américaine se traduisit immédiatement par une rupture à l'intérieur de l'élite politique ».<sup>82</sup> Les dirigeants mexicains devaient choisir leur camp, et ils choisirent de se rallier à celui de leur plus grand partenaire économique, même si cela impliquait de changer tout

---

<sup>79</sup> « En un sistema político que se funda en la apatía y el conformismo, la capacidad de movilización, entendida como forma excepcional de participación en manifestaciones, marchas y reuniones públicas que tratan de los asuntos del poder, representa una poderosa carta del juego político. » (S. Loaeza, *op. cit.*, p.181).

<sup>80</sup> « Estas movilizaciones son peligrosas para el grupo en el poder en medida en que a través de ellas se integran al juego político actores o grupos cuya participación prolongada puede amenazar su monopolio. » (*idem*).

<sup>81</sup> A. Lempérière, *op. cit.*, p.133.

<sup>82</sup> « La representación de la rivalidad soviético-americana en la política mexicana revistió primero las formas de una ruptura en el interior de la élite política. » (S. Loaeza, *op. cit.*, p.191).

autant l'appellation que l'orientation de leur parti. A partir de 1946 en effet, le président Miguel Alemán entreprit une politique de rapprochement avec les Etats-Unis et rebaptisa son parti « Parti Révolutionnaire Institutionnel ».

Le virage politique opéré sous la présidence de Miguel Alemán déclencha une division profonde à l'intérieur de la « famille révolutionnaire » que le recours à l'échelle gauche-droite nous permet de résumer. A la gauche du PRI, les partisans d'un Etat interventionniste mettaient l'accent sur une politique de redistribution des richesses et de progrès social impliquant un creusement du déficit public. Parce qu'elle louait volontiers le mérite des réformes menées entre 1934 et 1940 par Lázaro Cárdenas, l'aile gauche du parti fut alors qualifiée de « cardéniste ». La droite du PRI privilégiait au contraire l'approche économique de Miguel Alemán qui voyait dans la stimulation de l'intérêt privé et de l'investissement productif la clef du développement économique.<sup>83</sup> Le positionnement du Mexique sur la scène internationale différait lui aussi sensiblement d'un camp à l'autre. Alors que les « cardénistes » prônaient une politique diplomatique de diversification des alliances, les « alémanistes » optaient quant à eux pour une politique extérieure simplifiée reposant sur des relations bilatérales avec le voisin nord-américain.

La vague de mobilisations sociales qui traversa le Mexique à partir de la fin des années 1950 mit au grand jour cette division idéologique qui régnait à l'intérieur des instances dirigeantes du parti. Selon Soledad Loaeza, « les divergences à l'intérieur de l'élite politique s'aiguisèrent tellement qu'il fut impossible de les dissimuler ».<sup>84</sup> Cette division des élites est d'autant plus importante pour notre propos qu'elle se renforcera au cours de la décennie suivante. Alors qu'Adolfo Lopez Mateos avait, entre 1958 et 1964, cherché à résoudre les conflits sociaux en accordant des concessions aux groupes mobilisés (téléphonistes, électriciens et classes moyennes), le président Gustavo Díaz Ordaz mena à partir de 1964 une politique de fermeté qu'illustre le mépris dont son gouvernement fit preuve à l'égard des médecins internes. Pour ce président clairement alémaniste, le développement économique du pays était la priorité, quelqu'en fût le coût en termes de libertés et de droits sociaux.

---

<sup>83</sup> cf. S. Loaeza, *op. cit.*, p.191-192.

<sup>84</sup> « Las divergencias en el interior de la élite política se agudizaron de tal manera que fue imposible disimularlas. » (*ibid.*, p.191).

A la fois conservatrice et ferme, la politique menée par Díaz Ordaz à partir de 1964 allait inévitablement susciter l'opposition du courant libéral à l'intérieur du parti, le courant cardéniste. Alors que le discours officiel avait toujours valorisé l'idée d'unité, des « fissures et des conflits » commencèrent, selon l'historien Ariel Rodríguez Kuri, à apparaître au sein de l'élite politique.<sup>85</sup> L'homogénéité du PRI n'était finalement qu'illusoire et les indices laissant entrevoir cette division interne se firent de plus en plus nombreux. Parmi ces indices, la crise universitaire de 1966 déclenchée par la question du renvoi du recteur Chavez contribua à affaiblir significativement la tendance alémaniste du PRI dans l'université. En 1966 en effet, étudiants et employés de l'Université Nationale Autonome de Mexico (UNAM) s'étaient mobilisés pour dénoncer la gestion autoritaire de l'université menée par le recteur.<sup>86</sup> Or il convient de rappeler que l'autonomie de l'université n'étant que partielle, le choix du recteur restait entre les mains du gouvernement.

La crise suscitée par la question du renvoi du recteur Chavez révéla la division qui régnait à l'intérieur du PRI : alors que le courant cardéniste avait prit la tête de la mobilisation qui demandait son renvoi, l'autre tendance s'y opposait catégoriquement.<sup>87</sup> L'issue de la crise révéla la position de faiblesse dans laquelle se retrouvaient les dirigeants mexicains. Contraints de céder à la mobilisation, ils nommèrent à la tête de l'UNAM un membre du parti connu pour ses positions libérales : Javier Barros Sierra. Révélant à la fois les divisions qui régnaient à l'intérieur du Parti et l'affaiblissement du courant incarné par le président Díaz Ordaz, cette crise universitaire contribua certainement à donner du pouvoir politique une image fragilisée.

Mais au-delà de l'affaiblissement du pouvoir lié aux divisions profondes qui le traversaient, d'autres signes d'ouverture du régime mexicain purent être décelés sous la présidence de Díaz Ordaz. C'est sur eux qu'il convient de se pencher afin de comprendre pourquoi les étudiants ont pu croire que leur mobilisation avait des chances d'être victorieuse.

---

<sup>85</sup> A. Rodríguez Kuri souligne ainsi l' « aparición de fisuras y conflictos en la elite del oficialismo, cuya unidad y oficialismo siempre han sido sobrevalorados » (A. Rodríguez Kuri, « Hacia México 68. Pedro Ramirez Vázquez y el proyecto Olímpico. », *Secuencia*, n°56, mai-août 2003, p.38).

<sup>86</sup> cf. B. Lerner, S. Ralsky, *El poder de los presidentes. Alcances y Perspectivas (1910-1973)*, Mexico, IMEP, 1976, p.394.

<sup>87</sup> Entretien avec Gerardo Estrada (Mexico, 15 décembre 2005).

### C. Quelques signes d'ouverture du régime

Certes, il convient de remarquer avec Annick Lempérière que « le président Díaz Ordaz apparaît comme la personnalité la plus autoritaire de la période ». <sup>88</sup> Parce qu'il craignait surtout que l'exemple de la révolution cubaine fasse des émules au Mexique, « le gouvernement de Díaz Ordaz apparaît dès avant 1968 comme plus répressif que celui de ses deux prédécesseurs ». <sup>89</sup> Pour autant, certaines réactions du gouvernement ont pu montrer les limites de cette politique de fermeté.

Après la victoire de la mobilisation des étudiants de l'UNAM contre le recteur Chavez en 1966, ce fut au tour des étudiants de Chihuahua de connaître une autre victoire l'année suivante. Ces deux exemples ne doivent pas masquer le fait que la grande majorité des mobilisations estudiantines menées au cours des années soixante se soldèrent par des échecs : invariablement, le gouvernement écrasait le mouvement en faisant appel à la police militarisée ou à l'armée. Mais la mobilisation de Chihuahua marqua profondément les étudiants car elle leur prouva qu'il était désormais possible de faire céder le gouvernement. En 1967 en effet, les étudiants de l'Ecole supérieure d'agriculture *Hermanos Escobar* à Ciudad Juárez, dans l'Etat de Chihuahua, lancèrent un mouvement de protestation contre les abus des propriétaires terriens de cette institution privée.

Largement soutenus par les étudiants des autres universités du pays, les jeunes de Chihuahua se lancèrent dans un bras de fer avec les autorités politiques. Les grèves de soutiens se multiplièrent dans les universités mexicaines, donnant une véritable dimension nationale à la mobilisation. Face à la vigueur du mouvement, le gouvernement recourut à l'armée, mais il finit par céder à la pression des étudiants en acceptant de créer une nouvelle Ecole d'agriculture rattachée à l'université de Chihuahua. Selon l'un des leaders de la mobilisation de 1968, « ce triomphe referma la longue histoire des défaites étudiantes et prépara le terrain pour l'explosion nationale de 1968 ». <sup>90</sup>

<sup>88</sup> A. Lempérière, *op. cit.*, p.180.

<sup>89</sup> *idem.*

<sup>90</sup> « Este triunfo clausuró una larga historia de derrotas estudiantiles y preparó el terreno para el estallido nacional de 1968. » (G. Guevara Niebla, *La democracia en la calle. Crónica de un movimiento estudiantil*, Mexico, Siglo veintiuno, 1998, p.34-35).

L'effet d'incitation lié à cette victoire étudiante de 1967 illustre parfaitement l'une des composantes des opportunités politiques mises en évidence par Sidney Tarrow. Pour cet auteur en effet, « les conflits opposant *challengers* et autorités révèlent tout autant les points de faiblesse de ces derniers que les forces des premiers ».<sup>91</sup> L'expérience d'une victoire des *challengers* permet aux autres acteurs sociaux de se positionner et d'envisager à leur tour de participer à un mouvement contestataire. Sidney Tarrow observe ainsi que « les opportunités créées par les premiers contestataires incitent de nouveaux mouvements d'opposition à se former ».<sup>92</sup> Pour les étudiants des autres universités mexicaines, la victoire des étudiants de Chihuahua a montré qu'il était possible, pour un mouvement structuré et organisé, de faire plier les autorités politiques. Ce sentiment d'ouverture des opportunités politiques a pu d'autant plus se diffuser que le gouvernement mexicain avait, au début de l'année 1968, lancé une vaste campagne de communication laissant présager une ouverture du régime.

Il est un élément du contexte politique mexicain de l'année 1968 que l'on oublie souvent de citer et qui, pourtant, marqua profondément l'atmosphère du pays cette année-là : la préparation des Jeux Olympiques que le Mexique s'apprêtait à accueillir à l'automne. Pour la première fois, un pays n'appartenant pas au « monde développé » avait été choisi par le Comité international olympique, ce qui constituait à la fois un honneur et un défi pour le gouvernement mexicain. Celui-ci mena, tout au long de l'année 1968, une vaste campagne de communication sur le thème de la paix et du développement, couvrant les murs de la capitale d'affiches portant le slogan « Tout est possible dans la paix ».<sup>93</sup> Le Comité organisateur des Jeux avait en effet souhaité accompagner la rencontre sportive d'une « Olympiade culturelle » marquée par les valeurs universelles de paix et de solidarité.<sup>94</sup> Voulant ainsi renouer avec la tradition des Jeux grecs qui associaient le sport à l'art, le président du Comité organisateur des Jeux mexicains, Pedro Ramírez Vázquez, avait dès 1967 exposé les principes que le Mexique allait associer aux jeux sportifs. Les Jeux Olympiques devaient « consacrer universellement l'image d'une nation mexicaine capable de concilier :

---

<sup>91</sup> « Clashes between early challengers and authorities reveal the weak points of the latter and the strengths of the former. » (S. Tarrow, *Power in Movement*, *op. cit.*, p.24).

<sup>92</sup> « The opportunities created by early risers provide incentives for new movements organizations to form. » (*idem*).

<sup>93</sup> « Todo es posible en la paz » (Slogan cité par A. Rodríguez Kuri, « Hacia México 68 », *art. cit.*, p.52).

<sup>94</sup> cf. A. Rodríguez Kuri, *ibid.*, p.52.



- a. La souveraineté et la non-intervention ;
- b. Le nationalisme et l'universalité ;
- c. La coexistence pacifique et la paix ;
- d. Le développement économique et la justice sociale ;
- e. Le bien-être matériel et l'éducation et la culture ;
- f. La modernité et la tradition. »<sup>95</sup>

Prônées tout au long de l'année 1968 au cours de vastes campagnes de communication, ces valeurs ne manquèrent pas de donner à la population l'impression que leur gouvernement souhaitait renouer avec les valeurs fondatrices de la révolution mexicaine. La préparation des Jeux Olympiques donnait ainsi l'occasion au gouvernement de ressortir de ses tiroirs les valeurs de République, de laïcité, de justice sociale et d'unité nationale sur lesquelles l'Etat mexicain était censé reposer depuis 1917. Le choix du slogan « Tout est possible dans la paix » et du logo des Jeux, la colombe, ne relevaient pas du hasard : le gouvernement mexicain souhaitait avant tout donner aux yeux du monde une image d'harmonie et d'unité nationale. Pour l'écrivain Carlos Monsivaís, se cachait derrière l'idée d'unité nationale une technique permettant de reporter à plus tard les conflits sociaux.<sup>96</sup> La préparation des Jeux Olympiques était censée susciter la « collaboration harmonieuse » des dirigeants et du peuple autour des valeurs universalistes de développement et de paix.

Quelque soit la stratégie se cachant derrière cette campagne de communication, l'un de ses effets immédiats fut de susciter, au sein de la jeunesse estudiantine, l'impression qu'une ère de changements était en train de s'ouvrir. Les valeurs universelles prônées par le gouvernement mexicain durant « l'Olympiade culturelle » entrèrent en consonance avec les valeurs utopistes et optimistes partagées à cette époque par la jeune génération. L'un des leaders du mouvement étudiant raconte en effet que « durant les premiers mois de l'année 1968, régnait au Mexique une ambiance d'excitation et de fête ».<sup>97</sup> Le discours officiel sur la paix et le développement peut rétrospectivement être considéré comme une « opportunité

<sup>95</sup> Extrait du discours de Pedro Ramírez Vázquez prononcé en mars 1967 devant les membres du Comité organisateur des Jeux Olympiques de Mexico (cité par A. Rodríguez Kuri, « Hacia México 68 », *art. cit.*, p.50).

<sup>96</sup> « La táctica dilatoria llamada Unidad Nacional pospone oficialmente la lucha de clases y la colaboración armoniosa en quienes mandan y quienes obedecen recibe ahora el marco de los Juegos Olímpicos. » (C. Monsivaís, préface de S. Zermeño, *México, una democracia utópica*, *op. cit.*, p.XI).

<sup>97</sup> « El los primeros meses del año de 1968, México vivía un ambiente de excitación y de fiesta. » (R. Álvarez Garín, *op. cit.*, p.29).

discursive » dans la mesure où il a contribué à « façonner une structure de légitimité politique pour les acteurs »<sup>98</sup>. Ainsi Marco Giugni et Florence Passy nomment « opportunités discursives » les conceptions imaginaires qui « définissent à la fois des ressources culturelles et symboliques, une légitimité politique, une résonance discursive et, finalement, une visibilité publique pour certains acteurs et enjeux ».<sup>99</sup> Face à un gouvernement prônant des valeurs de paix, les revendications des étudiants contre la répression policière et militaire apparaissaient tout simplement légitimes.

Donnant aux étudiants mexicains des « opportunités discursives », la préparation des Jeux Olympiques leur offrit une autre opportunité politique en plaçant le gouvernement dans une situation délicate. Selon Daniel Cazés, le fait que « les yeux du monde soient posés sur le Mexique » a incontestablement donné de la vigueur au mouvement étudiant.<sup>100</sup> « Nous pouvions annoncer au monde entier que l'image que le gouvernement prétendait donner avec les Jeux Olympiques était fausse »<sup>101</sup>, racontera trente ans plus tard l'un des acteurs de la mobilisation. Pour les étudiants mexicains, l'accueil des Jeux Olympiques rendait le gouvernement plus vulnérable à la critique, ce qui leur donna l'impression que leur mobilisation avait des chances de connaître une issue favorable. Finalement, « étudiants et intellectuels ont cru pouvoir jouer des circonstances pour imposer aux autorités une redéfinition de leurs rapports avec la société », <sup>102</sup> conclut Annick Lempérière.

Si l'ouverture des opportunités politiques ne se laisse pas aussi facilement appréhender dans le cas mexicain que dans le cas hongrois, l'analyse du contexte politique précédant la mobilisation de 1968 nous montre néanmoins que certains signes d'ouverture ont pu être identifiés par les étudiants mexicains. Pour autant, nous observerons avec Ruud Koopmans que « ces opportunités peuvent être relativement stables (...), mais elles peuvent aussi changer d'un jour sur l'autre ».<sup>103</sup> En d'autres termes, il s'agit de se pencher maintenant sur

---

<sup>98</sup> M. Giugni, F. Passy, *op. cit.*, p.26.

<sup>99</sup> *idem.*

<sup>100</sup> « El lema era: "los ojos del mundo estan puestos sobre México". » (Entretien avec Daniel Cazés, Mexico, 13 décembre 2005).

<sup>101</sup> « Pudimos anunciar ante el mundo entero que era falsa la imagen que el gobierno pretendía dar con motivo de las Olimpiadas proyectando estabilidad social, paz, firmeza y consistencia política. » (Témoignage d'un étudiant de l'IPN, in M. Ortega Olivares, *op. cit.*, p.30).

<sup>102</sup> A. Lempérière, *op. cit.*, p.362.

<sup>103</sup> « Such opportunities may be relatively stable and fixed (...), but they may also change from one day to another. » (Ruud Koopmans, « Political. Opportunity. Structure. Some Splitting to Balance the Lumping », in J. Goodwin et J. Jasper (dirs.), *op. cit.*, p.67.)

les interactions entre les étudiants, le pouvoir politique et les groupes de soutien susceptibles d'avoir, au cours des premiers jours de chacune de ces mobilisations, donné l'impression aux étudiants que leur action contestataire avait des chances de réussir.

## **Section B : Interactions et évolution des opportunités politiques au cours des premiers jours de la mobilisation**

Répondant aux critiques de Jeff Goodwin et James Jasper, Sidney Tarrow rappelait récemment que depuis les travaux de Charles Tilly, à la fin des années soixante-dix, les chercheurs s'inscrivant dans cette tradition d'analyse ont manifesté un « profond intérêt pour les interactions se nouant entre les *challengers*, leurs opposants et les tiers ». <sup>104</sup> Considérant qu'une action collective « implique généralement une interaction avec d'autres groupes spécifiques, dont les gouvernements » <sup>105</sup>, Charles Tilly avait en effet déjà invité les chercheurs à étudier les interactions qui se nouent entre le mouvement protestataire et son environnement. Se trouvent ainsi placées au cœur de l'analyse les relations qu'entretient le mouvement avec le pouvoir, tout autant que les réactions de sympathie ou de rejet qu'il peut susciter auprès de la population.

Il s'agit dès lors de prendre en compte la « dynamique propre du conflit » <sup>106</sup> afin de comprendre pourquoi, dans le cas hongrois comme dans le cas mexicain, les étudiants ont par milliers rejoint la mobilisation malgré les risques certains auxquels ils s'exposaient. Cette démarche va nous amener à rechercher, dans l'enchaînement d'événements et d'interactions qui se nouent durant les premiers jours de chacune de ces mobilisations, les éléments ayant pu constituer des preuves de l'ouverture du système politique ou, plus exactement, de la vulnérabilité de ce système. Car les maladroites d'un pouvoir qui opte pour la répression et la stigmatisation, tout comme l'entrée en scène de groupes de soutiens contribuèrent, en Hongrie

---

<sup>104</sup> « They elude the fundamental interest in the mutual interaction among challengers, opponents, and third parties that has been central to this tradition since Tilly's construction of a polity model in the late 1970s. » (S. Tarrow, « Paradigm Warriors », *art. cit.*, p.42).

<sup>105</sup> « Collective action generally involves interaction with specific other groups, including governments. » (Ch. Tilly, *From Mobilization to Revolution*, *op. cit.*, p.143).

<sup>106</sup> M. Dobry, *op. cit.*, p.24.

et au Mexique, à diffuser au sein du monde étudiantin le sentiment que leur mouvement avait des chances de sortir victorieux.

## **I. Maladresses et hésitations au sommet**

« On trouve toujours à l'origine d'une révolution les maladresses des hommes qui détiennent le pouvoir »,<sup>107</sup> observait Claude Lefort. En est-il de même pour les mouvements étudiants ? Dans quelle mesure les maladresses des dirigeants hongrois et mexicains ont-elles contribué au renforcement de ces deux mobilisations étudiantes ? Il convient de se pencher de plus près sur les réactions des dirigeants afin de déceler, dans le cas hongrois comme dans le cas mexicain, les maladresses et les hésitations ayant pu donner une image de fragilité du pouvoir politique.

### **A. Hongrie : maladresses des autorités universitaires et hésitations du gouvernement**

En octobre 1956, ce sont les autorités universitaires qui ont les premières fait preuve de maladresse à l'égard de la contestation naissante. Afin de mettre un terme à l'initiative menée par une poignée d'étudiants contre l'enseignement obligatoire du russe, les autorités de l'université de Szeged convoquèrent immédiatement les étudiants à une assemblée. Une initiative que l'on peut rétrospectivement qualifier de maladroite dans la mesure où, loin de parvenir à discréditer le mouvement naissant, la convocation des étudiants offrit au contraire une tribune improvisée aux initiateurs de la contestation. Or, comme nous le verrons ensuite, les autorités de l'Université polytechnique de Budapest firent exactement la même erreur la semaine suivante.

Il convient de rappeler que loin d'être née à Budapest, la mobilisation hongroise a commencé dans une université de province située au sud de la Hongrie, dans la ville de Szeged. Le samedi 13 octobre 1956, un étudiant en droit de l'université de Szeged recevait d'un ami de Budapest une lettre adressée « à tous les étudiants hongrois », invitant les jeunes à protester contre l'enseignement obligatoire du russe.<sup>108</sup> L'étudiant de Szeged en parla

---

<sup>107</sup> Claude Lefort, « La première révolution antitotalitaire » in P. Kende, K. Pomian (dir.), *op. cit.*, p.98.

<sup>108</sup> cf. T. Kiss, *op. cit.*, p.15.

aussitôt à deux de ses plus proches amis et ils décidèrent ensemble de diffuser l'appel en en faisant des copies manuscrites. Parcourant les dortoirs de la cité universitaire, ces trois étudiants répandirent petit à petit la nouvelle d'un appel à protester contre l'enseignement obligatoire du russe. Chaque personne faisant à son tour des copies manuscrites de la lettre, l'information se diffusa à travers tous les départements de l'université de Szeged.

Alors que l'appel se répandait de dortoirs en dortoirs, les trois amis se rendirent compte que la question de l'enseignement obligatoire du russe ne constituait finalement qu'un des nombreux problèmes auxquels étaient confrontés les étudiants hongrois. Mais pour défendre les intérêts des étudiants, il était nécessaire de fonder une association ou un syndicat indépendant de l'appareil du parti. C'est ainsi qu'émergea, pour la première fois, l'idée de fonder une association étudiante indépendante de la *DISZ*, l'organisation officielle de la jeunesse. Or l'idée même de créer un syndicat étudiant indépendant du parti communiste constituait, dans ce régime politique, un acte révolutionnaire. L'historien György Litván nous confia en effet qu'il s'agissait d'un véritable « sacrilège », dans la mesure où la création d'une organisation étudiante indépendante « rompait avec l'uniformité du système »<sup>109</sup>.

Rapidement informées qu'un petit mouvement d'opposition à l'enseignement obligatoire du russe était en train de se diffuser dans les dortoirs, les autorités de l'université de Szeged décidèrent de contrer cette initiative en organisant une assemblée dans l'un des amphithéâtres de la faculté. Le mardi 16 octobre, alors que leur initiative n'avait que quelques jours, les organisateurs de ce petit mouvement contestataire découvrirent avec surprise que les fonctionnaires du Parti en charge de la *DISZ* avaient placé des affiches appelant tous les étudiants à assister à un meeting dans la soirée.<sup>110</sup> Or il était prévu que les initiateurs du mouvement étudiant rencontrent ce soir-là les responsables de la *DISZ* afin de discuter de leurs revendications, et tout particulièrement du projet de créer une association étudiante. Les membres du Parti avaient ainsi eu l'idée d'organiser ces deux réunions en même temps afin d'empêcher que la masse des étudiants soit influencée par les idées contestataires du mouvement naissant. Mais les initiateurs de la protestation et les responsables de la *DISZ* ne parvinrent pas à trouver un terrain d'entente et leur réunion s'acheva plus tôt que prévu.<sup>111</sup>

---

<sup>109</sup> Entretien avec György Litván (Budapest, 21 juin 2004).

<sup>110</sup> cf. T. Kiss, *op. cit.*, p.23.

<sup>111</sup> *ibid.*, p.25.

Les jeunes décidèrent de rejoindre immédiatement l'autre assemblée et lorsqu'ils arrivèrent dans l'amphithéâtre, ils découvrirent avec surprise que l'estrade était vide.

Mal organisés, les membres du Parti venaient d'offrir aux initiateurs du mouvement une tribune improvisée. Ces derniers décidèrent de monter sur l'estrade et de prendre la parole devant la foule d'étudiants. Tamás Kiss prit le micro et ouvrit le débat en présentant à l'auditoire le projet de création d'une association chargée de défendre les intérêts des étudiants. Les étudiants se rallièrent à cette idée et votèrent ce soir-là le principe de créer une organisation étudiante indépendante du pouvoir nommée *MEFESZ*.<sup>112</sup> Ce fut durant cette assemblée que les jeunes de Szeged commencèrent à discuter des revendications que cette organisation étudiante serait chargée de défendre, ce qui les amena rapidement à élaborer des demandes de plus en plus audacieuses. Rétrospectivement donc, on peut considérer que le manque d'organisation des responsables de la *DISZ* offrit aux initiateurs de la contestation étudiante une véritable opportunité pour élargir leurs soutiens.

Mais l'agitation des jeunes de Szeged n'allait pas s'arrêter là. Alors que d'habitude, les étudiants rentraient chez eux durant le week-end, l'un des acteurs étudiants de Szeged raconte que cette fois-ci, personne ne quitta la ville universitaire.<sup>113</sup> Le samedi 20 octobre, les jeunes organisaient dans cette petite ville de province une nouvelle assemblée étudiante à laquelle se joignirent des délégations d'autres universités. Dans une atmosphère enflammée, les demandes universitaires cédèrent bientôt la place à des questions véritablement politiques et les étudiants de Szeged se mirent à élaborer une liste de revendications adressées directement au gouvernement hongrois. Entre les demandes purement corporatistes, relatives à la nature des enseignements ou à la création d'une association étudiante indépendante, se glissaient des revendications beaucoup plus audacieuses : la révision des relations avec l'Union soviétique, l'organisation d'élections libres et la tenue d'un procès de l'ancien ministre de l'Intérieur, Mihály Farkas, considéré comme le responsable des arrestations et des procès politiques. Ce samedi 20 octobre 1956, la mobilisation des étudiants de Szeged avait franchi une étape supplémentaire en prenant une dimension véritablement politique.

---

<sup>112</sup> *MEFESZ : Magyar Egyetemisták és Főiskolások Szövetsége* (« Fédération hongroise des associations d'étudiants des universités et des collègues »).

<sup>113</sup> cf. T. Kiss, *op. cit.*, p.9.

Quelques jours plus tard, ce fut au tour des autorités de l'Université polytechnique de Budapest de faire preuve de maladresse. Craignant de voir les « idées de Szeged » se diffuser rapidement au sein du monde étudiant, les autorités universitaires décidèrent d'organiser, le lundi 22 octobre, une assemblée visant à dissuader les étudiants de la capitale de se laisser convaincre par ces idées subversives. Mais les étudiants de Budapest n'étaient, pas plus que ceux de Szeged, enclins à entendre les messages de prudence répétés par les autorités universitaires. D'après François Fejtő, « le Comité exécutif de la très officielle organisation des jeunes (*DISZ*) y avait convoqué une réunion de masse pour le 22 octobre à 15 heures, afin de couper l'herbe sous les pieds de la Fédération fondée à Szeged ». <sup>114</sup> Cette assemblée devait aborder un certain nombre de problèmes auxquels les étudiants étaient confrontés dans leur quotidien, tels que le tarif des transports publics, le prix des livres ou celui de la cantine. L'un des protagonistes de la mobilisation nous confiera en effet que « c'était juste quelque chose de classique », avant de préciser que « ça aurait pu être quelque chose de classique ». <sup>115</sup> Lassés de ces innombrables réunions auxquelles ils étaient régulièrement convoqués, les étudiants se rassemblèrent ce jour-là sans grand enthousiasme dans le grand hall de l'Université polytechnique.

« Environ deux mille étudiants étaient rassemblés, mais aucun d'entre nous ne faisait réellement attention à ce qui se passait. On entendait un murmure constant dans l'auditoire. C'était comme n'importe quel meeting dans le Monde communiste : ils nous parlaient et notre seule défense était de ne pas écouter ». <sup>116</sup> Mais les autorités universitaires de Budapest n'avaient pas prévu la venue de représentants du mouvement de Szeged. L'un d'entre eux s'approcha du micro et reçut bientôt le soutien de la foule des étudiants. Loin d'enrayer la mobilisation étudiante, la convocation d'une assemblée étudiante offrit aux contraire aux initiateurs du mouvement une opportunité sans égale mesure. Sans cette maladresse des autorités universitaires de Budapest, la fameuse assemblée étudiante du 22 octobre 1956 n'aurait pas eu lieu. Il est en effet difficile d'imaginer que des milliers d'étudiants aient eu le courage, dans un régime aussi répressif que le régime hongrois, de se rassembler pour assister

---

<sup>114</sup> F. Fejtő, *Budapest l'insurrection*, op. cit., p.29.

<sup>115</sup> « It was just a normal thing. It could have been a normal thing. » (Entretien avec István Szabó, Budapest, 30 juin 2004).

<sup>116</sup> « There must have been a couple of thousand students in the aula, but none of us were really paying much attention to what was going on. One could hear a constant murmur in the hall. It was like any other meeting in the Communist World. They talked at us and our only defense against that was not to listen. » (B. Liták, op. cit., p.25).

à un meeting organisé par une poignée d'étudiants contestataires. Ironiquement donc, les autorités universitaires ont, à Szeged comme à Budapest, offert au mouvement naissant de véritables opportunités organisationnelles.

Le discours du représentant de Szeged eut un effet d'autant plus retentissant auprès des jeunes de Budapest que cette mobilisation estudiantine avait déjà obtenu quelques victoires. Dès le 19 octobre en effet, le ministre de l'Education avait annoncé que l'on envisageait de mettre un terme au caractère obligatoire de l'enseignement du russe.<sup>117</sup> Par ailleurs, le fait que le mouvement de Szeged n'ait pas été réprimé semblait indiquer une attitude plus conciliante du pouvoir politique. En réalité, les dirigeants hongrois étaient divisés : certains pensaient qu'il fallait intervenir à Szeged pour écraser le mouvement, quitte à employer les armes, d'autres au contraire disaient qu'il fallait laisser faire. Le pouvoir était confronté à une question délicate et l'absence de répression fut interprétée par les étudiants comme un signe d'affaiblissement du pouvoir politique.<sup>118</sup>

S'inspirant très largement des revendications votées par les jeunes de Szeged, les étudiants de Budapest rédigèrent une liste de demandes dont le caractère politique était encore plus accentué. Plusieurs versions de cette pétition circulèrent, mais nous nous limiterons ici à citer la liste des « Quatorze Points » traduite par l'écrivain hongrois Tibor Méray :<sup>119</sup>

1. Convocation immédiate d'un Congrès du *MDP* ; élection de nouveaux dirigeants, constitution d'un autre Comité Central.
2. Remaniement du gouvernement, avec la participation du camarade Imre Nagy.
3. Une amitié hungaro-soviétique et une amitié hungaro-yougoslave fondées sur l'égalité et la non-ingérence réciproque dans les affaires de chacun des pays en cause.
4. Retrait de toutes les troupes soviétiques, selon les stipulations du traité de paix avec la Hongrie.
5. Elections générales nouvelles, fondées sur l'égalité, le vote secret, la participation de plusieurs partis, et de nouveaux candidats pour l'Assemblée Nationale.
6. Réorganisation de l'économie hongroise, en faisant appel aux spécialistes de la question, et en utilisant les gisements d'uranium du pays sur le plan national. Publication des traités économiques internationaux ; révision de l'économie fondée sur la centralisation.

---

<sup>117</sup> cf. F. Fejtő, *Budapest l'insurrection*, *op. cit.*, p.29.

<sup>118</sup> Entretien avec le leader estudiantin de Szeged, Tamas Kiss (Budapest, 17 juin 2004).

<sup>119</sup> Liste des « Quatorze Points du Poly » présentée par T. Méray, *op. cit.*, p.55-56.



7. Dans toute l'industrie, révision des normes imposées aux travailleurs ; détermination d'un salaire assurant le minimum vital ; création d'une autonomie ouvrière dans les usines.
8. Révision du système des prestations dans l'agriculture ; assistance à la petite exploitation dans les campagnes.
9. Révision systématique de tous les procès politiques et économiques ; amnistie pour les condamnés politiques innocents ; réhabilitation juridique et réparation des dommages subis.
10. Procès public de l'affaire Mihaly Farkas ; enquête sur le rôle joué par Rákosi ; retour des Hongrois retenus illégalement en Russie.
11. Remplacement de l'emblème national étranger au peuple par l'emblème du temps de Kossuth ; rétablissement des fêtes nationales et jours non ouvrables du 15 mars et du 6 octobre. Changement d'uniforme dans l'armée.
12. Liberté totale d'opinion et de la presse. Fondation de plusieurs journaux pour l'organisation *MEFESZ*. Suppression des fichiers individuels secrets, après communication de leur contenu aux intéressés.
13. Symbole de la tyrannie et du despotisme, la statue de Staline doit être ôtée sans délai.
14. Solidarité totale des uns envers les autres.

Démocratisation des institutions, évolution des relations avec l'Union soviétique et réorganisation de l'économie : la pétition des étudiants hongrois dépassait largement le domaine universitaire. Or les étudiants de Budapest ne se limitèrent pas à rédiger cette liste de revendications politiques. Apprenant ce soir-là que les troupes soviétiques entouraient Varsovie, ils appelèrent aussi à manifester le lendemain en solidarité avec le gouvernement polonais du réformiste Gomulka. Les événements de Pologne donnèrent ainsi aux étudiants hongrois une occasion rêvée pour manifester et diffuser leur liste de revendications.

Mais l'indécision des dirigeants politiques hongrois face à cet appel à manifester allait, à nouveau, renforcer l'impression d'affaiblissement du pouvoir politique. Il convient néanmoins de rappeler que cette indécision fut aggravée par un hasard de calendrier : les leaders du PCH étant alors en déplacement en Yougoslavie, les dirigeants restés à Budapest se retrouvaient dans une situation délicate. « La direction du Parti et du gouvernement se montra irrésolue, divisée à un moment où il aurait fallu faire preuve de force de caractère et d'imagination »<sup>120</sup> note François Fejtő. Dépassés par les événements, les dirigeants hongrois ne savaient pas comment réagir face à la montée de la contestation dans l'université. Le mardi 23 octobre, le ministère de l'Intérieur diffusa à la radio un communiqué interdisant toute

---

<sup>120</sup> F. Fejtő, *Budapest l'insurrection*, op. cit., p.33.

manifestation ou tout rassemblement mais, une heure et demi plus tard, il diffusa un nouveau message levant cette interdiction.

Ce « va-et-vient tragique de l'interdiction et de la levée de l'interdiction »<sup>121</sup> ne manqua pas d'être interprété par les étudiants comme un signe de vulnérabilité du régime. « Le gouvernement hongrois était faible et vacillant », raconte une étudiante de l'Université polytechnique, avant de préciser que « l'autorisation de la manifestation signifiait que l'on nous laissait déjà quelques libertés ».<sup>122</sup> Cette autorisation était d'autant plus surprenante que les jeunes Hongrois avaient grandi dans un régime où tout était étroitement contrôlé. « Il y avait un temps où le simple fait de faire une blague contre le régime était sanctionné, et maintenant on autorisait une manifestation ! Cela n'a tout simplement pas de sens ! »<sup>123</sup> observe un étudiant en musique au lendemain de la mobilisation. En définitive, cette indécision du pouvoir politique à l'égard de la manifestation du 23 octobre lui fut tout simplement fatale. Tentative de fermeté puis laxisme, ce revirement soudain du ministère de l'Intérieur donnait une preuve supplémentaire de la faiblesse du gouvernement face à la montée de la contestation.

Ainsi, aux maladroites des autorités universitaires vint s'ajouter l'indécision du pouvoir politique hongrois. Loin d'être anecdotiques, ces réponses contribuèrent à diffuser au sein du monde étudiant le sentiment que leur mobilisation avait des chances de sortir victorieuse. Il convient à présent de se pencher sur le cas mexicain afin de déceler, dans les interactions se nouant au cours des premiers jours de la mobilisation entre les étudiants et le pouvoir politique, les éléments ayant pu être interprétés par les étudiants comme un signe d'ouverture du régime. Car au Mexique aussi, la faiblesse du gouvernement se laissa entrevoir dès les premiers jours de la mobilisation étudiante.

---

<sup>121</sup> T. Méray, *op. cit.*, p.110.

<sup>122</sup> « The Hungarian government was vacillating and was weak. First they had banned our demonstration, then a few hours later they gave permission. This permission of the demonstration meant already some degree of freedom. » (CURPH n°106, p.5).

<sup>123</sup> « There were times when, if somebody said a joke about the regime this was carefully written to his kader files, and now a demonstration was allowed! It just does not make sense. » (CURPH n°210, p.6).

## **B. Mexique : violences policières, recours à l'armée et discrédit du régime**

Le mouvement étudiant mexicain n'aurait peut-être pas explosé si le corps spécial de police des *granaderos* n'était pas violemment intervenu au cours d'une rixe opposant des jeunes de l'Université nationale (UNAM) à des jeunes de l'Institut polytechnique.<sup>124</sup> Ainsi, le 23 juillet 1968, une dispute opposant deux groupes d'étudiants avait mal tourné : les jeunes en étaient venus aux poings et des pierres avaient été lancées sur la façade d'une des écoles préparatoires du centre de Mexico.<sup>125</sup> L'affaire aurait pu s'arrêter là si les agents de la police militarisée, les fameux *granaderos*, n'étaient pas intervenus. Pierres, gaz lacrymogènes et premières barricades constituèrent le décor d'une scène qui allait durer plus longtemps que prévu. Après plusieurs heures de combats, les étudiants se réfugièrent dans les bâtiments de l'école préparatoire *Vocacional 5*, mais un groupe de *granaderos* pénétra dans les lieux et frappa les étudiants et les professeurs qui avaient tenté de leur barrer le passage. En soi, la dispute entre étudiants des écoles préparatoires n'avait rien d'original. Ce qui l'était, c'était l'intervention musclée des forces de l'ordre à l'intérieur même d'un bâtiment scolaire.

Cherchant à comprendre pourquoi la répression avait été aussi violente, l'historien Ariel Rodríguez Kuri rappelle l'incompétence des membres du corps spécial de police des *granaderos*. « Malheureusement pour le gouvernement mexicain, ce ne fut pas la police politique mais la police de la ville qui affronta en premier la protestation étudiante de 1968. En d'autres termes, ce ne fut pas l'élite du système de contrôle et de répression politique, mais bien les troupes, les simples soldats de base, que l'on envoya pour tenter de contrôler les étudiants des classes préparatoires. »<sup>126</sup> Or l'intervention de ces « soldats de base » était tout simplement inappropriée face à des étudiants qui en profitèrent pour politiser le conflit. Selon Ariel Rodríguez Kuri, l'un des éléments fondamentaux des premiers jours de la mobilisation réside dans la faiblesse relative de la police de Mexico : « techniquement et tactiquement, la police n'était pas préparée pour contrôler et réprimer un mouvement d'insubordination sociale

<sup>124</sup> Cette dispute opposait deux groupes de jeunes, l'un provenant des écoles préparatoires 2 et 5 de l'Institut Polytechnique National (IPN) et l'autre de l'école préparatoire *Isaac Ochoterena* de l'Université Nationale Autonome (UNAM).

<sup>125</sup> Pour plus de détails sur cette rixe entre étudiants d'écoles préparatoires, voir A. Rodríguez Kuri "Los primeros días. Una explicación de los orígenes inmediatos del movimiento estudiantil de 1968", *Historia Mexicana*, vol.53, Julio-Septiembre 2003, n°1, p.196 et suiv.

<sup>126</sup> « Desafortunadamente para el gobierno mexicano, no fue la policía política, sino la policía de la ciudad la que primero enfrentó la protesta estudiantil de 1968. Es decir, no fue la élite dentro del sistema de control y represión política, sino la tropa, los *rank and file* entre los granaderos y policías de cruceo, los que fueron a macanear y tratar de controlar a los estudiantes de las escuelas vocacionales y preparatorias. » (*ibid.*, p.194).

de cette amplitude ».<sup>127</sup> Dès lors, l'intervention musclée des *granaderos* dans une école préparatoire ne pouvait que susciter la réprobation des étudiants de l'Institut polytechnique.

Très vite, les étudiants des écoles préparatoires de l'IPN décidèrent d'organiser le 26 juillet une manifestation de protestation contre ce qu'ils percevaient comme une agression policière. Il est intéressant d'observer que cette première manifestation fut précisément organisée l'organisation syndicale étudiante de l'IPN liée au pouvoir : Fédération nationale des étudiants techniques (FNET). L'engagement de ce syndicat officiel dans la dénonciation des violences perpétrées par les *granaderos* témoigne à lui seul du discrédit dont souffrait déjà ce corps spécial de police. Mais le 26 juillet, les étudiants qui avaient décidé de marcher vers la place centrale de Mexico, le *Zócalo*, se retrouvèrent face à un groupe de *granaderos* qui les attendait au coin des rues Madero et Palma. La manifestation estudiantine changea brusquement de nature, se transformant alors en combats de rue. La nouvelle que les *granaderos* avaient attaqué les étudiants se diffusa rapidement et, dans la soirée, les étudiants de l'École supérieure d'économie de l'IPN organisèrent un premier meeting politique. La grève fut votée, le mouvement avait commencé.

Au cours des jours suivants, les combats opposant *granaderos* et étudiants révoltés continuèrent. Retranchés dans les bâtiments de trois écoles préparatoires situées à proximité du *Zócalo*, les étudiants avaient construit des barricades pour empêcher que les forces de l'ordre ne pénètrent dans ces bâtiments scolaires. Inquiet de la tournure que prenaient les événements, le maire de Mexico, Alfonso Corona del Rosal, organisa à la hâte dans la nuit du 29 au 30 juillet une réunion rassemblant les plus hauts dirigeants du pays.<sup>128</sup> Il ne manquait à cette réunion nocturne que le Président de la République, Gustavo Díaz Ordaz, qui était alors en déplacement à Guadalajara. Croyant pouvoir mettre un terme à l'agitation estudiantine en employant la force, les dirigeants mexicains décidèrent de faire appel à l'armée. Prise au sommet, cette décision fut immédiatement exécutée : dans la nuit du 29 au 30 juillet, l'armée

---

<sup>127</sup> « Técnica y tácticamente la policía no estaba preparada para controlar y reprimir un movimiento de insubordinación social de la amplitud y magnitud de aquél. » (*ibid.*, p.189).

<sup>128</sup> Le maire de Mexico avait ainsi convoqué le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Défense, les procureurs de justice et le chef de la police de la capitale. L'historien Ariel Rodríguez Kuri nous apprend en effet que : « la madrugada del martes 30 de Julio estaban reunidos en las oficinas del jefe del Departamento del Distrito Federal, Alfonso Corona del Rosal, el secretario de Gobernación, el secretario de la Defensa, los procuradores de justicia de la República y del Distrito Federal, y el jefe de policía de la ciudad. La reunión en sí misma era un evento inusitado: con la excepción del presidente de la República (en esos momentos estaba en Guadalajara), aquella madrugada sesionaron quizá los hombres políticamente más poderosos del país. » (*ibid.*, p.220).

détruisit à coups de bazooka la très ancienne porte de l'École préparatoire San Ildefonso. Des centaines d'étudiants furent blessés et l'armée opéra, dès cette nuit-là, à des arrestations massives.<sup>129</sup>

Incapables de mettre un terme aux violences qui opposaient étudiants et forces de l'ordre, les dirigeants mexicains avaient ainsi décidé à la hâte de recourir à l'armée. Or il convient d'observer avec Sidney Tarrow que « le recours systématique à la répression a des effets pervers » dans la mesure où cela peut mener à « une radicalisation de l'action collective et une organisation plus efficace des opposants ».<sup>130</sup> En détruisant à coups de bazooka la porte d'un bâtiment scolaire, l'armée allait finalement offrir aux étudiants mexicains une opportunité politique nouvelle : discréditer le régime politique en faisant éclater au grand jour sa nature autoritaire.

Ainsi, loin de mettre un terme au conflit, les violences policières et militaires offrirent aux étudiants mexicains une véritable opportunité discursive en donnant la preuve de la nature répressive et autoritaire du régime. « Lorsque nous nous sommes rendus compte du pouvoir de la violence institutionnalisée et de la complicité des médias (...), nous avons décidé de protester et de sortir des règles du jeu politique établies par le système, en accusant les médias de “presse vendue” et le système d'injuste et de répressif »<sup>131</sup>, confiera un étudiant de l'IPN. Mais surtout, la décision de recourir à l'armée contribua aussi à renforcer la mobilisation en ralliant un groupe de soutien décisif : les enseignants et les autorités universitaires. Car, comme nous allons le voir à présent, l'entrée en scène des groupes de soutien est une autre composante décisive des opportunités politiques apparaissant au cours des premiers jours d'une mobilisation.

---

<sup>129</sup> « Se calcula que el número de personas lesionadas que fueron encamadas en diferentes hospitales es mayor a 400 y que en las cárceles se encuentran alrededor de mil personas detenidas. » (E. Condés Lara, “Recuento”, *art. cit.*, p.70).

<sup>130</sup> « The systematic repression of confrontational protest had perverse and contradictory effects. The very success of repression can produce a radicalization of collective action and a more effective organization of opponents. » (S. Tarrow, *Power in Movement*, *op. cit.*, p.92-93).

<sup>131</sup> « Al darnos cuenta del poder de la violencia institucionalizada y la complicitad de los medios de comunicación masiva (...) gran parte de la juventud de entonces decidimos con nuestras protestas salirnos de las reglas del juego establecidas por el sistema, acusando a dichos medios de comunicación con el corrillo de prensa vendida y al sistema de injusto y represor. » (Témoignage de Javier Mastache, étudiant à l'IPN, recueilli in M. Ortega Olivares, *op. cit.*, p.29).

## **II. Entrée en scène des groupes de soutien**

« L'expérience la plus marquante de la mobilisation fut la façon dont la population reçut nos demandes », observait un étudiant mexicain avant d'ajouter que c'est pour cette raison que « le mouvement grandit rapidement ». <sup>132</sup> Révélant l'importance pour les étudiants contestataires de se savoir soutenus, ce témoignage nous invite à nous pencher sur le rôle joué dès les premiers jours de la mobilisation par ceux que Charles Tilly nommait les « tiers ». Car, comme nous allons le voir à présent, le ralliement à la mobilisation d'acteurs ayant une légitimité institutionnelle (élites politiques, cadres de l'armée, journalistes de la presse officielle et autorités universitaires), ainsi que le soutien de la population sont autant d'éléments susceptibles d'avoir donné aux étudiants l'impression que leur contestation était légitime et, surtout, que leur mobilisation avait des chances de réussir.

### **A. Soutiens d'acteurs ayant une légitimité institutionnelle**

La nature des soutiens institutionnels dont ont bénéficié les étudiants dès les premiers jours de la mobilisation varie sensiblement d'un cas à l'autre. Alors que les membres de l'Union des Ecrivains et une partie des cadres de la police et de l'armée se rallièrent dès le 23 octobre 1956 à la manifestation organisée par les étudiants de Budapest, ce furent les autorités universitaires et les enseignants qui, dans le cas mexicain, manifestèrent les premiers leur soutien aux revendications des étudiants. Une autre différence entre le cas hongrois et le cas mexicain tient au rôle variable joué par les journalistes au cours des premiers jours de chacune de ces mobilisations. Nous verrons ainsi que l'on peut facilement opposer les encouragements explicites d'une partie de la presse hongroise à la frilosité régnant dans le monde des journalistes mexicains.

Le 23 octobre 1956, étudiants et écrivains hongrois se rejoignirent au pied de la statue du général polonais Bem, héros de la révolution hongroise de 1848-1849, afin de manifester leur soutien au gouvernement polonais de Gomulka qui était alors menacé de représailles par les troupes soviétiques. Engagés depuis l'automne 1955 dans la critique de la censure imposée

---

<sup>132</sup> « La experiencia más importante, fue observar la recepción de las demandas por parte de la población, motivo por el cual el movimiento creció rápidamente. » (Témoignage de Carlos Razo recueilli in M. Ortega Olivares, *op. cit.*, p.229).

par le régime de Rákosi, les membres de l'Union des écrivains hongrois furent sans surprise les premiers à proposer une liste de revendications très proches de celles que les étudiants avaient votées la veille à l'Université polytechnique. Le Président de l'Union des Ecrivains, Peter Veres, présenta en effet devant la foule de manifestants la résolution adoptée par son organisation, dans laquelle les écrivains hongrois prenaient position aussi bien en faveur des ouvriers (réorganisation de la direction des usines, réforme du système des salaires, assouplissement des normes de travail...) que des paysans (liberté de choix quant au mode d'organisation agricole).<sup>133</sup> Les écrivains réclamaient par ailleurs le retour de Nagy à la tête du gouvernement et soulevaient la question de la démocratisation du régime en exigeant la réforme du système électoral et l'organisation d'élections par « vote secret » pour désigner les « représentants au parlement et à tous les organismes autonomes de notre administration ».<sup>134</sup>

Mais alors que la prise de position des écrivains n'était guère surprenante, le soutien du préfet de police de Budapest et d'une partie des militaires donna une toute autre dimension à la mobilisation. Les étudiants rassemblés le 23 octobre devant l'Université polytechnique avaient en effet eu la surprise de voir Sándor Kopácsi, le préfet de police de Budapest lui-même, s'adresser à eux avec un haut-parleur pour leur annoncer que l'interdiction de manifester avait été levée.<sup>135</sup> Le fait que cette « bonne nouvelle »<sup>136</sup> ait été annoncée par le Préfet de police donna aux étudiants la preuve qu'une partie des élites politiques était favorable à leurs revendications. Cette impression se vit confirmée lorsque les élèves de l'Ecole militaire se joignirent à la manifestation organisée par les étudiants. Le ralliement d'élèves officiers dont l'origine sociale privilégiée était connue de tous – ils étaient en grande majorité fils de hauts cadres du Parti – ne pouvait qu'annoncer une issue victorieuse.<sup>137</sup> L'écrivain George Paloczi-Horvath raconte ainsi que « l'impression qu'une victoire sans effluves de sang approchait fut renforcée par la vue d'un grand nombre de soldats et, parmi eux, de huit cent cadets de l'Ecole militaire, rejoignant les rangs de la manifestation ».<sup>138</sup>

<sup>133</sup> Voir la traduction de ce discours in F. Fejtő (dir.), *La révolte de la Hongrie. D'après les émissions des radios hongroises, Octobre-novembre 1956*, Paris, Pierre Horay, 1957, p.17-18.

<sup>134</sup> *idem*.

<sup>135</sup> cf. B. Lipták, *op. cit.*, p.42.

<sup>136</sup> Selon le témoignage de Belá Lipták, Sándor Kopácsi aurait prononcé les paroles suivantes : « I am Sándor Kopácsi, the police chief of Budapest. I bring you good news. Your march has been permitted! » (*idem*).

<sup>137</sup> G. Paloczi-Horvath, *Youth up in arms, A political and social world survey*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1971, p.135.

<sup>138</sup> « The feeling of an approaching bloodless victory was strengthened by the sight of a great many soldiers among the marchers, including (as Radio Budapest states at midnight) 800 cadets of the Military Officers' Academy. » (*idem*).

Le soutien explicite d'une partie des journalistes hongrois mérite lui aussi d'être mentionné pour comprendre le climat dans lequel s'est déroulé la première grande manifestation. Dès la matinée du 23 octobre, le quotidien *Szabad Nép*, organe du PCH, publiait dans ses colonnes un article encourageant ouvertement l'initiative des étudiants. Pourtant intitulé « Avec prudence », cet article vantait le rôle qu'était en train de jouer la jeunesse hongroise :

« Jusqu'à présent, on a étouffé la voix de notre jeunesse, dans les affaires d'importance nationale comme dans les siennes propres. Nous ne sommes pas sans savoir que la DISZ travaille dans des conditions lamentables. Au cours des dernières années, nos jeunes nourrissaient des sentiments profonds, mais justifiés à de nombreux égards. Ne soyons donc pas étonnés si aujourd'hui ils élèvent la voix. Ceux qui lui demandent d'exprimer son opinion avec prudence ignorent l'évolution de cette jeunesse, méconnaissent ses véritables vues. Ils ne tiennent pas en compte de son état d'esprit ! »<sup>139</sup>

Publiées dans les colonnes de l'organe du Parti, ces quelques lignes témoignent du soutien évident dont bénéficiaient les étudiants hongrois auprès de certains journalistes dès les premiers jours de la mobilisation. « Les étudiants pourraient-ils obtenir de meilleures preuves de sympathie de la part de quelques hautes instances du parti ? », s'interroge l'écrivain Tibor Méray, avant de conclure que « celles-ci semblent leur suggérer de persévérer dans la voie où ils sont engagés ».<sup>140</sup> Pour les étudiants mexicains, la situation fut toute autre. C'est à une presse frileuse, rapidement qualifiée de « presse vendue », qu'ils durent faire face au cours des premiers jours de leur mobilisation. Qualifiant volontiers le mouvement naissant de « rébellion de la jeunesse »<sup>141</sup>, les journalistes des principaux quotidiens nationaux présentèrent les étudiants comme de simples « victimes d'agitateurs »<sup>142</sup>. Dans un contexte politique marqué par l'anti-communisme et la peur d'une contagion cubaine, les étudiants arrêtés au cours des affrontements avec les forces de l'ordre furent rapidement qualifiés d'« agitateurs rouges »<sup>143</sup>. Le lendemain de l'intervention militaire dans l'école préparatoire San Ildefonso, le quotidien *El Universal* résumait ainsi la situation : « L'ordre a été

---

<sup>139</sup> cf. T. Méray, *op. cit.*, p.40.

<sup>140</sup> *idem.*

<sup>141</sup> « La Rebelión de los Estudiantes » (titre d'un article paru dans *El Heraldo de Mexico*, le 23 juillet 1968).

<sup>142</sup> « Reconoce el Estudiantado que es Víctima de los Agitadores » (titre d'un article de *El Universal*, le 25 juillet 1968).

<sup>143</sup> « 76 Agitadores Rojos que Instigaron los Disturbios Estudiantiles Están Detenidos » (titre d'un article du quotidien *Novedades*, le 28 juillet 1968).



rétabli »<sup>144</sup>. Nous reviendrons sur les conséquences de cette stigmatisation, mais il convient néanmoins d'observer qu'une partie de la presse mexicaine a évolué au cours de la mobilisation étudiante. Ce fut notamment le cas du quotidien *Excelsior* qui, selon le sociologue Sergio Zermeño, publia par la suite des articles plus libres.<sup>145</sup>

Confrontés à une presse au départ hostile à leur mouvement contestataire, les étudiants mexicains bénéficièrent soudain d'un soutien de taille : celui des enseignants et des autorités universitaires. Dès l'annonce de l'intervention de l'armée dans l'école préparatoire San Ildefonso, le 30 juillet au matin, le recteur de l'UNAM avait prononcé un discours retentissant et mis le drapeau national en berne afin de symboliser le deuil d'une université qui venait selon lui de perdre son autonomie.<sup>146</sup> Le 31 juillet, les autorités universitaires organisèrent un nouveau rassemblement devant le rectorat et plus de vingt mille personnes se massèrent sur l'esplanade : étudiants, enseignants, chercheurs et responsables administratifs, tous étaient choqués par l'intervention de l'armée dans un bâtiment scolaire. Les autorités universitaires, au premier rang desquelles se trouvait le recteur Barros Sierra, annoncèrent officiellement leur intention de prendre la tête d'une manifestation de protestation prévue pour le lendemain.

Le statut particulier du recteur, au croisement des mondes universitaire, politique et économique, renforça la portée de son engagement aux côtés des étudiants. Recteur de l'UNAM entre 1966 et 1970, Barros Sierra avait aussi été un entrepreneur célèbre, à la tête de l'une des entreprises de construction les plus importantes du Mexique, et un homme politique important. Il avait en effet été secrétaire d'Etat aux Communications et aux Transports sous la présidence d'Adolfo López Mateos, et certains le présentaient comme un successeur possible à la Présidence de la République.<sup>147</sup> En définitive, Barros Sierra était un personnage hors du commun et sa prise de position, dès le début de la mobilisation, plaça le gouvernement dans une situation délicate.<sup>148</sup> Mais, surtout, le fait que ce soit le recteur lui-même qui appelle à manifester le 1<sup>er</sup> août donna une toute autre dimension à la mobilisation émergente. Selon l'un

<sup>144</sup> « El Orden fue Restablecido » (titre d'un article de *El Universal*, 30 juillet 1968).

<sup>145</sup> Entretien avec Sergio Zermeño, Mexico, 12 décembre 2005.

<sup>146</sup> cf. R. Alvarez Garín, *La estela de Tlatelolco. Una reconstrucción historica del Movimiento estudiantil del 68*, Mexico, Grijalbo, 1998, p.42.

<sup>147</sup> cf. G. Estrada, *op. cit.*, p.183.

<sup>148</sup> « Una marcha presidada por el rector de la UNAM (nieto de don Justo Sierra, creador de la Universidad Nacional; socio importante de la empresa mexicana más dinámica, la ICA; y antiguo secretario de Comunicaciones y Obras Públicas) fue políticamente muy poderosa y le complicó mucho al gobierno el empleo abierto de la represión. » (J. Ortega Juárez, « Un tigre con colmillos », in R. Aréchiga Robles et al., *op. cit.*, p.14).

des leaders du mouvement étudiant, « la manifestation convoquée par le recteur fut déterminante pour que le mouvement se cristallise » et donna aux étudiants « le courage de sortir dans la rue ». <sup>149</sup>

Le recteur de l'Université Nationale ne fut pas le seul à réagir et les autorités administratives de l'Institut Polytechnique National manifestèrent rapidement, elles aussi, leur opposition à l'emploi de la force face aux étudiants. Dès le lendemain de la manifestation conduite par Barros Sierra, les directeurs des vingt-six écoles de l'IPN publièrent dans la presse une déclaration publique dans laquelle ils faisaient connaître « à l'opinion publique leur entière solidarité avec les professeurs et les étudiants de leur Institut ». <sup>150</sup> Condamnant fermement la répression exercée à l'encontre des professeurs et des étudiants, les directeurs de l'IPN exigeaient dans cette déclaration que les responsables soient sanctionnés et que les étudiants détenus soient immédiatement libérés.

Du côté des professeurs aussi on se mobilisa rapidement. Réunis en « Comité coordinateur des enseignants du Polytechnique » <sup>151</sup>, les enseignants de l'IPN annoncèrent publiquement, le mercredi 7 août, leur soutien aux demandes formulées par les étudiants dans leur pétition. <sup>152</sup> Le lendemain, le soutien des enseignants des principales universités de Mexico se concrétisa avec la création de la « Coalition des professeurs de l'enseignement secondaire et supérieur pour les libertés démocratiques » <sup>153</sup>, rassemblant des enseignants de l'UNAM, de l'IPN, de l'École d'agriculture de Chapingo et des écoles normales. <sup>154</sup> Alors que le recteur Barros Sierra avait prit soin de limiter son action à la question de la préservation de l'autonomie de l'université, les membres de la Coalition des Enseignants placèrent la question

---

<sup>149</sup> «La manifestación a la que convoca el rector Barros Sierra, fue determinante para que el movimiento se cristalizara, y nos proporcionó la confianza de salir a la calle.» (Témoignage de Baudelio Mancilla Leal, représentant au CNH de l'École Supérieure de Physique et de Mathématiques de l'IPN, recueilli in M. Ortega Olivares, *op. cit.*, p.117).

<sup>150</sup> «El Director General y los Directores de las 26 Escuelas del Instituto, consideran que en momentos decisivos como el presente que ponen en peligro la estabilidad de las instituciones educativas, y reunidos en sesión permanente, declaran ante la opinión pública su indeclinable solidaridad con los profesores y estudiantes de nuestro Instituto.» (Extrait de la déclaration publique des directeurs des 26 écoles de l'Institut Polytechnique National, retranscrite in M. Ortega Olivares, *op. cit.*, p.155).

<sup>151</sup> «Comité Coordinador de Maestros del Politécnico».

<sup>152</sup> cf. E. Condés Lara, *art. cit.*, p.72.

<sup>153</sup> « Coalición de Maestros de Enseñanza Media y Superior Pro Libertades Democráticas ».

<sup>154</sup> cf. S. Zermeño, *México, una democracia utópica*, *op. cit.*, p.19.

des « libertés démocratiques »<sup>155</sup> au cœur de leur lutte, ce qui permit à l'écrivain Gastón García Cantú d'observer que « les professeurs parlaient le même langage que les étudiants les plus audacieux »<sup>156</sup>.

Pour les étudiants, l'entrée en scène du recteur et des enseignants apposait un véritable sceau de légitimité à leur mobilisation. Cet extrait d'un entretien avec Gerardo Estrada, l'un des leaders du mouvement étudiant, nous donne une idée de l'impact de ce soutien sur les étudiants mexicains :

*« Lorsque vous rédigez les « six points » de la pétition, vous n'avez à aucun moment pensé qu'ils étaient trop audacieux ?*

Peut-être les plus intelligents d'entre nous, mais la majorité non. Ça paraissait facile, ça paraissait réel, ça ne semblait pas hors de portée. On nous avait réprimés, il y avait eu des blessés, le recteur de l'UNAM qui était un homme du système avait protesté (...). La majorité d'entre nous pensions que si, c'était possible. »<sup>157</sup>

Si la participation d'une partie des membres de l'élite du système constitua un soutien de poids et contribua à faire oublier aux étudiants les risques auxquels ils s'exposaient, les réactions des « passants », c'est-à-dire des ouvriers, des employés et plus généralement des habitants de la capitale qui assistèrent à l'émergence de la mobilisation estudiantine, méritent elles aussi d'être étudiées pour comprendre la participation d'un nombre croissant d'étudiants à l'action contestataire.

---

<sup>155</sup> L'un des membres de cette coalition, qui était alors un jeune enseignant-chercheur à l'UNAM, rappellera que les enseignants avaient choisi un logo constitué des lettres « L » et « D » afin de symboliser leur combat pour les « libertés démocratiques » (entretien avec Daniel Cazés, Mexico, 13 décembre 2005).

<sup>156</sup> « Los profesores hablaban el mismo lenguaje de los estudiantes más audaces. » (Commentaire de G. García Cantú, in J. Barros Sierra, 1968. *Conversaciones con Gastón García Cantú*, Mexico, Siglo veintiuno, 1972, p.146.

<sup>157</sup> « *¿Y cuando escribieron esos seis puntos, nunca pensaron que eran demasiado audaces?* Quizás los más inteligentes, pero la mayoría no. Parecía fácil, parecía real, no parecía inalcanzable. Había habido una represión, había habido golpeados, había protestado el rector de la UNAM que era un hombre del sistema. (...) La mayoría pensabamos que sí se podría. » (Entretien avec Gerardo Estrada, Mexico, 15 décembre 2005).

## B. Encouragements de la population

Rassemblés devant l'Université polytechnique, l'un des deux points de départ de la manifestation du 23 octobre 1956, les étudiants hongrois eurent la surprise de noter la présence d'un « groupe curieux » : « trois jeunes gens hâlés, les vêtements couverts d'huile »<sup>158</sup>. Il s'agissait d'un petit groupe d'ouvriers qui, ayant entendu parler de leur liste de demandes, s'étaient rendus à l'université pour obtenir des exemplaires de la pétition à distribuer dans leur usine. Cette première preuve de soutien de la population de Budapest était loin d'être la dernière. Lorsque la manifestation fut autorisée et que le cortège d'étudiants se mit en route, les jeunes suscitèrent sur leur passage de telles réactions de surprise et d'encouragement de la part de la population qu'ils partagèrent le sentiment que leur mobilisation allait sortir victorieuse. Cet extrait du récit des événements rédigé par l'étudiant Belá Lipták au lendemain de l'insurrection nous donne une idée de la façon dont fut accueillie la première manifestation d'opposition au régime politique hongrois :

« Les passants restèrent figés sur place, les yeux grand ouverts. Ils étaient plus que surpris ; c'était comme s'ils assistaient à un miracle. Le balai tomba des mains d'un agent de nettoyage ; elle fit un signe de croix et se mit à genoux. Un homme moustachu ôta son chapeau et resta sur place pour nous regarder passer. Un jeune policier allait en faire de même mais, se surprenant soudain en train d'approcher sa main de son casque, il fit alors semblant de l'épousseter. Puis il se frotta les yeux. Une nation tourmentée et humiliée était en train de s'éveiller sous nos yeux. Les gens redressaient la tête, ils retrouvaient peu à peu confiance en eux. »<sup>159</sup>

Bien que le style de ce récit soit un peu romancé, cet extrait du témoignage d'un étudiant hongrois constitue un document dont il serait dommage de se priver lorsque l'on étudie l'évolution des opportunités politiques au cours des premiers jours de la mobilisation. Décivant avec ses mots l'accueil dont bénéficia le cortège étudiant sur son passage, Belá Lipták nous aide à comprendre comment les étudiants ont pu gagner en confiance face à tant de manifestations de sympathie. Le soutien d'une large partie de la population de Budapest

<sup>158</sup> T. Méray, *op. cit.*, p.41.

<sup>159</sup> « The pedestrians froze in place with wide-eyed, astonished faces. They were more than amazed; they were as if watching a miracle. The broom dropped from the hands of a sanitation worker; she crossed herself and started to kneel as our flag passed in front of her. A tall, mustachioed man took off his hat and stood to attention. A young traffic cop first reached for his flat cap to remove it as a sign of respect – but he caught himself and pretended to be just wiping the nonexistent perspiration from his brow. As he did that, he was also wiping his eyes. A tormented and humiliated nation was stirring in front of my eyes. People were straightening their backs, they were regaining their self-respect. » (B. Lipták, *op. cit.*, p.43).

semblait alors indiquer un changement important dans le rapport de forces, en montrant aux étudiants qu'ils n'étaient plus seuls face au pouvoir politique. En cela, l'exemple hongrois illustre l'une des hypothèses formulées par Sidney Tarrow : un mouvement peut, à travers son action, se créer lui-même des opportunités politiques.<sup>160</sup>

Le soutien de la population de Budapest devint explicite dans l'après-midi du 23 octobre, lorsque les ouvriers provenant des différentes usines de la capitale rejoignirent les rangs des manifestants. Tibor Méray raconte en effet que « vers 15h30, les tramways déversent un grand nombre d'ouvriers (...) près de la gare Nyugati, grande plaque tournante de la circulation ; ils tombent sur la colonne de manifestants. Fraternisation, enthousiasme accru ; les ouvriers se mêlent par milliers aux rangs des étudiants ». <sup>161</sup> Mais cette arrivée massive d'ouvriers ne constitua pas seulement une opportunité politique, elle modifia rapidement la nature de la mobilisation. Les étudiants furent bientôt dépassés par la foule et leur mouvement contestataire se transforma, dans la soirée du 23 octobre, en soulèvement national. A présent en minorité numérique – ils ne représentaient dans la soirée qu'un cinquième de la foule rassemblée devant le parlement – les étudiants de Budapest ne pouvaient plus contrôler la mobilisation qu'ils avaient initiée.<sup>162</sup> « Dans la nuit du 23 au 24 octobre, la manifestation glissa vers le soulèvement ; la manifestation estudiantine vers l'émeute ouvrière »<sup>163</sup>, conclut François Fejtö.

Si la mobilisation de 1968 ne se transforma jamais en insurrection nationale, cela ne veut pas dire pour autant que les étudiants de Mexico ne bénéficièrent d'aucun soutien de la part de la population. Bien au contraire, nombre d'habitants de la capitale manifestèrent à leur égard de nombreux signes de sympathie, motivant les étudiants engagés à poursuivre leur lutte et incitant les plus hésitants d'entre eux à rejoindre la mobilisation. « En 68, le peuple entier nous soutenait : il y avait des familles avec des enfants et des femmes enceintes qui marchaient avec nous dans les manifestations »<sup>164</sup>, racontera un étudiant en école préparatoire. Pour répondre à la stigmatisation de leur mobilisation orchestrée par les principaux médias,

<sup>160</sup> « A movement can experience changes in its opportunity structure as a result of its own actions. » (S. Tarrow, *Power in Movement, op. cit.*, p.96).

<sup>161</sup> T. Méray, *op.cit.*, p.115.

<sup>162</sup> cf. Bill Lomax, *op. cit.*, p.110.

<sup>163</sup> F. Fejtö, *Budapest, l'insurrection, op. cit.*, p.41.

<sup>164</sup> « En 68 nos apoyaba todo el pueblo, eran familias con niños, niños de brazos, señoras embarazadas caminaban en las manifestaciones. » (Témoignage de Iván Uranga, étudiant de la Vocacional 7, recueilli in M. Ortega Olivares, *op. cit.*, p.188).



Ainsi, bien que le cas mexicain ne se laisse pas aussi facilement appréhender au prisme du modèle de Sidney Tarrow que l'exemple hongrois, l'analyse du contexte politique durant les années qui précédèrent chacune de ces mobilisations révèle de nombreuses preuves de vulnérabilité de chacun de ces régimes. Les étudiants hongrois et mexicains ont dès lors pu espérer que leur mobilisation serait victorieuse, d'autant plus que d'autres indices de fragilité du régime ont apparu au cours de l'action collective et plus particulièrement au fil des interactions se nouant avec le pouvoir politique et les groupes de soutien.

Pour autant, il convient de se demander si le regard rétrospectif ne risque pas de nous amener à surestimer l'importance de certains éléments du contexte politique.<sup>170</sup> Lilian Mathieu observait en effet que « n'importe quel élément, repris *a posteriori* dans l'analyse, peut confirmer l'hypothèse d'une ouverture de la structure des opportunités ». <sup>171</sup> Sans prétendre hiérarchiser l'importance des facteurs explicatifs, il nous semble en effet que la recherche des éléments du contexte politique susceptibles d'avoir donné aux étudiants l'impression que leur mobilisation avait des chances de sortir victorieuse ne constitue que la première étape de notre analyse. En cela, nous rejoignons Charles Tilly lorsqu'il observait qu'« aucun des participants au débat ne prétend que l'ouverture des opportunités politiques constitue une condition nécessaire et suffisante de l'action contestataire ». <sup>172</sup> Car s'il est nécessaire que les étudiants perçoivent une baisse du « coût » de l'action collective, il est aussi important qu'ils soient incités à agir à agir en partageant des valeurs, des projets et des rêves.

---

<sup>170</sup> « L'approche en termes de structure des opportunités politiques risque de se heurter au problème inhérent à toute analyse menée *a posteriori* : l'illusion rétrospective. Le chercheur risque non seulement de surestimer l'importance de certains facteurs, mais aussi de considérer comme anodins des éléments que les acteurs avaient jugés cruciaux. » (G. Franquemagne, R. Guin, B. Récappé, « Temporaliser l'action collective », in T. Berthet, O. Costa, R. Guin, X. Itçaina, A. Smith (dirs.), *Les nouveaux espaces de la régulation politique*, Paris, L'Harmattan, 2008, p.126.

<sup>171</sup> L. Mathieu, *art. cit.*, p.77.

<sup>172</sup> « No active participant in the debate claims that political opportunities constitute the necessary and sufficient conditions of contention. » (Ch. Tilly, « Wise Quacks », *art. cit.*, p.34).

## **Chapitre 2 : Comprendre les motivations et les incitations :**

### **l'analyse du contexte cognitif**

*Résister, c'est d'abord trouver la force de dire "non", sans toujours avoir une idée très claire de ce à quoi on aspire.*

Jacques Sémelin \*

En Hongrie en 1956 comme au Mexique douze ans plus tard, les étudiants ont trouvé la force de dire « non » au système politique dans lequel ils avaient grandi. Mais s'ils ne partageaient pas forcément une vision précise du système politique auquel ils aspiraient, cela ne veut pas dire pour autant que les étudiants de ces deux pays n'avaient pas de « bonnes raisons »<sup>1</sup> de rejoindre le mouvement contestataire. L'ouverture des opportunités politiques peut certes être considérée comme une source d'incitation, mais elle ne suffit pas pour comprendre les motivations des étudiants. Réintroduisant les croyances politiques dans l'analyse des mouvements sociaux, David Snow et Robert Benford invitent à se pencher sur les « cadres d'interprétation »<sup>2</sup> susceptibles d'avoir motivé les étudiants. Selon ces deux auteurs, un individu sera susceptible de participer à une action collective si la vision qu'il a du monde qui l'entoure correspond à celle que lui propose le mouvement.<sup>3</sup> En mettant l'accent sur les représentations politiques partagées par les participants à une action contestataire, l'analyse en termes d'adéquation des cadres permet ainsi de réintroduire la dimension idéologique et culturelle des mobilisations politiques.

---

\* J. Sémelin (dir.), *Quand les dictatures se fissurent : résistances civiles à l'Est et au Sud*, Paris, Desclée de Brouwer, 1995, p.26.

<sup>1</sup> Nous faisons ainsi référence à la notion de « bonnes raisons » développée par le sociologue Raymond Boudon (cf. R. Boudon, *Raison, bonnes raisons*, Paris, PUF, 2003).

<sup>2</sup> cf. D. Snow, R. Benford, *art. cit.*, p.197-218.

<sup>3</sup> Pour une revue en langue française du modèle des « cadres d'interprétation » développé par David Snow et Robert Benford, voir O. Fillieule (dir.), *Sociologie de la protestation. op. cit.*, p.42-46.



Or il convient d'observer avec Lilian Mathieu que l'introduction récente du concept de cadre d'interprétation ne constitue peut-être qu'une évolution sémantique permettant de remplacer « d'autres concepts plus anciens et à ce titre quelque peu démodés et déconsidérés – et, en premier lieu, celui d' "idéologie" ». <sup>4</sup> Lilian Mathieu rejoint ainsi la critique de la théorie des cadres formulée par Pamela Oliver et Hank Johnston dans un article au titre évocateur : « Quelle bonne idée ! ». <sup>5</sup> Sans pour autant nier l'intérêt d'une approche en termes de cadres d'interprétation, ces deux sociologues observent néanmoins que les auteurs s'inscrivant dans cette démarche n'ont pas clarifié la relation existant entre les cadres et le concept beaucoup plus ancien d'idéologie. <sup>6</sup> Il s'agit en effet de « concepts étroitement liés, qui se recoupent parfois, mais qui renvoient à des constructions sociales différentes ». <sup>7</sup> Et ces auteurs de préciser que « le cadrage renvoie à un processus alors que l'idéologie désigne un contenu ». <sup>8</sup>

Ainsi, le processus de cadrage mené par les acteurs engagés dans une mobilisation peut amener d'autres personnes à se rapprocher de leurs représentations politiques, mais cela ne signifie pas forcément qu'ils partageront la même idéologie. <sup>9</sup> L'analyse des mobilisations hongroise et mexicaine nous montrera ainsi que si les acteurs étudiants se sont accordés sur la dénonciation du caractère autoritaire du régime et des institutions politiques (cadre commun), cela ne signifie pas pour autant qu'ils aient partagé une même conception idéologique du monde qui les entourait.

Sidney Tarrow lui-même avait compris l'importance des cadres interprétatifs en intégrant dans son analyse des opportunités politiques l'approche développée par David Snow et Robert Benford. Il observait ainsi, dès 1989, que « quelque chose d'autre unifie le mouvement contestataire : les thèmes interprétatifs qui incitent les gens à agir et cadrent leurs

---

<sup>4</sup> L. Mathieu, *art. cit.*, p.89.

<sup>5</sup> cf. P. Oliver, H. Johnston, « What a Good Idea! Ideologies and Frames in Social Movement Research », *Mobilization: An International Journal*, 4 (1), 2000, p.37-54.

<sup>6</sup> « None of these critiques has identified what we consider to be two central problems in frame theory: its failure to address the relation between frames and the much older, more political concept of ideology, and the concomitant tendency of many researchers to use 'frame' uncritically as a synonym of ideology. » (P. Oliver, H. Johnston, *art. cit.*, p.38).

<sup>7</sup> « Frames and ideologies are related concepts, of course, and overlap somewhat in their empirical referents, but each points to different dimensions of social construction. » (P. Oliver, H. Johnston, *art. cit.*, p.45).

<sup>8</sup> « Framing points to process, while ideology points to content. » (*idem*).

<sup>9</sup> « While a framing effort may successfully persuade someone that a particular issue can be explained by an ideology, framing processes do not persuade people to adopt whole new ideologies. At best, they may initiate the journey. » (*ibid.*, p.47).

demandes concrètes dans des termes qui non seulement donnent de l'importance à ces demandes, mais aussi leur donnent du sens aux yeux des autres groupes, soutiens ou élites ». <sup>10</sup> Afin de comprendre, dans le cas hongrois comme dans le cas mexicain, les cadres interprétatifs partagés par les étudiants, il est nécessaire de revenir d'abord sur leur expérience concrète des questions politiques, c'est-à-dire sur les problèmes auxquels ils étaient confrontés au quotidien dans l'université. Constituant selon nous une sorte de modèle réduit du système politique, l'université donne aux étudiants des clefs pour comprendre la nature du régime dans lequel ils vivent. Cette hypothèse nous permet de comprendre pourquoi, dans nos deux cas, les revendications soient parties de l'université avant de prendre une dimension plus large et de devenir véritablement politiques (section A).

En se penchant de plus près sur les revendications des étudiants, nous constaterons que la diversité des courants politiques à l'intérieur de chaque mobilisation empêche d'appréhender la participation à l'action collective sous un angle exclusivement idéaliste. Il conviendra donc de montrer comment l'aspiration à une démocratisation des institutions politiques a constitué, dans le cas hongrois comme dans le cas mexicain, le socle de chacune de ces mobilisations au-delà des différences politiques et idéologiques (section B). Pour autant, ce socle interprétatif commun est loin d'être né de toutes pièces au cours de la mobilisation étudiante et nous verrons dans une troisième section comment la critique du régime politique a été nourrie, dans les deux cas, par le travail des intellectuels et des groupes contestataires, ainsi que par l'influence d'exemples politiques à l'étranger.

---

<sup>10</sup> « Something else unifies the movement sector: the interpretative themes that inspire people to collective action and frame their concrete grievances in terms that both dignify them and have meanings for other groups, allies and elites. » (S. Tarrow, *Democracy and Disorder*, op. cit., p.24).

## **Section A : L'université, échantillon des problèmes sociétaux**

Afin de comprendre le processus par lequel les étudiants en sont arrivés à dénoncer la nature même du régime politique, notre hypothèse sera ici que les problèmes concrets auxquels ils étaient confrontés dans l'université constituaient une sorte d'échantillon des problèmes sociétaux et, par extension, des problèmes politiques de leur pays. C'est à partir de leur expérience concrète que les jeunes ont interprété le monde qui les entourait. Rappelons en effet que le processus de cadrage renvoie « au comportement par lequel les individus donnent un sens à la fois à leur vie quotidienne et aux problèmes auxquels ils sont confrontés ».<sup>11</sup>

L'analyse des cas hongrois et mexicain nous permettra de montrer comment les problèmes rencontrés par les étudiants sont le reflet, à une plus petite échelle, des enjeux politiques et sociaux de leur pays. Cette hypothèse mérite d'autant plus d'être poursuivie que, dans les deux pays, les revendications des étudiants étaient au départ purement universitaires. Ce n'est que par un processus d'élargissement et d'amplification des cadres que les étudiants en sont venus à dénoncer directement la nature autoritaire du régime dans lequel ils vivaient.

### **I. L'université, reflet du régime politique**

Avant de se pencher sur le fonctionnement de l'université hongroise dans les années cinquante et de l'université mexicaine durant la décennie suivante, il convient de souligner l'importante différence qui sépare ces deux exemples sur le plan des libertés accordées aux étudiants. Alors qu'en Hongrie tous les aspects de la vie universitaire étaient étroitement contrôlés par le PCH, au Mexique au contraire, le principe d'autonomie de l'université était au fondement de la relation entre l'institution universitaire et le pouvoir politique. Or la variation des libertés accordées aux étudiants ne fait que refléter, dans le domaine universitaire, une différence importante entre les deux régimes politiques que nous avons, pour l'analyse, rassemblés dans la catégorie de « régimes autoritaires ».

---

<sup>11</sup> « *Framing* is a behaviour by which people make sense of both daily life and the grievances that confront them. » (P. Oliver, H. Johnston, *art. cit.*, p.42).

Souvent qualifié de « post-totalitaire »<sup>12</sup>, le régime politique hongrois du milieu des années cinquante cherchait, à l'instar du modèle soviétique, à contrôler étroitement tous les aspects de la société. De son côté, le régime politique mexicain contrôlé par le PRI n'avait pas vocation à contrôler les modes de pensée ni à éradiquer totalement les organisations politiques contestataires.<sup>13</sup> Au-delà de cette différence qu'il était indispensable de mentionner, l'analyse du fonctionnement des universités hongroises et mexicaines à la veille de chacune de ces mobilisations nous permet de comprendre comment les étudiants ont pu, à travers leur expérience quotidienne de la vie universitaire, décrypter le régime politique dans lequel ils vivaient.

### **A. L'université hongroise : le contrôle et la censure au quotidien**

Alors qu'avant la Seconde guerre mondiale seule une infime minorité de jeunes Hongrois pouvait accéder à l'enseignement secondaire et supérieur, la situation évolua fortement avec l'arrivée au pouvoir des communistes. Souhaitant impulser un changement radical dans un système qui ne permettait qu'à 3,5 % des jeunes d'origine ouvrière et paysanne d'accéder à l'université,<sup>14</sup> les nouveaux dirigeants votèrent à partir de juin 1948 une série de lois remodelant totalement le système scolaire. Après avoir nationalisé toutes les écoles privées, le gouvernement introduisit en 1950 de nouvelles formes d'écoles secondaires proposant des enseignements plus techniques : industrie, agriculture, économie, pédagogie. Par ailleurs, il augmenta significativement le nombre d'établissements supérieurs, faisant passer le nombre d'universités et de grandes écoles de 16 en 1938 à 31 en 1953.<sup>15</sup> Cette réforme du monde universitaire entraîna un changement important : le développement des universités techniques, qui réduisit la place relative des sciences humaines.<sup>16</sup>

La multiplication des institutions universitaires eut pour corollaire l'augmentation rapide du nombre d'étudiants, de sorte qu'en 1953, la Hongrie comptait deux fois plus

---

<sup>12</sup> cf. Hélène Carrère d'Encausse, « L'URSS ou le totalitarisme exemplaire », in M. Grawitz et J. Leca, *op. cit.*, p.231.

<sup>13</sup> Entretien avec l'historien Ariel Rodríguez Kuri, Mexico, 12 octobre 2005.

<sup>14</sup> cf. « La Hongrie de 1945 à 1956 », *Notes et études documentaires* n°2244, Paris, La Documentation Française, Décembre 1956, p.30.

<sup>15</sup> Parmi ces établissements supérieurs, on comptait quatre universités techniques, une université d'agronomie, quatre écoles normales supérieures et une université d'économie politique (*ibid.*, p.31).

<sup>16</sup> Alors qu'avant la guerre les étudiants en droit constituaient 40 % des étudiants, ils ne représentaient plus que 19 % d'entre eux en 1947-48 et seulement 5 % en 1954-55 (cf. I. Romsics, *Hungary in the Twentieth Century*, Budapest, Corvina Books, 1999, p.284).

d'étudiants qu'avant la guerre.<sup>17</sup> En offrant un enseignement supérieur gratuit et en ouvrant l'accès à l'université aux jeunes femmes, les dirigeants communistes parvinrent à réduire significativement les inégalités sociales. Pour autant, cet élargissement de l'accès à l'enseignement supérieur fut loin de se faire de façon démocratique. Dans la double intention de favoriser la mobilité sociale et de former de nouveaux cadres loyaux au régime, les dirigeants communistes imposèrent un système de sélection drastique fondé sur l'origine sociale des étudiants : le système des *kaders*.

Utilisé tout autant dans le monde universitaire que dans le monde du travail, le *kader* était un dossier individuel obligatoire retraçant la biographie de chaque personne.<sup>18</sup> Au sommet de la hiérarchie sociale, on trouvait la catégorie « M »<sup>19</sup> qui rassemblait les fils d'ouvriers et, parmi eux, les fils de mineurs, de métallos, de hauts fonctionnaires du Parti et de membres de la police secrète. La deuxième catégorie était la catégorie « P »<sup>20</sup> des paysans, qui se divisait entre les « P1 » (paysans pauvres), les « P2 » (paysans moyens) et les « P3 » (paysans riches, véritable signe d'infamie). Arrivaient ensuite les mauvaises catégories : la catégorie « É »<sup>21</sup> des intellectuels et des professions libérales, puis la catégorie « E »<sup>22</sup> rassemblant les autres professions comme l'artisanat ou le petit commerce. Pour finir, la catégorie « X » désignait les « ennemis congénitaux » du système, ou plus exactement les « ennemis de classe » : les fils d'officiers, de nobles ou de hauts fonctionnaires de l'Ancien Régime. Le mépris dont faisaient l'objet les jeunes de cette dernière catégorie était tel que l'écrivain Paloczi-Horvath en vint jusqu'à noter qu'« un enfant X était moins qu'un être humain ».<sup>23</sup>

Constituant, loin devant les résultats scolaires, le premier critère de sélection pour entrer à l'université, le système des *kaders* traduisait la volonté du gouvernement d'accorder la priorité aux jeunes d'origine ouvrière et paysanne. Les jeunes provenant des deux premières catégories pouvaient facilement entrer à l'université, ce qui n'était pas le cas des

<sup>17</sup> cf. J. Rainer, Z. Lux (dirs.), *The History of Hungary, 1944-1953. Internet History Book*, ouvrage en ligne édité par l'Institut de l'histoire de la révolution hongroise de 1956, Budapest, 2000 ([http://www.rev.hu/history\\_of\\_45/tanulm\\_elet/index.htm](http://www.rev.hu/history_of_45/tanulm_elet/index.htm))

<sup>18</sup> Voir la présentation de la pyramide des *kaders* proposée par N. Baudy in *Jeunesse d'Octobre, témoins et combattants de la révolution hongroise*, Paris, La Table Ronde, 1957, p.20.

<sup>19</sup> *Munkas* : ouvrier.

<sup>20</sup> *Paraszt* : paysan.

<sup>21</sup> *Értelmiség* : intellectuel.

<sup>22</sup> *Egyéb* : signifie « etcetera ».

<sup>23</sup> G. Paloczi-Horvath, *The Undefeated, op. cit.*, p.280.

fils d'intellectuels, d'artisans ou de professions libérales. Quant aux jeunes de la catégorie X, la porte de l'université leur était tout simplement fermée. La seule façon de contourner le système était de travailler à l'usine plusieurs années afin de postuler en tant qu'ouvrier à l'université.<sup>24</sup> Les résultats de ce mode de sélection furent très rapidement visibles : au milieu des années cinquante, 60 % des étudiants hongrois étaient des enfants d'ouvriers ou des ouvriers eux-mêmes, 30 % étaient des enfants de paysans et seulement 10 % provenaient d'autres origines.<sup>25</sup>

Mais l'empreinte du régime politique sur le fonctionnement de l'université était loin de se limiter au mode de sélection des étudiants. Les dirigeants politiques avaient aussi pris soin d'encadrer étroitement les enseignements dispensés à tous les niveaux du système scolaire, et l'enseignement supérieur n'échappait pas à la règle. On commença par épurer l'université en écartant les enseignants pouvant être gênants, parmi lesquels le philosophe Georges Lúkacs est l'exemple le plus célèbre.<sup>26</sup> Pourtant dévoué à la cause du Parti, Lúkacs fut dès 1948 proclamé « mauvais marxiste » et écarté de la chaire qu'il occupait à la faculté de Lettres de Budapest. S'interrogeant sur les raisons de cette disgrâce, François Fejtö rappelle qu'elle s'inscrivait « dans la suite logique de la nouvelle politique adoptée à Moscou », une politique sectaire qui « n'avait pas besoin de diplomates de l'intelligence du genre de Lukács ! ».<sup>27</sup> Ce dernier ne reprit possession de sa chaire universitaire qu'après l'éviction de Rákosi en septembre 1956. D'autres universitaires de renom, comme le politiste István Bibó ou les historiens Sándor Domanovsky, István Hajnal et Elemer Mályusz, perdirent eux aussi leur chaire et leurs titres scientifiques.<sup>28</sup>

Soigneusement mis au pas, les enseignants qui n'avaient pas été renvoyés furent quant à eux contraints de suivre des formations d'instruction idéologique. L'esprit de l'enseignement qu'ils devaient dispenser était marqué par l'obligation absolue d'apprendre le marxisme-léninisme. Quelque soit leur filière, les étudiants devaient suivre des cours

---

<sup>24</sup> « A côté de la grande porte, il y a une petite porte » : dicton hongrois cité par l'historien Attila Szokolczai pour résumer cette méthode de contournement du système des *kaders* (entretien réalisé à Budapest, 21 juin 2004).

<sup>25</sup> Chiffres présentés par un jeune statisticien ayant travaillé à l'Office Central des Statistiques (CURPH n°109, p.25).

<sup>26</sup> Selon M. Molnár en effet, « nous ne disposons pas, dans ce domaine, du moindre chiffre (...) mais il est cependant certain que beaucoup d'enseignants ont perdu leur poste, ou bien ont été acculés à la retraite, ou au déclassement. » (M. Molnár, *De Béla Kun à János Kádár*, op. cit., p.213).

<sup>27</sup> F. Fejtö, *La tragédie hongroise*, op. cit., p.141.

<sup>28</sup> cf. T. Valuch, « A Cultural and Social History of Hungary », art. cit., p.327.

d'histoire du Parti bolchévique, d'économie politique et de philosophie marxiste.<sup>29</sup> Cette volonté affichée d'endoctriner la jeunesse s'accompagna, dès l'automne 1949, de l'obligation d'apprendre le russe. Mais surtout, alors que les enseignants du supérieur avaient toujours bénéficié d'une certaine autonomie pour définir le contenu de leurs cours, avec l'arrivée au pouvoir des communistes les programmes scolaires furent imposés par le pouvoir politique. Or les dirigeants hongrois n'avaient bien souvent qu'une source d'inspiration pour élaborer le contenu des enseignements : le modèle soviétique.<sup>30</sup>

Le contrôle des enseignements atteignit un tel degré que certaines disciplines disparurent tout simplement des universités. Ce fut le cas de la psychologie et de la sociologie, deux disciplines considérées par le PCH comme le produit d'une « mentalité bourgeoise non scientifique ».<sup>31</sup> Parallèlement à la sélection des disciplines, le gouvernement hongrois opéra une vaste censure des ouvrages disponibles dans les librairies et les bibliothèques. Ainsi, durant l'année 1950, les autorités trièrent tous les stocks de livres disponibles aussi bien dans les librairies que dans les bibliothèques publiques ou scolaires.<sup>32</sup> Les ouvrages de Dante, Dickens, Dumas, Kipling, Stefan Zweig, Cervantes, Endre Ady ou Mór Jókai disparurent des rayons ou furent tout simplement détruits.<sup>33</sup> Afin de parfaire le contrôle et l'endoctrinement des étudiants, les dirigeants hongrois leur imposèrent aussi des entraînements militaires entièrement intégrés dans le cursus scolaire. Un étudiant hongrois racontera ainsi que « le département militaire nous donnait des cours militaires, de la même façon que le département de chimie enseignait la chimie. »<sup>34</sup> Mise au pas des enseignants, imposition des programmes scolaires, censure des ouvrages, enseignement militaire obligatoire, tous les ingrédients étaient réunis pour que les étudiants soient étroitement contrôlés. Finalement, l'institution universitaire se faisait tout simplement le reflet du système politique et, comme nous allons le voir à présent, les conditions de vie des étudiants reflétaient quant à elles les problèmes économiques et sociaux auxquels était confrontée la société hongroise.

---

<sup>29</sup> cf. I. Romsics, *op. cit.*, p.284.

<sup>30</sup> Selon l'historien Tibor Valuch, « a further index of the sovietisation of higher education is that of 175 new university textbooks that were published between 1950 and 1952, 86 were strict translations of works that were used in the USSR. » (T. Valuch, « A Cultural and Social History of Hungary », *art. cit.*, p.328).

<sup>31</sup> cf. I. Romsics, *op. cit.*, p.284.

<sup>32</sup> cf. T. Valuch, « A Cultural and Social History of Hungary », *art. cit.*, p.326.

<sup>33</sup> « These were condemned for spreading a "nationalist", "sentimental", "religious" or "petty bourgeois" outlook among readers and students. » (J. Rainer, Z. Lux, *op. cit.*, p.20).

<sup>34</sup> « The Military Department gave these military instructions, just as the Chemistry Department taught chemistry. » (B. Lipták, *op. cit.*, note de la page 27).

Si le régime rendit gratuit l'accès à l'enseignement supérieur et offrit à de nombreux jeunes d'origine populaire des bourses d'études, le montant de ces dernières était tellement faible que la situation matérielle des étudiants hongrois était souvent très précaire. La situation était d'autant plus critique que l'écrasante majorité des étudiants bénéficiait d'une bourse : 84 % d'entre eux étaient alors boursiers.<sup>35</sup> « Je recevais une bourse de 400 forints par mois, ce qui était juste assez pour la nourriture. Je dormais dans un dortoir qui était assez misérable »,<sup>36</sup> raconte l'un d'entre eux. Rassemblant jusqu'à douze étudiants par chambre, les résidences universitaires offraient des conditions de vie très précaires.<sup>37</sup> François Fejtö ne manque pas de souligner que « la plupart de ces foyers manquaient de tout confort et n'offraient aux étudiants hongrois que peu de possibilités », créant ainsi « de véritables pépinières d'étudiants mécontents, hostiles au régime ».<sup>38</sup>

La misère que connaissaient les étudiants les plus pauvres, et tout particulièrement ceux qui étaient d'origine paysanne, se faisait le reflet de la misère qui touchait plus généralement le pays. Ainsi, alors qu'il avait été pensé pour créer des jeunes cadres dévolus au système politique, le système des *kaders* contribua à un brassage géographique et social qui donna aux étudiants hongrois des clefs pour comprendre la situation politique et économique de leur pays. L'université hongroise se fit alors le miroir de l'absurdité des plans dictés par le Parti. Face à la tentative de transformer la structure sociale du pays en démocratisant l'accès à l'enseignement supérieur, le manque de moyens accordés à l'université pour réaliser cet objectif traduisait finalement le manque de coordination des décisions politiques. François Fejtö établit un parallèle entre l'absurdité du plan quinquennal dans le domaine économique et l'ambition démesurée du nouveau programme d'instruction publique. « L'accroissement des effectifs scolaires avait posé des problèmes matériels quasiment insolubles. L'effort avait porté sur la quantité, et le niveau s'en ressentait. (...) En

---

<sup>35</sup> cf. F. Fejtö, *La tragédie hongroise*, op. cit., p.160.

<sup>36</sup> « I received 400 fts monthly scholarship, which was just enough for my food. I lived in a dormitory, it was pretty miserable. » (CURPH n°413, p.17).

<sup>37</sup> Ainsi, un étudiant raconte que le système de chauffage était tellement défectueux qu'ils devaient « généralement dormir avec six couvertures et un manteau », d'autant plus qu'« il fallait le plus souvent attendre trois à quatre mois pour que l'on répare une fenêtre cassée » (« We slept usually with six blankets and an overcoat. Doors didn't work and the broken windows usually took three, four months to fix. », CURPH n°110, p.27).

<sup>38</sup> F. Fejtö, *La tragédie hongroise*, op. cit., p.160.



somme, l'instruction publique souffrait des mêmes maux que la vie économique, de la même crise de croissance rapide. Les programmes étaient ambitieux, les moyens insuffisants. »<sup>39</sup>

Durant les années soixante, l'université mexicaine fut elle aussi confrontée à une crise de croissance à laquelle les dirigeants politiques eurent du mal à répondre. L'augmentation rapide du nombre d'étudiants créa, comme nous allons le voir, une situation de conflit dans l'université qui se fit elle aussi le reflet des enjeux politiques et économiques du pays.

### **B. Crise de croissance et multiplication des conflits dans l'université mexicaine**

Confrontée à une crise de croissance, l'université mexicaine commença à aborder, au cours des années soixante, l'épineuse question de sa réforme. Ainsi, alors que les établissements de l'UNAM n'accueillaient en 1950 que 25 000 étudiants, ils devaient faire face en 1968 à une population atteignant 93 000 étudiants. Cette crise de croissance n'épargna pas les établissements de l'IPN dans la mesure où leur population passa, sur la même période, de 13 000 à 70 000 étudiants.<sup>40</sup> Quelques années après la mobilisation étudiante de 1968, le recteur Barros Sierra observera que le problème de la surpopulation scolaire constituait à l'époque le principal problème de l'université.<sup>41</sup> L'augmentation du nombre d'étudiants avait été bien supérieure aux capacités d'accueil des écoles et des facultés. Cette crise de croissance obligea par ailleurs les autorités universitaires à aborder l'épineuse question de la modernisation des enseignements. Selon Barros Sierra, « les programmes étaient franchement antiques – certains dataient des années trente – et les méthodes d'enseignement étaient, dans la plupart des cas, complètement anachroniques elles aussi ». <sup>42</sup> Une université qui n'était plus réservée à une infime minorité d'étudiants devait nécessairement se poser la question de la modernisation de ses enseignements et de ses méthodes de travail.

<sup>39</sup> F. Fejtő, *Budapest, l'insurrection*, op. cit., p.60.

<sup>40</sup> cf. S. Zermeño, *México, una democracia utópica*, op. cit., p.48.

<sup>41</sup> cf. J. Barros Sierra, op. cit., p.27.

<sup>42</sup> « Otros eran, por supuesto, los problemas de planes de estudios y programas francamente anticuados; algunos databan de treinta años o más; los métodos de enseñanza, en muchos casos, o en casi todos, eran también anacrónicos. » (*idem*).

Or le débat sur la réforme universitaire reflétait, à une plus petite échelle, un certain nombre de problèmes politiques et sociaux auxquels la société mexicaine devait alors faire face. La crise de croissance de l'université était le résultat d'un double mouvement de migration vers les villes et de tertiarisation de l'économie. Dans un tel contexte, les recteurs Ignacio Chávez puis Javier Barros Sierra furent contraints d'aborder les questions de la réforme des inscriptions, des examens, ou encore du calendrier universitaire.<sup>43</sup> Bien que purement universitaires, ces enjeux donnèrent aux étudiants et aux enseignants proches de l'extrême gauche l'occasion de dénoncer le système politique et économique mexicain. Ainsi par exemple, Enrique Semo qui était à la fois professeur d'économie et haut dirigeant du Parti communiste mexicain (PCM), écrivait en octobre 1966 dans la revue *Política* que les « contradictions » du système universitaire étaient celles « de l'impérialisme et de la grande bourgeoisie ».<sup>44</sup> Pour les étudiants proches du PCM, la question de la réforme universitaire avait des implications qui dépassaient de loin l'université. L'un des leaders étudiants de 1968, Gilberto Guevara Niebla, confiera plus tard qu'il « s'intéressait particulièrement au rôle de l'éducation dans le changement social » et était « convaincu que leur système éducatif était obsolète et devait être modifié ».<sup>45</sup>

Durant les grèves étudiantes qui marquèrent l'université mexicaine tout au long les années soixante, « la qualité de la formation reçue et les chances d'insertion professionnelle »<sup>46</sup> constituèrent les principaux thèmes de mobilisation. La multiplication des conflits dans les universités entraîna, au cours de la décennie, un véritable « réveil politique » des étudiants Mexicains.<sup>47</sup> « Persuadés que l'Université reproduit en modèle réduit les tensions de la société, les étudiants fondent dans les années 1960 un microcosme politique doté de ses partis, de ses leaders et de ses motifs de mobilisation »<sup>48</sup>, conclut l'historienne Annick Lempérière.

---

<sup>43</sup> cf. J. Silva Herzog, *Una historia de la Universidad de México y sus problemas*, Mexico, Siglo veintiuno, 1974, p.155.

<sup>44</sup> cf. A. Lempérière, *op. cit.*, p.339.

<sup>45</sup> « Me preocupaba mucho el papel de la educación en el cambio social, y aunque no tenía muy claro el problema estaba convencido de que teníamos un sistema educativo obsoleto y que era necesario modificarlo. » (Témoignage de Gilberto Guevara Niebla, recueilli in E. Ascencio, *op. cit.*, p.79).

<sup>46</sup> A. Lempérière, *op. cit.*, p.328.

<sup>47</sup> Voir la chronologie des mobilisations étudiantes mexicaines durant les années soixante (annexe 3).

<sup>48</sup> A. Lempérière, *op. cit.*, p.332.

Cette crise de croissance de l'université mexicaine eut pour autre conséquence de rendre encore plus visible le manque de démocratie qui régnait à l'intérieur des instances dirigeantes des institutions universitaires. Il convient de rappeler que l'autonomie de l'université n'étant que partielle, l'UNAM restait en fait étroitement liée au pouvoir politique. Ainsi, le recteur qui incarnait la plus haute autorité universitaire était en fait désigné par le pouvoir politique. En théorie certes, c'était le Conseil universitaire qui était chargé d'élire le recteur mais, dans les faits, le choix était déjà opéré par le gouvernement.<sup>49</sup> Lorsqu'en 1966, les étudiants en droit de l'UNAM prirent la tête d'une mobilisation pour dénoncer les méthodes autoritaires employées par le recteur Chávez, leur mouvement eut une portée qui dépassa les simples questions universitaires. En se mobilisant contre le recteur Chávez, c'était finalement contre la tendance alémaniste du PRI que les étudiants avaient agi. Sa gestion autoritaire des problèmes universitaires, et tout particulièrement de la question des réformes à mener, semblait alors faire écho à la méthode de fermeté employée par le président Díaz Ordaz.<sup>50</sup>

Si son autonomie n'était pas totale, l'UNAM bénéficiait néanmoins d'un statut très privilégié en termes d'indépendance et de liberté par rapport aux autres institutions universitaires du pays, et notamment par rapport à l'autre grand centre d'enseignement supérieur de la capitale : l'IPN. Les conditions de la fondation de celui que l'on nomme couramment le *Poli* ne sont certainement pas étrangères à cette différence de statut. Souhaitant à la fois affaiblir l'Université, qui s'était révélée être un foyer d'opposition droitière, et fonder un centre d'enseignement supérieur à vocation scientifique et technique, le Président Cárdenas avait en 1937 créé l'IPN en prenant soin de lui accorder un statut différent.<sup>51</sup> Ainsi, alors que l'administration de l'UNAM avait été confiée à un Conseil universitaire théoriquement indépendant du pouvoir politique, la direction de l'Institut polytechnique revenait à un directeur nommé directement par le gouvernement mexicain. Les témoignages des étudiants révèlent que cette différence de statut se retrouvait au niveau des

---

<sup>49</sup> « En 1965 yo tenía, parte por información y parte por intuición, la plena seguridad de que la reelección del doctor Chávez era una cosa perfectamente segura, es decir, totalmente independiente del resultado de una dudosa, incompleta y amañada auscultación de la opinión universitaria, porque era voluntad del Estado y concretamente – para no andar con abstracciones – del Gobierno, que dicha persona siguiera al frente de los destinos de la Universidad. » (J. Barros Sierra, *op. cit.*, p.33).

<sup>50</sup> Rappelons en effet que pour Díaz Ordaz (1964-1970), le développement économique du pays ne pouvait être entravé par les conflits sociaux et il était dès lors nécessaire d'adopter une politique de fermeté à l'égard des organisations contestataires.

<sup>51</sup> cf. S. Zermeño, *México, una democracia utópica*, *op. cit.*, p.27.

libertés qui leur étaient accordées. L'un des acteurs du mouvement de 1968, qui était alors étudiant à l'École supérieure d'ingénierie mécanique et électrique de l'IPN, confiait ainsi que « peut-être qu'il y avait une grande tradition de débat politique à l'Université Nationale, mais ce n'était pas le cas à l'Institut polytechnique ». Et cet étudiant de préciser qu'avant 1968, « l'activité politique n'y était pas légitime ».<sup>52</sup>

Cette différence se retrouvait aussi au niveau des libertés accordées aux organisations et aux associations étudiantes de l'IPN. La fédération qui les rassemblait, la FNET, était en fait largement perçue comme un instrument de contrôle des étudiants aux mains du gouvernement mexicain. Selon un étudiant en classe préparatoire de l'IPN qui assista au Congrès de la FNET au début de l'année 1968, les leaders de la fédération s'étaient révélés être étroitement liés au parti au pouvoir et la FNET n'était qu'une « organisation contrôlée par le PRI à l'intérieur de l'Institut polytechnique ».<sup>53</sup> Un point de vue qu'il n'était pas le seul à partager. Ainsi, un étudiant de l'École Supérieure d'Économie de l'IPN rappelait que la FNET permettait au gouvernement PRI de contrôler les étudiants.<sup>54</sup> Même celui qui fut vice-président de cette fédération entre 1966 et 1967 ne se priva pas de la critiquer. Cet étudiant à l'École d'ingénierie textile de l'IPN fut démis de ses fonctions pour avoir accordé son soutien au mouvement étudiant de l'école d'agriculture de Chapingo. Les dirigeants de la FNET avaient en effet considéré que cette mobilisation étudiante était trop proche de la gauche pour pouvoir bénéficier du soutien de la fédération.<sup>55</sup> Le renvoi des leaders qui avaient pris position en faveur de la mobilisation de Chapingo illustre bien le manque de liberté qui caractérisait alors la FNET.

---

<sup>52</sup> «Quizás en la Universidad Nacional había una gran tradición de debate político, en el Politécnico no lo había, y ésta fue una experiencia fundamental, antes del 68, la actividad política no era legítima.» (Témoignage de de Felix Hernandez Gamundi, représentant au CNH de l'École Supérieure d'Ingénierie Mécanique et Electrique (ESIME) de l'IPN, recueilli in M. Ortega Olivares, *op. cit.*, p.104-105).

<sup>53</sup> «Ahí, me sorprendió muchísimo el control que tenía el gobierno de la Federación, la corrupción que había entre los líderes, el manejo de recursos para el Congreso; no solamente se utilizaban para los gastos del mismo, habían otros usos y esto me acercó a la oposición dentro de la FNET, influida por la CNED, la Central Nacional de Estudiantes Democráticos, cercana al Partido Comunista. » La FNET était selon lui « une « organización que manejaba el PRI dentro del Politécnico » (Témoignage de Luis Gómez, représentant au CNH de la Prevocacional 2, recueilli in M. Ortega Olivares, *op. cit.*, p.122).

<sup>54</sup> « La FNET era la forma en que corporatizaba a los estudiantes el PRI-gobierno. » (Témoignage de Luis Jorge Peña Martínez, étudiant à l'École Supérieure d'Économie de l'IPN et Coordinateur du CNH, recueilli in M. Ortega Olivares, *op. cit.*, p.107).

<sup>55</sup> « La dirigencia de la FNET se mostró pusilánime, advirtiéndolo que los alumnos de Chapingo simpatizaban con la izquierda, como si eso fuera un delito. » (Témoignage de José David Vega Becerra, ancien vice-président de la FNET, puis représentant au CNH de l'École d'ingénierie textile de l'IPN, recueilli in M. Ortega Olivares, *op. cit.*, p.66).

Lorsqu'à la fin du mois de juillet 1968 les *granaderos* et les militaires s'attaquèrent directement aux étudiants, il fallut peu de temps à ces derniers pour établir un lien entre la demande d'ouverture à l'intérieur des institutions universitaires et l'aspiration à une démocratisation des institutions politiques au sommet de l'Etat.

## **II. D'un mouvement universitaire à un mouvement politique**

En Hongrie comme au Mexique douze ans plus tard, c'est à partir de leur expérience concrète des problèmes universitaires que les étudiants ont décodé le fonctionnement du régime politique. L'étude comparée du processus d'élaboration des revendications des étudiants au cours de chacune de ces mobilisations nous permet d'observer comment des revendications au départ étroitement liées à l'institution universitaire se sont peu à peu élargies avant devenir véritablement politiques. Afin de mieux comprendre ce mécanisme d'« élargissement des cadres »<sup>56</sup>, il convient de se pencher sur le processus d'élaboration des revendications estudiantines au cours des mobilisations hongroise et mexicaine.

### **A. Hongrie : l'élargissement rapide des revendications estudiantines**

Lorsqu'en octobre 1956, un petit groupe d'amis de l'université de Szeged commença à recopier un appel à manifester contre l'enseignement obligatoire du russe, ces étudiants étaient loin de se douter que leur initiative allait se transformer en mobilisation politique. Il est facile, a posteriori, de tracer le lien entre le refus d'apprendre obligatoirement le russe et la condamnation de la présence soviétique sur le territoire hongrois, mais cet élargissement des revendications fut loin d'avoir été calculé par les initiateurs du mouvement.<sup>57</sup> Ainsi, le fait d'emprunter à D. Snow et R. Benford leur concept d'élargissement des cadres ne signifie pas dire pour autant que nous partageons leur vision stratégique du travail sur les représentations opéré par les leaders d'une mobilisation afin d'élargir leurs soutiens. Certes, la montée en généralité des revendications a contribué à rallier un plus grand nombre d'étudiants à la

---

<sup>56</sup> Notion de « frame extension » empruntée à D. Snow et *al.* in « Frame Alignment Processes, Micromobilization and Movement Participation », *American Sociological Review*, 51 (4), 1986, p.478.

<sup>57</sup> Entretien avec Tamas Kiss, l'un des trois initiateurs du mouvement de Szeged (Budapest, 17 juin 2004).

mobilisation, mais cet élargissement des cadres n'a pas été calculé à l'avance par les initiateurs du mouvement.

Pour comprendre ce processus d'élargissement des revendications, il convient de revenir sur les premiers jours de la mobilisation étudiante de Szeged. Le samedi 13 octobre en effet, une poignée d'étudiants commença à diffuser un tract, reçu le matin même de Budapest, appelant à manifester contre l'enseignement obligatoire du russe. Au fil de leurs discussions, ce petit groupe d'amis observa que la question de l'enseignement du russe n'était qu'un élément parmi les nombreux problèmes auxquels étaient confrontés les étudiants.<sup>58</sup> Réfléchissant sur les moyens dont ils disposaient pour défendre les intérêts des étudiants, ils en arrivèrent rapidement à la conclusion que l'organisation officielle de la jeunesse, la *DISZ*, n'était pas adaptée pour remplir cette mission. Et c'est ainsi que leur cadre d'interprétation commença à s'élargir : sans organisation étudiante indépendante de la tutelle du Parti, il était impossible de défendre les intérêts des étudiants, qu'il s'agisse du contenu des enseignements, du fonctionnement de l'université ou encore de leurs conditions de vie. Quelques jours plus tard, le projet de créer une organisation étudiante indépendante obtint le soutien rapide des étudiants rassemblés dans un amphithéâtre suite à une maladresse des autorités universitaires, comme nous l'avons vu précédemment. Or l'idée même de créer une organisation étudiante indépendante du PCH constituait un véritable acte politique.

L'historien György Litván observe ainsi que « la liberté de s'organiser et de se réunir avait été *de facto* conquise par la création d'une organisation étudiante indépendante, le *MEFESZ* ». <sup>59</sup> Cette initiative symbolisait, à elle seule, l'aspiration des étudiants à une démocratisation des organisations politiques et syndicales. Mais en dressant la liste des revendications universitaires que cette organisation serait chargée de défendre, les étudiants de Szeged en arrivèrent rapidement à aborder des sujets politiques. L'exemple du caractère obligatoire de l'enseignement du russe est à cet égard tout à fait significatif. Pour les étudiants hongrois, l'obligation d'apprendre le russe symbolisait à la fois la domination soviétique et le contrôle étroit des autorités politiques sur la vie universitaire. Alors que les jeunes Hongrois étaient attirés par l'Occident et auraient voulu apprendre à parler anglais, allemand ou français, ils étaient contraints d'étudier la langue de la puissance étrangère qui « occupait »

---

<sup>58</sup> Pour un récit détaillé des premiers jours de la mobilisation de Szeged, voir T. Kiss, *op. cit.*, p.15 et suiv.

<sup>59</sup> « Freedom to organize and assemble were already established de facto by the reappearance of the free student organization (*MEFESZ*). » (G. Litván, *op. cit.*, p.61).

leur pays.<sup>60</sup> Rappelons par ailleurs qu'il était presque impossible de se rendre dans un pays occidental, alors que de nombreux étudiants souhaitaient vivement pouvoir étudier à l'étranger.<sup>61</sup>

L'imbrication des thèmes universitaires et des thèmes politiques se retrouve dans la pétition votée par les jeunes de Szeged le samedi 20 octobre 1956 :

1. Création d'un *MEFESZ* indépendant de la *DISZ*.
2. Développement de relations avec l'URSS fondées sur une base d'égalité ;
3. Départ des troupes soviétiques ;
4. Transparence des accords commerciaux ;
5. Tenue d'élections parlementaires libres ;
6. Tenue d'un procès public de Mihály Farkas ;
7. Restauration de l'emblème de Kossuth comme emblème national ;
8. Autonomie de l'université ;
9. Caractère optionnel de l'apprentissage des langues étrangères ;
10. Diminution du nombre d'heures d'enseignement militaire ;
11. Abolition du système de sélection sur critères sociaux à l'université ;
12. Diminution du nombre d'heures d'enseignement de marxisme-léninisme.<sup>62</sup>

A première vue, il peut sembler quelque peu désordonné de passer de revendications universitaires, comme la création d'un *MEFESZ* indépendant, à des demandes de nature politique – les relations avec l'URSS et l'organisation d'élections parlementaires libres – avant de revenir à nouveau sur des thèmes purement universitaires : l'autonomie de l'université, la diminution des enseignements militaires, la fin du caractère obligatoire de l'apprentissage du russe, l'abolition du système des *kaders*, etc... Et pourtant, ces revendications étaient en fait étroitement liées entre elles. Les étudiants hongrois avaient bien compris que l'on ne pouvait introduire de réformes universitaires tant qu'un parti politique s'attacherait à contrôler étroitement toutes les facettes de la société. Et tant que ce parti serait lui-même contrôlé par une puissance étrangère, les initiatives étudiantes resteraient vaines.<sup>63</sup>

---

<sup>60</sup> Voir les notes rédigées par un étudiant de l'Université polytechnique Mihály Samson, retranscrites in T. Méray, *op. cit.*, p.27-28.

<sup>61</sup> "We wanted such things as permission to study abroad in the West." (CURPH n°112, p.5).

<sup>62</sup> Liste des revendications de Szeged présentée devant les étudiants de l'Université polytechnique de Budapest le 22 octobre 1956 (cf. T. Kiss, *op. cit.*, p.11).

<sup>63</sup> Les étudiants de l'Université polytechnique en arrivèrent à la même conclusion le lundi 22 octobre. Ainsi, István Szabó raconte que lorsque les étudiants apprirent que les troupes soviétique entouraient Varsovie, ils se rendirent compte que « ce n'était pas la peine de parler de nourriture, de livres ou de problèmes universitaires tant que les Russes seraient ici ». (« It became clear that there was no point talking about food, about books,

Derrière l'apparent désordre des revendications des étudiants, on observe un élargissement logique de l'interprétation de la situation politique et sociale du pays.

Si l'élargissement des revendications universitaires à des thèmes proprement politiques est logique, cela ne veut pas dire pour autant que ce processus soit « naturel » ou « inévitable ». Notre hypothèse est au contraire que la radicalisation des demandes s'est opérée dans une atmosphère d'enthousiasme et d'euphorie faisant oublier aux étudiants les risques auxquels ils s'exposaient. Nous aurons l'occasion d'étudier de plus près, dans la deuxième partie de notre travail, la dimension émotionnelle de l'action collective. Mais pour l'heure, une interprétation purement stratégique des motivations des étudiants nous permet de conclure que cet élargissement à la sphère politique des cadres d'interprétation a donné aux étudiants de « bonnes raisons » de participer à la mobilisation. Et sur ce point, l'analyse de l'exemple mexicain nous mène à une conclusion similaire.

### **B. Mexique : d'un mouvement universitaire à un mouvement démocratique**

« Strictement universitaire à ses débuts, le mouvement dériva rapidement vers la demande de démocratisation politique. »<sup>64</sup> Ce commentaire de Juan F. Marsal dans un article écrit dix ans plus tard nous invite à dresser un parallèle intéressant entre nos deux mouvements étudiants. De la même façon que les étudiants hongrois se mirent à inscrire leurs revendications universitaires dans un cadre politique plus large, les jeunes Mexicains comprirent que leur lutte avait en fait une véritable portée politique.

Dès le lendemain de l'intervention des *granaderos* censée mettre un terme à une dispute opposant des étudiants de deux écoles préparatoires du centre de Mexico, un groupe d'étudiants de l'I.P.N se réunit et décida d'organiser une manifestation de protestation le 26 juillet. Détail surprenant lorsque l'on connaît le régime mexicain, c'est la FNET, le syndicat étudiant contrôlé par le gouvernement, qui prit la tête de l'organisation de cette manifestation. Le double fait que ce soit le principal syndicat qui ait appelé à manifester et que les dirigeants de ce syndicat officiel aient obtenu l'autorisation de la préfecture pour organiser la manifestation témoigne de la portée encore limitée de cette première manifestation

---

about college problems etc... as long as the Russians were here. », entretien avec István Szabó, Budapest, 30 juin 2004).

<sup>64</sup> J. F. Marsal, *art. cit.*, p.63.



estudiantine. Ce n'était encore qu'une simple manifestation étudiante, une de plus serait-on tenté de dire, parmi les nombreuses que le Mexique avait déjà connues. Mais la répression, les violences policières et les arrestations qui se produisirent durant les jours suivants transformèrent la situation.

Dès l'annonce de l'intervention militaire dans l'école San Ildefonso, le recteur de l'UNAM annonça qu'il prendrait la tête de la manifestation du 1<sup>er</sup> août pour protester contre cette atteinte au principe d'autonomie de l'université. Javier Barros Sierra confiera quelques années plus tard à l'écrivain Gastón García Cantú que sa « seule obligation était de défendre l'intégrité universitaire. »<sup>65</sup> Le recteur ne souhaitait pas se ranger du côté de l'agitation estudiantine, mais son attachement à l'autonomie de l'université l'amena à soutenir implicitement les étudiants. Or la défense ferme et résolue du principe d'autonomie de l'université par rapport au pouvoir politique pouvait être interprétée dans un cadre dépassant largement le champ universitaire : l'autonomie signifiait la liberté de penser et d'agir dans un régime autoritaire et corporatiste qui verrouillait étroitement les forces sociales. Selon Barros Sierra, une université autonome était une université dans laquelle s'exercent les libertés de pensée, d'expression et de réunion.<sup>66</sup> En définitive, la volonté de préserver l'autonomie de l'université rejoignait implicitement la lutte pour la démocratisation des institutions politiques.

Les étudiants mirent peu de temps à élargir leurs revendications. Une étudiante en faculté d'odontologie raconte qu'elle participa à la première assemblée étudiante pour « demander une indemnisation pour l'université et pour les personnes blessées et obtenir la libération des étudiants prisonniers ».<sup>67</sup> Mais, très vite, « les assemblées commencèrent à être un peu plus contestataires et critiques »<sup>68</sup> et les étudiants se mirent à formuler des revendications condamnant l'arbitraire du gouvernement. Cette étudiante observe en effet que les « Six points » furent « le résultat d'une analyse concrète des circonstances dans lesquelles

---

<sup>65</sup> « Mi única actitud y mi obligación era defender la integridad universitaria. » (J. Barros Sierra, *op. cit.*, p.148).

<sup>66</sup> « Insisto, no como un simple concepto, sino como la realidad que se vive en un reducto, como la Universidad, en que se ejercen todavía hoy las libertades de pensamiento, de expresión y de reunión en nuestro país. » (*idem*).

<sup>67</sup> « Una de las causas que me llevaron a participar en la primera asamblea de la escuela fueron: pedir una indemnización a la Universidad y a las personas lastimadas y la libertad de los estudiantes presos. » (Témoignage de Marcia Gutiérrez, déléguée au CNH de la Faculté d'odontologie, recueilli in M. Ortega Olivares, *op. cit.*, p.101).

<sup>68</sup> « Las asambleas empezaron a ser un poco más contestarias y críticas, no eran asambleas con peticiones típicas. » (*idem*).

le mouvement avait commencé, circonstances qui reflétaient les problèmes du pays que l'on ne voulait pas rendre publics ». <sup>69</sup> Dès le 4 août, les membres du Comité coordinateur de la grève rendirent publique une pétition en six points, connue sous le nom de *Pliero petitorio*, directement adressée au gouvernement mexicain :

1. La libération des prisonniers politiques ;
2. La destitution des généraux à l'origine de l'intervention militaire ;
3. L'extinction du corps des *granaderos* ;
4. L'abrogation des articles 145 et 145 bis du Code Pénal Fédéral qui permettaient la procédure de détention préventive ;
5. L'indemnisation aux familles des victimes des agressions depuis le 26 juillet ;
6. La tenue d'une enquête sur les responsables de la répression policière et militaire. <sup>70</sup>

En demandant la libération des « prisonniers politiques » et non plus seulement celle des étudiants arrêtés quelques jours plus tôt et en exigeant l'abrogation des articles 145 et 145 bis du Code pénal fédéral, les étudiants mexicains avaient donné à leur mobilisation une dimension dépassant de loin le monde universitaire. Le témoignage d'un étudiant en ingénierie mécanique à l'IPN nous donne une autre illustration de ce processus d'élargissement des cadres d'interprétation :

« Le premier objectif du mouvement était de lutter pour la libération des étudiants prisonniers mais, rapidement, cette demande se transforma et les étudiants exigèrent la libération des prisonniers politiques, ce qui avait une très forte connotation politique. Plus tard, avec les autres demandes, le mouvement devint encore plus politique. (...) Finalement, le mouvement évolua vers la lutte pour la démocratie sans que nous l'ayons explicitement proposé. » <sup>71</sup>

L'évolution rapide des slogans scandés par les étudiants mexicains illustre parfaitement ce processus d'élargissement des cadres d'interprétation. Ainsi, le slogan « Liberté aux étudiants prisonniers ! » se transforma, devant le fait évident que les prisons étaient déjà pleines de prisonniers qui ne relevaient pas du droit commun, en « Liberté aux

<sup>69</sup> « Los seis puntos fueron el resultado del análisis de las circunstancias concretas en las que se inicia el movimiento, circunstancias que reflejan los problemas del país que no son puestos en público. » (*idem*).

<sup>70</sup> cf. A. Lempérière, *op. cit.*, p.363.

<sup>71</sup> « Los primeros planteamientos del movimiento fueron luchar por la libertad de los estudiantes presos, pero rápidamente la demanda se transformó y se exigió la libertad de los presos políticos, lo que tenía una conotación política muy profunda. Luego, con las demás demandas, el movimiento avanzó aún más políticamente. (...) Finalmente el movimiento evolucionó en dirección a la lucha por la democracia sin proponérselo, sin que lo hubiéramos explicitamente. » (Témoignage de Felix Gamundi, représentant au CNH de l'Ecole supérieure d'ingénierie mécanique et électrique de l'IPN, recueilli in E. Ascensio, *op. cit.* p.63).

prisonniers politiques ! » et le cri de ralliement des étudiants des deux grandes institutions universitaires pourtant rivales, l'IPN et l'Université Nationale, « Unité Poli-UNAM ! » se transforma en appel à la population mexicaine : « Peuple unie-toi ! ». <sup>72</sup> Dans une déclaration publique datée du 22 août 1968, une soixantaine d'intellectuels et d'artistes mexicains résumait ainsi l'évolution de la mobilisation estudiantine :

« En moins de deux semaines, ce qui commença comme une protestation contre la répression policière à l'encontre des étudiants de la capitale et comme une lutte pour la défense de l'autonomie universitaire violée par l'armée, s'est transformée en un front d'une amplitude insoupçonnée pour défendre les droits consacrés par la Constitution de la République. » <sup>73</sup>

Pour l'écrivain Carlos Monsivaís, « les étudiants se sont retrouvés devant une tâche politique : transformer la violence dont ils ont été victimes en résistance idéologique ». <sup>74</sup> En employant l'expression « résistance idéologique », ce célèbre écrivain mexicain nous invite finalement à nous interroger sur l'existence d'un cadre cognitif partagé par les participants à chacune de ces mobilisations estudiantines. Or la multiplicité des courants politiques aussi bien dans la mobilisation hongroise de 1956 que dans le mouvement mexicain de 1968 ne facilite pas la tâche d'identifier un contenu idéologique partagé par les étudiants de chacun de ces mouvements. Une fois encore, le recours aux cadres d'interprétation nous sera utile pour comprendre, dans le cas hongrois comme dans le cas mexicain, le ralliement des étudiants autour de la critique du régime politique.

---

<sup>72</sup> « “Libertad a los estudiantes presos” se trasmutó, ante la evidencia de que las cárceles estaban llenas de antiguos presos del orden no común, en “Libertad a los presos políticos” (...) y el grito “Unidad Poli-UNAM” (...) se trocó en un llamado perentorio a los mexicanos trabajadores: “Únete, pueblo; únete, pueblo”... » (J. Carrión, *art. cit.*, p.30).

<sup>73</sup> « En poco más de dos semanas, lo que empezó como una protesta contra la represión policiaca de estudiantes de la capital y como una defensa de la autonomía universitaria violada por el ejército, se ha convertido en un frente de amplitud insospechada para defender los derechos consagrados por la Constitución de la República. » (Extrait d'une déclaration signée par 68 intellectuels mexicains, publiée le 22 août 1968 et intitulée « El Movimiento Estudiantil Debe Triunfar », in J. Carrión, D. Cazés, S. Arguedas, F. Carmona, *op. cit.*, p.256).

<sup>74</sup> « A los estudiantes se les impone una tarea política: transformar la violencia en su contra en resistencia ideológica. » (C. Monsivaís, préface de S. Zermerño, *México, una democracia utópica*, *op. cit.*, p.XVI).

## **Section B : Le ralliement des étudiants autour de la critique du régime politique**

Adam Przeworski observait en 1986 que « ce qui est important pour la stabilité d'un régime, ce n'est pas la légitimité de ce système particulier de domination, mais la présence ou l'absence d'alternatives préférables ». <sup>75</sup> Cette remarque du célèbre analyste des transitions démocratiques nous invite à nous interroger sur les courants politiques dans lesquels les étudiants hongrois et mexicains ont pu placer leurs espoirs. Formulé autrement, il s'agit de rechercher s'il existait, dans la Hongrie des années 1950 et le Mexique de la fin des années 1960, un cadre idéologique partagé par les étudiants. Si la multiplicité des courants politiques décelables dans chacune de ces mobilisations empêche de parler de cadre idéologique au singulier, l'aspiration à une démocratisation des institutions politiques semble bien avoir servi, dans les deux cas, de cadre interprétatif commun.

### **I. Multiplicité des visions politiques à l'intérieur de chaque mobilisation**

Il est loin d'être novateur d'observer qu'une action collective rassemble toujours – ou presque toujours – des intérêts différents. Ainsi, Philippe Braud définit l'action collective comme une « mobilisation de groupes d'individus tournée en apparence vers des objectifs communs, mais le plus souvent inspirée par des logiques diversifiées auxquelles un mécanisme intégrateur donne une efficacité globale ». <sup>76</sup> De même, Michel Dobry rappelle que « les mobilisations ne se réalisent pas nécessairement, loin de là, autour d'enjeux, d'objectifs ou de perspectives stratégiques identiques pour tous les acteurs et segments sociaux mobilisés ». <sup>77</sup> Quant à Lilian Mathieu, il ne manque pas de souligner que « c'est généralement en fonction de projets, de définitions de la situation et de visées tactiques disparates que des individus convergent vers ce qu'ils se représentent plus ou moins à tort comme une “même”

---

<sup>75</sup> A. Przeworski, « Some problems in the Study of the Transition to Democracy », in G. O'Donnell, P. Schmitter, L. Whitehead (dirs.), *Transitions from Authoritarian Rule. Comparative Perspectives*, Baltimore et Londres, The John Hopkins University Press, 1986, p.51-52.

<sup>76</sup> P. Braud, *Sociologie politique*, op. cit., p.699.

<sup>77</sup> M. Dobry, op. cit., p.31.

cause ». <sup>78</sup> Les exemples hongrois et mexicains n'échappant pas à la règle, il est possible de déceler, à l'intérieur de ces deux mobilisations étudiantes, des courants et des interprétations politiques très différents.

### **A. Diversité des courants au sein du mouvement étudiant hongrois**

Si le courant réformiste incarné par Imre Nagy était très important en 1956, il n'était néanmoins pas le seul à représenter l'opposition au régime en place. A côté de ce courant « socialiste-réformiste », l'historien György Litván identifie en effet trois autres courants : la tendance nationale-démocratique, la tendance conservatrice et le radicalisme d'extrême droite. <sup>79</sup> Il apparaît ainsi que les étudiants mobilisés en 1956 étaient loin de partager une même vision politique, d'autant plus qu'un certain nombre d'entre eux avouèrent au lendemain de la mobilisation qu'ils n'avaient alors pas d'opinion politique précise.

Bien que nous ne disposions d'aucune enquête statistique sur l'opinion politique des jeunes Hongrois en 1956, le fait que les étudiants aient explicitement demandé dans leur pétition le « remaniement du gouvernement, avec la participation du camarade Imre Nagy » (point 2), semble suggérer que la tendance socialiste-réformiste incarnée par l'ancien Premier ministre était majoritaire dans le monde étudiant. Cette tendance bénéficiait d'ailleurs du soutien de la plupart des intellectuels critiques à l'égard du régime : qu'il s'agisse des membres de l'Union des Ecrivains ou des jeunes intellectuels du Cercle Petöfi, la majorité des membres de l'intelligentsia hongroise semblait croire en la capacité de l'ancien Premier ministre à mettre en œuvre, à la tête d'un gouvernement de coalition, des réformes politiques et économiques audacieuses. Comme en témoigne le titre de l'ouvrage d'Imre Nagy, *Un communisme qui n'oublie pas l'homme*, ces réformes devaient être menées dans le cadre d'un régime communiste. Et il semblerait d'ailleurs qu'une grande partie des étudiants hongrois était attachée aux principes communistes, même s'ils condamnaient l'expérience qui en était faite par les dirigeants de leur pays. Cet extrait du témoignage d'un étudiant de l'Université polytechnique nous permet de mieux cerner la vision politique la plus répandue alors dans le monde étudiant :

---

<sup>78</sup> L. Mathieu, *op. cit.*, p.19.

<sup>79</sup> cf. G. Litván, « Les causes et conséquences de l'insurrection hongroise », in *1956 Le commencement de la fin*, Actes du colloque « Budapest 1956-1996 », Paris, Association pour la communauté culturelle européenne, 1997, p.25 et suiv.

« On ne peut pas identifier le système qui existait en Hongrie avec les mots “communistes” ou “communisme”. Les gens se sont opposés à la situation qui existait, plus qu’aux idéaux communistes. Ce que nous avons, c’était une créature déformée. Il est difficile de généraliser, mais ce qui est sûr, c’est que la jeunesse croyait aux principes communistes. (...) Les lycéens et les étudiants étaient familiers avec les théories communistes, alors que les masses ne les connaissaient qu’à partir d’extraits ou d’interprétations faites pour les débutants. Chaque personne qui entrait en contact avec les théories communistes y trouvait quelque chose qui lui paraissait particulièrement attrayant. (...) Bref, ce n’est pas au système communiste dans son entier que l’on s’est opposé, mais à certaines parties. »<sup>80</sup>

A côté de la tendance communiste-réformiste, le courant national-démocratique prônait lui aussi une démocratisation des institutions politiques. Cette démocratisation devait passer par la constitution d’un gouvernement de coalition avant l’organisation d’élections libres. Très actif au cours de la phase des « comités nationaux » de la révolution de 1956, c’est-à-dire entre la mobilisation étudiante et l’entrée des chars soviétiques dans Budapest, ce courant était avant tout incarné par les membres du Parti des petits propriétaires.<sup>81</sup> Il convient d’ailleurs de rappeler que ce parti avait constitué, au lendemain de la guerre, la première force politique du pays loin devant le parti communiste. L’historien György Litván observe néanmoins que ce courant avait en commun avec le parti communiste-réformiste la volonté de « remonter jusqu’à l’épisode démocratique de 1945-47, et non pas jusqu’à la Hongrie d’avant-guerre ».<sup>82</sup> Cette remarque est d’autant plus importante que les autres courants politiques étaient largement opposés à l’idée de considérer 1945 comme un point de départ et souhaitaient revenir à la Hongrie d’avant-guerre.

Le troisième courant identifié par György Litván rassemblait les défenseurs d’une droite conservatrice, provenant de l’ancienne bourgeoisie et de l’ancienne noblesse hongroises. Fervents défenseurs de la propriété privée et de la morale catholique, les membres de ce courant politique admiraient la lutte incarnée par le Cardinal Mindszenty contre le

---

<sup>80</sup> « One cannot identify the system that existed in Hungary with either Communists or Communism. People opposed the situation as it existed, rather than the ideals. What we had there was a deformed creature. It is hard to establish generalizations here. The youth, to be sure, believed in it (in Communist principles). (...) Secondary school and university students were acquainted with the Communist theories. The masses knew them only through extracts and second or third hand interpretations, that were designed for beginners. Everyone who came in contact with Communist theories found something in them that to him was particularly appealing. (...) In a word, then, not the whole system was opposed as such, but certain parts of it. » (CURPH n°112, p.11).

<sup>81</sup> L’ancien Président de la République Zoltán Tildy et le leader politique Béla Kovács en étaient les membres les plus célèbres (cf. G. Litván, *art. cit.*, p.26).

<sup>82</sup> *idem.*

régime communiste. Remarquons dès à présent que peu d'étudiants hongrois étaient susceptibles, en 1956, d'appartenir à ce milieu conservateur car le système des *kaders* avait pris soin d'écarter de l'université les jeunes de la catégorie « X ». Certains jeunes parvinrent néanmoins, comme par exemple l'étudiant Miklos Vetö, à contourner le système en s'inscrivant dans une autre ville universitaire et en bénéficiant du soutien d'amis de la famille bien placés dans l'université.<sup>83</sup> Cet étudiant en droit à l'université de Szeged nous confia que, contrairement à la plupart de ses amis, c'est en tant que fervent anti-communiste qu'il rejoignit la mobilisation. Son origine aristocratique et les persécutions dont sa famille fut victime ne furent certainement pas étrangères à cette opinion.<sup>84</sup> Cet exemple mérite d'être mentionné car il rappelle la diversité des opinions politiques à l'intérieur du mouvement étudiant, mais ce cas était tellement isolé que l'on ne doit pas en surestimer l'importance.<sup>85</sup>

Le « radicalisme d'extrême droite » constitue la quatrième tendance visible au cours de l'insurrection hongroise. Mais ce courant politique dénué de toute organisation et de tout leader politique ne saurait constituer une tendance significative dans le milieu étudiant. György Litván observe en effet que ce radicalisme d'extrême droite concernait des « groupes amorphes difficiles à cerner », composés « d'éléments plébéiens et déclassés ».<sup>86</sup> Si l'on ne peut exclure que des étudiants se soient sentis proches de cette tendance, le caractère minoritaire et désordonné de ce courant politique nous invite à minimiser son influence. De façon générale, historiens et politistes s'accordent pour affirmer que le courant radicalement anti-communiste représenté par ces deux tendances de droite était minoritaire durant le mouvement. Ainsi, François Fejtö observait-il, dès décembre 1956, que « d'après tous les renseignements que j'ai pu recueillir, la contre-révolution et la réaction ne représentaient aucun danger immédiat. La direction des forces armées insurrectionnelles et des milices ouvrières et étudiantes étaient aux mains de communistes nationaux, décidés à défendre les bases socialistes du régime. »<sup>87</sup>

---

<sup>83</sup> Entretien avec Miklos Vetö (Paris, 30 septembre 2004).

<sup>84</sup> *idem*.

<sup>85</sup> Ainsi, François Fejtö rappelle que « les jeunes farouchement hostiles non seulement à la russification, mais aussi à ce que le régime populaire conservait de conquêtes sociales de 1945-48, étaient minoritaires : c'étaient les fils des anciens privilégiés dépossédés en 1945 ». « En octobre 1956, ils sortirent de la clandestinité, mais en fait, leur influence sur la masse des insurgés ne fut pas prépondérante. » (F. Fejtö, *La tragédie hongroise*, *op. cit.*, p.172-173).

<sup>86</sup> G. Litván, *art. cit.*, p.27.

<sup>87</sup> F. Fejtö, « La révolte de la Hongrie », introduction au dossier spécial des *Temps Modernes* consacré à la Hongrie, *op. cit.*, p.800.

Si la majorité des étudiants hongrois était proche de la tendance communiste-réformiste incarnée par Imre Nagy, cela ne doit pas pour autant masquer le fait qu'un grand nombre de jeunes étaient alors largement indifférent aux questions politiques. Ce manque d'intérêt pour la politique s'expliquait, selon l'écrivain Paloczi-Hovarth, par la nature répressive du régime et l'absence totale de libertés qui restreignaient le débat aux instances dirigeantes du Parti. « La lutte acharnée entre les staliniens et les anti-staliniens continuait, mais pour la majorité des gens, tout ceci se passait bien loin au-dessus de leurs têtes, dans la stratosphère de la politique communiste ».<sup>88</sup> Et sur ce point, les étudiants n'étaient pas vraiment différents du reste de la population. Parmi les émigrés hongrois interrogés au lendemain de la mobilisation, de nombreux d'étudiants reconnaissent qu'ils n'étaient alors que très faiblement intéressés par la politique :

« La politique ne m'intéressait que si elle me concernait. (...) Je suis un spectateur extérieur. »<sup>89</sup> (*étudiant à l'Université polytechnique*) ;

« Les jeunes avaient été gavés de slogans politiques et de concepts. La jeunesse est devenue indifférente à la politique. L'idéologie du régime ne les intéressait pas. »<sup>90</sup> (*étudiant en lettres à Budapest*) ;

« Comme je ne m'intéressais pas trop à la politique, le petit résumé des événements dans le *Sportujság* [Journal Sportif] me suffisait pour m'informer. »<sup>91</sup> (*étudiant à l'Université polytechnique*) ;

« J'étais convaincu que le régime ne pourrait pas changer, alors mon seul objectif était de me libérer de ce fardeau. (...) La décadence était la seule façon de résister à ce régime. (...) Pour m'échapper de tout ça, j'avais l'habitude d'aller sur la colline de Buda avec des femmes et du vin, pour oublier tout ça. »<sup>92</sup> (*étudiant en droit et en philosophie à Budapest*).

<sup>88</sup> « The tug-of-war between the Stalinists and the anti-Stalinists went on. As for the majority of people were concerned, all this went high above our heads, in the stratosphere of Communist politics. » (G. Paloczi-Hovarth, *The Undefeated, op. cit.*, p.268).

<sup>89</sup> « Politics interested me only in so far as it touches upon my life. (...) I am an outside spectator. » (CURPH n°112, p.64).

<sup>90</sup> « The children were stuffed with political slogans and concepts. (...) Youth became indifferent to politics. The regime's ideology didn't interest them. » (CURPH n°213, p.46).

<sup>91</sup> « Since I was not very much interested in politics, the brief review of events, in the *Sportujság* [journal sportif] was sufficient for general orientation. » (CURPH n°133, p.76).

<sup>92</sup> « I was convinced that the regime couldn't be changed during my life time, and therefore my single purpose was to free myself of its encumbrances. (...) Decadence was the only way to resist the regime. (...) To get away from it all I used to go to the Castle Hill with women, with wine, in order to forget. » (CURPH n°444, p.28).



Ces quelques témoignages nous invitent à nous pencher sur les arguments politiques et les objectifs susceptibles d'avoir rallié à la mobilisation des étudiants pourtant indifférents par rapport aux questions politiques. Mais avant d'analyser les thèmes autour desquels la mobilisation hongroise s'est organisée, il convient d'observer que dans le cas mexicain aussi le mouvement étudiant rassemblait des tendances politiques très variées.

### **B. Large spectre de courants politiques au sein du mouvement mexicain**

Le mouvement étudiant mexicain de 1968 était lui aussi loin d'être homogène en termes de courants politiques et de références idéologiques. Selon l'ancien leader étudiant devenu chercheur en sciences sociales, Gilberto Guevara Niebla, deux grands courants coexistaient au sein du mouvement étudiant : le courant d'orientation démocratique et le courant socialiste. Le premier rassemblait des étudiants s'inscrivant dans la continuité de la tradition « étudiante populaire », attachée à défendre un programme fort en revendications matérielles, alors que le second réunissait de nombreuses organisations étudiantes dont le dénominateur commun était leur caractère révolutionnaire.<sup>93</sup> La traditionnelle opposition entre réforme et révolution concernait ainsi les étudiants qui souhaitaient l'avènement du socialisme par des moyens pacifiques et ceux qui prônaient au contraire la révolution.<sup>94</sup> Alors que la première tendance rassemblait tout autant des étudiants de l'IPN que de l'UNAM, la seconde était principalement représentée par les étudiants en sciences humaines de l'Université.<sup>95</sup>

Bien que ces deux tendances politiques aient été les plus visibles au sein du mouvement étudiant de 1968, d'autres courants étaient aussi représentés dans le monde étudiantin. Jugeant inconcevable que certains l'ignorent, le recteur Barros Sierra rappela plus tard qu'à côté des deux mouvances de gauche, existait une force importante « que l'on peut appeler "centriste", proche ou très liée au Parti de la Révolution Institutionnel ».<sup>96</sup> L'une des représentantes du mouvement au Conseil national de la grève, Mirtocleya González Gallardo,

<sup>93</sup> G. Guevara Niebla, *La democracia en la calle. Crónica de un movimiento estudiantil*, Mexico, Siglo veintiuno, 1998, p.35.

<sup>94</sup> cf. A. Lempérière, *op. cit.*, p.358-359.

<sup>95</sup> cf. M. Aguilar Mora, *El bonapartismo mexicano. I. Ascenso y decadencia*, Mexico, Juan Pablos Editor, 1984, p.101.

<sup>96</sup> « Fue también importante, y esto increíblemente hay personas que se dicen enteradas y que lo ignoran, una fuerza que pudiéramos llamar 'centrista' de una afiliación cercana o muy ligada al Partido Revolucionario Institucional. » (J. Barros Sierra, *op. cit.*, p.140).

raconte ainsi qu'elle avait été depuis 1962 adhérente au PRI et qu'elle continua à l'être au cours de la mobilisation étudiante. Son attachement au parti au pouvoir était tel que, trente ans plus tard, elle continuait encore à militer pour lui.<sup>97</sup> Selon elle, l'attachement au PRI et la participation au mouvement étaient loin d'être contradictoires dans la mesure où c'était la politique du gouvernement qu'elle condamnait, et non pas le parti lui-même : « Nous étions contre le gouvernement » car celui-ci « nous opprimait ».<sup>98</sup>

Il est à noter, enfin, la présence au sein du mouvement étudiant de 1968 de petits groupes d'extrême droite. Ainsi, le recteur de l'UNAM rappelle qu'il y avait aussi « quelques agents provocateurs, bien connus et identifiés au sein du Conseil national de la grève, qui appartenaient à l'extrême droite, mais il convient de dire qu'ils furent toujours minoritaires ; ils formaient un groupe relativement petit au sein de ce Conseil ».<sup>99</sup> La présence d'étudiants proches de l'extrême droite nous donne cependant une petite idée de la diversité des courants politiques représentés dans le mouvement mexicain de 1968. Des révolutionnaires utopistes aux provocateurs proches de l'extrême droite, en passant par les étudiants démocrates et même les sympathisants du parti au pouvoir, toutes les tendances politiques étaient présentes dans la mobilisation étudiante de l'été 1968.

Conscient des difficultés analytiques que cette diversité de courants politiques crée, le sociologue mexicain Sergio Zermeno observe que « l'hétérogénéité des courants au sein du mouvement fait courir le risque aux chercheurs d'expliquer le tout à partir d'une seule de ses manifestations (...). Il est donc nécessaire de prendre un peu de distance afin de ne pas en rester à l'idée qu'il s'agissait d'un mouvement de jeunes rebelles anarchisants, ou d'une protestation menée par les forces démocratiques et libérales, ou même encore d'un mouvement de rupture frontale. »<sup>100</sup>

<sup>97</sup> « Desde 1962 fue representante del PRI, o sea que en 1968 lo seguí siendo, pero cuando me metí en el movimiento eso lo hice a un lado, no mezclaba una cosa con la otra. (...) En el PRI he continuado militando hasta la fecha, 30 años después. Si algún día desaparece el Revolucionario Institucional yo seguiré siendo priísta toda la vida. » (Témoignage de Mirtocleya González Gallardo, recueilli in E. Ascensio, *op. cit.*, p.75-76).

<sup>98</sup> « Estábamos en contra del gobierno (...) la razón era que estábamos bien oprimidos. » (*idem*)

<sup>99</sup> « Hubo, en realidad, algunos agentes provocadores bien conocidos e identificados dentro del Consejo Nacional de Huelga, pertenecientes a la ultraderecha o a la tendencia ultramontana, pero cabe decir que éstos siempre fueron, hasta donde nuestros informes pudieron llegar, minoritarios; formaban un grupo relativamente menor en el cido Consejo. » (B. Sierra, *op. cit.*, p.140).

<sup>100</sup> « La heterogeneidad de corrientes en el seno de los movilizados hace correr el riesgo, en cualquier estudio, de explicar el todo en función de una sola de sus manifestaciones. (...) En consecuencia, hay que tomar un poco más de distancia para no quedarnos con la idea de un movimiento juvenil radical anarquizante, ni con la de una

Cette prise de distance par rapport aux courants politiques susceptibles d'avoir influencé les étudiants est d'autant plus nécessaire que la proximité avec des organisations ou des courants politiques ne concernait qu'une minorité d'étudiants. Comme dans le cas hongrois, il semblerait bien que la plupart des étudiants mexicains n'avaient pas de projet politique précis lorsqu'ils décidèrent de rejoindre la contestation estudiantine. C'est en tout cas le point de vue de l'historien Guillermo Palacios, dont l'analyse est d'autant plus intéressante qu'il participa lui aussi à la mobilisation de 1968 :

« Le mouvement rassemblait des groupes qui avaient des attentes très différentes : certains groupes avaient un projet politique, alors que d'autres n'avaient aucun projet en dehors de la participation au mouvement étudiant. Je pense que la majorité des étudiants n'était pas si politisée que ça. »<sup>101</sup>

Ce point de vue est partagé par un autre acteur de la mobilisation, Gerardo Estrada, lorsqu'il observe que la majorité des étudiants n'avait que très peu de formation politique.<sup>102</sup> Ceux qui avaient des connaissances politiques étaient les militants des organisations politiques de gauche – comme la CNED, le parti communiste et les groupuscules trotskistes, maoïstes ou castristes – ou les militants du PRI, mais la plupart des étudiants mexicains était assez indifférente aux débats politiques avant la mobilisation de 1968. Si l'organisation d'assemblées étudiantes tout au long du mouvement amena un plus grand nombre de jeunes à s'intéresser, discuter et débattre de questions politiques, cela ne signifie pas pour autant que tous les participants au mouvement de 1968 s'intéressaient à ces débats d'idées. Ainsi, l'extrait d'un témoignage recueilli au lendemain de la mobilisation par la journaliste Elena Poniatowska nous donne une idée de la façon dont certains participants au mouvement percevaient les étudiants en lettres ou en philosophie qui passaient des heures à débattre dans les amphithéâtres de la faculté :

« Après avoir passé toute la journée dans une brigade étudiante, ça m'amusait et ça me donnait du courage de rentrer à la Cité Universitaire assister à une assemblée pour entendre les groupes se chamailler et voir qu'il leur fallait cinq heures pour sortir une pauvre petite résolution. (...) Les théoriciens ne sortaient pas dans les brigades, ils

---

protesta de sectores democratizantes, liberales, institucionalizantes, ni en fin, con aquella otra de ruptura y pleno enfrentamiento. » (S. Zermeño, *México, una democracia utópica*, op. cit., p.46).

<sup>101</sup> « Hay grupos que tenían expectativas diferentes : habían grupos a dentro que tenían proyectos políticos, y habían grupos que no tenían proyecto fuera de participar en el movimiento estudiantil. Yo creo que la mayoría de los estudiantes no estaban tan politizados. » (Entretien avec Dr. Guillermo Palacios, Mexico, 19 décembre 2005).

<sup>102</sup> Entretien avec Gerardo Estrada (Mexico, 15 décembre 2005).

restaient enfermés à perdre leur temps à piailler. Ils parlaient, par exemple, des prisonniers politiques. Nous, les brigadistes, nous avons commencé à comprendre ce qu'étaient les prisonniers politiques lorsqu'on commença à nous poursuivre alors que nous n'avions rien fait d'illégal. »<sup>103</sup>

Ce témoignage est d'autant plus intéressant qu'il nous montre, au-delà de l'anecdote, que l'interprétation de la situation politique peut découler de l'expérience concrète des étudiants. La répression qui toucha les brigadistes – ces groupes d'étudiants qui sillonnaient la ville pour distribuer des tracts, organiser des « meetings éclairs » et collecter des fonds – leur permit de se rendre pleinement compte du problème des prisonniers politiques et, plus généralement, de la nature du régime dans lequel ils vivaient. Ainsi, quelque soit le processus par lequel ils se sont mis à décrypter la situation politique, c'est dans la critique du régime politique que les étudiants mexicains se sont unifiés.

Cette distinction entre les « courants politiques » à l'intérieur d'un même mouvement et le « socle de la mobilisation » autour duquel les acteurs contestataires se sont ralliés renvoie finalement à différence qui existe entre les notions d' « idéologie » et de « cadre d'interprétation ». Selon Pamela Oliver et Hank Johnston en effet, « le cadre, qui est partagé par les différents groupes, guide la résistance et l'opposition, mais est distinct des représentations idéologiques de chaque groupe ».<sup>104</sup> Afin de mieux comprendre les motivations des étudiants, il est temps à présent de se pencher, dans le cas hongrois comme dans le cas mexicain, sur le cadre d'interprétation autour duquel les étudiants se sont rassemblés.

---

<sup>103</sup> « Después de pasarnos todo el día en una brigada, me daba risa y coraje regresar a CU y asistir a una asamblea para oír los piques entre grupos y ver que los cuates tardaban cinco horas en sacar una pinche resolución. (...) Los teóricos no salían a brigadas; se quedaban encerrados cotorree y cotorree [à piailler] nomás perdiendo el tiempo. Hablaban, por ejemplo, de los presos políticos. Nosotros los brigadistas comenzamos a entender lo que eran los presos políticos cuando nos empezaron a perseguir sin que estuviéramos haciendo nada ilegal. » (Témoignage de Salvador Martínez de la Rocca, dit « Pino », du Comité de lutte de la faculté de sciences de la UNAM, recueilli in E. Poniatowska, *La noche de Tlatelolco*, Mexico, Era, 2005, p.35)

<sup>104</sup> « The frame guided resistance and opposition, which was shared among different groups, but was distinct from the ideological representation of each. » (P. Oliver, H. Johnston, *art. cit.*, p.50)

## **II. Un cadre interprétatif commun : la condamnation de la nature autoritaire du régime politique**

Emprunté au courant de l'interactionnisme symbolique, le concept de « cadre » permet d'appréhender les principes et les références qui donnent sens aux situations que l'on rencontre au quotidien. Pour Erving Goffman en effet, les cadres sont des « schèmes interprétatifs » qui nous permettent « dans une situation donnée, d'accorder du sens à tel ou tel de ses aspects, lequel autrement serait dépourvu de signification ».<sup>105</sup> Appliqué à l'étude des mobilisations politiques, ce concept permet de rendre compte de l'interprétation de la situation politique servant de socle à l'action collective. L'hypothèse proposée par David Snow et Robert Benford serait donc qu'un individu participe à une mobilisation s'il partage avec le mouvement un certain nombre de schèmes interprétatifs qui justifient l'acte contestataire.<sup>106</sup>

Bien que nous ne partagions pas, comme nous l'avons dit précédemment, l'accent mis par ces deux auteurs sur le travail stratégique mené par les militants politiques pour imposer une signification collective au mouvement, nous reconnaissons le caractère heuristique du concept de cadre d'interprétation pour rendre compte du socle commun de valeurs et de représentations autour duquel les étudiants partageant des opinions politiques variées se sont rassemblés. Ainsi, l'étude successive des revendications des jeunes Hongrois et des jeunes Mexicains nous montrera que c'est dans l'aspiration à une démocratisation des institutions politiques que les étudiants se sont retrouvés, quelque soit au départ leur opinion politique ou leur proximité idéologique.

---

<sup>105</sup> E. Goffman, *Les cadres de l'expérience*, Paris, Les Editions de Minuit, 1991, p.30.

<sup>106</sup> cf. D. Snow et al., « Frame Alignment Processes », art. cit., p.464.

### **A. Hongrie 1956 : la démocratisation des institutions politiques comme objectif commun**

Lorsque l'on se penche sur les témoignages des étudiants hongrois, on remarque facilement que les participants à la mobilisation n'avaient généralement pas de programme politique précis. Une étudiante de l'Université polytechnique confiait en effet, au lendemain de la mobilisation, que « nous, les étudiants, nous parlions énormément de ce à quoi nous aspirions et nous n'avions aucun plan clairement défini, (...) nous voulions quelque chose de nouveau, nous ne savions pas encore quoi, mais nous n'avons pas eu le temps de le définir. »<sup>107</sup> Au cours d'un autre entretien, cette jeune émigrée hongroise confirmait cette idée en répondant au chercheur de l'Université de Columbia que « si vous essayez de trouver le moindre ordre organisé dans la Révolution, vous cherchez en vain ! ».<sup>108</sup> Et elle rappelait que « nous savions que nous voulions nous séparer de l'Union soviétique, mais en même temps nous ne voulions pas appartenir à l'Ouest non plus et, lorsque l'on y réfléchit bien, comment la petite Hongrie aurait-elle pu rester complètement indépendante dans le monde ? Nous savions aussi que nous ne voulions pas d'un socialisme russe mais, en même temps, nous ne voulions pas du capitalisme. Nous n'avions aucune idée claire et précise de ce que nous voulions. »<sup>109</sup>

L'absence d'objectif précis se retrouve dans le témoignage d'un autre étudiant de l'Université polytechnique. « Tout le monde voulait un changement, mais dans l'ensemble, c'était une démarche négative car il s'agissait de se débarrasser de ce qui était intolérable. Il n'y avait pas de buts précis. »<sup>110</sup> En l'absence d'objectif politique précis, comment comprendre alors la participation des étudiants au mouvement ? C'est peut-être dans ce témoignage d'un étudiant en russe que l'on trouvera une piste de réponse :

---

<sup>107</sup> « We students talked a great deal of what we would like to do and we didn't have any clear-cut plans, (...) we wanted something new, we didn't know what, but we didn't have time to finish it. » (CURPH n°106, p.2)

<sup>108</sup> « If you are trying to find any organized order in the Revolution, you are looking in vain. » (*idem*, p.115)

<sup>109</sup> « We knew we wanted to separate from the Soviet Union, but at the same time we didn't want to belong to the West either and when you look at this realistically, how could have little Hungary stand completely independent in the world. Also we knew we didn't want the Russian Socialism and at the same time, we didn't want capitalism, but we didn't have any clear cut idea of what we want. » (*idem*)

<sup>110</sup> « Everyone wanted a change, but on the whole, this was negative, that is to say, getting rid of what was considered as intolerable. There were no crystallised aims. » (CURPH n°112, p.10)

« La grande majorité des gens n'avait pas la moindre idée de ce à quoi la manifestation allait nous mener. Mais, d'un autre côté, tout le monde sentait qu'il y avait quelque chose de nouveau et voulait des réformes, c'est pour cela qu'ils se sont joints à la manifestation. Nous voulions que les 14 points de la pétition soient réalisés, et parmi eux, l'aspect le plus important était la demande d'un système multipartiste. »<sup>111</sup>

Ainsi, la pétition des étudiants de l'Université polytechnique, largement inspirée de celle que les étudiants de Szeged avaient adoptée quelques jours plus tôt, semble constituer le socle de la mobilisation de 1956. Afin de mieux comprendre le cadre interprétatif qui se dégage de cette pétition, il est possible de rassembler les revendications des étudiants hongrois en trois grands thèmes : la démocratisation de la vie politique, l'indépendance nationale et l'amélioration des conditions de vie pour les ouvriers et les paysans. Or, comme nous le verrons ensuite, ces trois grands thèmes étaient finalement étroitement liés entre eux : on ne pouvait penser la démocratisation des institutions en l'absence de souveraineté nationale et, par ailleurs, la constitution d'un nouveau gouvernement était le préalable indispensable à la mise en place d'un vaste programme de réformes économiques et sociales.

Convocation d'un Congrès du parti communiste afin d'élire de nouveaux dirigeants, remaniement du gouvernement, organisation d'élections libres, révision des procès politiques, liberté d'opinion et d'expression, procès public de Farkas et de Rákosi, retrait de la statue de Staline qui « symbolisait la tyrannie et le despotisme » : sept des quatorze points de la pétition traduisaient clairement l'aspiration des étudiants à une démocratisation des institutions politiques.<sup>112</sup> Claude Lefort observe ainsi qu'avant la radicalisation des demandes avec l'entrée en scène des ouvriers, « les protestataires n'ont pas en tête de faire une révolution ». « Ils souhaitent la révision des procès des victimes du stalinisme, une justice respectueuse de la légalité, la liberté de discussion dans le Parti, une gestion économique qui tienne compte des besoins de la population, l'établissement de nouveaux rapports avec l'URSS et, dans l'immédiat, ils souhaitent un changement de gouvernement : le retour d'Imre Nagy. En bref, ils désirent des réformes. »<sup>113</sup>

---

<sup>111</sup> « The great majority had no idea as to where the demonstration would lead to. On the other hand, everybody felt something new and wanted reforms, that's why they joined the demonstration. They wanted the 16 points of the University students realised, of which the most important part was the demand for the multi-party system. » (CURPH n°413, p.5).

<sup>112</sup> Nous nous appuyons sur la version en « Quatorze points » de la pétition des étudiants de l'Université polytechnique présentée dans le premier chapitre, traduite par T. Méray, *op. cit.*, p.55-56.

<sup>113</sup> Cl. Lefort, « La première révolution antitotalitaire » in P. Kende, K. Pomian (dir), *op. cit.*, p.97.

Qualifier de réformiste la contestation étudiante de 1956 permet d'écartier l'hypothèse d'une mobilisation anti-communiste que l'analyse en termes de mouvement « contre-révolutionnaire » suggère. István Kémény ne manque pas de rappeler qu'« aux yeux des libéraux, la Révolution hongroise semblait socialiste, et aux yeux des socialistes, elle paraissait libérale ». <sup>114</sup> Mais lorsque l'on interroge les acteurs de la mobilisation, on se rend compte qu'à l'exception d'une minorité d'étudiants conservateurs ou d'extrême droite, la démocratisation des institutions ne signifiait pas pour autant l'éviction du parti communiste. « Nous demandions un système de partis multiples, mais le parti communiste aurait pu y participer. Les actions menées contre les communistes étaient en fait dirigées contre la dictature du Parti et contre la terreur » <sup>115</sup>, expliquait un étudiant hongrois. L'historien György Litván, alors un jeune intellectuel du Cercle Petöfi, nous confia que la majorité des Hongrois croyaient alors que le communisme et la démocratie étaient compatibles. <sup>116</sup>

La révision des relations avec l'Union soviétique était elle aussi au cœur de la pétition des étudiants. En demandant « une amitié hungaro-soviétique fondée sur l'égalité et la non-ingérence » <sup>117</sup>, les étudiants de Budapest introduisaient la question de la souveraineté nationale de leur pays. Mais ils exigeaient aussi le retrait des troupes soviétiques, la transparence des traités économiques et le rétablissement des emblèmes nationaux : insignes nationales remplaçant la faucille et le marteau, rétablissement des fêtes nationales, etc. Ainsi, le souhait de retrouver l'entière souveraineté de leur pays était clairement explicité dans la pétition des étudiants.

Si certains analystes ont voulu voir dans le mouvement hongrois de 1956 un mouvement avant tout nationaliste, <sup>118</sup> il convient de remarquer que la question de l'indépendance nationale était en fait étroitement liée à celle de la démocratisation des institutions. Selon l'un des participants à la mobilisation, les étudiants hongrois avaient tout simplement compris que tant que les Russes étaient là, on ne pouvait rien faire. <sup>119</sup> Au cours de l'assemblée durant laquelle les étudiants rédigèrent cette pétition, l'un d'entre eux tenu les

<sup>114</sup> I. Kémény, *Ouvriers hongrois 1956-1985*, Paris, L'Harmattan, 1985, p.13.

<sup>115</sup> « Multi-party system was asked for, but the Communist Party could have taken part in it. The actions against the Communists were rather against the Party Dictatorship and against the terror. » (CURPH n°413, p.7).

<sup>116</sup> Entretien avec György Litván (Budapest, 21 juin 2004).

<sup>117</sup> Troisième point de la pétition (in T. Méray, *op. cit.*, p.55).

<sup>118</sup> C'est notamment la thèse défendue par Ferenc Váli in *Rift and Revolt in Hungary. Nationalism versus Communism*, Harvard University Press, 1961.

<sup>119</sup> Entretien avec István Szabó (Budapest, 30 juin 2004).



propos suivants : « Chers camarades, chers collègues, nous pouvons formuler bien des revendications, mais tant que l'armée soviétique gardera son pouvoir sur nous, nous n'obtiendrons aucun changement dans la direction des affaires politiques. »<sup>120</sup> En ce sens, les étudiants avaient déjà compris que l'existence d'un Etat souverain était une condition nécessaire à la démocratie.<sup>121</sup>

Il en était de même pour les réformes économiques et sociales souhaitées par les jeunes Hongrois dans leur pétition. La réorganisation de l'économie, l'amélioration des conditions de travail des ouvriers et la révision du système agricole reflétaient l'importance qu'accordaient les étudiants aux problèmes économiques et sociaux de leur pays. Mais sans démocratisation des institutions politiques, on ne pouvait mettre en œuvre un si vaste programme de réformes. L'un des acteurs étudiants de 1956, István Szabó, nous confia en effet qu'il « fallait d'abord réformer l'Etat et le Parti »<sup>122</sup> avant de pouvoir mener ces réformes sociales. En définitive, l'aspiration à une démocratisation des institutions politiques constituaient bien le socle commun, ou plus exactement le « cadre interprétatif » partagé par les étudiants engagés dans la mobilisation de 1956. Or la condamnation des violences policières a aussi amené les étudiants mexicains à se rassembler autour de l'aspiration à une démocratisation du régime politique.

---

<sup>120</sup> Extrait du récit de l'étudiant Mihály Samson, retranscrit in T. Méray, *op. cit.*, p.30.

<sup>121</sup> Selon Juan Linz et Alfred Stepan, « a modern democratic state is based on the participation of the demos (the population), and nationalism provides one possible definition of the demos, which may or may not coincide with the demos of the state. » Ces deux auteurs en concluent que « a sovereign state is a prerequisite to democracy » (J. Linz, A. Stepan, *Problems of Democratic Transition and Consolidation. Southern Europe, South America, and Post-Communist Europe*, Baltimore et Londres, The John Hopkins University Press, 1996, p.16-17).

<sup>122</sup> « First of all, State's reforms : Party's reform and independence, it was the main question. » (Entretien avec István Szabó, Budapest, 30 juin 2004).

## **B. Mexique 1968 : de la condamnation des violences policières à l'aspiration à une démocratisation du régime**

Qu'ils aient été proches de la gauche révolutionnaire, de la gauche démocrate, du parti au pouvoir ou parfois même de l'extrême droite, ce sont des étudiants de toutes tendances politiques qui se sont retrouvés, durant l'été 1968, dans une même mobilisation. Malgré les différences idéologiques fondamentales qui les séparaient, les étudiants mexicains se sont accordés sur un point : la condamnation de la nature autoritaire du régime dont les violences policières et militaires perpétrées à l'encontre des étudiants des écoles préparatoires venaient de donner la preuve. Le sociologue mexicain Sergio Zermeño souligne ainsi qu' « il n'y avait pas d'objectif politique unique, il y avait seulement une critique immédiate, une négation de l'Etat fort et autoritaire, une négation de cet Etat qui niait à son tour ces principes fondamentaux libéraux et démocratique-bourgeois : la liberté d'expression, d'association et d'action indépendante ».<sup>123</sup> Or c'est précisément l'émergence d'un cadre interprétatif commun au-delà des divergences idéologiques et politiques qui a donné sa force au mouvement étudiant de 1968.<sup>124</sup>

Rappelons que c'est à partir de l'expérience concrète des violences policières et militaires perpétrées à la fin du mois de juillet 1968 que les étudiants mexicains ont interprété la situation politique de leur pays. Cet extrait d'un prospectus du *CNH* distribué au tout début de la mobilisation nous rappelle la logique de ce cadre interprétatif :

« Nous faisons un appel à l'opinion publique pour qu'elle analyse les faits qui se sont produits jusqu'à aujourd'hui et qu'elle voie que la façon dont nos lois sont attaquées et violées par les autorités ne doit en aucun moment être acceptée par notre peuple. Celui-ci doit savoir que le régime doit être avant tout démocratique et que les autorités qu'il "a élues pour le représenter" ne sont pas là pour déclencher des vagues de violence et de répression chaque fois que leurs intérêts politiques sont en jeu. »<sup>125</sup>

<sup>123</sup> « No hay objetivos únicos a largo plazo, hay sólo una crítica inmediata, una negación del Estado fuerte y autoritario, una negación de aquel Estado y de aquel sistema político que niegan a su vez esos principios profundamente liberales y democrático-burgueses: la libertad de expresión, de asociación y de acción independiente desde abajo. » (S. Zermeño, *México, una democracia utópica*, *op. cit.*, p.51).

<sup>124</sup> « Hubo unificación, muy poco frecuente, de diversos grupos de la izquierda, que, en condiciones normales, presenta una fragmentación ; casi, una pulverización. Ésta fue una fuerza muy importante dentro del Consejo Nacional de Huelga. » (J. Barros Sierra, *op. cit.*, p.140).

<sup>125</sup> « Hacemos un llamado a la opinión pública para que analice los hechos hasta ahora sucedidos y vea que una situación de ataque y violación a las leyes que nos rigen, por parte de las autoridades no debe ser aceptada en ningún momento por nuestro pueblo, el cual debe tener en cuenta que su regimen debe ser ante todo democrático

La dénonciation du recours systématique à la répression a tout simplement servi de point de départ à l'analyse du fonctionnement d'un système politique dominé depuis quarante ans par un même parti : le PRI. Car si la généalogie de la mobilisation peut donner l'impression qu'il s'agit d'un mouvement circonstanciel, résultant simplement de la condamnation des violences policières, l'analyse des témoignages des étudiants nous montre au contraire que leur critique était bien plus profonde.

Les violences perpétuées par les forces de l'ordre ne faisaient que révéler le mode de fonctionnement d'un régime politique largement désapprouvé par les étudiants. L'un d'entre eux observait ainsi que le mouvement s'était dressé « contre la répression, contre le manque de liberté du peuple mexicain, pour les gens qui, comme Vallejo ou Campa, avaient combattu et étaient incarcérés ». <sup>126</sup> Loin d'être un mouvement circonstanciel, le mouvement reflétait, précise un autre étudiant, le mécontentement des jeunes à l'égard de structures politiques caduques et injustes. <sup>127</sup> « C'était avant tout une rébellion contre un pouvoir autoritaire et répressif, déguisé en Etat révolutionnaire et nationaliste », <sup>128</sup> conclut un étudiant en économie. Quant à Guillermo Palacios, il n'hésite pas à nous confier que c'était un mouvement d'opposition « au système », avant de préciser que le système et le PRI étaient alors « synonymes ». <sup>129</sup>

Lorsque l'on se penche sur les six revendications de la pétition des étudiants mexicains inchangées tout au long de la mobilisation, on y décèle clairement l'aspiration des jeunes à une transformation profonde de la pratique du pouvoir politique. La destitution des généraux qui avaient commandé l'attaque contre l'école préparatoire, l'indemnisation des

---

y que las autoridades que él "ha elegido para representarlo", no están ahí para desatar olas de violencia y represión cada vez que a sus intereses políticos les conviene. » (Extrait d'un prospectus du *CNH*, distribué au cours du mois d'août et s'adressant « A l'Opinion Publique et au Peuple Mexicain », Archivo Histórico de la UNAM, CESU, Colección Movimiento Estudiantil Mexicano, Sección Conflicto Estudiantil de 1968, Caja 58, exp.315, doc.9).

<sup>126</sup> « El movimiento se da fundamentalmente contra la represión, contra la falta de libertad del pueblo de México, a favor de la gente que había estado luchando, como eran Vallejo, Campa, los líderes encarcelados, y que a nosotros se nos hacía injusto. » (Témoignage de Luis Tomás Cervantes Cabeza de Vaca, représentant de l'École Nationale d'Agriculture de Chapingo, recueilli in R. Aréchiga Robles et al., *op. cit.*, p.110).

<sup>127</sup> « No fue un movimiento circunstancial, quiso protestar, influir en el cambio de estructuras políticas y económicas en la cuales había inconformidad. » (Témoignage de Gonzalo Altamirano Dimas, étudiant de l'École Préparatoire 6, recueilli in R. Aréchiga Robles et al., *op. cit.*, p.116).

<sup>128</sup> « Sobre todo, fue una rebelión contra un poder autoritario, opresivo, disfrazado de Estado revolucionario y nacionalista. » (Témoignage de Joel Ortega Juárez, membre du Comité de lutte de la faculté d'économie de l'UNAM, recueilli in R. Aréchiga Robles et al., *op. cit.*, p.101).

<sup>129</sup> « El sistema y el PRI son sinónimos. » (Entretien avec Guillermo Palacios, Mexico, 19 décembre 2005).

familles des victimes et la délimitation des responsabilités de ces actes de répression, trois revendications à première vue circonstanciées, traduisaient en fait la critique profonde du caractère autoritaire du régime. Plus audacieuse, la demande d'extinction du corps spécial de police des *granaderos* avait une portée qui dépassait de loin les simples circonstances de la répression de juillet. Enfin, en exigeant la libération des prisonniers politiques et l'abrogation des articles du Code pénal qui justifiaient l'arrestation d'opposants politiques, les étudiants mexicains demandaient clairement que soient respectées les libertés d'expression et d'association. La libération des prisonniers politiques et l'abrogation des articles 145 et 145 bis du Code pénal fédéral étaient donc, dans les faits, deux revendications démocratiques étroitement liées.

En définitive, les six points de la pétition des étudiants étaient complémentaires les uns par rapport aux autres. La condamnation circonstanciée des violences policières et militaires amenait les étudiants à dénoncer la nature répressive du régime en mettant l'accent sur trois de ses pratiques : la violence du corps spécial des *granaderos*, l'existence de nombreux prisonniers politiques et la justification des arrestations politiques grâce à l'emploi détourné du « délit de dissolution sociale ». Ainsi, l'un des leaders du mouvement observera trente ans plus tard que « la pétition renfermait une grande cohérence interne, un ensemble de demandes dont le dénominateur commun était la lutte contre la répression ».<sup>130</sup> Un point de vue que partage l'un des plus célèbres leaders du mouvement, Raúl Alvarez Garín, lorsqu'il écrivit que « les six points de la pétition étaient apparemment indépendants les uns des autres, mais dans l'argumentation et dans le fond, il s'agissait en fait d'une seule et unique demande politique : la fin de la répression et le démantèlement complet de l'appareil avec lequel cette répression s'exerçait ».<sup>131</sup>

Parce qu'ils s'attaquaient à la nature même du régime politique mexicain, les « six points » pouvaient difficilement être acceptés par le gouvernement. Selon l'écrivain Carlos

---

<sup>130</sup> « El pliego petitorio (...) encerraba una gran coherencia interna, un cuerpo de demandas cuyo denominador común era la lucha contra la represión. » (Extrait du prologue de Roberto Escudero à l'ouvrage de R. Alvarez Garín, *op. cit.*, p.18).

<sup>131</sup> « Es fácil advertir que el pliego petitorio en su forma se presentaba como seis puntos en apariencia independientes, pero es evidente que en la argumentación y en el fondo se trataba de una sola demanda política: el cese de la represión y el desmantelamiento completo del aparato con el que se ejercía. » (R. Alvarez Garín, *op. cit.*, p.53).

Monsivaís en effet, la satisfaction de chacun de ces points aurait placé le gouvernement mexicain dans une situation délicate :

« S'il libère les prisonniers politiques syndicaux (Vallejo, Campa et les autres), il renforce le syndicalisme indépendant. S'il reconnaît qu'une injustice a été commise, il stimule la critique et sa cause : le "manque de respect" aux institutions. S'il dissout le corps des granaderos, il affaiblit la condition même de l'Etat autoritaire. S'il condamne les coupables de la répression, il ouvre la voie à son impossible autocritique. »<sup>132</sup>

Au-delà des divergences politiques et idéologiques ayant pu les diviser, les étudiants mexicains se sont donc rassemblés autour de la critique du régime politique dans lequel ils vivaient. Face à un gouvernement qui avait tenté de stigmatiser ce mouvement en le qualifiant d'insurrection communiste, l'un des leaders estudiantins nous rappelle qu'« il faut garder à l'esprit que le mouvement de 1968 ne fut ni communiste ni marxiste », avant de préciser que « c'était un mouvement démocratique qui ne fut marqué idéologiquement par aucun de ces courants ».<sup>133</sup> Parler d'absence d'influence idéologique des courants politiques de gauche est peut-être excessif, mais il est néanmoins certain que la critique de la nature répressive du régime mexicain ne se limitait pas aux groupuscules d'extrême gauche.

Quelque soit le courant politique dont ils se sentaient le plus proches, les étudiants mexicains se rassemblèrent finalement autour du même thème : la lutte pour les libertés démocratiques.<sup>134</sup> Mais loin de se référer à un idéal démocratique abstrait, les étudiants demandaient tout simplement que les libertés consacrées par la Constitution de 1917 soient respectées. C'est précisément là que réside la clef du mouvement, selon Gerardo Estrada.<sup>135</sup> Les étudiants souhaitaient tout simplement que les libertés et les principes garantis par la

<sup>132</sup> « Si bajo presión libera a los presos políticos sindicales (Vallejo, Campa y los demás), fortalece el sindicalismo independiente. Si reconoce así sea por omisión la mínima injusticia estimula la crítica y su cauda: la 'falta de respeto' a los instituciones. Si disuelve el cuerpo de granaderos daña la condición misma del Estado autoritario. Si castiga a los culpables de la represión, incurre en la imposible autocrítica. » (C. Monsivaís, préface de S. Zermeño (1978), *op. cit.*, p.XIV).

<sup>133</sup> « Hay que tener muy presente que el movimiento del 68 no fue comunista ni marxista. Fue un movimiento democrático que no estuvo marcado ideológicamente por estas corrientes. » (Témoignage de Luis González de Alba, recueilli in E. Ascensio, *op. cit.*, p.68).

<sup>134</sup> « Si queremos entender el verdadero objetivo del movimiento, está en su lema de libertades democráticas, entonces su valor radicó en ejercer los derechos consagrados legalmente. » (Témoignage de Roberto Escudero, in M. Ortega Olivares, *op. cit.*, p.89).

<sup>135</sup> Entretien avec Gerardo Estrada (Mexico, 15 décembre 2005).

Constitution mexicaine soient appliqués, ce qui « impliquait un très grand changement, car la distance entre ce que la Constitution disait et la réalité du pouvoir était très grande ».<sup>136</sup>

Or on retrouve clairement cette aspiration à une démocratisation des institutions politiques dans l'organisation elle-même du mouvement étudiant mexicain. En décidant, dès les premiers jours de la mobilisation, de créer une coordination rassemblant des représentants de chaque école de la capitale, les étudiants mexicains témoignèrent concrètement de leur volonté d'organiser le plus démocratiquement possible leur action collective. Selon les mots du leader étudiant Raúl Alvarez Garín, la première semaine d'août a vu émerger « une organisation et une protestation de caractère massif, pacifique, démocratique et indépendant contre l'autoritarisme d'Etat. »<sup>137</sup> Dès les premiers jours de la mobilisation, le Conseil national de la grève rassemblait 210 délégués qui représentaient 70 écoles et facultés.<sup>138</sup> Afin de faciliter les délibérations au sein de cette coordination estudiantine, le nombre de représentants élus dans chaque école fut ensuite diminué, passant de trois à deux délégués seulement.<sup>139</sup>

Mais la volonté d'organiser démocratiquement le mouvement ne se limitait pas au mode de désignation de ses représentants, elle se retrouvait aussi dans les modes de délibération et de prise de décision de cet organe de coordination. Chaque représentant, quelle que soit sa popularité ou sa visibilité à la tête du mouvement, disposait des mêmes droits de parole et de vote lors des assemblées du *CNH*. On retrouve cette volonté de ne pas se doter d'une organisation hiérarchique dans le témoignage de Marcelino Perelló Valls, représentant de la faculté de sciences de l'UNAM :

« Le mouvement était d'une horizontalité sans précédent. Dans le mouvement de 68, il n'y avait pas de leaders à proprement parler. Il y avait des gens plus brillants que les autres, qui avaient plus d'influence, mais ils ne disposaient d'aucun droit de direction ou de décision sur les autres. (...) Toutes les écoles réunissaient chaque jour des assemblées étudiantes, au cours desquelles on discutait et on délibérait. »<sup>140</sup>

<sup>136</sup> « Pero eso implicaba un cambio muy grande, porque la distancia entre lo que la Constitución decía y lo que se hacía era muy grande. » (*idem*).

<sup>137</sup> « una organización y protesta de carácter masiva, pacífica, democrática e independiente contra el autoritarismo estatal » (R. Alvarez Garín, *op. cit.*, p.24).

<sup>138</sup> cf. R. Ramírez, *op. cit.*, tome 1, p.24.

<sup>139</sup> cf. témoignage de Gilberto Guevara Niebla, in H. Bellinghausen, *op. cit.*, p.54.

<sup>140</sup> « Fue de una horizontalidad sin precedente. En el 68 no existían líderes propiamente dichos. Existía gente más brillante que otra, con más influencia que otra, pero no se otorgaban a esos personas derechos de dirigencia

Concrètement, lorsque le *CNH* devait faire des déclarations dans la presse, les représentants qui s'adressaient aux journalistes étaient tenus de le faire au nom de la coordination et non pas en leur nom propre, afin d'éviter une personnalisation excessive de la direction du mouvement.<sup>141</sup> Ce refus de voir émerger des leaders estudiantins trop visibles répondait à la fois à un principe de prudence dans un régime répressif, mais aussi à une volonté démocratique concrète : éviter l'émergence de *caudillos* susceptibles d'être cooptés par le système politique. En définitive, on pourrait conclure avec l'historienne Annick Lempérière que « si l'on considère l'ensemble des actes et des déclarations de la foule des acteurs, c'est bien la dimension civique et démocratique qui l'emporte dans le mouvement de 1968 »<sup>142</sup>.

Il apparaît ainsi qu'en Hongrie comme au Mexique douze ans plus tard, les étudiants ont partagé, au-delà des divergences politiques et idéologiques, un cadre interprétatif commun : la condamnation de la nature répressive et autoritaire du régime politique. Dans les deux cas, ce constat les a amenés à formuler des demandes politiques qui, si elles avaient été satisfaites, auraient introduit des changements politiques profonds. Pour autant, il ne faut pas céder à la tentation de voir dans cette aspiration à une démocratisation des institutions une volonté politique surgissant *ex nihilo* au cours des assemblées étudiantes. Bien au contraire, il est selon nous nécessaire de réintroduire les revendications des jeunes Hongrois et des jeunes Mexicains dans leur contexte respectif afin d'identifier les courants de pensée susceptibles d'avoir nourri leur réflexion politique.

---

o de decisión sobre los demás. (...) Había asambleas a diario en todas las escuelas, en las que se discutía y se debatía. » (Témoignage d'un représentant de la faculté de sciences de l'UNAM au *CNH*, recueilli in R. Arechiga Robles, *op. cit.*, p.109).

<sup>141</sup> cf. témoignage d'un étudiant de l'IPN, recueilli in M. Ortega Olivares, *op. cit.*, p.28.

<sup>142</sup> A. Lempérière, *op. cit.*, p.374.

## **Section C : L'environnement cognitif de la mobilisation : retour sur les courants contestataires ayant pu influencer les étudiants**

Dans un récent article consacré à la temporalité des mouvements sociaux et des révolutions, Doug McAdam et William H. Sewell observent qu'à côté du temps long des changements structurels, du temps moyen des cycles de protestation et du temps court de l'événement, on peut mettre en évidence une quatrième temporalité de l'action contestataire : « l'époque culturelle de protestation ».<sup>143</sup> S'inscrivant dans une durée plus longue que celle du cycle de protestation mis en évidence par Sidney Tarrow, « l'époque culturelle de protestation » ne recoupe pas pour autant le temps long des transformations structurelles, comme les mutations technologiques et les migrations de populations, elle dépend aussi des contingences du temps court, ou plus exactement des conséquences politiques d'événements ponctuels.<sup>144</sup>

Dans les pays du bloc soviétique, la mort de Staline en 1953 a ainsi marqué le début d'une ère de changements et, avec elle, l'ouverture d'une « époque culturelle de protestation » dont l'insurrection hongroise de 1956 est l'exemple le plus célèbre. S'ouvrant avec les premières grèves dans les usines de Berlin Est au printemps 1953, cette « vague culturelle de protestation » culminera en 1956 avec les mobilisations polonaises et hongroises et se prolongera jusqu'au Printemps de Prague en 1968. De l'autre côté de l'Atlantique, la Révolution cubaine et le mouvement des droits civiques aux Etats-Unis ouvriront la voie à une autre « vague culturelle de protestation », celle des années soixante. Ainsi, la montée de la théorie de la dépendance et la percée des thèses marxistes ont constitué une sorte de toile de fond sur laquelle les étudiants mexicains ont pu interpréter la situation politique de leur pays.

---

<sup>143</sup> « Cultural Epochs in Contention » (D. McAdam, W. Sewell Jr, « It's About Time », art. cit., p.112).

<sup>144</sup> *idem*.



L'inscription de chacune de ces mobilisations étudiantes dans une « époque culturelle de protestation » rappelle finalement la notion de « temps mondial »<sup>145</sup> développée par Zaki Laïdi. D'après Bertrand Badie et Guy Hermet, « Laïdi note qu'il existe des articulations temporelles successives d'une sorte de marché idéologique mondial, en fonction desquels les changements révolutionnaires – violents ou non – se concentrent pendant certaines périodes tandis que d'autres périodes se caractérisent au contraire par leur stabilité. »<sup>146</sup> Mais s'il est important de resituer chaque mobilisation dans son contexte international en mettant en évidence les vagues de mouvements protestataires, il ne faut surtout pas gommer les spécificités de chaque cas en assimilant trop rapidement les thèmes et les sujets de revendications.

Au terme de son enquête sur la vague de mobilisations qui a déferlé sur les pays du Tiers-Monde en 1968, Arif Dirlik rappelle qu'il est nécessaire de résister à la tentation d'attribuer une même identité aux mouvements contestataires qui ont eu lieu cette année-là : « on a vu émerger à travers le monde différentes langues de protestation, des langues qui partageaient le même vocabulaire, mais dont la grammaire découlait de leur propre historicité. »<sup>147</sup> Afin de comprendre la « grammaire » employée par les étudiants hongrois et les jeunes Mexicains, il convient de se pencher tour à tour sur le contexte cognitif de la Hongrie des années cinquante et du Mexique des années soixante. L'analyse successive de ces deux exemples historiques nous permettra de montrer que, dans les deux cas, les revendications formulées par les étudiants s'inscrivent dans la continuité des prises de parole antérieures.

---

<sup>145</sup> cf. Z. Laïdi (dir.), *Le temps mondial*, Bruxelles, Complexe, 1997.

<sup>146</sup> B. Badie, G. Hermet, *op. cit.*, p.81.

<sup>147</sup> Arif Dirlik, « The Third World » in C. Fink, P. Gassert, D. Junker (dir.), *1968: The World Transformed*, Cambridge University Press, 1998, p.316.

## I. La Hongrie et l'idée de « troisième voie »

Véritable « événement transformateur »,<sup>148</sup> la mort de Staline a constitué un tournant dans l'histoire des démocraties populaires. Survenant au moment même où ces pays d'Europe centrale et orientale connaissaient une importante crise de ravitaillement, la mort du « guide sage de l'édification socialiste »<sup>149</sup> fut immédiatement suivie par une vague d'incidents dans les usines de Berlin Est. En juin 1953, ce fut au tour des ouvriers de la zone industrielle de Csepel, dans la banlieue de Budapest, de se mettre en grève. Ce fut cet événement qui amena les dirigeants soviétiques à contraindre Mathias Rákosi à faire son autocritique et, surtout, à partager les rênes du pouvoir avec le communiste réformiste Imre Nagy. Ce dernier ne tarda pas à mettre en œuvre un vaste programme de réformes politiques et économiques qui tranchait singulièrement avec la politique menée jusqu'alors par le « petit Staline hongrois », Mathias Rákosi.

Dans un climat marqué par le mécontentement croissant de la population à l'égard des plans quinquennaux, le programme de réformes d'Imre Nagy donnait l'impression qu'une « troisième voie », à mi-chemin entre le stalinisme et le capitalisme, était dorénavant possible.<sup>150</sup> Relayée par les intellectuels et incarnée dans les exemples yougoslave et polonais, cette idée de « troisième voie » a constitué en quelque sorte la toile de fond des aspirations des étudiants hongrois.

---

<sup>148</sup> Observant que l'étude des mouvements sociaux et des révolutions a rarement accordé de l'attention aux facteurs contingents, Doug McAdam et Willam Sewell Jr. invitent les chercheurs à se pencher sur un objet de recherche ayant une temporalité particulière : « l'événement transformateur » (cf. D. McAdam, W. Sewell Jr, *art. cit.*, p.101).

<sup>149</sup> Expression employée par W. Ulbricht, en avril 1953, devant le XIV<sup>e</sup> plenum du Comité Central de la R.D.A.

<sup>150</sup> Il convient de rappeler que cette idée de « troisième voie » constitue une tendance lourde dans l'histoire politique hongroise. Dès la fin de la Première guerre mondiale, la Hongrie a vu émerger un courant de pensée que l'on a désigné en langue française en recourant à l'adjectif « populiste », qui rassemblait des intellectuels et des écrivains prônant une sorte de « troisième voie » entre le capitalisme et le communisme. Mais ce fut surtout à partir des années trente que ce courant commença à s'ancrer profondément dans les milieux intellectuels hongrois, notamment grâce aux travaux d'Imre Kovács, de Zoltán Szabó ou aux poèmes de Gyula Illyés. Point de rencontre entre des partis politiques pourtant idéologiquement différents, comme le parti social démocrate et le parti des petits propriétaires, cette idée de « troisième voie » constitue bien une spécificité de la vie politique hongroise.

**A. « Un communisme qui n'oublie pas l'homme » : Imre Nagy et l'idée de « voie hongroise »**

La popularité des réformes mises en œuvre durant son court passage à la tête du gouvernement permit au communiste réformiste Imre Nagy d'incarner, aux yeux de la majorité des Hongrois, l'alternative politique. « Une sorte de complicité s'était créée entre la majorité silencieuse et Imre Nagy, cet homme alors solitaire, isolé au sein de la classe politique », <sup>151</sup> confie l'écrivain Miklos Molnár. L'ancien Premier ministre était alors particulièrement populaire auprès des milieux intellectuels et étudiants. Pour avoir une idée de cette popularité, il suffit d'évoquer l'enthousiasme que suscita, au cours du dernier débat du Cercle Petöfi, l'évocation de son retour à la tête du gouvernement. Ainsi, lorsque l'écrivain Géza Lozonczy s'en prit à l'équipe de Rákosi qui refusait toujours de réintégrer Imre Nagy dans le Parti, un tonnerre d'applaudissements résonna dans le hall de la conférence et dans les rues adjacentes. <sup>152</sup> « Avant la révolution, tout le monde espérait qu'Imre Nagy redevienne Premier ministre », <sup>153</sup> confiera un lycéen hongrois. Le soutien dont bénéficiait l'ancien chef du gouvernement était tel que l'équipe de Khrouchtchev dut faire pression sur les dirigeants hongrois pour qu'il soit réintégré dans le Parti dès septembre 1956.

Ancien professeur d'économie, Imre Nagy s'était montré tout particulièrement critique à l'égard de la politique économique menée par l'équipe de Mathias Rákosi entre 1949 et 1953. « L'ancienne politique économique donnait du socialisme une interprétation entièrement erronée, en l'assimilant à la production maximale de fer et d'acier, à la surindustrialisation. Ce n'était pas du socialisme, camarades ! » <sup>154</sup>. Entre un dirigeant qui prônait, quelque en fut le coût humain, une politique économique centrée sur l'industrie lourde, et un leader réformiste souhaitant rétablir le pouvoir d'achat des ouvriers et des paysans, l'incompréhension régnait. Bien que ces deux dirigeants aient finalement partagé le même objectif – l'édification du socialisme en Hongrie – les moyens qu'ils souhaitaient

<sup>151</sup> M. Molnár (1986), *art. cit.*, p.625.

<sup>152</sup> cf. F. Valí, *op. cit.*, p.231.

<sup>153</sup> "Before the revolution everybody talked about the possibility and hoped for Nagy to become Prime Minister again." (CURPH n°131, p.3).

<sup>154</sup> Extrait du discours prononcé par Imre Nagy devant le Comité central, en octobre 1954, reproduit dans les annexes de l'ouvrage d'Imre Nagy, *Un communisme qui n'oublie pas l'homme*, Paris, Plon, 1957, p.237.

employer pour y parvenir les opposaient. « Le but était identique : seule la tactique changeait », <sup>155</sup> résumait François Fejtő.

Dès son arrivée à la tête du gouvernement, Imre Nagy avait présenté devant le parlement hongrois une vaste liste de réformes à mener. Du renoncement à l'industrialisation forcée au ralentissement de la collectivisation, en passant par la reprise de l'artisanat et la possibilité de dissoudre les kolkhozes, son programme économique rappelait celui de Lénine qui avait compris qu'il fallait adapter la politique économique aux réalités de la vie des paysans. « L'agriculture est une branche de l'économie dans laquelle le développement des forces productives est impossible sans l'élévation du niveau de vie des producteurs – qu'il s'agisse de paysans individuels ou groupés en coopératives », <sup>156</sup> rappelait-il au Comité central en octobre 1954.

Durant son court passage à la tête du gouvernement, les mesures qu'il prit en faveur du monde agricole le rendirent très populaire auprès des agriculteurs et de leurs enfants qui étaient nombreux à accéder à l'université grâce au système des *kaders*. Il gagna aussi de la popularité auprès des populations urbaines, car sa condamnation du plan quinquennal l'avait amené à accorder la priorité à l'industrie légère et alimentaire au détriment de l'industrie lourde. Plus généralement, Imre Nagy s'était clairement fixé pour objectif « l'élévation du niveau de vie » : « la seule voie juste, acceptable et praticable par le peuple travailleur, de l'édification socialiste, est l'élévation du niveau de vie de la population – et en premier lieu des ouvriers de l'industrie – l'amélioration constante de sa situation matérielle. » <sup>157</sup>

Disgracié en mars 1955, Imre Nagy était devenu le véritable symbole du « socialisme hongrois » et apparaissait comme le seul dirigeant capable de poursuivre une « voie hongroise » indépendante de la tutelle de Moscou. Parce qu'il avait toujours cherché à tenir compte des « conditions spécifiques de la Hongrie », <sup>158</sup> celui qui avait été expulsé du Parti en

---

<sup>155</sup> Communément appelé « communisme national », le communisme que défendait Imre Nagy était en fait, selon François Fejtő, « un communisme qui a retrouvé ses sources humanistes et populaires », c'est-à-dire « un communisme qui se met à la recherche de nouvelles voies, en tentant de se décrocher du lourd héritage dogmatique et sectaire du stalinisme. » (F. Fejtő, « Un communiste qui a choisi le peuple : portrait d'Imre Nagy », in I. Nagy, *op. cit.*, p.4 et 19).

<sup>156</sup> Extrait du discours d'octobre 1954 (reproduit in I. Nagy, *op. cit.*, p.236).

<sup>157</sup> Extrait du discours prononcé devant le parlement hongrois le 4 juillet 1953 (*ibid.*, p.227).

<sup>158</sup> Imre Nagy définissait le « socialisme hongrois » comme « l'application du marxisme-léninisme aux conditions spécifiques de la Hongrie » (*ibid.*, p.82).

mars 1955 semblait alors pouvoir incarner la « troisième voie » entre le communisme soviétique et le capitalisme. Cet extrait du témoignage d'un étudiant de l'Université polytechnique nous donne une idée du prestige dont jouissait l'ancien Premier ministre auprès des étudiants hongrois :

« Le premier gouvernement d'Imre Nagy a ouvert la voie à de nouvelles orientations politiques. Il est devenu très populaire car il était évident que c'était un expert en politique, quelqu'un de capable de prendre des distances par rapport à la ligne de Moscou. Ses réformes ont montré clairement qu'il prenait en compte les intérêts spécifiques de la Hongrie et qu'il était capable de proposer de nouvelles solutions efficaces. Bien que ses réformes aient été contrecarrées juste après son départ, il est resté le symbole d'une meilleure forme de socialisme. »<sup>159</sup>

Pourtant Imre Nagy n'était en fait, observe François Fejtö, qu'un « héros malgré lui ».<sup>160</sup> Brusquement écarté du pouvoir, cet homme prudent et conciliateur qui était loin d'avoir une âme de révolutionnaire était devenu une « figure légendaire ».<sup>161</sup> Non seulement il avait mené des réformes économiques dont les effets se firent immédiatement sentir, mais il avait aussi osé prendre une série de mesures qui contribuèrent à libéraliser la vie intellectuelle hongroise.<sup>162</sup> En définitive, cet homme politique avait compris que l'on ne pouvait édifier le socialisme par la force, en s'appuyant exclusivement sur la violence et la terreur. « A la dictature des policiers, il aurait aimé substituer une dictature des philosophes, des écrivains, ses amis. »<sup>163</sup> Ces derniers, justement, ne manquèrent pas de lui témoigner un soutien sans faille qui contribua largement à diffuser l'idée, au sein de la société hongroise, que l'ancien Premier ministre pouvait permettre à son pays de poursuivre une « voie hongroise », quelque part à mi-chemin entre le communisme soviétique et le capitalisme.

<sup>159</sup> « The first government of Imre Nagy opened the way for new political trends. He became very popular, because it was obvious that he is an expert politician, who is capable to achieve a certain degree of independence of the Moscow line. His reforms showed clearly that he considered the specific Hungarian interests, and that he is able to offer effective new solutions. Although his reforms were repealed soon after his resignation, he remained the symbol of a better form of socialism. » (CURPH n°133, p.3).

<sup>160</sup> F. Fejtö, « Un communiste qui a choisi le peuple », art. cit., p.27.

<sup>161</sup> « Car poussé hors du Parti, mis au ban de la société, privé de toutes les fonctions, Nagy, le seul, le premier communiste qui osa tenir tête à l'Appareil et refusât de faire son *mea culpa* – devint une figure légendaire ; et c'est la légende de Nagy qui déboulonna Rákosi, plus efficacement que n'eût pu jamais le faire un Nagy demeurant – bien que rétrogradé – au sein du Comité Central. » (F. Fejtö, *idem*).

<sup>162</sup> Rappelons en effet que durant son court passage à la tête du gouvernement hongrois, Imre Nagy supprima les camps de prisonniers, accorda plus de libertés aux intellectuels, assouplit le système des *kaders* et fit preuve de plus de tolérance religieuse.

<sup>163</sup> F. Fejtö, « Un communiste qui a choisi le peuple », art. cit., p.20.

## **B. La popularité des thèses nagyistes auprès des intellectuels hongrois**

Dès l'automne 1953, la ligne politique réformiste exprimée par Imre Nagy déclencha une vague d'audace et d'hardiesse dans le monde littéraire. Jusque là étroitement contrôlés, les écrivains hongrois commencèrent à faire leur autocritique et, surtout, à exprimer l'optimisme que suscitait la nouvelle donne politique. Ainsi, *Irodalmi Újság* publiait en novembre 1953 un article dans lequel l'écrivain Istvan Örkény concluait que grâce au programme d'Imre Nagy, les écrivains « pourront écrire sans être obligés d'embellir la réalité, en cessant d'être des créateurs d'images d'Epinal et en assumant la pleine responsabilité de ce qu'ils écrivent ». <sup>164</sup> Après l'éviction d'Imre Nagy en avril 1955, Mathias Rákosi s'attacha à reprendre d'un poing ferme les rênes du pouvoir et réaffirma son intention de contrôler étroitement la vie intellectuelle, qu'il s'agisse de production artistique, littéraire ou journalistique. Or c'est précisément cette volonté de contrôler la vie artistique qui nourrit la révolte des écrivains hongrois.

Rassemblés autour de l'écrivain Tamás Aczel, cinquante-huit intellectuels hongrois signèrent en octobre 1955 un Mémoire critiquant la politique culturelle du gouvernement. Ainsi, la fronde des écrivains hongrois puisait ses origines aussi bien dans des facteurs politiques que littéraires : les écrivains se sont insurgés contre les mensonges du régime, mais ils se sont aussi révoltés pour retrouver la liberté artistique. <sup>165</sup> Parce qu'il fut brusquement écarté du Parti alors qu'il avait commencé à mener une politique d'ouverture à l'égard des écrivains et des intellectuels, Imre Nagy devint celui en lequel ces derniers placèrent tous leurs espoirs.

Tout au long de l'année 1956, l'ancien Premier ministre se mit à entretenir des liens de plus en plus étroits avec les intellectuels qui avaient commencé à « prendre la parole » à partir de l'automne 1955. L'écrivain Tibor Méray raconte que « la villa d'Imre Nagy, rue d'Orso, dans un quartier éloigné de Buda, entourée d'un jardin sauvage, allait devenir un lieu de

---

<sup>164</sup> Extrait d'un article d'Istvan Örkény, traduit in « La révolte de la Hongrie », dossier spécial des *Temps Modernes*, *op. cit.*, p.827.

<sup>165</sup> Ainsi, Miklos Molnár ne manque pas de rappeler que « pour les artistes et les écrivains qui luttèrent pour la liberté, il s'agissait de redonner aux lettres et aux arts leur langage propre, le sens intime et autonome des mots, des formes, des sons et des couleurs dont ils avaient été dépouillés depuis si longtemps ». « En d'autres termes, ajoute-t-il, la révolte de l'esprit en Hongrie, tout comme en Pologne ou en Russie, est un phénomène au double sens social et artistique. » (M. Molnár, *Victoire d'une défaite*, *op. cit.*, p.84).

pèlerinage pour écrivains, pour artistes, pour “titistes” libérés, pour hommes politiques ou philosophes considérés comme “déviationnistes” ou “droitiers”.<sup>166</sup> Cette proximité entre l’homme politique réformiste et les intellectuels hongrois n’allait pas passer inaperçue. En juin 1956, le soixantième anniversaire de Nagy donna l’occasion aux intellectuels de manifester leur sympathie à l’égard de l’ancien chef du gouvernement. Selon Ferenc Valí en effet, « plusieurs centaines d’intellectuels et d’importants membres du Parti se rendirent à sa maison pour manifester ouvertement leur sympathie à l’égard de celui qu’ils considéraient comme l’homme d’Etat providentiel de la Hongrie ».<sup>167</sup> Mais les intellectuels hongrois ne se limitèrent pas à entretenir des relations amicales avec Imre Nagy, ils contribuèrent aussi à étendre le débat au reste de la population en publiant des articles de plus en plus audacieux et en organisant des conférences ouvertes au public.

« Si l’on avait fusillé à temps une dizaine d’écrivains, l’insurrection de Budapest n’aurait pas eu lieu. »<sup>168</sup> Que l’on partage ou non le cynisme de Nikita Khrouchtchev, le rôle décisif joué par les écrivains hongrois durant les mois qui précédèrent la mobilisation d’octobre 1956 ne saurait être nié. Concrètement, ce fut la revue littéraire *Irodalmi Ujság* qui servit de principal support à la critique du régime. Le ralliement d’un nombre croissant d’écrivains au courant réformiste incarné par Imre Nagy transforma bientôt l’Association des Ecrivains hongrois en précurseur de la critique du régime. A partir de l’automne 1955, quelques mois seulement après l’éviction de Nagy et le retour au sommet de l’Etat de Rákosi, la revue *Irodalmi Ujság* prit un virage décisif et se transforma en symbole de l’opposition au gouvernement Rákosi.

Malgré les tentatives d’intimidation du pouvoir politique,<sup>169</sup> les écrivains et les poètes hongrois continuèrent à publier dans la revue littéraire des articles de plus en plus incisifs. Tout au long de l’année 1956, le combat pour la liberté de création mené par les écrivains de

<sup>166</sup> T. Méray, *op. cit.*, p.65.

<sup>167</sup> « Many hundreds of intellectuals and important Party members came to his house to manifest demonstratively their sympathy with the person their considered the providential statesman of Hungary. » (F. Valí, *op. cit.*, p.227).

<sup>168</sup> Phrase de Nikita Khrouchtchev, citée par M. Molnár, *Histoire de la Hongrie, op. cit.*, p.68, ainsi que par B. Lipták, *op. cit.*, p.14.

<sup>169</sup> L’écrivain Tibor Méray raconte ainsi qu’il fut, avec Tibor Déry, Gyula Hay, Zoltan Zek et Tamas Aczel, reconnu par le Parti en décembre 1955 « coupable du crime d’être les têtes de l’opposition » et que d’autres artistes furent eux aussi largement sanctionnés : « Laszlo Benjamin, Peter Kuczka et Lajos Konya, poètes, Sandor Erdei, Ferenc Karinthy et Andre Vészi, écrivains, Géza Losonczy, journaliste, Endre Szervansky, compositeur, sont frappés de ‘blâme sévère’ ; deux journalistes politiques, Sandor Harashti et Miklos Vaserhelyi sont exclus du Parti. » (T. Méray, *op. cit.*, p.62).

la revue *Irodalmi Ujság* allait peu à peu se transformer en symbole de la résistance face aux pratiques autoritaires du gouvernement Rákosi. En septembre 1956, peu de temps après l'éviction de Rákosi, les habitants de Budapest eurent la surprise de découvrir dans les kiosques à journaux une nouvelle revue littéraire nommée *Hetfoi Hirlap* (« Les Nouvelles du Lundi »). Parmi les écrivains qui y contribuèrent, Miklos Gimes se fit tout particulièrement remarquer en demandant que soient écartés des instances dirigeantes du Parti les anciens collaborateurs de Rákosi.<sup>170</sup> En cet automne 1956, la critique littéraire avait ainsi cédé la place à la critique politique. Mais cette évolution n'était pas seulement due à l'influence croissante des revues littéraires. La diffusion d'idées politiques de plus en plus critiques passa aussi par les activités menées à partir du printemps 1956 par un petit groupe de débat intellectuel : le Cercle Petöfi.

La fondation de ce cercle de débat avait été l'une des conséquences directes du XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS. Créé deux ans auparavant dans le cadre de la la *DISZ*, le cercle qui portait le nom du célèbre poète hongrois n'avait jusqu'alors eu aucune fonction politique. Ce ne fut qu'à partir du printemps 1956 qu'une poignée de ses membres prit conscience de l'influence politique que pouvait avoir ce petit groupe de réflexion.<sup>171</sup> Entre le mois d'avril et la fin du mois de juin 1956, le Cercle Petöfi organisa sept débats publics abordant des thèmes aussi variés que l'économie, l'historiographie, les collèges populaires, la philosophie, les anciens de la guerre d'Espagne persécutés par les staliniens, les ressources naturelles du pays et, enfin, les problèmes de la presse et de l'information.

Ces débats publics offrirent aux jeunes intellectuels du Cercle une tribune improvisée pour demander ouvertement le retour d'Imre Nagy à la tête du gouvernement. L'un de ses membres nous confia ainsi que le Cercle n'avait pas seulement pour intention d'informer la population en organisant de vastes débats politiques, il cherchait aussi à faire pression sur la direction du Parti afin d'obtenir le retour de Nagy et, plus généralement, la poursuite d'un programme de réformes.<sup>172</sup> L'influence de ses thèses politiques sur les jeunes intellectuels

---

<sup>170</sup> cf. B. Lomax, *op. cit.*, p.42.

<sup>171</sup> Parmi les principaux organisateurs de ce cercle, on peut citer notamment Laszlo Kardos, Antal Gyenes, Gabor Táncos ou encore le jeune historien Balasz Nagy (cf. B. Lomax, *op. cit.*, p.33).

<sup>172</sup> « In September, October, they demanded loudly Imre Nagy to come back to the leadership. It was almost an inner-party movement. It was not formally in the Party but it belonged to the Party. To me, the Petöfi Circle didn't speak to the people, it spoke to the Party, it demanded Imre Nagy to return and the politics to be reformed. » (Entretien avec György Litván, ancien membre du Cercle Petöfi, Budapest, 21 juin 2004).



hongrois se laisse clairement percevoir dans cet extrait du discours du Secrétaire du Cercle Petöfi, Gabor Tancsos, diffusé à la radio de Budapest au cours de l'insurrection d'octobre 1956 :

« Je vous parle au nom du Cercle Petöfi, l'organisation qui a joué un si grand rôle les mois derniers en combattant pour la vraie démocratie et contre la honteuse tyrannie personnelle de Rákosi. (...) Nous devons nous préparer pour de grandes choses, pour la construction d'une Hongrie vraiment démocratique qui soit socialiste dans un style hongrois et l'égale de toutes les autres nations. »<sup>173</sup>

Ainsi, Imre Nagy avait-il réussi à rassembler autour de lui ceux qui constituaient alors le camp des « communistes réformistes ». Les intellectuels repentis restaient convaincus qu'il était possible, dans chacune des démocraties populaires, de poursuivre une voie socialiste répondant aux spécificités économiques et sociales de chaque nation. Or cet attachement à l'idée de « communisme national » n'était pas sans rappeler la voie initiée par le voisin yougoslave.

### **C. Idéalisation du système yougoslave et influence décisive de l'exemple polonais**

Alors que, dans l'entourage de Rákosi, on tentait de stigmatiser Imre Nagy en le traitant de « nouveau Tito »,<sup>174</sup> l'exemple yougoslave s'était mis à exercer un véritable attrait sur la population hongroise. On peut même dire que le régime yougoslave était largement idéalisé par les jeunes Hongrois. « Les gens avaient vu que Tito était l'ennemi de Staline et de Rákosi. Et comme l'ennemi de mon ennemi est mon ami, le modèle yougoslave est devenu très populaire »<sup>175</sup>, résume l'historien Attila Szokolczai. La fermeté dont avait fait preuve le leader yougoslave pour mener une politique indépendante de la tutelle soviétique suggérait alors qu'il était possible de mener un programme politique basé sur l'observation des réalités économiques et sociales de chaque pays communiste, et non pas imposé de façon univoque par Moscou. L'attrait du modèle yougoslave était tel que les étudiants y voyaient un exemple

<sup>173</sup> Extraits de la déclaration du Secrétaire du Cercle Petöfi à la Radio de Budapest, diffusée le jeudi 25 octobre 1956 (in F. Fejtö (dir.), *La révolte de la Hongrie*, op. cit., p.34).

<sup>174</sup> cf. F. Fejtö, *Histoire des démocraties populaires. Tome II*, op. cit., p.49.

<sup>175</sup> « People saw at that time that Tito was the enemy of Staline and the enemy of Rákosi. So the enemy of my enemy is my friend, that's why the Yugoslav model was very popular. » (Entretien avec Attila Szokolczai, Budapest, 21 juin 2004).

à suivre, comme en témoigne cet extrait d'un entretien avec István Szabó, qui était alors étudiant à l'Université polytechnique :

« Je peux dire que la principale idée, à cette époque, était le modèle yougoslave : un système socialiste autonome. Personne ne voulait que l'on restaure l'ancien système capitaliste féodal. On pensait alors qu'il y avait quelque chose entre l'Est et l'Ouest, que c'était possible de le réaliser. »<sup>176</sup>

Les quelques informations que les Hongrois pouvaient obtenir sur le système yougoslave leur paraissaient alors très séduisantes. Tito avait réussi à donner l'image d'un leader politique soucieux de lutter contre la bureaucratie et contre les dérives des plans économiques. Son programme de décollectivisation rappelait les réformes introduites durant le court gouvernement d'Imre Nagy, et la mise en place de « Conseils ouvriers » dans les usines était une initiative très attrayante. L'un des membres du Cercle Petöfi observe ainsi que « l'opposition réformiste à l'intérieur du Parti voulait adopter le programme yougoslave, ou du moins s'en inspirer en grande partie : démanteler le système de décision centralisé et redonner dans les usines le pouvoir aux travailleurs étaient alors des idées très populaires »<sup>177</sup>.

Populaire aussi fut le programme de réformes adopté en Pologne par le nouveau chef du gouvernement, Wladyslaw Gomulka, quelques jours seulement avant la mobilisation hongroise d'octobre 1956. Suite aux manifestations populaires qui avaient marqué Poznan et Varsovie au cours de l'été 1956, le parti communiste polonais s'était résolu à nommer à la tête du gouvernement le réformiste Gomulka. Tout en restant dans les limites de ce que Moscou pouvait tolérer, celui-ci engagea une série de réformes économiques et politiques qui ne manquèrent pas de séduire les étudiants hongrois. « La Pologne a montré la voie, à nous de suivre une route hongroise ! »<sup>178</sup>, scandaient les étudiants durant la manifestation du 23 octobre. Il était temps à présent, pensaient-ils, de rappeler à la tête du gouvernement hongrois Nagy qu'ils considéraient comme « leur » Gomulka. « Suspendus aux nouvelles de Varsovie, les Hongrois interprètent la victoire de Gomulka contre les Staliniens, contre les Soviétiques,

---

<sup>176</sup> « I can say that the main idea in this time was the Yugoslav model : a self-governing socialist system. It was quite sure that no one wanted the restoration of the feudal capitalist system. The thought was that there is something between the East and West, that it is possible to realize it. » (Entretien avec István Szabó, Budapest, 30 juin 2004).

<sup>177</sup> Entretien avec György Litván (Budapest, 21 juin 2004).

<sup>178</sup> « Poland has shown the way, let us follow the Hungarian road. » (B. Lomax, *op. cit.*, p.110).

comme une préfiguration du destin qui les attend »<sup>179</sup> raconte François Fejtö. La nomination à la tête du gouvernement polonais d'un communiste réformiste semblait alors suggérer qu'il était désormais possible de poursuivre une « voie hongroise du socialisme ».

Ce rapide aperçu du contexte politique et cognitif dans lequel les étudiants hongrois ont élaboré leurs revendications nous permet d'en comprendre les sources et les influences. Loin d'avoir élaboré une liste de demande sortie de leur imagination, les étudiants hongrois ont finalement eu l'audace de formuler tout haut ce que de nombreuses personnes pensaient alors tout bas. L'analyse du contexte politique des années soixante nous amènera à faire au Mexique un constat assez proche.

## **II. Mexico et la vague contestataire des années 1960**

Il est important de noter que le mouvement étudiant mexicain de l'été 1968 éclate à la fin d'une décennie marquée par une politisation croissante des étudiants et des classes moyennes intellectuelles.<sup>180</sup> Entre le virage à droite opéré par le Parti de la révolution depuis la fin de la Seconde guerre mondiale et la multiplication des exemples de mouvements contestataires sur le continent latino-américain, tous les éléments étaient alors réunis pour que les intellectuels, les classes moyennes urbaines et les étudiants mexicains connaissent un intérêt croissant pour les débats politiques. Or la plupart des thèmes que l'on retrouve dans la pétition des étudiants s'inscrivent dans la continuité des luttes menées par les intellectuels mexicains et les militants de l'opposition tout au long des années soixante.

L'évolution du Parti de la révolution mexicaine depuis 1946 constitue la toile de fond sur laquelle s'est jouée la vie politique mexicaine durant les deux décennies suivantes. Dans un monde bipolarisé, les dirigeants mexicains choisirent de se ranger dans le camp des Etats-Unis, ce qui impliquait pour le parti au pouvoir de procéder à d'importantes modifications en termes de références idéologiques. Le Parti de la révolution mexicaine était alors remplacé par

---

<sup>179</sup> F. Fejtö, *Histoire des démocraties populaires. Tome II, op. cit.*, p.121.

<sup>180</sup> Ainsi, Annick Lempérière observe que sur la conscience de la crise de l'université, « vient se greffer une politisation que les étudiants partagent avec les classes moyennes intellectuelles de la capitale » (A. Lempérière, *op. cit.*, p.362).

le PRI qui fit disparaître de ses principes la « lutte des classes ». <sup>181</sup> Loin de se limiter aux seules références idéologiques, cette évolution du parti au pouvoir fut très rapidement visible au niveau de l'orientation des politiques économiques. Comme nous l'avons vu précédemment, c'est à partir de la présidence de Miguel Alemán (1946-1952) que le PRI a opéré un véritable virage à droite en mettant l'accent sur l'investissement et l'industrialisation afin de favoriser le « développement » du pays. Mais dès la fin des années cinquante, il apparaît que « loin d'égaliser les conditions, le développement accroît les inégalités et la dépendance économique des membres les plus traditionnels de la société » <sup>182</sup>. C'est dans ce contexte que l'on assiste, à partir de la fin des années cinquante, au réveil des intellectuels de gauche.

#### **A. Réveil des intellectuels de gauche à partir des années 1950**

L'une des premières initiatives des intellectuels mexicains, dans ce contexte d'après-guerre, a lieu au lendemain de l'intervention des Etats-Unis au Guatemala. En 1954 en effet, un petit groupe d'intellectuels présidé par l'économiste marxiste Alonso Aguilar Monteverde fonde le Cercle d'Etudes Mexicaines. <sup>183</sup> Au cours de débats pouvant traiter aussi bien de questions internationales, comme le désarmement et la décolonisation, que de problèmes nationaux, ce cercle de réflexion prônait des mesures politiques rappelant largement l'époque cardéniste : mesures sociales et politiques de nationalisation des ressources naturelles. La vague de grèves qui déferla à la fin des années cinquante, aussi bien chez les cheminots que les télégraphistes, les instituteurs et les électriciens, fit ressurgir avec plus de force encore ce courant cardéniste au sein du monde intellectuel mexicain. De nombreux intellectuels de gauche partageaient alors l'idée que la Révolution mexicaine était une révolution inachevée. Ainsi, Juan Marsal observe-t-il que « pour les plus radicaux, il s'agit d'une révolution bourgeoise incomplète qui a pu réaliser des transformations démocratiques importantes avant de s'arrêter en 1940 ». <sup>184</sup>

Les initiatives menées par les intellectuels mexicains à partir de la fin des années cinquante constituèrent alors la toile de fond des débats et des réflexions des étudiants qui

---

<sup>181</sup> *ibid.*, p.157.

<sup>182</sup> *ibid.*, p.212.

<sup>183</sup> *ibid.*, p.303.

<sup>184</sup> J. F. Marsal, « Les intellectuels mexicains, le Parti révolutionnaire institutionnel et le massacre de Tlatelolco », in GRAL (1979), *op. cit.*, p.66.

étaient sensibles aux questions politiques. Durant l'année 1959, un petit groupe d'intellectuels publia une nouvelle revue, *El Espectador*, dont la brève existence – seulement huit numéros furent édités – ne doit pas masquer pour autant l'importance. Créée au lendemain de la Révolution cubaine, cette revue était ouvertement engagée en faveur des mouvements sociaux latino-américains. Et ce fut précisément dans un contexte marqué par les luttes sociales des cheminots et des téléphonistes mexicains que son premier numéro parut, en mai 1959. Les huit numéros de la revue franchirent un pas politique important en abordant notamment la question du respect de la Constitution de 1917 et des droits politiques que cette dernière était censée consacrer. Ainsi, avec la revue *El Espectador* apparurent les principaux thèmes de contestation des années soixante : respect de la Constitution, du droit de vote, de la liberté d'expression et d'association. Pour Annick Lempérière, cette revue « invente les mots d'ordre qui, de 1959 à 1968, resteront à peu près inchangés ».<sup>185</sup>

Dès l'année suivante, l'opposition au régime politique s'incarna dans le magazine *Política* qui publia, entre 1960 et 1967, de nombreux articles engagés en faveur des libertés démocratiques. Fondée par deux économistes proches de l'extrême gauche, Manuel Marcué Pardiñas et Jorge Carrión, cette revue politique avait pour objectif d'informer « objectivement » et de favoriser un « débat profitable au développement de la démocratie »<sup>186</sup>. Un tel objectif n'allait pas manquer de déplaire au parti au pouvoir qui, durant ces sept années, tenta de freiner la publication de la revue en la privant du papier fourni par l'entreprise d'Etat PIPSA. La revue *Política* fut donc contrainte, durant la plus grande partie de son existence, de se procurer du papier sur le marché noir.<sup>187</sup> Malgré ces difficultés, ou peut-être justement en vertu de ces difficultés, cette revue contribua largement à la lutte pour un débat libre et démocratique au Mexique. Abordant dans ses articles la question des prisonniers politiques, tout autant que les questions internationales ou les problèmes de l'université mexicaine, cette revue marqua profondément la vie intellectuelle mexicaine durant les années soixante.

Si la question des libertés démocratiques figurait en bonne place parmi les sujets de discussions qui animaient alors les milieux intellectuels, les relations avec le voisin nord-américain constituaient une autre source de polémique. Alors que le gouvernement de Díaz

---

<sup>185</sup> A. Lempérière, *op. cit.*, p.312.

<sup>186</sup> *ibid.*, p.313.

<sup>187</sup> *ibid.*, p.183.

Ordaz prônait une politique de rapprochement avec les Etats-Unis, les milieux intellectuels mexicains étaient traversés par un anti-américanisme profond. Ainsi, Juan F. Marsal souligne que « l'antiyankeesme, équivalent de l'anti-impérialisme, est un élément commun à toute l'intelligentsia mexicaine », avant de rappeler que « l'anti-impérialisme est un ingrédient permanent et manifeste de l'idéologie des intellectuels »<sup>188</sup>. D'ailleurs, avec l'invasion de la République dominicaine, la crise de Cuba et la guerre du Vietnam, l'actualité internationale contribua largement à nourrir ce discours anti-étatsunien.

Parmi les sujets de politique nationale qui animaient le plus les milieux intellectuels mexicains, la question des prisonniers politiques peut rétrospectivement être considérée comme le principal sujet de lutte des opposants au régime priiste durant les années soixante. Le recours abusif au « délit de dissolution sociale » inscrit dans les articles 145 et 145 bis du Code pénal fédéral, dont l'arrestation des dirigeants syndicaux Vallejo et Campa avait en 1959 donné l'illustration la plus célèbre, constitua alors le principal sujet de lutte des intellectuels. « La question de l'article 145, et celle des prisonniers dont la liste ne cesse de s'allonger à partir de 1965, est un sérieux motif de critique du régime, au nom du respect de la Constitution. »<sup>189</sup> Il apparaît dès lors que les revendications des étudiants en 1968 étaient loin d'être nouvelles.

A partir du milieu des années soixante en effet, les intellectuels engagés dans la critique du régime et les militants d'extrême gauche, au premier rang desquels se trouvaient les membres du parti communiste mexicain, avaient prôné le retrait de l'article 145 bis du Code Pénal, la disparition du corps de *granaderos* et, surtout, la libération des prisonniers politiques. Raúl Jardón nous rappelle que « le slogan "Liberté aux prisonniers politiques" étaient loin d'être inconnu, du moins pour les secteurs les plus politisés du monde étudiantin ».<sup>190</sup> Plus généralement, l'une des participantes au mouvement observe que « le mouvement de 1968 constitue le sommet d'un mouvement démocratique qui, depuis des années déjà, était un mouvement »<sup>191</sup>. Car, comme le note Gerardo Estrada, « c'est en 1968

<sup>188</sup> J. F. Marsal, *art. cit.*, p.174.

<sup>189</sup> A. Lempérière, *op. cit.*, p.353.

<sup>190</sup> « La bandera de !Libertad a los presos policos! no era desconocida, al menos por los sectores más politizados de los estudiantes. » (R. Jardón, 1968. *El fuego de la esperanza*, Mexico, Siglo veintiuno, 1998, p.16).

<sup>191</sup> « El 68 es la culminación de un movimiento democrático que desde antes ya era movimiento. » (Témoignage de Marta Servín, représentante au CNH de l'Ecole supérieure de biologie de l'IPN, recueilli in E. Ascensio, *op. cit.*, p.146).

que ces demandes ont réussi à rassembler derrière elles des secteurs politiques et sociaux très divers dans la ville de Mexico et à travers tout le pays »<sup>192</sup>.

Mais la contestation estudiantine de 1968 ne s'est pas seulement inscrite dans la continuité des luttes démocratiques menées par les secteurs les plus engagés de l'intelligentsia de gauche, elle s'est aussi nourrie des nombreuses luttes politiques et sociales qui ont marqué les années soixante. Pour comprendre la façon dont les étudiants mexicains ont pu interpréter le monde qui les entourait, il convient donc de se pencher sur les éléments de l'actualité ayant contribué à constituer un véritable climat international de protestation.

### **B. Révolution cubaine, guérillas et vagues de mouvements étudiants : un climat international de protestation**

Selon l'historien Ariel Rodriguez Kuri, les nombreuses analyses du mouvement étudiant de 1968 ont eu tendance à sous-estimer l'ambiance cosmopolite qui caractérisait le Mexique de la fin des années soixante.<sup>193</sup> L'actualité internationale influença largement les débats, les représentations et les croyances partagées dans le monde intellectuel tout autant que dans le milieu estudiantin. Ainsi par exemple, le Cercle d'études mexicaines fut créé en 1954, au moment de l'intervention nord-américaine au Guatemala. Mais avec la Révolution cubaine et la vague de mouvements protestataires qui traversa le monde durant les années soixante, les jeunes Mexicains baignèrent dans un véritable climat protestataire.

L'un des acteurs du mouvement de 1968 confiait en effet que « les années soixante eurent d'innombrables facettes : la guerre du Vietnam, la libération africaine, la guérilla latino-américaine et le mouvement des Noirs aux Etats-Unis »<sup>194</sup> avant d'observer qu'« il y avait dans le pays et dans le reste du monde, en paraphrasant Trotsky qui parlait de révolution

---

<sup>192</sup> « Es en 1968 cuando dichas demandas funcionan como una bandera capaz de aglutinar en torno a ella a los más diversos sectores sociales y políticos de la Ciudad de México, e incluso del país. » (G. Estrada, *op. cit.*, p.230).

<sup>193</sup> Entretien avec A. Rodríguez Kuri (Mexico, 15 novembre 2005).

<sup>194</sup> « Los sesenta tuvieron un montón de facetas, desde la guerra de Vietnam, la liberación africana, la guerrilla latinoamericana, el movimiento negro en Estados Unidos. » (Témoignage de Marcelino Perelló Valls, représentant de la faculté de sciences de l'UNAM au CNH, recueilli in R. Aréchiga Robles, *op. cit.*, p.105).

permanente, un état de mobilisation permanente »<sup>195</sup>. De la même façon, un étudiant de la faculté d'économie de l'UNAM observait trente ans plus tard :

« Je crois que le mouvement de 1968 ne fut pas un mouvement essentiellement mexicain – à la différence de ce que pense la plupart de mes amis – mais un mouvement inséré dans un courant mondial. Nous nous alimentons de ce qui se passait ailleurs dans le monde. »<sup>196</sup>

Parmi les éléments du contexte international, ce fut certainement l'exemple de la Révolution cubaine qui constitua l'élément décisif pour les intellectuels de gauche et, plus généralement, pour tous ceux qui partageaient le sentiment que la révolution mexicaine n'était pas achevée. Or un bon nombre d'étudiants faisaient partie de ces derniers et avaient alors les yeux rivés sur Cuba. Selon l'un des leaders du mouvement de 1968, Raúl Alvarez Garín, « la Révolution Cubaine eut des effets idéologiques sur de vastes secteurs du monde étudiant ».<sup>197</sup> Tout au long de la décennie, les étudiants mexicains proches du PCM et des partis de gauche se sont régulièrement mobilisés pour manifester leur solidarité avec Cuba.<sup>198</sup> Or il convient de noter que cette influence sur les étudiants mexicains fut d'autant plus grande que ce petit pays symbolisait à lui seul la résistance d'un Etat d'Amérique latine face au géant états-unien. Gerardo Estrada nous confia que « l'influence de Cuba, durant ces années, était très importante car la révolution cubaine tenait d'un côté l'ingrédient de l'anti nord-américanisme et, de l'autre, celui de la justice sociale ».<sup>199</sup>

Ces « deux ingrédients » allaient justement constituer le socle commun d'une longue série de mobilisations politiques au Mexique durant les années soixante. L'invasion de la

<sup>195</sup> « En el país y en el resto del mundo había en los sesenta, parafraseando a Trotsky que hablaba de revolución permanente, un estado de movilización permanente. » (*ibid.*, p.107).

<sup>196</sup> « Creo que el movimiento del 68 no fue un movimiento esencialmente mexicano – a diferencia de lo que piensan muchos de mis compañeros – sino que estaba inserto en una corriente mundial, nos alimentamos de lo que sucedía en otras partes del mundo. » (Témoignage d'Oscar Levín, représentant au CNH de la Faculté d'économie de l'UNAM, recueilli in E. Ascensio, *op. cit.*, p.95).

<sup>197</sup> « La Revolución Cubana tuvo efectos ideológicos sobre amplios sectores estudiantiles. » (Témoignage de Raúl Alvarez Garín, recueilli in H. Bellinghausen, *op. cit.*, p.26).

<sup>198</sup> Ainsi, dès juillet 1960, un petit groupe d'étudiants de la capitale avait défilé pour célébrer le premier anniversaire de la Révolution, mais cette manifestation avait été sévèrement réprimée par les *granaderos* car l'un des étudiants avait brûlé le drapeau des Etats-Unis. L'année suivante, en avril 1961, ce fut l'intervention militaire des Etats-Unis à Cuba qui motiva de nombreux étudiants de Mexico à manifester. Et chaque année, nous l'avons vu, l'anniversaire de la prise de la caserne de la Moncada par les révolutionnaires castristes, le 26 juillet, donnait l'occasion pour les étudiants proches du parti communiste de manifester leur solidarité avec Cuba.

<sup>199</sup> « La influencia de Cuba en esos años fue muy importante porque la revolución cubana tenía el ingrediente del anti-norteamericanismo y por otro lado la justicia social. » (Entretien avec Gerardo Estrada, Mexico, 15 décembre 2005).



République dominicaine suscita un vaste mouvement de contestation parmi les intellectuels et les étudiants mexicains.<sup>200</sup> Ainsi, le 11 mai 1965, des milliers d'étudiants, d'intellectuels et d'ouvriers défilaient dans les rues de Mexico pour protester contre l'impérialisme américain. Mais le principal sujet de mobilisation fut la guerre du Vietnam. Dès le mois de juin 1965, des étudiants mexicains s'étaient mobilisés pour défiler dans les rues de la capitale afin de manifester leur soutien au peuple du Vietnam. L'année suivante, les manifestations contre la guerre du Vietnam rassemblèrent jusqu'à 30 000 personnes dans les rues de Mexico.<sup>201</sup> Cette mobilisation donna aux étudiants des différentes universités de la capitale l'occasion de militer ensemble pour une même cause, ce qui leur permit de mieux se connaître et de tisser entre eux des réseaux militants.

Cette époque fut aussi marquée par les guérillas révolutionnaires d'Amérique latine dont Che Guevara ne tarda pas à devenir le plus grand symbole. Avec la mort du guerillero argentin en octobre 1967, la révolution prenait pour les jeunes d'Amérique latine une véritable dimension mythique. Cet extrait du témoignage de l'un des acteurs du mouvement de 1968 illustre clairement l'influence de ce climat révolutionnaire international sur les représentations partagées par de nombreux étudiants mexicains :

« Je dirais que notre mouvement fut une révolution qui s'ignorait car elle s'inscrivait à l'intérieur d'un courant révolutionnaire : en tout premier lieu, la guerre du Vietnam, mais aussi la Révolution cubaine et la lutte du Che en Bolivie. Durant les manifestations, on criait "Che, Che, Che Guevara" et "Ho, Ho, Ho Chi Minh". C'était ça, l'esprit sous-jacent, bien que nos demandes étaient seulement anti-répressives, comme la libération des prisonniers politiques, la dérogation de l'article 145 et la dissolution du corps de police des *granaderos*. »<sup>202</sup>

Il convient enfin de rappeler que cette idée se trouva largement confirmée, durant l'année 1968, par la vague de mobilisations estudiantines qui déferla sur le monde. Les mobilisations des étudiants sur le campus de Berkeley n'étaient déjà pas passées inaperçues au Mexique, mais la série de luttes estudiantines qui traversa Paris, Rome, Tokio ou São

<sup>200</sup> cf. A. Lempérière, *op. cit.*, p.353.

<sup>201</sup> cf. G. Guevara Niebla, *Las luchas estudiantiles en México*, Mexico, Editorial Línea, 1983, p.31.

<sup>202</sup> « Diría que fue una revolución que no lo supo porque estaba dentro de un marco revolucionario: en primerísimo lugar, la guerra de Vietnam, pero también la Revolución cubana y la lucha del Che en Bolivia. Los gritos de las manifestaciones eran 'Che, Che, Che Guevara' y "Ho, Ho, Ho Chi Minh'. Ese era el espíritu que subyacía, aunque las demandas fueran simplemente antirrepresivas, como la liberación de los presos políticos, la derogación del artículo 145 o la disolución del cuerpo de granaderos. » (Témoignage de Marcelino Perelló Valls, représentant de la faculté de sciences de l'UNAM au CNH, recueilli in R. Aréchiga Robles, *op. cit.*, p.107).

Paulo vint couronner ce climat de protestation. « Le mouvement surgit à une époque de grands changements dans le monde, de guerres révolutionnaires, de luttes pour les droits civiques aux Etats-Unis, de mouvements étudiants à Paris, Berlin, Tokyo, Rome, *etcetera*, et de manifestations contre la guerre du Vietnam »<sup>203</sup>, ne manquait pas de rappeler un étudiant de l'Ecole d'ingénieurs de l'UNAM. Bref, l'expérience de cette année de « barricade internationale »<sup>204</sup> constitua une composante décisive du contexte cognitif dans lequel les étudiants mexicains ont analysé la situation politique de leur pays. En cela, nous rejoignons Gerardo Estrada lorsqu'il conclut que « les étudiants mexicains ne se sont pas "idéologisés" en lisant Marcuse ou "les philosophes de la destruction" dont parlait le Président Díaz Ordaz, mais en découvrant les luttes estudiantines des autres pays, que ce soit par des images, par la presse ou par la télévision ».<sup>205</sup>

\*                      \*

\*

Le contexte international apparaît donc être une composante importante du contexte cognitif dans lequel a émergé la contestation estudiantine de l'été 1968 au Mexique. Mais cette atmosphère protestataire n'explique pas à elle seule la vigueur avec laquelle les jeunes Mexicains se sont mobilisés pour critiquer les méthodes auxquelles recourait alors le parti au pouvoir. Le « 68 mexicain » empruntait du vocabulaire aux autres mobilisations étudiantes, mais c'est avec sa propre « grammaire » qu'il s'attaquait au caractère autoritaire du régime politique. La comparaison avec l'exemple hongrois nous a ainsi permis de montrer comment, dans les deux cas, les revendications des étudiants étaient nées des problèmes concrets auxquels ils étaient confrontés à l'université, avant de prendre une dimension politique plus large en rejoignant les thématiques débattues dans le monde intellectuel de chacun de ces

---

<sup>203</sup> « El movimiento surgió también en un momento de grandes cambios en el mundo, de guerras revolucionarias, de lucha por los derechos civiles en Estados Unidos, de movimientos estudiantiles en París, Berlín, Tokio, Roma, etcétera, y de manifestaciones en contra de la guerra de Vietnam. » (Témoignage de Salvador Ruiz Villegas, représentant de l'Ecole d'ingénieurs de l'UNAM au *CNH*, recueilli in R. Aréchiga Robles, *op. cit.*, p.99).

<sup>204</sup> M. Aguilar Mora, *op. cit.*, p.10.

<sup>205</sup> « Los estudiantes mexicanos no se "ideologizaron" leyendo a Marcuse o a los "filósofos de la destrucción" de los que habló el presidente Díaz Ordaz. Su contacto con las luchas estudiantiles de otros países será por medio de imágenes, de la prensa y de la televisión. » (G. Estrada, *op. cit.*, p.231).

pays. En cela, l'approche en termes de cadres d'interprétation nous a été utile pour comprendre la « grammaire » spécifique employée par les étudiants de chacun de ces pays.

Au terme de ces deux premiers chapitres, nous avons pu mettre en évidence l'importance de deux facteurs permettant de comprendre la participation à un mouvement étudiant en régime autoritaire : la perception d'une ouverture des opportunités politiques et la convergence des acteurs contestataires autour d'un cadre interprétatif commun. Il apparaît ainsi que dans le cas hongrois comme dans le cas mexicain, le contexte politique (l'ouverture des opportunités politiques) et le contexte cognitif (le rassemblement des acteurs contestataires autour de l'aspiration à une démocratisation des institutions politiques) ont largement contribué à motiver les étudiants pour participer à une action contestataire. Pour autant, notre analyse des conditions d'émergence des mobilisations estudiantines en régime autoritaire ne saurait s'arrêter là car, en se limitant à l'arbitrage entre les risques et les motivations, elle se heurte à deux limites.

Au niveau des motivations individuelles tout d'abord, il est loin d'être certain que chaque participant à la mobilisation était suffisamment politisé pour analyser dans une perspective stratégique l'évolution du contexte politique et avoir une opinion politique suffisamment mûrie pour décider en toute conscience de rejoindre le mouvement d'opposition au régime politique. L'analyse comparée des motivations des jeunes Hongrois et des jeunes Mexicains nous a en effet permis de voir que de nombreux étudiants ne s'intéressaient pas spécialement à la politique durant les mois qui ont précédé chacun de ces mouvements étudiants. Ce n'est qu'au cours de la mobilisation que s'est opérée une forme de politisation que l'on pourrait qualifier de « prise de conscience ». En cela, nous rejoignons pleinement l'historien mexicain, Guillermo Palacios, qui fut par ailleurs l'un des acteurs de la mobilisation de 1968 :

« C'était un mouvement rassemblant des jeunes un peu ingénus, qui pensaient qu'on avait violé les droits des prisonniers politiques, qu'on avait commis des violences contre les étudiants du Poli et qu'il fallait réagir contre ça. A cela s'ajoutèrent d'autres éléments : la critique de l'autoritarisme de l'Etat, l'idée qu'il était nécessaire de

démocratiser le pays. Mais je pense que la majorité des participants au mouvement le firent en l'absence totale de véritable intention politique. »<sup>206</sup>

La seconde limite d'une analyse des mouvements contestataires centrée sur l'évaluation des risques et des motivations tient précisément à la faible probabilité que les acteurs aient réellement effectué un calcul de ce type. Dans le cas hongrois comme dans le cas mexicain, les témoignages recueillis nous suggèrent au contraire que les acteurs étudiants n'ont pas vraiment pris le temps, dans le feu de l'action, d'effectuer un véritable calcul rationnel. Lorsque nous avons demandé à l'un des acteurs du mouvement hongrois s'il avait eu peur lorsque la mobilisation a commencé, celui-ci nous a répondu : « Non, pas du tout. Cette révolution était tellement inattendue. Personne ne s'y attendait, même dans le parti, même dans les usines. »<sup>207</sup> Dans une atmosphère surchargée d'émotion, la question des risques encourus était tout simplement passée au second plan.

Doug McAdam et Ron Aminzade remarquent en effet qu'« une analyse qui ignore les dimensions émotionnelles des engagements est incapable d'expliquer la détermination des activistes face à des risques élevés et leur capacité à supporter des souffrances et des sacrifices pouvant aller jusqu'à la torture et la mort »<sup>208</sup>. Si cette observation n'invalide pas entièrement les analyses de Sidney Tarrow ou de David Snow, elle invite néanmoins à les compléter en se penchant sur une autre facette des mouvements contestataires : leur dimension émotionnelle.

---

<sup>206</sup> « Era una participación de jóvenes con una cabeza un poquito ingenua, creyendo que se había violando derechos de presos políticos, que se había cometido una violencia contra los grupos del Poli, y que teníamos que reaccionar contra eso. Y se juntaron una serie de cosas : toda la cosa del autoritarismo del Estado, toda la cosa de la necesidad de democratizar el país. Pero yo creo que gran parte de los participantes en el movimiento lo hicieron con una completa ausencia de intención política. » (Entretien avec Guillermo Palacios, Mexico, 19 décembre 2005).

<sup>207</sup> Entretien avec György Forintos, Budapest, juin 2004.

<sup>208</sup> « An analysis that ignores the emotional dimensions of attachments and commitments is incapable of explaining activists' determination in the face of high risks and their willingness to endure suffering and self-sacrifice, including torture and death. » (R. Aminzade, D. McAdam, « Emotions and Contentious Politics », in R. Aminzade et al., *op. cit.*, p.21).



## **Deuxième partie**

**L'oubli des risques.**

**La dimension émotionnelle  
des mouvements contestataires**



« Toute recherche qui ne vise que la conscience des hommes, leur “ratio” ou leurs “idées”, sans tenir compte aussi des structures pulsionnelles, de l’orientation et de la morphologie des émotions et des passions, s’enferme d’emblée dans un champ d’une fécondité médiocre. »<sup>1</sup> Dès 1939, Norbert Elias invitait les chercheurs à dépasser la seule analyse des raisons et des motivations pour prendre en compte une autre facette des comportements sociaux : leur dimension émotionnelle. Ce conseil apparaît d’autant plus pertinent pour notre recherche qu’il semble difficile de parler de mouvements contestataires sans évoquer les espoirs, les passions ou tout simplement les rêves qui animent les participants à une action collective. Erik Neveu nous rappelle ainsi qu’un mouvement social « est avant tout une mobilisation de femmes et d’hommes autour d’espoirs, d’émotions, d’intérêts »<sup>2</sup>.

Malgré l’évidence de l’importance des émotions dans l’action collective, les chercheurs en science politique ont longtemps été réticents à l’idée d’étudier de plus près la dimension affective des comportements politiques et sociaux. Comme le note Philippe Braud, « les dimensions émotionnelles de la vie politique sont largement méconnues comme objet de recherche en sciences sociales »<sup>3</sup>. Il remarque en effet que penser l’émotionnel en politique « se révèle d’une extraordinaire difficulté » car cela « conduit à opérer une rencontre avec la psychologie, ce qui se heurte à de solides traditions sociologiques »<sup>4</sup>. De leur côté, Ron Aminzade et Doug McAdam s’interrogent sur les raisons de ce désintérêt des politistes pour les émotions, un désintérêt tellement profond qu’il s’apparenterait à un véritable « silence »<sup>5</sup> dans l’étude des mouvements protestataires. Les explications de ce silence proposées par ces deux chercheurs nord-américains méritent d’être mentionnées.<sup>6</sup>

---

<sup>1</sup> N. Elias, *La dynamique de l’Occident*, op. cit., p.254.

<sup>2</sup> E. Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte, Paris, 2000, p.3.

<sup>3</sup> P. Braud, *L’émotion en politique*, op. cit., p.7.

<sup>4</sup> *ibid.*, p.10.

<sup>5</sup> Intitulé « Silence and Voice in the Study of Contentious Politics », l’ouvrage collectif dans lequel est publié cet article renvoie clairement au célèbre triptyque d’Albert Hirschman (*Silence, Voice and Loyalty*).

<sup>6</sup> cf. R. Aminzade, D. McAdam, « Emotions and Contentious Politics », art. cit., p.23-24.



La première des raisons de ce désintérêt pour l'étude des émotions en politique tiendrait au genre des chercheurs qui se sont penchés sur les mouvements contestataires. Ron Aminzade et Doug McAdam partent en effet de la simple observation que les principaux analystes des mouvements sociaux sont des hommes. Or notre culture occidentale tend à inculquer aux jeunes garçons qu'il faut restreindre et contrôler ses émotions, dans une proportion plus marquée que pour les jeunes filles.<sup>7</sup> La critique de la rationalité et la prise en compte de la dimension émotionnelle des comportements sociaux seraient donc implicitement freinées par l'intériorisation du contrôle de soi et de ses émotions personnelles. Aussi surprenante qu'elle puisse paraître, cette interprétation ne manque pas d'intérêt, d'autant plus que notre volonté de prendre en compte les émotions semble effectivement confirmer l'intuition de ces deux auteurs.

Mais le genre des chercheurs n'explique pas tout et Ron Aminzade et Doug McAdam identifient d'autres facteurs permettant de comprendre le manque d'intérêt des politistes à l'égard des émotions. Ils observent tout d'abord que la conception occidentale du comportement politique légitime a certainement contribué à freiner la prise en compte de la part d'affect présente dans la participation politique. « Aux Etats-Unis et en Europe (...) la culture dominante tend à considérer que les émotions sont irrationnelles et illégitimes dans le processus de décision politique, au cours duquel la délibération dépassionnée et l'autorité légale-rationnelle doivent être la règle. »<sup>8</sup> Il est peu surprenant dès lors que les comportements passionnés et impulsifs aient eu tendance à être stigmatisés.<sup>9</sup>

La force du mépris à l'égard des comportements jugés irrationnels trouve une illustration concrète dans les premiers travaux de psychologie sociale menés à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. La menace que constituaient alors les émeutes populaires s'illustre dans la posture critique à l'égard des mouvements de foule qu'adoptaient des auteurs comme Hippolyte

---

<sup>7</sup> « Most scholars of movements and revolution are North American men who have been socialized by their culture to downplay or repress emotions in their personal or academic lives. » (*ibid.*, p.23).

<sup>8</sup> « In the United States and Europe (...) the dominant culture tends to identify emotions as irrational and illegitimate in political decision making, where dispassionate deliberation and legal rational authority should hold sway » (*idem*).

<sup>9</sup> « The norm is to seek legitimacy by presenting one's enemies as irrational and one's own position as highly rational, to value self-control rather than impulsiveness, and to treat reason and emotion as diametrically opposed. » (*idem*).

Taine, Gustave Le Bon ou Gabriel Tarde.<sup>10</sup> Considérant en effet l'action collective comme dangereuse, ces auteurs développèrent des analyses discréditant largement cette « déraison collective » (Hippolyte Taine) des foules irrationnelles victimes de mécanismes de « contagion » (Gustave Le Bon) et d'« imitation » (Gabriel Tarde).<sup>11</sup> « Peu aptes au raisonnement, les foules se montrent au contraire très aptes à l'action »<sup>12</sup>, observait Gustave Le Bon avant d'ajouter que « les foules accumulent non l'intelligence mais la médiocrité »<sup>13</sup>. Mépris pour les mouvements de foules et condamnation des émotions collectives semblaient donc aller de pair. Plus d'un demi-siècle plus tard, c'est précisément la sympathie de nombreux chercheurs à l'égard des mobilisations politiques qui explique, selon Ron Aminzade et Doug McAdam, leur tendance à « décrire les mouvements sociaux comme des initiatives rationnelles de changement et à ignorer leurs dimensions émotionnelles ».<sup>14</sup>

Si notre culture politique semble accorder peu de légitimité aux émotions collectives, notre culture scientifique leur laisse encore moins de place. L'épistémologie positiviste implique rigueur et distance à l'égard de l'objet étudié, ce qui ne peut passer que par des méthodes de recherche « dépassionnées ».<sup>15</sup> La réticence des chercheurs à l'égard de la prise en compte des émotions tient finalement à la difficulté d'appréhender avec des outils rationnels un domaine qui n'est précisément pas rationnel. En d'autres termes, l'observateur-analyste qu'est le chercheur en sciences sociales se retrouve confronté à un véritable paradoxe que décrivent avec acuité Doug McAdam et William Sewell :

« Quiconque a participé activement à un mouvement social a certainement vécu un de ces moments clefs de confrontations dramatiques ou d'activité fiévreuse qui changent définitivement le cours du mouvement. Et pourtant, les chercheurs en sciences sociales qui étudient les mouvements sociaux (...) ont supprimé cet aspect de leur propre

<sup>10</sup> Ainsi, Jérôme Lafargue observe-t-il que la recherche de scientificité de ces premiers travaux de psychologie sociale permettait en fait à leurs auteurs de « dissiper leur panique devant les “classes dangereuses” en action ». (J. Lafargue, *op. cit.*, p.9).

<sup>11</sup> Pour une présentation succincte des travaux fondateurs en psychologie sociale, voir J. Lafargue, *op. cit.*, p.9 et suiv. L'idée de contagion des émotions est largement développée par Gustave Le Bon dans son célèbre ouvrage paru en 1895, *Psychologie des foules* (Paris, PUF, 2003, p.13 et suiv.). Quant à la première analyse psychosociologique du phénomène d'« imitation », on la doit au travail de Gabriel Tarde et notamment à son ouvrage de 1901, *L'opinion et la foule* (Paris, PUF, 1989).

<sup>12</sup> G. Le Bon, *op. cit.*, p.3.

<sup>13</sup> *ibid.*, p.12.

<sup>14</sup> « Given the widespread sympathy of most scholars with the social movements and revolutions they studied, this produced a tendency to portray movements as rational attempts at change and to ignore their emotional dimensions. » (R. Aminzade, D. McAdam, « Emotions and Contentious Politics », art. cit, p.23).

<sup>15</sup> R. Aminzade et D. McAdam parlent de « positivist epistemology of dispassionate investigation » (*ibid.*, p.24).

expérience – probablement parce que le caractère éphémère et l'ivresse émotionnelle des événements transformateurs qu'ils ont vécus sont difficiles à capturer ou à valider à l'aide du langage analytique conventionnel des sciences sociales ». <sup>16</sup>

Les difficultés théoriques et méthodologiques sont en effet nombreuses. Comment ces émotions individuelles s'agrègent-elles ? Comment rendre compte d'états émotionnels qui varient d'un individu à un autre, d'un groupe à un autre ? Ron Aminzade et Doug Mc Adam soulignent à juste titre qu'un même mouvement peut rassembler des « univers émotionnels » très différents, ou plus exactement voir cohabiter des « sous-groupes ou des branches » ayant des sensibilités émotionnelles différentes. <sup>17</sup> Or ces difficultés théoriques ne sont finalement pas très différentes de celles que rencontre une démarche pourtant reconnue en sciences sociales : l'individualisme méthodologique.

Les réponses que proposent les défenseurs de cette approche peuvent nous être précieuses pour dépasser les critiques de la prise en compte des émotions en politique. Reconnaisant que l'on ne peut analyser de façon objective le comportement de chacun des acteurs dont l'agrégation constitue une action sociale, Raymond Boudon admet que le paradigme de l'individualisme méthodologique « n'est pas toujours facilement applicable » <sup>18</sup>. Il en conclut que « les explications individualistes passent toujours par la construction de modèles » <sup>19</sup>, avant de préciser que « de même que l'économiste se donne le droit de décrire le comportement du consommateur ou du producteur dans telles ou telles circonstances, de même le sociologue choisira de créer des acteurs idéal-typiques et il leur prêtera des "logiques" de comportement infiniment simplifiées par rapport au réel » <sup>20</sup>.

Sans pour autant inscrire notre démarche dans la lignée de l'individualisme méthodologique, nous pouvons chercher à simplifier les émotions décelables dans les témoignages des acteurs étudiants en distinguant celles qui découlent d'une accumulation de

---

<sup>16</sup> « Anyone who has actively participated in a social movement has surely experienced at least one of these moments of concentrated transformation, when dramatic confrontations and feverish activity definitely change the course of the movement's history. Yet, social scientists who study social movements (...) have suppressed this aspect of their own experience – presumably because the fleeting quality and emotional headiness of the transformative events they have lived through are hard to capture or validate within the conventional analytic language of social science. » (D. McAdam, William Sewell Jr., *art. cit.*, p.102).

<sup>17</sup> cf R. Aminzade, D. McAdam, « Emotions and Contentious Politics », *art. cit.*, p.27.

<sup>18</sup> R. Boudon, « Individualisme et holisme dans les sciences sociales » in P. Birnbaum (dir.), *Sur l'individualisme*, Paris, Presses de la FNSP, 1986, p.55.

<sup>19</sup> R. Boudon, *op. cit.*, p.56.

<sup>20</sup> *idem.*

mécontentements, telles que l'exaspération, la colère ou même la haine, de celles qui naissent au cours même de l'action collective, comme l'espoir, l'enthousiasme ou l'exaltation. Notre intention sera donc d'objectiver ces émotions en interrogeant le contexte politique, économique et social afin de dégager les explications possibles de cette colère (chapitre 3), puis en analysant les interactions qui se nouées au cours de chacune de ces mobilisations afin d'y déceler des situations fortement chargées en émotions (chapitre 4).



### **Chapitre 3 : Une accumulation de mécontentements**

*Un des plus puissants remèdes contre les conjurations  
consiste donc à ne pas être détesté du populaire.*

Machiavel\*

« Après une longue période de frustrations et d’humiliations, c’était tellement sensationnel que le danger n’apparaissait plus. »<sup>1</sup> Recueillie cinquante ans après la mobilisation de Budapest, cette remarque d’un ancien étudiant hongrois pourrait à elle seule résumer ce chapitre. Ainsi en Hongrie comme au Mexique douze ans plus tard, l’accumulation de mécontentements a créé un tel climat de tension et d’exaspération que les acteurs étudiants en ont le plus souvent « oublié » les risques auxquels ils s’exposaient en se mobilisant contre le régime politique. Interrogé au sujet des craintes qu’il aurait pu éprouver durant la mobilisation, l’ancien étudiant de l’Université polytechnique de Budapest István Szabó nous répondit sans hésiter que « tout le monde était tellement enthousiaste que personne n’avait peur des conséquences »<sup>2</sup>. Un témoignage auquel semble faire écho celui de l’étudiante mexicaine Marcia Gutiérrez : « au début du mouvement, nous avons pensé que nous pouvions perdre notre année, puis notre diplôme ou même notre vie, mais le mouvement fut tellement intense, tellement fort, qu’il alla bien au-delà de notre volonté ».<sup>3</sup>

---

\* Machiavel, *Le Prince*, Paris, Livre de Poche, 1972, p.97-98.

<sup>1</sup> Témoignage de Peter Anthony, étudiant en médecine, recueilli cinquante ans plus tard in *Hongrie 1956, notre révolution*, documentaire réalisé par Mark Kidel, Hongrie-France, Arte, 2006.

<sup>2</sup> « Everybody was enthusiastic and nobody was afraid about the consequences. » (Entretien avec István Szabó, 30 juin 2004).

<sup>3</sup> « En un principio pensábamos que podíamos perder el año, después la carrera y la vida pero el movimiento fue tan intenso, tan fuerte que fue más allá de nuestra voluntad. » (Témoignage de Marcia Gutiérrez, déléguée au CNH de la Faculté d’odontologie, recueilli in M. Ortega Olivares, *op. cit.*, p.102).

Face à de tels témoignages, il apparaît bien difficile d'ignorer le rôle joué par les émotions dans les mouvements protestataires. Sidney Tarrow lui-même reconnaît qu'aucun « chercheur sensé n'exclurait l'émotion du répertoire de facteurs qui conduisent des gens ordinaires à descendre dans la rue et à prendre des risques »<sup>4</sup>. Qu'il s'agisse d'exaspération, de mécontentement ou de colère, les émotions susceptibles d'être partagées par les acteurs sociaux ont pour point commun d'être fortement mobilisatrices.<sup>5</sup> Notre hypothèse sera ici que les émotions sont d'autant plus profondes – et donc mobilisatrices – qu'elles puisent leur source dans une accumulation de mécontentements. Confirmant notre attachement à la multicausalité, cette idée d'accumulation de motifs d'exaspération trouve une illustration aussi bien dans le cas hongrois que dans le cas mexicain.

Interrogé au lendemain de l'insurrection hongroise par des chercheurs de l'université de Columbia sur les raisons de ce soulèvement populaire, un jeune hongrois donnait la réponse suivante :

« Le pire était l'oppression politique qui étouffait tout le monde. Mais les conditions économiques étaient tout aussi mauvaises. La Hongrie se sentait comme une colonie exploitée, totalement à la merci des Russes. Il y avait un énorme manque d'espace vital. Les travailleurs étaient insatisfaits. Les étudiants avaient eux aussi de nombreuses demandes économiques et déploraient le manque de contacts avec l'Ouest. La fierté nationale était terriblement blessée par la russification. »<sup>6</sup>

Ce témoignage révèle les différents sujets de mécontentement qui traversaient la société hongroise à la veille de l'insurrection de 1956. Subissant depuis des années un régime répressif, endurant des conditions de vie très difficiles et rejetant massivement la tutelle soviétique, les Hongrois étaient, en cet automne 1956, tout simplement en colère. A en croire les témoignages, ils en avaient assez des slogans de propagande, ils en avaient assez des

<sup>4</sup> « No sensible social movement researcher would exclude emotion from the repertoire of factors that induce ordinary people to pour into the streets, risking danger or arrest. » (S. Tarrow, « Paradigm Warriors », art. cit., p.8).

<sup>5</sup> Ainsi, Deborah B. Gould parle du « rôle motivateur des émotions ressenties fortement » (“motivating role of strongly felt emotions”) et, plus simplement, souligne « la force et le pouvoir des émotions » (“force and power of emotions”) (Deborah B. Gould, « Passionate Political Processes : Bringing Emotions Back into the Study of Social Movements », in J. Goodwin et J. Jasper (dirs.), *op. cit.*, p.156).

<sup>6</sup> « The worst thing was the political oppression which stifled everyone. But equally bad was the economic conditions. Hungary felt like an exploited colony totally at the mercy of Russians. There was a tremendous shortage of living space. Workers were dissatisfied. The students were also full of economic grievances and deplored the lack of contact with the West. National pride was terribly hurt by Russification. » (CURPH n°111, p.5).

mensonges politiques, ils en avaient assez de se mentir à eux-mêmes.<sup>7</sup> « On ne pouvait tout simplement plus supporter la répression politique, spirituelle et économique »<sup>8</sup>, résumait un étudiant hongrois au lendemain de la mobilisation. Facteurs politiques, économiques et culturels se sont étroitement entremêlés, créant une situation tout simplement explosive. « Il y avait de la tension dans l'air »<sup>9</sup> rappelait un jeune hongrois, « les gens en ont finalement eu assez de tout »<sup>10</sup> observait un jeune physicien, « la révolte n'était pas un accident »<sup>11</sup> concluait un professeur d'anglais.

Au Mexique aussi, douze ans plus tard, les sources de mécontentement étaient nombreuses. Au-delà des profondes différences politiques et économiques qui séparent nos deux cas, on observe un point commun : l'existence d'une situation explosive générée par une accumulation de sujets de révolte. Trente ans après la mobilisation étudiante de 1968, un étudiant de l'IPN confiait que « très peu de dirigeants ont compris que le non-conformisme et la rébellion puisaient leurs sources dans des décennies d'autoritarisme et de corruption, des réformes éducatives superficielles, l'incertitude et l'angoisse du sous-emploi et du chômage, l'incompréhension entre parents et enfants »<sup>12</sup>. Dans un contexte de ralentissement de la croissance économique, celui qu'on nommait « miracle mexicain » avait fini par créer une génération de jeunes urbains inquiets pour leur futur et assoiffés de libertés politiques.<sup>13</sup> Au Mexique aussi, facteurs politiques, économiques et culturels se sont étroitement entremêlés, créant une situation que Sergio Zermeño qualifie de « mélange explosif »<sup>14</sup>.

<sup>7</sup> cf. témoignage d'un jeune chercheur en physique : « Politically, the people got completely fed up with the constant lies and with the fact that they themselves were told to lie and they could not tell the truth. The people were daily fed up with the various propaganda slogans. They had to act as if they enjoyed themselves. » (CURPH n°114, p.4).

<sup>8</sup> « One simply could not stand anymore the political, spiritual, and economical suppression – the terribly low living standards. » (CURPH n°210, p.6).

<sup>9</sup> « There was tension in the air. » (CURPH n°111, p.5).

<sup>10</sup> « Finally they got fed up with everything. » (CURPH n°114, p.4).

<sup>11</sup> « The revolt was not an accident. » (CURPH n°115, p.2).

<sup>12</sup> « Pocos, muy pocos [de los sectores oficiales] entendían que la profunda inconformidad y la rebeldía tenían su origen en: décadas de autoritarismo y corrupción, reformas educativas superficiales, en la incertidumbre, expectación y angustia que producían la subocupación y la desocupación, o en la incomunicación crónica entre padres e hijos. » (Témoignage de Javier Mastache, étudiant à l'IPN, recueilli in Mario Ortega Olivares, *op. cit.*, p.30).

<sup>13</sup> On retrouve cette idée de multiplicité des sujets de mécontentement dans ce témoignage d'un étudiant de l'UNAM : « El milagro mexicano llegaba a su fin, el crecimiento económico del país se había agotado, la transformación de país agrario o semiagrario a un país predominantemente urbano, industrializado, con un sector medio creciente hizo que esos jóvenes, hijos de las capas medias, reaccionaran con una extraordinaria energía y con una gran generosidad para exigir las libertades políticas que estaban canceladas. » (Témoignage de Joel Ortega Juárez, membre du Comité de lutte de la faculté d'économie de l'UNAM, recueilli in R. Aréchiga Robles, *op. cit.*, p.100).

<sup>14</sup> « melting-pot explosivo » (Entretien avec Sergio Zermeño, Mexico, 12 décembre 2005).



Afin de mieux comprendre le caractère explosif de la situation politique et sociale à la veille de chacune de ces mobilisations étudiantes, il est temps d'analyser dans une perspective comparative les causes de cette exaspération généralisée en se penchant de plus près sur les facteurs politiques (section A), économiques (section B) et nationalistes (section C). Remarquons dès à présent que ce n'est pas la dimension rationnelle du mécontentement qui nous intéresse ici (analysée en termes de frustration liée à la perception d'un écart entre réalité et aspirations), mais bien sa dimension affective et émotionnelle. La prise en compte de ces émotions permet en définitive de faire le lien entre le niveau macro-analytique (le contexte politique et social) et le niveau micro-analytique (le passage à l'action). Car en l'absence de ces émotions, les acteurs ne seraient probablement pas passés à l'action : un simple calcul rationnel leur aurait fait prendre conscience des risques démesurés auxquels ils s'exposaient.

### **Section A : Le sentiment de révolte face à un régime répressif**

En Hongrie comme au Mexique, lorsque l'on se penche sur les témoignages des acteurs étudiants on ne peut qu'être interpellé par l'intensité de leur rejet du régime politique. La politique de répression menée par les dirigeants de chacun de ces pays avait fini par engendrer une situation d'exaspération capable de leur faire oublier, au cours de la mobilisation, les risques auxquels ils s'exposaient. Ainsi par exemple, interrogé sur la cible du mouvement de 1956, un jeune hongrois répondait :

« Tout le mode de vie communiste, la répression, l'interdiction de s'exprimer librement, l'absence de toutes les libertés humaines. Les passions se sont soudainement enflammées, des passions qui avaient été réprimées pendant douze années. »<sup>15</sup>

Ce sentiment de révolte face à un régime répressif se retrouve également dans ce témoignage d'un acteur de la mobilisation mexicaine :

---

<sup>15</sup> « The entire Communist way of life, the oppression, prohibition of free speech and expression, the lack of every human freedom. Passions have broken out in flames suddenly now, passions which have been repressed for twelve years. » (CURPH n°244, p.4).

« Le mouvement étudiant est né de la rage contre la répression : Demetrio Vallejo, Valentín Campa et des centaines de personnes sont emprisonnées parce qu'on ne leur permet pas d'exister pour leurs idées politiques. »<sup>16</sup>

Certes, la dictature du parti communiste en Hongrie était nettement plus répressive que la mainmise du PRI sur le système politique mexicain, et l'emploi de l'adjectif « autoritaire » pour caractériser ces deux régimes ne saurait masquer les profondes différences qui les séparent. Alors qu'en Hongrie la censure, la répression et la peur faisaient partie du quotidien, le contrôle politique exercé depuis quarante ans par le parti au pouvoir se manifestait de façon beaucoup plus subtile au Mexique. De ces deux contextes politiques distincts découlaient des situations que l'on ne saurait qualifier de similaires mais qui ont pour point commun, d'avoir généré au sein de la population étudiante un profond rejet de la répression.

## **I. Hongrie : le rejet d'un régime fondé sur la peur et la répression**

*« Liste des objectifs démocratiques de notre Parti et de notre gouvernement :*

1. *Peur de la mort au quotidien.*
2. *Vivre paisiblement, chacun contre chacun.*
3. *Restauration des ruines de 1945.*
4. *Un petit changement : Kádár rentre chez lui, Rákosi et Gerö reviennent au gouvernement.*
5. *Vivre sans nourriture.*
6. *Suggestion pour la nouvelle enseigne du Parti : un marteau et un grain de blé, nous ne savons que faire de la faucille.*
7. *Budapest, ville thermale célèbre pour ses bains de sang.*
8. *Amélioration du système de taxis : on ne vient plus vous chercher, on vous exécute directement chez vous.*
9. *Séjours gratuits en Union soviétique.*
10. *En raison d'une prise de stocks, la Hongrie est fermée.*
11. *Souriez ! On vous ment constamment.*
12. *Tous les appartements sont équipés de guerre chaude et de guerre froide. »*<sup>17</sup>

<sup>16</sup> « El movimiento estudiantil nació por la rabia de la represión: Demetrio Vallejo, Valentin Campa y cientos de estas personas estan en la carcel porque no se les puede permitir existir por sus ideas políticas. » (Entretien avec Daniel Cazés, Mexico, 13 décembre 2005).

<sup>17</sup> Petit texte satirique ronéotypé circulant durant la mobilisation de 1956, conservé par un étudiant en école d'ingénieurs (notre traduction, document reproduit in G. Jobbágy, *Top Secret Memoir. 1956*, Budapest, Szabad Tér, 1998, p.79).

La circulation d'histoires drôles, de blagues ou de petits textes satiriques ronéotypés faisait partie intégrante de la vie de la mobilisation de 1956. Derrière l'humour grinçant de ce texte satirique conservé par un étudiant, se dessine le climat de crainte et de terreur qui caractérisait la Hongrie à la veille du mouvement. Il convient en effet de se pencher sur les méthodes répressives employées par les dirigeants hongrois afin de comprendre le profond rejet que ce régime a pu susciter au sein d'une jeunesse étroitement contrôlée et encadrée.

### **A. Condamnation d'un régime reposant sur la répression**

Censure, auto-censure, délation, arrestations arbitraires, exécutions sommaires, tous les ingrédients d'un régime autoritaire étaient présents en Hongrie au début des années cinquante. La répression permettait au Parti de se maintenir au pouvoir. La peur était au fondement même du régime.

Bien qu'il n'existait pas, comme c'était alors le cas en Pologne ou en URSS, d'organe officiel chargé des autorisations, des révisions ou des interdictions de communication, la censure y régnait de façon méthodique et organisée. Propriétés de l'Etat, les maisons d'édition, les journaux ou les revues étaient étroitement contrôlées par des « hommes de confiance » du Parti.<sup>18</sup> Cette censure était d'autant plus efficace qu'elle avait été largement intériorisée. « En plus des contrôleurs officiels et bien rémunérés du parti, il faut compter avec l'auto-censure, ce contrôle préalable, que l'homme s'impose en vivant sous une dictature »<sup>19</sup>, rappelle l'écrivain Tibor Méray. La délation faisait aussi partie du quotidien. Chacun suspectait son voisin et il était considéré comme dangereux d'aborder certains sujets en dehors des cercles d'amis les plus proches. Comme le remarque l'historien Tibor Valuch, « la création et l'entretien d'une atmosphère de méfiance faisait partie de la nature même du régime » dans la mesure où tous les membres de la société étaient fragilisés car « ils ne pouvaient jamais savoir qui de leur entourage pouvait les trahir »<sup>20</sup>.

En outre, la révélation des crimes politiques contribua largement à nourrir le sentiment de révolte des jeunes Hongrois à la veille de la mobilisation de 1956. Les révélations du XX<sup>e</sup>

<sup>18</sup> cf. T. Méray, *op. cit.*, p.95.

<sup>19</sup> *idem.*

<sup>20</sup> « The creation and preservation of an atmosphere of distrust was part of the nature of the system, leaving members of society exposed, since they could never know when those in close contact might turn against them. » (T. Valuch, « Daily Life in Hungary », art. cit., chap.6, p.3).

Congrès du PCUS avaient déjà commencé à ébranler la foi qu'ils pouvaient encore avoir dans le communisme. Quelques mois plus tard, en octobre 1956, les funérailles officielles de l'ancien ministre des Affaires étrangères exécuté par Rákosi en 1949 mirent au grand jour la nature mensongère du régime. Pour de nombreux Hongrois, l'exécution de Laszlo Rajk symbolisait la politique de terreur mise en œuvre par l'équipe de Mathias Rákosi. Plus de cent mille habitants de Budapest se rendirent aux funérailles de cet ancien dirigeant politique, manifestant ainsi leur profond rejet du régime.<sup>21</sup> « La tension arrive à son point culminant le 6 octobre, lors de l'enterrement des victimes du procès Rajk »,<sup>22</sup> souligne Miklós Molnar. Selon un étudiant en littérature, « c'était la première fois que l'on pouvait voir à quel point les gens détestaient le régime »<sup>23</sup>. Ces funérailles avaient tout simplement révélé « les sentiments du peuple »<sup>24</sup>, confiera un étudiant en droit.

Ainsi, le sentiment de révolte face aux arrestations arbitraires et aux exécutions sommaires était profondément ancré. D'après l'écrivain Tibor Méray en effet, « de tous les crimes du régime, ces persécutions sont les plus révoltantes »<sup>25</sup>. Faisant référence à la demande de révision des procès politiques et d'amnistie des opposants formulée dans la pétition des étudiants, cet écrivain hongrois notait que « de toutes les doléances populaires, celles-ci sont les plus aigues »<sup>26</sup>. Les étudiants étaient tout particulièrement remontés contre les auteurs de ces crimes politiques, au premier rang desquels ils plaçaient Mihály Farkas et Mathias Rákosi. « Révoltés contre les actions illégales et les crimes commis au nom du socialisme, les jeunes exigent aussi plus que la libération et la réhabilitation des innocents : le châtement des criminels. »<sup>27</sup>

Ce sentiment de révolte était d'autant plus profond que les étudiants hongrois avaient dû endurer, depuis de nombreuses années, une politique particulièrement autoritaire et répressive à l'égard de la jeunesse.

---

<sup>21</sup> Selon M. Molnár, « il y a alors quelques cent à cent cinquante mille personnes dans le cimetière et dans les rues avoisinantes » (M. Molnár, « L'octobre hongrois », art. cit., p.626).

<sup>22</sup> *idem.*

<sup>23</sup> « This was the first time it was apparent how much people hated the regime. » (CURPH n°213, p.12).

<sup>24</sup> Cet étudiant décrit l'enterrement de Rajk comme « one of the signs pointing to the feelings of the people, for here they came out in such numbers merely to demonstrate against the regime » (CURPH n°214, p.4).

<sup>25</sup> T. Meray, *op. cit.*, p.88-89.

<sup>26</sup> *idem.*

<sup>27</sup> *idem.*

## B. Une jeunesse étroitement contrôlée et encadrée

« On a dit que la démocratie populaire était un régime, où *tout ce qui n'était pas interdit était obligatoire*. Les jeunes adolescents ont pu méditer sur cet adage. Toute leur vie était "organisée". »<sup>28</sup> François Fejtö nous rappelle ici à quel point le caractère autoritaire du régime pénétrait tous les aspects de la vie quotidienne des étudiants, de la nature des enseignements qui leur étaient imposés aux loisirs et à la culture auxquels ils pouvaient avoir accès. On enseignait par exemple aux jeunes Hongrois que c'était un Russe qui avait inventé l'électricité, ou encore que la Seconde Guerre mondiale n'avait opposé que les Allemands et les Soviétiques.<sup>29</sup> Mais loin de créer une génération fidèle au Parti, cet endoctrinement contribua au contraire au rejet du régime. « On nous enseignait dans les livres les principes communistes, mais nous pouvions voir dans la vraie vie qu'il s'agissait de mensonges et de contradictions. Ainsi, ils ont échoué et ont même obtenu le résultat inverse : faire que la jeunesse déteste le communisme »<sup>30</sup>, raconte l'un d'entre eux au lendemain de la mobilisation.

Si l'endoctrinement de la jeunesse est la dimension la plus connue de cet encadrement, l'étroit contrôle dont les étudiants faisaient l'objet contribua lui aussi à nourrir leur ressentiment à l'égard du régime. Dès son arrivée au pouvoir, le parti communiste avait pris soin d'éliminer une à une les associations et les organisations susceptibles de diffuser des opinions dissidentes. « Au début des années cinquante, note l'historien Tibor Valuch, le réseau d'institutions autonomes établies en Hongrie durant la première moitié du siècle avait effectivement été liquidé ». <sup>31</sup> Parmi ces institutions autonomes, les organisations étudiantes n'échappèrent pas à la règle. En juin 1950, les associations et les organisations qui proposaient des activités extra-scolaires furent démantelées et remplacées par une organisation unique : la *DISZ*. Bien que l'adhésion à cette organisation étudiante ne fût pas obligatoire, les étudiants étaient dans les faits presque contraints d'y adhérer. La « fédération

<sup>28</sup> F. Fejtö, *La tragédie hongroise*, *op. cit.*, p.167 (italiques dans l'original).

<sup>29</sup> « For example, in our text book of physics there was a paragraph saying that the electric bulb was not discovered by Edison but by some Russian guy. » (CURPH n°228, p.31). « They wanted to make us believe that WWII was fought only by the Germans and the Russians. » (CURPH n°131, p.20).

<sup>30</sup> « The Communists achieved only relative success in teaching it to the youth ; we learnt about its origins and principles from books and saw in real life that it consisted of lies and essential contradictions. Thus, they failed to achieve their aim with it or rather achieve the opposite : getting youth to hate Communism. » (CURPH n°226, p.45).

<sup>31</sup> T. Valuch, *Social History of Hungary*, *op. cit.*, p.24.

de la jeunesse travailleuse » leur offrait de tels avantages matériels qu'aucun d'entre eux ne pouvait refuser d'y adhérer. Une étudiante de l'Université polytechnique de Budapest raconte en effet qu'ils « étaient automatiquement membres de la *DISZ* parce que personne ne pouvait se permettre de se priver des réductions pour le cinéma ou des entrées gratuites à la piscine et aux clubs de sport ». <sup>32</sup>

Peu coûteuses, ces activités culturelles proposées par la *DISZ* étaient pourtant loin de satisfaire les étudiants. L'offre en loisirs et en divertissements ne faisait que refléter la politique de propagande menée au sommet de l'Etat par le Parti : les étudiants n'avaient le plus souvent d'autre choix que de voir des films soviétiques ou d'assister à des pièces de théâtre d'origine russe. « Entre 1951 et 1953, rappelle François Fejtő, environ 80 à 90 % des films et des pièces de théâtre venaient de l'URSS et plusieurs fois dans l'année une semaine spéciale était consacrée à la glorification de la culture soviétique. » <sup>33</sup> L'exaspération des jeunes Hongrois est parfaitement décelable dans leurs témoignages :

« La création artistique était chargée de propagande, les formes d'expressions artistiques spontanées avaient été supprimées. (...) Tout le monde déplorait ce manque de véritables divertissements. » <sup>34</sup> (*étudiant de l'Université polytechnique*).

« La célébration de l'Union soviétique dépassait les limites. Tout le monde en avait assez. Le résultat de cette adulation constante fut que les jeunes se mirent à détester tout ce qui avait un lien avec le régime et la Russie, à commencer par les films soviétiques. Les jeunes ne voulaient même plus lire les romans de Tolstoï ou de Dostoïevski, alors qu'ils n'avaient rien à voir avec le régime. » <sup>35</sup> (*étudiant en lettres*).

« Nous n'avions aucune liberté, aucune opportunité pour voyager, aucun divertissement, etc. La vie était morne. Je pense que la majorité des étudiants pensait cela. Ma génération était une génération perdue, et ce sentiment d'être perdu renforça

---

<sup>32</sup> « Somebody who was in high school was automatically a member of the *DISZ* because one could not afford to turn down the opportunity to have free or cheap movie tickets and cheap or free membership to swimming pools and sport houses. » (CURPH n°106, p.63).

<sup>33</sup> F. Fejtő, *La tragédie hongroise, op. cit.*, p.167.

<sup>34</sup> « Artistic creation was loaded with propaganda, spontaneous artistic expressions were suppressed. (...) The lack of genuine entertainment was deplored by everybody. » (CURPH n°133, p.44).

<sup>35</sup> « The praise of the Soviet Union was carried to impossible lengths. Everyone was bored by it. As a result of this constant adulation the young people hated everything about the regime and Russia, beginning with the Soviet movies. Young people didn't even like to read Russian novels such as Tolstoi and Dostojweski which had nothing to do with the regime. » (CURPH n°213, p.44).

la tension et la pression qui menèrent finalement à la révolution. »<sup>36</sup> (*étudiant en droit et en philosophie*).

Privés de véritables loisirs, les jeunes Hongrois étaient aussi privés du droit de voyager à l'étranger. Il était alors inenvisageable, pour un étudiant, de se rendre à l'Ouest car, comme le rappelle Tibor Méray, « l'obtention d'un passeport n'est pas un droit, mais une faveur spéciale chichement accordée »<sup>37</sup>. Seuls les athlètes de haut niveau avaient alors la possibilité de se rendre à l'étranger afin de participer aux rencontres sportives internationales. Pour les autres, voyager était tout simplement impossible. Or les jeunes rêvaient de voyages, comme cet étudiant en lettres qui confiait au lendemain de la mobilisation :

« Je voulais voyager. Pendant des années, nous avons été enfermés en Hongrie, coupés de l'Ouest. Résultat, nous étions assoiffés de voyages. »<sup>38</sup>

Cet encadrement était d'autant plus oppressant qu'il ne se limitait pas au seul domaine des loisirs. Ainsi, les étudiants étaient non seulement obligés d'assister aux nombreux meetings politiques organisés par la *DISZ*, mais ils devaient également participer à ses parades.<sup>39</sup> En définitive, elle était la seule et l'unique organisation ouverte aux jeunes Hongrois et aucune initiative estudiantine ne pouvait être pensée en dehors d'elle.<sup>40</sup> Le profond rejet que suscitait cette politique d'encadrement et de contrôle s'exprima clairement quand les trois initiateurs du mouvement de l'université de Szeged présentèrent aux étudiants, le 16 octobre 1956, l'idée de créer une organisation étudiante autonome. Ils eurent alors la surprise de voir cette initiative massivement approuvée par les jeunes rassemblés dans l'amphithéâtre. Applaudissements, cris et sifflements emplirent l'auditorium, traduisant l'enthousiasme que suscitait la perspective de s'affranchir de la tutelle de la *DISZ*.<sup>41</sup>

<sup>36</sup> « We had no freedom, no opportunity to travel, no entertainment, etc. Life was drab. I think the majority at the university felt this way. Mine was the lost generation, and this feeling of being lost contributed to the tension, the pressure, which finally led to the revolution. » (CURPH n°444, p.39).

<sup>37</sup> T. Méray, *op. cit.*, p.57.

<sup>38</sup> « I would like to travel. For years we were locked up in Hungary shut away from the West. As a result we developed this tremendous hunger for travel. » (CURPH n°213, p.34).

<sup>39</sup> « We had to attend membership meetings and pay membership fees (monthly payment of one forint was the membership fee) and we had to attend the parades. » (Témoignage d'une étudiante de l'Université polytechnique, CURPH n°106, p.64).

<sup>40</sup> Le fait que le Cercle Petöfi ait été fondé, comme nous l'avons vu précédemment, à l'intérieur même de cette organisation officielle témoigne à lui seul de l'impossibilité pour les jeunes Hongrois de créer une association étudiante autonome.

<sup>41</sup> cf. T. Kiss, *op. cit.*, p.26.

Du contrôle étroit des enseignements à l'encadrement des loisirs et des divertissements, tous les aspects de la vie quotidienne des étudiants étaient étroitement organisés par le Parti. « Quelle est cette jeunesse qui ne peut pas être jeunesse ? »<sup>42</sup>, s'interrogeait un acteur de la mobilisation. Se sentant largement étouffés, les jeunes Hongrois ont fini par développer un profond rejet du régime politique. C'est précisément ce sentiment d'étouffement que l'on retrouve dans les témoignages des jeunes Mexicains qui se sont mobilisés douze ans plus tard. Au-delà des différences de régime politique, nos deux exemples ont donc un point commun : l'existence d'une situation explosive dans un monde étudiant exaspéré par l'attitude répressive des dirigeants politiques.

## **II. Mexique : une jeunesse étouffée dans un Etat répressif et conservateur**

« Système politique mexicain », « démocratie dirigée », « présidentielisme » : Annick Lempérière rappelle à quel point il est difficile de nommer un régime qui « n'est pas démocratique » dans un pays où « la démocratie n'a jamais eu cours ».<sup>43</sup> Elle choisit finalement d'avoir recours à l'expression « régime autoritaire » afin de « caractériser la manière dont sont conçus le rôle des partis et des organisations sociales, ou le pouvoir présidentiel »<sup>44</sup>. Le système politique mexicain a effet pour particularité d'avoir été entre les mains du PRI qui s'est maintenu au pouvoir depuis 1928 en noyant les institutions politiques et en contrôlant étroitement les corps intermédiaires.

Cette capacité à encadrer la vie politique était d'autant plus forte, durant les années soixante, que le Président Díaz Ordaz avait choisi de mener une politique ayant pour maîtres mots fermeté et conservatisme. Dès son arrivée au pouvoir en 1962, il s'était fixé pour objectif le développement économique de son pays, quel qu'en fût le prix en termes sociaux. Considérant que le développement devait précéder la redistribution des revenus, Díaz Ordaz avait dès le début de son mandat opté pour une politique de fermeté à l'égard des partis et des

---

<sup>42</sup> « What kind of youth is it which is not youth? » (Témoignage d'un étudiant en lettres et en philosophie, CURPH n°444, p.39).

<sup>43</sup> cf. A. Lempérière, *op. cit.*, p.175.

<sup>44</sup> *idem.*



organisations contestataires.<sup>45</sup> « Le développement au prix d'un contrôle politique étroit »<sup>46</sup>, tels sont les termes qu'emploient Bertha Lerner et Susana Ralsky pour résumer sa vision politique. Mais cette atmosphère conservatrice et ce contrôle politique allaient finir par générer, au sein du monde étudiantin, un profond rejet des méthodes employées par le parti au pouvoir. Il ressort clairement des témoignages des acteurs de la mobilisation de 1968 qu'ils rejetaient massivement cette politique répressive et conservatrice dont ils ressentaient les effets jusque dans leur vie quotidienne. Les jeunes Mexicains se mirent alors à détester le régime politique et, plus particulièrement, le parti qui le contrôlait depuis quarante ans.

### A. Rejet d'un système politique contrôlé par un seul parti

« Cela fait cinquante ans que le gouvernement monologue avec le gouvernement. »<sup>47</sup> Cette remarque d'un des leaders étudiantins, Roberto Escudero, traduit le rejet que suscitait la mainmise du PRI sur les institutions politiques mexicaines. Depuis la Constitution de 1917, le Mexique n'avait en effet connu aucune véritable alternance politique et le Parti de la Révolution, créé en 1928, avait toujours réussi à contrôler les postes de décision. Le manque de transparence dans la désignation du candidat officiel du parti à la présidence de la République illustre à lui seul l'opacité des pratiques politiques au sommet de l'Etat mexicain. Annick Lempérière souligne en effet que « tous les candidats du PRI, d'Alemán a Díaz Ordaz, ont été désignés au sein du gouvernement à l'issue de tractations qui ne laissent aucune place à des procédures démocratiques à l'intérieur du PRI, et dont rien ne transpire à l'extérieur »<sup>48</sup>. En dehors de la ligne du parti, point de salut, et les étudiants en étaient parfaitement conscients. A cet égard, ce témoignage d'un des leaders étudiantins mérite que l'on s'y attarde quelques instants :

---

<sup>45</sup> « Como anuncia Díaz Ordaz a lo largo de su campaña presidencial, llega al poder con una meta esencial: la de preservar el camino del desarrollo económico restablecido por su antecesor. Los intentos de redistribución del ingreso que López Mateos manifiesta en el primer momento de su gestión parecen desaparecer en esos momentos de la escena política. » (B. Lerner, S. Ralsky, *op. cit.*, p.390).

<sup>46</sup> « El desarrollo a costa de un estricto control político » (*ibid.*, p.367).

<sup>47</sup> « Hace cincuenta años que el gobierno monologa con el gobierno. » (Témoignage de Roberto Escudero, délégué au CNH de la faculté de philosophie et de lettres, recueilli in E. Poniatowska, *op. cit.*, p.38).

<sup>48</sup> A. Lempérière, *op. cit.*, p.175.

« La façon dont l'Etat traitait les jeunes était d'une grande importance. Tout ce que l'Etat leur offrait, à cette époque, c'était la corporatisation à l'intérieur du système du gouvernement-PRI. Corporatiser toute ton action politique et personnelle, t'enrôler à l'intérieur de l'Etat pour assurer la continuité de cette forme de domination, cela ne nous intéressait pas. »<sup>49</sup>

Le contrôle exercé par le PRI à l'intérieur des institutions universitaires, notamment via la FNET dans le cas de l'Institut polytechnique, s'inscrivait dans le cadre d'une stratégie plus large de corporatisation des corps intermédiaires menée depuis plus d'une trentaine d'années par les dirigeants mexicains. Depuis la présidence de Cárdenas, le Parti de la révolution mexicaine avait en effet mené une politique de contrôle étroit des forces politiques et des syndicats. « Dans les faits, observait le politiste Pablo González Casanova, le syndicalisme – comme force politique nationale – constituait de multiples façons une variable dépendante, non seulement du gouvernement, mais surtout du pouvoir exécutif. »<sup>50</sup> Le contrôle exercé par le PRI se traduisait concrètement par un manque de libertés politiques, qu'il s'agisse de libertés d'expression, de mobilisation ou de protestation. « Durant les années soixante, confie un étudiant mexicain, le pays vivait une époque difficile et douloureuse. A cette époque on manquait de libertés dans tous les domaines, la répression était exagérément brutale. »<sup>51</sup>

Cette répression s'exerçait de multiples manières, à commencer par le contrôle étroit de l'expression dissidente. Le fait que les principaux médias, et tout particulièrement les grands quotidiens nationaux, soient contrôlés plus ou moins directement par le parti n'était pas ignoré des étudiants. Ils en firent d'ailleurs l'amère expérience, dès le début de la mobilisation, en voyant la façon dont leur mouvement était stigmatisé par la presse. L'idée de créer des « brigades étudiantes » chargées de sillonner la ville afin d'informer la population de l'objectif de leur mobilisation était une réponse concrète à ce manque d'information libre et

---

<sup>49</sup> « Fue importante la forma que el Estado trataba a los jóvenes. Lo único que les ofrecía el Estado en ese tiempo, era la corporativización dentro del sistema del PRI-gobierno. Corporativizar toda tu acción política y personal, enrolarte dentro del Estado, para que te responsabilizaras de la heredad de forma de dominación, lo que no nos interesaba a nosotros. » (Témoignage de Luis Jorge Peña Martínez, étudiant à l'Ecole Supérieure d'Economie de l'IPN et Coordinateur du *CNH*, recueilli in M. Ortega Olivares, *op. cit.*, p.110).

<sup>50</sup> « En la realidad, el sindicalismo – como fuerza política nacional – presenta múltiples características de una variable dependiente, no sólo del partido del gobierno, sino específicamente del Ejecutivo. » (P. González Casanova, *op. cit.*, p.26).

<sup>51</sup> « En los sesentas vivíamos una época difícil y dolorosa en el país. En esa época se carecía de libertas en todos los aspectos, había una represión brutal exagerada. » (Témoignage de de Marcos Alarcón Rosas, étudiant, recueilli in M. Ortega Olivares, *op. cit.*, p.176).

indépendante. « Il y avait une véritable rage face à la désinformation »<sup>52</sup>, observe Daniel Cazés. Cet acteur de la mobilisation nous confia aussitôt que l'absence de liberté d'information empêchait tout simplement les acteurs contestataires d'exister en tant que citoyens. « C'est ça qui fut le principal moteur de la rébellion : les seuls citoyens qui existaient dans ce pays étaient les commandants, les caciques du PRI. »<sup>53</sup> Le manque de libertés politiques était au cœur du rejet que suscitait ce régime, comme le rappelle cet étudiant en mathématiques :

« Il n'y avait pas de liberté d'expression, certains leaders ouvriers et même étudiants de mobilisations passées étaient en prison, c'était le prix à payer au Mexique lorsque l'on était en désaccord avec les politiques officielles. »<sup>54</sup>

En cas d'opposition, le gouvernement employait presque systématiquement la même réponse : la répression. Certes, il convient de remarquer avec Annick Lempérière que les méthodes de contrôle des mobilisations sociales n'étaient pas uniformes, allant de l'encadrement des groupes sociaux dans des confédérations syndicales, à l'emploi d'hommes de main par les propriétaires dans les campagnes et au recours à l'armée pour mettre un terme à un mouvement populaire,<sup>55</sup> mais la dimension répressive en restait le dénominateur commun. Au cours des années qui précédèrent la mobilisation étudiante de 1968, le Mexique connut de multiples exemples de répression musclée. La grève des cheminots en 1959, la mobilisation des médecins internes en 1965 ainsi que nombre de mouvements étudiants au cours des années soixante se heurtèrent à la même réponse du gouvernement : le recours à l'armée.<sup>56</sup> « A cette époque, note le leader étudiant Raúl Alvarez Garín, les *granaderos* étaient toujours au coin de la rue, et même si la gauche avait alors un grand pouvoir de mobilisation et organisait de nombreuses manifestations, la majeure partie d'entre elles étaient réprimées dans la violence. »<sup>57</sup>

<sup>52</sup> « En ese momento, lo que primaba era una rabia por la desinformación. » (Entretien avec Daniel Cazés, Mexico, 13 décembre 2005).

<sup>53</sup> « No estábamos ni en la prensa ni en la televisión, es decir no existíamos, no éramos reconocidos en la sociedad como sujetos de esa sociedad. Eso era el principal motor de la rebelión: que los únicos ciudadanos que había en este país eran los mandoneros, los caciques del PRI. » (*idem*).

<sup>54</sup> « No había libertad de expresión, ciertos líderes obreros y aún estudiantiles de otros movimientos pasados estaban en la cárcel, era el precio a pagar en México por disentir de las políticas oficiales. » (Témoignage de Fernando Angulo, étudiant en mathématiques à l'IPN, recueilli in M. Ortega Olivares, *op. cit.*, p.234).

<sup>55</sup> cf. Annick Lempérière, *op. cit.*, p.179-180.

<sup>56</sup> *idem*.

<sup>57</sup> « En esa época los granaderos estaban siempre a la vuelta de la esquina, y aunque la izquierda tenía una gran capacidad de convocatoria y se hacían muchas manifestaciones, la mayor parte eran reprimidas con violencia. » (R. Alvarez Garín, *op. cit.*, p.28).

Tout au long des années soixante, les étudiants mexicains eurent de nombreuses occasions de faire l'expérience de cette politique répressive. En juillet 1960, la manifestation organisée par des étudiants de Mexico en solidarité avec la révolution cubaine fut violemment réprimée par les *granaderos*. L'année suivante, ce fut au tour des étudiants de Puebla de voir leur mobilisation universitaire stoppée par l'intervention de l'armée. En mars 1963, un étudiant de Morelia perdit la vie lorsque l'armée ouvrit le feu contre les étudiants qui s'étaient mobilisés pour dénoncer les pratiques administratives du recteur de l'université. Un autre étudiant fut tué en octobre 1966, dans l'Etat de Michoaca, au cours d'une mobilisation estudiantine contre la hausse du prix des transports publics, ce qui déclencha un vaste mouvement de grève dans l'université. Pour mettre un terme à cette grève, les militaires occupèrent l'université de Michoaca en octobre et arrêtèrent les leaders étudiants qui rejoignirent les rangs des prisonniers politiques. Et en 1967, ce furent les étudiants de l'université de Sonora, mobilisés contre le gouverneur Luis Encimas, qui durent subir l'intervention de l'armée. Face aux mobilisations estudiantines, conclut Annick Lempérière, « les pouvoirs en place et le PRI semblent n'avoir d'autre réponse à apporter que la manipulation, les ingérences dans le syndicalisme étudiant et l'utilisation de l'armée dans les conflits »<sup>58</sup>.

A côté de la répression, l'autre méthode largement employée par les dirigeants politiques mexicains était la « détention préventive ». Afin de contrôler les mouvements contestataires, le pouvoir politique disposait d'un instrument juridique très commode : le recours aux articles 145 et 145 bis du Code pénal fédéral. Introduisant le « délit de dissolution sociale », ces deux articles servaient de base juridique à l'arrestation et à l'incarcération de toute personne suspectée de mener des actions susceptibles de troubler l'ordre. Datant de la Seconde Guerre mondiale et du contexte très particulier de lutte contre les sympathisants nazis, le « délit de dissolution sociale » se transformait, en période de paix, en prétexte commode pour arrêter les militants politiques. Le leader estudiantin Raúl Alvarez Garín raconte ainsi que « chaque premier mai, chaque premier septembre, la police effectuait un coup de filet dans les milieux de gauche pour s'assurer qu'il n'y aurait pas de problèmes ; de même lors de la visite de Kennedy »<sup>59</sup>. Ce recours abusif à une procédure juridique non

---

<sup>58</sup> A. Lempérière, *op. cit.*, p.344.

<sup>59</sup> « Cada 1° de mayo, caya 1° de septiembre se efectuaba una redada contra gente reconocida de izquierda, para asegurar que el acto se desarrollaría sin problemas ; lo mismo cuando vino Kennedy. » (R. Alvarez Garín, *op. cit.*, p.29).

démocratique était largement condamné par les étudiants et le fait que l'abrogation des articles 145 et 145 bis ait, dès le début de la mobilisation, fait partie des revendications des étudiants nous montre à quel point ils rejetaient ces pratiques autoritaires.

Ainsi, qu'ils aient été arrêtés de façon préventive ou au cours d'une intervention répressive, les prisonniers politiques étaient nombreux dans les geôles mexicaines. L'expérience plus ou moins directe de ces arrestations contribua certainement à nourrir la rancœur des étudiants à l'égard du régime politique. Ce fut notamment le cas d'un étudiant de l'IPN, César Tirado Villegas, qui avait assisté alors qu'il était encore enfant à l'arrestation de son père au début des années cinquante :

« Il avait participé au mouvement *henriquista*<sup>60</sup> et fut accusé de dissolution sociale ; il se trouve que j'étais présent lorsqu'il fut arrêté un soir pluvieux d'été, à notre domicile, dans l'arrondissement *del Parque* ; je me souviens des uniformes bleu marine et de la voiture dans laquelle ils l'emmenèrent, une jeep de la même couleur. Les regards de ceux qui sont fait prisonniers sont très significatifs et restent gravés au point qu'il est impossible de les oublier malgré le temps. Après avoir été prisonnier pendant trente jours, mon père revint les cheveux tondus, tenant à la main un sac avec une couverture que ma mère lui avait amenée, et nous l'avons reçu avec de grandes marques d'affection, j'ai discrètement séché les larmes qui commençaient à couler. »<sup>61</sup>

Si, parmi les étudiants mexicains, tous n'avaient pas vécu d'aussi près la nature répressive du régime, nul d'entre eux n'ignorait pour autant les méthodes employées par les dirigeants politiques pour faire taire les opposants. Le travail mené, tout au long des années soixante, par les Comités de libération des prisonniers politiques avait en effet contribué à sensibiliser un nombre croissant de Mexicains au délicat sujet des arrestations préventives.<sup>62</sup>

<sup>60</sup> Mené par la figure de Miguel Henríquez Guzmán, le mouvement *henriquista* (1945-1954) était un mouvement populiste qui prônait un retour aux valeurs révolutionnaires de l'époque de Lázaro Cárdenas et s'opposait à la politique économique du « développement stabilisateur » mise en œuvre par les dirigeants mexicains depuis Miguel Alemán.

<sup>61</sup> « Participó en el movimiento henriquista y fue reo de disolución social ; me tocó presenciar como fue detenido en una lluviosa tarde de verano, dentro de nuestro domicilio en la colonia del Parque ; recuerdo a los uniformados de azul marino y el transporte donde se lo llevaron, un jeep de mismo color. Las miradas de quienes son procesados son muy significativas y quedan gravadas de tal forma, que no es posible olvidarlas a pesar del tiempo. Tras treinta días de estar preso, un buen día llegó mi padre totalmente pelón, con una cobija que le llevó mi madre en una bolsa de papel y lo recibimos con grandes muestras de afecto, se me rodaron unas lagrimas que disimulé con discreción. » (Témoignage d'un étudiant de l'IPN, César Tirado Villegas, recueilli in M. Ortega Olivares, *op. cit.*, p.73-74).

<sup>62</sup> Ainsi, l'arrestation en 1960 du muraliste Siqueiros et du journaliste Filomeno Mata avait suscité une vague d'émotion et de protestation au sein du monde artistique et intellectuel mexicain, bientôt concrétisée par la création de comités demandant l'abrogation des articles 145 et 145 bis du Code Pénal.

Non seulement le gouvernement refusait d'écouter les opinions dissidentes, mais en plus il se permettait de recourir régulièrement à des méthodes violentes pour écraser les mouvements contestataires. La répression du mouvement des cheminots, de la grève des médecins internes ou des différentes mobilisations estudiantines à travers le pays avait, selon la directrice de la faculté d'économie de l'UNAM, donné la sensation que le gouvernement, et plus particulièrement le président, n'accordaient pas l'attention nécessaire à ces demandes.<sup>63</sup> Les dirigeants politiques ignoraient ouvertement les demandes émanant de la société civile et ce large dédain allait susciter, en retour, une exaspération croissante à l'égard du régime.

A la veille de la mobilisation de 1968, les étudiants mexicains détestaient tout simplement le Parti au pouvoir. « Je me souviens que nous détestions le PRI : nous le tenions en horreur »<sup>64</sup>, nous confia l'un des acteurs de la mobilisation. Ce rejet était d'autant plus profond que les jeunes étaient largement exaspérés par la politique autoritaire et conservatrice qu'ils devaient subir au quotidien.

### **B. Atmosphère conservatrice et montée de la contestation**

Minijupes, cheveux longs, contraception et rock'n'roll avaient surgi dans le Mexique des années 1960, prenant le contre-pied d'une culture largement catholique et conservatrice. Entre une jeunesse attirée par la mode anglo-saxonne et des parents autoritaires et conservateurs, l'incompréhension régnait. Les témoignages des acteurs étudiants recueillis à cette époque par la journaliste Elena Poniatowska sont tout à fait significatifs. « Cent cinquante pesos pour cette jupe ! Mais elle ne mesure même pas trente centimètres ! »<sup>65</sup> s'exclamait une mère de famille. « Quel est le rapport entre la chevelure et la morale ? »<sup>66</sup> demandait ironiquement un étudiant de la faculté d'économie. « Les seuls moments où je

---

<sup>63</sup> « Había la sensación de que no se daba una atención justa a las demandas por el autoritarismo del gobierno, del Ejecutivo y, muy en especial, del presidente. » (Témoignage d'Ifigenia Martinez, Directrice en 1968 de l'Ecole nationale d'économie de l'UNAM, recueilli in R. Arechiga Robles, *op. cit.*, p.110).

<sup>64</sup> « Yo me acuerdo que detestabamos al PRI : el PRI nos parecía un horror. » (Entretien avec Dr. Guillermo Palacios, Mexico, 19 décembre 2005).

<sup>65</sup> « ¡Ciento cincuenta pesos por esa falda! ¡Pero si no tiene treinta centímetros de largo! » (Témoignage recueilli par E. Poniatowska, *op. cit.*, p.23).

<sup>66</sup> « ¿Qué tienen que ver las melenas con la decencia o qué te tienen que ver con que uno sea malo o sea bueno? » (*idem*).

m'entendais bien avec mes parents, c'est lorsque nous allions au cinéma car, à ce moment-là, personne ne parlait »<sup>67</sup> confiait une étudiante de l'école d'ingénieurs.

Puisant ses racines dans les mutations économiques, démographiques et technologiques qui marquèrent le Mexique à partir des années cinquante,<sup>68</sup> ce conflit générationnel dépassait de loin le seul cercle familial. « Durant les années soixante, nous nous sommes rebellés contre tout ce que nos parents avaient fait de nous. Ils ne nous laissaient pas exister, ni les parents, ni aucune autorité. Et la mobilisation vient de là »<sup>69</sup>, confie Daniel Cazés. Assoiffés de liberté et de modernité,<sup>70</sup> les jeunes Mexicains allaient commencer à comprendre que l'ouverture culturelle ne serait possible que si le régime politique s'ouvrait. « Nous vivions dans un système fermé, c'était un système paternaliste qui avait tous les défauts. Nous les jeunes, nous voyions avec méfiance la façon dont se manifestait le système. A cette époque, il était très mal vu qu'un étudiant ait les cheveux longs, un étudiant en licence devait aller en cours avec une sacoche, une chemise blanche et une cravate. »<sup>71</sup> Derrière ce témoignage d'un acteur de la mobilisation de 68, se dessine le malaise d'une génération étouffée dans un régime à la fois autoritaire et paternaliste.

Vingt ans après la mobilisation, le journaliste mexicain Hermann Bellinghausen rappelait que cette atmosphère conservatrice avait de nombreuses facettes, relevant aussi bien du domaine politique que de facteurs culturels et sociaux : « nous pouvons mettre dans le même sac des tendances apparemment aussi diverses que l'interdiction du parti communiste mexicain, l'obligation de militer clandestinement, la censure des spectacles, la persécution des

<sup>67</sup> « En los únicos momentos en que me llevo bien con mis papás es cuando vamos al cine, porque entonces nadie habla. » (*ibid.*, p.25).

<sup>68</sup> Pour une explication plus détaillée des raisons de cette incompréhension entre générations, voir B. Récapé, « Mobilisation étudiante et génération politique. Qui précède l'autre ? Réflexions comparatives à partir des mouvements hongrois (1956) et mexicain (1968) », communication à l'atelier « Regards croisés sur la notion de "génération politique" », Congrès de l'AFSP de Toulouse, Septembre 2007. ([www.congres-afsp.fr/ateliers/textes/at4recapae.pdf](http://www.congres-afsp.fr/ateliers/textes/at4recapae.pdf))

<sup>69</sup> « En los sesentas, nos rebelamos contra todo lo que nos padres habían hecho de nosotros. No nos dejaban existir, ni los padres ni ninguna autoridad. Y la movilización viene de eso. » (Entretien avec Daniel Cazés, Mexico, 13 décembre 2005).

<sup>70</sup> Ainsi, l'écrivain Carlos Monsiváis parle d'une « soif de modernisation » (« el afán de modernización »). (C. Monsiváis, Préface de S. Zermeño, *México, una democracia utópica*, *op. cit.*, p.XXI).

<sup>71</sup> « Vivíamos en un sistema cerrado, era un sistema paternalista, que tenía todos los defectos. Los jóvenes, veíamos con recelo la forma en que se manifestaba el sistema; en aquel entonces era mal visto que un estudiante de bachillerato o licenciatura llevara el pelo largo, un estudiante de licenciatura tenía que asistir a clases mínimamente con saco, camisa blanca y corbata. » (Témoignage de Marco Antonio Santillán, recueilli in M. Ortega Olivares, *op. cit.*, p.201).

minorités sexuelles et le formalisme en termes de vêtements et de comportements. »<sup>72</sup> Les dirigeants mexicains menaient en effet des campagnes répressives intenses contre le rock-en-roll, considéré alors comme une forme de déviance et de délinquance, signe de l'atmosphère répressive que devaient subir au quotidien les jeunes Mexicains.<sup>73</sup>

« L'atmosphère sociale était tellement asphyxiante, rappelle Enrique Condés Lara, que le gouvernement ne tolérait rien d'autres que les "cafés chantants". »<sup>74</sup> Les dirigeants n'avaient alors autorisé dans la capitale qu'une demi-douzaine de petits cafés où les jeunes pouvaient consommer des boissons non alcoolisées en écoutant, sagement assis, les groupes de musique à la mode.<sup>75</sup> Etroitement contrôlés, ces « cafés chantants » faisaient régulièrement l'objet de descentes de police à l'issue desquelles ils étaient souvent fermés.<sup>76</sup> Considérés avec mépris par les dirigeants politiques comme des « rebelles sans cause », les jeunes qui écoutaient du rock'n'roll et avaient les cheveux longs étaient rapidement assimilés à des délinquants.<sup>77</sup>

Cette attitude conservatrice et paternaliste était tout particulièrement véhémente à l'égard des jeunes filles dont l'émancipation était alors très mal perçue. L'accès aux bars et aux cantinas était tout simplement interdit aux femmes et les jeunes filles qui portaient une jupe au-dessus du genou risquaient d'être expulsées de leur école.<sup>78</sup> De façon générale, les jeunes Mexicains se sentaient méprisés par des dirigeants politiques qui répondaient systématiquement par la répression à leurs demandes. Selon le leader étudiantin Gilberto Guevara Niebla, « toute forme d'expression et de protestation juvénile, qu'elle soit spontanée

<sup>72</sup> « Podemos echar en el mismo saco tendencias aparentemente diversas como por ejemplo, la proscripción del Partido Comunista Mexicano, que lo obligaba a la militancia clandestina, la censura a los espectáculos, la persecución de las minorías sexuales y la formalidad en el vestido y el comportamiento. » (H. Bellinghausen, *op. cit.*, p.20).

<sup>73</sup> « Tanto en Estados Unidos como en México la campaña contra el rocanrol fue intensa, por decir lo menos. Desde los hogares, las escuelas, el gobierno, los púlpitos y los medios de difusión se satanizaba al rocanrol porque era puesta a la disolución, el desengreño, el vicio, la drogadicción, la delincuencia, la locura, ¡el infierno!: el rock era cosa del demonio. » (J. Agustín, *La contracultura en México*, Mexico, Random House Mondadori, 2004, p.45).

<sup>74</sup> « Tan asfixiante era la atmósfera social que, con todo y la intensa presión juvenil, a principios de los sesenta el gobierno no aceptó otra cosa que los llamados "cafés cantantes". » (E. Condés Lara, *op. cit.*, p.25).

<sup>75</sup> *idem.*

<sup>76</sup> « Estos cafés cantantes eran francamente inofensivos, pero aun así continuamente era clausurados por las autoridades, que con el tiempo afilaban su fobia hacia el rocanrol, o padecían las continuas razzias de los granaderos, la fuerza represiva por excelencia, que asaltaban los establecimientos y maltrataban a los jóvenes. » (J. Agustín, *op. cit.*, p.40).

<sup>77</sup> *ibid.*, p.36.

<sup>78</sup> *cf.* E. Condés Lara, *op. cit.*, p.26.



ou politique, se heurtait invariablement à une même réponse étatique répressive »<sup>79</sup>. Et cet acteur de la mobilisation de remarquer que « la condamnation morale de la jeunesse – les rebelles sans cause, la jeunesse coupable, etc... – s'ajoutait à la persécution policière de toutes les formes d'actions collectives juvéniles »<sup>80</sup>.

Se sentant étouffés dans un régime autoritaire et conservateur, les étudiants mexicains étaient, tout comme les jeunes Hongrois avaient pu l'être douze ans plus tôt, assoiffés de libertés. « Il y avait une soif pour les libertés de tout type » confie l'un des leaders du mouvement avant d'ajouter : « Carlos Monsivaís le résume parfaitement avec "l'envie de ne pas se laisser faire". C'était l'envie d'avoir des droits et de les exercer, ce que nous avons fait. Ainsi, la cause réelle et profonde [du mouvement] était que le peuple était largement fatigué de ce régime autoritaire et paternaliste. »<sup>81</sup> Or dans le cas mexicain comme dans le cas hongrois, cette soif de libertés s'est ajoutée à un profond malaise de nature matérielle cette fois. Facteurs politiques et facteurs économiques se sont ainsi étroitement mêlés jusqu'à créer une situation que l'on peut rétrospectivement tout simplement qualifier d'explosive.

---

<sup>79</sup> « Toda forma de expresión de protesta, juvenil, espontánea o política, encontró invariablemente una respuesta estatal represiva. » (G. Guevara Niebla, *La democracia en la calle*, op. cit., p.25).

<sup>80</sup> « La condena moral de la juventud – los rebeldes sin causa, la juventud pecaminosa, etcétera – se asoció a la persecución policiada de toda forma de agregación juvenil. » (*idem*).

<sup>81</sup> « Había un afán por libertades de todo tipo en México (...). Carlos Monsivaís lo resume muy brevemente y muy plásticamente en 'las ganas de no dejarse'. Eran las ganas de tener derechos y ejercerlos, y lo ejercimos. Entonces, la causa real y profunda era que el pueblo era cansado ya de un régimen autoritario y paternalista. » (Témoignage de Roberto Escudero, recueilli in R. Arechiga Robles, op. cit., p.104).

## **Section B : Les causes matérielles du mécontentement**

« J'ignore s'il existe un rapport scientifiquement démontrable entre la quantité de côtes de porc consommée et la qualité de la conscience historique, mais la chute de Kádár et de son régime est due à cette corrélation. »<sup>82</sup> Formulée en 1990 par l'écrivain István Eörsi après l'effondrement du régime communiste hongrois, cette remarque pourrait tout aussi bien s'appliquer à l'année 1956 dans la mesure où la dureté des conditions de vie contribua largement à nourrir le profond ressentiment de la population à l'égard du régime. Pertinente pour comprendre la mobilisation estudiantine hongroise, cette hypothèse se heurte néanmoins, dans le cas mexicain, au fait que les étudiants étaient principalement issus des classes moyennes et savaient que leurs diplômes leur assuraient des perspectives d'ascension sociale. Quoi de commun en effet entre les conditions de vie misérables des étudiants hongrois et la situation relativement confortable de jeunes issus des classes moyennes mexicaines ?

Véritable privilégié social, l'étudiant mexicain n'avait alors pas beaucoup de soucis à se faire dans un monde où les représentations collectives étaient simples, comme les résume l'étudiante Adriana Corona :

« Pour les filles, c'était "marie-toi et fais des enfants, les études ne sont qu'accessoires", pour les hommes, c'était comme dans les contes pour enfants : "passe tes diplômes, trouve un travail, fonde une famille et tu seras heureux toute ta vie". »<sup>83</sup>

Pour autant, cette situation privilégiée n'était pas le lot de tous les étudiants mexicains et nombre d'entre eux vivaient alors dans des conditions très difficiles. En outre, l'évolution du marché du travail, liée aux profondes mutations économiques et démographiques, allait bientôt générer un certain malaise au sein du monde étudiant. Mais surtout, ce fut l'observation des limites du « miracle économique » mexicain, à commencer par la constatation des immenses inégalités qui traversaient le pays, qui contribua à nourrir le ressentiment des jeunes Mexicains à l'égard du régime. Ainsi, la réaction des jeunes Mexicains n'était pas très éloignée de celle des jeunes Hongrois : la condamnation féroce des

<sup>82</sup> I. Eörsi, *Ah ! Le bon vieux temps*, Paris, Christian Bourgeois éditeur, 1990, p.9.

<sup>83</sup> "A las mujeres era el 'cásate y ten tus hijitos y si estudias una carrera es sólo de adorno, pero no para vivir'. Para los hombres era una historia como en los cuentos para niños: 'estudia tu carrera, consigue un trabajo, forma una familia y serás feliz toda la vida'." (Témoignage d'Adriana Corona, recueilli in E. Ascencio, *op. cit.*, p.43).

privilèges économiques et sociaux détenus par un cercle étroit de dirigeants allait générer, dans les deux cas, un profond rejet du système politique et social.

## **I. Hongrie : dureté des conditions de vie et intensité du mécontentement**

Si l'aspiration à une démocratisation du régime était pour de nombreux Hongrois la première cause de mobilisation en 1956, la dureté des conditions de vie contribua largement à intensifier la grogne populaire. « Je crois que le niveau de vie très bas et les conditions matérielles misérables ont été les principales causes de la révolte. Si tout le monde gagnait 3000 forints par mois, il n'y aurait pas eu de révolution. Pourquoi se révolter alors ? Juste après le manque de libertés civiles, c'était la principale raison. »<sup>84</sup> Ce témoignage d'un étudiant en école vétérinaire nous montre à quel point la dureté des conditions de vie avait généré un véritable climat d'exaspération. De la même façon, une lycéenne remarquait que « la principale revendication était la demande de liberté d'expression et de liberté en général, mais les conditions économiques intensifièrent le mécontentement. »<sup>85</sup>

Près de cinquante ans après la mobilisation, György Forintos nous confia spontanément que « presque toutes les classes étaient mécontentes. Toutes les classes en avaient assez », avant d'ajouter que « l'agitation était intellectuelle, mais le mécontentement populaire existait parallèlement. Ce mécontentement n'était pas tellement visible, mais il existait. L'écrivain était capable de dire ou d'écrire beaucoup plus de choses qu'un ouvrier. Mais on a senti qu'il y avait un grand mécontentement. Tout le pays avait besoin de grands changements. »<sup>86</sup> Afin de mieux comprendre pourquoi le mécontentement grondait aussi fort, il convient d'étudier de plus près les conditions de vie des Hongrois à la veille de la mobilisation de 1956. Les étudiants n'étaient guère mieux lotis que les ouvriers et dans un tel climat, le ressentiment à l'égard des privilégiés du régime contribua à créer une véritable situation explosive.

<sup>84</sup> « I think the low standards of living, the poor material conditions, were the chief causes of the revolt. If everyone had earned 3000 forints monthly, there would not have been a revolution. What on earth for? Next to the lack of civil liberties, this was the chief reason. » (CURPH n°226, p.41).

<sup>85</sup> « The main issue was the demand of freedom of speech, the demand of freedom in general. Economic conditions intensified dissatisfaction. » (CURPH n°408, p.2).

<sup>86</sup> Entretien avec György Forintos, Budapest, 17 juin 2004.

### **A. La misère au quotidien : conditions de vie des Hongrois durant les années cinquante**

Alors que la production industrielle avait doublé entre 1950 et 1954, le niveau de vie des travailleurs avait constamment baissé jusqu'en 1953. La politique du « nouveau cours » menée entre 1953 et 1954 par le réformiste Imre Nagy avait certes permis d'améliorer un peu la situation des ouvriers et des paysans, mais la courte durée de ces réformes n'avait pas permis de renverser véritablement la tendance.<sup>87</sup> L'espoir qu'avait suscité alors l'arrivée au pouvoir d'un dirigeant réformiste est intéressant à double titre : non seulement il permet de comprendre la confiance que les Hongrois accordèrent durant la mobilisation de 1956 au chef du camp réformiste Imre Nagy, mais il révèle surtout que l'ouverture des opportunités politiques n'est pas un facteur suffisant pour comprendre l'émergence d'un mouvement protestataire. En 1953-1954 en effet, les Hongrois ne profitèrent pas de l'arrivée au pouvoir d'un dirigeant plus tolérant à l'égard de l'opposition politique pour se mobiliser car ils attendaient encore beaucoup des réformes qu'il pouvait mener. Mais avec l'éviction d'Imre Nagy et le retour au pouvoir de Mathias Rákosi, l'espoir des réformes économiques s'envola et la grogne populaire monta.

Dans les villes comme dans les campagnes, les Hongrois vivaient dans des conditions très dures que les étudiants étaient loin d'ignorer, d'autant plus que la majorité d'entre eux provenait des classes ouvrières et paysannes. Ainsi, l'un des effets non prévus par les dirigeants communistes du système de sélection *kaders* avait été que les étudiants étaient parfaitement conscients de la situation de misère dans laquelle vivaient les classes populaires, ouvrières et paysannes. « Tout le monde ramenait de la maison les problèmes des parents, comme la collectivisation par exemple »<sup>88</sup>, raconte l'étudiant de l'Université polytechnique István Szabó. Un témoignage auquel fait écho celui d'un étudiant en école vétérinaire, d'origine paysanne :

---

<sup>87</sup> « Tandis que la production industrielle était portée, entre 1950 et 1954, de l'indice 150 à l'indice 300, en chiffres ronds (sur une base 100 en 1938), le niveau de vie des travailleurs baissait régulièrement jusqu'en 1953. C'est seulement en 1953-1954, grâce à la politique de la nouvelle étape, que le niveau de vie s'est élevé de 15%. Alors que les ouvriers avaient doublé la production industrielle par rapport à 1949, augmenté la productivité de 63%, diminué les prix de revient, leur salaire réel restait en fin de compte au niveau de 1949. » (I. Nagy, *op. cit.*, p.59).

<sup>88</sup> « Everybody took from home the problems of the parents, the collectivisation for instance. » (Entretien avec István Szabó, Budapest, 30 juin 2004).

« Personnellement je vivais très bien, mais cela avait un énorme coût pour mes parents. J'étais aussi favorisé parce que mes grands frères et sœurs aidaient à payer mes études. Mes parents n'étaient pas très riches à cause des nombreux impôts et des livraisons obligatoires. Mon père craquait complètement nerveusement. (...) Mes parents étaient amers et mécontents du régime. Leurs lettres révélaient que la situation dans les campagnes était bien pire que ce que j'avais pensé. A Budapest, on n'entendait parler des conditions agricoles que dans les journaux, mais mes parents me décrivaient la véritable situation, qui était bien pire. J'ai toujours vu le désespoir qu'il y avait dans leurs lettres. »<sup>89</sup>

Mais la connaissance des conditions dans lesquelles vivait la majorité de la population hongroise à cette époque ne dépendait pas seulement de l'origine sociale des étudiants. Les stages obligatoires dans les usines que tous les étudiants devaient effectuer, durant les vacances scolaires, leur permettaient de côtoyer les ouvriers.<sup>90</sup> En outre, les étudiants connaissaient d'autant plus les travailleurs qu'ils étaient souvent leurs voisins. L'historien Attila Szakolczai attira notre attention sur le fait qu'« étudiants et ouvriers habitaient dans les mêmes maisons, ils étaient voisins. Durant les années cinquante, tout le monde était mélangé. Il y avait de vrais liens entre les étudiants et les travailleurs. »<sup>91</sup> En définitive, les étudiants étaient tout autant conscients de la dureté des conditions de travail dans les usines que de la situation de pénurie que connaissait la majorité des Hongrois à cette époque.

Alimentation, logement, vêtements, aucun domaine n'était alors épargné par la pénurie qui découlait des difficultés de planifier les besoins de première nécessité. Et les étudiants n'étaient pas mieux lotis que le reste de la population. En mettant l'accent sur l'industrie lourde, les dirigeants hongrois avaient négligé tout autant l'industrie légère que la production agricole. L'historien Tibor Valuch nous rappelle en effet que « la nourriture de base et les vêtements devinrent rares, voire impossibles à se procurer parfois ».<sup>92</sup> Il en était de même pour les produits manufacturés qui, lorsqu'ils étaient disponibles, l'étaient à des prix qui

---

<sup>89</sup> « I myself lived very well, but the disadvantage of this were strongly felt by my parents. The reason for the fact that I was so well-off, was that my older sisters and brothers helped to get me educated. My parents were not too well off due to the high taxes and the compulsory deliveries. As a result, my father's nerves were completely ruined. (...) My parents were embittered and dissatisfied with the regime. Their letters revealed to me that the situation in agriculture was much worse than I had thought it was in the city. In Budapest, I heard of agricultural conditions only from the newspapers. But my parents wrote to me about the actual situation which was far worse. I always saw the desperation in their letters. » (CURPH n°226, p.34 et 47).

<sup>90</sup> Entretien avec l'historien Attila Szakolczai, Budapest, 21 juin 2004.

<sup>91</sup> « They lived in common houses in blocks, they were neighbours. In the fifties, everybody was mixed. (...) There were real connexions between students and workers. » (*idem*).

<sup>92</sup> « Basic foods and clothing items became scarce or unobtainable from time to time. » (T. Valuch, "Daily Life in Hungary », in J. Rainer, Z. Lux (dirs.), *op. cit.*, p.2.

augmentaient bien plus vite que les salaires. Ainsi, entre 1951 et 1956, le prix des vêtements et des chaussures avait été multiplié par trois alors que les salaires n'avaient augmenté que de 15 à 20 % durant la même période.<sup>93</sup> « Manque de charbon, malgré l'établissement d'une « carte » obligatoire ; absence de produits manufacturés les plus élémentaires, tels les bougies, la clouterie, le papier hygiénique ; ni outils, ni cuir, ni métaux ferreux ou non ferreux ; rationnement et pénurie de draps et de tissus de toutes sortes, manque de diversité ou absence de chaussures, de linge de corps, de vêtements confectionnés »<sup>94</sup>, telle était la situation que connaissait la grande majorité des Hongrois à la veille de la mobilisation de 1956.

De toutes les pénuries, la pénurie alimentaire était la plus cruelle. Un étudiant de l'Université polytechnique raconte en effet que « la viande était le plus gros problème, il fallait souvent faire la queue pendant deux ou trois heures pour se rendre compte finalement que tout avait été vendu »<sup>95</sup>. La viande, le beurre, le lait, les œufs et la farine faisaient partie des biens de première nécessité que les Hongrois avaient le plus grand mal à se procurer.<sup>96</sup> Pour un pays traditionnellement agricole comme la Hongrie, la pénurie alimentaire relevait presque de l'absurde. Inévitablement, cette situation de pénurie avait rapidement généré un vaste système de corruption dont savaient bénéficier les quelques privilégiés du régime : cadres du Parti, militaires et membres de la police secrète.<sup>97</sup> Les privilèges dont bénéficiaient les cercles dirigeants ne manquèrent pas de susciter un profond ressentiment au sein de la population. Car pour la majorité des Hongrois, les conditions de vie étaient de plus en plus dures. « La situation économique s'empirait. Je vivais mieux en 1947 avec 710 forints par mois qu'en 1955 avec 910 forints »<sup>98</sup>, confiait un étudiant qui travaillait à mi-temps pour financer ses études.

De surcroît, alors que dans de nombreux pays la détention de diplômes assurait généralement l'accès à un emploi correctement rémunéré, comme au Mexique par exemple, dans la Hongrie des années cinquante les carrières offertes aux jeunes diplômés étaient loin

---

<sup>93</sup> Chiffres donnés par un jeune statisticien hongrois, employé à l'Office Central des Statistiques (CURPH n°109, p.34).

<sup>94</sup> T. Méray, *op. cit.*, p.76.

<sup>95</sup> « Meat was the greatest problem, we were often waiting for 2-3 hours in queues, only to find out that everything has just been sold out. » (CURPH n°133, p.38).

<sup>96</sup> cf. T. Méray, *op. cit.*, p.71.

<sup>97</sup> cf. T. Valuch, *op. cit.*, chap.1 p.6.

<sup>98</sup> « The economic situation was getting worse. I could live better in 1947 with my 710 fts than with my 910 fts a month in 1955. » (CURPH n°133, p.36).

d'être réjouissantes. A moins de chercher à grimper dans la hiérarchie interne du Parti, les étudiants hongrois savaient que leur avenir professionnel était loin d'être assuré. Cette absence de perspectives contribua à nourrir leur ressentiment à l'égard du régime.

### **B. Un avenir professionnel peu réjouissant pour les étudiants**

« Nous détestions le sort qui nous était réservé en tant qu'étudiants. A quoi pouviez-vous aspirer ? La meilleure chose que l'on pouvait espérer était d'obtenir un poste d'enseignant, mal payé, avec aucune opportunité de voyage. Pour les intellectuels, vivre en province c'était tout simplement la mort. Il n'y avait aucun espoir de faire carrière dans les sciences humaines, à moins de se vendre politiquement. »<sup>99</sup>

Le manque d'enthousiasme de cet étudiant en droit et en philosophie à l'idée de devenir enseignant dans une petite ville de province pourrait paraître quelque peu exagéré, mais il convient de préciser qu'en Hongrie l'opposition entre la capitale et le reste du pays était encore plus marquée qu'en France. Selon le témoignage de Miklos Vetö, l'inertie des villes de province hongroises contrastait grandement avec l'effervescence artistique et intellectuelle de Budapest.<sup>100</sup> L'incertitude quant au lieu de mutation était d'autant plus forte que le système ne laissait aucune liberté aux étudiants : « Lorsque l'on finissait ses études, raconte György Forintos, il y avait une liste sur laquelle on pouvait chercher un emploi (...), on disait aux diplômés qu'ils travailleraient dans telle ou telle ville »<sup>101</sup>. Mais la principale source d'inquiétude des jeunes ne tenait pas au lieu d'affectation, elle était tout simplement liée au niveau terriblement bas des salaires auxquels ils pouvaient prétendre.

Avec un salaire s'élevant entre 950 et 1200 forints par mois,<sup>102</sup> les jeunes diplômés vivaient dans des conditions misérables, comparables voire même inférieures à celles des ouvriers. « Un jeune ingénieur (non communiste) gagnait entre 900 et 1000 forints par mois, un bon travailleur pouvait gagner jusqu'à 1300 forints. »<sup>103</sup> Les étudiants en sciences

<sup>99</sup> « We hated ourselves and our fate when we entered the university. What could you expect? The best thing we could hope for was a provincial teacher's position, with no money, no opportunity for travel. For the intelligentsia, living in the provinces is sheer death. There seemed to be no hope for getting ahead in the humanities without selling oneself politically. » (CURPH n°444, p.37).

<sup>100</sup> Entretien avec Miklos Vetö (Paris, 30 septembre 2004).

<sup>101</sup> Entretien avec György Forintos (Budapest, 17 juin 2004).

<sup>102</sup> « Beginners' salary in 1955 was about 950-1200 forints a month. » (Témoignage d'une étudiante de l'Université polytechnique, CURPH n°106, p.33).

<sup>103</sup> « A young engineer (a non-Communist) earned 900 to 1000 forints a month. A good worker could make 1300 forints at the same time. » (Témoignage d'un étudiant de l'Université polytechnique, CURPH n°133, p.8).

humaines n'étaient pas mieux lotis que les jeunes ingénieurs de l'Université polytechnique car le salaire des enseignants ne dépassait guère 1000 forints par mois.<sup>104</sup> D'après le témoignage d'un professeur de lycée, ce salaire ne permettait pas de vivre décemment : « Je ne pouvais pas acheter de vêtements, juste la nourriture de base. Un costume valait alors 1100 forints – un mois de salaire – et c'était un costume de seconde qualité. »<sup>105</sup> Les autres métiers auxquels pouvaient prétendre les jeunes diplômés de l'université n'étaient pas vraiment plus enviables : entre 720 et 1000 fts pour un bibliothécaire, entre 800 et 1000 fts pour un employé de bureau, entre 1100 et 1400 fts pour un ingénieur diplômé et environ 1300 fts pour un journaliste.<sup>106</sup>

A titre comparatif, un jeune conducteur de bus percevait un salaire de 1600 fts et un travailleur qualifié gagnait 1300 fts par mois.<sup>107</sup> Dans un système où les jeunes diplômés étaient moins bien considérés que les ouvriers qualifiés, il est peu surprenant que les étudiants se soient mis à détester le régime. C'est précisément cette exaspération qui a fait oublier aux étudiants les risques auxquels ils s'exposaient en participant à la mobilisation estudiantine. Le témoignage d'un étudiant de l'Université polytechnique est à cet égard tout à fait significatif :

« J'ai fait partie du groupe d'étudiants qui a organisé la manifestation et, naturellement, je voulais poursuivre avec eux jusqu'au bout. C'était dans notre intérêt vital. Notre situation était pire que celle des ouvriers. »<sup>108</sup>

Le mécontentement des étudiants était d'autant plus grand qu'ils n'étaient pas sans savoir que les cadres du Parti bénéficiaient, quant à eux, de conditions particulièrement privilégiées. D'après un étudiant de l'Université polytechnique, le salaire des ingénieurs engagés dans le Parti pouvait atteindre 3000 à 4000 fts par mois.<sup>109</sup> L'existence d'une classe de privilégiés du Parti n'a pu que contribuer à nourrir cette grogne populaire.

---

<sup>104</sup> cf. CURPH n°115, p.22.

<sup>105</sup> « I could not buy clothes, only my basic food needs. A suit was 1,100 forints – a month's pay – and that was a second quality. » (CURPH n°101, p.21).

<sup>106</sup> cf. CURPH n°133, p.26, CURPH n°213, p.9 et CURPH n°438, p.16.

<sup>107</sup> cf. CURPH n°211, p.17 et CURPH n°133, p.26.

<sup>108</sup> « I was in the student group which organized the demonstration, and naturally I wanted to go with them all the way. It was our vital interest to do so. Our situation was worse than that of a common laborer. » (CURPH n°133, p.8).

<sup>109</sup> « I think their basic salary amounted to 3000 or 4000 fts a month. » (CURPH n°133, p.26).



### C. Montée du ressentiment à l'égard des privilégiés du régime

« Contre qui le mouvement des masses, encore silencieuses avant l'explosion d'octobre, se dirigeait-il ? Contre les dirigeants et leur appareil, sans doute. C'est-à-dire contre cette bureaucratie que Trotski avait déjà fustigée, dans son temps. »<sup>110</sup> A en croire l'écrivain Miklós Molnár, la Hongrie avait, comme l'URSS, vu un appareil bureaucratique usurper le pouvoir politique et bénéficier d'avantages matériels particulièrement scandaleux dans un contexte de misère et de pénurie. Si l'intellectuel yougoslave Milovan Djilas désigna cet appareil bureaucratique comme une « nouvelle classe dirigeante »,<sup>111</sup> il est peut-être abusif de l'assimiler à une « classe sociale ». C'est donc en préférant employer l'expression de « couche dirigeante » que François Fejtö rappelle « la haine que portait la majorité de la population aux *happy few* de la nouvelle couche dirigeante qui disposait non seulement des leviers de commande mais aussi des signes extérieures de la richesse dévolue autrefois à la grande bourgeoisie commerçante, industrielle et financière, aux propriétaires terriens, et aux plus hauts fonctionnaires ».<sup>112</sup>

Le mot « haine » y est, traduisant à lui seul la force émotionnelle que suscitait l'étalage de ces inégalités économiques et sociales. Composée des membres de l'administration étatique ainsi que des effectifs de l'armée, des membres de la police politique et des fonctionnaires du Parti, cette « nouvelle couche dirigeante » rassemblait selon François Fejtö près d'un million de personnes sur une population totale de 9 500 000 habitants.<sup>113</sup> Ces privilégiés du régime bénéficiaient de salaires largement supérieurs à ceux du reste de la population : « alors que le salaire national moyen en 1956 était d'environ 1000 forints par mois, celui des non-gradés de l'AVO était de 3000 forints ; les officiers touchaient entre 9000 et 12000 forints par mois » indique Andy Anderson, avant d'ajouter : « Ils étaient tous cordialement détestés par le peuple hongrois »<sup>114</sup>. Or c'est précisément cette exécution qui nous intéresse pour comprendre l'intensité émotionnelle de la mobilisation de 1956.

<sup>110</sup> M. Molnár, *Victoire d'une défaite*, op. cit., p.96.

<sup>111</sup> M. Djilas, *La nouvelle classe dirigeante*, Paris, Plon, 1957

<sup>112</sup> F. Fejtö, *Budapest, l'insurrection*, op. cit., p.61.

<sup>113</sup> *idem*.

<sup>114</sup> A. Anderson, op. cit., p.36.

D'après Miklós Molnár, « on n'aimait pas, dans l'usine et dans le village, l'ancien camarade monté dans les rangs de la nouvelle société »<sup>115</sup>. En septembre 1956, l'écrivain Gyula Háý dressait d'ailleurs le portrait d'un de ces parvenus, dans un célèbre article d'*Irodalmi Ujság* intitulé « Pourquoi je n'aime pas le camarade Kucsera »<sup>116</sup>. Condamnant à la fois l'inutilité des paperasses administratives et la haine des fonctionnaires à l'égard des lettres et des arts,<sup>117</sup> Gyula Háý ne manque pas non plus de rappeler les privilèges dont bénéficiaient ceux qui avaient réussi à grimper les échelons du parti :

« Kucsera est un parvenu. Or, les parvenus, les nouveaux riches qui se délectent de leurs richesses toutes neuves et de leur pouvoir fraîchement acquis sont toujours antipathiques. (...) Grâce à sa voiture, à son traitement, à son appartement, aux magasins spéciaux où il fait ses achats, aux maisons de repos qui lui sont réservées, il s'écarte de la vie, du peuple, de son parti et se transforme en une sorte de parasite, placé au-dessus du peuple et du parti et régnant sur ceux-ci. »<sup>118</sup>

Cet article eut un retentissement d'autant plus grand auprès des lecteurs de la revue littéraire que personne n'ignorait alors l'existence de ces privilèges. Alors que la grande majorité des Hongrois devait faire la queue pendant des heures pour espérer se procurer quelques biens alimentaires de base, ceux qui étaient au sommet de l'appareil bureaucratique menaient un train de vie particulièrement enviable. Au cours des entretiens qu'il réalisa au lendemain de la mobilisation auprès d'immigrés hongrois en France, Nicolas Baudy observe que les témoins évoquent souvent la situation privilégiée des fonctionnaires du Parti : « Tous les récits confirment la mainmise des familles des chefs communistes sur les domaines les plus divers. Sur les richesses aussi. Si bien que l'adage communiste, "la plus grande valeur en régime communiste, c'est l'homme", avait été plaisamment corrigé à Budapest, "la plus grande valeur, ce sont quelques hommes". »<sup>119</sup> Ironie du sort dans un régime qui avait à peu

<sup>115</sup> M. Molnár, *Histoire de la Hongrie, op. cit.*, p.96.

<sup>116</sup> Article paru en septembre 1956 dans *Irodalmi Ujság*, traduit in *Les Temps Modernes, op. cit.*, p.905 et suiv.

<sup>117</sup> « L'autre raison pour laquelle je n'aime pas le camarade Kucsera, c'est son dilettantisme. Kucsera ne connaît rien à fond et, en conséquence, se mêle de tout et, naturellement, à l'échelon le plus élevé. (...) Ce phénomène est particulièrement frappant dans le domaine des lettres et des arts. Nous savons que les Kucseras ne se sont pas encore résignés à l'existence de choses aussi difficiles à administrer, à réglementer, à normaliser et à enregistrer que la littérature et les arts. Ainsi donc, tous ceux qui ont des connaissances en ces matières ne sont pour eux, par définition, pas dignes de confiance. Voilà pourquoi tous les organismes ayant un rapport quelconque avec les lettres et les arts sont pleins de gens obsédés par le complexe Kucsera, de fonctionnaires qui, loin de s'y connaître, détestent les lettres et les arts. » (*idem*).

<sup>118</sup> *idem*.

<sup>119</sup> N. Baudy, *Jeunesse d'Octobre, témoins et combattants de la révolution hongroise*, Paris, La Table Ronde, 1957, p.31.

près réussi à abolir les classes sociales, une nouvelle forme de stratification sociale était apparue, comme le note cet étudiant en lettres :

« Concrètement, il n'y a pas de classes sociales en Hongrie. Ils ont réussi à faire un immense mélange social (...) Mais en fait, il y a deux groupes qui s'opposent, au sommet les fonctionnaires du Parti et en bas, le reste de la population hongroise. »<sup>120</sup>

En définitive, dans un contexte économique marqué par la misère, l'incertitude et l'existence de profondes inégalités, « il ne suffisait que d'une allumette pour déclencher une révolution ».<sup>121</sup> Cette remarque d'un étudiant en musique illustre parfaitement l'analyse de l'historien Bill Lomax : « Cette tension accumulée allait inévitablement exploser comme de soudains éclairs au cours des années qui suivirent la mort de Staline. »<sup>122</sup> Si les facteurs économiques occupent, indiscutablement, une place décisive pour comprendre l'explosion du mécontentement des jeunes Hongrois en 1956, cette hypothèse mérite d'être étudiée de plus près dans le cas mexicain. Car dans un contexte où les étudiants constituaient, *a priori*, un groupe social privilégié, un certain nombre d'éléments nous invitent à penser que leur exaspération à l'égard du parti politique qui contrôlait le régime depuis quarante ans avait aussi une dimension économique.

---

<sup>120</sup> "Basically there are no social classes in Hungary. They succeeded in achieving a tremendous social mixture (...) Actually, there are two opposing groups in Hungary, on top the Party functionaries and on bottom the rest of the Hungarian people." (CURPH n°213, p.64-65).

<sup>121</sup> "Only a match was needed to start a revolution." (CURPH n°110, p.2).

<sup>122</sup> "This accumulated tension was to burst out like sudden darts of lightening in the years following Stalin's death." (B. Lomax, *op. cit.*, p.37-38).

## II. Mexique : effritement du mythe méritocratique et prise de conscience des inégalités économiques et sociales

Véritable petit éden, la vie sur le campus de l'UNAM à Mexico était pour de nombreux étudiants à la fois sympathique et confortable. Ainsi, l'un d'entre eux raconte : « Nous louions un appartement à Copilco<sup>123</sup> et nous ne sortions presque jamais du périmètre de la Cité Universitaire. Là, il y avait de tout. (...) Les cinq cents pesos que me versait mon père chaque mois étaient à la fois suffisants pour se nourrir, et insuffisants pour les divertissements extérieurs au campus. »<sup>124</sup> Contrairement aux étudiants hongrois qui avaient du mal à subvenir à leurs besoins de base (alimentation, logement et vêtements), la plupart des étudiants mexicains n'était pas confronté à cette pauvreté et ne s'en plaignait généralement pas.

Pourtant, un certain nombre d'éléments allaient nourrir la rancœur des jeunes à l'égard du régime politique, à commencer par l'effritement progressif du mythe méritocratique dans un contexte marqué par une complexification du marché du travail. A cela s'ajouta une prise de conscience croissante des profondes inégalités qui régnaient dans le pays, dans un contexte idéologique marqué par la percée des théories marxistes et tiers-mondistes. Cette dénonciation des inégalités s'accompagna, dans les milieux estudiantins de gauche, d'une critique grandissante des cercles dirigeants accusés de détenir entre leurs mains les principales richesses du pays.

---

<sup>123</sup> Copilco est un quartier du sud de Mexico, voisin du campus de l'UNAM (Cité universitaire ou C.U.).

<sup>124</sup> « Como entre varios paisanos rentábamos un departamento en Copilco Universidad, prácticamente no salíamos del perimetro de CU. Ahí había de todo. (...) Los quinientos pesos que papá me giraba mensualmente eran al mismo tiempo suficientes para comer, e insuficientes para la diversión en el exterior del campus. » (extrait d'un témoignage écrit d'un étudiant en droit intitulé « Se acabó el edén », reproduit in D. Cazés (dir.), *Memorial del 68. Relato a muchas voces*, México, La Jornada Ediciones, 1993, p.30).

### **A. Les étudiants mexicains : des jeunes privilégiés mais inquiets pour leur avenir**

Le monde universitaire mexicain des années soixante était bien loin du système des *kaders* hongrois dont l'un des rares mérites avait été d'ouvrir la porte de l'université aux jeunes issus des milieux populaires. Malgré les efforts du gouvernement mexicain en termes de bourses, l'écrasante majorité des étudiants mexicains était originaire des classes moyennes et supérieures.<sup>125</sup> A l'UNAM par exemple, 76,82% des jeunes provenaient de ces classes favorisées, alors que les enfants d'ouvriers et de paysans ne représentaient, respectivement, que 14,66 % et 2,85 % des étudiants.<sup>126</sup> Dans l'ensemble donc, la situation économique et sociale des étudiants mexicains était loin d'être misérable au point d'expliquer la grogne qui monta dans l'université durant l'été 1968. D'après le sociologue Sergio Zermeño en effet, « les acteurs du mouvement ne sont pas des secteurs "en crise" ». <sup>127</sup>

Si la majorité des étudiants mexicains n'était pas dans la difficulté, ceux dont les parents ne pouvaient pas financer leurs études vivaient dans des conditions souvent très difficiles car le niveau des bourses versées par le gouvernement était resté très bas.<sup>128</sup> Ces bourses ne suffisant pas pour vivre, de nombreux étudiants étaient contraints de travailler pour pouvoir subvenir à leurs besoins. L'étudiant de l'IPN César Tirado Villegas raconte ainsi qu'il avait dû mener de front études et travail en fin de semaine, alors qu'il était pourtant boursier.<sup>129</sup> Qu'ils bénéficient d'une bourse ou qu'ils soient dépendants de leurs familles, les étudiants mexicains étaient tous confrontés à un même problème : celui du logement. La Cité universitaire de l'UNAM, au sud de Mexico, avait été conçue dans les années cinquante pour accueillir 30 000 étudiants mais, comme le note Annick Lempérière, elle allait en accueillir 20 000 de plus quinze ans plus tard.<sup>130</sup> Or les concepteurs de ce vaste campus n'avaient « prévu ni restaurants ni résidences universitaires »<sup>131</sup>. Le problème de la surpopulation des

<sup>125</sup> cf. S. Zermeño (1978), *op. cit.*, p.48.

<sup>126</sup> cf. R. Ramirez (1969, I), *op. cit.*, p.28.

<sup>127</sup> "Los movilizados no son sectores 'en crisis'." (S. Zermeño (1978), *op. cit.*, p.47).

<sup>128</sup> Annick Lempérière souligne en effet que le budget des bourses était « resté insignifiant en dépit de la massification de la fréquentation universitaire » (A. Lempérière, *op. cit.*, p.327).

<sup>129</sup> "Combinaba los estudios trabajando los fines de semana para ayudarme, en tanto conseguía una beca." (Témoignage de César Tirado Villegas, représentant de l'IPN au CNH, recueilli in M. Ortega Olivares, *op. cit.*, p.51).

<sup>130</sup> A. Lempérière, *op. cit.*, p.327.

<sup>131</sup> *idem.*

universités s'était, inévitablement, doublé du problème de manque de logements accessibles aux étudiants.

Il existait certes, à travers la capitale, des maisons dont les chambres étaient entièrement réservées aux étudiants les plus démunis. Le leader estudiantin Gilberto Guevara Niebla raconte ainsi qu'il résidait dans la « Maison de l'Étudiant de Sonora », lieu réservé aux étudiants originaires de l'État de Sonora dont les parents n'avaient pas les moyens de leur payer un logement privé. Il partageait avec les 140 autres étudiants de cette maison des conditions souvent très difficiles, se souvenant notamment avoir régulièrement manqué de nourriture.<sup>132</sup> Si la grande majorité des étudiants mexicains ne vivait pas dans des conditions aussi dures, on ne peut néanmoins ignorer qu'un certain malaise avait, durant les années soixante, commencé à croître dans l'université. Au problème de surpopulation des facultés, venait en effet s'ajouter une autre source d'inquiétude : la crise, qui lui était en partie liée, des débouchés professionnels.

Ce que Gilberto Guevara Niebla nomme « condition étudiante nouvelle et inédite »<sup>133</sup> apparaît comme l'une des causes du mécontentement grandissant des étudiants aux cours des années soixante. Jusqu'alors, la détention de diplômes universitaires avait été considérée, au Mexique, comme l'assurance d'une vie paisible et confortable. Avec la massification de l'enseignement supérieur et la complexification du marché du travail, le mythe de l'ascension sociale commençait à s'effriter. Et avec lui s'effritait la confiance des étudiants en leur avenir. Dans le domaine des sciences humaines par exemple, l'augmentation importante du nombre d'étudiants ne s'était pas accompagnée d'une hausse parallèle du nombre de postes offerts aux jeunes diplômés.<sup>134</sup> De façon plus générale, l'enseignement supérieur « commençait déjà à ne plus être un mécanisme automatique d'ascension sociale »<sup>135</sup>. Le leader estudiantin Raúl

---

<sup>132</sup> « Era un estudiante en condiciones difíciles ; recuerdo muchas escenas de hambre. » (G. Guevara Niebla, témoignage recueilli in H. Bellinghausen, *op. cit.*, p.39).

<sup>133</sup> Ainsi, G. Guevara Niebla parle de « gestación de una nueva, inédita, condición estudiantil » (G. Guevara Niebla, *La democracia en la calle*, *op. cit.*, p.24).

<sup>134</sup> « Carreras como sociología, etnología, psicología, ciencias políticas, etc. que agrupaban ya para 1961 al 25 % del estudiantado no habían sido acompañadas por un crecimiento paralelo de las oportunidades de empleo. » (S. Zermeño, *México, una democracia utópica*, *op. cit.*, p.49).

<sup>135</sup> « La educación ya comenzaba a dejar de ser un mecanismo seguro de ascenso social. » (R. Jardón, *op. cit.*, p.19).

Alvarez Garín nous confia en effet que « c'était la première fois que l'on constatait qu'avoir de bons diplômes universitaires ne garantissait plus la mobilité sociale »<sup>136</sup>.

Très présent au sein des classes moyennes mexicaines, le rêve méritocratique commença en effet à s'effriter à partir des années soixante avec la croissance démographique urbaine et l'accroissement massif du nombre de demandeurs d'emplois dans les grandes villes. L'urbanisation rapide, en une vingtaine d'années seulement, d'un Mexique traditionnellement rural avait inévitablement complexifié le marché du travail dans les grandes villes comme Mexico, Guadalajara, Monterrey ou Veracruz.<sup>137</sup> Pour de nombreux étudiants, ce rêve méritocratique commençait peu à peu à se transformer en frustration.<sup>138</sup> Le marché du travail ne pouvant absorber le nombre croissant d'étudiants diplômés des universités, l'inquiétude commença à monter au sein des milieux estudiantins. Et avec cette inquiétude, grandissait la critique du gouvernement PRI, accusé d'être incapable de donner des réponses concrètes à ces mutations économiques.<sup>139</sup> Parmi ces mutations économiques susceptibles d'inquiéter les jeunes Mexicains, il y avait la constatation grandissante que le « miracle économique » était loin d'avoir été équitablement partagé à travers le pays.

### **B. Des étudiants témoins des inégalités économiques et sociales du pays**

De même que la vie universitaire ressemblait à un petit éden pour un certain nombre d'étudiants, la situation économique et sociale du pays était loin d'intéresser tous les jeunes Mexicains à la veille de la mobilisation de 1968. Il serait en effet à la fois caricatural et inexact de résumer la population estudiantine mexicaine au portrait d'un étudiant profondément révolté par les inégalités régnant dans son pays. Ainsi, le témoignage d'une étudiante de l'IPN, Gabriela Victoria Alvarado, nous rappelle que les étudiants n'avaient pas forcément conscience des conditions extrêmement misérables dans lesquelles vivait un grand nombre de Mexicains. Ce n'est qu'en participant aux brigades étudiantes, durant la

<sup>136</sup> « Es la primera vez que se registra que tener una carrera universitaria bien hecha ya no es garantía de movilidad social. » (Entretien avec Raúl Alvarez Garín, Mexico, 24 novembre 2005).

<sup>137</sup> En 1970, 60 % de la population mexicaine était urbaine (cf. D. Cothran, *op. cit.*, p.94).

<sup>138</sup> Ainsi, l'ancien acteur de la mobilisation étudiante, Gerardo Estrada, note dans un ouvrage récent que « ese sueño comenzó a tornarse, para muchos, en frustración a partir de los años sesenta » (G. Estrada, *op. cit.*, p.23).

<sup>139</sup> « Así, masificación, carencia de recursos económicos, degradación de las condiciones de estudio y trabajo, devalorización del trabajo intelectual, desempleo, frustraciones, todo esto se traducirá en un proceso de desconfianza hacia el Estado mexicano que es incapaz de garantizar todas las expectativas de los estudiantes. » (J. M. Rivera Lopez, *Catalogo parcial del fondo movimiento estudiantil mexicano*, Tesis de Licenciatura en Historia, Mexico, UNAM, 1987, p. XXXVI).

mobilisation de l'été 1968, qu'elle découvrit certains quartiers de la capitale et qu'elle prit conscience de la misère qui y régnait.<sup>140</sup>

Si certains étudiants n'étaient pas du tout conscients des profondes inégalités qui traversaient leur pays, la majorité d'entre eux ne les ignorait pas. « La situation du pays était dramatique, et même les jeunes qui n'étaient pas politisés se rendaient compte des injustices qui régnaient à travers le pays »<sup>141</sup> observe un étudiant en mathématiques. Le Mexique avait, depuis la Seconde Guerre mondiale, connu une extraordinaire croissance économique – les taux annuels dépassaient les 6 % – mais sans véritablement répartir les fruits de cette richesse. Profondément hétérogène et parcellée, la société mexicaine était, selon Sergio Zermeño, à la fois socialement, économiquement et culturellement très inégalitaire.<sup>142</sup> Suite à la priorité attribuée par le gouvernement, à partir de 1946, à l'investissement productif et la croissance économique, le Parti de la Révolution avait rapidement dévalorisé ses idéaux égalitaires. D'ailleurs, à partir de 1958, toutes les références à la lutte des classes et au socialisme avaient définitivement disparu des discours officiels.<sup>143</sup> Dans un tel contexte politique et idéologique, les questions du « bien être social » et de la répartition des richesses passèrent au second plan.

Les milieux industriels et financiers furent certes les premiers à tirer profit de ce « miracle économique », mais les classes moyennes urbaines en bénéficièrent largement elles aussi.<sup>144</sup> Ainsi, les modes de vie se transformèrent rapidement dans les grandes villes où l'influence culturelle des Etats-Unis se fit de plus en plus visible.<sup>145</sup> Pourtant, cette croissance « miraculeuse » masquait pourtant une autre réalité : la montée des inégalités sociales et la persistance d'une extrême pauvreté. « Si le rythme du développement n'apparaît satisfaisant

<sup>140</sup> « Para mi fue muy significativo porque por primera vez me dí cuenta que existía la pobreza, la miseria; fue en Ciudad Neza mi primer brigada. » (Témoignage de Gabriela Victoria Alvarado, étudiante à l'IPN, recueilli in M. Ortega Olivares, *op. cit.*, p.210).

<sup>141</sup> « La situación del país era dramática, y aún jóvenes que no tenían una educación política se dieron cuenta de las grandes injusticias que habían a lo largo y ancho del país. » (Témoignage de Fernando Angulo, étudiant en mathématiques à l'IPN, recueilli in M. Ortega Olivares, *op. cit.*, p.234).

<sup>142</sup> « Una sociedad abrumadoramente heterogénea, parcelada y de grandes desigualdades sociales, económicas y culturales » (S. Zermeño, *México, una democracia utópica*, *op. cit.*, p.2).

<sup>143</sup> « Desde 1958, toda mención de la lucha de clases y del socialismo ha desaparecido. » (J. Carrión, *art. cit.*, p.20).

<sup>144</sup> « In addition to business, and to some degree overlapping with it, another sector that benefited from the economic growth policies of the period 1940-70 was the urban middle class. » (D. Cothran, *op. cit.*, p.78).

<sup>145</sup> Ainsi, Annick Lempérière note qu'« avec les capitaux américains investis dans la chimie, l'agroalimentaire, l'automobile, s'imposent aux habitants des grandes villes, surtout Mexico et les villes du nord, des modes de vie et de consommation cousins de ceux des Américains. » (A. Lempérière, *op. cit.*, p.308).



qu'à ceux qui en ont bénéficié, que dire de la situation de la grande majorité de la population, paysans, artisans, ouvriers et même les petits commerçants et employés ? »<sup>146</sup>, interroge l'économiste Fernando Carmona.

L'ascension rapide des classes moyennes urbaines masquait en fait la situation de très grande pauvreté que connaissait pourtant la grande majorité des habitants du pays.<sup>147</sup> Dans un contexte de très forte croissance démographique,<sup>148</sup> l'augmentation de la population active avait inévitablement créé des tensions sur le marché du travail, aussi bien dans les villes que dans les campagnes. Situation jusqu'alors inédite, cette hausse significative de la population active se traduisit par une montée du chômage et du sous-emploi, particulièrement dans les campagnes où les travailleurs journaliers se faisaient trop nombreux par rapport aux besoins en main d'oeuvre. D'après l'économiste Alonso Aguilar, cette population sous-employée ou au chômage représentait, dans les campagnes, 30 % de la population active.<sup>149</sup> Si le Parti de la Révolution avait promis à ses origines d'aider les paysans, le « miracle économique mexicain » n'avait finalement pas réussi à atteindre les campagnes.<sup>150</sup>

Mais les paysans mexicains n'étaient pas les seuls à ne pas avoir reçu les fruits de cette fameuse croissance économique. Dans les villes aussi, nombreux étaient les travailleurs qui avaient vu, au cours de la décennie, chuter leur pouvoir d'achat. L'abondance de la main d'œuvre disponible avait en effet joué en la défaveur des travailleurs qui ne pouvaient plus négocier des hausses de salaires. D'après les statistiques officielles qui portent sur la période 1960-1965, 81 % des travailleurs mexicains avaient alors vu leur pouvoir d'achat stagner ou

---

<sup>146</sup> « Si el ritmo de desarrollo sólo puede parecer satisfactorio a quienes más se han beneficiado con él (...) ¿qué decir sobre la situación real de las grandes mayorías nacionales de campesinos, artesanos, obreros y aun los más modestos comerciantes y empleados? » (F. Carmona, « La política económica » in A. Aguilar, F. Carmona, *México : riqueza y miseria*, Mexico, Editorial Nuestro Tiempo, 1982, p.195).

<sup>147</sup> « Detrás de la clase media ascendente se ocultaba un mundo de disparidades profundas, en el que 60% de la población ganaba menos del salario mínimo y en donde el endeudamiento creciente de la economía amenazaba el futuro del país. » (G. Estrada, *op. cit.*, p.178).

<sup>148</sup> Ainsi, Annick Lempérière rappelle qu'avec une population qui augmentait de 3% par an, le Mexique s'apparentait alors, par la démographie, aux autres pays du Tiers Monde. (A. Lempérière, *op. cit.*, p.307).

<sup>149</sup> « Ha llegado estimarse que ambas absorben alrededor de 6.3 millones de habitantes, o sea más del 18% de la población; y según otro cálculo, probablemente, tan sólo el subempleo rural afecta a más del 30% de la población en el campo, en donde, además, centenares de miles de campesinos y jornaleros sólo entre 3 y 6 meses al año. » (A. Aguilar, *op. cit.*, p.144).

<sup>150</sup> « There was a growing awareness that economic growth had been accomplished at the expense of Mexico's poorest citizens, the rural peasants, one of the main groups that the revolutionary party had promised to help. » (D. Cothran, *op. cit.*, p.94).

diminuer.<sup>151</sup> En définitive, près de la moitié de la population mexicaine n'avait pas profité de l'augmentation théorique du PIB par habitant.<sup>152</sup> « Vingt-cinq millions de Mexicains vivent dans l'extrême pauvreté, dans une ambiance d'angoisse et de misère »<sup>153</sup>, observait alors l'économiste Guillermo Montaña. « Il y a deux Mexique, le rural et celui qui mange bien. Plus de 50 % de la population souffre d'un tel niveau de malnutrition que son alimentation peut se comparer à celle des habitants d'Afrique, qui est la plus pauvre au monde »<sup>154</sup>, notait dans le même ouvrage le docteur Salvador Zubiran.

Ainsi en 1968, alors que nombreux étaient les travailleurs qui vivaient dans une situation de grande misère, 8 % de la population active percevait 71 % du revenu national.<sup>155</sup> Cette odieuse concentration de la richesse n'allait pas passer inaperçue aux yeux des étudiants, du moins aux yeux des plus politisés d'entre eux :

« Cette Révolution Mexicaine, qui est aujourd'hui morte, n'a bénéficié qu'à quelques uns, c'est-à-dire à la classe politique et économique qui est au pouvoir, ne laissant que des miettes à la population. »<sup>156</sup> (*étudiant de l'IPN*).

« Le pays était une sorte de boutique à deux visages : une façade de croissance avec une arrière-cour de pauvreté croissante, de manque de liberté et d'injustice ».<sup>157</sup> (*étudiante de l'École Technique Wilfrido Massieu*).

« Le fait de voir tant d'injustice te marque, tu te mets à t'engager dans des actions justes comme celle du mouvement de 1968. »<sup>158</sup> (*étudiant en mathématiques*).

---

<sup>151</sup> « Los trabajadores que sufrieron un notable retroceso económico o que, a lo sumo, permanecieron estancados representan el 81.0% de la población económicamente activa del país. » (rapport de la Direction Générale des Statistiques, *La población económicamente activa de México, 1964-65*, cité par A. Aguilar, *op. cit.*, p.146).

<sup>152</sup> « Se estima que alrededor del 50% de la población mexicana no se ha beneficiado con un aumento del ingreso por cápita. » (Commentaire de l'économiste nord-américain Joseph S. La Cascia, cité par A. Aguilar, *op. cit.*, p.146).

<sup>153</sup> « Veinticinco millones de mexicanos viven en extrema pobreza, en un ambiente de angustia y miseria. » (Guillermo Montaña, cité par A. Aguilar, *op. cit.*, p.162).

<sup>154</sup> « Hay dos Méxicos, el rural y el que come bien. Más del 50% de la población mexicana padece de un grado de desnutrición tal que su alimentación puede compararse con la de los habitantes de Africa, que es la más pobre del mundo. » (Salvador Zubiran, cité par A. Aguilar, *op. cit.*, p.162).

<sup>155</sup> cf. J. Carrión, *art. cit.*, p.25.

<sup>156</sup> « La hoy extinta Revolución Mexicana había beneficiado principalmente las economías de unos cuantos, es decir la clase política y económica en el poder, repartiendo solo migajas entre la población. » (Témoignage de Javier Mastache, étudiant à l'IPN, recueilli par M. Ortega Olivares, *op. cit.*, p.30).

<sup>157</sup> « El país era un establecimiento, una tienda, de dos caras. El aparador del crecimiento con una trastienda de pobreza creciente, falta de libertad e injusticia. » (Témoignage de Myrthokleia A. González Gallardo, déléguée au CNH de l'école technique Wilfrido Massieu, recueilli in M. Ortega Olivares, *op. cit.*, p.100).

<sup>158</sup> « El ver tanto injusticia social te sensibiliza, te vas involucrando en acciones justas como las que delineaba el movimiento de 1968. » (Témoignage de Jesús Colín, étudiant en mathématiques à l'IPN, recueilli in M. Ortega Olivares, *op. cit.*, p.224).

Face au discours officiel des dirigeants politiques qui vantaient le succès du développement économique mexicain à l'occasion de la préparation des Jeux olympiques de 1968, la colère des étudiants se mit à gronder. La directrice de la faculté d'économie de l'UNAM de l'époque observe en effet qu'il y avait à l'université « une ambiance de non-conformisme » parce que, malgré la croissance économique, « on savait que la distribution des revenus était inégalitaire, que ceux qui détenaient le plus de richesses étaient ceux qui gagnaient le plus, que les classes populaires et les travailleurs étaient ceux qui étaient restés à la traîne, et c'est cela qui a généré ce sentiment d'injustice »<sup>159</sup>. Le sentiment d'injustice était d'autant plus profond qu'il était difficile d'ignorer les privilèges dont bénéficiait une minorité de Mexicains.

### C. Un système perçu comme étant au service d'un petit groupe de privilégiés

Malgré les différences profondes qui séparent les contextes économiques hongrois et mexicains, ces deux exemples historiques ont en commun d'avoir vu émerger, au sommet de l'Etat, un groupe social extrêmement privilégié. Or la condamnation de ces privilèges politiques et économiques a, sans surprise, nourri dans les deux cas la contestation estudiantine. « Régime de classe »<sup>160</sup> d'après le politiste Arnaldo Córdoba, le système politique mexicain apparaissait largement aux yeux de la population, depuis 1946, comme étant au service des investisseurs, des entrepreneurs et des grands propriétaires terriens. Cette image d'une élite politique et économique unie au sommet d'un Etat autoritaire et corrompu contribua largement à nourrir la colère des étudiants mexicains les plus politisés à la veille de l'été 1968.

Cet extrait d'une déclaration officielle du « Groupe des professeurs, intellectuels et artistes » publiée dans la presse le 22 août 1968 nous rappelle à quel point la dénonciation de ces privilèges était un élément important de la protestation estudiantine :

---

<sup>159</sup> « Había un ambiente de inconformidad, porque a pesar de ser la época en que estaba aumentando el ingreso y el PIB (...) se sabía que la distribución del ingreso era inequitativa, ya que quienes más tenían más ganaban; las clases populares y los trabajadores eran los que se habían quedado rezagados, y eso fue lo que generó ese sentimiento de injusticia. » (Témoignage d'Ifigenia Martínez, ancienne Directrice de l'Ecole Nationale d'Economie de l'UNAM, recueilli in R. Arechiga Robles, *op. cit.*, p.109).

<sup>160</sup> Le régime mexicain est selon cet auteur un « régimen clasista », « no tanto porque una clase se encuentre en el poder, sino porque el poder del Estado promueve de un modo específico los intereses de una clase, la clase capitalista ». (A. Córdoba, *op. cit.*, p.62).

« Dans un climat marqué par le blocage des organisations syndicales, des partis politiques et même du jeu démocratique le plus élémentaire, par une bourgeoisie chaque fois plus soumise encore aux intérêts de l'impérialisme, (...) le mouvement étudiant a surgi comme un rayon d'espoir et de lumière dans le sombre panorama créé par l'anticommunisme et la répression. »<sup>161</sup>

Les cercles dirigeants étaient d'autant plus critiqués qu'ils étaient souvent accusés de clientélisme et de corruption. « Tout se réglait avec de l'argent et des bakchichs : des pots-de-vin aux députés, aux gouverneurs, etc... »<sup>162</sup>, selon Guillermo Palacios. Un point de vue partagé par un autre acteur de la mobilisation, Roberto Escudero, lorsqu'il mentionne que « le régime se maintenait dans tout le pays grâce aux pratiques corrompues de plus en plus fréquentes chez les leaders vénaux du PRI, grâce au recours aux prébendes accordées aux leaders incontournables, aux journalistes corrompus, aux fonctionnaires malhonnêtes et, finalement, à toute personne d'un certain poids dans la société mexicaine disposée à se vendre ».<sup>163</sup> La critique croissante, au sein du monde étudiant, de ces pratiques de corruption contribua largement à attiser la haine des étudiants les plus politisés à l'égard du gouvernement du PRI.

En définitive, l'analyse des raisons matérielles de chacune de ces mobilisations nous amène à mettre en évidence des situations différentes au niveau des conditions de vie des étudiants, la misère des jeunes Hongrois contrastant avec la situation relativement privilégiée des étudiants mexicains, mais à souligner aussi des points communs en ce qui concerne leur prise en compte des réalités économiques et sociales de leur pays et leur condamnation des privilèges et des pratiques régnant au sein des cercles dirigeants. Mais au-delà des facteurs politiques et économiques, il est un autre élément à prendre en compte lorsque l'on s'interroge que les causes objectives de l'explosion du mécontentement : le rejet des

<sup>161</sup> « En un ambiente en el que el desarrollo de las organizaciones sindicales, de los partidos políticos y aun del más elemental juego democrático está, desde hace mucho tiempo, bloqueado por una burguesía cada vez más sometida a los intereses del imperialismo, (...) el movimiento estudiantil ha surgido como un rayo de esperanza y de luz en el sombrío panorama creado por el anticommunismo y la represión. » (Déclaration du « Grupo de Profesores, Intelectuales y Artistas », datée du 22 août 1968, reproduite in J. Carrión, D. Cazés, S. Arguedas, F. Carmona, *op. cit.*, p.257).

<sup>162</sup> « Todo se arreglaba con dinero y con mordidas : sobornos a los diputados, a los gobernadores... » (Entretien avec Dr Guillermo Palacios, Mexico, 19 décembre 2005).

<sup>163</sup> « Muchos intelectuales, investigadores, historiadores y varios periodistas honestos ya lo habían advertido: el régimen se mantenía en todo el país cada vez más mediante prácticas corruptas de líderes venales pertenecientes al PRI, mediante el uso de prebendas que hacía llegar a los líderes incondicionales, a los periodistas corruptos, a los funcionarios deshonestos y, en suma, a todas las personas con algún peso específico dentro de la sociedad mexicana dispuestas a venderse. » (Prologue de Roberto Escudero à l'ouvrage de R. Alvarez Garín, *op. cit.*, p.15).

puissances voisines accusées d'avoir mis sous tutelle le régime politique et sa politique économique.

### **Section C : Haine des Hongrois à l'égard de « l'occupant soviétique »**

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la présence des troupes soviétiques sur le territoire hongrois était massivement rejetée par la population. « On les considère – même les Communistes les plus résolus – comme de véritables occupants »<sup>164</sup>, notait dans les semaines qui suivaient l'insurrection de 1956 le réfugié hongrois Belá Nagy. Ce profond sentiment anti-soviétique se décèle dès les premiers jours de la mobilisation estudiantine, et plus particulièrement dans la toute première revendication des étudiants de Szeged : l'abolition du caractère obligatoire de l'enseignement du russe. Loin d'être anecdotique, cette revendication estudiantine nous révèle à quel point le rejet de la tutelle soviétique était un élément important pour comprendre le climat dans lequel la mobilisation a éclaté.

Mais afin de prendre la mesure de cette haine à l'égard de celui qui était perçu comme un « occupant », il convient de la comparer avec le sentiment anti-étatsunien que l'on peut déceler durant la mobilisation mexicaine de 1968. Cette comparaison préliminaire nous permettra d'étudier de plus près l'importance du sentiment anti-soviétique à la veille de la mobilisation de 1956, en l'inscrivant à la fois dans une perspective historique et socio-politique.

---

<sup>164</sup> B. Nagy, *Journal d'un insurgé hongrois*, Paris, Editions de la Pensée Moderne, 1956, p.93.

## **I. Une haine à l'égard du voisin soviétique nettement plus profonde que le sentiment anti-étatsunien des jeunes Mexicains**

Il suffit de feuilleter les archives du mouvement étudiant mexicain pour y trouver de nombreux prospectus, dessins et caricatures représentant de manière féroce le fameux corps de police des *granaderos*. Mais en les regardant de plus près, ces dessins réalisés dans le feu de l'action par de jeunes Mexicains révèlent des indices plus surprenants, comme l'inscription « USA » sur l'épaule de l'un de ces *granaderos*.<sup>165</sup> Ce détail n'est peut-être pas si surprenant dans la mesure où l'anti-nord-américanisme<sup>166</sup> est un sentiment que l'on retrouve fréquemment dans les témoignages des acteurs de la mobilisation. Interrogé sur l'importance de la critique du capitalisme à cette époque, Gerardo Estrada nous donna en fait la réponse suivante : « Oui. C'était mélangé avec ce sentiment anti-nord-américain qu'il y a au Mexique de façon permanente. Au Mexique, il y a toujours cette chose anti-yankee. »<sup>167</sup> Bien que ce sentiment anti-étatsunien était loin d'être aussi virulent que l'anti-soviétisme des jeunes Hongrois, il mérite néanmoins d'être mentionné pour comprendre l'atmosphère dans laquelle a explosé la mobilisation mexicaine de l'été 68.

### **A. Condamnation de la dépendance du Mexique à l'égard des Etats-Unis et montée du sentiment anti-yankee**

« L'objectif final était la démocratisation d'un Etat qui se caractérisait par son autoritarisme et sa dépendance à l'impérialisme, guidé par un président qui recourait à la répression et à une alliance implicite avec la CIA. »<sup>168</sup> Derrière ce témoignage d'un acteur de la mobilisation de 1968, se dessine le sentiment anti-étatsunien partagé alors par de nombreux jeunes Mexicains. Le célèbre écrivain Gastón García Cantú nous invite à tenir compte de ce rejet, malgré l'absence de ce thème dans la pétition étudiante, dans la mesure où il cite en

<sup>165</sup> cf. *La gráfica de 68 : homenaje al movimiento estudiantil*, Mexico, Grupo Mira, 1982.

<sup>166</sup> Nous préférons les expressions « Amérique du Nord », « nord-américain », « anti-nord-américain » aux termes « Amérique », « américain » et « anti-américain » employés en France, afin de respecter une précision sémantique importante aux yeux des populations d'Amérique latine en général et des Mexicains en particulier.

<sup>167</sup> « Sí. Eso estaba mezclado con este sentimiento anti-norteamericano que hay en México permanentemente. En México siempre hay la cosa anti-yankee. » (Entretien avec Gerardo Estrada, Mexico, 15 décembre 2005).

<sup>168</sup> « El objetivo final era La democratización de un Estado al que se le caracterizaba por su autoritarismo y su dependencia del imperialismo, guiado por un presidente que tenía la represión por vocación y una alianza implícita con la CIA. » (Témoignage de Carlos Martínez Assad, recueilli in H. Bellinghausen, *op. cit.*, p.75).

premier, dans sa liste des doléances des étudiants mexicains, la dépendance à l'égard des Etats-Unis :

« Si ce que les jeunes désiraient pour leur pays n'était pas explicite, par contre, ce qui les répugnait l'était : la dépendance à l'égard des Etats-Unis, le renforcement de la bourgeoisie mexicaine, la soumission des travailleurs, la pauvreté croissante des paysans, le très bas niveau des salaires minimaux, le manque de perspectives et d'espoirs pour leur génération, les formes variées d'injustice et de précarisation, les mensonges et les intérêts créés par une minorité, au détriment de ceux de la Nation. »<sup>169</sup>

Approuvant point par point les éléments mentionnés par Gastón García Cantú, l'ancien leader étudiantin Raúl Alvarez Garín nous confia spontanément, au sujet du sentiment anti-yankee que « bien sûr, c'était extrêmement important ! »<sup>170</sup>. Dans un contexte marqué par une dépendance économique et financière croissante à l'égard du voisin états-unien,<sup>171</sup> les étudiants mexicains les plus politisés ne pouvaient manquer de condamner « l'impérialisme » des Etats-Unis. Ainsi, Annick Lempérière observe-t-elle que « les ennemis du peuple » les plus clairement identifiés dans l'univers mental des milieux étudiantins de gauche étaient « par ordre de virulence, l'impérialisme (il s'agit toujours des Etats-Unis, ce qu'on précise toujours par "impérialisme yankee"), générateur de tous les maux à l'échelle internationale ; à l'intérieur, la "réaction" (toujours "alliée de l'impérialisme", elle est souvent "obscurantiste" ou "maccathyste"), qui comprend la bourgeoisie, le gouvernement de Díaz Ordaz et, pour *Política*, toujours l'Eglise ; les puissances économiques qui sont les "monopoles étrangers" ou encore le "capital financier international". »<sup>172</sup>

Il existait en effet, à l'intérieur du mouvement étudiant de 1968, une tendance politique mettant l'accent sur l'impérialisme étatsunien et dénonçant l'influence des intérêts étrangers dans l'économie mexicaine. Héritier du populisme démocratique cardéniste, ce

<sup>169</sup> « Si no era explícito lo que los jóvenes deseaban para su país, sí lo era lo que les repugnaba: la dependencia de los Estados Unidos, el fortalecimiento de la burguesía mexicana, el sometimiento de los trabajadores, el empobrecimiento de los campesinos, la estrechez de los salarios mínimos, la falta de esperanzas activas en su generación, la burocracia, las formas varias de la injusticia y la precarización, la simulación y los intereses creados por una minoría, a costa de los de la Nación. » (Extrait de la série d'entretiens entre J. Barros Sierra et Gastón García Cantú, in J. Barros Sierra, *op. cit.*, p.16).

<sup>170</sup> « ¡Claro! Eso era tremendamente importante. » (Entretien avec Raúl Alvarez Garín, Mexico, 24 novembre 2005).

<sup>171</sup> Au sujet de la dépendance économique croissante, au cours des années soixante, du Mexique à l'égard des Etats-Unis, voir notamment B. Lerner, *op. cit.* p.368, et F. Carmona, *art. cit.*, p.197-198.

<sup>172</sup> A. Lempérière, *op. cit.*, p.358.

courant dénonçait la main-mise des « intérêts monopolistiques étrangers » sur l'industrie mexicaine, qu'il s'agisse de l'industrie alimentaire, automobile ou chimique. Au premier rang de ces intérêts étrangers, se trouvaient bien sûr les intérêts des Etats-Unis.<sup>173</sup> Pour autant, malgré les références nombreuses à l'histoire nationale et à ses héros comme Emiliano Zapata ou Pancho Villa, le mouvement étudiant mexicain ne saurait véritablement être qualifié de nationaliste.

### **B. Le nationalisme des étudiants mexicains : une affirmation à nuancer**

Malgré les apparences, l'apparition soudaine, en septembre 1968, du drapeau mexicain, des références aux héros nationaux et des chants traditionnels ne doit pas être analysée en termes de réaffirmation du sentiment national, mais plutôt comme une réponse tactique des étudiants à la stigmatisation de leur mobilisation par le gouvernement. Formulée notamment au cours du discours présidentiel du 1<sup>er</sup> septembre, l'accusation de vouloir saboter ce qui devait être une fête nationale – les Jeux Olympiques – et de n'être finalement que des marionnettes manipulées depuis l'étranger avait brusquement incité les étudiants à redonner une dimension nationale à leur mobilisation. Le Conseil National de la Grève avait ainsi opté pour une stratégie claire : recourir aux symboles nationaux pour prouver aussi bien aux dirigeants politiques qu'aux habitants de la capitale que leur mobilisation n'avait nullement pour visée de saboter les Jeux ni de détruire l'ordre et la cohésion nationale.<sup>174</sup>

Lors de la grande manifestation silencieuse du 13 septembre 1968, les étudiants prirent en effet le soin de remplacer les drapeaux rouges et les photos du Che par des drapeaux tricolores et des portraits des héros de la Révolution mexicaine.<sup>175</sup> Mais si les photos et les archives de la mobilisation de l'été 1968 suggèrent que le sentiment nationaliste y était très présent, l'analyse des interactions qui se sont nouées entre le pouvoir politique et les étudiants nous permet de comprendre qu'il ne s'agissait que d'une réponse stratégique aux critiques assénées par le gouvernement mexicain. D'ailleurs, un retour au « vieux nationalisme

<sup>173</sup> cf. S. Zermeño, *México, una democracia utópica*, op. cit., p. 101-102.

<sup>174</sup> « Por decisión del Consejo Nacional de Huelga, en la Manifestación del Silencio (13 de septiembre) se alzan pancartas y mantas con efigies de héroes patrios: Hidalgo, Morelos, Zapata, Juárez, Villa. Forzadamente, como táctica de convencimiento interno y externo, el Movimiento (que ha creído en su internacionalismo juvenil) retorna al nacionalismo. » (C. Monsiváis, préface de S. Zermeño, *ibid.*, p.XVII).

<sup>175</sup> Ainsi, l'ancien leader étudiant Gilberto Guevara Niebla raconte : « Allí se hicieron correcciones ; por ejemplo, la exclusión de fotos del Che y banderas rojas, lo que la hizo una marcha nacionalista. » (Témoignage recueilli in H. Bellinghausen, op. cit., p.59).



culturel » était d'autant plus impensable que cette génération de jeunes s'était révélée largement ouverte aux modes musicales, artistiques ou littéraires provenant de l'étranger en général et des Etats-Unis en particulier.<sup>176</sup> En définitive, le sentiment anti-étasunien avait certainement nourri la colère des étudiants les plus politisés, mais il ne saurait s'agir d'un sentiment profondément partagé par les jeunes Mexicains à la veille de leur mobilisation. Or la situation était toute autre dans la Hongrie des années cinquante.

### C. Rejet de la tutelle soviétique et force du patriotisme hongrois en 1956

D'après le rapport de la Commission d'enquête des Nations Unies, « ce qui s'est produit en Hongrie a été une insurrection nationale spontanée provoquée par des griefs de longue date dont l'un était la situation d'infériorité de la Hongrie par rapport à l'URSS ».<sup>177</sup> Il apparaît ainsi que le profond rejet de la présence soviétique sur le sol hongrois constitue l'une des explications les moins discutées du mécontentement des Hongrois à la veille de la mobilisation de 1956. Si la question du retrait des troupes soviétiques avait, nous l'avons vu, fait partie des revendications des jeunes Hongrois dès la première assemblée étudiante à Szeged, d'autres indices révèlent l'importance du sentiment anti-soviétique : qu'il s'agisse d'actes symboliques comme le fait de découper le drapeau hongrois pour en ôter les insignes communistes ou de déboulonner la statue de Staline, ou de slogans ouvertement anti-soviétiques scandés durant les manifestations, les preuves de l'intensité du rejet de la tutelle exercée par l'URSS sont nombreuses.

Ce profond ressentiment à l'égard de l'« occupant soviétique » avait inévitablement donné à la mobilisation de 1956 une très forte dimension nationaliste et patriotique. On la décèle dans le récit fait par l'un des étudiants de l'Université polytechnique de l'intervention orale du représentant de Szeged durant l'assemblée étudiante du 22 octobre : « Mes yeux se remplirent de larmes lorsqu'il commença, en prononçant fortement ces paroles : “Amis étudiants! Hongrois!” »<sup>178</sup>. Ravivant immédiatement le sentiment d'appartenir à une même

<sup>176</sup> Ainsi, Annick Lempérière ne manque pas de rappeler que « le vieux nationalisme culturel est déconsidéré par les nouvelles générations littéraires et artistiques nourries de littérature et de films étrangers ». (A. Lempérière, *op. cit.*, p.310).

<sup>177</sup> Extrait du rapport de la Commission d'enquête des Nations Unies, cité dans la préface de Raymond Aron à M. Lasky, F. Bondy, *La révolution hongroise. Histoire du soulèvement d'Octobre, d'après les documents, les dépêches, les rapports des témoins oculaires et les réactions mondiales*, Paris, Plon, 1957, p.II.

<sup>178</sup> « My eyes filled with tears as he started in a strong voice: “Fellow students! Hungarians!” » (B. Lipták, *op. cit.*, p.28).

nation, ces quelques mots sonnaient comme une libération pour une génération de jeunes accompagnée par la propagande imposée par le grand frère soviétique. Plus significative encore fut l'audace des étudiants qui osèrent défier le pouvoir politique en entonnant l'hymne national hongrois, pourtant interdit par le parti communiste. L'ancien étudiant Belá Lipták confie que tous les étudiants rassemblés dans le grand hall de l'Université polytechnique en eurent les larmes aux yeux.<sup>179</sup>

L'intensité émotionnelle du patriotisme hongrois fut d'autant plus forte que le rejet de la présence soviétique avait été profond. « La Révolution fut un soulèvement national destiné à restaurer l'indépendance du pays », confiait un étudiant de l'Université polytechnique, avant de préciser que l'objectif du mouvement était d'avoir « une Hongrie indépendante, libre et gouvernée démocratiquement »<sup>180</sup>. Afin de mieux comprendre la force émotionnelle du sentiment national pour les jeunes Hongrois, il convient d'évoquer l'histoire de ce pays.

## **II. La Hongrie une nouvelle fois « envahie »**

Selon la lecture consacrée parmi les Hongrois, la Hongrie a constamment, à travers l'histoire, été occupée par des puissances voisines. A l'occupation ottomane des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles succéda la domination autrichienne jusqu'au compromis de 1867 instaurant la double monarchie. Puis la courte période de souveraineté retrouvée entre les deux guerres fut interrompue par l'occupation allemande en 1944. Et enfin, loin de libérer le pays en 1945, l'Union soviétique s'imposa peu à peu comme le véritable pouvoir politique contrôlant étroitement les institutions du pays. Le rappel de ces occupations successives permet de mieux comprendre l'intensité du sentiment national hongrois. Dans un tel contexte historique, il est peu surprenant qu'en 1956, la contestation ait été particulièrement véhémement à l'égard de l'Union soviétique.

---

<sup>179</sup> « As we sang our hearts out, the great chandelier of the aula trembled -and the windows shook. We were all weeping as we finished. » (B. Lipták, *op. cit.*, p.29).

<sup>180</sup> « The Revolution was a national uprising in order to restore the independence of the country (...) : an independent free democratically governed Hungary. » (Témoignage d'un étudiant en ingénierie chimique, CURPH n°117, p.2-3).

### A. Le « grand frère soviétique », perçu comme un envahisseur

« Sous domination soviétique »<sup>181</sup> : le titre choisi par Milkós Molnár pour le chapitre de son Histoire de la Hongrie consacré à la période 1945-1990 nous rappelle à quel point l'influence soviétique était alors perçue comme une invasion. Pour de nombreux Hongrois en effet, loin d'avoir été synonyme de libération, la fin de la Seconde Guerre mondiale avait tout simplement signifié le passage d'un envahisseur à un autre. L'aide militaire des Soviétiques avait en fin de compte conduit à une situation où, d'après l'un des acteurs de la mobilisation étudiante de 1956, « Moscou voyait la Hongrie comme sa colonie »<sup>182</sup>.

Alors que le Traité de paix signé le 10 février 1947 à Paris stipulait que toutes les forces armées alliées devaient se retirer du territoire hongrois, l'Union soviétique utilisa son article 22 pour conserver ses troupes afin de « maintenir les lignes de communication de l'Armée soviétique stationnée en Autriche »<sup>183</sup>. Or l'Autriche ayant signé en mai 1955 un traité stipulant le retrait total des troupes soviétiques de son territoire, la présence soviétique sur le sol hongrois ne pouvait plus se justifier par ce prétexte. Les jeunes Hongrois étaient loin d'ignorer ce changement géo-politique. L'un des leaders étudiants du mouvement de Szeged, Tamás Kiss, nous confia en effet que la rancœur des étudiants à l'égard de l'Union soviétique était liée au fait qu'« une fois que le traité de paix signé avec l'Autriche, il n'y avait plus aucune raison de maintenir les troupes soviétiques »<sup>184</sup>.

Mais depuis lors, l'Union soviétique avait justifié sa présence militaire sur le sol hongrois par la signature, en mai 1955, du Pacte de Varsovie. « Semblant de justification »<sup>185</sup>, selon l'écrivain Tibor Méray, le « Traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle » entre démocraties populaires autorisait la présence des troupes soviétiques sur les territoires de certains de ces pays. L'Union soviétique avait ainsi trouvé, au moment même où ses relations avec l'Autriche avaient changé, un nouvel attirail juridique pour justifier sa présence en Hongrie. Si la signature du Pacte de Varsovie justifiait la présence des troupes soviétiques, la tutelle exercée par l'Union soviétique sur les dirigeants hongrois se traduisit par des

<sup>181</sup> M. Molnár, *Histoire de la Hongrie*, op. cit., p.379.

<sup>182</sup> Témoignage de Rudolf Ungváry, recueilli par Gyula Gazdac dans le reportage « Chroniques hongroises » (1991).

<sup>183</sup> cf. T. Méray, op. cit., p.70-71.

<sup>184</sup> Entretien avec Tamás Kiss, Budapest, 17 juin 2004.

<sup>185</sup> T. Méray, op. cit., p.71.

décisions qui pourraient peut-être sembler anodines, mais qui dans les faits étaient particulièrement blessantes pour le sentiment national hongrois.

Ainsi par exemple, les dirigeants communistes hongrois remplacèrent les deux principales fêtes nationales hongroises par des fêtes célébrant la puissance de l'URSS. Ils abolirent tout d'abord la Fête nationale du 15 mars, qui commémorait le premier jour de la Révolution de 1848, pour lui substituer la date du 4 avril, jour de la libération de la Hongrie par l'armée soviétique. Comme le note l'écrivain Tibor Méray, « ce changement cause en Hongrie un sentiment analogue à celui que pourrait provoquer en France le remplacement de la fête du 14 Juillet par l'anniversaire du débarquement de 1944 en Normandie »<sup>186</sup>. Les dirigeants communistes avaient aussi abandonné le 6 octobre, journée de deuil national en mémoire aux treize généraux de l'armée hongroise exécutés par l'armée autrichienne lors de la guerre de libération nationale de 1849. On avait remplacé ce jour férié par la date du 7 novembre, anniversaire de la Révolution russe de 1917. Aussi minimes qu'ils puissent paraître, ces changements étaient en fait très maladroits car ils inscrivaient dans le calendrier hongrois un lien avec l'Union soviétique qui heurtait profondément le sentiment national.

### **B. Un ressentiment renforcé par une longue histoire d'invasions étrangères**

La tutelle exercée par l'Union soviétique et incarnée par la présence de ses troupes sur le sol hongrois était d'autant plus rejetée par la population que ce n'était pas la première fois que la Hongrie se retrouvait occupée par une puissance étrangère. Proposant de faire une « lecture en diagonale de l'histoire hongroise », Miklós Molnár nous en fait le récit suivant :

« La Hongrie est l'un des Etats les plus anciens de l'Europe actuelle, florissant jusqu'à la fin du XV<sup>e</sup> siècle et succombant héroïquement (autre version : les Hongrois sont un peuple héroïque succombant à cause de la trahison ou de l'impuissance ou de l'égoïsme de la noblesse) sous la multitude (respectivement : la puissance et la technique militaire) de l'armée ottomane à Mohacs, en 1526. Du même coup, la partie occidentale du pays est tombée sous la domination des Habsbourgs. Seule la Transylvanie est restée, cent cinquante ans durant, une principauté hongroise semi-indépendante. Ecrasée, abandonnée de l'Occident, la Hongrie est restée toutefois le bastion de la chrétienté (autre version : de la civilisation européenne). »<sup>187</sup>

<sup>186</sup> T. Méray, *op. cit.*, p.94.

<sup>187</sup> M. Molnár, « La présence de l'histoire » in P. Kende et K. Pomian (dir.), *Varsovie-Budapest. La deuxième révolution d'octobre*, Paris, Seuil, 1978, p.74.

Mais la pleine souveraineté retrouvée en 1918, après la dissolution de l'Empire austro-hongrois, s'accompagna de la perte des deux tiers de son territoire après la signature du Traité de Trianon en 1920. La perte de la Slovaquie, de la Ruthénie, de la Transylvanie, du Banat et de la Croatie constitue, pour de nombreux Hongrois, un épisode historique blessant profondément l'honneur national. Mais le petit territoire hongrois n'allait pas demeurer longtemps indépendant car en mars 1944, l'allié allemand occupait la Hongrie et contraignait l'amiral Horthy à constituer un gouvernement collaborateur. Or la « libération » de la Hongrie par les troupes soviétiques, en 1945, n'allait pas véritablement changer la donne.

Cette longue série d'invasions étrangères permet de comprendre la profondeur de l'esprit national hongrois. Un esprit national qui, selon Tibor Méray, est particulièrement présent dans des pays comme la Pologne et la Hongrie, où « l'indépendance nationale a si souvent été mise au cause au cours des siècles »<sup>188</sup>. François Fejtö souligne lui aussi « l'importance historique du fait national hongrois » qui n'est pas « un fait à élaborer, un événement en pleine gestation », mais qui, bien au contraire, « existe depuis plus de mille ans, comme le fait national polonais »<sup>189</sup>. La rancœur des Hongrois à l'égard de la présence soviétique était d'autant plus forte qu'ils avaient une animosité historique à l'égard de la Russie. Aucun Hongrois n'ignorait en effet que le Tsar avait, en 1848-1849, envoyé des troupes pour soutenir l'empire autrichien face à la révolution hongroise. L'écrasement militaire de la guerre d'indépendance nationale restait, dans la mémoire nationale hongroise, un douloureux souvenir.

Il est peu surprenant, dans ces conditions, que le rejet de l'occupation soviétique ait contribué à l'explosion du mécontentement des Hongrois en 1956. « En d'autres termes, 1956 signifiait en quelque sorte la reconquête d'une histoire volée »<sup>190</sup> conclut Miklós Molnár. Or ce n'était pas seulement l'histoire hongroise, mais aussi le présent de leur pays que les jeunes Hongrois allaient chercher à reconquérir en se mobilisant contre la présence soviétique.

---

<sup>188</sup> T. Méray, *op. cit.*, p.58.

<sup>189</sup> F. Fejtö, « Premières leçons d'une révolution », *Esprit*, n° 245, Décembre 1956, p.796.

<sup>190</sup> M. Molnár, « La présence de l'histoire », *art. cit.*, p.79.

### III. L'Union soviétique, responsable désigné de toutes les souffrances

« Les Russes. Toujours les Russes... On les rendait responsables de tout. (...) Soumis aux Russes, les gouvernements qui précédèrent celui du président Nagy ont commis de nombreuses erreurs. »<sup>191</sup> Cet extrait des mémoires d'un « insurgé hongrois », comme il se nomme lui-même, illustre le profond rejet qu'éprouvaient de nombreux Hongrois à l'égard de la tutelle soviétique. En contrôlant étroitement les dirigeants communistes hongrois, Moscou contrôlait finalement toute la politique menée dans ce pays. « Nous voulions nous débarrasser des Russes, parce que nous étions convaincus qu'ils nous exploitaient, et sans leur soutien le gouvernement n'aurait pas pu maintenir le pays dans une terreur aussi inhumaine »<sup>192</sup> observait tout simplement un étudiant de l'Université polytechnique. Partant du principe que leur gouvernement n'était en fait qu'une marionnette dont les dirigeants soviétiques tiraient les ficelles, les jeunes Hongrois mirent peu de temps à attribuer à l'Union soviétique la responsabilité de situation politique et sociale de leur pays.

#### A. Au niveau politique : un gouvernement marionnette

« Les étudiants, et avec eux le peuple tout entier, n'ignorent pas que, ni sur le plan intérieur ni pour les affaires étrangères, il n'existe une politique hongroise indépendante. »<sup>193</sup> Cette absence d'indépendance politique dont parle l'écrivain Tibor Méray permet de mieux comprendre la rancœur des Hongrois à l'égard des soviétiques. « Moscou jouait le premier violon et nous dansions sur la mélodie »<sup>194</sup>, rappelait un étudiant de l'Université polytechnique car « toutes les décisions importantes, toutes les nouvelles restrictions, toutes les affaires gouvernementales, etc., étaient précédées par une visite des autorités russes ».<sup>195</sup> L'influence de Moscou sur les membres de l'équipe Rákosi était si grande que François Fejtö se permet d'observer, non sans ironie, qu'« ils parlaient hongrois, mais pensaient russe »,

---

<sup>191</sup> B. Nagy, *op. cit.*, p.41.

<sup>192</sup> « We wanted to get rid of the Russians, because we were convinced that they are our exploiters, and without their help the government could not keep the country under such an inhuman terror. » (CURPH n°133, p.6).

<sup>193</sup> T. Méray, *op. cit.*, p.67.

<sup>194</sup> « Moscow played the first violin in its gypsy band and we danced the melody. » (CURPH n°133, p.72).

<sup>195</sup> « Every important decision, every new restriction, every new production drive, government bond issue, etc., was preceded by the visit of Russian authorities. » (*idem*).

avant de préciser : « Non, que dis-je, russe ! Ils pensaient dans ces admirables schémas dialectiques, élaborés par Staline, qui étaient applicables à tout et à son contraire. »<sup>196</sup>

Bref, nombreux étaient les Hongrois qui pensaient, comme cet étudiant en école vétérinaire, que « le parti communiste hongrois et les dirigeants hongrois n'étaient que les marionnettes des Soviétiques »<sup>197</sup>. Les députés hongrois n'avaient en effet aucun pouvoir réel car l'ensemble des décisions étant prises au sommet de l'Etat au niveau de la présidence de la République.<sup>198</sup> Noyauté par les membres du Bureau politique du PCH, ce « Présidium suprême » était en fin de compte étroitement contrôlé par l'Union soviétique. Tibor Méray résume ainsi le mécanisme par lequel s'exerçait cette tutelle :

« Moscou désigne, pour commencer, le chef suprême ; cet homme, sorte de demi-dieu, détermine à son tour, après consultation de l'ambassade russe et de la section correspondante du parti soviétique, la liste des personnes susceptibles de participer au bureau politique, organe dirigeant du Parti. »<sup>199</sup>

Conscients que l'Union soviétique avait le dernier mot sur la vie politique de leur pays, les étudiants hongrois se mirent à détester cette situation de domination et à scander au cours des manifestations : « Il est temps de nous ingérer dans nos propres affaires »<sup>200</sup>. Cette volonté de retrouver l'indépendance politique se faisait d'autant plus pressante que les Hongrois étaient convaincus que la mainmise des Soviétiques se traduisait, sur le plan économique, par une exploitation de leur pays.

<sup>196</sup> F. Fejtő, « Un communiste qui a choisi le peuple », art cit., p.32.

<sup>197</sup> « The Hungary Party and the Hungarian leaders were only Soviet puppets. »(CURPH n°226, p.74).

<sup>198</sup> cf. F. Fejtő (1996), *op. cit.*, p.89-90.

<sup>199</sup> T. Méray, *op. cit.*, p.61.

<sup>200</sup> Slogan des étudiants hongrois, cité par T. Méray, *op. cit.*, p.67.

## **B. Au niveau économique : une politique servant les intérêts de l'Union soviétique**

« Tout le pays était exploité, c'était évident. (...) L'un des exploiters était l'Etat lui-même, mais la plus grande part du profit allait certainement aux Russes »<sup>201</sup> observe un étudiant de l'Université polytechnique. Un point du vue qu'il n'était pas le seul à partager. Interrogée sur les raisons de la mobilisation, la mère de deux étudiants proposait l'analyse suivante :

« Je crois que le principal facteur était le mécontentement général de la population. Même ceux qui avaient une situation relativement correcte étaient mécontents de leur situation. L'autre grand facteur était le fait que l'on savait tous que le pays était complètement exploité par la Russie. »<sup>202</sup>

Pour une population vivant au quotidien une situation de misère et de pénurie, l'idée qu'une puissance voisine puisse dicter les politiques économiques et exploiter les richesses du pays était tout simplement inacceptable. L'illustration parfaite de l'absurdité de cette tutelle politique avait été la mise en place, à partir de 1950, d'un plan quinquennal mettant l'accent sur l'industrie lourde au détriment de l'industrie légère et de l'agriculture. D'après François Fejtö, « la "surindustrialisation" des années 1950-1953 ne correspondait point aux exigences d'une situation nationale, mais seulement aux intérêts soviétiques, auxquels les dirigeants de l'économie hongroise, notamment Gerö et Berei, étaient dévoués corps et âme »<sup>203</sup>.

Plus que la réalité de cette exploitation économique, c'est la façon avec laquelle elle était perçue par les Hongrois qui nous intéresse pour comprendre l'intensité de leur mécontentement. L'historien György Litván reconnaît en effet que « l'on savait peu de choses à propos des équipements et des biens transférés en Union soviétique en 1945-46, ou au sujet du montant des réparations imposées à la Hongrie par le traité de paix »<sup>204</sup>. De la même façon, la nature et le montant exact de la contribution de la Hongrie au Comecon, l'organisation

<sup>201</sup> « The entire country was exploited. That is very obvious. (...) One exploiter was the state itself. The greatest part of the profit went certainly to the Russians. » (CURPH n°133, p.40).

<sup>202</sup> « The overriding factor, I believe, was the general discontentment of the people. Even those who were relatively well off were dissatisfied with their situation. Another great factor was the general knowledge that the country was being fully exploited by Russia. » (CURPH n°130, p.6).

<sup>203</sup> F. Fejtö, *La tragédie hongroise*, op. cit., p.98.

<sup>204</sup> « Very little was known publicly about the status of the equipment and goods removed to the Soviet Union in 1945-46, or about the details of the legal reparation payments imposed on Hungary in the peace treaty. » (G. Litván, op. cit., p.61).



économique des pays du bloc communiste, était un secret jalousement gardé.<sup>205</sup> Mais, et c'est cela qui nous intéresse, « tout le monde savait, ou plus précisément pensait qu'ils savaient, que l'économie hongroise avait durant la dernière décennie été soumise aux intérêts de Moscou et qu'elle avait été contrainte d'aider à la reconstruction de l'URSS et de compenser les pénuries liées au mauvais fonctionnement de l'économie soviétique »<sup>206</sup>.

D'après une étudiante de l'Université polytechnique, « les ouvriers voyaient que ce qu'ils fabriquaient était joli, mais qu'ils ne pouvaient pas l'acheter car il n'y avait rien dans les magasins, et dans les villages, les paysans produisaient du pain, du beurre et des œufs, mais ils ne pouvaient pas l'acheter non plus »<sup>207</sup>. L'explication qu'elle en donne est à la fois simple et logique : « le gouvernement le leur avait pris et l'avait donné aux Russes »<sup>208</sup>. De la même façon, un autre étudiant de l'Université polytechnique rappelle l'évidence de cette exploitation : « alors qu'il fallait constamment, sous la pression, augmenter la production, le niveau de vie était descendu à un point encore jamais vu et l'économie était encore désastreusement déséquilibrée. Le profit avait bien dû aller quelque part. »<sup>209</sup> Pour cet étudiant, comme pour de nombreux Hongrois d'ailleurs, il ne faisait aucun doute que ces profits avaient été subtilisés par l'Union soviétique.

Mais durant l'été 1956, allait éclater une nouvelle qui nourrit encore plus ce discours russophobe : l'affaire des gisements d'uranium. Situé dans le sud du pays près de la ville de Pécs, ce gisement avait dès sa découverte 1953 été immédiatement clôturé et gardé par des militaires. En 1956, le bruit se répandit que Mathias Rákosi avait alors conclu un accord avec l'Union soviétique qui lui offrait l'exploitation exclusive de ces gisements d'uranium sans réelle contrepartie financière.<sup>210</sup> « Cette affaire, par son aspect occulte, prend dans les

---

<sup>205</sup> *idem*.

<sup>206</sup> « But everyone knew, or, more precisely, thought they knew, that the Hungarian economy had been subordinated to Moscow's interests for at least a decade and that it had been forced to assist in the rebuilding of war-damaged areas of the Soviet Union and in offsetting the shortages of the poorly functioning Soviet economy. » (*idem*).

<sup>207</sup> « The workers saw that whatever they were manufacturing was nice but they couldn't buy it, it didn't go to their stores and in the villages the peasants were producing bread and butter and eggs, but they couldn't buy it either. » (CURPH n°106, p.5).

<sup>208</sup> « The government had taken it away from them and given it to the Russians. » (*idem*).

<sup>209</sup> « While production raise was enforced by brutal pressure, the living standards was restricted to an unheard of minimum, still the economy was disastrously unbalanced. The profit had to be taken off somewhere. » (CURPH n°133, p.40).

<sup>210</sup> cf. F. Fejtö (1996), *op. cit.*, p.236.

imaginaires des proportions démesurées »<sup>211</sup>, note Tibor Méray. Durant la manifestation du 23 octobre 1956, les étudiants se mirent à scander : « L'uranium hongrois appartient au peuple hongrois ! »<sup>212</sup>. Cette affaire avait pris une telle importance qu'elle figurait en bonne place parmi les revendications estudiantines : le sixième point de la pétition des étudiants de Budapest demandait explicitement la « réorganisation de l'économie hongroise, en faisant appel aux spécialistes de la question, et en utilisant les gisements d'uranium du pays sur le plan national »<sup>213</sup>. Bref, « mythe ou réalité, l'uranium (...) a fourni l'énergie nationale aux étudiants, aux ouvriers et aux intellectuels qui se battent sous le drapeau rouge-blanc-vert »<sup>214</sup>, selon la formule de François Fejtö.

S'ajoutant aux nombreux sujets de mécontentement accumulés au sein de la société hongroise, cette « soif de liberté et d'indépendance »<sup>215</sup> allait éclater en octobre 1956. La composition exacte des motifs de griefs n'était ainsi pas la même que dans le cas mexicain, mais dans les deux cas l'accumulation de mécontentements était telle qu'il ne suffisait que d'une étincelle pour que la colère explose.

\*                      \*

\*

Au-delà des différences qui séparent les régimes politiques hongrois et mexicain, l'analyse comparée des sujets de mécontentement des étudiants nous a permis de souligner, dans les deux cas, l'exaspération des jeunes à l'égard des pratiques autoritaires du régime. Dans ces deux pays en outre, la soif de libertés des étudiants s'est ajoutée à un important malaise de nature matérielle. Bien que la situation économique et sociale des étudiants mexicains ait été beaucoup plus confortable que celle des jeunes hongrois, les mutations du marché du travail ainsi que l'observation des limites du « miracle économique » mexicain contribuèrent à nourrir le ressentiment des étudiants à l'égard du régime. Mais il est surtout intéressant de

---

<sup>211</sup> T. Méray, *op. cit.*, p.79.

<sup>212</sup> « Hungarian uranium belongs to Hungarian people! » (slogan cité par G. Litván, *op. cit.*, p.61).

<sup>213</sup> Sixième point de la version de la pétition des étudiants de l'Université polytechnique traduite par T. Méray, *op. cit.*, p.55.

<sup>214</sup> F. Fejtö, *La tragédie hongroise*, *op. cit.*, p.236.

<sup>215</sup> B. Nagy, *op. cit.*, p.54.

souligner que dans les deux cas, la condamnation des privilèges économiques et sociaux détenus par un cercle étroit de dirigeants allait générer, au sein du monde étudiantin, un important rejet du système politique et social.

L'analyse de la troisième raison du mécontentement des étudiants, la question nationale, nous a conduit à mettre en évidence une spécificité du cas hongrois : l'intensité du sentiment national, qui s'est parfois traduite par une véritable haine à l'égard de l'Union soviétique. Plus généralement, cette étude comparée révèle que si la hiérarchie et l'intensité des motifs de mécontentement varient d'un cas historique à un autre, l'accumulation de rancœurs permet de comprendre l'émergence d'une situation hautement chargée en émotions, susceptible d'avoir fait oublier aux acteurs mobilisés les risques auxquels ils s'exposaient.

Nous avons cherché, tout au long de ce chapitre, à objectiver les sujets de mécontentement afin de mieux comprendre la force émotionnelle de chacune de ces mobilisations étudiantines, mais cela ne veut pas dire pour autant que cette liste de griefs soit exhaustive ou définitive. Car non seulement la composition de ces motifs varie d'un cas historique à un autre, mais elle peut aussi changer d'un individu à un autre. En cela, nous rejoignons pleinement Pierre Livet lorsqu'il observe que l'on ne peut pas réduire les émotions collectives « à la juxtaposition d'émotions individuelles portant en même temps et ensemble sur des objets similaires »<sup>216</sup>. Or l'analyse de la dimension émotionnelle d'une action collective se révèle d'autant plus complexe qu'à ces émotions qui puisent leur source dans le contexte politique et économique, il est nécessaire d'ajouter les émotions qui surgissent au cours de la mobilisation et, plus particulièrement, au fil des interactions qui se nouent entre les acteurs.

---

<sup>216</sup> P. Livet, *op. cit.*, p.123.

## **Chapitre 4 : L'instant de l'action : crise, conflit et interactions**

*S'il y a révolte, c'est que le mensonge, l'injustice et la violence font, en partie, la condition du révolté.*

Albert Camus\*

« Budapest, 23 octobre 1956 : de l'euphorie à l'explosion »<sup>1</sup> : en choisissant d'intituler ainsi le premier chapitre de l'ouvrage qu'il consacre à l'insurrection de 1956, François Fejtő nous rappelle à quel point l'émotion, l'enthousiasme et la spontanéité ont joué un rôle important durant la mobilisation estudiantine. L'écrivain mexicain Carlos Monsiváis nous suggère exactement la même chose lorsqu'il affirme, dix ans après le mouvement de 1968, que « ce sont les actes individuels et les émotions collectives de solidarité et d'imagination politique qui furent la base et la raison d'être du mouvement »<sup>2</sup>. Difficile en effet d'ignorer la force des émotions et des sentiments collectifs lorsque l'on analyse chacune de ces mobilisations étudiantes. Et pourtant, nous l'avons vu, les travaux de psychologie sociale mettant l'accent sur les comportements collectifs spontanés ont tellement été décriés que peu de politistes osent aujourd'hui s'engager sur ce terrain. Parmi eux, le politiste américain Aldon Morris reconnaissait en 2004 que « les théoriciens du comportement collectif avaient raison lorsqu'ils affirmaient que les mouvements se produisent souvent dans un contexte d'enthousiasme de masse, très fortement chargé en émotions »<sup>3</sup>.

---

\* A. Camus, *L'homme révolté*, Paris, Gallimard, 1990, p.356.

<sup>1</sup> Titre du premier chapitre de F. Fejtő, *Budapest, l'insurrection*, *op. cit.*, p.27.

<sup>2</sup> « Fueron actos individuales y emociones colectivas de solidaridad e imaginación política la tierra firme y la visible razón de ser del Movimiento. » (C. Monsiváis, préface de S. Zermeño, *México, una democracia utópica*, *op. cit.*, p.VXIII).

<sup>3</sup> « Collective behaviour theorists were right when they argued that movements often occur in the context of mass enthusiasm and highly charged emotions. » (A. Morris, « Reflections on Social Movement Theory : Criticisms and Proposals », in J. Goodwin, J. Jasper, *Rethinking Social Movements*, *op. cit.*, p.239).

A cet égard, George Paloczi-Hovarth notait, dans un ouvrage consacré aux mouvements protestataires de jeunes des années soixante et soixante-dix, que ce sont les acteurs eux-mêmes qui l'ont invité à tenir compte de ces émotions :

« Certains des militants étudiants et des marginaux les plus loquaces m'ont appris à accorder plus d'attention aux dimensions morales et émotionnelles plus profondes de leurs personnalités. Ceci m'a grandement aidé. Les conformistes, qui n'en font pas cas et persistent à penser que les militants sont des animaux politiques rationnels, ne comprennent pas vraiment l'attitude des militants. »<sup>4</sup>

Prenant acte de ce conseil, nous avons choisi de nous pencher de plus près sur l'atmosphère émotionnelle dans laquelle se sont déroulées les mobilisations estudiantines hongroise et mexicaine. Il convient néanmoins de rappeler que chaque expérience vécue étant unique, les émotions décelables dans les témoignages des acteurs varient d'une personne à une autre – de la même façon que leurs motivations peuvent varier, elles aussi, d'un individu à un autre. Ainsi par exemple, le récit détaillé du meeting étudiant de l'Université polytechnique de Budapest nous est utile pour comprendre les différences de réaction des étudiants. L'auteur de ce récit raconte comment la prise de parole du représentant de l'université de Szeged a été accueillie par les jeunes de Budapest :

« D'abord un, puis, deux, puis quatre ou cinq étudiants se sont mis à applaudir et soudainement, ces applaudissements dispersés se sont transformés en ouragan, en tonnerre d'applaudissements, comme je n'en avais jamais entendu. »<sup>5</sup>

Or le narrateur resta figé sur place, incapable de réagir face à un débordement d'enthousiasme aussi improbable dans un régime autoritaire. Ce n'était pas son manque de sympathie à l'égard de la contestation qui l'empêchait de se joindre aux applaudissements, mais plutôt l'effet de surprise qui le paralysait. Mais quelques secondes plus tard, il se joignait à cet enivrement collectif :

« J'avais la chair de poule et je me mettais à applaudir comme si ma vie en dépendait, comme si j'avais perdu mes esprits. »<sup>6</sup>

<sup>4</sup> « Some of the student militants and the more talkative drop-outs taught me to pay more attention to the deeper moral and emotional dimensions of their personality. This was a great help. The conformists, who disregard this and persist in thinking of activists as exclusively rational political animals, do not quite understand the activists' attitude. » (G. Paloczi-Horvath, *Youth up in Arms*, *op. cit.*, p.20).

<sup>5</sup> « First one, then two, then four or five students joined in and suddenly this sparse clapping turned into a hurricane, a burst of thunderous applause, the likes of which I had never heard. » (B. Lipták, *op. cit.*, p.27).

Notre propos n'est donc pas de dresser le portrait d'un acteur étudiant unique et uniforme, mais plutôt d'identifier, à partir des témoignages recueillis, les types d'émotions ressenties au cours de ces mouvements contestataires. En cela, nous suivons le conseil de Pierre Livet lorsqu'il affirme que « les émotions doivent être étudiées dans leur dynamique, dans leur déroulement, y compris dans leurs répétitions »<sup>7</sup>. Or en suggérant de prendre en compte la dynamique et le déroulement des émotions, Pierre Livet nous invite finalement à prendre en compte les interactions qui se nouent au cours de chacune de ces mobilisations étudiantes et, plus précisément, à faire ce que Goffman nomme une « sociologie des circonstances »<sup>8</sup>. Pour cet auteur, « l'organisation sociale en est le thème central, mais la matière organisée est faite de conjonctions de personnes et des interactions temporaires qui peuvent y prendre naissance »<sup>9</sup>. La réalité sociale étant une entité mouvante, on ne saurait en rendre compte sans inscrire les comportements des acteurs sociaux dans leur dynamique relationnelle.

C'est précisément la démarche qu'adopte Michel Dobry lorsqu'il place au cœur de sa définition des mobilisations politiques l'idée de contexte conflictuel. « On ne parlera de mobilisation que lorsque des ressources données s'inséreront dans une ligne d'action, ou mieux, un coup (move), et ce uniquement dans un contexte conflictuel. »<sup>10</sup> En cela, il s'inscrit dans la continuité du cadre théorique suggéré par Charles Tilly en 1978, lorsqu'il observait que dès que l'on prend en compte la temporalité, « les actions est les réactions des autres deviennent cruciales »<sup>11</sup>. Dans une telle perspective, la mobilisation politique apparaît comme un jeu relationnel dans lequel les acteurs contestataires, le pouvoir politique et les témoins – public et groupes de soutien – agissent et réagissent les uns par rapport aux autres.

Mais loin de rechercher la dimension stratégique de ces interactions, notre intention est ici d'y déceler les émotions collectives que ces dynamiques relationnelles ont pu générer. Enthousiasme, spontanéité, colère ou espoir, ces exemples d'émotions découlent des interactions qui se sont nouées au fil de la mobilisation. Afin de mieux les cerner, il convient

---

<sup>6</sup> « My flesh was creeping and I was clapping as though my life depended on it, as if I was out of my mind. » (*idem*).

<sup>7</sup> P. Livet, *op. cit.*, p.2.

<sup>8</sup> E. Goffman, *Les rites d'interaction*, Paris, Les éditions de Minuit, 2005, p.8.

<sup>9</sup> *idem*.

<sup>10</sup> M. Dobry, *op. cit.*, p.21.

<sup>11</sup> « A soon as time enters, the actions and reactions of the others become crucial » (Ch. Tilly, *From Mobilization to Revolution*, *op.cit.*, p.231).

d'étudier, dans le cas hongrois comme dans le cas mexicain, l'enthousiasme des premiers jours (section A), les réactions des étudiants face à la répression et à la stigmatisation (section B) et, enfin, la force émotionnelle qui s'est dégagée de la massification d'un mouvement dont ils furent les initiateurs (section C).

## **Section A : Emotion et spontanéité dans le déclenchement de la mobilisation**

« Ni le réel n'est entièrement rationnel ni le rationnel entièrement réel. »<sup>12</sup> Cette observation d'Albert Camus dans *L'homme révolté* nous rappelle à quel point il est impossible de comprendre la participation à un mouvement protestataire en adoptant une posture exclusivement rationaliste. Sidney Tarrow reconnaissait lui-même en 1989 que « le pic de la mobilisation contient une combinaison de spontanéité et d'organisation »<sup>13</sup>. Dans le cas hongrois comme dans le cas mexicain, les témoignages des étudiants laissent en effet penser que les événements se sont enchaînés et les émotions se sont libérées jusqu'à en faire oublier aux acteurs les risques auxquels ils s'exposaient. En d'autres termes, le déclenchement de chacune de ces mobilisations contenait une part importante d'improvisation et de spontanéité.

Pour autant, qualifier un mouvement protestataire de spontané et d'imprévisible ne signifie nullement qu'on le considère comme contingent ou accidentel. Ainsi, les témoignages des acteurs de la mobilisation hongroise nous invitent au contraire à prendre en compte l'atmosphère particulière qui régnait en cet automne 1956, comme ce jeune chercheur en physique qui remarque qu'« il y avait une sorte de dynamisme révolutionnaire, d'énergie qui s'était emparée des gens »<sup>14</sup>. Afin de mieux comprendre cette « énergie qui s'était emparée des gens », il convient de se pencher de plus près sur l'atmosphère particulière dans laquelle ont émergé nos deux mobilisations estudiantines.

---

<sup>12</sup> A. Camus, *op. cit.*, p.369.

<sup>13</sup> « The peak of mobilization contains a combination of spontaneity and organisation. » (S. Tarrow, *Democracy and Disorder*, *op. cit.*, p.10).

<sup>14</sup> « There was something of a revolutionary dynamism, a spirit which got hold of the people. » (CURPH n°114, p.6).

## I. Hongrie : la révolution était dans l'air

« Les insurgés, certes, sans savoir exactement ce qu'ils voulaient, agissaient selon ce qu'ils sentaient. Mais eux aussi, tout comme les autres acteurs, marchaient à tâtons. »<sup>15</sup> Soulignant à la fois l'absence d'organisation et la force de l'improvisation, Miklós Molnár nous invite à analyser de plus près l'atmosphère dans laquelle les jeunes Hongrois se sont engagés « à tâtons » dans une dangereuse action contestataire. En cela, il rejoint pleinement la conclusion du rapport de la Commission des Nations Unies sur la Hongrie : « L'insurrection n'a pas été préméditée et, en fait, elle a surpris les participants eux-mêmes. »<sup>16</sup> Certes non prévue, la mobilisation hongroise n'était pourtant pas imprévisible tant l'atmosphère était fiévreuse en cet automne 1956. Dans un tel contexte, l'émotion et la spontanéité qui se sont dégagées des assemblées estudiantines permettent de comprendre pourquoi les jeunes Hongrois sont passés à l'action sans se soucier vraiment des risques auxquels ils s'exposaient.

### A. L'absence d'organisation et de préméditation

« Je voudrais tout d'abord rappeler que la révolution était spontanée. J'irais même jusqu'à dire que l'on n'avait même pas l'intention de faire une révolution. Il y avait un profond mécontentement, mais il n'y avait aucune intention révolutionnaire. »<sup>17</sup> Dès les premières minutes de son entretien avec les chercheurs de l'Université de Columbia, cette lycéenne hongroise rappela aux enquêteurs que la mobilisation hongroise n'avait pas du tout été préméditée. Or ce rappel semble d'autant plus nécessaire que l'idée d'un mouvement protestataire organisé et planifié a été la clef de voute du discours des dirigeants communistes. Tibor Méray observait ainsi en 1966 que « ce qui frappe, à première vue, c'est que les sources officielles qui parlent longuement de complot militaire, de spécialistes stratégiques, qui affirment la présence d'organiseurs militaires parmi la foule, omettent de publier le moindre nom, la moindre preuve à l'appui de leurs allégations ». <sup>18</sup> Et l'on pourrait formuler une remarque similaire à l'égard de ceux qui voudraient voir dans l'influence des radios

<sup>15</sup> M. Molnár, *Victoire d'une défaite*, op. cit., p.140.

<sup>16</sup> « The uprising was not planned in advance, but actually took participants by surprise. » (Extrait du rapport des Nations Unies, *Report of the Special Committee on the Problem of Hungary*, New York, 1957, p.XXI).

<sup>17</sup> « First, I would like to stress the spontaneity of the revolution. I would go as far as saying that there was not even the intention to make a revolution. There was great dissatisfaction but there was no revolutionary intention. » (CURPH n°408, p.2).

<sup>18</sup> T. Méray, op. cit., p.132.



occidentales ou dans la stratégie du réformiste Imre Nagy des ressources organisationnelles décisives pour la mobilisation d'octobre 1956.<sup>19</sup>

Certes, on ne peut nier le rôle d'information joué notamment par *Radio Free Europe* qui émettait un journal quotidien depuis l'Allemagne de l'Ouest,<sup>20</sup> mais il serait erroné de croire que cette radio a contribué à organiser et à coordonner la mobilisation de 1956. Si les radios émettant de l'étranger, comme la BBC, *Radio Free Europe* et *Voice of America*, ont joué un rôle dans la préparation de la mobilisation étudiante, il s'agit plus d'un rôle d'information que d'organisation de la contestation. Dans un système politique caractérisé par la censure, la propagande et l'endoctrinement, ces radios étrangères permettaient à la population hongroise de disposer d'informations critiques.<sup>21</sup> Mais il ne faut pas pour autant surestimer leur importance : il ne s'agissait que de sources d'information, et non pas de plateformes de coordination de la contestation.

Une autre interprétation erronée de la mobilisation étudiante de 1956 réside dans la thèse d'un soutien organisationnel provenant du camp réformiste. S'imaginer que l'ancien Premier Ministre Imre Nagy était à la tête d'un groupe d'opposition structuré et organisé relève purement de l'illusion. Les témoignages des écrivains proches du leader du camp réformiste sont à cet égard univoques : d'après George Paloczi-Horvath il n'y a eu « aucune conspiration, aucun plan tactique prévu à l'avance »<sup>22</sup> et selon Miklós Molnár « il est extrêmement difficile de définir l'idéologie et le programme de ce vaste mouvement incohérent et dépourvu d'organisation »<sup>23</sup>. Quant aux étudiants, leurs témoignages semblent indiquer qu'ils n'étaient que faiblement informés des activités menées par les membres du camp réformiste :

<sup>19</sup> Ainsi, François Fejtő observait-il en 1996 qu'il « n'y avait pas de parti révolutionnaire, pas de complot », avant de préciser que « l'insurrection fut imprévue et imprévisible, non préparée, non voulue par personne ni à l'Est ni à l'Ouest ». (F. Fejtő (1996), *op. cit.*, p.8).

<sup>20</sup> *Radio Free Europe* appartenait à une organisation privée, le Comité National pour une Europe Libre (« National Committee for a Free Europe ») qui avait été créé en 1949 à New York afin de mener des actions de propagande en direction de six pays communistes d'Europe centrale et orientale : Tchécoslovaquie, Hongrie, Pologne, Bulgarie, Roumanie et Albanie. Cette organisation bénéficiait à la fois de fonds privés et du support financier de la CIA. *Radio Free Europe* émettait chaque jour, depuis la ville de Mannheim en Allemagne de l'Ouest, un programme d'information d'une demi-heure.

<sup>21</sup> Entretien avec Attila Szakolczai (Budapest, 21 juin 2004).

<sup>22</sup> G. Paloczi-Horvath, *The Undefeated*, *op. cit.*, p.288.

<sup>23</sup> M. Molnár, *Victoire d'une défaite*, *op. cit.*, p.102.

« Hormis le mouvement pour la réhabilitation de Rajk, je n'ai entendu parler d'aucune opposition à l'intérieur du Parti, ni dans l'armée, ni parmi les étudiants. Les écrivains avaient commencé leur critique ouverte quelques temps avant le soulèvement, mais je n'avais jamais entendu parler de mouvement, d'organisation ou de plan pour une opposition active. »<sup>24</sup> (*étudiant de l'Université polytechnique*).

« Contrairement aux rumeurs, la Révolution était une révolution spontanée. En fait, c'était trop spontané. Il n'y avait aucune organisation à la tête. »<sup>25</sup> (*étudiante de l'Université polytechnique*).

Effectivement, il n'y avait aucune organisation à la tête de la mobilisation d'octobre 1956. Le leader du camp réformiste, Imre Nagy, avait toujours refusé d'organiser un courant d'opposition structuré à l'intérieur du parti communiste, bien que ses plus proches amis aient souvent tenté de l'en convaincre. Au lendemain du XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS, les journalistes Géza Losonczy et Miklós Gimes lui avaient suggéré d'organiser une fraction « antistalinienne » mais il s'y opposa obstinément.<sup>26</sup> Celui que l'on peut rétrospectivement qualifier de « révolutionnaire malgré lui »<sup>27</sup> ne joua d'ailleurs aucun rôle dans l'organisation du mouvement étudiant : le récit des événements montre clairement qu'Imre Nagy ne participa ni à la rédaction de la pétition, ni même à l'organisation de la manifestation du 23 octobre. En outre, le fait qu'une délégation étudiante soit partie, dans l'après-midi du 23 octobre, remettre les « Quatorze points » à l'ancien Premier ministre nous montre bien que ce dernier n'avait nullement participé à la préparation de la mobilisation.<sup>28</sup>

Le leader du camp réformiste était en fait physiquement absent de Budapest lorsque les étudiants rédigèrent leur pétition et appelèrent à manifester. Alors que les jeunes étaient en train d'élaborer une liste de revendications et se préparaient à agir, Imre Nagy était en

<sup>24</sup> « Apart from Rajk's movement, I did not hear of any opposition within the party, neither in the army, nor among the students. The writers started their open criticism somewhat before the uprising but I did not hear of any movement, organization, or plans for active opposition. » (CURPH n°133, p.74).

<sup>25</sup> « Contrary to any other rumor, the Revolution was a spontaneous revolution. As a matter of fact, it was too spontaneous. There was no organized leadership. » (CURPH n°106, p.2).

<sup>26</sup> Selon François Fejtő, ce refus « s'explique surtout par son respect superstitieux des règlements, son souci de la légalité, son effort pour régler le salut du peuple par la voie hiérarchique » (F. Fejtő, « Un communiste qui a choisi le peuple », art. cit., p.28).

<sup>27</sup> « Jamais révolution n'aura eu un chef moins révolutionnaire ! », notait François Fejtő en 1958 (*idem*).

<sup>28</sup> Cet extrait du témoignage de Belá Lipták, qui était alors étudiant à l'Université polytechnique, nous donne des indications précieuses sur l'organisation de la journée du 23 octobre, et plus particulièrement sur les initiatives étudiantes qui ont suivi le rassemblement au pied de la statue du Général Bem : « The poem was followed by the reading of the newly born sixteen points. After the reading, a delegation once again left for the radio station, hoping to broadcast our demands, while another delegation, with Sándor Széll, left to deliver our demands to Imre Nagy. » (B. Lipták, *op. cit.*, p.45).

vacances près du lac Balaton. A son retour à Budapest, le 23 octobre à la mi-journée, ses proches amis lui auraient conseillé de rejoindre la tête du cortège mais il refusa obstinément de se joindre à la manifestation.<sup>29</sup> Ces quelques éléments nous montrent que la mobilisation étudiante d'octobre 1956 s'est organisée de façon spontanée, sans coordination ni plan d'action élaboré par un groupe politique structuré.

Pour autant, si la mobilisation estudiantine était imprévue, cela ne veut pas dire pour autant qu'elle était complètement imprévisible. « Le mouvement étudiant, je l'ai vu venir car, avant même la révolution, j'ai voulu écrire un livre annonçant la proximité d'une révolte »<sup>30</sup> nous confia François Fejtő. Quelques semaines seulement avant le soulèvement d'octobre 1956, il notait dans un article pour *Les Lettres nouvelles* que « le spectre de la révolution hante la capitale de la Hongrie, la menace d'une révolution contre les usurpateurs, contre les avorteurs de la révolution »<sup>31</sup>. Si François Fejtő avait senti qu'un mouvement protestataire allait éclater, c'est avant tout parce qu'il savait de ses amis restés à Budapest que l'atmosphère y était fiévreuse.<sup>32</sup>

## **B. Atmosphère fiévreuse à l'automne 1956**

En Hongrie, l'accumulation de mécontentements avait été si grande que le climat en était devenu explosif : la révolution était dans l'air. Mais cette atmosphère fiévreuse ne tenait pas qu'à l'exaspération de la population, elle était aussi liée aux initiatives de plus en plus audacieuses menées par les écrivains hongrois et les jeunes intellectuels du Cercle Petöfi. Si ces actions protestataires peuvent être considérées de façon froide et rationnelle comme des « opportunités politiques », elles méritent aussi d'être envisagées sous un angle beaucoup plus subjectif : celui de l'enthousiasme, de la spontanéité et de l'espoir qu'elles ont suscité au sein de la population. Ainsi, au cours des mois qui précédèrent la mobilisation d'octobre, le climat avait commencé à changer : les écrivains devenaient de plus en plus audacieux, les revues

<sup>29</sup> « When he returned to Budapest at midday on the 23<sup>rd</sup>, some of the closest of his friends – Losonczy, Gimes, Vasarhelyi, Janosi and Harazsti – met him to discuss the latest developments which he appeared both unacquainted and surprised. While Gimes appealed to him to place himself at the head of the demonstration, Nagy refused even to take part and stayed out of town all day in his Buda villa. » (B. Lomax, *idem*).

<sup>30</sup> Entretien avec François Fejtő (Paris, 21 décembre 2004).

<sup>31</sup> Et pourtant, François Fejtő observe dans ses Mémoires : « Ironie du sort, mon article parut le jour même où les chars soviétiques entraient en Hongrie pour écraser l'insurrection ». (F. Fejtő, *Mémoires de Budapest à Paris*, Paris, Calmann-Lévy, 1986, p.237).

<sup>32</sup> « Je travaillais alors à Paris et j'étais en contact téléphonique avec des amis hongrois. » (Entretien avec François Fejtő, Paris, 21 décembre 2004).

littéraires s'arrachaient dans les kiosques, les réunions du Cercle Petöfi rassemblaient toujours plus d'auditeurs et les langues commençaient à se délier.

Alors qu'en 1955 la grande majorité des Hongrois ignorait l'existence de l'opposition qui avait émergé au sein du monde intellectuel,<sup>33</sup> avec la parution hebdomadaire d'articles et de poèmes de plus en plus audacieux, l'agitation des écrivains se mit à atteindre un public plus large. L'intérêt croissant de la population pour ces articles et ces poèmes contestataires se fit bientôt sentir et, durant l'année 1956, le tirage d'*Irodalmi Ujság* passa de 8 000 à 30 000 exemplaires.<sup>34</sup> La révolte des écrivains s'était cristallisée autour d'un thème : le respect de la vérité. En se référant volontiers à la formule de Lénine, « On ne ment jamais au prolétariat », les écrivains hongrois faisaient appel aux sentiments. Comme le note François Fejtö, « c'était peut-être faire montre de sentimentalisme de la part des écrivains que d'invoquer de telles références, mais la suite a montré que l'émotion, ici, recoupait la politique ! »<sup>35</sup>.

La popularité de la revue *Irodalmi Újság* était telle que les gens se battaient chaque semaine pour en obtenir un exemplaire.<sup>36</sup> D'après George Paloczi-Horvath, l'enthousiasme que suscitait ces revues était tel qu'il est difficile, pour quelqu'un qui n'a pas vécu dans un régime autoritaire, de s'en faire une idée :

« L'intensité du plaisir que les gens éprouvaient en lisant la vérité est très difficile à comprendre si l'on n'a jamais vécu dans une dictature terroriste. Tout le monde savait parfaitement que Rákosi était un grand meurtrier. Mais des allusions discrètes à ce sujet (et plus tard des déclarations passionnées) paraissait formidable. »<sup>37</sup>

Un étudiant vétérinaire raconte en effet que « lorsque le dernier numéro de la revue paraissait, il y avait de longues queues devant les kiosques à journaux », avant d'observer que

<sup>33</sup> « The general public – the by now disenchanted majority of party members included – did not notice these sentences. » (G. Paloczi-Horvath, *The Undefeated*, op. cit., p.283).

<sup>34</sup> cf. F. Fejtö, *Histoire des démocraties populaires. Tome II*, op. cit., p.93.

<sup>35</sup> F. Fejtö, « Introduction. La révolte de la Hongrie », art. cit., p.759.

<sup>36</sup> Ainsi, un étudiant de Budapest raconte : « In front of the offices of *Irodalmi Ujság*, the street was full of people, and the police was unable to keep order. » (CURPH n°226, p.8).

<sup>37</sup> « People delighted in reading the truth to a degree that is difficult to understand for anyone who has never lived under a terrorist dictatorship. Everyone knew perfectly well that Rákosi was a mass murderer. But to read careful hints (and later passionate statements) of this fact seemed wonderful. » (G. Paloczi-Horvath, *Youth up in Arms*, op. cit., p.129).

« c'était une petite révolution en soi »<sup>38</sup>. Un point de vue que partage une étudiante en école d'ingénieur lorsqu'elle affirme que *Irodalmi Újság* était « presque un trésor »<sup>39</sup>. Ainsi, de semaines en semaines, la publication d'articles et de poèmes de plus en plus audacieux allait transformer l'atmosphère des grandes villes hongroises. « Les gens avaient soif de vérité et, enfin, on leur en donnait »<sup>40</sup> résumait un jeune journaliste hongrois au lendemain de la mobilisation. « Aussi, conclut François Fejtő, chaque numéro de la Gazette littéraire devint-il un événement. »<sup>41</sup> L'audace des articles publiés dans cette revue était tellement enthousiasmante qu'un nombre croissant de Hongrois se mit à la lire, à en discuter et, plus généralement, à parler de politique.<sup>42</sup>

Un autre événement allait contribuer à transformer l'atmosphère régnant dans la capitale hongroise : les débats organisés à partir d'avril 1956 par une association de jeunes intellectuels, le Cercle Petöfi. Plus qu'une simple preuve de l'ouverture des opportunités politiques, cette conquête d'espace de liberté généra dans la capitale hongroise un véritable climat d'enthousiasme et d'exaltation.<sup>43</sup> Du problème des ressources naturelles du pays aux débats sur l'économie, en passant par l'épineuse question de la liberté d'expression, l'audace des thèmes tranchait tellement avec l'atmosphère de censure et d'auto-censure qui avait régné jusque là qu'un nombre croissant d'auditeurs se pressa pour entendre, ne serait-ce que par haut-parleurs, les débats du Cercle.<sup>44</sup> « La nouvelle s'était répandue dans Budapest et chaque fois l'audience s'accroissait encore : il y avait des centaines, puis des milliers de personnes »<sup>45</sup>, rappelle l'historien György Litván. L'enthousiasme des auditeurs allait donner des ailes aux orateurs et contribuer à radicaliser les débats du Cercle. Ainsi par exemple, l'écrivain Tibor Déry fut « follement acclamé » lorsqu'il affirma qu'il était temps « d'en finir

<sup>38</sup> « When the latest issue of the paper appeared on the streets, there were long lines before the news stands in Budapest, waiting for the paper. This was a small revolution in itself. » (CURPH n°226, p.8).

<sup>39</sup> « That paper was quite a treasure. » (CURPH n°106, p.77).

<sup>40</sup> « People were hungry for the truth and now they finally received it. » (CURPH n°438, p.31).

<sup>41</sup> F. Fejtő, *La tragédie hongroise*, op. cit., p.227.

<sup>42</sup> Entretien avec l'historien György Litván (Budapest, 21 juin 2004).

<sup>43</sup> Rappelons en effet que l'atmosphère d'enthousiasme générée par les débats organisés par le Cercle Petöfi se limitait à Budapest. Un étudiant de Miskolc confie en effet qu'il n'avait entendu parler de ces débats qu'à travers les articles de propagande visant à les condamner et à les stigmatiser (CURPH n°162, p.4-5).

<sup>44</sup> D'après Pierre Broué, entre 6 000 et 8 000 personnes se pressèrent dans l'auditorium et dans la rue pour assister au débat du 27 juin 1956 (P. Broué, préface de J.J. Marie, B. Nagy, op. cit., p.XVIII). D'après un témoin en effet : « The audience filled two large rooms while thousand were listening to the speeches through loud speakers standing on the streets. » (CURPH n°109, p.4).

<sup>45</sup> « The news spread in Budapest and every time there was a greater audience. There were some hundreds and then thousands of people. » (Entretien avec Gyory Litván, Budapest, 21 juin 2004).

avec cet «Etat de policiers et de bureaucrates»<sup>46</sup>. Et François Fejtö de commenter : « Ce fut une véritable émeute »<sup>47</sup>. Les témoignages des auditeurs nous aident à comprendre l'atmosphère particulière de ces débats, et plus particulièrement celle du dernier débat, celui du 27 juin sur la liberté de la presse :

« L'atmosphère du Cercle Petöfi est inoubliable ; c'était le seul endroit où l'on pouvait faire de tels meetings. J'ai grimpé par la fenêtre pour pouvoir entendre le débat sur la presse – ce fut le plus grand de tous les débats du Cercle Petöfi. »<sup>48</sup> (*étudiant en droit et en philosophie*).

« La vérité est une grande tentation. L'atmosphère était étonnamment libre, c'était intoxicant. (...) On avait l'impression de rêver. »<sup>49</sup> (*jeune journaliste*).

« L'atmosphère des débats du Cercle Petöfi était toujours particulièrement chargée. Imaginez deux mille cinq cent personnes pleines de haine. Elles ont chaud, elles transpirent, elles insultent le régime. Des imbéciles défendent le régime, la foule se met en colère, etcetera... »<sup>50</sup> (*étudiant en lettres*).

« L'atmosphère de ce débat était extrêmement excitante et déjà anti-communiste, ou plutôt anti-soviétique. J'ai entendu des opinions comme on n'en avait plus entendu durant les dix dernières années. Mon sentiment était : “Enfin !”. »<sup>51</sup> (*étudiant en école vétérinaire*).

Ainsi, l'interaction entre l'audace des intellectuels et l'enthousiasme de l'auditoire généra un tel climat d'exaltation que les discours des orateurs se firent de plus en plus virulents. D'après un étudiant en lettres, « les auditeurs jouèrent un rôle important dans la radicalisation des débats du Cercle Petöfi »<sup>52</sup>. Et en retour, cette radicalisation des débats vint renforcer l'atmosphère contestataire qu'avaient commencé à générer les articles littéraires.

---

<sup>46</sup> P. Broué, préface de J.J. Marie, B. Nagy, *op. cit.*, p.XVIII.

<sup>47</sup> F. Fejtö, *La tragédie hongroise, op. cit.*, p.228.

<sup>48</sup> « The atmosphere of the Petöfi Circle is unforgettable ; it was the only place where one could hold such meetings. I climbed in through a window to be able to hear the press debate – this was the grandest of all the Petöfi Circle meetings. » (CURPH n°444, p.20).

<sup>49</sup> « The truth is a great temptation. The atmosphere was shockingly free. It was intoxicating. (...) There was something dreamlike about it. » (CURPH n°438, p.31).

<sup>50</sup> « There was always such an overcharged atmosphere at the Petöfi Circle meetings. Imagine two and a half thousands people full of hatred. They get hot, they perspire, they abuse the regime. Idiots defend the regime, the audience gets angry, etc. » (CURPH n°213, p.149).

<sup>51</sup> « The atmosphere at this meeting was extremely exciting and already anti-communist, or rather anti-Soviet. I heard opinions here, which were not heard during the last ten years. My feeling was “at last! » (CURPH n°226, p.6).

<sup>52</sup> « The listeners, the audience played an important role in radicalising the Petöfi Circle debates. » (CURPH n°23, p.151).

Mais au début du mois d'octobre, un autre événement allait marquer ce climat de contestation : la cérémonie de réhabilitation de Laszlo Rajk. Constituant tout autant une preuve d'ouverture des opportunités politiques qu'un élément marquant du contexte cognitif, les funérailles de l'ancien ministre méritent aussi d'être appréhendées sous l'angle des émotions. D'après Pierre Kende en effet, au lendemain de ces funérailles, « la scène hongroise était tellement surchargée de tension que le changement, tant attendu, n'avait plus de chance de se produire paisiblement, sans drame »<sup>53</sup>. L'un des dirigeants du Cercle Petöfi remarquera ainsi que « depuis le 15 octobre, et même en réalité depuis le 6 octobre, jour des funérailles nationales de Rajk et de ses amis, une démonstration de masse était pour ainsi dire dans l'air »<sup>54</sup>.

Or l'un des trois initiateurs du mouvement de Szeged nous confia que « cette effervescence et ces idées politiques étaient dans l'air ; tout le monde en parlait. Mais pour nous, étudiants, parler n'était pas assez. Il fallait constituer une organisation qui puisse faire valoir ces demandes. »<sup>55</sup> C'est ainsi qu'au cours des jours qui suivirent l'enterrement de Rajk, la tête du mouvement d'opposition qui « était jusque là passée des journalistes aux écrivains et aux organisateurs du Cercle Petöfi, allait passer dans les mains des étudiants »<sup>56</sup>, comme le note Bill Lomax. Car si les écrivains et les jeunes intellectuels du Cercle Petöfi contribuèrent largement à créer un climat contestataire, ce fut finalement au cours des réunions et des assemblées étudiantes que la contestation prit un virage décisif.

---

<sup>53</sup> P. Kende, « Les causes et conséquences de l'insurrection hongroise », in *1956 Le commencement de la fin 1996*, *op. cit.*, p.22).

<sup>54</sup> Témoignage de Balázs Nagy, l'un des trois anciens secrétaires du Cercle Petöfi, reproduit dans J.-J. Marie, B. Nagy, *op. cit.*, p.181.

<sup>55</sup> Entretien avec Tamás Kiss, Budapest, 17 juin 2004.

<sup>56</sup> « In the following days [après l'enterrement de Rajk] the leadership of the movement of opposition, which had so far passed from the journalists to the writers and on to the organisers of the Petöfi Circle, was to fall firmly into the hands of the students. » (B. Lomax, *op. cit.*, p.46).

### C. Emotion et spontanéité au cours des assemblées étudiantes

La mobilisation étudiante d'octobre 1956 n'était ni prévue, ni organisée. Tout s'était enchaîné très vite : en moins d'une semaine, la contestation née de l'activité de trois ou quatre étudiants d'une université de province allait se diffuser dans l'ensemble du pays. La meilleure preuve de cette spontanéité réside peut-être dans le fait que les initiateurs du mouvement n'avaient eux-mêmes pas prévu la portée de leur action. « Le 16, et même le 22 octobre, personne ne pensait qu'une révolution allait éclater »<sup>57</sup> raconte Tamás Kiss, l'un des trois organisateurs du mouvement de Szeged. Lui et ses amis étaient bien loin de se douter que leur initiative locale allait susciter autant d'enthousiasme et qu'en une semaine, ce qui n'était qu'un simple mouvement de protestation contre l'enseignement obligatoire du russe allait se transformer en mobilisation nationale contre le régime politique.

L'improvisation et la spontanéité méritent d'autant plus d'être mentionnées que les étudiants hongrois, étroitement contrôlés et encadrés par le régime, n'avaient aucune expérience dans le domaine de l'action collective. Ainsi, contrairement aux leaders du mouvement étudiant mexicain qui avaient pour la plupart déjà participé à des activités contestataires, les initiateurs du mouvement de Szeged durent soudainement s'improviser organisateurs d'un vaste mouvement de protestation. Or le déroulement des premières assemblées étudiantes à l'université de Szeged révèle que c'est en fait la foule d'étudiants qui s'est montrée beaucoup plus radicale que les initiateurs du mouvement.

Le mardi 16 octobre 1956, lorsqu'Imre Toth, l'un des trois jeunes à l'origine du projet, présenta la nouvelle association estudiantine comme une organisation apolitique, l'auditoire se mit à siffler pour montrer son désaccord. Les étudiants étaient majoritairement opposés à l'idée, pourtant plus prudente, que cette association étudiante soit apolitique. Imre Toth dû revenir sur ses mots et accepter l'opinion exprimée par la foule en enlevant le mot « apolitique » des statuts de l'organisation.<sup>58</sup> Une fois la création du *MEFESZ* votée par l'assemblée étudiante, se posa la question du programme que ce syndicat étudiant allait défendre. Assouplissement de l'enseignement du marxisme, logement des étudiants, tarif des transports en commun, les questions auxquelles avaient pensé les initiateurs mirent peu de

---

<sup>57</sup> Entretien avec Tamás Kiss (Budapest, 17 juin 2004).

<sup>58</sup> cf T. Kiss, *op. cit.*, p.26.



temps à émerger. Mais bientôt, on entendit dans l'assemblée des suggestions beaucoup plus audacieuses. Quelqu'un demanda d'avoir le droit d'organiser des forums de discussion où l'on pourrait s'exprimer librement, des voix s'élevèrent pour demander la suppression du système des *kaders*. D'autres encore voulaient un changement radical du fonctionnement du journal étudiant de Szeged afin qu'il devienne un forum de libre expression. L'atmosphère devenait de plus en plus tendue et les demandes de plus en plus osées.<sup>59</sup> Puis un étudiant en lettres, Tivadar Putnik, osa soulever la question du départ des troupes soviétiques. Pour les organisateurs de l'assemblée, cette demande était bien trop radicale pour être intégrée dans le programme du *MEFESZ*. Mais face à une foule en liesse, ils furent contraints de mettre un terme au débat en annonçant la tenue d'une autre assemblée étudiante le samedi suivant.

Le samedi 20 octobre, les organisateurs du mouvement de Szeged présentèrent aux étudiants à nouveau réunis dans un grand amphithéâtre la synthèse des revendications qu'ils avaient rédigée après l'assemblée du mardi. Conscients des risques auxquels leur mouvement s'exposait, ils avaient pris soin de ne pas mentionner la demande de retrait des troupes soviétiques. Mais les étudiants rassemblés dans le plus grand amphithéâtre l'université étaient bien moins prudents que les organisateurs. Une voix s'éleva dans l'auditoire pour réclamer que l'on réintroduise cette revendication, ce qui suscita immédiatement un large enthousiasme dans l'amphithéâtre.<sup>60</sup> Perdant le contrôle de l'assemblée, les organisateurs furent contraints d'inclure le retrait des troupes soviétiques dans leur pétition. Cet épisode nous montre ainsi comment l'atmosphère euphorique et l'enthousiasme collectif ont amené les étudiants de Szeged à formuler des revendications que les initiateurs eux-mêmes n'auraient pas osé envisager.

A Budapest deux jours plus tard, les étudiants de l'Université polytechnique allaient à leur tour formuler des revendications particulièrement audacieuses dans un régime de type autoritaire. Alors que cette assemblée avait été convoquée par les responsables de la *DISZ* afin de canaliser la contestation étudiante en abordant des sujets sans portée politique, l'atmosphère se transforma rapidement.<sup>61</sup> Les notes rédigées au lendemain de la mobilisation par Belá Lipták, un étudiant de l'Université polytechnique, nous sont précieuses pour

---

<sup>59</sup> Pour un récit détaillé de cette assemblée du 16 octobre, voir T. Kiss, *op. cit.*, p.26-27.

<sup>60</sup> cf. T. Kiss, *op. cit.*, p.45.

<sup>61</sup> « In an attempt to head off these rapidly growing demands, to “take the wind of the sails of *MEFESZ*”, it was the communist organisers of *DISZ* who proposed the convening of a special mass meeting of the students of the Technological University to debate their demands and discontent. » (B. Lomax, *op. cit.*, p.106).

comprendre l'enchaînement des événements au cours de cette assemblée. A priori, rien ne semblait suggérer que ce rassemblement organisé par les autorités universitaires allait être à l'origine de la mobilisation hongroise de 1956. Habitué aux interminables discours, les étudiants faisaient semblant d'écouter lorsque quelque chose d'inhabituel se produisit. Un jeune homme s'empara du micro et déclara : « Je représente le *MEFESZ* de Szeged! Je veux parler! »<sup>62</sup> D'après Belá Lipták, un frisson parcourut l'assemblée.<sup>63</sup> « C'était du jamais vu! Extraordinaire! L'air s'était chargé de tension. Nous ne savions pas qui parlait, nous ne comprenions pas ce qui se passait. »<sup>64</sup> Les autorités universitaires s'empressèrent d'écarter cet inconnu que Belá Lipták désigne dans ses mémoires comme « un étudiant comme nous », avant de qualifier de « mini-héro » ce « drôle de petit gars de Szeged ».<sup>65</sup>

L'incident aurait pu être clos si les jeunes rassemblées dans le hall de l'Université polytechnique n'avaient pas réagi. A la surprise générale, une voix s'éleva dans l'auditoire et un étudiant s'exclama : « Laissez-le parler ! ». Le silence s'empara de la salle. Et soudain, la tension explosa. Les étudiants se mirent à applaudir et à crier : « Ecoutez Szeged ! Ecoutez Szeged ! »<sup>66</sup> Cet enthousiasme collectif transforma la situation. Les autorités de l'université tentèrent en vain de rétablir le calme et, dans la cohue, l'étudiant de Szeged parvint à se rapprocher du micro et à prendre la parole. D'après Belá Lipták, « à travers tout le bazar et les tonnerres d'applaudissements, nous entendîmes une fois de plus sa voix : "Je représente le *MEFESZ* de l'Université de Szeged ! Permettez-moi de parler!" Là, je me sentais complètement hypnotisé. »<sup>67</sup> Cette dernière phrase est particulièrement intéressante pour notre propos car, sans donner raison aux psychosociologues de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle qui, comme Gustave Le Bon, parlaient du pouvoir d'hypnose des leaders sur la foule,<sup>68</sup> elle nous invite à souligner l'importance des émotions dans le déclenchement d'un mouvement protestataire.

<sup>62</sup> « I represent the *MEFESZ* of Szeged! I want to speak! » (*idem*).

<sup>63</sup> « He was pointing down to the speakers' platform, where there was some commotion. The murmur in the aula stopped. There was total silence. In startled curiosity the dozing students were beginning to wake up. We were sitting up and starting to pay attention. Now you could hear a pin drop. » (B. Lipták, *op. cit.*, p.26).

<sup>64</sup> « It was unprecedented! Extraordinary! The air was thick with tension. We didn't know who spoke, didn't understand what was happening. » (*idem*)

<sup>65</sup> « He was a student like us. (...) I was hypnotized by this mini-hero, this crazy little guy from Szeged. » (*idem*).

<sup>66</sup> cf. T. Kiss, *op. cit.*, p.10.

<sup>67</sup> « And then, through all the pandemonium and over the thunderous applause we heard his voice once more: 'I represent the *MEFESZ* of Szeged! Allow me to speak!' Now I really felt hypnotized. » (B. Lipták, *op. cit.*, p.28).

<sup>68</sup> Approfondissant le concept de meneur, Gustave Le Bon affirmait en 1895 que les mouvements de foule étaient le produit d'une manipulation orchestrée par des meneurs. Pour ce célèbre psychosociologue de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le meneur impulserait et renforcerait l'excitation collective grâce à deux mécanismes psychologiques : l'hypnose et la contagion. (cf. G. Le Bon, *op. cit.*, p.69 et suiv.).

L'analyse de cette assemblée étudiante de l'Université polytechnique de Budapest est d'autant plus intéressante qu'elle permet de confirmer le mécanisme observé durant les meetings étudiants de Szeged : dans une atmosphère d'enthousiasme et d'exaltation, les étudiants ont rapidement oublié les risques auxquels ils s'exposaient. Ainsi, comme à Szeged quelques jours plus tôt, les propositions de revendications émanant de l'assistance prirent rapidement une dimension politique.<sup>69</sup> « Alors que la soirée avançait, la prise de confiance en soi et la soif de liberté générèrent des discours de plus en plus incisifs et des demandes de plus en plus radicales »<sup>70</sup>, observe l'historien György Litván. Bientôt, les étudiants se mirent à formuler des revendications s'attaquant à la nature même du régime politique. D'après le témoignage de Mihály Samson, « vingt, trente mains se lèvent pour avancer des propositions : liberté de parole, liberté d'action, liberté de presse, élections démocratiques, pour n'en citer que quelques unes »<sup>71</sup>.

Mais quelques heures plus tard, surgit enfin la question qui était sur toutes les lèvres : le départ des troupes soviétiques. Une voix s'éleva dans la salle et un étudiant demanda en bégayant : « Est-ce que les Russes pourraient partir ? »<sup>72</sup> D'après Belá Lipták, il est impossible de décrire la réaction que cette question déclencha :

« La réaction était indescriptible. Il y eut tout d'abord un silence de mort et soudain les milliers de personnes rassemblées dans le hall se mirent à taper des pieds dans une ovation qui sembla ne jamais pouvoir s'arrêter. Nous ne pouvions tout simplement pas y croire! Enfin! Enfin quelqu'un osa poser la question que nous avions tous à l'esprit, mais que personne n'osait dire tout haut. Et soudain, au milieu des applaudissements, un cri se mit à monter jusqu'à rendre sourd : "Les Russes rentrez chez vous ! Les Russes rentrez chez vous !" »<sup>73</sup>

<sup>69</sup> « The first few speakers concentrated on student matters. One suggested that we should learn English, French, and German instead of Russian. Another proposed that the subject of Marxism and Leninism be no longer compulsory. (...) The speeches became more and more passionate and fiery, the demands broader in scope and more radical. » (B. Lipták, *op. cit.*, p.29).

<sup>70</sup> « As the evening wore on, the growing self-confidence and lust for freedom produced increasingly sharp formulations and ever more radical demands. » (G. Litván, *op. cit.*, p.53).

<sup>71</sup> Extrait du récit de Mihály Samson, reproduit in T. Méray, *op. cit.*, p.29.

<sup>72</sup> « It must have been about 7 PM when a shy student with a bad stutter took the microphone. His stammer made his already quiet voice barely audible. With tremendous effort he squeezed out: "C-c-could t-t-the R-r-russians l-l-leave?" » (B. Lipták, *op. cit.*, p.30).

<sup>73</sup> « The response was indescribable. First there was deadly silence and then the thousands of people in the aula rose to their feet with an ovation that seemed to go on forever. We just couldn't believe it! Finally! Finally, somebody dared to ask the question that was on all of our minds, but nobody dared to say it out loud. And then, mixed with the applause but slowly drowning it out, a rallying cry grew until it was deafening: "Ruszkis go home! Ruszkis go home!" » (B. Lipták, *op. cit.*, p.30-31).

Le caractère totalement improvisé du mouvement se retrouve dans le fait que de nombreuses versions de la pétition des étudiants de l'Université polytechnique ont circulé à travers la capitale. Formulées parfois en dix points, d'autres fois en quatorze ou en seize points, ces multiples versions de la pétition adressée au gouvernement hongrois témoignent des conditions particulièrement spontanées dans lesquelles elles furent élaborées.<sup>74</sup> Mais les étudiants de Budapest ne se limitèrent pas à élaborer une pétition et décidèrent d'appeler à manifester dès le lendemain pour exprimer leur solidarité avec la Pologne de Gomulka. En cela, ils se montrèrent beaucoup plus audacieux que les membres de l'Association des écrivains qui proposaient d'organiser un rassemblement devant la statue du général Bem.

Apprenant que les étudiants de l'Université polytechnique étaient en train de tenir un meeting politique, l'Association des écrivains avait en effet envoyé des représentants débattre avec eux. Le témoignage de Mihály Samson nous donne une illustration de la différence entre les étudiants et les écrivains en termes d'audace et de spontanéité :

« Au cours de la discussion, le représentant de l'Association des écrivains hongrois, Zoltán Zelk, demande la parole. Nous le connaissons tous de nom et sommes heureux de le voir. Pourtant, son discours nous laisse insatisfaits : il nous annonce que les écrivains ont l'intention d'organiser, le 23, une petite fête commémorative près de la statue du général Joseph Bem (...), mais qu'aucune manifestation n'est envisagée par les écrivains. Déçus, nous décidons aussitôt que les élèves de l'Université Technique en organiseront une. »<sup>75</sup>

Insatisfaits et déçus par la frilosité des écrivains, les étudiants de Budapest décidèrent d'en appeler eux-mêmes à manifester le lendemain. Or c'est en la replaçant dans son contexte émotionnel que l'on peut comprendre l'audace toute particulière des étudiants. Enthousiasmés par la formulation de demandes de plus en plus audacieuses, les jeunes n'étaient plus vraiment conscients des risques auxquels ils s'exposaient. « J'ai la tête qui tourne, trop pleine de tout ce que j'ai pu voir et entendre depuis hier après-midi »<sup>76</sup>, écrivait Mihály Samson dans la nuit. Cet enthousiasme a certainement été renforcé par le fait que c'était la première fois que ces étudiants pouvaient s'exprimer librement. Dans un article récent, Ron Aminzade et

---

<sup>74</sup> « Many variants of the already legendary Technical University programme were circulating, containing ten or fourteen or sixteen points depending on who had made notes and when they had been recorded, suggesting the impulsive and spontaneous nature of the evening's proceedings. » (G. Litván, *op. cit.*, p.53).

<sup>75</sup> Extrait du récit de M. Samson, reproduit in T. Méray, *op. cit.*, p.31.

<sup>76</sup> *ibid.*, p.27.

Doug McAdam évoquent l'idée d'ivresse du premier engagement en observant que les nouveaux venus dans un mouvement protestataire sont généralement « nouvellement imprégnés de ce mélange particulier d'émotions caractéristiques de leur position temporelle et sociale au sein du combat » ou, en d'autres termes, « émotionnellement frais »<sup>77</sup>.

Découlant de l'atmosphère particulièrement chargée en émotions des assemblées étudiantes, la spontanéité des étudiants hongrois leur a permis d'oublier les risques évidents que la participation à une action contestataire impliquait. Ainsi, interrogé au sujet de la peur de la répression, István Szabó nous confia précisément que « tout le monde était enthousiaste et personne n'avait peur des conséquences », avant d'ajouter : « La question ne se posait même pas. A partir d'un certain point, il n'y a que l'objectif qui compte. Rien de plus. Si je peux faire quelque chose, je le fais. » Selon lui en effet, « personne n'avait calculé qu'il pouvait mourir »<sup>78</sup>. En définitive, l'atmosphère particulière de l'automne 1956 et l'enthousiasme des assemblées étudiantes permettent de comprendre pourquoi les étudiants hongrois ont oublié les risques auxquels ils s'exposaient.

---

<sup>77</sup> New recruits are « newly imbued with the particular mix of emotions characteristic of their temporal and social organizational location within the struggle. These new recruits will be “emotionally fresh”. » (R. Aminzade, D. McAdam, *art. cit.*, p.28).

<sup>78</sup> Question : « *On the 22<sup>nd</sup> of October, when you were all in the auditorium, were you scared about what could happen to you ?* » ; Réponse : « Everybody was enthusiastic and nobody was afraid about the consequences. That was not in question. After a point, there is only the purpose that counts. There is no more question. If I can do something, I do it. (...) Nobody calculated that they can die. » (Extrait de l'entretien avec István Szabó, Budapest, 30 juin 2004).

## II. Mexique : spontanéité de la mobilisation estudiantine face aux violences policières

« Au lendemain des incidents du 26 juillet, le monde étudiantin était en pleine euphorie, mais c'était aussi la plus complète désorganisation et la plus grande confusion. »<sup>79</sup> Cette remarque de Sergio Zermeño nous invite à nous pencher de plus près sur les premiers jours de la mobilisation mexicaine afin de comprendre comment l'indignation face aux violences policières a pu générer un vaste mouvement de protestation dont l'organisation s'improvisa durant les jours suivants. En cela, nous rejoignons Victor Flores Olea lorsqu'il observe que le mouvement mexicain ne se définit ni par stratégie valide ni par une élaboration théorique, dans la mesure où il s'agit au contraire d'un mouvement dont « l'une des valeurs suprêmes est justement l'improvisation et l'invention »<sup>80</sup>.

### A. Stupeur et indignation face à la violence des *granaderos*

Dès le 23 juillet, l'intervention des *granaderos* au cours d'une simple bagarre d'étudiants de classes préparatoires suscita une réaction de stupeur au sein du monde étudiantin. Les membres de ce corps spécial de police avaient pénétré dans l'une des écoles du centre de Mexico et frappé violemment des étudiants.<sup>81</sup> D'après le leader étudiantin Gilberto Guevara Niebla, « les *granaderos* pénétrèrent dans l'école *Vocacional 5* et, entre autres, frappèrent une enseignante qui fut gravement blessée à l'œil ». Il précise d'ailleurs qu'« il semblerait qu'elle ait perdu cet œil »<sup>82</sup>. Ces actes de violence dans une école préparatoire de l'IPN allaient inévitablement susciter l'indignation des étudiants. L'un d'entre eux, David Vega, confie en effet que « ce qui a déchaîné les passions, c'est que la police soit

<sup>79</sup> « Al día siguiente de los sucesos del 26 de julio la euforia era enorme entre las filas del estudiantado, pero la desorganización y la confusión eran también completas. » (S. Zermeño, *México, una democracia utópica*, op. cit., p.26).

<sup>80</sup> El movimiento estudiantil de 1968 « no se define por una táctica y una estrategia válidas siquiera a mediano plano, y menos por una ideología precisa y por una elaboración teórica (...). Uno de sus valores supremos es justamente la improvisación y la invención. » (Victor Flores Olea, « México, un desafío al sistema » in V. Flores Olea et al, *La rebelión estudiantil y la sociedad contemporánea*, Mexico, UNAM, 1973, p.124).

<sup>81</sup> D'après l'historien Ariel Rodríguez Kuri, « en un momento de la refriega, los policías golpearon a varios estudiantes (incluyendo mujeres) en el interior de la escuela ». (A. Rodríguez Kuri, « Los primeros días », art. cit., p.198).

<sup>82</sup> « Los granaderos entraron a la Voca 5 y entre otros golpearon a una profesora y le dañaron gravemente un ojo ; al parecer lo perdió. » (Témoignage de Gilberto Guevara Niebla, recueilli in H. Bellinghausen, op. cit., p.51).

entrée dans l'école *Vocacional 5* le 23 juillet »<sup>83</sup>. Les élèves des autres écoles préparatoires de l'IPN mirent peu de temps à réagir et décidèrent rapidement d'organiser une manifestation de protestation.<sup>84</sup> Soulignant l'indignation des jeunes face aux excès de violence des *granaderos*, Jorge Carrión observe que les étudiants étaient « émotionnellement prêts pour manifester leur désapprobation et dépasser l'attitude de leurs dirigeants officiels »<sup>85</sup>.

Si l'organisation syndicale étudiante officielle de l'IPN, la FNET, avait effectivement appelé à manifester le 26 juillet, les témoignages révèlent que ce furent les étudiants indignés qui firent pression sur les dirigeants syndicaux pour organiser cette manifestation. Le leader étudiantin Gilberto Guevara Niebla raconte en effet que des groupes d'étudiants de l'IPN obligèrent le leader syndical Cebreros, connu pour sa fidélité au PRI, à organiser une marche de protestation contre les violences policières.<sup>86</sup> Ce qui n'était encore qu'une mobilisation spontanée d'une partie des étudiants de l'Institut Polytechnique National allait bientôt s'étendre aux autres universités de la capitale et, plus particulièrement, à l'Université Nationale.

Le vendredi 26 juillet, alors que le cortège étudiantin avait atteint le lieu d'arrivée que les dirigeants de la FNET avaient fixé – le *Casco de Santo Tomas* – une partie des étudiants de l'IPN décida soudainement de se diriger vers le *Zócalo*, la plus grande place de Mexico. Atteindre ce symbole par excellence du pouvoir politique constituait alors un véritable acte contestataire. « Cela faisait de nombreuses années qu'aucune manifestation populaire n'avait réussi à atteindre le *Zócalo* »<sup>87</sup>, rappelle l'un des acteurs étudiants. D'après Gerardo Estrada, il s'agissait d'un acte politique très risqué, dans la mesure où la dernière manifestation

<sup>83</sup> « El hecho que enciende la pasión es que la policía entra a Vocacional 5 el 23 de Julio. » (Témoignage de David Vega, recueilli in H. Bellinghause, *op. cit.*, p.81).

<sup>84</sup> « Los jóvenes de Voca 5 pidieron solidaridad ; los primeros que acudieron fueron los compañeros de Voca 7 y se organizó una marcha de protesta. » (*idem*).

<sup>85</sup> « Los estudiantes están emocionalmente preparados para manifestar su protesta y rebasan la actitud de sus dirigentes oficialistas. » (J. Carrión, *art. cit.*, p.11).

<sup>86</sup> L'intervention violente des *granaderos* dans l'école préparatoire Vocacional 5 « provocó que la masas del Politécnico protestaran y obligaran a la FNET ( Federación Nacional de Estudiantes Técnicos, una organización priísta al servicio de la autoridades), dirigida por el Charro Cebreros, de Sinaloa, a organizar una manifestación de protesta contra la policía el viernes 26 de Julio ». (Témoignage de G. Guevara Niebla, recueilli in H. Bellinghausen, *op. cit.*, p.51).

<sup>87</sup> « Hacía muchos años que una manifestación popular no podía llegar al Zócalo » (Témoignage de Luis Tomás Cervantes Cabeza de Vaca, représentant de l'École Nationale d'Agriculture de Chapingo, recueilli in R. Aréchiga Robles, *op. cit.*, p.110).

contestataire qui avait osé envahir ce lieu en 1963 avait été violemment réprimée.<sup>88</sup> Et pourtant, ce 26 juillet 1968, environ 5000 étudiants se rallièrent au cri « *Zócalo* » et se dirigèrent vers la plus grande place de Mexico.<sup>89</sup>

Illustrant parfaitement l'exaltation, la spontanéité et l'élan qui peuvent émerger d'une foule de manifestants, cet épisode semblerait donner raison à Gustave Le Bon lorsqu'il soulignait le sentiment d'invincibilité qu'acquiert un individu à partir du moment où il est au milieu d'une foule. Pour ce précurseur de la psychosociologie, la peur de la répression disparaîtrait avec la force du nombre : « l'individu en foule acquiert, par le fait seul du nombre, un sentiment de puissance invincible lui permettant de céder à des instincts, que, seul, il eut forcément réfrénés »<sup>90</sup>. Pour autant, ce n'est pas le fait d'être « foule » qui explique pourquoi les manifestants peuvent soudainement oublier les risques auxquels ils s'exposent, mais plutôt le fait que cette foule de manifestants soit profondément indignée. Pour les participants à la marche du 26 juillet, arrêter la manifestation au *Casco de Santo Tomas* n'était pas suffisant pour dénoncer les violences policières. A cet égard, le témoignage d'un étudiant de classe préparatoire, Rolando Brito Rodríguez, nous est précieux pour comprendre l'atmosphère dans laquelle les étudiants ont décidé de marcher vers le *Zócalo* :

« Alors que nous étions déjà au *Casco de Santo Tomás*, je crois que des étudiants d'économie commencèrent à dire qu'ici la manifestation ne servirait à rien et qu'il valait mieux porter la protestation sur le *Zócalo*. Et comme j'habitais par là-bas, je me suis mis à courir avec les autres en criant "*Zócalo !*", "*Zócalo !*" »<sup>91</sup>

A travers ce témoignage, on comprend que la décision soudaine de diriger le cortège vers ce lieu symbolique, malgré les risques certains que cela impliquait, découlait de l'atmosphère d'enthousiasme et d'exaltation qui régnait au sein du cortège étudiant. Mais un petit hasard de calendrier allait contribuer à donner une autre dimension aux événements. Jour de l'anniversaire de l'assaut de la caserne de la Moncada par Fidel Castro, le 26 juillet

<sup>88</sup> « La última había sido una de apoyo a la revolución cubana, en 1963, que resultó con golpeados etc... Luego, hubo otra en 65, pero el PRI la apoyó porque era por la invasión norteamericana a República dominicana. Pero no había ninguna manifestación de oposición. » (Entretien avec Gerardo Estrada, Mexico, 15 décembre 2005).

<sup>89</sup> cf. S. Zermeño, *México, una democracia utópica*, op. cit., p.12.

<sup>90</sup> G. Le Bon, op. cit., p.14.

<sup>91</sup> « Y estando ya en el Casco de Santo Tomás, creo que los de Economía empezaron a decir que ahí no se resolvería nada, y que sería mejor trasladar la protesta al *Zócalo*, y como vivía por ahí, empecé a corear junto con los demás ¡*Zócalo!* ¡*Zócalo!* » (Témoignage de Rolando Brito Rodríguez, étudiant de l'école préparatoire *Vocacional* n°1, recueilli in M. Ortega Olivares, op. cit., p.163-164).



donnait chaque année aux Jeunesses communistes mexicaines l'occasion d'organiser un défilé pro-cubain. En chemin vers le *Zócalo*, au niveau de la *Torre Latinoamericana*, les étudiants de l'IPN croisèrent le défilé pro-cubain qui rassemblait de son côté de nombreux étudiants de l'UNAM. Ces derniers se laissèrent rapidement convaincre de se mêler au mouvement de protestation contre les violences policières.<sup>92</sup> Ravivés par ce ralliement qui scellait la solidarité « Poli-UNAM », les étudiants continuèrent leur route vers le *Zócalo*.

Mais au croisement des rues Cinco de Mayo et Palma, les étudiants se retrouvèrent dans une embuscade des forces de police. D'après les témoignages, cette confrontation s'apparenta à un « choc violent »<sup>93</sup> : d'un côté, des *granaderos* frappant tout ce qui pouvait ressembler à un étudiant,<sup>94</sup> de l'autre, des jeunes révoltés, parfois armés des bâtons qui avaient servi à tenir les banderoles.<sup>95</sup> Les *granaderos* répondirent avec une telle violence que de simples passants en furent aussi les victimes. Un étudiant raconte en effet qu'il fut particulièrement choqué de voir un policier frapper une femme qui avait tenter de s'interposer alors qu'il tapait un étudiant à coups de matraque.<sup>96</sup> La nouvelle de ces combats allait rapidement se diffuser et, dans la soirée, la cérémonie d'hommage à la révolution cubaine organisée par les étudiants de l'École Supérieure d'Économie de l'IPN allait se transformer en meeting politique. L'un des représentants de cette école d'économie, Sócrates Campos Lemus, confie en effet qu'« après le 26 juillet, nous avons décidé de lutter contre la répression, c'est ça qui fut le principal détonateur »<sup>97</sup>.

<sup>92</sup> « Al llegar a la Alameda se efectuó el mítin y poco después irrumpió en la reunión un grupo de politécnicos. Se les dió la palabra y relataron la agresión de los granaderos a la Voca 5, pidieron apoyo para marchar al Zócalo, y al grito “¡Juntense!” y “¡Zócalo!”, se deshizo el mítin, y ya sin orden y sin tambores avanzamos al Zócalo, algunos por Madero y otros por 5 de Mayo. » (Extrait du récit d'un étudiant de classe préparatoire, reproduit in D. Cazés (coord.), *op. cit.*, p.153).

<sup>93</sup> « Los contingentes del Poli y de la Universidad se reunieron en la Alameda y avanzaron hacia el Zócalo ; a la altura de cinco de Mayo y Palma cayeron en una emboscada de los granaderos. Hubo un choque violento. » (Témoignage de G. Guevara Niebla, recueilli in H. Bellinghausen, *op. cit.*, p.51).

<sup>94</sup> Ainsi, Gerardo Estrada souligne que « la acción violenta e indiscriminada de la policía, que alcanzó a muchos estudiantes que salían de sus cursos, multiplicó sus efectos » (G. Estrada, *op. cit.*, p.180).

<sup>95</sup> « Muchos llevaban palos (residuos de la mantas) y gritaban contra la policía. (...) Llegando a Palma nos cerró el paso un grupo de granaderos, con sus uniformes de entonces, macanas y gases lacrimógenos, que impactaban mucho por el ruido del disparo y el humo. Todo fue confusión. » (Extrait du récit d'un étudiant de classe préparatoire, reproduit in D. Cazés (coord.), *Memorial del 68*, *op. cit.*, p.153).

<sup>96</sup> « Algo que me impactó fue que cuando corríamos, un granadero alcanzo a un chavo para golpearlo con la macana, una señora trato de defenderlo, y lo que hizo ese bruto, ese animal, fue golpearla también. » (Témoignage d'un étudiant de classe préparatoire, recueilli in M. Ortega Olivares, *op. cit.*, p.164).

<sup>97</sup> « Después del 26 de julio, los jóvenes decidimos luchar contra de la represión, este fue el detonador más importante. » (Témoignage de Sócrates Campos Lemus, délégué au CNH de l'École supérieure d'économie de l'IPN, recueilli in M. Ortega Olivares, *op. cit.*, p.126).

Dans cette atmosphère d'indignation, les étudiants en économie de l'IPN votèrent la grève. Ils allaient bientôt être rejoints par les étudiants des autres écoles et facultés de la capitale. Le témoignage d'un étudiant en école d'ingénieurs nous permet de mieux comprendre la force mobilisatrice du sentiment d'indignation :

« Cette capacité d'indignation, qui se répandit rapidement et spontanément, fut précisément l'une des expériences les plus marquantes que nous ayons pu vivre à ce moment-là. Si quelqu'un avait proposé d'organiser un mouvement de cette nature, il y serait difficilement arrivé. »<sup>98</sup>

C'est de façon tout à fait spontanée que les étudiants mexicains ont ainsi organisé et coordonné ce qui n'était au départ qu'un mouvement de protestation contre les violences policières.

### **B. Spontanéité de l'organisation du mouvement**

« C'était une chose spontanée : "Bon, que se passe-t-il ? Non, ce n'est pas possible. Il faut nous organiser et participer." »<sup>99</sup> Ce témoignage de Guillermo Palacios nous rappelle à quel point la spontanéité a marqué la naissance du mouvement. Ainsi, comme dans le cas hongrois, la mobilisation estudiantine n'avait été ni prévue, ni calculée. « Nous en avons assez de cette forme de gouvernement qui considérait que les gouvernés étaient des enfants immatures et irresponsables. Ce n'était un mouvement ni planifié, ni stratégiquement pensé, il a surgi de la nécessité pour les jeunes de faire changer les choses. »<sup>100</sup> Les étudiants des différentes facultés de la capitale votèrent alors la grève et créèrent en quelques jours un organe de coordination du mouvement : le Conseil national de la grève (CNH).

Il convient pourtant de remarquer que ce sont les étudiants les plus politisés qui ont, dès le 26 juillet, proposé de voter la grève. D'après Annick Lempérière, « il est évident que

<sup>98</sup> « Fue precisamente esa capacidad de indignación, que de pronto se vio generalizada de manera espontánea, una de las experiencias más grandes que pudimos vivir en aquel momento. Si alguien se hubiera propuesto organizar un movimiento de esa naturaleza, difícilmente lo hubiera conseguido. » (Témoignage de Felix Hernandez Gamundi, représentant au CNH de l'École supérieure d'ingénierie mécanique et électrique de l'IPN, recueilli in M. Ortega Olivares, *op. cit.*, p.104).

<sup>99</sup> « Fue una cosa de espontaneidad : "Bueno, ¿qué está pasando? No es posible. Tenemos que organizarnos y participar en esto". » (Entretien avec Guillermo Palacios, Mexico, 19 décembre 2005).

<sup>100</sup> « Estábamos hartos de esa forma de gobierno que consideraba que sus gobernados eran unos niños, inmaduros e irresponsables. No fue un movimiento planeado ni estratégicamente pensado, brotó de la necesidad de los jóvenes de cambiar las cosas. » (Témoignage de Lilian Liberman, étudiante en lettres et en philosophie à l'UNAM, recueilli in R. Aréchiga Robles, *op. cit.*, p.118).

les étudiants et les professeurs les plus militants ont réagi très vite, dès le début du mouvement »<sup>101</sup>. D'ailleurs, ce furent souvent les étudiants expérimentés, présidents des Sociétés d'élèves ou militants politiques, qui furent désignés responsables des comités de grève et, plus tard, représentants de leur école au *CNH*.<sup>102</sup> L'organisation du mouvement ne devait donc pas tout au hasard et à l'improvisation, mais dans l'ensemble, le vote de la grève et la création d'un comité coordinateur des différents « comités de lutte » constituaient des réponses logiques et spontanées aux violences perpétuées par les *granaderos*.

Réagissant rapidement à la nouvelle de la répression de la manifestation du 26 juillet, les étudiants de l'IPN furent les premiers à voter la grève et à créer des « comités de lutte » chargés d'organiser dans chaque école le mouvement de grève. Durant la journée du samedi, les étudiants de plusieurs écoles de l'Institut polytechnique se réunirent dans les locaux de la *Vocacional 5* et décidèrent de constituer un Comité Coordinateur de la Grève de l'IPN. Ils se mirent rapidement en contact avec les étudiants des autres universités de la capitale et, dès le lendemain, organisèrent la première réunion rassemblant des représentants de l'UNAM, de l'École Normale et de l'École d'Agriculture de Chapingo.<sup>103</sup> Réunis dans l'École supérieure d'économie de l'IPN ce dimanche 28 juillet, les étudiants de ces différentes universités de la capitale créèrent une commission d'organisation chargée de préparer une manifestation de protestation fixée au 5 août. Ainsi, la constitution d'un comité interuniversitaire s'est faite de la façon la plus simple et la plus logique : il fallait coordonner le mouvement de grève qui découlait de l'indignation des étudiants des diverses universités.

Quelques jours plus tard, ce comité interuniversitaire allait se transformer en Conseil National de la Grève (*CNH*).<sup>104</sup> « Produit de la nécessité d'avoir une meilleure organisation »<sup>105</sup> selon l'une de ses représentantes, le *CNH* n'était finalement qu'une coordination étudiante ayant émergé spontanément pour « coordonner » et non pas « diriger » le mouvement de protestation. D'après l'universitaire Victor Flores Olea, les leaders du mouvement de 1968 « ne *dirigent* pas, mais ne font que *coordonner* une action qui a surgi

<sup>101</sup> A. Lempérière, *op. cit.*, p.373.

<sup>102</sup> *idem*.

<sup>103</sup> Cf. S. Zermeño, *México, una democracia utópica*, *op. cit.*, p.19.

<sup>104</sup> Pour une présentation plus détaillée de la création du *CNH*, voir R. Alvarez Garín, *op. cit.*, p.46-47.

<sup>105</sup> « Fue producto de la necesidad una mejor organización. » (Entretien avec Maria Estela Morales, Mexico, 19 novembre 2005).

spontanément des masses »<sup>106</sup>. La meilleure preuve du fait que le *CNH* ne pouvait être qu'un organe de coordination tient au fait qu'il rassemblait des représentants très divisés en termes de courants politiques et d'appartenances idéologiques.<sup>107</sup> Selon Manuel Aguilar Mora, « la direction du *CNH*, avec ses différentes composantes qui parvinrent à se maintenir dans une même orientation, fut une direction spontanée, indépendante de la stratégie et de la direction de quelconque organisation politique »<sup>108</sup>.

Il ressort de cette analyse comparée des premiers jours des mobilisations hongroise et mexicaine que ces deux mouvements d'opposition à des régimes autoritaires ont émergé de façon spontanée, dans des contextes fortement chargés en émotion. Mais pour mieux comprendre pourquoi un nombre croissant de jeunes se sont ralliés à la mobilisation naissante, il convient de se pencher sur les relations qu'entretient dans chacun de nos cas le mouvement avec le pouvoir politique. Car loin de mettre un terme à la contestation, la répression et la stigmatisation ont, dans les deux cas, renforcé le mouvement en suscitant des réactions de colère et d'indignation.

---

<sup>106</sup> « Los líderes no dirigen, sino que apenas coordinan una acción que surge espontáneamente de las masas. » (Victor Flores Olea, *art. cit.*, p.123).

<sup>107</sup> D'après Gerardo Estrada : « Es cierto que era una organización espontanea y que en su interior había múltiples divisiones. » (G. Estrada, *op. cit.*, p.186).

<sup>108</sup> « La dirección del CNH, con sus diversas variantes, todas ellas dentro de una orientación que se mantuvo fija en sus líneas generales, fue una dirección espontánea, no sujeta a la estrategia y la dirección de ninguna organización política. » (M. Aguilar Mora, *op. cit.*, p.102).

## **Section B : Répression et stigmatisation contribuent à attiser les passions**

« Cherchant à éviter que surgisse un mouvement étudiant, le gouvernement agit avec tant de maladresse et de sauvagerie qu'il le rend inévitable »<sup>109</sup>. Cette remarque de l'écrivain mexicain Carlos Monsivaís aurait très bien pu convenir au cas hongrois : en réprimant les manifestants rassemblés devant la Maison de la Radio, dans la soirée du 23 octobre 1956, le gouvernement hongrois provoqua en fait l'insurrection. Afin de mieux comprendre comment les réponses des dirigeants politiques ont pu donner de la force aux mobilisations estudiantines, il convient de se pencher, dans chacun de nos cas, sur les réactions suscitées par la répression et la stigmatisation.

### **I. Hongrie : tirs de feu et discours réprobateurs précèdent l'embrassement**

Dès le matin du 23 octobre, les dirigeants hongrois avaient fait preuve de maladresse en annonçant successivement l'interdiction puis l'autorisation de la manifestation estudiantine. En dehors de sa signification en termes d'ouverture des opportunités politiques, cette réponse gouvernementale mérite aussi d'être appréhendée sous l'angle des émotions dans la mesure où les témoignages révèlent que l'interdiction avait été très mal perçue par les étudiants. L'un d'entre eux, Tamás Sarkany, confiait en effet que « nous avons tous l'esprit trop échauffé pour renoncer à la manifestation »<sup>110</sup>. D'après l'écrivain Tibor Méray, « l'interdiction frappe au cœur tous les jeunes qui, sans être opposés au régime, manifestent plutôt contre les crimes du passé, et pour un progrès plus rapide : ils vont devenir en quelques heures des ennemis déclarés du régime politique qui vient de les humilier »<sup>111</sup>. Si l'interdiction de la manifestation avait commencé à mettre en colère les étudiants, dans la soirée le discours réprobateur d'Ernö Gerö et les tirs de feu devant la Maison de la Radio mirent véritablement le feu aux poudres.

---

<sup>109</sup> « El gobierno, para evitar el surgimiento del Movimiento Estudiantil actuó con tanta torpeza y salvajismo que lo hace inevitable. » (C. Monsivaís, préface de S. Zermeño (1978), *op. cit.*, p.XIV).

<sup>110</sup> Témoignage recueilli par N. Baudy, *op. cit.*, p.43.

<sup>111</sup> T. Méray, *op. cit.*, p.110.

### A. Le soir du 23 octobre : le discours de Gerö « jette de l'huile sur le feu »<sup>112</sup>

« Aujourd'hui, les ennemis de notre peuple veulent ébranler le pouvoir de la classe ouvrière. »<sup>113</sup> Dès les premiers mots de son discours radiodiffusé dans la soirée du 23 octobre, le Premier secrétaire du Parti, Ernö Gerö, se montra particulièrement maladroit. En qualifiant les étudiants d' « ennemis du peuple » et en condamnant ouvertement ceux qui « calomnient l'Union soviétique » et veulent « semer le poison du chauvinisme », il témoignait de l'incapacité des dirigeants communistes à faire face à la critique. Mais surtout, en terminant sur l'idée que les étudiants « se servent de la liberté démocratique que notre Etat a donnée aux travailleurs pour organiser des manifestations nationalistes », le chef du gouvernement hongrois se révélait d'un cynisme difficilement tolérable pour des jeunes qui, précisément, aspiraient à plus de libertés démocratiques.

« Autant par son contenu que par ses omissions, ce discours dérisoire ne pouvait qu'augmenter la confusion et l'irritation de la foule »<sup>114</sup>, note François Fejtö. De la même façon, Tibor Méray observe que « c'est l'exemple type de la goutte d'eau qui fait déborder le vase »<sup>115</sup>. Il convient de rappeler que ce discours a été radiodiffusé à 20h, alors que de nombreux manifestants étaient encore dans la rue. Ecoutant ce discours aux fenêtres des magasins et des habitations, ils ne pouvaient que s'émouvoir collectivement de ces excès de cynisme et d'incompréhension. Tibor Méray raconte en effet que « la diffusion du discours était à peine terminée que la majorité des auditeurs, d'une voix unanime, déclarait : "Gerö a traité les manifestants de racaille fasciste !" »<sup>116</sup>. Loin de calmer les manifestants en leur accordant quelques avancées, ne serait-ce que symboliques, le discours du Premier secrétaire du PCH allait en fait largement envenimer la situation.<sup>117</sup>

<sup>112</sup> F. Fejtö, *Budapest, l'insurrection*, op. cit., p.38.

<sup>113</sup> Extraits du discours d'Ernö Gerö, traduit par T. Méray, op. cit., p.144.

<sup>114</sup> F. Fejtö, *Histoire des démocraties populaires. Tome II*, op. cit., p.122.

<sup>115</sup> T. Méray, op. cit., p.143.

<sup>116</sup> *idem*.

<sup>117</sup> « The general hope was that he would take account of the popular demands voiced by the students and would make some conciliatory announcement in connection with them. The speech, however, made none of the hoped-for concessions and its whole tone angered the people. » (Extrait du rapport des Nations Unies sur la Hongrie, p.XV).

Miklós Molnár remarque en effet qu'« il se peut qu'un geste, un petit recul du pouvoir, l'annonce de la nomination d'Imre Nagy au poste de Premier ministre, auraient suffi pour calmer les esprits, comme en Pologne avec Gomulka »<sup>118</sup>. Mais les dirigeants hongrois n'étaient pas disposés à s'engager sur la voie des concessions. Le ton méprisant du discours d'Ernö Gerö avait commencé à mettre les manifestants en colère, sentiment exacerbé de manière décisive par les tirs sur la foule rassemblée devant la station de radio.

### **B. Tirs de feu devant la Maison de la Radio et embrasement du mouvement**

« Incident ou provocation, la nuit tombée, une balle siffle devant la radio, où les jeunes tentent de faire passer leurs "points" au micro. Puis une seconde, une troisième... la fusillade. L'émeute a commencé. »<sup>119</sup> Pour Miklós Molnár, les tirs de feu devant la Maison de la Radio marquent un véritable tournant, transformant la mobilisation estudiantine en insurrection nationale. Une délégation d'étudiants avait en effet tenté de diffuser à la radio de Budapest la pétition élaborée la veille, mais comme elle tardait à revenir, la foule qui l'avait accompagnée commença à s'impatienter. D'après la version officielle, les policiers tirèrent en l'air pour disperser la foule qui avait lancé l'attaque sur la station de radio et les tirs seraient partis des manifestants qui possédaient déjà des armes.<sup>120</sup> Pourtant, le témoignage d'un officier de la police politique, l'AVH, donne une toute autre version des faits : la foule rassemblée devant la Radio était certes agressive, mais elle ne possédait pas d'armes à feu.<sup>121</sup>

Cette fusillade transforma très rapidement le mouvement. La nouvelle se répandit à travers la capitale que les forces de la police politique, l'AVH, avaient tiré sur la foule. Indignation, colère et ressentiment mirent peu de temps à se diffuser à travers la ville. D'après le rapport des Nations Unies en effet, cet épisode fut d'autant plus décisif que l'AVH « était déjà profondément impopulaire et largement crainte par ses compatriotes »<sup>122</sup>. Cet extrait du témoignage d'un étudiant en école vétérinaire nous permet de comprendre comme la mobilisation estudiantine a pu soudainement changer de nature :

<sup>118</sup> M. Molnár, *Histoire de la Hongrie, op. cit.*, p.402.

<sup>119</sup> M. Molnár, *De Béla Kun à János Kádár, op. cit.*, p.230.

<sup>120</sup> cf. T. Méray, *op. cit.*, p.150.

<sup>121</sup> *idem.*

<sup>122</sup> « In so far as any one moment can be selected as a turning point which changed a peace able demonstration into a violent uprising, it would be this moment when the AVH, already intensely unpopular and universally feared by their compatriots, attacked defenceless people. » (Extrait du Rapport des Nations Unies sur la Hongrie, *op. cit.*, p.XV).

« Je me rendis à la station de radio depuis le Parlement avec quelques amis étudiants lorsque j'ai entendu la nouvelle que les gens avaient été attaqués à la Radio. Quand le combat armé commença, j'ai sauté sur l'un de ces camions qui se rendaient à l'usine d'armes de Csepel. C'était une décision complètement spontanée, de se rendre à Csepel pour récupérer des armes. L'atmosphère était tellement brûlante que tout le monde voulait résister, mais les masses n'avaient pas d'armes pour le faire. »<sup>123</sup>

A partir du moment où un nombre croissant de manifestants allait décider de prendre les armes, le mouvement étudiant se transforma en soulèvement populaire. Pourtant, les étudiants avaient clairement explicité, durant les premiers jours de leur mobilisation, leurs intentions pacifiques. C'est donc dans l'interaction avec le pouvoir et les forces de l'ordre que le mouvement étudiant a changé de nature et s'est transformé en insurrection.

Si l'on compare le rapport à la violence des mouvements hongrois et mexicain, on observe une dynamique inverse : alors que dans le cas hongrois on passe durant la nuit du 23 octobre d'une mobilisation pacifique à une véritable insurrection populaire, dans le cas mexicain le scénario est inverse : les altercations violentes entre étudiants et forces de l'ordre précédèrent une mobilisation pacifique de protestation.

---

<sup>123</sup> « I went to the radio station from the parliament together with some other university students, when I heard the news that at the radio people had been attacked. When the armed fighting began, I got on one of those trucks, which went to the Csepel armament factory, to get arms for the revolutionaries. This was a completely spontaneous decision, to go to Csepel for arms. The atmosphere was so heated that everyone wanted to resist and the masses had no arms to do so. » (CURPH n°226, p.14).



## **II. Mexique : intervention militaire et mépris des dirigeants politiques rendent la mobilisation inévitable**

« C'est l'intransigeance des dirigeants qui met le feu aux poudres »<sup>124</sup>, rappelle l'un des participants au mouvement. Si les violences perpétrées par les *granaderos* avaient rapidement fait réagir les étudiants de l'IPN, la décision de recourir à l'armée quelques jours plus tard provoqua quant à elle une mobilisation encore plus décidée. Face aux violences policières et militaires, certains jeunes optèrent spontanément pour une confrontation violence avec les forces de l'ordre. Mais confronté à une vaste campagne de stigmatisation, un nombre croissant d'étudiants vint grossir les rangs des manifestations pacifiques.

### **A. Face à la répression, les étudiants oscillent entre violences urbaines et modes d'action pacifiques**

La manifestation de protestation contre les violences policières organisée le 26 juillet par les étudiants de l'IPN se heurta ironiquement à une embuscade des *granaderos*. Echaudés par ces combats, les jeunes se mirent à incendier des autobus et à retourner des véhicules pour construire des barricades.<sup>125</sup> Les combats de rue continuèrent au cours des jours suivants, créant le plus grand désordre au cœur même de la capitale. Véhicules incendiés, pneus brûlés, nuages de gaz lacrymogène et barricades transformèrent soudainement l'atmosphère du quartier des écoles préparatoires, situé à deux pas seulement du Palais présidentiel et du *Zócalo*. Pour les étudiants des classes préparatoires qui avaient subi la répression des *granaderos*, la réponse était simple : affronter directement les forces de l'ordre. Analysant l'imaginaire du mouvement, César Gilabert note en effet que l'« on vivait la répression dans sa propre chair ou dans celle de ses amis »<sup>126</sup>.

Aussi spontanées qu'elles aient pu être, ces « violences de rue » jouèrent en fait, d'après l'historien Ariel Rodríguez Kuri, un véritable rôle dans l'émergence d'un acteur

<sup>124</sup> « La intransigencia de los gobernantes es el combustible que aviva la hoguera. » (Extrait du récit de Raúl A. Cacho, recueilli in Daniel Cazés (coord.), *Memorial del 68, op. cit.*, p.19).

<sup>125</sup> «Cerca de las 22 horas, estudiantes incendian el primer autobús de pasajeros, mientras que otros son utilizados como barricadas en las calles adyacentes al barrio universitario para evitar que las fuerzas policíacas penetren a los planteles escolares.» (*idem*).

<sup>126</sup> «Se vivía la represión en carne propia o en la de los compañeros» (C. Gilabert, *El habito de la utopia. Analisis del imaginario sociopolítico en el movimiento estudiantil de Mexico, 1968*, Mexico, Miguel Ángel Porrúa, 1993, p.177).

politique, ou plus exactement d'un « interlocuteur » au pouvoir mexicain.<sup>127</sup> Pensant pouvoir mettre un terme à l'agitation en employant la force, celui-ci décida dans la nuit du 29 au 30 juillet de faire appel à l'armée. Quelques heures plus tard, les militaires détruisaient à coups de bazooka la très ancienne porte de l'école préparatoire San Ildefonso. La violence avec laquelle ils pénétrèrent dans le bâtiment scolaire et traitèrent les étudiants qui y étaient retranchés allait susciter une véritable réaction de stupeur au sein du monde universitaire. Les dirigeants politiques avaient en fait organisé une véritable opération militaire, employant tanks et hélicoptères pour prendre d'assaut ce qui n'était qu'une simple école préparatoire.<sup>128</sup> La violence avec laquelle les militaires traitèrent les étudiants fut telle que des rumeurs de morts se mirent à circuler. Si l'un des étudiants présents cette nuit-là raconte trente ans plus tard qu'« environ trente ou vingt-cinq camarades rassemblés derrière la porte moururent instantanément, réduits en miettes par l'explosion »<sup>129</sup>, Gerardo Estrada prétend au contraire qu'il ne s'agissait que de rumeurs.<sup>130</sup>

Dans tous les cas, l'excès de violence généra des réactions de stupeur au sein du monde étudiantin. Les méthodes particulièrement violentes employées par les militaires allaient soudainement intensifier l'atmosphère contestataire, contribuant à donner une dimension dramatique au mouvement étudiant qui n'était encore qu'en train de naître. D'après le témoignage d'un étudiant d'une autre institution universitaire de la capitale, le *Colegio de Mexico*, « il y avait une grande indignation face à ce qui c'était passé, (...) ce n'était pas du tout un climat d'agressivité, c'était une atmosphère d'énervement, d'indignation »<sup>131</sup>. Ainsi, au-delà des divergences politiques et idéologiques qui divisaient alors le monde étudiantin, la stupeur face aux violences policières et militaires allait constituer le ciment du mouvement. Ce témoignage d'un étudiant de l'IPN nous permet de

<sup>127</sup> «Estimo que una manera de discutir el movimiento estudiantil de 1968, sobre todo la dinámica de los primeros días, (...) es reconsiderar el papel específico de la violencia callejera en la constitución de un interlocutor.» (A. Rodríguez Kuri (Juillet 2003), art. cit., p.182).

<sup>128</sup> «Después de varias horas de resistencia, llegó el ejército, con tanques y helicópteros, como a eso de las doce y cuarte de la noche, dispararon una bazuca contra la puerta principal de la prepa.» (Témoignage d'un étudiant de classe préparatoire, Ariel Antonio Bolivar, recueilli in M. Ortega Olivares, *op. cit.*, p.166).

<sup>129</sup> «Alrededor de unos treinta o veinticinco compañeros colocados en el portón murieron al instante, despedazados por las esquirlas.» (*idem*).

<sup>130</sup> «Se decía que, como consecuencia del bazucado, hubo varios muertos y que los cadáveres habían sido desaparecidos por el propio ejército. En realidad sólo existen testimonios probados de heridos y algunos detenidos.» (G. Estrada, *op. cit.*, p.182).

<sup>131</sup> «Había mucha indignación con lo que estaba pasando (...) No era un ambiente de mucha agresividad ni nada, era un ambiente de enojo, de indignación.» (Entretien avec Guillermo Palacios, Mexico, 19 décembre 2005).

comprendre l'importance de la spontanéité dans la participation des étudiants au travail de coordination du *CNH* :

« On retrouvait au *CNH* des jeunes hommes et des jeunes femmes d'appartenances politiques très variées et ayant des visions très différentes de la justice sociale et de la démocratie, certains avec l'expérience des mouvements étudiants antérieurs, d'autres, la grande majorité d'entre eux, avec une fraîcheur et une absence de dogmes partisans à défendre, avec la force de la capacité à s'indigner et à s'enrager que produit l'impuissance face aux abus des forces de l'ordre »<sup>132</sup>.

Alors que certains étudiants, notamment ceux qui étaient proches des organisations politiques d'extrême gauche, ont pu plaider pour une stratégie violente,<sup>133</sup> la majorité des étudiants mexicains optèrent pour une mobilisation ouvertement pacifique. Le leader étudiantin Raúl Alvarez Garín nous confia en effet que c'était un mouvement « fondamentalement pacifique » car « même s'il y a une tradition armée au Mexique, la disproportion au niveau des forces était tout de même évidente »<sup>134</sup>. Au lendemain de l'intervention militaire dans l'école San Ildefonso, les étudiants se rallièrent massivement à l'initiative du recteur de l'UNAM et manifestèrent calmement derrière les autorités universitaires. Le recteur Barros Sierra souligne lui-même que « mis à part quelques provocateurs, l'immense majorité des étudiants répondirent positivement en s'abstenant de toute tentative de dévier le cortège vers le centre de la ville, comme le souhaitaient les provocateurs »<sup>135</sup>.

<sup>132</sup> « En el *CNH* se encontraron jóvenes, hombres y mujeres de las más diferentes filiaciones políticas y con diferentes ilusiones de justicia social y democracia, algunos con experiencia en movimientos político-estudiantiles anteriores, otros, la gran mayoría, con una expresión fresca, social, política e intelectualmente, sin dogmas ni religiones de partido que defender, con la fuerza de la capacidad de indignación y la rabia que produce la impotencia por el abuso de la fuerza pública. » (Témoignage d'un étudiant de l'IPN, recueilli in M. Ortega Olivares, *op. cit.*, p.29).

<sup>133</sup> D'après l'un des acteurs du mouvement en effet, l'influence des groupuscules révolutionnaires a contribué à diffuser au sein du monde étudiantin l'idée que la violence était nécessaire à la lutte : « habría que recordar que desde unos años antes del 68 afloraron grupos que reivindicaban el uso de la violencia para transformar las sociedades. La idea de revolución armada se desperdigaba en el ambiente estudiantil ». (Témoignage de Jorge Poo Hurtado, étudiant de l'École supérieure d'ingénieurs de l'IPN, recueilli in R. Arechiga Robles, *op. cit.*, p.122).

<sup>134</sup> « Fundamentalmente, es una cuestión pacífica. Porque aunque hay esta tradición armada en México, también la desproporción de fuerzas es muy evidente. » (Entretien avec Raúl Alvarez Garín, Mexico, 24 novembre 2005).

<sup>135</sup> « Fue notable que, salvo a unos cuantos provocadores, la inmensa mayoría de los estudiantes hubieran respondido positivamente absteniéndose de todo intento de desviar la manifestación hacia el centro de la ciudad, que era la intención de los provocadores. » (J. Barros Sierra, *op. cit.*, p.129).

Ainsi, au lieu de se transformer en insurrection comme dans le cas hongrois, l'indignation des étudiants mexicains après cette intervention fonda leur volonté de participer à un mouvement plus large de contestation pacifique du régime politique. Ce besoin de réaffirmer la dimension civique de la mobilisation se révéla d'autant plus fort que le gouvernement mexicain mena une vaste campagne de discréditation et de stigmatisation des étudiants.

### **B. Stigmatisation, incompréhension et renforcement de la protestation**

Qualifiés tour à tour de délinquants, d'agitateurs communistes ou de saboteurs des Jeux Olympiques, les étudiants mexicains stigmatisés tout au long de la mobilisation. Ainsi, au lendemain de la prise de l'école San Ildefonso par les militaires, le maire de Mexico, Alfonso Corona del Rosal, déclarait lors d'une conférence de presse que « les autorités agirent en réponse à un projet d'agitation et de subversion parfaitement planifié »<sup>136</sup>. L'idée d'activité subversive faisait largement écho à celle de « complot communiste » dont la presse mexicaine s'était emparée dès les premiers jours de la mobilisation estudiantine.<sup>137</sup> Au cours de la première semaine, les étudiants furent largement décrits manipulés et victimes d'un complot organisé par l'extérieur, comme en témoigne cet extrait d'un article publié dès le 30 juillet dans le quotidien *Excelsior* :

« En tant que membre du corps enseignant, je me permets de faire un appel cordial à la sagesse des jeunesses studieuses, en ces moments où, certainement sous des influences ou des directives extérieures à notre pays, nous voyons avec tristesse que des intérêts au service d'idées étrangères, essaient de les conduire à un état d'inquiétude et d'agitation afin de faire reculer le développement politique, économique et social de notre chère patrie. »<sup>138</sup>

Mais bientôt, les attaques se firent plus cinglantes, et de la dénonciation des manipulations venant de l'étranger, on passa à la condamnation ouverte des leaders

---

<sup>136</sup> « La conducta de las autoridades fue una respuesta a un plan de agitación y subversión perfectamente planeado. » (Alfonso Corona del Rosal, cité par E. Condés Lara, *art. cit.*, p.70).

<sup>137</sup> « “Conjura comunista”, vomitaban los diarios, la televisión y la radio en los primeros días del movimiento. » (J. Ortega Juárez, *art. cit.*, p.11).

<sup>138</sup> « Como uno de los integrantes del Cuerpo Docente de la Juventud Estudiantina, me permito hacerles un cordial llamado a la cordura, en estos momentos, en que seguramente por la influencia o directrices ajenas a nuestro país, vemos con tristeza que intereses al servicio de ideas extranjeras, pretenden conducirlos a un estado de intranquilidad y desasosiego, para provocar un retroceso en el desarrollo político, económico y social de nuestra querida patria. » (Enrique Tapia Aranda, « A la juventud estudiantina de México », *Excelsior*, 30 juillet 1968).

estudiantins, accusés d'avoir depuis longtemps préparé un complot communiste. Cet extrait d'un article paru le 3 août 1968 dans le quotidien *El Universal*, illustre parfaitement la campagne de stigmatisation dont les étudiants firent l'objet :

« Protester contre l'incarcération des soi-disant prisonniers politiques et afficher sa sympathie pour la révolution cubaine sont des consignes évidentes de la subversion communiste. Les discours incendiaires prononcés ont été préparés à l'avance et l'on avait prévu et planifié que le sang coulerait, que l'on commettrait des dommages matériels et qu'il y aurait des confrontations avec la police. Il s'agit d'une tactique déjà bien connue, qui ne doit surprendre personne. »<sup>139</sup>

Avec l'avancée du mouvement et la montée en importance de la mobilisation, les médias adoptèrent selon Gilberto Guevara Niebla « une attitude agressive face au mouvement »<sup>140</sup>. Ainsi par exemple, les grands quotidiens se montrèrent particulièrement méprisants à l'égard des revendications portées par les étudiants dans leur pétition. Mais cette campagne de stigmatisation du mouvement s'accompagna d'une critique féroce des étudiants, rapidement assimilés à des agitateurs. Qualifiés dans la presse de « barbares » ou de « sauvages »<sup>141</sup>, les étudiants ne tardèrent pas à réagir. Répondant aux accusations d'être des agitateurs et des délinquants, les étudiants brandirent bientôt des banderoles sur lesquelles il était inscrit : « Voici les vrais agitateurs : la faim, l'ignorance et le mensonge »<sup>142</sup>.

Au cours de cet été 1968, les étudiants mexicains furent aussi accusés de vouloir saboter les Jeux Olympiques que le pays s'apprêtait à accueillir à l'automne. Dès le 27 juillet, le préfet de police de la capitale, le général Luis Cueto Ramírez, avait déclaré qu'il existait « un mouvement subversif (...) visant à créer une ambiance d'hostilité au régime et au pays à la veille de la XIX<sup>e</sup> olympiade »<sup>143</sup>. De même, le recteur Barros Sierra raconte que le maire de Mexico « se permit de prévenir la population qu'il s'agissait d'un véritable mouvement

<sup>139</sup> « Protestar contra la prisión de los llamados presos políticos y demostrar simpatía a la revolución cubana son claras consignas de la subversión comunista. Los discursos incendiaros que se pronunciaron fueron preparados de antemano y se previó y planeó que corriera la sangre, que se causaran daños materiales y que hubiera enfrentamientos con la policía. Esta es una táctica ya muy conocida que a nadie debe sorprender. » (V. Ocampo, « Barricadas estudiantiles », in *El Universal* du 3 août 1968).

<sup>140</sup> « Los medios de información adoptaron una actitud agresiva ante el movimiento. » (Témoignage de G. Guevara Niebla, recueilli in H. Bellinghausen, *op. cit.*, p.63).

<sup>141</sup> « los cafres estudiantiles » (cité par J. Carrión, *op. cit.*, p.11).

<sup>142</sup> « Éstos son los agitadores: hambre, ignorancia y mentira » (Slogan cité par C. Gilabert, *op. cit.*, p.218).

<sup>143</sup> « Un movimiento subversivo que (...) tiende a crear un ambiente de hostilidad para nuestro gobierno y nuestro país en vísperas de los juegos de la XIX Olimpiada » (Déclaration du Général Luis Cueto Ramírez, citée par E. Condés Lara, art. cit., p.70).

généralisé de subversion visant à discréditer le Mexique »<sup>144</sup>. Ce type d'accusation était tellement fréquent que les étudiants durent constamment rappeler à la population qu'ils ne cherchaient nullement à empêcher les Jeux. Ainsi, on pouvait lire sur un prospectus du *CNH* distribué au mois d'août :

« Oui, nous voulons des OLYMPIADES, et nous l'avons dit publiquement, mais nous voulons aussi qu'une réponse juste et immédiate soit donnée à nos demandes. »<sup>145</sup>

Afin de prouver son attachement au bon déroulement des Jeux Olympiques, le *CNH* publia dans le quotidien *El Día* du 30 août un manifeste adressé à la population, au gouvernement ainsi qu'au Comité organisateur des Jeux dont ces extraits sont tout à fait significatifs :

« Ce mouvement n'est aucunement lié à la prochaine Olympiade qui aura lieu dans cette capitale. Nous ne souhaitons en aucune façon gêner une activité de caractère international pour laquelle, comme tous les Mexicains, nous avons la responsabilité de représenter notre pays, aussi bien dans le sport que le social ou le culturel. »<sup>146</sup>

D'après Ariel Rodríguez Kuri, cet attachement des étudiants au bon déroulement des Jeux Olympiques est prouvé par le fait que tout au long de la mobilisation, et même durant les périodes les plus violentes, les jeunes ont toujours respecté les infrastructures olympiques. Aucun bâtiment destiné à accueillir les Jeux ne fut endommagé, ce qui montre bien que les étudiants n'avaient nullement l'intention de les « saboter ». <sup>147</sup> En définitive, ces accusations non fondées ne pouvaient qu'attiser la grogne et le mécontentement des étudiants. L'une de leurs cibles préférées était la presse nationale, qualifiée ouvertement de « presse mercenaire », ou une « presse vendue », comme en témoigne cet extrait d'un prospectus estudiantin datant du mois d'août :

<sup>144</sup> « El entonces Regente de la ciudad (...) se permitió advertir a la población que se estaba ante un verdadero movimiento generalizado de subversión para desprestigiar a México con motivo de los Juegos Olímpicos. » (J. Barros Sierra, *op. cit.*, p.135-136).

<sup>145</sup> « Nosotros sí queremos OLIMPIADAS, y lo hemos dicho publicamente, pero también queremos solución justa y inmediata a nuestras demandas. » (Extrait d'un prospectus signé par le *CNH*, distribué en août 1968, Archives historiques de l'UNAM, *Colección Movimiento Estudiantil Mexicano, Sección Conflicto Estudiantil de 1968*, Caisse 58, exp.316, doc.4).

<sup>146</sup> « Este movimiento no tiene relación alguna con la próxima Olimpiada que se llavará a cabo en esta Ciudad Capital. De ninguna manera desean entorpecer una actividad de carácter internacional en el cual todos los mexicanos tenemos la responsabilidad de la representación de nuestro país, tanto en los deportivo, social y cultural. » (Archives historiques de l'UNAM, Caja 50, exp. 255, doc 7).

<sup>147</sup> Entretien avec Ariel Rodríguez Kuri, 15 novembre 2005.

« La presse mercenaire s'est acharnée à démontrer que l'intervention de l'armée découlait de la nécessité de rétablir l'ordre et elle a pour cela lancé une campagne calomnieuse. Déformant la réalité, elle a présenté les étudiants comme des attardés mentaux manipulés comme bon leur semblait par des "agitateurs professionnels". »<sup>148</sup>

Confrontés à une telle campagne de stigmatisation, il est peu étonnant que les étudiants se soient radicalisés. Ainsi, loin d'endiguer le mouvement, cette politique de discréditation de la mobilisation allait finalement renforcer la solidarité estudiantine et donner à un plus grand nombre de jeunes l'envie de combattre. Ayant l'impression que les autorités politiques refusaient obstinément de les comprendre, les étudiants mexicains se mirent rapidement à la conquête de l'opinion publique en créant dès le début du mois d'août des « brigades étudiantes » chargées de sillonner la ville en distribuant des prospectus et en organisant des meetings éclairs. « Face à l'offensive de discréditation et au blocage de l'information au sujet de notre mouvement, nous avons répondu avec des milliers de brigades politiques qui, attachées à la vérité des faits, informaient de jour en jour le peuple de Mexico de la situation où nous étions »<sup>149</sup>, raconte un étudiant de l'IPN. Parmi les images marquantes selon lui du mouvement de 1968, l'écrivain Carlos Monsiváis évoque précisément « les brigadistes émus parlant d'une voix tremblante dans les cinémas, les autobus, les marchés et les cafés »<sup>150</sup>.

L'exemple de la constitution rapide de brigades étudiantes à laquelle participèrent spontanément des milliers de jeunes Mexicains nous révèle l'importance des réactions souvent chargées d'émotions des acteurs étudiants face aux réponses du gouvernement. En cela, l'étude sous l'angle émotionnel du jeu qui se noue entre les acteurs mobilisés, le pouvoir politique et le reste de la population se révèle être une piste pertinente pour comprendre la dynamique d'un mouvement et expliquer pourquoi un nombre croissant de personnes s'y sont ralliées. Or la massification de la mobilisation constitue, comme nous allons le voir, un autre élément susceptible de renforcer la force émotionnelle de l'action contestataire.

<sup>148</sup> « La prensa mercenaria se ha empañado en demostrar que la intervención del ejército se debió a la necesidad de restablecer el orden, para ello ha desatado una calumniosa campaña. Distorsionando la verdad, presenta a los estudiantes como retrasados mentales manejados al gusto y capricho de "agitadores profesionales". » (Extrait d'un prospectus de la CNED distribué en août 1968, Caja 58, exp.314, doc.37).

<sup>149</sup> « Ante la ofensiva de desprestigio y bloqueo informativo de nuestro movimiento, respondimos con miles de brigadas políticas que aferradas a la verdad de los hechos informaban día a día al pueblo de México de la situación en que nos encontrábamos. » (Témoignage d'un étudiant de l'IPN, recueilli in M. Ortega Olivares, *op. cit.*, p.29).

<sup>150</sup> « Los brigadistas se emocionan y hablan con voz quebrada en cines y camiones y mercados y cafés. » (C. Monsiváis, préface de S. Zermeño, *México, una democracia utópica*, *op. cit.*, p.VXIII).

## **Section C : Dynamique du mouvement et force émotionnelle de l'action**

« Nous marchions silencieusement. On avait l'impression de rêver. J'en avais des frissons dans le dos. Je n'avais jamais rien ressenti de tel. »<sup>151</sup> Cet extrait du récit d'un étudiant hongrois de la manifestation du 23 octobre 1956 nous invite à nous pencher sur le sentiment d'exaltation qui découle de la dynamique de la mobilisation elle-même. Afin de mieux comprendre comment la force émotionnelle de l'action contestataire a contribué à faire oublier aux étudiants les risques auxquels ils s'exposaient, il convient de souligner l'enthousiasme collectif suscité par la massification de chacune de ses mobilisations. Mais pour tenter d'expliquer pourquoi les acteurs mobilisés ont continué à participer, au-delà des premiers jours qui étaient marqués par la spontanéité, nous nous pencherons ensuite sur le sentiment d'ivresse découlant de la participation à un mouvement contestataire dans un régime autoritaire.

### **I. Massification de la mobilisation et enthousiasme collectif**

« La vision des cortèges à perte de vue créa chez un grand nombre de manifestants – les témoignages sont nombreux sur ce point – un sentiment de force auquel rien ne pouvait, semble-t-il, s'opposer, engendrant une sorte d'excitation, voire de véritable enivrement, qui tendait à autoperpétuer le mouvement. »<sup>152</sup> Cette remarque de Patrick Champagne au sujet du mouvement étudiant français de 1986 pourrait tout aussi bien s'appliquer aux mouvements hongrois et mexicain. En voyant leurs cortèges rassembler de plus en plus de manifestants, les étudiants qui s'étaient au départ mobilisés spontanément se mirent à ressentir un véritable sentiment de force et d'exaltation. Le politiste américain William H. Sewell Jr. soulignait lui aussi, dans un article récent, la force émotionnelle que suscite le ralliement d'un nombre croissant de personnes à une action contestataire :

---

<sup>151</sup> « We walked silently. It felt like a dream. A shiver ran down my spine. I had never experienced anything like the feeling I had then and there. » (B. Lipták, *op. cit.*, p.43).

<sup>152</sup> P. Champagne, « La manifestation comme action symbolique », in P. Favre (dir.), *La manifestation*, Paris, Presses de la FNSP, 1990, p.355.



« Les manifestations de masse donnent aux participants le sentiment d'être engagés dans une même cause avec un grand nombre de personnes qui pensent comme eux. L'expérience collective de la manifestation – les chants, les acclamations, l'euphorie – conduisent à ce type d'excitation contagieuse que Durkheim avait nommée "effervescence collective" et qui, comme il le soulignait, augmente le sentiment d'efficacité des participants et le sentiment de solidarité avec les autres participants. »<sup>153</sup>

Ainsi, l'enthousiasme collectif découlant de la massification du mouvement, créerait une sorte de cercle vertueux dans lequel la mobilisation se renforce et voit un nombre croissant de personnes s'y rallier. C'est sur cette idée de cercle vertueux de l'euphorie de l'action collective qu'il convient de se pencher dans le cas hongrois comme dans le cas mexicain.

#### **A. Hongrie : l'euphorie de la première manifestation**

« Tôt le lendemain matin [de l'assemblée étudiante de l'Université polytechnique], les demandes des étudiants s'étaient faites savoir à travers Budapest. Les témoins parlent d'une atmosphère de félicité et d'espoir »<sup>154</sup>. Ainsi, le rapport des Nations Unies sur la Hongrie ne manque pas de souligner l'atmosphère de joie, de surprise et d'espoir qui s'empara de la capitale hongroise lorsque les habitants découvrirent la pétition des étudiants. De la même façon, un étudiant en médecine qui découvrit lui aussi cette pétition dans la matinée, raconte que « tout le monde était d'accord avec ce manifeste ».<sup>155</sup> Si la découverte de la pétition des étudiants avait commencé dans la matinée du 23 octobre à créer un climat d'espoir, ce fut la vision des cortèges estudiantins, dans l'après-midi, qui transforma brusquement l'atmosphère de la capitale. Echaudés par une longue attente qui avait duré toute la matinée, durant laquelle leur manifestation fut successivement interdite puis autorisée, les étudiants de Budapest se mirent en marche à la mi-journée.

<sup>153</sup> « Mass demonstrations give participants the sense of being engaged in a common cause with a vast-number of like-thinking persons. The collective experience of the demonstration – the chants, the cheering, the exhilaration – results in the kind of contagious excitement that Durkheim called "collective effervescence", and which, as he pointed out, enhances the participants' sense of efficacy and feeling of solidarity with other participants. » (William H. Sewell Jr, « Space in Contentious Politics », in R. Aminzade et al., *op. cit.*, p.58).

<sup>154</sup> « Early next morning, the students' demands had become known throughout Budapest. Witnesses speak of an atmosphere of elation and hopefulness. » (Extrait du rapport des Nations Unies sur la Hongrie, *op. cit.*, p.XV).

<sup>155</sup> « Everybody agreed with that manifesto. » (CURPH n°228, p.13).

Deux cortèges estudiantins se dirigèrent vers la statue du général Bem, l'un partant de l'Université polytechnique, l'autre de l'Université de sciences humaines *Eötvös Lorand*. Les deux cortèges se rejoignirent au pied de la statue du poète Petöfi, avant de traverser ensemble le Danube et de prendre la direction de la statue du général polonais. Des milliers de jeunes défilèrent dans les rues de Budapest, bientôt rejoints par des passants et des travailleurs qui avaient pris connaissance de leurs listes de revendications. « La manifestation se mit à grossir et à avancer, comme une vague toute puissante faisant oublier sur son passage les craintes des gens »<sup>156</sup>, note l'historien György Litván. Cet extrait du récit d'un étudiant de l'Université polytechnique nous donne une idée de l'atmosphère particulière que se dégagait de ce vaste cortège silencieux :

« Voir tous ces gens marcher silencieusement donnait un véritable sentiment de puissance. Les trottoirs étaient remplis. Les gens marchaient avec nous, des deux côtés de notre cortège. C'était plus qu'une manifestation, c'était un rêve, un miracle. Une nation entière marchait avec nous. J'avancais dans un état de transe hypnotique. »<sup>157</sup>

Il ressort clairement de ce témoignage que la massification du cortège estudiantin allait créer une atmosphère d'euphorie et d'exaltation comparable à un état d'hypnose. Sans donner raison à Gustave Le Bon qui soulignait quant à lui le travail de manipulation des meneurs pour expliquer l'état hypnotique des foules,<sup>158</sup> cet extrait du récit de Belá Lipták nous invite à tenir compte du sentiment d'euphorie et d'exaltation se dégageant de la manifestation pour comprendre comment les acteurs mobilisés ont tout simplement oublié les risques auxquels ils s'exposaient. La vision d'une foule grandissante rejoignant les cortèges ne pouvait que générer un sentiment de puissance et d'invulnérabilité. D'après François Fejtö en effet, « un nouveau personnage entrait en scène : la foule inarticulée, anonyme »<sup>159</sup>. Décrivant cette foule comme « frémissante, traversée de spasmes, de rumeurs »<sup>160</sup>, il ajoute : « c'était nouveau, c'était exaltant, cela dépassait les individus. La foule se prenait pour la nation. »<sup>161</sup>

<sup>156</sup> « The demonstration grew and advanced like a mighty wave overcoming the inhibitions of fear. » (G. Litván, *op. cit.*, p.55).

<sup>157</sup> « The effect of all these people marching silently was overpowering. The sidewalks were full. People were marching with us on both sides of our columns. It was more than just a demonstration ; it was a dream, a miracle. An entire nation was marching with us. I walked in a state of hypnotic trance. » (B. Lipták, *op. cit.*, p.43).

<sup>158</sup> cf. G. Le Bon, *op. cit.*, p.69.

<sup>159</sup> F. Fejtö, *Budapest, l'insurrection, op. cit.*, p.26.

<sup>160</sup> *idem*.

<sup>161</sup> *ibid.*, p.37.

Dans une atmosphère autant chargée en émotions, il est peu surprenant que les manifestants aient mal accueilli, alors qu'ils étaient rassemblés au pied de la statue du Général Bem, la relative prudence des membres de l'Association des écrivains. En affirmant à la foule que « les dirigeants du Parti et de l'Etat n'ont jusqu'à présent offert aucun programme réalisable » et que « les responsables de cette carence sont ceux qui, au lieu de développer la démocratie socialiste, s'organisent obstinément en vue de restaurer en Hongrie le régime de terreur stalinien et rakosien »<sup>162</sup>, le président de l'Association des écrivains Péter Veres ne disait pas grand-chose de nouveau. Face à une foule aspirant à un changement profond du régime politique dont les « quatorze points » des étudiants étaient le point de départ, ce discours modéré tomba à plat. L'écrivain hongrois Tibor Méray reconnaissait dix ans plus tard que ces paroles furent « très peu goûtées par l'auditoire enivré » car « ce ne sont pas ces mots déjà entendus que l'on guette, mais quelque chose de positif qui corresponde à la tension émotionnelle ressentie par chacun »<sup>163</sup>.

Alors que les étudiants avaient prévu que le cortège s'arrêterait au pied de la statue du général Bem,<sup>164</sup> les manifestants décidèrent spontanément de continuer leur marche en direction du Parlement. En cette fin d'après-midi, le cortège des manifestants se mit à croître de façon significative à mesure que les ouvriers et les employés qui rentraient du travail rejoignirent les rangs de la manifestation. Les manifestants traversèrent à nouveau le Danube, sur le pont Marguerite, et se massèrent sur la place du Parlement alors que la nuit était déjà tombée. La force émotionnelle de ce rassemblement de plus de 200 000 personnes<sup>165</sup> se cristallisa lorsque les lumières publiques s'éteignirent brusquement. « En un instant des milliers de torches sont brandies, faites des journaux tortillés. Cette scène, d'une rare beauté, dure un quart d'heure »<sup>166</sup>, raconte un témoin français. Mais il n'est pas le seul à se souvenir de l'intensité émotionnelle de ce moment-là, comme en témoigne le récit de cet étudiant en musique :

<sup>162</sup> Extrait du discours de Péter Veres, cité par T. Méray, *op. cit.*, p.120.

<sup>163</sup> T. Méray, *op. cit.*, p.120.

<sup>164</sup> « There was no plan about what to do after that. » (Témoignage d'un étudiant en médecine, CURPH n°228, p.13).

<sup>165</sup> D'après le témoignage de Guy Turbet Deloff, plus de 200 000 personnes étaient rassemblées devant le Parlement (G. Turbet Deloff, *La révolution hongroise de 1956. Journal d'un témoin*, Paris, Editions Ibolya Virág, 1996, p.16).

<sup>166</sup> *idem*.

« A un moment, les lumières électriques s'éteignirent, les gens se mirent à allumer des journaux et, soudainement, des milliers de torches diffusèrent de la lumière. Ce moment était tellement beau que l'on ne peut l'oublier. On ressentait alors comme un "frisson cosmique", chacun savait clairement que "l'Histoire était en train de se faire" et, en même temps, il se trouve que c'était un tableau d'une rare beauté. »<sup>167</sup>

La force émotionnelle de cet instant est un exemple éloquent de l'atmosphère particulièrement émouvante, pour les participants, de la manifestation du 23 octobre 1956. Bien que la temporalité de la mobilisation mexicaine soit différente car elle s'inscrit dans une plus longue durée, il convient de se pencher de la même façon sur les témoignages des étudiants mexicains afin de comprendre comment la massification de leur mobilisation a pu générer, au cours du mois d'août 1968, un véritable enthousiasme collectif.

## **B. Mexico : massification du mouvement et enthousiasme collectif**

Rassemblant environ 100 000 personnes, la manifestation du 1<sup>er</sup> août 1968 organisée à l'appel des autorités universitaires fut non seulement la première grande manifestation du mouvement, mais surtout la première preuve de l'importance de l'opposition du monde universitaire aux violences policières et militaires. Etudiants et enseignants de l'UNAM, de l'IPN, de l'Ecole Normale et de l'Ecole d'Agriculture défilèrent ce jour-là derrière le recteur Barros Sierra et les autorités universitaires. Singulière parce qu'elle mêlait étudiants, enseignants et autorités universitaires, cette manifestation était aussi étonnante car elle rassemblait les différentes institutions universitaires de la capitale. Or la solidarité entre les différentes écoles, et notamment entre l'IPN et l'UNAM, n'allait pas forcément de soi. Gerardo Estrada rappelle en effet qu'il existait « une certaine rivalité entre les étudiants de l'UNAM et ceux de l'IPN, qui se manifestait surtout au cours des rencontres sportives, particulièrement au football américain, et qui donnait parfois lieu à des bagarres de rue »<sup>168</sup>.

Confirmant l'alliance qui avait commencé à se nouer entre les différentes universités de la capitale, la création du *CNH* dans les jours qui suivirent la manifestation du jeudi 1<sup>er</sup>

---

<sup>167</sup> « At one point, the electric lights went out and people started to light the newspapers they had on them and suddenly thousands of torches were spreading lights. It was an unforgettably beautiful moment. One felt some type of "cosmic shiver", one clearly knew that 'History was in the making' and at the same time it happened to be the most beautiful tableau. » (CURPH n°210, p.8-9).

<sup>168</sup> « Cabe recordar que existía cierta rivalidad entre los estudiantes de la UNAM y del IPN, que se expresaba sobre todo en las confrontaciones deportivas, particularmente el futbol americano, y que a veces incluso daba lugar a riñas callejeras. » (G. Estrada, *op. cit.*, p.183).

août donna une nouvelle dimension au mouvement en le rendant véritablement politique. Plus qu'une simple preuve d'ouverture des opportunités politiques, cette manifestation généra un véritable effet de contagion : elle contribua à créer une dynamique d'enthousiasme collectif qui incita un plus grand nombre d'étudiants à rejoindre la mobilisation. A cet égard, le témoignage du leader étudiantin Roberto Escudero est tout à fait significatif :

« Je venais d'avoir 27 ans. Je pensais que j'avais déjà terminé ma carrière de leader étudiant et je me destinais à la vie académique. Lorsque je vis que le mouvement prenait de telles dimensions, je ne pouvais plus continuer à étudier l'anglais et le français alors que toute la ville était en train de se mobiliser, et je rejoignis le mouvement. »<sup>169</sup>

Au cours des jours suivants, la création du *CNH* et l'organisation par ce dernier de manifestations rassemblant chaque fois un nombre croissant d'étudiants généra une véritable atmosphère d'enthousiasme à travers la capitale et, bientôt, à travers toutes les villes universitaires du Mexique. Quelque jours seulement après la manifestation initiée par le recteur de l'UNAM, les membres fondateurs du *CNH* décidèrent d'appeler à manifester le lundi 5 août, mais ils comprirent rapidement qu'ils ne disposaient pas de la même autorité que le recteur de l'université. Gilberto Guevara Niebla reconnâtra vingt ans plus tard qu'organiser une telle manifestation était une initiative risquée. « La manifestation du 5 août était un coup de poker, une pièce jetée en l'air. Nous ne savions pas qui allait nous suivre. »<sup>170</sup>

A la grande surprise de leurs organisateurs, plus de 100 000 étudiants défilèrent au cœur de la capitale pour que les demandes formulées dans la pétition du *CNH* soient satisfaites.<sup>171</sup> Pour la première fois, un cortège étudiantin parvenait à s'avancer à travers la ville sans se heurter à la répression policière. « Ce fut la manifestation la plus incroyable du mouvement : chaque mètre parcouru sans être réprimés était un triomphe pour nous, d'autant

---

<sup>169</sup> « Acababa de cumplir 27 años. Pensé que ya había periclitado mi carrera como dirigente estudiantil y quería llevar una vida académica. Cuando ví que el movimiento adquiriría las proporciones que adquirió, no pude estudiar más inglés y francés mientras que toda la ciudad estaba levantada y me incorporé. » (Témoignage de Roberto Escudero, représentant au CNH de la faculté de philosophie de l'UNAM, recueilli in E. Ascencio, *op. cit.*, p.59).

<sup>170</sup> « La manifestación del 5 de agosto era un albur, una moneda al aire. No sabíamos quién nos iba a seguir. » (Témoignage de Gilberto Guevara Niebla, recueilli in H. Bellinghausen (coord.), *Pensar el 68*, Mexico, Cal y Arena, 1988, p.56.)

<sup>171</sup> cf. E. Condés Lara, *art. cit.*, p.71-72.

plus que la manifestation avait été massivement suivie. »<sup>172</sup> Les mots employés par ce leader étudiantin sont très significatifs : comparer « chaque mètre parcouru sans être réprimés » à un « triomphe » témoigne de l'intensité émotionnelle d'une manifestation traversée à la fois par la peur et l'enthousiasme collectif. Avec la massification au cours des jours suivants du mouvement,<sup>173</sup> la mobilisation étudiantine prit une force que l'on ne saurait résumer à sa dimension rationnelle d'ouverture des opportunités politiques. Bien au contraire, le ralliement d'un nombre croissant d'étudiants contribua à générer un climat d'enthousiasme et d'exaltation, dont ce témoignage d'un étudiant en classe préparatoire donne une illustration :

« Expérimenter une manifestation de centaines de milliers de personnes, c'était une nouvelle forme de vie. Nous voir marcher ensemble pour les mêmes raisons, tant de volontés réunies sur le *Zócalo* pour une même cause, cela nous a fait oublier nos préoccupations individuelles. »<sup>174</sup>

De la même façon, un étudiant de l'IPN raconte que durant ces 90 jours de manifestations, ils étaient « des centaines de milliers de jeunes à croire avec leur intensité, leur frénésie et leur passion »<sup>175</sup> aux idéaux du mouvement. Mais, au-delà du nombre de manifestants, d'autres facteurs ont largement nourri cette ferveur et cet enthousiasme collectif. Parmi eux, le soutien explicite de la population, le sentiment d'insoumission face au pouvoir et la force symbolique des lieux méritent d'être mentionnés pour comprendre l'atmosphère particulièrement chargée en émotions de cette mobilisation étudiantine.

Plus qu'une simple preuve de l'ouverture des opportunités politiques, le soutien apporté par la population de la capitale contribua à intensifier l'atmosphère de joie et d'enthousiasme des étudiants. « En 68, toute la population nous soutenait, il y avait des

<sup>172</sup> « Fue la manifestación más cabrona del 68 porque cada metro que avanzabas sin represión era un triunfo, sumado al echo de que la gente hubiera acudido a la convocatoria. » (Témoignage de G. Guevara Niebla recueilli in H. Bellinghausen (coord), *op. cit.*, p.56.)

<sup>173</sup> Ainsi, dès le 8 août, le mouvement étudiantin s'élargit aux universités de province qui, comme celles de Sinaloa, de Basse Californie, du Tabasco ou de Veracruz, se mirent en grève à leur tour. Quelques jours plus tard, le 13 août, la manifestation de Mexico rassembla entre 150 000 et 200 000 manifestants. Quant au pic de la mobilisation, il fut certainement atteint le 27 août, lorsque 500 000 personnes participèrent à la manifestation organisée par le CNH. (cf. E. Condés Lara, *art. cit.*, p.73 et suiv.)

<sup>174</sup> « Experimentar la manifestación de cientos de miles, fue una nueva forma de vivir. Vernos caminar por las mismas razones; tantas voluntades reunidas en el *Zócalo* por las mismas causas nos hizo olvidar nuestras individuales limitaciones. » (Témoignage de Luis del Arco Rosas, étudiant de l'école préparatoire Vocacional n°5, recueilli in M. Ortega Olivares, *op. cit.*, p.221.)

<sup>175</sup> « Cientos de miles de jóvenes creamos con nuestra intensidad, frenesí y apasionamiento en los ideales, esos 90 días de grandes manifestaciones. » (Témoignage de Javier Mastache F., étudiant de l'IPN, recueilli in M. Ortega Olivares, *op. cit.*, p.23).

familles avec des enfants, des bébés et des femmes enceintes qui marchaient dans les manifestations, je ne me souviens pas avoir vu un mouvement qui avait autant de transcendance, autant de sympathie spontanée »<sup>176</sup>. Cette atmosphère largement favorable à leur mobilisation reste, pour de nombreux étudiants mexicains, un des souvenirs les plus marquants. Ainsi, l'un des représentants au CNH de la faculté d'économie de l'IPN confie trente ans plus tard que « l'expérience de cette correspondance, de ce dévouement de la population à notre mouvement et à notre lutte, c'est cela qui fut le plus gratifiant, le meilleur »<sup>177</sup>. Les habitants de Mexico marchaient côte à côte avec les étudiants et les soutenaient en leur donnant de la nourriture,<sup>178</sup> ce qui contribua largement à donner à la mobilisation estudiantine une véritable dimension festive. « C'était une fête, nous étions en train de jouer et de chanter au gouvernement ses vérités »,<sup>179</sup> raconte un étudiant du *Collegio de Mexico*.

La ferveur des manifestations avait quelque chose de contagieux et les slogans criés à tue-tête résonnaient dans les rues de Mexico et incitaient un plus grand nombre de jeunes à rejoindre le mouvement. Ainsi, c'est en écoutant les slogans scandés par les étudiants lors de la manifestation du 5 août qu'un étudiant de classe préparatoire raconte avoir eu envie de rejoindre le mouvement :

« Ma première expérience du mouvement étudiant de 68 fut d'entendre "Liberté aux prisonniers politiques !", "Oui aux livres, non aux baïonnettes !". Les objectifs du mouvement étaient résumés dans les chœurs de la manifestation du 5 août (...), c'est précisément au cours de cette manifestation que je me suis pleinement identifié avec le mouvement et que j'ai décidé de rejoindre les brigades organisées par l'école d'économie du Poli. »<sup>180</sup>

<sup>176</sup> « En 68 nos apoyaba todo el pueblo, eran familias con niños, niños de brazos, señoras embarazadas caminaban en las manifestaciones, no recuerdo haber visto un movimiento que haya tenido tanta trascendencia, tanta simpatía espontánea. » (Témoignage de Iván Uranga, étudiant de la Vocacional 7, recueilli in M. Ortega Olivares, *op. cit.*, p.188).

<sup>177</sup> « Las experiencias de esa correspondencia, de esa entrega de la gente a nuestro movimiento y lucha, fue lo más gratificante, lo más bonito. » (Témoignage de Florencio López Osuna, représentant au CNH de l'École Supérieure d'Économie de l'IPN, recueilli in M. Ortega Olivares, *op. cit.*, p.89).

<sup>178</sup> « Iban en las marchas los papas, los mamas, los profesores, el rector, la gente nos daba pañolitos en las ventanas. » (Entretien avec Guillermo Palacios, Mexico, 19 décembre 2005).

<sup>179</sup> « Era una fiesta, nosotros estábamos cantando al gobierno sus verdades, y jugando. » (*idem*).

<sup>180</sup> « La primera experiencia del movimiento estudiantil de 68 fue escuchar ¡Libertad a los presos políticos!, ¡Libros sí, ballonetes no! Las razones del movimiento se sintetizaron en los coros de la manifestación del 5 de agosto (...), precisamente en esa marcha fue donde me identifiqué plenamente con el movimiento, decidía participar en las brigadas que realizaba la Escuela de Economía del Poli. » (Témoignage de Luis del Arco Rosas, étudiant à la prépa Vocacional n°5, recueilli in M. Ortega Olivares, *op. cit.*, p.221).

Le caractère contagieux des slogans et des chants relevait finalement de ce que le leader étudiant Raúl Alvarez Garín nomme « la force du défi »<sup>181</sup> : face à un gouvernement qui disait « vous ne pouvez pas », les étudiants répondirent « si, nous pouvons et nous allons le faire, que cela te plaise ou non »<sup>182</sup>. Or selon lui, c'est précisément cette attitude de défi qui a généré un vaste mouvement de sympathie.<sup>183</sup> L'un de ces défis fut précisément de conquérir la place du *Zócalo*. Si la première tentative de rejoindre ce lieu symbolique du pouvoir politique s'était, le vendredi 26 juillet, soldée par un échec, quelques semaines plus tard les étudiants allaient réussir à conquérir la Place de la Constitution. Se rassembler sur la plus grande place de Mexico, autour de laquelle se trouvent à la fois les lieux de pouvoir politique, avec le Palais présidentiel et le gouvernement du District Fédéral, et le symbole religieux qu'est la cathédrale de Mexico, constituait un défi à forte charge émotionnelle. Etudiant la signification symbolique des lieux de pouvoir, William H. Sewell Jr observe ainsi que « dans ces lieux sacrés, les émotions des participants se démultiplient, les langues des orateurs se délient et les citoyens se mettent à rêver de rêves impossibles »<sup>184</sup>.

Lorsqu'elle parvint, le mardi 13 août, à atteindre ce « lieu sacré » qu'était le *Zócalo*, la mobilisation étudiante prit une toute autre dimension car il ne s'agissait pas seulement d'une avancée politique, c'était aussi une avancée symbolique. L'émotion liée à la conquête collective de ce haut lieu du pouvoir mexicain a très certainement contribué à faire oublier aux étudiants les risques auxquels ils s'exposaient. Cette émotion fut d'autant plus intense qu'elle se nourrissait d'une sensation que l'on retrouve dans les témoignages des étudiants hongrois comme des jeunes Mexicains : l'ivresse du sentiment de libération dans un régime politique autoritaire.

---

<sup>181</sup> « La fuerza del desafío » (Entretien avec R. Alvarez Garín, Mexico, 24 novembre 2005).

<sup>182</sup> « Entonces el gobierno dice “¡No se puede!” , sí se puede y vamos a hacerlo, te guste o no te guste. » (*idem*).

<sup>183</sup> « Esa actitud de desafío, muy rápidamente se percibe. Entonces hay una situación de simpatía, más por el hecho de no someter. » (*idem*).

<sup>184</sup> « In these sacred spaces, participants' emotions are heightened, orator's tongues are loosened, and citizens dream impossible dreams. » (William H. Sewell Jr, *art. cit.*, p.65). Selon cet auteur en effet, les groupes protestataires ont typiquement tendance à investir des lieux fortement chargés en messages politiques. « By occupying locations as Tiananmen Square in Beijing or the Mall in Washington D.C., protest marches and demonstrations not only gain the public limelight but make a particular sort of statement – that the cause they represent belongs at the top of the national agenda. » (*idem*).



## II. L'ivresse du sentiment de libération

« Dans la matinée du 23 octobre 1956, la bulle a éclaté. L'ivresse de la foule rassemblée sous les drapeaux tricolores et rouges ne venait pas seulement de l'enthousiasme du combat qu'elle venait d'engager, mais aussi du sentiment obscur que ce geste collectif, monumental à lui seul, a déjà arraché une portion de la liberté, à savoir la liberté d'être soi-même. »<sup>185</sup> Cette idée d'ivresse du sentiment de libération évoquée par Miklós Molnár pourrait tout aussi bien caractériser l'atmosphère de la mobilisation mexicaine de l'été 1968. Dans nos deux exemples en effet, la joie de pouvoir enfin prendre la parole dans un régime qui muselait l'opposition politique mérite d'être analysée de plus près car elle permet de tracer un lien entre les émotions qui découlent du contexte politique et social (étudiées dans le chapitre précédent) et celles qui émergent de la dynamique du mouvement lui-même.

Il semblerait ainsi que l'espoir, l'optimisme et l'enthousiasme liés au sentiment de libération contribuèrent, dans nos deux cas, à faire oublier aux étudiants les risques auxquels ils s'exposaient en rejoignant l'action contestataire.

### A. Budapest : une liberté fraîchement conquise

« C'était dans l'air. C'était beaucoup d'espoir. »<sup>186</sup> Essayant de nous donner une image de l'époque, l'acteur étudiant György Forintos évoqua en ces termes l'atmosphère dans l'université durant les premiers jours de la mobilisation. On retrouve précisément cette idée d'espoir dans l'intitulé du deuxième chapitre de l'ouvrage de Tibor Méray consacré à la mobilisation de 1956 : « Les 14 points de l'espoir »<sup>187</sup>. Quant à Miklós Molnár, c'est en parlant « d'esprits grisés »<sup>188</sup> qu'il décrit l'atmosphère de la journée du 23 octobre 1956. Dans un régime politique marqué par la censure, la répression et le contrôle étroit des personnes, l'initiative soudaine des étudiants n'a pu que générer une atmosphère de d'enthousiasme, d'espoir et d'exaltation.

<sup>185</sup> M. Molnár, « La présence de l'histoire », *art. cit.*, p.79.

<sup>186</sup> Entretien avec György Forintos, Budapest, 17 juin 2004.

<sup>187</sup> Titre du deuxième chapitre de l'ouvrage de T. Méray, *op. cit.*, p.34.

<sup>188</sup> M. Molnár, *Histoire de la Hongrie*, *op. cit.*, p.405.

« On pouvait comparer la Hongrie à une pièce qui n'avait pas été aérée pendant dix longues années. Ouvrons les fenêtres ! Ce slogan était tout particulièrement repris par la jeune génération. »<sup>189</sup> Cette image d'une pièce fermée que l'on pouvait enfin aérer, que nous propose un étudiant en musique, est précieuse pour comprendre l'état d'esprit des manifestants. Opprimés, étroitement contrôlés et contraints au silence depuis près de dix ans, les Hongrois pouvaient enfin prendre la parole. « Les passions se sont soudainement enflammées, des passions qui pendant douze ans avaient été réprimées »<sup>190</sup>, note un participant au mouvement. Ainsi, l'atmosphère de la mobilisation estudiantine est, selon György Forintos « très difficile à reproduire » car « c'était la première fois depuis des années que l'on pouvait parler librement »<sup>191</sup>.

L'enthousiasme des étudiants était d'autant plus grand que cette génération de jeunes n'avait encore jamais eu l'occasion de parler librement, et encore moins de participer à une manifestation contestataire. Première génération hongroise à avoir été éduquée dans le système communiste, la jeunesse estudiantine de 1956 nourrissait un profond ressentiment à l'égard de l'endoctrinement souvent caricatural qu'elle avait subi.<sup>192</sup> Dans un tel contexte, il est peu surprenant que les jeunes se soient particulièrement enthousiasmés durant les premières assemblées estudiantines. D'après Nicolas Baudy, qui réalisa des entretiens avec des étudiants hongrois émigrés en France en 1957, ces derniers « s'étaient enivrés de la liberté de parole dont ils usaient pour la première fois de leur vie »<sup>193</sup>. On ne saurait en effet analyser la mobilisation hongroise de 1956 sans souligner la sensation d'enivrement qu'a pu générer la conquête de libertés encore inimaginables quelques jours auparavant. « Une atmosphère vibrante, allègre, va se répandre à travers une capitale condamnée depuis des années à l'humiliation et au mutisme »<sup>194</sup>, conclut Tibor Méray.

En définitive, c'est en termes de joie, d'allégresse et d'espoir que l'on peut décrire l'atmosphère des premiers jours de la mobilisation de 1956. Les photographies des assemblées étudiantes de Szeged montrent des visages radieux et souriants, alors que la

---

<sup>189</sup> « Hungary could be compared to a room which was not aired for ten long years. Let's open the windows ! This motto was taken over especially by the young generation. » (CURPH n°210, p.3).

<sup>190</sup> « Passions have broken out in flames suddenly now, passions which have been repressed for twelve years. » (CURPH n°244, p.4).

<sup>191</sup> Entretien avec G. Forintos, Budapest, 17 juin 2004.

<sup>192</sup> cf. B. Récapé, « Mobilisation étudiante et génération politique. Qui précède l'autre ? », art. cit., p.6-7.

<sup>193</sup> N. Baudy, *op. cit.*, p. 27.

<sup>194</sup> T. Méray, *op. cit.*, p.113.

prudence et le bon sens auraient dû inciter les étudiants à refuser de se faire photographier. Cette simple observation illustre à elle seule l'idée de notre hypothèse : dans une atmosphère fortement chargée en émotions, la question des risques encourus passa au second plan.

L'enthousiasme collectif et l'ivresse du sentiment de libération méritent d'autant plus d'être soulignés qu'ils permettent de comprendre la rapide contagion du mouvement et la participation d'acteurs qui auraient pu hésiter au départ. « Il m'est difficile de décrire l'allégresse et l'enthousiasme que nous avons ressentis, on frôlait la folie »<sup>195</sup>, confie un acteur du mouvement. D'après François Fejtő en effet, « l'hallucination devint contagieuse » et « le peuple s'est cru libre pendant quatre jours »<sup>196</sup>. Généré par le mouvement contestataire, ce sentiment de libération contribua ainsi à renforcer la mobilisation elle-même, dans une dynamique comparable à un cercle vertueux. En effet, à partir du moment où l'on commence à s'exprimer librement, on suscite une véritable dynamique d'enthousiasme collectif qu'il devient tout simplement impossible de stopper.

Si l'enthousiasme collectif lié au sentiment de libération est un élément clef pour comprendre la participation à un mouvement contestataire en régime autoritaire, cet enthousiasme ne se traduit pourtant pas de la même façon en fonction du contexte. Ainsi par exemple, la rapide transformation du mouvement étudiant hongrois en insurrection nationale a radicalement transformé l'atmosphère de la mobilisation, alors que dans le cas mexicain au contraire, les deux mois d'action collective ont donné aux jeunes le temps de profiter pleinement de la dimension festive du mouvement.

---

<sup>195</sup> Témoignage d'un acteur du mouvement de 1956, recueilli cinquante ans plus tard dans « *Hongrie 1956, notre révolution* », documentaire réalisé par Mark Kidel, Hongrie-France, Arte, 2006.

<sup>196</sup> F. Fejtő, *Budapest, l'insurrection*, op. cit., p.10.

## **B. Mexico : l'enthousiasme du passage à l'action dans un régime autoritaire et conservateur**

« Ce fut une explosion de plaisir, d'enthousiasme et de joie comme je n'en avais jamais vu avant. »<sup>197</sup> « Je peux dire que le mouvement valait pour lui-même, indépendamment de ses conséquences, il valait parce que c'était une explosion de choses multiples, ce fut un débordement de joie, d'enthousiasme et d'érotisme. »<sup>198</sup> « La chose la plus importante qui reste du mouvement de 68, c'est l'esprit avec lequel les gens ont participé, qui fut quelque chose de fantastique. »<sup>199</sup> Recueillis trente ans après, ces témoignages d'acteurs étudiants mettent tous en avant la même idée : l'atmosphère festive de la mobilisation estudiantine de l'été 1968. Bien que la mémoire collective ait eu tendance, comme le note l'historien Ariel Rodríguez Kuri, à associer au mouvement de 1968 son issue tragique,<sup>200</sup> il s'agissait pourtant d'un mouvement caractérisé par la joie, la fête et la convivialité.

L'enthousiasme des étudiants mexicains était d'autant plus grand que leur mouvement était le premier à s'opposer directement à la nature répressive et conservatrice du pouvoir politique. Ainsi, le contraste entre le caractère festif de la mobilisation et la nature autoritaire du régime est essentiel pour comprendre la vigueur du mouvement estudiantin de l'été 1968. D'après le leader estudiantin Raúl Alvarez Garín, il s'agissait d'une « insubordination généralisée » qui se traduisait concrètement par un « refus d'obéir aux ordres du gouvernement » et une négation du « fameux "principe d'autorité" »<sup>201</sup>. Pour la majorité des jeunes en effet, la participation au mouvement était enthousiasmante car elle correspondait à un acte de libération dans un régime qui, nous l'avons vu, était particulièrement autoritaire et conservateur à l'égard de la jeunesse. Le sociologue Daniel Cazés, qui était alors jeune enseignant à l'UNAM, remarque que le caractère festif du mouvement de 1968 traduisait un

<sup>197</sup> « Fue una explosión de goce, de entusiasmo, de placer que yo nunca había visto antes. » (Témoignage de Roberto Escudero, recueilli in E. Ascensio, *op. cit.*, p.61).

<sup>198</sup> « Puedo decir que vale por sí mismo, independientemente de sus consecuencias, vale porque fue un estallido de muchas cosas, fue una explosión de alegría, entusiasmo y erotismo desbordante. » (Témoignage de Roberto Escudero, représentant de la faculté de Lettres au CNH, recueilli in M. Ortega Olivares, *op. cit.*, p.88).

<sup>199</sup> « El mayor legado del 68 es el espíritu con que participó la gente que fue algo fantástico. » (Témoignage de Marta Servín, représentante au CNH de l'École supérieure de biologie de l'IPN, recueilli in E. Ascensio, *op. cit.*, p.147).

<sup>200</sup> « La memoria – y por razones entendibles – gira en torno al 2 de octubre. » (A. Rodríguez Kuri, « Los primeros días », art. cit., p.180).

<sup>201</sup> « El movimiento del 68 lo hemos caracterizado como una insubordinación generalizada, como una negativa a obedecer los dictados del gobierno según el llamado "principio de autoridad". » (R. Alvarez Garín, *op. cit.*, p.47).

« profond esprit de transformation »<sup>202</sup>. Enthousiasmés par l'acte même de défier un régime autoritaire et conservateur, de nombreux étudiants rejoignirent la mobilisation pour « agir » et « se sentir vivre »<sup>203</sup>.

Daniel Gaxie avait déjà souligné en 1977 l'importance pour les acteurs mobilisés de la dimension conviviale et festive de leur action collective. Il citait en effet, parmi les rétributions informelles de l'action collective, « la camaraderie, les plaisirs des “collages”, des “ventes” et des “porte à porte”, la solidarité, la cohésion, la communauté de goûts et de sentiments, l'identification à un groupe, les joies de la victoire, les réconforts mutuels dans la défaite ou dans les malheurs individuels, les risques et les épreuves affrontés en commun, etc. »<sup>204</sup>. Or cette hypothèse se trouve précisément largement confirmée par les témoignages des acteurs étudiants de la contestation mexicaine de 1968 :

« Il y avait beaucoup d'émotion. Par exemple, c'était fréquent qu'après une assemblée nous nous mettions tous à chanter. »<sup>205</sup> (*étudiante en biologie à l'IPN*).

« A la fin des manifestations, les gens se mettaient à danser et à jouer comme des enfants (...) De nombreuses jeunes filles découvrirent alors la sexualité ; imaginez-vous, les brigades se terminaient à deux ou trois heures du matin. »<sup>206</sup> (*étudiant en Lettres et en Philosophie à l'UNAM*).

« Il y avait une vraie vie interne dans le CNH (...), nous nous connaissions bien, nous passions toutes nos nuits ensemble à discuter. »<sup>207</sup> (*étudiant en économie à l'IPN*).

« Sur le plan strictement personnel, je peux dire que mes amis les plus chers sont des compagnons du mouvement de 68, ce qui est selon moi très significatif. »<sup>208</sup> (*étudiant en ingénierie mécanique et électrique à l'IPN*).

<sup>202</sup> « ¿Fue también un movimiento muy festivo, de musica, de cultura, etc...? »

Así es. Y de un enorme espíritu de transformación. »

(Entretien avec Daniel Cazés, Mexico, 13 décembre 2005).

<sup>203</sup> Ainsi, un étudiant en classe préparatoire raconte que pour de nombreux jeunes « l'important c'était d'agir » et de « se sentir vivre ». (« Lo importante era actuar, estar, la gente se sentía viva », témoignage de Gastón Martínez, représentant au CNH de la Prépa 8, recueilli in E. Ascencio, *op. cit.*, p.100).

<sup>204</sup> D. Gaxie, « Economie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, Vol.27, n°1, février 1977, p.137.

<sup>205</sup> « Había mucha emoción. Por ejemplo, era típico que después de una asamblea todos nos fuimos a cantar. » (Entretien avec Maria Estela Morales, Mexico, 19 novembre 2005).

<sup>206</sup> « Las manifestaciones terminaban con la gente bailando, jugando como niños (...) Muchas muchachas descubrieron la sexualidad; imagínate, las brigadas terminaban hasta las dos, las tres de la mañana. » (Témoignage de Roberto Escudero, recueilli in R. Arechiga Robles, *op. cit.*, p.105).

<sup>207</sup> « En el Consejo había toda una vida interna (...), ya nos conocimos mucho, todas las noches estábamos juntos, discutíamos. » (Témoignage de Luis Jorge Peña Martínez, recueilli in M. Ortega Olivares, *op. cit.*, p.111).

L'atmosphère de la mobilisation mexicaine était d'autant plus conviviale qu'elle s'accompagnait d'un véritable mouvement contre-culturel. Durant ces deux mois de mobilisation politique, les étudiants organisèrent régulièrement des concerts, des activités culturelles et des festivals sur le campus de l'UNAM. Ainsi par exemple, le dimanche 19 août, l'esplanade de la Cité Universitaire accueillait un « Grand festival de poésie et de chanson »<sup>209</sup>. Des événements de ce type étaient organisés presque chaque week-end et accueillait tout autant des groupes de musique que des poètes ou des peintres. Ces derniers étaient invités à soutenir le mouvement en réalisant des fresques murales relatant la mobilisation estudiantine.<sup>210</sup> Véritables lieux de contre-culture, ces festivals organisés sur le campus de l'UNAM rythmèrent la mobilisation et contribuèrent largement à intensifier la dimension conviviale et festive du mouvement étudiant. « Le mouvement s'est transformé en véritable Woodstock : on organisait des concerts de rock sur le campus, des chants de protestation et toutes sortes d'activités comme à Berkeley, Paris, São Paulo ou Rio de Janeiro »<sup>211</sup> relate Guillermo Palacios, un historien mexicain qui participa lui-même à la mobilisation de 1968.

\*                      \*

\*

En définitive, cette analyse des exemples hongrois et mexicains révèle que le sentiment de libération lié à l'acte même de contester peut se décliner de diverses manières (exaltation, enthousiasme, allégresse...), mais il s'agit dans tous les cas d'une émotion collectivement partagée que l'on ne peut ignorer lorsque l'on cherche à comprendre la participation à un mouvement d'opposition à un régime autoritaire. Se mêlant au mécontentement accumulé, à l'enthousiasme du passage à l'action et à l'exaspération face aux maladresses des dirigeants, ce sentiment de libération contribue à créer une atmosphère

---

<sup>208</sup> « En el plano estrictamente personal puedo decir que mis amigos más queridos son compañeros del 68, esto es una marca a mi juicio grandiosa. » (Témoignage de Felix Gamundi, représentant au CNH de l'École supérieure d'ingénierie mécanique et électrique de l'IPN, recueilli in E. Ascensio, *op. cit.*, p.65).

<sup>209</sup> Prospectus du CNH, daté du 15 août 68, annonçant un festival le dimanche suivant (archives de l'UNAM, Centro de Estudios Sobre la Universidad (Caisse 58, exp.315, doc.10).

<sup>210</sup> « Se invitaba a pintores para que contribuiran a la causa diseñando o pintando murales. » (C. Gilabert, *op. cit.*, p.163).

<sup>211</sup> « Al final era un especie de Woodstock : teníamos conciertos de rock en la Universidad y cantos de protesta y todas las cosas que eran pasando en Berkeley, en Paris, en Sao Paulo, en Rio de Janeiro. » (Entretien avec Guillermo Palacios, Mexico, 19 décembre 2005).

d'exaltation et d'excitation faisant largement passer au second plan les risques encourus. L'action collective apparaît ainsi contenir une certaine dimension ludique mêlant peur, exaltation et enthousiasme collectifs.

Au terme de cette partie consacrée à la dimension émotionnelle des mobilisations hongroise et mexicaine, il convient de reconnaître que nous avons constamment opéré un va-et-vient entre l'analyse rationnelle des raisons du mécontentement ou de l'enthousiasme collectif d'une part, et les manifestations concrètes de ces émotions dans les témoignages des acteurs mobilisés d'autre part. On ne saurait donc opposer raison et émotion, les deux se complétant et composant les deux faces d'une même réalité. Une question se pose alors : comment lier ces deux facettes entre elles ? Cornelius Castoriadis nous donne une piste de réponse lorsqu'il observe au sujet de la mobilisation de 1956 que « le peuple hongrois n'a pas agi "spontanément" au sens où un bébé pleure "spontanément" quand il a mal. Il a agi à partir de son expérience sociale et historique, et il en a fait quelque chose. »<sup>212</sup> Et ce célèbre philosophe de préciser : « Aucune action historique n'est "spontanée", si l'on entend par là qu'elle surgirait dans le vide, qu'elle serait absolument sans relations avec les conditions, le milieu, le passé. »<sup>213</sup> Ainsi, c'est sur l'institution universitaire et l'image de l'étudiant qui lui est rattachée qu'il convient de se pencher à présent, afin de comprendre « le milieu » et « le passé » dans lesquels les dimensions rationnelle et émotionnelle de l'action collective ont puisé leurs racines.

---

<sup>212</sup> C. Castoriadis, « La source hongroise », in *Libre. Politique, anthropologie, philosophie*, 1977, n°1, p.59.

<sup>213</sup> *ibid.*, p.62-63.

## **Troisième partie**

**Institution universitaire et sentiment  
d'avoir un rôle politique à jouer**





« Les institutions, par les codes culturels et cognitifs qu'elles génèrent et reproduisent, dessinent les frontières du politique en inculquant aux acteurs des idées précises quant à la légitimité de l'action. »<sup>1</sup>. Formulée au sujet des institutions politiques, cette remarque d'André Lecours pourrait tout autant s'appliquer à l'institution universitaire qui, à travers des croyances et des représentations qui lui sont propres, contribue souvent à diffuser l'image d'un étudiant s'engageant en politique.

Parmi les diverses approches que l'on rassemble sous l'appellation de néo-institutionnalisme, l'institutionnalisme sociologique développe l'idée selon laquelle « les institutions incarnent et reflètent des symboles et des pratiques culturelles tenaces qui façonnent les perceptions des acteurs et “informent” la reproduction institutionnelle »<sup>2</sup>. Ainsi, Marco Giugni propose de mettre les règles, les normes et les codes d'action au cœur de sa définition des institutions. Celles-ci sont selon lui « définies de façon large, comme non seulement un ensemble de règles, de procédures, de routines organisationnelles et de structures de gouvernance, mais aussi comme des conventions et des mœurs qui déterminent les choix et les comportements individuels »<sup>3</sup>. La participation politique dépend alors étroitement des « conceptions partagées »<sup>4</sup> par les acteurs mobilisés. Or il est intéressant de remarquer avec Guy Peters que cet institutionnalisme sociologique a aussi mis l'accent sur les mythes et les histoires internes à l'organisation qui définissent « des comportements acceptables » pour les membres de ces organisations.<sup>5</sup>

L'étude comparée des cas hongrois et mexicain révèle en effet que les institutions universitaires de ces deux pays étaient alors traversées par des croyances et des représentations qui, au-delà de leurs spécificités historiques et culturelles, ont en commun

---

<sup>1</sup> A. Lecours, « L'approche néo-institutionnaliste en science politique : unité ou diversité ? », *Politique et Sociétés*, vol. 21, n°3, 2002, p.13.

<sup>2</sup> *ibid.*, p.9.

<sup>3</sup> M. Giugni, « Ancien et nouvel institutionnalisme dans l'étude de la politique contestataire », *Politique et Sociétés*, vol. 21, n°3, 2002, p.72.

<sup>4</sup> *ibid.*, p.80.

<sup>5</sup> « Another characterization – coming from the sociological tradition – has been ‘mythic’ institutionalism, reflecting the importance of organizational myths and stories in defining acceptable behavior of members of the organizations. » (G. Peters, *Institutional Theory, op. cit.*, p.25).

d'inciter les étudiants à participer à une action politique. En outre, les témoignages des acteurs de chacun de ces mouvements estudiantins révèlent que l'imaginaire collectif était nourri de récits historiques et de références à des luttes passées ayant, dans les deux cas, pris une véritable dimension symbolique.

Qu'il s'agisse de représentations partagées justifiant rationnellement la participation à une action contestataire, ou de références historiques fonctionnant comme un mythe d'action, les croyances générées par l'institution universitaire contribuèrent à diffuser, dans le cas hongrois comme dans le cas mexicain, le sentiment que les étudiants avaient alors un « rôle politique » à jouer. Renvoyant à la fois aux attentes sociétales et aux droits et obligations des acteurs, le concept de « rôle » apparaît ainsi être une hypothèse de recherche pertinente pour appréhender les responsabilités politiques que les acteurs étudiants peuvent s'attribuer. « Les acteurs attendent les uns des autres, et la société attend d'eux, qu'ils présentent ces attributs (intentionnellement et en connaissance de cause) comme les droits et les obligations, les compétences ou les responsabilités qui leur sont assignés »<sup>6</sup>, précise Siegfried Nadel.

Mais si Siegfried Nadel suggère que les rôles d'une société sont organisés en système et « fondent cet agencement ou cet ordre total que nous avons décidé d'appeler une structure sociale »<sup>7</sup>, il nous semble au contraire plus pertinent de lier la notion de rôle à celle d'institution qu'à celle de système sociétal. Non seulement la distribution des « rôles » ne saurait concerner la société dans son ensemble,<sup>8</sup> mais en outre cette distribution n'est pas figée dans le temps. D'un point de vue temporel en effet, l'idée de « rôle politique à jouer » ne renvoie pas à un rôle constant, que l'on attend des étudiants au quotidien. Bien au contraire, c'est seulement lorsque le contexte politique et social les y invite que les jeunes peuvent, de façon ponctuelle, partager le sentiment qu'ils ont un rôle historique à jouer. Cette remarque nous invite donc à rappeler que l'idée de rôle à jouer doit être appréhendée en termes de configuration socio-historique, et non pas d'« ordre total ».

---

<sup>6</sup> S. Nadel, *op. cit.*, p.54.

<sup>7</sup> *ibid.*, p.97.

<sup>8</sup> Il serait par exemple absolument réducteur de distinguer, lorsque l'on parle de « rôle politique à jouer », d'un côté d'hypothétiques acteurs engagés, comme les intellectuels ou les étudiants, et de l'autre des acteurs passifs ou spectateurs (le reste de la population). La distribution des rôles ne saurait se penser donc à l'échelle de la société entière.

Enfin, la notion de « rôle politique » à jouer est d'autant plus pertinente pour notre propos qu'elle contient à la fois une dimension rationnelle – la justification de l'action – et une dimension émotionnelle – le sentiment exaltant de vivre un moment historique. Ainsi, les conditions de socialisation politique propres à l'institution universitaire contribuent à inviter les étudiants à se préoccuper de questions politiques et sociales et, par extension, à se sentir concernés par la nature du régime dans lequel ils vivent. En cela, l'université génère des croyances et des valeurs contribuant à légitimer la participation à une action collective. Mais les représentations rattachées à l'institution universitaire ne contiennent pas seulement une dimension rationnelle. Le parallèle avec d'autres épisodes historiques, durant lesquels la jeunesse du pays a joué un rôle significatif, contribue de son côté à diffuser dans le monde étudiant le sentiment véritablement exaltant que les jeunes sont en train de vivre un moment historique. Renforcé par la perception que le reste de la population peut avoir du monde étudiant, ces représentations rattachées à l'institution universitaire contribuent à renforcer ce sentiment d'avoir un « rôle politique » à jouer.

Afin de mieux cerner cette idée de rôle à jouer que l'on décèle aussi bien dans les témoignages des étudiants hongrois que dans ceux des jeunes mexicains, il est nécessaire de se pencher dans les deux cas sur les liens existant entre l'université et l'action contestataire (chapitre 5), ainsi que sur les croyances, les représentations et les symboles liés à l'institution universitaire et l'histoire politique de chacun de ces pays (chapitre 6).



## **Chapitre 5 : Université et contestation politique**

*Presque tout se passait dans l'université : on y discutait, des groupes s'y formaient, on y rédigeait des programmes, c'était là que des actions naissaient.*

Daniel Cazés\*

« Les individus ne sont pas atomisés mais, bien au contraire, sont enserrés dans des séries complexes de relations avec d'autres individus et avec des collectivités. (...) Censés être influencés par cet ensemble de liens organisationnels, les individus ne peuvent donc pas être autonomes, maximisateurs d'utilité et entièrement rationnels, comme l'avancent les théories du choix rationnel. »<sup>1</sup> La perspective néo-institutionnaliste ainsi résumée par Guy Peters apparaît d'autant plus pertinente pour notre analyse que l'on sait que les étudiants sont des acteurs sociaux ayant tendance à être fortement imbriqués dans des réseaux d'amis à l'intérieur de l'université. L'influence de l'entourage étudiant, des enseignants et, plus généralement, des croyances et des représentations rattachées à l'institution universitaire constituent donc une hypothèse que l'on ne saurait ignorer lorsque l'on cherche à comprendre les raisons de la participation à une action contestataire.

---

\* « Casi todo sucedía en la universidad: aquí se discutía, aquí se formaban grupos, aquí se redactaron programas, de aquí nacían acciones. » (Entretien avec Daniel Cazés, Mexico, 13 décembre 2005).

<sup>1</sup> « In this view, individuals are not atomistic but rather are embedded in a complex series of relationships with other individuals and with collectivities. (...) They are assumed to be always influenced by their full range of organizational attachments and hence cannot be the autonomous, utility-maximizing and fully rational individuals assumed by rational choice theories. » (G. Peters, *Institutional Theory*, *op. cit.*, p.26).

Adopter une telle perspective signifie-t-il pour autant que l'on doive considérer les étudiants comme des automates ? A cette question, Guy Peters répond précisément que ce sont les individus qui choisissent « parmi différentes influences » et qui interprètent eux-mêmes « la signification de leurs attachements institutionnels »<sup>2</sup>. Cette démarche sociologique s'inscrirait donc dans la continuité de la tradition wébérienne, et plus particulièrement de l'analyse en termes d' « affinités électives » développée dans *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*.<sup>3</sup> En effet, loin de renvoyer à une relation de causalité directe entre le protestantisme et le capitalisme, la méthode utilisée par Max Weber met au contraire l'accent sur les points communs en termes de croyances et de représentations entre un rapport au religieux et une conception de l'économie. En s'inspirant de la démarche proposée par Max Weber, notre hypothèse sera ici qu'il existerait un lien étroit, ou une « affinité élective », entre la culture universitaire et la contestation politique.

Deux éléments caractéristiques de l'institution universitaire invitent à penser qu'il y aurait une affinité élective entre le monde étudiant et la contestation politique : d'une part, l'influence de la socialisation politique qui peut s'y effectuer et, d'autre part, le fait qu'un grand nombre de jeunes soient rassemblés sur un même lieu géographique. Si ces deux éléments peuvent favoriser la politisation des étudiants, cela ne veut pas dire pour autant qu'il y ait un lien mécanique et direct entre institution universitaire et action contestataire. Les différences, en fonction des cas historiques, de fréquence des mobilisations estudiantines montrent bien que cette affinité élective n'est qu'un élément à intégrer dans une analyse configurative tenant compte du contexte politique et social. Par exemple, alors que l'histoire hongroise ne retient aucune action collective initiée par des étudiants entre la révolution de 1848 et la mobilisation de 1956, au Mexique au contraire la vie politique a été marquée, depuis les années 1920, par de nombreuses mobilisations estudiantines.

Au-delà de cette différence de fréquence, le fait que la mobilisation hongroise de 1956 tout comme la mobilisation mexicaine de 1968 soient toutes deux nées dans l'université

---

<sup>2</sup> « Neither are they the automata responding only to socialization that the inhabitants of behavioral theories of politics sometimes appear to be. Rather, the individuals must pick up and choose among influences and interpret the meaning of their institutional commitments. » (*idem*).

<sup>3</sup> Selon Max Weber en effet, « l'énorme enchevêtrement d'influences réciproques entre bases matérielles, formes d'organisation sociales et politiques, teneur spirituelle des époques de Réforme » invite à rechercher « si certaines "affinités électives" sont perceptibles entre les formes de la croyance religieuse et l'éthique professionnelle » (M. Weber, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon (2<sup>e</sup> édition), 1967, p.103-104).

constitue un élément à intégrer dans l'analyse structuro-configurative de ces exemples de contestation politique en régime autoritaire. Afin de mieux comprendre les liens pouvant exister entre l'institution universitaire et l'action contestataire, il convient de rechercher comment l'université s'est révélée être, dans les deux cas, un lieu de « socialisation politique accélérée » (section A). L'étude des exemples hongrois et mexicain révèle en outre que l'initiation de la mobilisation a été facilitée par l'instrumentalisation des ressources organisationnelles de l'université (section B). Enfin, en nous inspirant des travaux de Daniel Gaxie, nous nous interrogerons sur l'influence qu'a pu avoir le « sentiment de compétence politique »<sup>4</sup> partagé par des jeunes ayant le privilège d'accéder à l'enseignement supérieur (section C).

## **Section A : L'université, lieu de « socialisation politique accélérée »**

Lieu de transmission de savoir et d'invitation à la réflexion, l'université est aussi un espace géographique rassemblant un grand nombre de jeunes, ce qui contribue certainement à favoriser les discussions et les échanges autour de questions politiques et sociales. Or cette forme de socialisation politique a d'autant plus de chances d'influencer les étudiants qu'ils traversent alors une période de transition entre l'enfance et l'âge adulte, entre le cercle familial et le monde du travail. Ainsi, l'université apparaît être un espace propice à la politisation des étudiants ou, du moins, à la transmission de réflexions, de valeurs et de croyances relatives au monde politique et social.

Disposant de nombreux moments de temps libre et n'ayant, le plus souvent, aucune responsabilité économique et sociale, les étudiants semblent bien constituer un groupe social à part, caractérisé par son indépendance et son autonomie. Cette disponibilité est d'autant plus susceptible de se traduire par un intérêt pour les thèmes politiques et sociaux que l'institution universitaire apparaît précisément comme un lieu invitant au débat et à la réflexion. Enfin, les exemples hongrois et mexicains montrent comment le rassemblement géographique d'un

---

<sup>4</sup> D. Gaxie, *Le cens caché, Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Seuil, 1978.



grand nombre de jeunes dans les locaux de l'université tout comme dans les résidences étudiantes peut favoriser, lui aussi, la socialisation politique des étudiants.

## **I. Le temps des études universitaires : une période de transition propice à la socialisation politique**

Entre la socialisation primaire de la famille et de l'école et la socialisation secondaire du monde du travail, le temps des études à l'université constitue une étape particulière dans le processus de socialisation politique des individus. Véritable période de transition entre l'enfance et l'âge adulte, les années d'étude à l'université sont pour de nombreux étudiants un moment d'indépendance nouvellement acquise propice à la réflexion, aux rencontres et, plus généralement, à la socialisation politique. Comme le note Benjamin Gourisse dans un travail consacré à la politisation des étudiants turques durant les années 1970, « il ne s'agit pas pour autant d'affirmer que la politisation des individus est automatique, ni que le niveau de politisation est le même dans toutes les universités, mais qu'un individu n'entretenant qu'un rapport distant aux objets politiques a de grandes chances de voir ce rapport transformé à sa sortie. »<sup>5</sup>

La place et l'image de l'étudiant sont certes susceptibles de varier d'un contexte historique et culturel à un autre, mais la plupart des étudiants ont en commun de traverser une époque de double transition entre l'enfance et l'âge adulte, et entre la famille et le monde du travail. Observant que le temps de la jeunesse « circonscrit un espace de transition entre la socialisation primaire, un temps de dépendance propre au statut d'enfant, et les phases ultérieures façonnant la socialisation secondaire de l'individu », Anne Muxel souligne qu'il s'agit d'une période au cours de laquelle s'affirme progressivement l'autonomie de l'individu, « tant en termes de statut que de légitimité des choix »<sup>6</sup>. Or parmi les jeunes, les étudiants sont peut-être ceux qui prolongent le plus cette période de transition car l'université constitue bien une étape supplémentaire entre l'école et le monde du travail. Ainsi, d'après Olivier Galland

---

<sup>5</sup> B. Gourisse, « L'institution universitaire : un lieu privilégié de politisation dans la Turquie des années 1970 », communication à l'atelier *Regards croisés sur la politisation des individus : ici et ailleurs, hier et aujourd'hui*, Congrès de l'AFSP de Toulouse, Septembre 2007 (<http://www.congres-afsp.fr/ateliers/textes/at2gourisse.pdf>).

<sup>6</sup> A. Muxel, *L'expérience politique des jeunes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2001, p.99.

et Marco Oberti, « l'identité étudiante exprime (...) une forme de "post-adolescence" – un âge intermédiaire entre l'indépendance et l'autonomie ». <sup>7</sup>

N'étant le plus souvent pas encore autonome financièrement, l'étudiant se trouve néanmoins dans une situation nouvelle : l'indépendance par rapport à sa famille. Certes, une partie des étudiants réside chez ses parents et la majorité d'entre eux sont dépendants financièrement de leurs familles, mais la vie universitaire marque tout de même un changement radical par rapport à la discipline stricte du lycée. Les années d'université permettent généralement aux étudiants de goûter à une expérience nouvelle : l'expérience de la liberté par rapport à l'autorité de la famille. Souvent affranchi de l'autorité familiale, notamment lorsqu'il vient de province étudier dans une grande ville, l'étudiant a de fortes chances de se trouver dans une situation propice à la réflexion et à la contestation.

Certains sociologues ont tenté de montrer que les années de jeunesse constituaient une période d'apprentissage durant laquelle l'individu fait toute une série d'essais. « Fondamentalement régie par une crise normative d'identité », cette période fait selon Anne Muxel « l'objet d'une série d'essais, de "consolidations" et d'ajustements progressifs ». <sup>8</sup> Le développement d'un intérêt pour la politique et l'envie de participer à une action contestataire peuvent, précisément, faire partie de ces essais. Ainsi, d'après Roger-Gérard Schwartzberg, les jeunes disposeraient d'une certaine capacité d'indignation qu'il nomme « vertu d'insolence » :

« Alors où sont la maturité, la clairvoyance ? Du côté des notables, murés dans leurs programmes artificiels, superficiels ? Ou du côté des jeunes, qui posent les vrais problèmes, sans conformisme ni complaisance ? (...) La jeune génération possède la vertu d'insolence, au sens étymologique du terme : c'est-à-dire le refus des routines, l'insoumission à la nature des choses ». <sup>9</sup>

Pour autant, cette capacité à innover et à soulever de nouveaux problèmes ne doit pas être réduite à un simple effet d'âge car, comme le rappelait Annick Percheron, « l'âge constitue – sous couvert de facilité – le prototype des facteurs producteurs de fausses

---

<sup>7</sup> O. Galland, M. Oberti, *Les étudiants*, Paris, La Découverte, 1996, p.115.

<sup>8</sup> A. Muxel, *op. cit.*, p.100.

<sup>9</sup> R.-G. Schwartzberg, *Sociologie politique*, Paris, Montchrestien, 1974, p.39 (souligné dans l'original).

évidences »<sup>10</sup>. Plus que leur jeune âge, c'est bien la situation sociale particulière des étudiants qui permet de comprendre leur sensibilité aux formes de socialisation politique qui peuvent s'opérer durant leurs années d'études à l'université. Par exemple, les étudiants qui ne travaillent pas pour financer leurs études ont en commun de ne pas avoir encore de responsabilités économiques. Cette situation particulière les préserve des risques qui guettent les travailleurs lorsqu'ils s'engagent dans un mouvement social. La peur de voir son salaire largement entamé par les journées de grève, ou celle de perdre son emploi peuvent réellement être dissuasives lorsque l'on a une famille à nourrir ou un emprunt à rembourser. Etant encore préservés de ces responsabilités économiques, les étudiants prennent moins de risques économiques que les travailleurs lorsqu'ils décident de participer à une activité contestataire.

Ainsi, le temps des études universitaires apparaît comme une période propice à la transmission de réflexions, de valeurs et d'idées politiques. Car si ces idées ne naissent pas nécessairement dans l'université, c'est là qu'elles peuvent y trouver un auditoire réceptif. La jeunesse étant d'après Jean-Pierre Azéma une « période aussi sensible qu'une plaque photographique »<sup>11</sup>, les débats, les échanges d'idées et les réflexions qui peuvent animer les étudiants ont de fortes chances d'influencer les étudiants. En cela, les années d'études universitaires peuvent constituer une étape importante dans le processus de socialisation politique des étudiants. Mais cette socialisation politique a d'autant plus de chances d'être « accélérée » que l'enseignement universitaire a tendance, de façon plus ou moins formelle, à inciter les jeunes à la réflexion.

---

<sup>10</sup> A. Percheron, *La socialisation politique*, Paris, Armand Colin, 1993, p.155.

<sup>11</sup> J.-P. Azéma, « La clef générationnelle », *Vingtième siècle*, Avril-Juin 1989, p.6.

## II. L'université, lieu de discussion et de réflexion

Soulever la question de l'existence d'une affinité élective entre la réflexion universitaire et la participation à des mouvements contestataires nous amène tout naturellement à nous interroger sur l'influence des enseignements et des discussions politiques qui peuvent naître dans l'université. Ainsi, certains auteurs comme Paul Bois ont déjà tenté de mesurer le rôle joué par l'école dans la socialisation politique. Utilisant les méthodes de la géographie électorale pour analyser l'influence de l'école républicaine à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle en France, Paul Bois concluait que cette influence était faible, mais il observait néanmoins que l'instruction apportait « à chacun une liberté plus grande de choix »<sup>12</sup>. Dans cette perspective, il convient de s'interroger, dans le cas hongrois comme dans le cas mexicain, sur les liens pouvant exister entre la réflexion universitaire et le développement d'une réflexion politique indépendante et critique à l'égard du régime.

### A. Malgré la répression et le contrôle étroit des étudiants hongrois, le bouillonnement des intellectuels atteint le monde étudiantin

Contrairement à la situation d'autonomie dont bénéficiait l'université mexicaine depuis 1929, l'université hongroise était étroitement contrôlée et encadrée par le PCH. Dans un contexte marqué par la répression, la délation et la peur, il était impossible pour les étudiants de discuter librement de sujets politiques. Nombreux étaient alors les délateurs dans l'université, qu'il s'agisse d'espions rémunérés par l'appareil du Parti,<sup>13</sup> ou d'étudiants qui dénonçaient leurs camarades par zèle ou pour faire disparaître de petites fautes de leurs fichiers *kaders*. Un étudiant des Beaux-Arts raconte en effet que l'administration de son école avait essayé de le transformer en indicateur en lui proposant en contrepartie de ne pas tenir compte de ses petits retards en cours.<sup>14</sup>

---

<sup>12</sup> cité par A. Percheron, *op. cit.*, p.146.

<sup>13</sup> Ainsi, d'après un jeune journaliste hongrois : « During the revolution, when the Káder material was locked over at the university, it was revealed that six people were paid informers at the medical school. » (CURPH n°438, p.33).

<sup>14</sup> Rappelons qu'à l'époque, cinq minutes de retard étaient passibles de sanctions (*cf.* N. Baudy, *op. cit.*, p.25).

Pour autant, malgré la répression et la crainte des sanctions, le bouillonnement intellectuel généré par les initiatives contestataires des écrivains et des membres du Cercle Petöfi allait rapidement gagner le monde étudiant. François Fejtö rappelle en effet que les étudiants constituaient alors le « le gros des auditoires qui assistent aux réunions organisées par le Cercle Petöfi ». <sup>15</sup> Les étudiants se déplaçaient par centaines pour assister aux conférences organisées à partir du printemps 1956 par les jeunes intellectuels hongrois. <sup>16</sup> Enthousiasmés par l'audace des thèmes abordés au cours de ces débats, les étudiants de Budapest se mirent de plus en plus à discuter entre eux de sujets politiques. Ainsi, une étudiante de l'Université polytechnique raconte qu'ils « en parlaient longuement » et qu'ils « avaient de nombreuses discussions » <sup>17</sup>. Il était d'après elle tout à fait possible de discuter de politique avec ses amis car ils savaient qui étaient les délateurs et prenaient le soin de ne pas parler devant eux. <sup>18</sup> De la même façon, un autre étudiant de l'Université polytechnique confia qu'il pouvait discuter des ces sujets « avec ceux qu'il connaissait bien, ceux à qui il pouvait faire confiance » <sup>19</sup>.

Dans un contexte marqué par cette effervescence intellectuelle, les cours obligatoires de marxisme-léninisme allaient bientôt devenir des moments propices à la réflexion et, parfois même, au débat avec les enseignants. « Nous attendions avec impatience les séminaires de marxisme-léninisme parce que nous pouvions y poser des questions embarrassantes sur Tito et sur la responsabilité des dirigeants du Parti » <sup>20</sup>, raconte un étudiant. L'audace des jeunes durant ces cours variait en fonction des enseignants, dont il était généralement possible de deviner l'opinion politique. D'après un étudiant en lettres en effet, comme « l'on pouvait en moins d'un mois dire si un enseignant était pour ou contre le régime », « on savait alors ce que l'on pouvait dire ou ne pas dire devant lui » <sup>21</sup>. D'ailleurs, il n'y avait pas que durant les cours de marxisme-léninisme que les sujets politiques pouvaient faire leur apparition. Certains

<sup>15</sup> F. Fejtö, *La tragédie hongroise, op. cit.*, p.239.

<sup>16</sup> L'un des membres du cercle Petöfi, György Litván, nous rappela que si les étudiants étaient nombreux à assister à ces débats, les membres de ce cercle de jeunes intellectuels avaient généralement une vingtaine ou une trentaine d'années. (Entretien avec György Litván, Budapest, 21 juin 2004).

<sup>17</sup> « We talked that over with our fellow students. We had many discussions with students at University. » (CURPH n°106, p.60).

<sup>18</sup> « We knew who were the informers, we watched and did not speak in front of them. » (CURPH n°106, p.61).

<sup>19</sup> « I have discussed these questions with those who I knew well. With those who I could trust. » (CURPH n°112, p.64).

<sup>20</sup> « The Marxist-Leninist seminars were awaited eagerly because at these we could ask embarrassing questions about Tito and about the responsibility of the Party leaders. » (CURPH n°501, p.12).

<sup>21</sup> « One could tell in one month whether a teacher was against the regime or not. One could then decide what to say before him and what not to say. » (CURPH n°213, p.46).

enseignants savaient subtilement manipuler l'ironie, comme ce professeur d'architecture qui, en référence à la mode architecturale soviétique d'ajouter des colonnes, déclara un jour à ses étudiants : « Comment améliorer ce projet ? Bon, ajoutez quelques colonnes ! »<sup>22</sup>.

Le recours à l'humour pour critiquer le régime sans s'exposer à de véritables risques était alors très fréquent dans le monde universitaire. Ainsi, de nombreuses blagues circulaient au sujet des communistes, de Staline, ou de Mathias Rákosi. « Il y avait une blague qui disait qu'il n'y avait qu'un communiste en Hongrie, mais que personne ne savait qui c'était »<sup>23</sup>, raconte un étudiant en droit. Les jeunes Hongrois aimaient tout particulièrement employer l'ironie et l'un d'entre eux se souvient, par exemple, que lorsqu'ils passèrent devant une voiture américaine, l'un d'entre eux s'exclama : « Quelle belle voiture soviétique ! »<sup>24</sup>. Rappelant que de très nombreuses blagues politiques circulaient alors en Hongrie, un étudiant de l'Université polytechnique concluait que « la résistance était en grande partie voilée, elle n'était pas ouverte »<sup>25</sup>.

Cette atmosphère de contestation diffuse et voilée contrastait grandement avec le climat de relative liberté culturelle qui caractérisait l'université mexicaine durant les années soixante.

---

<sup>22</sup> Episode raconté par un jeune diplômé en architecture (CURPH n°501, p.8).

<sup>23</sup> « There is a joke according to which there is only one Communist in Hungary, and nobody knows who he is. » (CURPH n°444, p.26).

<sup>24</sup> « It was fairly general that someone let drop a sarcastic comment, and others laughed at it. For instance, one could stop and look at an American car and say "What a beautiful Soviet car this is". Then everybody laughed. » (CURPH n°213, p.97).

<sup>25</sup> « The resistance was for the most part veiled, not open. (...) Political jokes were innumerable. » (CURPH n°112, p.80).

## **B. Diffusion des idées contestataires dans le seul « îlot de liberté » du Mexique : l'université**

Souvent comparée à un « îlot de liberté », l'université nationale mexicaine était durant les années soixante l'une des seules institutions du pays à échapper au contrôle du PRI.<sup>26</sup> Cette indépendance relative de la tutelle du pouvoir politique reposait sur le statut d'autonomie partielle de l'UNAM qui remontait à 1929 et dont les modalités avaient été précisées par la Loi organique de décembre 1944.<sup>27</sup> Pour autant, le statut dont bénéficiait l'UNAM n'était pas le lot de toutes les institutions universitaires mexicaines et, même au sein de l'université autonome, un certain nombre de pratiques autoritaires persistaient. En outre, le pouvoir politique, sous la direction du Président Díaz Ordaz, avait alors clairement affiché son intention de freiner les initiatives contestataires.

Le statut d'autonomie partielle ne préservait pas les étudiants qui militaient dans des organisations contestataires du risque d'être arrêté et incarcéré en vertu du « délit de dissolution sociale » prévu par les articles 145 et 145 bis du Code pénal. Mais le pouvoir politique mexicain ne disposait pas seulement de la menace de la répression pour freiner les actions contestataires, il pouvait aussi contrôler une grande partie des associations étudiantes. Ainsi, les « Sociétés d'élèves » chargées de s'occuper des questions sociales et culturelles étaient soumises, via la Fédération des Etudiants de l'Université (FEU) qui les regroupait, au contrôle plus ou moins direct de leurs activités.<sup>28</sup> Ce manque de libertés au sein d'une université censée être « autonome » amena les étudiants de l'UNAM à se mobiliser à plusieurs reprises au cours des années soixante. Selon le recteur Barros Sierra lui-même, l'une des principales raisons de la mobilisation de 1966 contre le recteur Chávez avait été le

---

<sup>26</sup> Entretien avec l'historien Guillermo Palacios (Mexico, 19 décembre 2005).

<sup>27</sup> Depuis la Loi organique de 1944, l'Université nationale de Mexico jouit d'un statut d'autonomie partielle, en vertu duquel elle est un organisme décentralisé, autonome, mais subventionné par l'Etat. Or il est difficile pour une université d'être totalement critique à l'égard du pouvoir politique lorsque 90 % de ses revenus dépendent de l'Etat. Pour plus de précisions sur cette Loi, voir J. Torres Parés et al., *Autonomía y financiamiento de la Universidad Moderna de México. Documentos y Testimonios*, Mexico, UNAM, Cuadernos del CESU 42, 2003, p.89-95.

<sup>28</sup> « A la veille de 1968, note Annick Lempérière, l'UNAM est le lieu d'une critique politique, par laquelle les étudiants dénoncent l'absence d'autonomie des acteurs et réclament l'indépendance des Sociétés d'élèves » (A. Lempérière, *op. cit.*, p.341).

« manque de libertés dans l'université », qu'il s'agisse de « la liberté d'expression, la liberté de réunion ou la liberté de manifestation ».<sup>29</sup>

Si l'autonomie de l'université mexicaine n'était que partielle, cette dernière restait néanmoins, durant la seconde moitié des années soixante, le seul espace de libertés culturelles et politiques dans un régime à la fois conservateur et autoritaire. Le campus de l'UNAM était alors le seul endroit du Mexique où l'on pouvait projeter librement des films provenant du monde entier, qu'il s'agisse de films de la Nouvelle Vague, de films brésiliens ou de films italiens. Les étudiants de l'UNAM avaient aussi l'habitude d'organiser de grands concerts dans la Cité Universitaire et ils disposaient d'une radio émettant depuis l'université : la *Radio Universidad de México*. La liberté dont les étudiants disposaient sur le campus de Mexico contrastait grandement avec la censure et le conservatisme qui régnaient à travers le pays.<sup>30</sup> Rappelant que la censure cinématographique était alors très forte, l'un des leaders du mouvement de 1968 confie qu'à l'UNAM, au contraire, on pouvait « voir les films qui étaient interdits dans le circuit commercial » et « assister à un théâtre très libre »<sup>31</sup>. Cette situation particulièrement privilégiée allait transformer le campus de Mexico en « lieu de la liberté » et en « lieu de l'utopie »<sup>32</sup>.

Pour comprendre comment l'UNAM est devenue, au cours des années soixante, un véritable « lieu de l'utopie », il convient de se pencher plus précisément sur l'influence qu'ont pu avoir les enseignants, les chercheurs et, plus généralement, les intellectuels critiques à l'égard du régime politique mexicain. La liberté d'enseignement étant au fondement du statut d'autonomie de l'UNAM, certains enseignants ne se privèrent pas d'offrir à leurs étudiants des cours de philosophie marxiste. Daniel Cazés raconte en effet qu'il y avait à la Faculté de lettres et de philosophie des professeurs très brillants provenant de l'exil espagnol, qui

<sup>29</sup> « Podría decirse que las causas principales de la rebelión de los estudiantes contra la administración del doctor Chávez fueron las siguientes: sobrepoblación escolar, aplicación puramente formal de reformas académicas, falta de libertad que, por otra parte, la Constitución y el Estatuto de la Universidad y la Ley Orgánica conceden a los estudiantes para tener representaciones legítimas e independientes, libertad de expresión, libertad de reunión, libertad de manifestación dentro del orden ya consagrado a lo largo de los años. » (B. Sierra, *op. cit.*, p.31).

<sup>30</sup> Comparant l'université mexicaine des années soixante à une « une île de liberté face à l'autoritarisme » (« una isla de libertad frente al autoritarismo »), Sergio Zermeño insista tout particulièrement sur ce contraste. (Entretien avec Sergio Zermeño, Mexico, 12 décembre 2005).

<sup>31</sup> « Aquí sí podíamos ver las películas que estaban prohibidas en el circuito comercial. Aquí se veía un teatro muy libre, etc... » (Entretien avec Gerardo Estrada, Mexico, 15 décembre 2005).

<sup>32</sup> « El lugar de la libertad y de la utopía. » (*idem*).



enseignaient de façon plus ou moins ouverte le marxisme lors de « cours d'esthétique » ou de « cours de logique ».<sup>33</sup>

Du côté de la Faculté d'économie, les étudiants pouvaient aussi découvrir les théories marxistes et les théories de la dépendance, grâce à des enseignants comme Alonso Aguilar Monteverde et Fernando Carmona. Particulièrement critiques à l'égard des politiques économiques menées par le PRI depuis la présidence d'Alemán, ces deux économistes s'attachèrent à démontrer aux étudiants les limites du « miracle économique mexicain ». Rassemblés dans un ouvrage publié en 1967, *México: Riqueza y Miseria*, leurs cours d'économie contribuèrent probablement à développer l'esprit critique des étudiants de l'Ecole nationale d'économie de l'UNAM. A l'Institut polytechnique aussi, les étudiants de l'Ecole supérieure d'économie avaient des professeurs qui, comme Frebonio Díaz Figueroa, leur présentaient les théories marxistes.<sup>34</sup>

S'il est difficile d'évaluer l'influence réelle de ces enseignements sur les étudiants, le fait que la faculté d'économie de l'UNAM ait été, au milieu des années soixante, le lieu où les organisations politiques de gauche étaient le mieux implantées ne relève peut-être pas du hasard. En effet, d'après le leader étudiantin Gilberto Guevara Niebla, « il n'y avait qu'en économie que la gauche avait atteint une forte présence ; pas en droit ni en philosophie ou en sciences »<sup>35</sup>. Durant les années soixante en effet, la Faculté d'économie de Mexico était un lieu d'intense activité intellectuelle où l'on publiait et traduisait de nombreux ouvrages d'économie marxiste. « Leur nombre témoigne qu'on a affaire à une période d'initiation intense de la part du public universitaire et étudiantin »<sup>36</sup>, souligne l'historienne Annick Lempérière.

L'Ecole de sciences politiques et sociales de l'UNAM, l'*ENCPS*, se révéla elle aussi être, en cette seconde moitié des années soixante, un véritable espace de réflexion et de débat

---

<sup>33</sup> «En la facultad de Filosofía y Letras habíamos tenido maestros que venían del exilio español, de la izquierda del exilio español. En esa facultad, no se estudiaba marxismo. Entonces había tres o cuatro profesores muy brillantes que estudiaban a Marx en clases de "estética", o de "lógica". » (Entretien avec Daniel Cazés, Mexico, 13 décembre 2005).

<sup>34</sup> cf. témoignage de Florencio López Osuna, représentant au CNH de l'Ecole supérieure d'économie de l'IPN, recueilli in M. Ortega Olivares, *op. cit.*, p.90.

<sup>35</sup> « Soló en Economía, la izquierda había alcanzado una fuerte presencia ; no así en Derecho, Filosofía, ni Ciencias. » (Témoignage de G. Guevara Niebla, recueilli in H. Bellinghausen, *op. cit.*, p.37).

<sup>36</sup> A. Lempérière, *op. cit.*, p.213.

sur la nature du régime politique mexicain. En publiant en 1965 l'ouvrage *La democracia en México*, le professeur de sociologie politique de l'UNAM Pablo Gonzáles Casanova proposait une lecture critique de l'histoire du régime politique mexicain et de ses structures sociales et de pouvoir.<sup>37</sup> Grâce à son franc-parler, il aurait alors gagné un énorme respect auprès des étudiants de l'UNAM.<sup>38</sup> Mais il n'était pas le seul à l'ENCPS à prendre position contre le régime politique mexicain. A partir de 1966 en effet, le nouveau directeur de cette Ecole de sciences politiques, Enrique González Pedrero, qui était lui-même ouvertement marxiste, organisa une série de conférences invitant des intellectuels étrangers comme Herbert Marcuse, Erich Fromm, Serge Mallet et André Gorz.<sup>39</sup> D'après le leader étudiant Gerardo Estrada, cette série de conférences contribua à diffuser une véritable atmosphère de « critique à l'égard du développement du capitalisme »<sup>40</sup>.

Si l'exemple des facultés d'économie et de science politique de l'UNAM révèle l'influence qu'ont pu avoir sur les étudiants certains enseignants engagés politiquement, cela ne veut pas dire pour autant que le lien entre l'institution universitaire et la contestation politique se limite au contenu des enseignements. De façon plus générale en effet, en invitant les étudiants à s'interroger et à réfléchir sur le monde qui les entoure, l'université apparaît bien être un espace privilégié de socialisation politique. Dans un article consacré aux mobilisations étudiantes mexicaines de 1968 et 1999, la sociologue Gilda Waldman conclut que l'université est « un espace particulièrement sensible aux contradictions du pays »<sup>41</sup>. Un point de vue partagé par un autre sociologue de l'UNAM, Daniel Cazés, qui nous confia que le milieu universitaire était selon lui « une caisse de résonance de tout ce qui est injuste dans les relations sociales »<sup>42</sup>. Invités à apprendre, à réfléchir et à se questionner, de nombreux

<sup>37</sup> cf. P. Gonzáles Casanova, *La democracia en México* (1965), Mexico, Era, 2003. Pablo Gonzáles Casanova avait fait sa thèse sous la direction de Fernand Braudel avant de devenir professeur de sociologie politique à l'Ecole nationale des sciences politiques et sociales de l'UNAM (ENCPS).

<sup>38</sup> « Gonzáles gained enormous respect as an outspoken teacher of political sociology at the National Autonomous University of Mexico in the late 1960s. » (S. Liss, « Marxist Marxist Thinkers in Mexico : Each to his own Revolution », in R. Camp, C. Hale, J. Vázquez (dirs.), *Los intelectuales y el poder en México*, Mexico, El Colegio de México, 1991, p.371).

<sup>39</sup> cf. Annick Lempérière, *op. cit.*, p.213.

<sup>40</sup> A la question de savoir si ces conférences créèrent une atmosphère de contestation ou de critique, Gerardo Estrada nous répondit : « De crítica al capitalismo sí, de crítica al desarrollo del capitalismo ». (Entretien avec G. Estrada, Mexico, 15 décembre 2005).

<sup>41</sup> « La universidad es un espacio especialmente sensible a las contradicciones del país. » (G. Waldman, *art. cit.*, p.293).

<sup>42</sup> « El ámbito universitario es un caja de resonancias de todo lo que es injusto en las relaciones sociales. » (Entretien avec D. Cazés, Mexico, 13 décembre 2005).

étudiants mexicains se passionnèrent pour les débats et les discussions qui émergeaient dans les cafés, les restaurants universitaires ou les chambres d'étudiants.

Or les étudiants semblent constituer un groupe d'autant plus réceptif aux idées politiques qu'ils sont rassemblés dans un espace géographique favorisant les rencontres, les débats et les discussions.

### **III. Rassemblement géographique des étudiants**

Espace de foisonnement d'idées, l'institution universitaire a aussi pour caractéristique de rassembler un grand nombre de jeunes dans un même espace géographique. Non seulement les étudiants se côtoient durant la journée, que ce soit pour assister aux cours, étudier à la bibliothèque ou participer à des activités sportives, mais il est aussi fréquent qu'ils vivent et résident dans un même lieu. Or la sensibilité aux questions et aux débats politiques a de fortes chances de culminer en situation d'interaction : le fait que les étudiants soient rassemblés dans un même espace géographique contribue à expliquer la facilité avec laquelle les idées peuvent circuler et se répandre dans le monde étudiantin.<sup>43</sup>

Soulignant l'importance de la prise en compte de l'espace dans l'analyse des mouvements contestataires, William H. Sewell Jr rappelle que « le rassemblement physique d'un grand nombre de personnes dans des espaces limités constitue un élément central dans presque tous les cas de contestation politique ».<sup>44</sup> Afin de mieux comprendre comment les idées contestataires ont pu se diffuser rapidement au sein du monde étudiantin hongrois durant l'année 1956 et mexicain à la fin des années soixante, il convient d'étudier dans ces deux cas comment l'université s'est révélée être un lieu de brassage géographique et social, propice aux rencontres, aux débats et aux discussions.

---

<sup>43</sup> Ainsi, cherchant à expliquer pourquoi le mouvement de mai 68 a commencé à l'université de Nanterre, René Rémond observe que l'unité géographique du campus a facilité la naissance du mouvement (R. Rémond, Préface de *Mai 68. Les mouvements en France et dans le monde*, Paris, Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, 1988, p.9).

<sup>44</sup> W. Sewell Jr, art. cit., p.58.

### A. Un espace de brassage géographique et social

Rassemblant des étudiants provenant de toutes les régions du pays, les universités des capitales sont généralement des espaces de rencontre entre jeunes provenant de milieux culturels parfois très différents. C'est dans la Hongrie des années 1950 que ce brassage géographique et social était le plus poussé car le système des *kaders* mis en place par le régime communiste avait créé une réelle mixité sociale. Ainsi, François Fejtő ne manque pas de souligner que « le mélange des jeunes paysans, ouvriers, intellectuels, avait permis un rapprochement entre ces groupes et la connaissance réciproque de leurs problèmes »<sup>45</sup>.

Or il s'agissait là d'un phénomène nouveau car l'université avait jusqu'alors été réservée à une élite économique et sociale. C'était donc la première fois que des jeunes provenant de milieux géographiques et sociaux très différents étaient regroupés, partageaient un même quotidien et découvraient à travers les témoignages des uns et des autres la réalité de la situation économique et sociale du pays. Les étudiants d'origine ouvrière et paysanne étaient en effet pleinement conscients du mécontentement qui grondait dans les usines comme dans les campagnes. « Après une escapade à la campagne, les fils de paysans regagnaient Budapest avec une amertume grandissante »<sup>46</sup> note dans ses mémoires l'écrivain István Eörsi. Et cette amertume se répandait peu à peu dans l'université, les témoignages des uns venant nourrir la conscience politique des autres. Ceux qui parmi les étudiants bénéficiaient de conditions de vie relativement privilégiées étaient souvent choqués par la situation de misère que connaissaient les jeunes d'origine paysanne ou ouvrière, comme cet étudiant en lettres dont le témoignage est saisissant :

« Je pouvais voir à quel point les paysans étaient pauvres car il pouvaient à peine envoyer 100 ou 200 forints à leurs enfants qui étudiaient en ville. Souvent, les jeunes paysans ne pouvaient pas manger le soir pendant plusieurs semaines. Les filles ne prenaient qu'un repas sur deux pour pouvoir se payer une paire de collants. Certaines filles en tombèrent malades. De façon générale, les étudiants étaient très pauvres. Les seuls petits boulots que les étudiants pouvaient faire, déblayer la neige par exemple, ne rapportaient que de minuscules sommes d'argent. »<sup>47</sup>

---

<sup>45</sup> F. Fejtő, *La tragédie hongroise*, op. cit., p.171.

<sup>46</sup> I. Eörsi, op. cit., p.75.

<sup>47</sup> « I could see how badly off the peasants were because they were hardly able to send 100 or 200 forints to their children in town who were attending the university. Often peasant's boys didn't eat supper for weeks. Girls ate only one dinner between the two of them in order to be able to buy a pair of stockings. Some of the girls got sick as a result. University students on the whole were very badly off. They had no opportunity to get jobs except

La misère des jeunes d'origine paysanne permit ainsi aux autres étudiants hongrois, pourtant guère mieux lotis qu'eux, de prendre conscience de la situation économique et sociale des campagnes. Ironie du sort pour les dirigeants hongrois, le brassage social destiné théoriquement à former une jeunesse dévouée au Parti contribua au contraire à diffuser l'esprit de contestation et de révolte au sein du monde étudiant. Bien que le brassage social était beaucoup moins marqué à l'université mexicaine, celle-ci fut néanmoins un lieu où se rencontrèrent des jeunes provenant de régions et de milieux sociaux parfois très différents.

De la même façon qu'en Hongrie les fils de paysans connaissaient la situation réelle des campagnes, au Mexique aussi les étudiants originaires de province étaient sensibles aux problématiques économiques et sociales des autres régions du pays, et notamment des régions rurales. Le brassage géographique au sein des deux grandes universités nationales – l'UNAM et l'IPN – permit aux jeunes de la capitale d'entrevoir sous un angle beaucoup plus critique ce que le gouvernement nommait alors « miracle économique ». Ce témoignage d'un étudiant de l'IPN révèle l'influence qu'ont pu avoir sur leurs camarades les jeunes originaires de province :

« A l'IPN, il y avait de nombreux étudiants qui rapportaient les problèmes et les questionnements qui se vivaient en province, relayant ainsi la demande nationale de changement dans la manière dont le gouvernement orientait ses politiques (...). Nous les étudiants de province, nous constituons un groupe assez influent à l'intérieur du mouvement, donnant de nombreuses raisons pour s'attaquer à un gouvernement qui s'éloignait toujours des demandes populaires. »<sup>48</sup>

Il convient néanmoins de remarquer que ce brassage géographique et social était plus marqué à l'IPN qu'à l'UNAM. Alors que les étudiants de l'Université étaient largement issus des classes urbaines favorisées, ceux de l'Institut polytechnique national provenaient de classes sociales plus populaires, conformément à la volonté de son fondateur, le président Cárdenas, qui avait souhaité dans les années 1930 rendre l'enseignement supérieur accessible

---

perhaps to shovel snow or something similar for very small sums of money. » (Témoignage d'un étudiant en lettres à Budapest, CURPH n°213, p.36).

<sup>48</sup> « Al Instituto Politécnico Nacional asistían a clases muchos estudiantes portadores de los problemas y cuestionamientos que se vivían en provincia, por lo que objetivamente portaban el reclamo nacional de cambio en la conducta del gobierno y en la orientación de sus políticas. (...) Los de la provincia éramos una comunidad bastante influyente al interior del movimiento, con muchas razones para impugnar al gobierno, cada vez más alejado de los reclamos populares. » (Témoignage de César Tirado Villegas, étudiant en chimie et représentant de l'IPN au CNH, recueilli in M. Ortega Olivares, *op. cit.*, p.57-58).

à tous. Si dans les faits, l'origine sociale des étudiants de l'IPN n'était pas grandement différente de celle des étudiants de l'UNAM,<sup>49</sup> Sergio Zermeño rappelle que « les étudiants du Polytechnique provenaient de couches sociales ayant des revenus relativement plus bas que ceux de l'UNAM »<sup>50</sup>. D'ailleurs, l'un des leaders du mouvement, lui-même étudiant à l'Université Nationale, reconnaissait au sujet des jeunes de l'IPN que « leur origine populaire les tenait plus près de la réalité, à la différence des jeunes de l'UNAM »<sup>51</sup>.

Dans le cas hongrois comme dans le cas mexicain, la rencontre entre étudiants d'origines sociales différentes a souvent été favorisée par leur rassemblement dans des chambres universitaires ou des quartiers du centre-ville. A l'exception des jeunes qui résidaient chez leurs parents, la plupart des étudiants logeaient dans des résidences universitaires ou louaient des chambres dans des quartiers où ils étaient nombreux à se retrouver. En Hongrie, la plupart des étudiants étaient logés dans des dortoirs de résidences universitaires, mais certains résidaient aussi dans des maisons où cohabitaient ouvriers et paysans. S'il n'existait pas de véritables résidences universitaires au Mexique, de nombreux étudiants étaient rassemblés dans des maisons qui leurs étaient entièrement réservées. Gilberto Guevara Niebla raconte en effet qu'il vivait alors dans « la Maison de l'Étudiant de Sonora », où étaient rassemblés près de 140 étudiants de l'IPN et de l'UNAM provenant de cet État du nord du Mexique.<sup>52</sup> Le fait que cette résidence rassemblait tout autant des étudiants de l'IPN que des jeunes de l'Université Nationale permettait un certain rapprochement entre deux institutions universitaires souvent considérées comme rivales.

Ainsi, quelque soit le type de logement dans lequel ils étaient rassemblés, cette proximité géographique faisait que les étudiants hongrois, comme les étudiants mexicains, étaient amenés à partager leurs moments de détente, à se rencontrer et à discuter entre eux.

---

<sup>49</sup> « Para entonces, el origen de clase de los alumnos de ambas instituciones era muy semejante. » (G. Estrada, *op. cit.*, p.183).

<sup>50</sup> « Hay que señalar que los alumnos del Politécnico y de las vocacionales proceden de capas con ingresos relativamente más bajos que los de la UNAM. » (S. Zermeño, *México, una democracia utópica, op. cit.*, p.49).

<sup>51</sup> « Su condición popular los tenía más cerca de la realidad a diferencia de los alumnos de la UNAM. » (Témoignage de Roberto Escudero, recueilli in M. Ortega Olivares, *op. cit.*, p.86).

<sup>52</sup> « Yo vivía en la Casa del Estudiante Sonorense, donde estaban los estudiantes de Sonora que no tenían recursos. (...) Allí sobrevivíamos, sería difícil decir que vivíamos, cerca de 140 estudiantes politécnicos y universitarios sin dinero. » (Témoignage de G. Guevara Niebla, recueilli in H. Bellinghausen, *op. cit.*, p.37).

## **B. Un lieu privilégié de rencontres et de discussions entre étudiants**

A partir du printemps 1956, entraînés par le mouvement de contestation initié par les écrivains, les étudiants hongrois se mirent de plus en plus à discuter entre eux de sujets politiques. La question des prisonniers politiques, celle des relations économiques avec l'URSS ou encore de la situation sociale des ouvriers animaient les discussions entre étudiants.<sup>53</sup> « Chaque soir jusqu'à 11h, les dortoirs se transformaient en cercles de débat. Nous discutons de nos lectures et de la situation politique. On pouvait parler librement si on prenait soin d'éviter les informateurs potentiels. »<sup>54</sup> Ce témoignage d'un étudiant en lettres à Budapest montre que la proximité dans les dortoirs favorisait largement l'émergence de débats et de discussions politiques. Il en était de même dans les dortoirs des universités de province, et notamment à Szeged où les jeunes s'échangeaient les informations qu'ils avaient pu recueillir dans leurs familles et discutaient de l'actualité politique. Ils parlaient entre eux des articles publiés dans les revues littéraires, des informations provenant des réunions du Cercle Petöfi et, parfois même, des informations diffusées par *Radio Free Europe*.<sup>55</sup>

Mais ce fut surtout durant les vacances d'été 1956 que les étudiants hongrois purent constater qu'ils étaient nombreux, à travers le pays, à aspirer à une démocratisation des institutions politiques. L'obligation de participer à des camps de jeunesse ou des camps militaires donna en fait aux étudiants hongrois l'occasion de rencontrer, de discuter et d'échanger des idées avec des jeunes provenant d'autres villes universitaires. Dès leur retour à l'université à l'automne 1956, les étudiants se mirent à discuter de plus en plus fiévreusement de l'actualité politique qui, avec le départ de Rákosi, les événements en Pologne et la reprise des activités du Cercle Petöfi, créait un climat d'ouverture des opportunités politiques. Comme le note l'historien Attila Szakolczai, en cet automne 1956, « les étudiants voulaient de vrais changements, et non plus seulement des mots »<sup>56</sup>.

---

<sup>53</sup> cf. CURPH n°106, p.41.

<sup>54</sup> « We discussed things in the dormitories which was a debating society until 11 pm each night. We discussed each other's writings and the political situation. One could talk fairly freely if one avoided the few unknown informers. » (CURPH n°213, p.110-111).

<sup>55</sup> cf. T. Kiss, *op. cit.*, p.13.

<sup>56</sup> « During the summer, the students were on vacation, they were on military exercise, they were working in factories, and when they got together again at university, they started to talk about the changing Rákosi-Gerö, about the events in Poland. They wanted real changes, not only words. » (Entretien avec Attila Szakolczai, Budapest, 21 juin 2004).

Au Mexique aussi, la proximité géographique des étudiants favorisa les rencontres, les discussions et, pour une minorité d'entre eux, l'adhésion à des organisations politiques contestataires comme les Jeunesses Communistes rattachées au PCM ou la Ligue Communiste Spartacus dirigée par José Revueltas.<sup>57</sup> D'après le leader étudiant Raúl Álvarez Garín, les organisations politiques de gauche se développèrent dans les universités mexicaines durant les années soixante.<sup>58</sup> Le sociologue Sergio Zermeño nous fit observer que les trois facultés de l'UNAM les plus radicales et les plus politisées à la fin des années soixante – l'École d'économie, l'École de sciences politiques et sociales et la Faculté de lettres et de philosophie – étaient alors situées dans des bâtiments très proches.<sup>59</sup> Le campus de l'UNAM s'étendant sur plus de 700 hectares, la proximité géographique de ces trois facultés facilita probablement les rencontres et les échanges entre étudiants d'économie, de lettres et de science politique.

Il est intéressant de remarquer que ces petits groupes contestataires s'organisaient concrètement, dans les facultés, sur la base de « clubs » réunissant chaque semaine des étudiants qui discutaient d'œuvres politiques et des problèmes concrets de l'université.<sup>60</sup> Caractérisés par leur petite taille, leur éparpillement et leur courte durée d'existence, ces clubs dépassaient rarement les frontières d'une faculté.<sup>61</sup> En définitive, ces groupements politiques n'étaient ni plus ni moins que des petits groupes d'amis qui se réunissaient régulièrement pour discuter et débattre de questions politiques. Quant aux étudiants mexicains qui n'appartenaient à aucune organisation politique, ils pouvaient tout simplement être amenés à discuter de politique avec leurs camarades dans les restaurants universitaires, les cafés ou les chambres d'étudiants.

Ainsi, au-delà des différences qui les séparent en termes de liberté d'expression et d'organisation, les exemples hongrois et mexicains révèlent que l'université peut être un lieu propice à la socialisation politique, qu'elle s'opère via l'influence de certains enseignants ou à

---

<sup>57</sup> cf. Annick Lempérière, *op. cit.*, p.338.

<sup>58</sup> « Se desarrolló una actividad muy intensa para la construcción de organismos políticos en el medio estudiantil. Se reconstruyó la Juventud Comunista, con una orientación diferente, en el Distrito Federal, Nuevo León, Guadalajara, Morelia y otros lugares. Se trataba de jóvenes con una gran incomprensión de los problemas políticos, pero animados por la Revolución Cubana y las movilizaciones obreras. » (R. Álvarez Garín, témoignage recueilli in H. Bellinghausen, *op. cit.*, p.26).

<sup>59</sup> Entretien avec Sergio Zermeño (Mexico, 12 décembre 2005).

<sup>60</sup> cf. témoignage de G. Guevara Niebla, recueilli in H. Bellinghausen, *op. cit.*, p.40-41.

<sup>61</sup> « Les groupes politiques étudiants se caractérisent par leur éparpillement – ils ne dépassent jamais les frontières d'une faculté – et par la brièveté de leur existence. » (A. Lempérière, *op. cit.*, p.338).



travers les discussions et les réflexions émergeant au sein de petits groupes d'étudiants. En cela, nous rejoignons Sidney Tarrow lorsqu'il suggère de prendre en compte les groupes et les réseaux sociaux incitant à rejoindre un mouvement protestataire. « Bien que ce soient des individus qui décident de participer ou non à une action collective, c'est dans leurs face-à-face de groupes, dans leurs réseaux sociaux et dans leurs institutions que l'action collective est le plus souvent activée ou poursuivie. »<sup>62</sup> Il observe d'ailleurs que les institutions sont des lieux particulièrement propices à l'émergence de mouvements protestataires.<sup>63</sup> Or dans le cas des institutions universitaires, la fréquence de la contestation politique n'est pas seulement liée à la facilité avec laquelle peuvent s'y diffuser les valeurs, les références et les croyances politiques, elle repose aussi sur un autre facteur, d'ordre organisationnel cette fois-ci : l'existence de nombreuses ressources que peuvent employer les initiateurs d'un mouvement protestataire.

## **Section B : Les ressources organisationnelles de l'université**

Observant que « certaines des populations les plus dominées ou opprimées, celles qui auraient pourtant le plus de "bonnes raisons" de se révolter, sont aussi celles qui, dans les faits, se révoltent le moins »<sup>64</sup>, des chercheurs comme John McCarthy et Mayer Zald se sont attachés à montrer que cette absence de « prise de parole » tenait avant tout à des difficultés d'organisation.<sup>65</sup> Dans une telle perspective, l'émergence d'un mouvement contestataire dépendrait étroitement du travail de préparation et d'organisation effectué par les militants politiques, syndicaux ou associatifs engagés en faveur d'une cause. La réussite d'une action collective ne dépendrait donc pas du nombre de personnes qui en sont à l'origine, mais de la qualité du travail d'organisation, ou plus exactement de « mobilisation des ressources », mené par les militants.

---

<sup>62</sup> « Although it is individuals who decide whether or not to take up collective action, it is in their face-to-face groups, their social networks and their institutions that collective action is most often activated or sustained. » (S. Tarrow, *Power in Movement*, *op. cit.*, p.21).

<sup>63</sup> « Institutions are particularly economical 'host' settings in which movements can germinate. » (*ibid.*, p.21-22).

<sup>64</sup> L. Mathieu, *op. cit.*, p.38.

<sup>65</sup> cf. J. McCarthy, M. Zald, *art.cit.*

Pour autant, une telle analyse doit être replacée dans le contexte politique et historique dans lequel elle a été élaborée : celui des démocraties occidentales de la fin des années soixante-dix. S'inscrivant « dans le cadre d'une conception générale de la démocratie participative »<sup>66</sup>, l'approche en termes de mobilisation des ressources apparaît d'autant moins pertinente pour comprendre des mobilisations en régime autoritaire que, dans les deux cas que nous étudions, ces mobilisations se sont précisément caractérisées par un climat d'improvisation et de spontanéité. Souligner la difficulté de transposer un cadre analytique élaboré dans des régimes démocratiques ne signifie pas pour autant que l'on doive nier l'importance des ressources organisationnelles dont ont pu disposer les coordinateurs de chacun de ces mouvements étudiants. L'étude des cas hongrois et mexicain révèle en effet qu'au-delà des différences profondes qui séparent ces deux exemples en termes de liberté d'expression et d'organisation, l'institution universitaire offrait, dans les deux cas, des ressources organisationnelles pour les initiateurs du mouvement.

Rassemblant un grand nombre de jeunes dans un même espace géographique, l'université offre aux initiateurs d'un mouvement contestataire une ressource importante : la facilité de regroupement des étudiants. L'analyse des premiers jours de la mobilisation hongroise de 1956 et du mouvement mexicain de l'été 1968 nous a déjà permis de voir que les amphithéâtres, les halls et les esplanades d'université constituaient des lieux privilégiés de regroupement de la population estudiantine. Mais, comme nous allons le voir, les ressources offertes par l'université ne se limitent pas à cette facilité de rassemblement. L'institution universitaire offre en effet aux initiateurs d'un mouvement contestataire d'autres facteurs comme l'accès aux machines de reproduction, la publication de revues et, dans le cas mexicain, la capacité d'organisation d'étudiants ayant déjà une expérience militante.

---

<sup>66</sup> D. Lapeyronnie, « Mouvements sociaux et action politique. Existe-t-il une théorie de la mobilisation des ressources ? », *Revue française de sociologie*, Vol. 29, No. 4, 1988, p.593.

## **I. Instrumentalisation par les étudiants hongrois des ressources organisationnelles de l'université**

Contrôlant étroitement l'université, le pouvoir politique hongrois encadrait aussi toute la vie estudiantine à travers une seule et unique organisation : la *DISZ*. Ne disposant d'aucune liberté pour s'organiser en dehors de celle-ci, ne serait-ce que pour créer un club de cinéma ou un petit cercle littéraire, les étudiants hongrois n'avaient donc aucune expérience dans l'organisation d'actions collectives. Ce fut dans une atmosphère marquée par la spontanéité et l'improvisation que les initiateurs du mouvement d'octobre 1956 instrumentalisèrent certaines ressources organisationnelles offertes par l'université. Car, au-delà de la facilité de rassemblement dont nous avons parlé précédemment, l'institution universitaire offrit aux étudiants de l'Université polytechnique de Budapest deux ressources dont ils surent se saisir : la possibilité d'insérer leurs revendications dans le journal étudiant et celle d'employer les machines à ronéotyper.

Durant la soirée du 22 octobre 1956, alors que les étudiants étaient encore en train de débattre dans le grand hall de l'Université polytechnique, certains d'entre eux se faufilèrent discrètement vers les salles d'imprimerie de la faculté. Ils avaient pourtant tenté, quelques minutes plus tôt, d'obtenir l'autorisation du recteur pour utiliser les duplicateurs de l'université afin de reproduire leur liste de revendications, mais celui-ci était resté prudent et s'était abrité derrière une réponse évasive.<sup>67</sup> Considérant, pour reprendre les termes de l'un d'entre eux, que c'était « un vieil homme, incapable de suivre la jeunesse »<sup>68</sup>, une poignée d'étudiants constitua alors un petit groupe clandestin chargé de reproduire la pétition des étudiants et l'appel à manifester. Les étudiants forcèrent la porte de la salle d'imprimerie et, aidés d'une jeune enseignante qui savait comment faire fonctionner les machines à ronéotyper, tirèrent plusieurs milliers d'exemplaires de la pétition.<sup>69</sup>

Pendant ce temps-là, un autre groupe de jeunes se chargea de convaincre le rédacteur en chef de *L'ingénieur de l'avenir*, la revue des étudiants de l'Université polytechnique, d'en

---

<sup>67</sup> Dans un témoignage rédigé le soir-même, l'étudiant Miháli Samson raconte que le Recteur aurait répondu de façon évasive : « Vous vous excitez... Vous n'êtes pas assez prudents... Il faut patienter... Je ne suis pas en accord avec vous... » (extrait du récit de Miháli Samson, reproduit in T. Méray, *op. cit.*, p.31).

<sup>68</sup> *idem.*

<sup>69</sup> *cf.* Belá Lipták, *op. cit.*, p.33.

changer la première page afin d'y faire figurer leur liste de revendications. Ce fut un étudiant de cinquième année d'ingénierie qui faisait depuis plusieurs années partie de l'équipe de rédaction du journal, István Szabó, qui téléphona au rédacteur en chef pour le convaincre de changer la Une. « Par chance, le dernier numéro était en cours d'impression ce soir-là et la revue devait sortir le lendemain, le 23 octobre. »<sup>70</sup> La première page qui avait été préparée fut enlevée et on en réimprima une nouvelle dans la nuit. En outre, les étudiants de l'Université polytechnique décidèrent de tirer un plus grand nombre d'exemplaires afin de vendre la revue dès le lendemain dans la rue.<sup>71</sup> Les contacts entre étudiants se révélèrent ainsi être d'une importance tactique pour faciliter la communication autour du mouvement politique contestataire qui était en train de naître dans l'université.

Loin d'être anecdotique, l'utilisation des salles d'imprimerie de l'université se révéla être une ressource clef pour élargir la mobilisation estudiantine. Guy Turbet Deloff, qui était alors jeune enseignant à l'Institut français de Budapest, raconte dans ses mémoires que ce fut précisément en lisant le dernier numéro de *L'ingénieur de l'avenir* que lui avait amené l'un de ses étudiants qu'il prit connaissance, dans la matinée du 23 octobre, de la pétition des étudiants.<sup>72</sup> Mais ce furent surtout les affiches placardées par les étudiants durant la nuit qui eurent le plus grand impact sur la population de Budapest. Ainsi, d'après le témoignage d'un des membres du Cercle Petöfi, « les murs, les arbres, les colonnes de publicité étaient couvertes de manifestes placardés par les étudiants et que les passants discutaient partout avec passion »<sup>73</sup>. Durant toute la matinée, ces affiches et ces prospectus allaient donner une véritable visibilité à une pétition estudiantine qui, rappelons-le, n'avait été rédigée que la veille.

Si en Hongrie l'instrumentalisation des ressources organisationnelles de l'université s'est faite de façon spontanée et improvisée, au Mexique au contraire la situation était toute autre. Bénéficiant d'une certaine expérience militante, les étudiants mexicains les plus politisés furent ceux qui rejoignirent en premier la mobilisation estudiantine. Or cette

---

<sup>70</sup> « By chance, this night, the latest issue was being printed and it was to be out on the next day, the 23<sup>rd</sup> of October. » (Entretien avec István Szabó, Budapest, 30 juin 2004).

<sup>71</sup> « They printed a larger number of papers than usual so that this student newspaper could be sold in the streets. » (*idem*).

<sup>72</sup> « Un étudiant des Beaux-Arts passe à l'Institut français en coup de vent pour montrer le premier numéro de *L'ingénieur de l'avenir*, édité par les étudiants de l'Université technique et imprimé pendant la nuit ». (G. Turbet-Deloff, *op. cit.*, p.13).

<sup>73</sup> Témoignage de Balázs Nagy, reproduit in J.-J. Marie, B. Nagy, *op. cit.*, p.183.

expérience militante allait se révéler précieuse pour organiser et coordonner un mouvement prenant rapidement une dimension politique et s'étendant, en quelques jours seulement, aux principales institutions universitaires du pays.

## **II. Expérience en termes d'organisation et de mobilisation des étudiants mexicains**

Au-delà des facilités offertes par l'université en termes de communication – impression de tracts, d'affiches et de revues étudiantes – le statut d'autonomie de l'université nationale mexicaine avait permis aux étudiants les plus politisés d'acquérir, au cours des années qui précédèrent la mobilisation de 1968, une certaine expérience dans l'organisation et la coordination d'actions collectives. Cette expérience militante s'est très rapidement révélée utile pour faciliter la coordination entre les différentes institutions universitaires au lendemain des violences perpétrées par les *granaderos* et des militaires à l'encontre des étudiants des classes préparatoires.

L'annonce de l'intervention militaire dans l'enceinte d'un bâtiment scolaire avait suscité une vaste réaction de stupeur au sein du monde étudiantin. Or ce furent les organisations étudiantes présentes dans l'université, et notamment les très officielles « Sociétés d'élèves », qui se réunirent les premières pour débattre de la situation et réagir. Un étudiant en classe préparatoire raconte en effet que dès les premiers jours du mouvement, la Société d'élèves de son école fut dissoute et spontanément transformée en « Comité de lutte ».<sup>74</sup> De la même façon, ce furent les membres des différentes Sociétés d'élèves de l'UNAM qui organisèrent, au niveau de chaque faculté, des réunions pour discuter et débattre de la situation. « Chaque faculté avait sa Société d'élèves et son organisation interne »<sup>75</sup>, explique le leader étudiantin Gerardo Estrada. Mais rapidement, on décida d'organiser des réunions rassemblant les représentants des Sociétés d'élèves de plusieurs facultés. La première de ces réunions ne rassemblait que trois facultés – Lettres, Economie et Sciences

<sup>74</sup> « Cuando se inició el movimiento estudiantil, la Sociedad de Alumnos se desintegró (...). Y formaron el primer Comité de Lucha en la Prevocacional No 2. » (Témoignage de de Luis Gómez, représentant au CNH de la Prévocacional 2, recueilli in M. Ortega Olivares, *op. cit.*, p.122).

<sup>75</sup> « Cada facultad tenía su Sociedad de Alumnos o su organización interna. » (Entretien avec Gerardo Estrada, Mexico, 15 décembre 2005).

politiques – mais, quelques jours plus tard, des représentants de plus de vingt facultés participaient aux discussions organisées sur le campus de l'UNAM.<sup>76</sup> « Ne mésestimons pas les capacités de mobilisation des bureaux des Sociétés d'élèves et des groupuscules », avertit Annick Lempérière, avant de rappeler que « c'est à partir d'eux qu'en juillet-août 1968 naîtront et se répandront, comme une traînée de poudre, les "Comités de lutte" des établissements en grève »<sup>77</sup>.

La rapide transformation des Sociétés d'élèves en Comités de lutte découle directement de l'expérience des étudiants les plus politisés dans l'organisation d'actions collectives. Entre 1960 et 1968 en effet, plus d'une quinzaine de conflits avaient éclaté dans des institutions d'enseignement supérieur. A Mexico comme dans les villes de province, dans les universités tout comme dans les centres d'enseignement technique, nombreux furent les étudiants qui participèrent à des mouvements protestataires. Réforme universitaire, solidarité avec la révolution cubaine, guerre du Vietnam, soutien aux luttes ouvrières ou paysannes, prix des transports publics, les sujets ne manquèrent pas pour que les étudiants votent la grève, descendent dans la rue et s'affrontent aux forces de l'ordre.<sup>78</sup> La participation aux mobilisations et aux luttes estudiantines permit aux étudiants les plus engagés de retirer une expérience militante précieuse pour organiser le mouvement qui éclate en juillet 1968.

Ayant soutenu les mobilisations estudiantines qui éclatèrent entre 1966 et 1968 dans les universités de province – notamment dans les Etats de Guerrero, Durango, Sinaloa, Michoaca et Chihuahua – et pris part à des actions collectives dans la capitale, comme le mouvement contre la guerre au Vietnam et la mobilisation contre le recteur Chávez, les étudiants les plus politisés de l'UNAM et de l'IPN avaient acquis une véritable expérience de l'organisation et de la coordination d'actions contestataires. Pour autant, il convient de rappeler que ces étudiants politisés ne constituaient alors qu'une minorité au sein du monde estudiantin. D'après le sociologue Sergio Zermeño, durant les mois qui précédèrent la mobilisation de l'été 1968 l'ambiance sur le campus de l'UNAM « était plus aux festivals de musique et aux ciné-clubs qu'aux assemblées et aux rassemblements politiques »<sup>79</sup>. Le leader estudiantin Gilberto Guevara Niebla confirme cette observation en rappelant que si lui et

<sup>76</sup> Entretien avec Gerardo Estrada, Mexico, 15 décembre 2005.

<sup>77</sup> A. Lempérière, *op. cit.*, p.338.

<sup>78</sup> Voir la chronologie des mobilisations étudiantes mexicaines durant les années soixante (annexe 3).

<sup>79</sup> « Predominaba más bien un ambiente de festivales musicales y de cine clubes, que una actividad de asambleas y mítines políticos. » (S. Zermeño, *México, una democracia utópica, op. cit.*, p.92-93).

d'autres leaders comme Raúl Alvarez Garín avaient précédemment milité aux Jeunesses communistes, la majorité des représentants au *CNH* n'avait pas d'expérience politique. Contre les stigmatisations du mouvement étudiant en termes de complot communiste, Gilberto Guevara Niebla souligne qu'« il est à la fois faux et mensonger de dire que le *CNH* était dominé par le parti communiste ou les trotskistes, il s'agit là de vraies sottises »<sup>80</sup>.

Seule une poignée de leaders estudiantins avait véritablement été impliquée dans des actions contestataires au cours des années qui précédèrent le mouvement de 1968, mais cette expérience s'est révélée précieuse au cours des premiers jours de la mobilisation. D'après le journaliste mexicain Raúl Jardón en effet, les organisations estudiantines de gauche furent, durant les années qui précédèrent le mouvement de l'été 1968, « l'école de formation de plusieurs des leaders les plus célèbres de la mobilisation »<sup>81</sup>. En cela, il rejoint le politiste Aldon Morris pour qui l'existence d'une tradition de protestation est un élément clef pour comprendre la facilité avec laquelle un groupe contestataire peut s'organiser : « de telles traditions contiennent des ressources matérielles et culturelles qui peuvent être injectées dans de nouveaux mouvements » et « la disponibilité de connaissances et de ressources découlant de ces traditions de protestation peut réduire significativement le temps nécessaire à la mobilisation »<sup>82</sup>.

La première de ces ressources tient peut-être à l'interconnaissance des étudiants politisés, au-delà des frontières des facultés et des institutions universitaires. « Au début du mouvement il y avait déjà une base organisatrice », note Raúl Alvarez Garín avant d'ajouter qu'il s'agissait là « d'un groupe qui se connaît et qui a des points communs »<sup>83</sup>. Ainsi par exemple, la participation au mouvement d'opposition à la guerre du Vietnam avait permis aux étudiants des diverses institutions universitaires de la capitale mexicaine de constituer des réseaux de militants. En se réunissant à partir de 1967 dans un « Comité du

---

<sup>80</sup> « Es falso y miente quien diga que en el CNH dominaba el Partido Comunista o los troskistas, esas son tonterías. » (Témoignage de G. Guevara Niebla, recueilli in E. Ascensio, *op. cit.*, p.81).

<sup>81</sup> « Esas organizaciones fueron la escuela de formación de muchos de los líderes más destacados del movimiento del 68. » (R. Jardón, *op.cit.*, p.18).

<sup>82</sup> « Such traditions contain material and cultural resources that can be injected in new movements. (...) The availability of knowledge and resources provided by protest traditions can drastically reduce the time it takes to mobilize. » (Aldon Morris, « Reflections on Social Movement Theory : Criticisms and Proposals », in J. Goodwin et J. Jasper (eds.), *op. cit.*, p.244).

<sup>83</sup> « Al inicio del movimiento existía una base organizativa; estamos hablando de un grupo que se conoce y tiene coincidencias. » (R. Alvarez Garín, *op. cit.*, p.30-31).

Vietnam »<sup>84</sup>, les étudiants de l'IPN tout autant que de l'UNAM impliqués dans des organisations contestataires allaient mieux se connaître et, parfois, nouer entre eux de vrais liens d'amitié.<sup>85</sup> Ces réseaux d'amis jouèrent un rôle décisif au cours des premiers jours de la mobilisation de l'été 1968. D'après Gilberto Guevara Niebla en effet, son amitié avec Raúl Alvarez Garín favorisa le rapprochement entre les deux grandes institutions universitaires de la capitale, l'IPN et l'UNAM :

« Lorsque le mouvement étudiant explosa, nous formions une sorte d'axe Poli-Universidad. Cela fut très utile pour l'organisation pratique et concrète. C'est de là qu'a surgi le projet de constituer un Comité National de la Grève. C'était une idée à nous. A personne d'autre. »<sup>86</sup>

Se connaissant entre eux et ayant déjà une petite expérience de coordination d'actions contestataires, les étudiants engagés dans des organisations estudiantines prirent rapidement la tête du mouvement naissant. En participant à des mobilisations estudiantines qui avaient pris une certaine dimension nationale – ce fut notamment le cas de la mobilisation des étudiants de l'école d'agriculture de Chihuahua en 1967 – ces étudiants politisés avaient retiré des enseignements utiles pour l'organisation et la coordination d'actions collectives. Ainsi, le soutien aux étudiants de Chihuahua s'était organisé dans un « Conseil national de la grève et de la solidarité » dont les étudiants s'inspirèrent en 1968 pour créer le *CNH*.<sup>87</sup>

Si les étudiants engagés dans des organisations contestataires avaient jugé utile en 1967 de constituer une coordination nationale indépendante des syndicats étudiants, c'est parce qu'ils avaient une certaine connaissance du terrain. D'après le politiste Jorge Carrión, ces étudiants politisés avaient retiré de leurs expériences antérieures, et notamment de la mobilisation de soutien aux étudiants de Chihuahua en 1967, une certaine méfiance à l'égard des leaders estudiantins liés au gouvernement et au PRI.<sup>88</sup> En outre, cette connaissance du terrain leur avait permis d'être conscients de la difficulté de coordonner une action collective

<sup>84</sup> Comité contre la guerre du Vietnam créé à l'instigation des étudiants de San Francisco.

<sup>85</sup> cf. témoignage de Raúl Álvarez Garín, recueilli in H. Bellinghausen, *op. cit.*, p.30.

<sup>86</sup> « Cuando hizo explosión el movimiento estudiantil formamos una suerte de eje Poli-Universidad. Para el funcionamiento práctico y concreto, ese eje sirvió de mucho. De ahí surgió el proyecto de un Consejo Nacional de Huelga. Fue una idea nuestra. De nadie más. » (Témoignage de G. Guevara Niebla, recueilli in H. Bellinghausen, *op. cit.*, p.42).

<sup>87</sup> « La lucha se organizó a través de un Consejo Nacional de la Huelga y Solidaridad que sería el antecedente inmediato del CNH de 1968. » (G. Guevara Niebla, *La democracia en la calle*, *op. cit.*, p.34).

<sup>88</sup> cf. J. Carrión, art. cit., p.19.



dans un contexte marqué par l'atomisation et la concurrence des groupuscules politiques. L'existence de multiples groupuscules de gauche en concurrence entre eux – qu'il s'agisse des communistes, des trotskystes, des maoïstes, des castristes ou des « cheguevaristes » – compliquait grandement la coordination d'une action collective. « Dans ces conditions, note Gilberto Guevara Niebla, organiser quelque chose à l'Université était un casse-tête. »<sup>89</sup>

Cette connaissance du terrain et cette méfiance à l'égard des différentes organisations estudiantines explique pourquoi les leaders spontanés du mouvement éclatant en juillet 1968 ont très rapidement émis l'idée de constituer un comité coordinateur de la grève indépendant des forces politiques traditionnelles. Souhaitant à la fois se libérer de l'emprise du syndicat officiel de l'IPN, la FNET, et constituer une organisation indépendante des différents groupuscules de gauche, les membres des sociétés d'élèves et les étudiants politisés décidèrent en quelques jours de constituer un organe de coordination du mouvement à la fois indépendant et transparent. Le leader estudiantin Luis González de Alba rappelle en effet que « le parti communiste comme les autres partis étaient absolument bloqués au *CNH* »<sup>90</sup>. Non seulement les fondateurs du *CNH* jugèrent nécessaire d'en interdire l'accès aux organisations politiques, mais ils décidèrent aussi d'exclure toute négociation secrète avec les autorités politiques. Conscients que toute négociation menée secrètement contenait des risques de corruption ou de récupération, les membres du *CNH* réaffirmèrent tout au long du mouvement estudiantin leur volonté d'organiser un dialogue public avec les dirigeants politiques.<sup>91</sup>

L'exigence d'indépendance et de transparence témoigne de la connaissance du terrain et de la prise en compte des leçons que les leaders estudiantins avaient pu tirer de leurs participations antérieures à des actions collectives. Mais plus généralement, l'exemple mexicain révèle l'importance des étudiants expérimentés dans l'organisation de la mobilisation ou, en d'autres termes, l'importance des « leaders » du mouvement. « Un mouvement de cette ampleur ne s'improvise pas soudainement »<sup>92</sup>, note Marta Servín, l'une des représentantes au *CNH* de l'IPN. Elle précise en effet que les membres de « l'appareil

<sup>89</sup> « En esas condiciones, organizar a la Universidad era un acertijo. » (Témoignage de G. Guevara Niebla, recueilli in H. Bellinghausen, *op. cit.*, p.52).

<sup>90</sup> « Tanto el Partido Comunista, como cualquier otro partido estaban absolutamente bloqueados en el CNH. » (Témoignage de L. González de Alba, recueilli in E. Ascensio, *op. cit.*, p.69).

<sup>91</sup> cf. E. Condés Lara, *art. cit.*, p.72.

<sup>92</sup> « Un movimiento de esa magnitud no se improvisa de repente. » (Témoignage de Marta Servín, représentante au *CNH* de l'Ecole supérieure de biologie de l'IPN, recueilli in E. Ascensio, *op. cit.*, p.145).

organisateur » ne s'étaient pas improvisés à cette fonction car « il y avait eu plusieurs mouvements avant celui de 1968 au cours desquels les gens avaient formé et clarifié leurs idées »<sup>93</sup>. Ce témoignage rejoint l'argument d'Aldon Morris, selon lequel « les leaders préexistants d'un groupe contestataire sont essentiels durant la phase initiale de mobilisation d'un mouvement de masse »<sup>94</sup>. Pour autant, l'exemple hongrois nous avait montré qu'un mouvement protestataire pouvait émerger grâce au travail d'acteurs s'improvisant soudainement organisateurs d'une action collective.

Soulignant dans le cas mexicain le rôle joué par les étudiants les plus politisés, nous avons surtout mis l'accent sur les facilités d'organisation liées à l'existence de réseaux de militants dans cet îlot de libertés que constituait alors l'université mexicaine. Mais il est une autre caractéristique de l'institution universitaire qu'il convient d'étudier de plus près dans nos deux cas : le prestige lié à l'accès à l'université et le « sentiment de compétence politique » susceptible d'en découler.

### **Section C : Privilège d'accéder à l'enseignement supérieur et « sentiment de compétence politique »**

« Durant la décennie des années soixante, j'avais pour préoccupation, intérêt et rêve de mettre un terme aux injustices qui régnaient au Mexique et je pensais que nous, les étudiants, nous avons le privilège et l'obligation de connaître pour développer des visions du monde et parvenir à reconstruire le système afin de satisfaire les besoins humains. »<sup>95</sup> Recueillie trente ans après la mobilisation de 1968, cette réflexion d'un étudiant mexicain invite à s'interroger sur le lien pouvant exister entre deux sentiments : celui d'avoir le privilège d'accéder à des connaissances et celui d'avoir une aptitude à participer à la vie politique. Cette hypothèse semble confirmer l'observation de Lilian Mathieu lorsqu'il note que « le recours à l'action

<sup>93</sup> « Yo hablo del aparato organizativo, el que convocaba, el que planteaba alternativas, un pliego de seis puntos, esa gente no era gente improvisada, no fuimos gente improvisada, hubo varios movimientos previos al 68 en donde la gente se fue fogueando y clarificando ideas. » (*idem*).

<sup>94</sup> « Preexisting leaders of a challenging group are crucial to the initial mobilizing stage of a mass movement. » (Aldon Morris, art. cit., p.242).

<sup>95</sup> « En la década de los sesentas mi preocupación, interés y sueño eran, acabar con las injusticias prevalecientes en México y pensaba que los estudiantes teníamos el privilegio y el compromiso de conocer para construir percepciones del mundo y lograr reconstruir sistemas para satisfacer las necesidades humanas. » (Témoignage de Carlos Razo, recueilli in M. Ortega Olivares, *op. cit.*, p.229).

protestataire n'est pas tant le fait des plus dominés que de ceux que l'on pourrait appeler les "dominants parmi les dominés" »<sup>96</sup>. Les études sur le militantisme révèlent en effet que « les militants se recrutent majoritairement parmi les individus qui disposent d'un haut niveau de politisation, lequel est généralement corrélé à un haut niveau de diplôme »<sup>97</sup>.

Daniel Gaxie avait déjà, en 1978, exposé la thèse d'une corrélation entre politisation et niveau de diplôme en montrant que le « sentiment de compétence politique » dépendait d'aptitudes très inégalement partagées à donner du sens aux problèmes politiques.<sup>98</sup> Recherchant les composantes de cette compétence politique, il notait que la « connaissance phénoménologique du champ politique »<sup>99</sup> tout comme la capacité à « ordonner, donc à donner un sens à l'espace politique »<sup>100</sup> étaient étroitement liés au niveau de connaissance initial.<sup>101</sup> Or le passage par l'université apparaît comme une étape clef dans la transmission de connaissances favorisant la compréhension du champ politique. Le « sentiment de compétence politique » pouvant découler de cette aptitude à comprendre et analyser le régime politique constitue donc une piste supplémentaire pour expliquer les liens unissant l'institution universitaire et la contestation politique.

Afin de mieux comprendre pourquoi les étudiants hongrois et mexicains ont pu partager le sentiment qu'ils avaient leur mot à dire sur la nature et le fonctionnement des institutions politiques, il convient d'analyser dans ces deux pays l'image associée au fait de poursuivre des études supérieures. Nous verrons en effet que dans un contexte où seule une minorité de jeunes pouvait accéder à l'université, être étudiant était un privilège que l'on associait souvent à celui de future élite (I). Mais surtout, l'université apparaît être un lieu de transmission de connaissances propice à la diffusion, au sein du monde étudiantin, du sentiment d'avoir une certaine compétence politique (II).

---

<sup>96</sup> L. Mathieu, *op. cit.*, p.21.

<sup>97</sup> *idem*.

<sup>98</sup> « La relation entre la politisation et le sentiment de sa propre compétence suggère que l'intérêt accordé aux problèmes politiques dépend d'une aptitude très inégalement partagée à leur donner un sens. » (D. Gaxie, *op. cit.*, p.63).

<sup>99</sup> D. Gaxie, *op. cit.*, p.64.

<sup>100</sup> D. Gaxie, *op. cit.*, p.76.

<sup>101</sup> « L'accumulation de savoirs politiques semble bien dépendre du niveau de connaissance initial. » (D. Gaxie, *op. cit.*, p.70).

## I. Le prestige des « futures élites »

En 1967, au cours d'une conférence internationale organisée à Porto Rico sur le thème « Les étudiants et la politique », le chercheur vénézuélien Orlando Albornoz rappelait que les étudiants des pays en voie de développement constituaient alors « des secteurs de la jeunesse généralement associés aux futures élites du pays »<sup>102</sup>. Or en tant qu' « élite émergente », les étudiants devaient selon lui être des individus « évidemment intéressés par la marche de la société dans laquelle ils vont vivre leur vie d'adulte »<sup>103</sup>. Plus généralement, le fait que l'université soit considérée comme le lieu de formation des futures élites contribue à ce que les étudiants intériorisent cette position et accordent de l'intérêt aux évolutions politiques et sociales de leur pays.

Ainsi, dans l'introduction d'un ouvrage collectif consacré aux mouvements étudiants à travers le monde, Philip Altbach suggérait en 1981 que la situation privilégiée des étudiants dans les pays en voie de développement constituait une variable analytique essentielle pour l'étude des mobilisations estudiantines.<sup>104</sup> Dans des pays où l'accès à l'université n'est réservé qu'à une minorité de jeunes, les étudiants sont susceptibles d'avoir intériorisé cette position privilégiée de future élite et, dès lors, de partager un sentiment de distinction.<sup>105</sup> Conscients de détenir un statut particulier, les étudiants peuvent donc être amenés, dans un contexte politique et cognitif propice à l'engagement politique, à vouloir participer à un mouvement qui concerne la nature même du régime politique dans lequel ils vivent.

Le lien unissant l'université et le monde des élites politiques et sociales est tout particulièrement étroit dans le cas mexicain où l'UNAM est considérée comme le lieu privilégié de formation des dirigeants politiques et économiques. D'après Gerardo Estrada, « l'une des relations les plus complexes de la vie politique mexicaine est celle qu'ont entretenue les universités publiques, en particulier l'Université nationale autonome de Mexico

---

<sup>102</sup> « Son mirados con cierta tolerancia por los grupos policiales o de control del orden público, por construir sectores de la juventud generalmente asociados con las élites del país. » (O. Albornoz, *Estudiantes y Desarrollo Político*, Caracas, Monte Avila Editores, 1968, p.19).

<sup>103</sup> « Como élite intelectual y profesional (...) son grupos cuyos individuos están interesados obviamente en la marcha de la sociedad en la cual van a vivir su vida adulta. » (*ibid.*, p.20).

<sup>104</sup> cf. Philip G. Altbach (dir.), *Student Politics*, op. cit., p.5 et suiv.

<sup>105</sup> « Third World university students constitute an incipient elite and have, in many countries, a consciousness that they are somehow special. » (*ibid.*, p.6).

(UNAM), et l'Etat »<sup>106</sup>. Car si l'histoire de l'UNAM a depuis 1929 été traversée par de nombreux mouvements contestataires, il ne faut pas oublier que cette université a durant la même période joué un rôle fondamental dans la formation et le recrutement des dirigeants du pays. Alain Touraine ne manque pas de rappeler que « l'UNAM n'est pas seulement l'espace de formation des bons professionnels, des médecins et des avocats en particulier, c'est aussi le site principal de cooptation des élites dirigeantes : politiques, administratives et même économiques »<sup>107</sup>.

Annick Lempérière note en effet que « compte tenu des limites de la démocratisation de l'enseignement supérieur et de l'absence de démocratie politique », la densité des relations entre les élites politiques, technocratiques et intellectuelles constituait alors au Mexique « une structure du système politique en vigueur ».<sup>108</sup> Alors qu'avant la révolution mexicaine les élites politiques se recrutaient principalement dans les milieux militaires, la complexification de l'appareil administratif favorisa le recrutement des jeunes diplômés. Cette évolution du recrutement des élites généra un système dans lequel l'accès aux grandes universités était la porte d'entrée aux postes politiques, à condition bien sûr d'être coopté par l'appareil du parti. « L'UNAM est l'antichambre de la politique, le point de départ des carrières qui conduisent au pouvoir »<sup>109</sup>, rappelle Roderic Camp dont les analyses révèlent qu'entre 1934 et 1976, 63,5 % des hommes politiques mexicains étaient diplômés de l'UNAM, cette proportion montant à 70 % pour les sénateurs.<sup>110</sup> Les passerelles existant entre les institutions universitaires de la capitale et les cercles dirigeants constituent une composante du système politique mexicain que l'on ne saurait négliger lorsque l'on cherche à comprendre les facteurs ayant pu inciter les étudiants à participer à un mouvement politique.

L'hypothèse d'une corrélation entre le sentiment de faire partie des futures élites du pays et celui d'avoir une certaine compétence à participer à une mobilisation politique n'est pas sans intérêt non plus dans le cas hongrois. D'après l'historien Janos Bak, le fait que ce

---

<sup>106</sup> « Una de las relaciones más complejas de la vida política de México es la que han mantenido las universidades públicas, en particular la Universidad Nacional Autónoma de México (UNAM), y el Estado. » (G. Estrada, *op. cit.*, p.17).

<sup>107</sup> « La UNAM no es solamente un espacio para la formación de buenos profesionales, de médicos y abogados en particular; es el sitio principal de cooptación de las élites dirigentes : políticas, administrativas e incluso económicas. » (A. Touraine, préface de l'ouvrage de G. Estrada, *op. cit.*, p.13).

<sup>108</sup> A. Lempérière, *op. cit.*, p.200.

<sup>109</sup> R. Camp, cité dans la conclusion de GRAL, Institut d'Etudes Mexicaines, *Champs de pouvoir et de savoir au Mexique*, Paris, Editions du CNRS, 1979, p.214.

<sup>110</sup> *idem*.

soient les étudiants de l'Université polytechnique, et non pas ceux des facultés de lettres par exemple, qui aient pris l'initiative de rédiger une pétition et d'appeler à manifester le 23 octobre 1956 ne relève peut-être pas du hasard. Il note en effet que « les étudiants de l'Université polytechnique étaient conscients du fait qu'ils seraient bientôt des personnes assez importantes, en tant que chefs ingénieurs, alors que dans les facultés de lettres, à moins d'obtenir un emploi à l'université, vous ne seriez jamais quelqu'un de très important »<sup>111</sup>. La perspective d'être destiné à un poste d'ingénieur en chef dans un régime politique valorisant largement le travail de l'ouvrier contribua peut-être à diffuser le sentiment, parmi les étudiants de l'Université polytechnique de Budapest, qu'ils avaient des chances de devenir bientôt des personnes importantes.

Ce sentiment d'appartenir à une minorité de jeunes relativement privilégiée était renforcé par le fait qu'il était particulièrement difficile en Hongrie d'accéder à l'université, notamment lorsque l'on provenait des milieux sociaux mal perçus par le régime. Pour les jeunes dont les fichiers *kaders* révélaient qu'ils provenaient des « mauvaises catégories », les enfants d'intellectuels, de professions libérales, de commerçants ou de propriétaires terriens, la porte de l'université était presque fermée. La meilleure façon de contourner cette fermeture était alors de travailler plusieurs années à l'usine afin de candidater à l'université en tant qu'ouvrier. Un étudiant de l'Université polytechnique raconte ainsi qu'après avoir fini ses études secondaires, il n'avait pas réussi à entrer à l'université car son père avait été professeur dans une école normale. Il a donc dû travailler plusieurs années dans une usine textile afin d'obtenir de bons rapports dans son fichier et être admis à l'Université polytechnique.<sup>112</sup> Une autre façon de contourner le système des *kaders* consistait à faire jouer les contacts de la famille dans l'administration universitaire. Ce fut le cas de l'étudiant de Szeged Miklós Vető dont l'origine aristocratique l'avait empêché d'entrer à l'université de lettres de Budapest, bien qu'il ait obtenu un premier prix de littérature au lycée. Grâce à des amis de ses parents qui enseignaient à Szeged, il réussit à se faire admettre dans cette université de province pour étudier le droit, une discipline qu'il n'avait pu choisir.<sup>113</sup>

---

<sup>111</sup> « I was thinking that the students of the technical university were aware of the fact that they will be quite important persons pretty soon as chief engineers, much less the philosophical faculties because there you would be happy if you get a high school teaching job, you would never be very important. » (Entretien avec Janos Bak, Budapest, 30 juin 2004).

<sup>112</sup> Témoignage d'un étudiant de l'Université polytechnique (CURPH n° 133, p.22).

<sup>113</sup> Entretien avec Miklos Vető (Paris, 30 septembre 2004).

Ce mode de sélection sévère des étudiants hongrois en fonction de leurs fichiers personnels témoigne du privilège que constituait alors l'accès à l'université et, plus généralement, du prestige associé au statut d'étudiant. Pour autant, il convient de remarquer que loin de les inciter à participer à un mouvement contestataire, la difficulté qu'ont pu rencontrer certains jeunes Hongrois à intégrer une université a plutôt tendu à les dissuader de participer à la mobilisation étudiante. Ainsi Miklós Vetö, bien qu'il était un proche ami des initiateurs du mouvement de Szeged, jugea au début de la mobilisation plus prudent de ne pas y participer. Conscient en effet que son origine aristocratique en faisait un étudiant connu des services secrets, il préféra durant les premiers jours de la mobilisation ne pas soutenir l'initiative de ses deux amis, Tamas Kiss et András Lejtényi. Mais quelques jours plus tard, lorsque le mouvement prit une réelle ampleur, il n'hésita plus et se mêla à la foule des étudiants contestataires.<sup>114</sup>

Si le rapport entre la difficulté d'accéder à l'université et l'incitation à investir la scène politique est loin d'être évident à identifier dans le cas hongrois, dans le cas mexicain au contraire le fait que seulement une minorité de jeunes puisse accéder à l'université et à l'ascenseur social qui lui est associé semble clairement avoir nourri la confiance que les étudiants avaient en eux-mêmes. Dans un pays où 28% de la population n'avait jamais été à l'école et où 45 % des habitants n'avait pas dépassé le niveau de l'école primaire,<sup>115</sup> accéder à l'université, et plus particulièrement à l'une des grandes universités de la capitale, relevait du rêve. Cette remarque d'un étudiant en droit à l'UNAM nous donne une idée de la force du prestige de cette institution universitaire :

« L'émotion de rentrer à l'UNAM, je ne pouvais la changer contre rien au monde, et je ne l'aurais changée contre rien au monde. »<sup>116</sup>

Ce n'est donc pas un hasard si Gerardo Estrada a intitulé « Un rêve de tout Mexicain »<sup>117</sup> le premier chapitre de l'ouvrage qu'il consacre à cette université. Selon lui, l'idéal méritocratique est très fortement ancré dans les représentations collectives au Mexique : « l'une des histoires les plus racontées aux enfants mexicains est celle qui raconte

<sup>114</sup> *idem.*

<sup>115</sup> « Se calcula que todavía en 1964-65 el 28.0% de la población nacional mayor de 6 años no asistió nunca a la escuela y que otro 44.9% sólo había estudiado hasta el cuarto grado primario. » (F. Carmona, art. cit., p.195).

<sup>116</sup> « La emoción de ingresar a la UNAM no la podía cambiar con nada, ni la hubiese cambiado por nada. » (Témoignage écrit d'un étudiant en droit, recueilli par D. Cazés, *op. cit.*, p.30).

<sup>117</sup> « Un sueño de todo mexicano » (G. Estrada, *op. cit.*, p.23).

la vie d'un petit berger du Oaxaca qui, grâce à sa persévérance à étudier, est devenu gouverneur de son Etat et, plus tard, président du Mexique »<sup>118</sup>. L'histoire de Benito Juarez, le premier président mexicain d'origine indienne, est ainsi devenue le symbole de l'ascension sociale rendue possible par le système scolaire. Si le mythe méritocratique est tout particulièrement ancré dans les valeurs des classes moyennes mexicaines qui voient dans les études supérieures un moyen pour leurs enfants d'accéder à une position sociale valorisée, l'université jouit de façon générale d'un réel prestige auprès de la population mexicaine. Ainsi, d'après Gerardo Estrada, la société mexicaine accorde une « importance démesurée » à « la détention de titres universitaires »<sup>119</sup>.

Durant les années soixante, ce prestige était tout particulièrement grand auprès de la population paysanne, pour qui les étudiants étaient des jeunes bien éduqués, vivant en ville et provenant de bonnes familles.<sup>120</sup> L'ancien étudiant Guillermo Palacios nous raconta en effet que le jour du massacre de Tlateloco, il vit que l'un des soldats était en train de pleurer. Son récit nous éclaire sur la façon dont la population d'origine rurale percevait alors la jeunesse universitaire :

« Quand vint le massacre de Tlatelolco, je me rappelle parfaitement d'un soldat, très jeune, qui s'occupait de nous après la fusillade et qui était en train de pleurer. Il était très effrayé, très impressionné par ce qui venait de se passer. Des étudiants de classe préparatoire lui demandèrent alors : "Qu'est-ce qui t'arrive ? Pourquoi pleures-tu, tu passes ta vie à tuer des paysans ?" Et le jeune homme répondit : "Oui, mais les paysans c'est une chose, les étudiants c'en est une autre". Que des soldats d'origine paysanne aillent à la ville de Mexico et doivent tuer des étudiants, il n'avait jamais pensé que cela puisse se produire. »<sup>121</sup>

<sup>118</sup> « Una de las historias más contadas a los niños mexicanos en la escuela primaria es aquella que relata la vida del pequeño pastor de Oaxaca que, gracias a su empeño a estudiar, llegó a ser gobernador de su estado y más tarde presidente de México. » (*idem*).

<sup>119</sup> « La sobrevalorada importancia que la sociedad otorga a la posesión de un título académico. » (G. Estrada, *op. cit.*, p.17).

<sup>120</sup> Question : « ¿Y porque los estudiantes tienen este prestigio para los campesinos? » ; Réponse : « Porque son de la ciudad, son hijos de papas, que comen bien. Son gente a quien los indígenas y los campesinos los tienen respeto porque son de la ciudad. » (Extrait de l'entretien avec Guillermo Palacios, Mexico, 19 décembre 2005).

<sup>121</sup> « Cuando vino la masacre de Tlatelolco, yo me acuerdo perfectamente de un soldado, muy joven, que no estaba cuidando después del tiroteo, que estaba llorando. Estaba muy asustado, estaba muy impresionado con lo que había pasado. Estudiantes de preparatoria le preguntaron: '¿Qué te pasa? ¿Porque estás llorando, vives matando campesinos?' El muchacho dijo: 'Sí, pero una cosa es campesinos, otra cosa es estudiantes'. Soldados de origen campesino-rural van a la ciudad de México y tienen que matar estudiantes, y eso es una cosa que él no se le había ocurrido que podía suceder. » (*idem*).



Aux yeux de ce soldat d'origine rurale, les étudiants étaient bien une catégorie à part, jouissant d'un certain prestige. Un ancien étudiant de l'UNAM nous confia d'ailleurs que les étudiants avaient à cette époque un certain sentiment d'impunité. Alors qu'aujourd'hui l'université mexicaine s'est ouverte aux jeunes d'origine populaire, à cette époque, la majorité des étudiants provenaient des classes moyennes et supérieures. Rappelons en effet qu'en 1968, seulement 17,52 % des étudiants de l'UNAM étaient originaires de milieux ouvriers ou paysans. Dans un tel contexte, la jeunesse universitaire avait tendance à penser que le gouvernement ne pouvait pas réprimer une jeunesse qui était à son image. « Nous avons le sentiment que la répression c'était pour les ouvriers, pas pour les fils de classe moyenne »<sup>122</sup>, confia Gerardo Estrada.

En définitive, quelque soit le mode de sélection des étudiants, le fait que l'accès à l'université ne soit réservé qu'à une minorité de jeunes contribua, en Hongrie comme au Mexique, à renforcer l'impression d'appartenir à un groupe privilégié et jouissant d'un certain prestige aux yeux du reste de la population. Cette situation particulière a probablement nourri un sentiment clef pour comprendre la participation à un mouvement protestataire : celui d'avoir la capacité de prendre la parole. Car si l'université est le lieu privilégié de formation des futures élites politiques et sociales, elle demeure aussi un lieu privilégié de socialisation politique et de transmission de connaissances susceptibles de développer, au sein du monde étudiantin, un « sentiment de compétence politique ».

---

<sup>122</sup> « Sentíamos que la represión era para los obreros, pero no para los hijos de las clases medias. » (Entretien avec G. Estrada, Mexico, 14 décembre 2005).

## II. Etudes supérieures et sentiment de « compétence politique »

S'interrogeant sur les raisons qui poussent des jeunes, pourtant issus de milieux favorisés, à participer activement à un mouvement contestant la nature du régime et l'ordre établi, Gerardo Estrada suggère que « la réponse se trouve peut-être dans le rôle transformateur joué par l'enseignement, qui modifie la perception et la connaissance que les individus se font du monde qui les entoure »<sup>123</sup>. Mais la relation entre l'université et la contestation ne se limite pas à cette fonction de socialisation politique, elle repose aussi sur un sentiment susceptible de se développer dans des lieux où la connaissance et le savoir sont valorisés : le sentiment de détenir une certaine capacité à comprendre les questions politiques et, par extension, à participer à la vie politique.

D'après Daniel Gaxie en effet, « ce sont les agents socialement et culturellement favorisés qui disposent des instruments nécessaires au déchiffrement des significations politiques des événements politiques »<sup>124</sup>. Alors que les autres agents « sont comme submergés par des messages auxquels ils ne peuvent trouver de sens » et « ressentent de façon particulièrement aigüe le sentiment de leur propre incompetence », Daniel Gaxie observe que « les membres des groupes cultivés s'estiment davantage fondés à se prononcer »<sup>125</sup>. Parce qu'ils détiennent des connaissances leur donnant des clefs pour comprendre le système politique, les étudiants sont plus disposés que des personnes n'ayant pas poursuivi d'études à s'intéresser aux questions et aux enjeux politiques. La facilité relative avec laquelle les étudiants peuvent analyser et comprendre le monde qui les entoure semble confirmer le propos de Sergio Zermeño : face à un pouvoir politique autoritaire, la jeunesse universitaire peut opposer le pouvoir de la connaissance.<sup>126</sup> Et ce sociologue de l'UNAM de proposer pour résumer l'image du David et du Goliath : face à la structure du pouvoir en place, les étudiants disposent d'une arme, l'arme du savoir.<sup>127</sup>

<sup>123</sup> « En principio la respuesta parece encontrarse en el papel transformador que desempeña la educación en toda sociedad, lo cual altera la percepción y el conocimiento que los individuos tienen sobre el mundo que le rodea. » (G. Estrada, *op. cit.*, p.105).

<sup>124</sup> D. Gaxie, *op. cit.*, p.118.

<sup>125</sup> *idem.*

<sup>126</sup> Entretien avec S. Zermeño, Mexico, 12 décembre 2005.

<sup>127</sup> *idem.*

Durant la mobilisation mexicaine de 1968, certains slogans étudiantins suggéraient en effet que les étudiants se définissaient eux-mêmes par le fait qu'ils détenaient des connaissances, par opposition aux *granaderos*, les membres de la police militarisée, qu'ils accusaient volontiers d'être ignorants et analphabètes. Ainsi, dans un prospectus distribué durant le mois d'août, les étudiants affirmaient que les responsables de la répression de la manifestation du 26 juillet étaient les chefs de police Cueto et Mendiolea et leur « corps analphabète de granaderos »<sup>128</sup>. De la même façon, les jeunes Mexicains se plaisaient à dire durant la mobilisation qu'« il est impossible d'établir le dialogue avec les granaderos et l'armée parce que nous, les étudiants, nous parlons le langage de l'intelligence »<sup>129</sup>. Derrière ces citations, se dessine un sentiment propice à la participation à un mouvement politique contestataire : le sentiment d'avoir une compétence à prendre la parole dans le domaine politique.

Ce sentiment de « compétence politique » ne tient pas seulement aux connaissances spécifiques transmises par le système scolaire, il dépend aussi des incitations à réfléchir et à s'intéresser à d'autres domaines comme celui de la culture ou des questions sociétales. Or, comme le remarquait Daniel Gaxie en 1978, « le système scolaire favorise aussi l'acquisition d'une disposition à s'intéresser aux grands et aux petits sujets qui alimentent les conversations cultivées »<sup>130</sup>. L'exemple hongrois est à cet égard particulièrement éclairant car on note que durant les années qui précédèrent la mobilisation des 1956, les étudiants constituaient le principal auditoire des divertissements culturels. Bénéficiant de tarifs très avantageux pour assister aux pièces de théâtre, aux séances de cinémas ou aux opéras, les étudiants avaient le privilège de pouvoir accéder régulièrement à la culture. Contrairement au discours des dirigeants communistes, ce n'était pas le prolétariat qui fréquentait les salles d'opéra, de théâtre ou de concert, mais bien le public habitué à ces lieux de culture.<sup>131</sup> D'après une étudiante qui travaillait alors à l'accueil d'un théâtre de Budapest, « le public des pièces de théâtre sérieuses et plus encore des concerts n'était pas la classe ouvrière et paysanne épuisée

<sup>128</sup> « Los responsables primarios son: CUETO y MENDIOLEA y su analfabeto cuerpo de granaderos. » (Prospectus étudiant distribué au mois d'août 68, Archives de l'UNAM, Caisse 58, exp.314, doc.37).

<sup>129</sup> « Es imposible establecer el diálogo con los granaderos y el ejército porque los estudiantes hablamos el lenguaje de la inteligencia. » (Slogan cité par Carlos Martínez Assad, témoignage recueilli in H. Bellinghausen, *op. cit.*, p.74).

<sup>130</sup> D. Gaxie, *op. cit.*, p.169.

<sup>131</sup> « The claim of the Communists that they have opened the opera, the theatres and concert halls for the proletariat contained more myth than reality. » (Témoignage d'une étudiante de Budapest travaillant dans un theatre de la capitale, CURPH n°434, p.6).

par le travail, mais provenait plutôt de l'ancienne et de la nouvelle intelligentsia, des classes moyennes et, bien sûr, des étudiants »<sup>132</sup>.

Mais en assistant aux divertissements culturels, les étudiants hongrois n'avaient pas seulement la chance « d'appartenir au monde cultivé »<sup>133</sup>, pour reprendre les termes de Daniel Gaxie et de Pierre Bourdieu, ils pouvaient aussi accéder aux canaux de diffusion du mouvement critique initié par les écrivains hongrois à partir de l'automne 1955. Le théâtre et l'opéra se révélèrent en effet, au cours de l'année 1956, être des lieux privilégiés de diffusion subtile et à moitié masquée d'un discours de plus en plus critique à l'égard des pratiques autoritaires du régime de Mathias Rákosi. Ainsi par exemple, durant la représentation de la pièce *Richard III* de Shakespeare au Théâtre national de Budapest, le public n'eut aucun mal à reconnaître Mathias Rákosi dans le personnage du tyran audacieux.<sup>134</sup> Une étudiante raconte que « le public était mort de rire car il savait exactement que c'était le régime dont on se moquait, et il reconnaissait chaque fois les personnages que les acteurs ridiculisaient »<sup>135</sup>.

L'opéra constituait lui aussi, durant cette année 1956, un outil de critique du régime qui n'échappait pas au public et donc aux étudiants présents dans l'auditoire. Enfin autorisé le 20 août 1956 après avoir été longuement interdit, l'opéra *Miklós Zrínyi* mis en musique par le compositeur Zoltán Kodály se transforma en symbole de la résistance des Hongrois face à l'opresseur. Une étudiante raconte en effet que le refrain « Ne faites pas de mal à un Hongrois »<sup>136</sup> suscita un tonnerre d'applaudissements : « le public s'est soudainement libéré et ne voulait plus arrêter d'applaudir »<sup>137</sup>. Cet enthousiasme collectif avait une telle portée politique que les dirigeants hongrois présents ce soir-là ne purent supporter cet affront. « En voyant cela, relate cette étudiante, Révai fou de rage a bondi de son siège dans sa loge et s'est

<sup>132</sup> « The public of the serious theatre and even more of the concerts was not the harassed and overworked working class and peasantry but came from the old and the new intelligentsia, middle class and, of course, the students. » (*idem*).

<sup>133</sup> D. Gaxie, *op. cit.*, p.170. Il reprend ici l'observation de Pierre Bourdieu et Alain Darbel au sujet de la visite des musées : « Si l'accès à la faculté déchaîne chez la plupart des étudiants une sorte de boulimie culturelle, c'est qu'il marque (entre autres choses) l'entrée dans le monde cultivé, c'est-à-dire l'accès au droit et, ce qui revient au même, au devoir de s'appropriier la culture. » (P. Bourdieu, A. Darbel, *L'amour de l'art, les musées et leur public*, Paris, Les Editions de Minuit, 1966, p.99).

<sup>134</sup> cf. G. Litván, *op. cit.*, p.38.

<sup>135</sup> « The public almost died with laughter because it knew exactly that the regime was the one which was made a laughing-shock by the actors and they even knew each time who was the person at whom they poked fun. » (CURPH n°434, p.3).

<sup>136</sup> « Ne bántsd a maggyart » (CURPH n°434, p.4).

<sup>137</sup> « The public simply went wild and did not want to stop the applause. » (*idem*).

enfui de la salle de concert. »<sup>138</sup> Au-delà de l'intérêt de cet épisode en termes d'ouverture des opportunités politiques, il convient de souligner que les étudiants constituaient une grande partie de l'auditoire ce soir-là. D'après un témoin en effet, cette performance se transforma en grande manifestation, où des milliers d'étudiants étaient rassemblés et montraient leurs sentiments »<sup>139</sup>.

Le sentiment de compétence politique des étudiants hongrois lié à leur connaissance du mouvement contestataire émergent au sein des milieux littéraires et artistiques se trouva confirmé, en cette année 1956, par leur participation massive aux débats organisés par les jeunes intellectuels du Cercle Petöfi. Constituant le gros de l'auditoire de cette « tribune de l'opposition »<sup>140</sup>, les étudiants comptaient alors parmi les acteurs les mieux informés du courant intellectuel critique. Cette spécificité des étudiants mérite d'autant plus d'être mentionnée que tous les jeunes hongrois n'étaient pas aussi bien informés qu'eux au niveau de la situation politique. Ainsi, d'après un médecin hongrois qui soigna durant le soulèvement d'octobre 1956 de nombreux insurgés, « il y avait un certain nombre de jeunes parmi les combattants qui ne connaissaient rien du Cercle Petöfi (...) et pour qui le nom de Gomulka n'évoquait rien du tout »<sup>141</sup>. Les « compétences politiques » dont disposaient alors les étudiants hongrois, en termes de connaissance de la situation politique, de sensibilité au courant contestataire initié par les écrivains et les intellectuels hongrois et, plus généralement, de capacité à s'intéresser à des domaines variés, constituent donc des éléments pertinents pour comprendre pourquoi la mobilisation d'octobre 1956 est née dans l'université.

Cette relation entre l'institution universitaire et la diffusion d'un « sentiment de compétence politique » semble finalement confirmer une remarque formulée par François Fejtö : « l'intelligentsia – les gens lettrés et les étudiants – constituent l'âme vivante de l'opposition »<sup>142</sup>.

<sup>138</sup> « Seeing this, Révai, mad with anger, jumped up from his seat in his box and ran out of the concert hall. » (*idem*).

<sup>139</sup> « This performance also became a major demonstration, where thousands of students assembled, showing their feelings. » (Témoignage d'un acteur de theatre, CURPH n°251, p.2).

<sup>140</sup> Le comparant à une « tribune de l'opposition », Miklós Molnár note en effet que « le Cercle Petöfi était à la fois assez limité et suffisamment contrôlé par les autorités pour pouvoir poursuivre son existence, et en même temps assez large et assez libre pour que l'opposition pût s'y manifester efficacement ». (M. Molnár, *Victoire d'une défaite*, *op. cit.*, p.91).

<sup>141</sup> « There was any number of youngsters amongst the fighters who knew nothing about the Petöfi Circle (...), to whom Gomulka's name was equally unknown. » (Témoignage cité par B. Lomax, *op. cit.*, p.111).

<sup>142</sup> Entretien avec François Fejtö, Paris, 21 décembre 2004.

\*                      \*

\*

En nous inspirant de l'approche institutionnaliste, nous venons de dégager plusieurs éléments permettant de comprendre l'affinité élective existant entre l'appartenance au monde universitaire et l'aspiration à participer à un mouvement contestataire. En effet, parce qu'elle est non seulement un lieu de transmission de savoirs, mais aussi de rassemblement de jeunes dans un même espace géographique, l'université peut facilement se transformer en lieu de politisation et de diffusion d'un sentiment de « compétence politique ». Pour autant, ce rapport entre l'institution universitaire et la contestation politique ne s'arrête pas là. Il est en effet un autre type de lien, beaucoup plus subjectif cette fois-ci, qui mérite d'être étudié : l'imaginaire collectif rattaché à l'université. Car dans le cas hongrois comme dans le cas mexicain, on observe que la référence à des mobilisations politiques passées a contribué à nourrir l'imaginaire des étudiants jusqu'à les inciter à agir en participant au mouvement contestataire naissant.



## **Chapitre 6 : Symbole de l'étudiant contestataire et sentiment d'avoir un rôle politique à jouer**

*Dans ce déconcertant labyrinthe que constitue la réalité mythique, à celui qui a eu l'audace d'y pénétrer, elle apporte à tout le moins la promesse d'un fil conducteur.*

Raoul Girardet\*

Durant l'insurrection hongroise de 1956, « l'étudiant était, parce qu'étudiant, tenu par la foule pour un guide et par l'autorité pour un rebelle »<sup>1</sup>. Cette remarque formulée par Nicolas Baudy au cours d'entretiens avec des émigrés hongrois peut aisément être mise en parallèle avec une observation du sociologue mexicain Daniel Cazés : « la "race universitaire" a toujours été rebelle »<sup>2</sup>. Plus qu'un simple hasard, cette similitude dans l'observation du caractère rebelle et contestataire des étudiants invite à se pencher sur les représentations collectives rattachées à l'institution universitaire. L'approche néo-institutionnaliste suggère précisément d'étudier les « codes culturels et cognitifs » qui, d'après André Lecours, « dessinent les frontières du politique en inculquant aux acteurs des idées précises quant à la légitimité de l'action ».<sup>3</sup> L'analyse des croyances, des symboles et des représentations collectives rattachées à l'institution universitaire se révèle donc être une piste de recherche pertinente pour comprendre la participation des étudiants à une action contestataire.

---

\* R. Girardet, *Mythes et mythologies politiques*, Paris, Seuil, 1990, p.18.

<sup>1</sup> N. Baudy, *op. cit.*, p.18.

<sup>2</sup> « La "raza universitaria" siempre ha sido rebelde. » (Entretien avec Daniel Cazés, 13 décembre 2005).

<sup>3</sup> A. Lecours, *art. cit.* p.13.



André Lecours note que les mécanismes correspondant à ces processus de définition des frontières du politique et de légitimation de l'action prennent « leur source dans le contenu symbolique des institutions »<sup>4</sup>. En cela, il nous invite à nous pencher, dans le cas hongrois comme dans le cas mexicain, sur les représentations rattachées à l'institution universitaire, et plus particulièrement sur l'image d'un étudiant traditionnellement contestataire. Transmis à travers la mémoire collective, le symbole de l'étudiant rebelle contribue non seulement à renforcer l'identité du groupe mobilisé, mais aussi à légitimer de nouvelles actions politiques en situant chaque mouvement étudiant dans la continuité des actions passées.

Remplissant une double fonction – identitaire et moteur d'action – ce symbole de l'étudiant contestataire se révèle être fortement chargé émotionnellement. Ainsi, l'image symbolique d'un étudiant traditionnellement rebelle est susceptible de générer, au cours de l'action collective, une situation d'enthousiasme et d'excitation qui illustre ce que Philippe Braud nomme, à la suite d'Edward Sapir, « symbole de condensation »<sup>5</sup>. La charge affective du symbole de condensation se manifeste en effet « dans sa capacité virtuelle d'évocation » car « il a le pouvoir, dans certaines circonstances, de déclencher de riches associations »<sup>6</sup>. Parmi ces associations et ces évocations, la référence à des mobilisations estudiantines passées ou contemporaines est fortement susceptible de renforcer l'image symbolique d'un étudiant traditionnellement contestataire et rebelle.

Pour Marco Giugni et Florence Passy, les « récits, symboles et images collectives constituent un ensemble culturel et symbolique qui guide l'action des acteurs »<sup>7</sup>. L'influence de ces références partagées sur l'action des acteurs et plus particulièrement sur leur participation à une action collective peut donner à cette dernière une certaine dimension rituelle. Ces récits et ces symboles sont donc susceptibles de contenir une dimension mythique dans la mesure où, note Marcel Mauss, les rites ne peuvent être dissociés des mythes : « le mythe donne la raison de l'accomplissement du rite en racontant le fait qu'il

---

<sup>4</sup> A. Lecours, *art. cit.* p.14.

<sup>5</sup> Pour Edward Sapir en effet, le symbole de condensation « s'enracine au cœur de l'inconscient et charge d'affectivité des types de comportement et des situations qui n'ont pas l'air d'entretenir le moindre rapport avec le sens originel du mot symbole » (cité par Ph. Braud, *L'émotion en politique, op. cit.*, p.80).

<sup>6</sup> *ibid.*, p.89.

<sup>7</sup> M. Giugni, F. Passy, *op. cit.*, p.26.

commémore ou simplement imite ». <sup>8</sup> L'action contestataire peut donc prendre une forme rituelle lorsqu'elle se réfère à des exemples historiques ayant une forte dimension symbolique.

Ainsi, le sentiment d'avoir un « rôle politique à jouer » en prenant part à un mouvement contestataire se nourrit, dans chaque contexte national, de croyances et de références susceptibles de devenir, au cours de l'action collective, de véritables symboles mobilisateurs. Nous nous interrogerons sur la fonction identitaire des représentations collectives rattachées à l'institution universitaire (section A), avant de nous pencher plus particulièrement sur les sources historiques du symbole de l'étudiant contestataire en Hongrie comme au Mexique (section B). Cela nous amènera à rechercher enfin, à travers les témoignages des acteurs étudiants, comment le sentiment d'avoir un « rôle politique à jouer » est devenu dans les deux cas un véritable moteur d'action (section C).

## **Section A : Représentations collectives et diffusion d'une identité étudiante**

« La protestation étudiante n'est pas un phénomène isolé qui se produit à des endroits différents, à des époques différentes. Il s'agit plutôt d'une culture, avec tous les accoutrements qui s'y rattachent : les mythes, les martyrs, le rituel, le langage, l'habillement et le comportement formalisé. » <sup>9</sup> Cette remarque de Gerard Degroot nous invite à nous interroger sur le rôle joué par les croyances et les représentations collectives dans la diffusion d'une culture légitimant la participation à un mouvement étudiant. Car si le sentiment d'appartenir à un même groupe est au fondement de la solidarité entre les étudiants mobilisés, ces derniers sont pourtant loin de constituer a priori un groupe réel, ou groupe « en soi ».

Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron avaient montré au début des années soixante que les étudiants français constituaient un groupe tellement hétérogène qu'ils ne pouvaient

<sup>8</sup> M. Mauss, « Introduction aux mythes » in *Œuvres. 2. Représentations collectives et diversité des civilisations*, Paris, Editions de Minuit, 1974, p.270.

<sup>9</sup> « Student protest is not an isolated phenomenon which occurs in diverse locations at distinct times. It is instead a culture, with all the attendant accoutrements: myths, martyrs, ritual, language, costume and formalized behaviour. » (G. Degroot, *Student Protest. The Sixties and After*, New York, Longman, 1998, p.4).

être définis comme un groupe social.<sup>10</sup> Dans le cas mexicain, l'historienne Annick Lempérière en arrive à la même conclusion lorsqu'elle rappelle les profondes différences économiques et sociales séparant les étudiants des grandes institutions universitaires de la capitale, l'UNAM et l'IPN, de ceux des universités et des Ecoles normales de province.<sup>11</sup> Dans la Hongrie des années cinquante aussi, le monde étudiantin était loin d'être unifié car les différences en termes de rythmes de vie étaient grandes entre ceux qui travaillaient à l'usine et ne suivaient que les cours du soir et ceux qui étudiaient à temps plein à l'université.

Si les étudiants ne constituent généralement pas un groupe réel, ils peuvent néanmoins constituer un groupe idéal, ayant le sentiment de partager une identité commune. C'est précisément sur cette hypothèse qu'il convient de se pencher afin de voir, dans le cas hongrois comme dans le cas mexicain, comment les croyances collectives peuvent renforcer l'identité du groupe mobilisé et générer un sentiment de solidarité incitant à participer au mouvement contestataire.

## **I. Les croyances collectives renforcent l'identité du groupe mobilisé**

Remarquant que le vocabulaire courant a tendance à « utiliser indifféremment les notions d'institution et d'organisation »<sup>12</sup>, François Dubet observe qu'il « ne va pas de soi que toutes les organisations sont des institutions, c'est-à-dire des organisations engendrant une forme particulière de socialisation »<sup>13</sup>. Ainsi, la diffusion de valeurs et de représentations collectives semble être au cœur même de la définition de l'institution. Or, d'après la vision psycho-sociologique exposée par Florence Giust-Desprairies, les institutions diffusent un imaginaire collectif et sont donc créatrices de lien social : « l'imaginaire collectif désigne un ensemble d'éléments qui s'organisent en une unité significative pour un groupe » et

---

<sup>10</sup> Constatant l'hétérogénéité du monde étudiant, aussi bien au niveau des conditions de vie que des façons de vivre leurs études, P. Bourdieu et J.C Passeron ont montré que les étudiants français ne constituaient pas un groupe unifié (cf. P. Bourdieu, J.C. Passeron, *Les héritiers. Les étudiants et la culture*, Paris, les Editions de Minuit, 1964).

<sup>11</sup> « Le monde étudiant reste cloisonné du point de vue géographique et institutionnel (en l'absence de système fédéral), et très hétérogène. L'aristocratie étudiante de l'UNAM, les privilégiés relatifs de l'IPN et de l'ENA, ont peu en commun avec les étudiants de l'archaïque Guerrero ou ceux, plus déshérités encore, des Ecoles Normales rurales. » (A. Lempérière, *op. cit.*, p.345).

<sup>12</sup> F. Dubet, *Le déclin de l'institution*, Paris, Seuil, 2002, p.22.

<sup>13</sup> *ibid.*, p.23.

constituent « une force liante, un principe d'ordonnement pour le groupe »<sup>14</sup>. Elle ajoute que les institutions sont des « unités sociales » au sein desquelles leurs membres « opèrent une distinction entre l'interne et l'externe »<sup>15</sup>.

De façon similaire, l'institution universitaire contribue à diffuser une certaine identité étudiante, ou plus exactement un sentiment d'appartenir à un même collectif. L'identification des étudiants au groupe informel que l'on nomme « monde étudiantin » repose sur un partage de croyances et de valeurs intériorisées au point que les individus peuvent, dans certaines circonstances, concevoir la défense des intérêts du groupe comme un impératif. Certains sociologues des mouvements sociaux comme Anthony Oberschall ont précisément souligné l'importance de l'intégration des groupes mobilisés pour comprendre leur propension à participer à une action collective. Pour A. Oberschall en effet, deux facteurs permettent d'appréhender l'intégration du groupe mobilisé : la distance par rapport aux centres de pouvoir et l'organisation interne du groupe. Croisant ces deux dimensions, il montre que la probabilité la plus élevée de voir un mouvement social émerger réside dans le cas de communautés fortement intégrées à l'intérieur, mais segmentées par rapport aux centres de pouvoir.<sup>16</sup>

Si l'on applique le modèle d'Oberschall aux mouvements étudiants hongrois et mexicains, on observe que mettre l'accent sur l'intégration interne est une hypothèse pertinente dans la mesure où les liens objectifs (la proximité géographique) et subjectifs (les représentations partagées dans l'université) contribuèrent à diffuser au sein du monde étudiantin le sentiment d'appartenir à un même collectif. En outre, l'impossibilité liée à la nature du régime de participer à la vie politique a généré dans les deux cas une situation de « privation relative »<sup>17</sup> que l'on peut rapprocher de l'idée de « segmentation » mise en avant par A. Oberschall. Cette segmentation par rapport aux cercles de pouvoir d'un groupe relativement intégré intérieurement permettrait donc de comprendre la propension des étudiants à se mobiliser dans un régime de type autoritaire. Mais dans quelle mesure ce

---

<sup>14</sup> F. Giust-Desprairies, *L'imaginaire collectif*, Paris, Editions Erès, 2003, p.22.

<sup>15</sup> *ibid.*, p.181.

<sup>16</sup> cf. A. Oberschall, *Social Conflicts and Social Movements*, Englewood Cliffs, New Jersey, Prentice-Hall, 1973.

<sup>17</sup> « Relative deprivation (RD) is the term used (...) to denote the tension that develops from a discrepancy between the "ought" and the "is" of collective value satisfaction » (T. Gurr, *Why men rebel*, Princeton University Press, 1971, p.23).

sentiment d'appartenir à un même groupe, malgré l'hétérogénéité dans les deux cas du monde étudiantin, se retrouve-t-il dans les témoignages des étudiants hongrois et mexicains ?

Dans le cas hongrois, les camps militaires et les chantiers d'été auxquels les étudiants de toutes les universités du pays étaient contraints de participer contribuèrent à diffuser au sein du monde étudiantin un véritable sentiment de solidarité. Favorisant les échanges et les discussions entre étudiants provenant de toutes les régions du pays, ces camps d'été contribuèrent aussi à renforcer le sentiment d'appartenance à un même groupe. Par exemple, un étudiant en architecture à Budapest raconte que « les camps militaires d'été, auxquels les étudiants devaient participer, contribuèrent à renforcer la confiance mutuelle que les étudiants avaient les uns envers les autres »<sup>18</sup>. Ces contacts qui avaient été noués durant les vacances scolaires favorisèrent la diffusion du mouvement de protestation qui éclata en octobre 1956 à l'université de Szeged. Lorsque les étudiants de cette université de province initièrent la mobilisation en créant une organisation étudiante indépendante du Parti et en rédigeant une liste de revendications politiques, les jeunes des autres universités du pays mirent peu de temps à exprimer leur solidarité. En quelques jours seulement, les étudiants de Budapest, Miskolc, Pécs, Debrecen et Győr rejoignirent le mouvement et donnèrent une dimension nationale à la mobilisation.<sup>19</sup>

Pour les étudiants mexicains, le sentiment de faire partie d'un groupe partageant une identité et des valeurs communes s'est vu renforcé par un contexte international particulier, celui de la vague de mobilisations étudiantines de la fin des années soixante. Ainsi, parmi les slogans inscrits sur les murs de la capitale mexicaine, on pouvait lire notamment :

« Hier : la France,  
Aujourd'hui : le Mexique,  
Demain : le monde.  
Pouvoir étudiant. »<sup>20</sup>

<sup>18</sup> « The summer military camps, to which students were sent, contributed towards increasing the mutual trust of the students in each other. » (CURPH n°501, p.12).

<sup>19</sup> cf. T. Kiss, *op. cit.*, p.51 et suiv.

<sup>20</sup> « Ayer – Francia, Hoy – México, Mañana – El mundo. Poder estudiantil. » (Inscription murale citée par Carlos Martínez Assad, in H. Bellinghausen, *op. cit.*, p.74).

La vague de protestation estudiantine déferlant de Berkeley à Paris, en passant par Prague et Rio de Janeiro, contribua à raviver une identité étudiante en la cristallisant autour de la capacité des jeunes à contester l'ordre établi. D'après le sociologue Sergio Zermeño, les jeunes Mexicains furent très vite au courant du Mai français, notamment à travers l'ouvrage de Carlos Fuentes, *El Mayo Francès*, dont les nombreuses photographies marquèrent l'imaginaire des étudiants mexicains.<sup>21</sup> Parmi ces images du mouvement étudiant français, la photographie d'une étudiante perchée sur les épaules d'un ami, véritable Marianne française brandissant un drapeau rouge, aurait eu un réel impact sur les étudiants de Mexico.<sup>22</sup> De la même façon, Gerardo Estrada note que « les événements du Mai 68 français et d'autres régions du monde étaient très présents chez les jeunes Mexicains »<sup>23</sup>. Ces images de mobilisations estudiantines à travers le monde nourrirent l'imaginaire des étudiants mexicains et contribuèrent à créer un véritable climat romantique faisant oublier les risques auxquels ils s'exposaient.

Selon le leader estudiantin Gerardo Estrada, les photographies des étudiants en train de se rebeller à Paris étaient des images « très belles, très romantiques, très désirables »<sup>24</sup>. Les images de l'étudiant engagé, de la Révolution et de Che Guevara entretenaient une vision romantique et un climat propice à la contestation estudiantine.<sup>25</sup> Cette atmosphère internationale contribua non seulement à renforcer l'identité estudiantine, mais aussi à faire oublier aux étudiants mexicains les risques auxquels ils s'exposaient en contestant la nature autoritaire du régime politique. A cet égard, le témoignage d'une déléguée au CNH de l'école technique Wilfrido Massieu de l'IPN est tout à fait significatif :

« Je me souviens qu'à ce moment-là, je n'avais pas peur de mourir, je me suis profondément engagée dans la lutte et dans la défense de mes amis. »<sup>26</sup>

---

<sup>21</sup> Entretien avec Sergio Zermeño (Mexico, 12 décembre 2005).

<sup>22</sup> Le succès de cette photographie de Mai 68 auprès des étudiants mexicains fut si grand que plus de quarante ans après on retrouve cette image sur des affiches de syndicats étudiants de l'UNAM (observation faite par l'auteur en décembre 2005).

<sup>23</sup> « Debe señalarse que los hechos de mayo del 68 francès y de otras partes del mundo estaban muy presentes en los jóvenes mexicanos. » (G. Estrada, *op. cit.*, p.181).

<sup>24</sup> « Había pasado el mayo francès: todas las imaginas de los estudiantes rebelando, imagen muy bonita, muy romantica, muy deseable. » (Entretien avec Gerardo Estrada, Mexico, 14 décembre 2005).

<sup>25</sup> « Era una idea muy romántica: el estudiante comprometido, la revolución, Che Guevara... Había un clima muy propicio aquí. » (*idem*).

<sup>26</sup> « Recuerdo que entonces no le temía la muerte, me involucré profundamente a la lucha y defensa de mis compañeros. » (Témoignage de Myrthokleia A. González Gallardo, déléguée au CNH de l'École Technique Wilfrido Massieu, recueilli in M. Ortigas Olivares, *op. cit.*, p.96).

Ainsi, l'intensité émotionnelle de la lutte estudiantine apparaît comme étroitement liée à la solidarité qui régnait alors au sein du monde estudiantin. Or l'importance du sentiment identitaire et la solidarité qui en découle semblent précisément s'être renforcées au cours de chacune de ces mobilisations étudiantes. Afin de mieux comprendre, dans le cas hongrois comme dans le cas mexicain, la participation d'un nombre croissant d'étudiants au mouvement, il convient à présent de rechercher comment ces liens d'identité et de solidarité se sont renforcés au cours de chacune de ces mobilisations.

## II. Solidarité estudiantine et passage à l'action

« Les groupes sociaux peuvent exister sous différents états plus ou moins solides et compacts et les manifestations tendent à cristalliser des groupes distendus, entre autres par l'espace géographique. »<sup>27</sup> Cette métaphore physique suggérée par Patrick Champagne rappelle que c'est précisément au cours de l'action collective que la solidarité interne au groupe mobilisé peut se renforcer. Ainsi, une étudiante mexicaine confie que les étudiants se sont alors « sentis comme une collectivité », prenant conscience qu'ils « étaient nombreux » et qu'ils « étaient tous pareils »<sup>28</sup>. L'intensification du lien unissant les membres du groupe mobilisé constitue dès lors une clef de compréhension de la massification du mouvement. D'après Philippe Braud en effet, « les allégeances identitaires constituent un élément décisif du succès ou de l'échec des mobilisations protestataires » et « l'intensification des relations au sein de la population concernée, qu'elle s'exprime sur un mode ludique, joyeusement décontracté, ou sur le registre de la tension violente, ne constitue nullement un épiphénomène dans la naissance et le déroulement des conflits »<sup>29</sup>.

Dans le cas hongrois comme dans le cas mexicain, cette solidarité estudiantine s'est renforcée au cours de la mobilisation, donnant force et intensité à l'action collective. L'un des acteurs du mouvement de Szeged raconte comment l'atmosphère s'est intensifiée, dès la première assemblée étudiante du 16 octobre, lorsque l'un des initiateurs du mouvement s'est

<sup>27</sup> P. Champagne, *art. cit.*, p.355.

<sup>28</sup> « Nos sentimos colectividad, tomamos conciencia de que éramos muchos y éramos iguales. » (Témoignage de Lilian Liberman, étudiante à la faculté de lettres et de philosophie de l'UNAM, recueilli in R. Aréchiga Robles, *op.cit.*, p.119).

<sup>29</sup> Ph. Braud, *L'émotion en politique, op. cit.*, p.184.

mis à lire un poème qu'il avait écrit le jour même : appelant les étudiants à voir « l'avenue » qui était devant eux, ce poème suscita des tonnerres d'applaudissements et renforça l'enthousiasme collectif des jeunes rassemblés dans l'amphithéâtre.<sup>30</sup> L'appel à la solidarité estudiantine se fit encore plus évident, le lendemain, lorsque les représentants du *MEFESZ* tout juste créé rédigèrent un « appel au étudiants » qu'ils envoyèrent à leurs amis résidant dans d'autres villes universitaires du pays :

« A l'attention de nos frères étudiants,  
 Nous avons créé le *MEFESZ*. (...) Notre objectif est la liberté de pensée, l'émancipation de la pensée de Staline et de Rákosi que l'on a voulu nous imposer. Nous voulons protéger nos droits et devenir libres. Nous, ceux de Szeged, nous avons fait le premier pas, nous voulons maintenant que vous nous rejoigniez.  
 REJOIGNEZ-NOUS !  
 Copiez ce message et distribuez-le à travers le pays. »<sup>31</sup>

La rapidité d'essaimage du mouvement initié par les jeunes de Szeged nous donne une idée de la force du sentiment de solidarité entre les différentes universités. En moins d'une semaine, les jeunes de Budapest, Pécs, Miskolc, Debrecen et Győr organisaient des assemblées étudiantes et soutenaient l'initiative de Szeged. Ainsi, l'historien Bill Lomax note que « le lundi 22 octobre, on pouvait trouver des meetings étudiants dans à peu près toutes les facultés de la capitale et dans presque toutes les universités de province »<sup>32</sup>. Pour les étudiants des autres universités, l'initiative prise par les jeunes de Szeged était particulièrement enthousiasmante. Ainsi par exemple, un étudiant de l'Université polytechnique de Budapest raconte l'émotion suscitée par le fait de chanter, à l'instigation de l'étudiant représentant l'université de Szeged, l'hymne national hongrois. Cet acte de rébellion politique allait souder les étudiants autour d'une identité commune, celle de la protestation nationale :

« Nous n'étions plus les mêmes personnes qu'avant. Nous, ces gamins qui pleuraient (...), nous venons de renaître. Nous avons cessé d'avoir peur. Et nous étions donc libres. »<sup>33</sup>

<sup>30</sup> cf. T. Kiss, *op. cit.*, p.25.

<sup>31</sup> « To our student brothers. We created it (...) Our goal is the freedom of thought, the emancipation from the thinking of Stalin and Rakosi which has been enforced upon us, and we want to protect our rights, we want to go on freely. Us, the people from Szeged who took the first step, we now want you to join us. JOIN US! Copy this and spread it around the country. » (source : T. Kiss, *op. cit.*, document 4, traduction de Katalin Hartai).

<sup>32</sup> « By Monday 22nd, student meetings could be found in permanent session in nearly every faculty of Budapest university, and at most other universities throughout the country. » (B. Lomax, *op. cit.*, p.46).

<sup>33</sup> « We were not the same people as we were a few minutes earlier! We, these tearful kids (...), we have been reborn. We had stopped being scared. And therefore we were free! » (B. Lipták, *op. cit.*, p.29).



Ce soir-là, les étudiants rassemblés dans le grand hall de l'Université polytechnique exprimèrent ouvertement cette solidarité qui venait de naître en attribuant au quatorzième point de leur pétition le contenu suivant : « Solidarité totale des uns avec les autres ». Interprétant ce dernier point, l'écrivain hongrois Tibor Méray expliquait que les étudiants de Budapest avaient alors voulu dire : « s'il y a des répercussions fâcheuses pour avoir déclaré la vérité, pour exiger ce que notre cœur réclame, que les rédacteurs de la liste ne restent pas dans l'isolement »<sup>34</sup>. Exprimant la solidarité des étudiants, ce dernier point de la pétition des jeunes de Budapest marque la constitution d'un acteur collectif : la jeunesse universitaire unie dans la lutte contre les pratiques autoritaires du Parti. Et Tibor Méray de conclure que « si une œuvre politique peut avoir un caractère esthétique, voici en quelques mots la phrase la plus simple et la plus émouvante de toute la liste »<sup>35</sup>.

Au Mexique douze ans plus tard, la solidarité estudiantine s'est elle aussi très vite exprimée, mais dans un contexte distinct, celui de la condamnation des violences policières perpétrées à l'encontre des étudiants de classes préparatoires. Alors qu'une vieille rivalité traversait depuis de nombreuses années les deux grandes institutions universitaires de la capitale, l'indignation face à la répression policière et militaire allait sceller l'union IPN-UNAM. Il convient de rappeler que les étudiants de ces deux institutions entretenaient une rivalité qui reposait sur une opposition historique, l'Institut polytechnique ayant été créé dans les années trente par le président Cárdenas afin de contrer l'Université qui devenait un foyer d'opposition et de contestation.<sup>36</sup> Cette hostilité traditionnelle étant alimentée par des rivalités sportives, rien ne laissait présager *a priori* qu'un sentiment d'appartenir à un même groupe pouvait émerger au cours de l'été 1968.

Mais durant la dernière semaine de juillet 1968, les violences policières et militaires perpétrées à l'encontre des étudiants allaient générer une réaction de solidarité entre les étudiants des différentes institutions universitaires de la capitale, allant bien au-delà de ces vieilles rivalités. Ainsi, d'après un étudiant en Ecole d'ingénieurs de l'UNAM, ce fut « la répression des jeunes étudiants entre le 23 et le 30 juillet 1968 qui unifia tous les étudiants de

---

<sup>34</sup> T. Méray, *op. cit.*, p.100.

<sup>35</sup> *idem.*

<sup>36</sup> « En el fondo, se trata de una hostilidad que se remonta a los años treinta, cuando Cárdenas procede en 1937 a la creación del Instituto Politécnico Nacional para contrarrestar el peso de la UNAM en cuyo seno, y bajo la égida de la autonomía, comienzan a tener cabida manifestaciones de descontento y oposición a la política nacionalista y popular del gobierno de Cárdenas. » (S. Zermeño, *México, una democracia utópica, op. cit.*, p.27).

l'UNAM et de l'IPN »<sup>37</sup>. De la même façon, un étudiant en physique et en mathématiques à l'IPN raconte que lorsque la répression eut lieu, « la réponse des étudiants fut très spontanée, ils se transformèrent les uns après les autres, ils devinrent solidaires »<sup>38</sup>. Victimes de violences policières et militaires, les étudiants, parce qu'étudiants, se devaient de participer au mouvement d'opposition à ces pratiques répressives. C'est en tout cas ce suggère Guillermo Palacios, qui était alors étudiant d'une autre institution universitaire de la capitale, le *Colegio de México*. Pour cet ancien étudiant en Histoire, ce qui légitimait la participation au mouvement « c'était le fait d'être des étudiants, d'avoir été agressés et de faire partie d'un groupe de jeunes qui voulait plus de libertés »<sup>39</sup>. Et il précise que le fait même d'être étudiant « différencie du reste de la population », ce qui rendait peut-être implicite que les étudiants se disent : « moi, étudiant, je proteste, et je proteste en tant qu'étudiant »<sup>40</sup>.

Selon Ariel Rodríguez Kuri, un deuxième événement allait contribuer à sceller cette solidarité estudiantine : la manifestation du 1<sup>er</sup> août dont le recteur de l'UNAM, Javier Barros Sierra, avait pris la tête.<sup>41</sup> La veille, la nouvelle de la prise de l'école préparatoire San Ildefonso par les militaires avait en effet suscité une importante réaction de réprobation et d'indignation au sein de la communauté universitaire. La directrice de l'Ecole nationale d'économie de l'UNAM à l'époque, Ifigenia Martinez, souligne que « ce qui mit le feu à la communauté universitaire, ce fut le coup de bazooka de l'armée »<sup>42</sup>. En acceptant le lendemain de prendre la tête de la manifestation du 1<sup>er</sup> août, non seulement le recteur Barros Sierra donnait une dimension solennelle au mouvement, mais il marquait aussi la naissance d'un nouvel acteur politique : la communauté universitaire, dont l'unité et la solidarité était en train de se confirmer. D'après un étudiant de l'IPN en effet, le meeting organisé sur le campus de l'UNAM, après la manifestation du 1<sup>er</sup> août, donna aux étudiants de l'Institut

<sup>37</sup> El movimiento « se dio por un hecho planeado y provocado, la represión de los jóvenes estudiantes entre el 23 y el 30 de julio de 1968, que unificó a todo el alumnado de la UNAM y del IPN. » (Témoignage de Salvador Ruiz Villegas, représentant de l'école d'ingénieur de l'UNAM au CNH, recueilli in R. Aréchiga Robles, *op.cit.*, p.99).

<sup>38</sup> « Cuando ocurrió la represión, la respuesta de los estudiantes fue muy espontánea, se transformaron uno a uno, se volvieron solidarios. » (Témoignage de Baudelio Mancilla Leal, représentant au CNH de l'Ecole Supérieure de Physique et de Mathématiques, recueilli in M. Ortega Olivares, *op. cit.*, p.117)

<sup>39</sup> « Era el hecho de ser estudiantes y de haber sido agredidos y de hacer parte de un grupo de jóvenes que quería mayor libertad. » (Entretien avec Guillermo Palacios, Mexico, 19 décembre 2005).

<sup>40</sup> « Estar en la Universidad, eso te diferencia del resto del pueblo. Tal vez estaba implícito el hecho de que yo estudiante protesto, y protesto como estudiante. » (*idem*).

<sup>41</sup> Entretien avec A. Rodríguez Kuri (Mexico, 15 novembre 2005).

<sup>42</sup> « Lo que incidió a la comunidad universitaria fue el hecho del bazukazo del ejército. » (Témoignage d'Ifigenia Martinez, directrice en 1968 de l'Ecole nationale d'économie de l'UNAM, recueilli in R. Arechiga Robles, *op. cit.*, p.109).

polytechnique l'occasion de découvrir la vie des étudiants de l'Université et, par là-même, de prendre conscience des similitudes qui unissaient le monde étudiantin :

« Pour moi, et certainement aussi pour les milliers étudiants de l'IPN présents ce jour-là [le premier août], ça a été incroyable de découvrir les installations scolaires du campus et de nous rendre compte des points communs que nous avions avec les étudiants de l'université en termes de conditions économiques et sociales. »<sup>43</sup>

Pensant généralement que les étudiants de l'UNAM étaient de jeunes privilégiés, les étudiants de l'IPN avaient alors tendance à avoir des préjugés et à penser que ceux qui étudiaient à l'Université étaient très différents d'eux.<sup>44</sup> Mais, comme l'observe cet étudiant de l'IPN, le rassemblement du 1<sup>er</sup> août sur le campus universitaire leur permis de dépasser ces préjugés :

« Cette manifestation mit un terme à la vieille rivalité qui opposait le Poli à l'UNAM et fit naître, de façon magique et spectaculaire, l'unité entre polytechniciens et universitaires que nous avons ensuite mise en avant. »<sup>45</sup>

Ainsi, face aux violences policières et militaires dont les étudiants, qu'ils proviennent de l'UNAM ou de l'IPN, avaient indistinctement été victimes, la communauté universitaire avait réagi et s'était unie. « La traditionnelle rivalité existant entre le Poli et l'UNAM disparut au cours du mouvement »<sup>46</sup>, note Roberto Escudero, l'un des leaders étudiantins de l'UNAM. L'exemple mexicain montre que c'est précisément dans l'action collective que les étudiants des différentes universités ont pris conscience qu'ils appartenaient à un même groupe, venant ainsi confirmer une observation d'Olivier Fillieule : « les identités ne sont pas données une fois pour toutes et s'inscrivent dans un processus de formation et de reformation continue dans le temps même de l'action »<sup>47</sup>.

<sup>43</sup> « Para mí, seguramente también para los miles de politécnicos presentes aquel día [el primero de agosto], fue asombroso conocer las instalaciones escolares en CU y darnos cuenta de las similitudes que teníamos con los universitarios en cuanto a ciertas condiciones sociales y económicas. » (Témoignage d'un étudiant de l'IPN, recueilli par M. Ortega Olivares, *op. cit.*, p.31-32).

<sup>44</sup> « Durante varios lustros la gran prensa nacional y los prejuicios culturales, nos habían hecho creer que en la UNAM estudiaban los riquillos, los favoritos del sistema y otras tonterías más. » (*idem*, p.32).

<sup>45</sup> « Con esta marcha llegaba a su fin la antigua rivalidad Poli vs. UNAM, nacía mágica y espectacularmente, la unidad que más adelante, politécnicos y universitarios, propugnamos hacia los demás. » (*idem*).

<sup>46</sup> « La tradicional rivalidad existente entre el Poli y la UNAM se perdió durante el movimiento. » (Témoignage de Roberto Escudero, délégué au CNH de la Faculté de philosophie et de lettres de l'UNAM, recueilli in M. Ortega Olivares, *op. cit.*, p.86).

<sup>47</sup> O. Fillieule, *op. cit.*, p.41.

L'étude de l'identité collective susceptible de se développer au cours d'une mobilisation politique apparaît d'autant plus intéressante pour notre propos que les représentations rattachées à cet acteur collectif peuvent inciter un plus grand nombre d'individus à rejoindre le mouvement contestataire. En outre, dans des régimes politiques caractérisés par l'intensité et la violence de la répression des mouvements d'opposition, ces représentations collectives peuvent contribuer à faire oublier, ou du moins faire passer au second plan, les risques auxquels les acteurs s'exposent en rejoignant la mobilisation. Afin de mieux comprendre comment les mouvements hongrois et mexicain ont pu rassembler des milliers d'étudiants, il convient de se pencher dans les deux cas sur les croyances rattachées à l'institution universitaire et, plus particulièrement, à cet acteur collectif qu'est le monde estudiantin.

## **Section B : Mémoire collective et force du symbole de l'étudiant contestataire**

« L'histoire orale ne dit pas ce qui s'est passé, l'histoire orale dit ce dont les gens se souviennent. »<sup>48</sup> Pour l'historien hongrois János Bak, la mémoire collective ne se nourrit pas tant de véritables faits historiques, mais d'événements et de récits transmis de manière informelle et réactivés dans certaines circonstances. Si l'on adopte une perspective constructiviste, on peut facilement rapprocher la notion de mémoire collective de celle d'« univers symbolique »<sup>49</sup>. Or d'après Peter Berger et Thomas Luckmann, l'univers symbolique « situe tous les événements collectifs dans une unité cohérente qui inclut le passé, le présent et le futur »<sup>50</sup>. Parce qu'elle contribue à donner du sens à la mobilisation en l'inscrivant dans la continuité d'épisodes historiques ayant eux aussi impliqué des étudiants, la mémoire collective rattachée à l'institution universitaire semble bien constituer, dans le cas hongrois comme dans le cas mexicain, un fil conducteur pour comprendre la participation massive des jeunes aux mouvements de 1956 et 1968.

---

<sup>48</sup> « Oral history doesn't tell you what happened, oral history tells you what people remember. » (Entretien avec Janos Bak, Budapest, 30 juin 2004).

<sup>49</sup> cf. P. Berger, T. Luckmann, *La construction sociale de la réalité*, Paris, Armand Colin, 1996, p.132-133.

<sup>50</sup> *ibid.*, p.141. Ces deux auteurs précisent en effet que « eu égard au passé, il établit une "mémoire" qui est partagée par tous les individus socialisés à l'intérieur de la collectivité », et que « eu égard au futur, il établit un cadre commun de référence pour la projection des actions individuelles » (*ibid.*, p.141-142).

En Hongrie comme au Mexique, les représentations collectives rattachées à l'institution universitaire accordaient déjà, à l'époque des deux mobilisations qui nous intéressent, une place importante aux mouvements étudiants. Dans le cas hongrois en effet, la mémoire collective nationale, renforcée par la littérature classique hongroise,<sup>51</sup> retenait que ce furent les étudiants de Budapest qui, les premiers, participèrent à la révolution de 1848. Et en octobre 1956, les jeunes Hongrois ne tardèrent pas à établir un parallèle entre leur mouvement contestataire et l'image symbolique de l'étudiant de 1848 engagé aux côtés du poète Petöfi pour réclamer l'indépendance nationale et l'avènement d'un régime parlementaire.

L'histoire politique mexicaine a elle aussi été marquée par des mobilisations estudiantines, dont la plus célèbre fut celle de 1929 au terme de laquelle l'Université Nationale de Mexico obtint le statut d'autonomie. Durant l'été 1968, les jeunes Mexicains ne manquèrent pas de réactiver cet épisode historique pour justifier leur participation au mouvement contestataire. Il semble dès lors nécessaire de faire un détour par ces deux épisodes historiques afin de mieux comprendre l'origine et la force du symbole de l'étudiant contestataire en Hongrie comme au Mexique.

## **I. L'identification des étudiants hongrois aux jeunes héros de la Révolution de 1848**

« En 1956, on a joué le scénario de 1848-1849. »<sup>52</sup> D'après Miklós Molnár en effet, « tout a commencé avec les idées de mars jouées en octobre, avec ses Petöfi, ses "Debout Magyar", ses revendications de la nation en 12 ou 14 points »<sup>53</sup>. Et cet intellectuel hongrois d'ajouter : « c'était, comme en 1848, la révolution du printemps des peuples, pour les droits de l'homme, pour la Constitution, pour le ministère responsable, liberté, égalité, fraternité »<sup>54</sup>. Ainsi en octobre 1956, les étudiants hongrois ont bien souvent eu l'impression de rejouer ce qui avait été à la fois révolution nationale contre la couronne autrichienne et une révolution politique pour l'avènement des libertés démocratiques. « Nous essayions de suivre l'exemple de la dernière révolution hongroise, l'exemple de ceux qui, en 1848, résumèrent les demandes

<sup>51</sup> cf. F. Fejtö, *Budapest, l'insurrection*, op. cit., p.55.

<sup>52</sup> M. Molnár, « La présence de l'histoire », art. cit., p.80.

<sup>53</sup> *idem.*

<sup>54</sup> *idem.*

de la nation en douze points »<sup>55</sup> notait dans ses mémoires un étudiant de l'Université polytechnique. « Cette analogie était grisante pour nous qui étions peut-être porteurs de la même mission historique »<sup>56</sup>, relatait le soir même de l'assemblée étudiante du 22 octobre un autre étudiant de cette université. Afin de mieux comprendre l'enchevêtrement de ces deux temps historiques,<sup>57</sup> il convient de revenir quelques instants sur l'épisode de l'histoire hongroise qui a profondément marqué l'imaginaire collectif hongrois : la révolution de 1848.

### **A. Un épisode fondateur dans l'imaginaire collectif hongrois : la révolution de 1848**

Alors que les dirigeants communistes avaient supprimé les deux fêtes nationales faisant référence aux journées révolutionnaires de mars 1848, le 15 mars, et à l'écrasement de la guerre d'indépendance nationale un an et demi plus tard, le 6 octobre, ils n'avaient pas jugé nécessaire d'interdire la littérature classique hongroise qui relatait abondamment cet épisode révolutionnaire. En accordant de nombreux tirages à cette littérature classique, le régime de Rákosi « donna aux jeunes des armes que ceux-ci retournèrent contre lui »<sup>58</sup>. D'après François Fejtő en effet, « les péripéties de la Révolution de 1848, la guerre de la Libération livrée contre l'Autriche et l'intervention du Tsar, frappèrent l'imagination des écoliers davantage que les hauts faits des héros soviétiques de la guerre civile »<sup>59</sup>.

Initiée par la jeunesse intellectuelle de Pest, la révolution de mars 1848 a fait de l'étudiant contestataire un symbole important dans l'imaginaire collectif hongrois. Durant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle en effet, la Hongrie avait vu émerger un nouvel acteur politique, le monde universitaire et, en son sein, la jeunesse estudiantine. Selon l'historien Mihály Szegedy-Maszák, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, avec la percée des principes particularistes inspirés de la philosophie allemande, le petit monde des lettres hongrois s'était attaché à privilégier la langue hongroise et à rompre avec la tradition universitaire d'utilisation du

---

<sup>55</sup> « We were trying to follow the example of the last Hungarian revolution, the example of those who, in 1848, condensed the demands of the nation into twelve concise points. » (B. Lipták, *op. cit.*, p.30).

<sup>56</sup> Extrait des notes de l'étudiant Mihály Samson, publiées in T. Méray, *op. cit.*, p.29.

<sup>57</sup> Nous empruntons à Miklós Molnár cette idée d'« enchevêtrement de deux temps historiques : celui de 1848 et celui de 1956 ». (M. Molnár, « La présence de l'histoire », art. cit., p.80).

<sup>58</sup> F. Fejtő, *Budapest l'insurrection*, *op. cit.*, p.55.

<sup>59</sup> *idem*.

Latin.<sup>60</sup> Connu sous le nom de « réforme linguistique », ce mouvement à la fois littéraire et politique se traduit concrètement par le développement de la littérature hongroise et la multiplication des revues et des journaux.<sup>61</sup>

Parallèlement à cette effervescence littéraire et intellectuelle, les années 1830 virent se développer un intérêt nouveau des lettrés pour la culture paysanne populaire.<sup>62</sup> Grâce à cet attrait du courant romantique pour la culture orale des régions rurales hongroises, la question de la défense des intérêts des paysans, et plus particulièrement celle de l'abolition du servage, s'invita dans les débats politiques. Or les étudiants constituaient déjà le principal public aussi bien des écrits et que des débats politiques et littéraires.<sup>63</sup> Dans une époque d'effervescence intellectuelle, les étudiants hongrois s'intéressaient grandement aux idées nouvelles, qu'il s'agisse de la liberté, du parlementarisme, de l'Etat de droit, de l'indépendance nationale ou de l'abolition du servage. Ainsi, d'après François Fejtő, cette implication des étudiants autour des jeunes écrivains, et plus particulièrement autour du poète Petőfi, fut telle que les journées révolutionnaires de mars 1848 furent déjà « un mouvement de jeunesse »<sup>64</sup>.

Agé de 25 ans, Sándor Petőfi était un poète enthousiaste qui s'inspirait à la fois des idées révolutionnaires françaises et du mouvement nationaliste italien. La jeunesse estudiantine de Pest avait alors l'habitude de se réunir au Café Pilvax autour de lui et d'autres jeunes artistes comme Pál Vasvári, József Irinyi, Mór Jókai et Gyula Bulyovszky. Mais avec l'arrivée à la fin du mois de février 1848 des nouvelles de la révolution à Paris, les débats de ces jeunes Hongrois se firent de plus en plus agités, d'autant plus qu'à la Diète de Pozsony (aujourd'hui Bratislava), Lajos Kossuth prit l'initiative de présenter le 3 mars 1848 un

<sup>60</sup> « French ideas lost their former influence, yielding the ascendancy to those German philosophers who regarded language as the precondition and, indeed, existential mode, rather than just a tool, of thought. » (M. Szegedy-Maszák, « The Age of Emergent Bourgeois Society, from the Late 18th Century to 1920. II. Intellectual Life » in L. Kósa (dir.), *A Cultural History of Hungary*, Budapest, Corvina Books, 2000, p.117).

<sup>61</sup> « This intertwining of the language issue and politics may have been the reason why literature developed more vigorously than other components of culture in Hungary during the first half of the nineteenth century, and it is also the most likely explanation for the rapid upsurge of the press. » (*idem*).

<sup>62</sup> « One might mention here, as just one example of many scholarly initiatives, that of János Erdélyi (1814-1868), whose studies of folk poetry, the oral culture of the peasantry, were plainly linked to wider aims of helping improve the lot of the poorest and at the same time most populous of Hungary's classes, which was to become one of the explicit goals of the revolution that broke out on 15 March 1848. » (*ibid.*, p.114).

<sup>63</sup> François Fejtő nous rappela en effet que « les étudiants étaient le principal public car la littérature s'est développée surtout à Buda et à Pest, ainsi que dans les grandes villes ». (Entretien avec F. Fejtő, Paris, 21 décembre 2004).

<sup>64</sup> Entretien avec F. Fejtő, Paris, 21 décembre 2004.

programme libéral-radical.<sup>65</sup> Le 14 mars, la nouvelle de la révolution à Vienne incita les jeunes du café Pilvax à passer à l'action. Afin de relayer les idées de Lajos Kossuth ainsi que celles des intellectuels radicaux de Pest, ils décidèrent de rédiger une pétition en douze points, plus connue sous le nom des « Douze points de la jeunesse de mars ».<sup>66</sup> Demandant des libertés politiques (liberté de presse, libération des prisonniers politiques), exigeant l'égalité des citoyens (égalité devant la loi, égalité des cultes, abolition du système seigneurial) et prônant l'avènement d'un régime parlementaire, ces « Douze points » étaient d'une audace sans pareille dans l'histoire hongroise. Enthousiasmé par cette initiative, le jeune poète Sándor Petöfi rédigea alors le célèbre chant national : « Debout Hongrois ».

Le lendemain, dans la matinée du 15 mars, le groupe de jeunes contestataires s'élargit considérablement à l'université de Pest et les étudiants décidèrent alors de faire imprimer ces « Douze points » sans demander l'accord préalable de la censure. Accompagnés d'une foule grandissante, ils se saisirent des presses de la typographie Landerer et firent reproduire la pétition ainsi que le poème de Petöfi.<sup>67</sup> S'élargissant aux commerçants, aux ouvriers et aux paysans participant à la grande foire de Pest, le mouvement se transforma bientôt en mobilisation de masse. Le fait que ce fut précisément la jeunesse universitaire qui prit l'initiative de publier illégalement les « Douze points » de l'opposition libérale et de défiler dans la rue contribua largement à donner aux étudiants une place particulière dans l'imaginaire collectif hongrois, car c'est cette initiative qui marqua le début de la Révolution hongroise. Durant les jours qui suivirent, le Conseil Municipal adopta leurs revendications, des Comités révolutionnaires se créèrent à travers tout le pays et, en avril, la diète de Pozsony adopta des lois abolissant le servage et instaurant l'égalité de tous devant la loi.

Alors que les rues de Pest étaient aux mains des révolutionnaires hongrois, la ville de Vienne était elle aussi déstabilisée par le mouvement révolutionnaire du « Printemps des peuples ». Dans ce climat de confusion, l'Empereur autrichien entérina les lois adoptées par la

---

<sup>65</sup> cf. M. Molnár, *Histoire de la Hongrie*, op. cit., p.247.

<sup>66</sup> Les « Douze Points » de la pétition de mars 1848 étaient : 1. Liberté de presse, 2. Constitution d'un gouvernement responsable, 3. Convocation d'une assemblée nationale représentative annuelle, 4. Egalité des cultes, 5. Egalité de tous les citoyens devant la loi, 6. Participation égale de tous aux charges publiques, 7. Création d'une banque nationale, 8. Abolition du système seigneurial, 9. Libération des personnes incarcérées pour délit politique, 10. Constitution d'une garde nationale, 11. Union de la Hongrie avec la Transylvanie, 12. Prestation de serment de l'armée devant la Constitution. (cf. E. Pamlényi, *Histoire de la Hongrie des origines à nos jours*, Budapest, Corvina, 1974, p.283).

<sup>67</sup> cf. M. Molnár, *Histoire de la Hongrie*, op. cit., p.248.



diète hongroise et octroya une constitution à la Hongrie. La couronne autrichienne reconnaissait ainsi la création d'un gouvernement hongrois responsable devant une Assemblée nationale, remplaçant la Diète de Pozsony soumise au contrôle de la monarchie. « La promulgation de ces lois équivaut à la victoire d'une révolution en toute légalité »<sup>68</sup>, résume Miklós Molnár. Mais avec la sécession des Croates et leur ralliement à la couronne autrichienne, le gouvernement hongrois fut contraint à partir de juillet 1848 de lever des troupes, les « gardes nationaux », pour défendre la patrie en danger. Au cours l'année 1849, les troupes autrichiennes aidées des troupes du Tsar infligèrent plusieurs défaites à l'armée hongroise et écrasèrent définitivement, en octobre 1849, l'initiative révolutionnaire menée par la jeunesse hongroise. Parmi les nombreux combattants hongrois qui moururent sur le front, le jeune poète Petöfi se transforma bientôt en héro romantique et martyr national.

L'issue fatale de ce mouvement révolutionnaire contribua à ce que la littérature hongroise soit longtemps traversée par des souvenirs romantiques de cette révolution nationale.<sup>69</sup> De surcroît, sous le régime communiste, les livres d'histoire accordaient encore une grande place aux journées révolutionnaires de mars 1848. Souhaitant mettre l'accent sur la tradition révolutionnaire hongroise, le PCH avait même lancé le slogan « Notre drapeau est Petöfi »<sup>70</sup>. Dans un tel contexte cognitif, un petit groupe de jeunes intellectuels hongrois décida, à partir de 1955, de se réunir dans une association qu'il nomma précisément à la mémoire de leur héro national : le « Cercle Petöfi ».

Pour autant, ce furent certainement les étudiants de Szeged puis ceux de Budapest qui poussèrent le plus loin le parallèle historique entre leur initiative contestataire et celle que menèrent un siècle plus tôt les jeunes lettrés de Pest. « L'histoire des Hongrois et de leur mentalité se lit cependant autant [que dans les documents d'archive], sinon davantage, dans l'attitude de la communauté face aux traditions et aux mythes, ou encore dans les réverbérations de leur passé, dans les images qu'ils s'en font et dans lesquelles ils se reconnaissent et s'identifient. »<sup>71</sup> Cette remarque de Miklos Molnár nous invite à nous

---

<sup>68</sup> *ibid.*, p.249.

<sup>69</sup> Ainsi, M. Molnár souligne-t-il que « le romantisme national de Petöfi exerce une influence fascinante, même sur les écrivains conservateurs, grâce à la magie et au génie du poète, mort comme il a vécu, sur le champ de bataille pour la liberté » (*ibid.*, p.305).

<sup>70</sup> cf. M. Molnár, « L'octobre hongrois », art. cit., p.171.

<sup>71</sup> M. Molnár, « La présence de l'histoire », art. cit., p.70.

pencher de plus près sur les symboles et les images du passé auxquels les étudiants hongrois se sont spontanément identifiés en octobre 1956.

### **B. Octobre 1956, ou l'incontournable référence à la Révolution de 1848**

« La révolution de 1848 a engendré de jeunes héros. Eux aussi voulaient être de jeunes héros. »<sup>72</sup> Cette observation d'un témoin hongrois nous rappelle la force et l'intensité de la référence à la révolution du Printemps des Peuples. L'admiration des Hongrois pour la jeunesse révolutionnaire de 1848 peut aisément être décelée dans cet extrait de l'un des tous premiers ouvrages de François Fejtő, dans lequel il dressait un portrait particulièrement élogieux de la jeunesse européenne qui a combattu pour la liberté en 1848 :

« Nous pourrions dire que la jeune Europe n'était autre que la jeunesse de la vieille Europe. Jeunesse magnifique, qui croyait à la liberté, à l'égalité, à la fraternité, qui croyait qu'on aboutirait à l'union des peuples par la libération de chaque nation particulière. »<sup>73</sup>

Ce passage nous donne une idée de la force qu'exerçait sur les Hongrois le symbole de la jeunesse intellectuelle révolutionnaire. Baignés depuis leur enfance d'images, de symboles et de représentations de la révolution de 1848, les étudiants hongrois du milieu des années 1950 avaient pour la plupart largement intériorisé ce symbole de l'étudiant contestataire. Lorsque la mobilisation estudiantine éclata à Szeged en octobre 1956, les étudiants mirent très peu de temps à se comparer à la jeunesse universitaire de 1848. Ainsi, dès les premières minutes de notre rencontre, le leader estudiantin du mouvement de Szeged Tamás Kiss évoqua spontanément le parallèle avec la révolution de 1848. Rappelant l'audace de la jeunesse estudiantine qui fut la première à oser formuler une liste de revendications politiques concrètes, il observa que « c'était presque la même chose que le siècle dernier, en 1848 »<sup>74</sup>. Son ami György Forintos compléta cette remarque en qualifiant de « nostalgiques par rapport à 1848 » les étudiants qui avaient souhaité « formuler ce que veut la nation hongroise ».<sup>75</sup>

---

<sup>72</sup> Témoignage de Mathias Sarkosi, jeune journaliste en 1956, recueilli par Mark Kidel dans le documentaire *Hongrie 1956, notre révolution*, Hongrie-France, Arte, 2006.

<sup>73</sup> F. Fejtő, *1848 dans le monde. Le printemps des peuples*, Paris, Editions de Minuit, 1948, p.49.

<sup>74</sup> Entretien avec Tamás Kiss et György Forintos, Budapest, 17 juin 2004.

<sup>75</sup> Entretien avec Tamás Kiss et György Forintos, Budapest, 17 juin 2004.

De la même façon que les jeunes intellectuels rassemblés autour du poète Petöfi avaient pris l'initiative, le 15 mars 1848, d'élaborer et de publier une pétition en « Douze points » adressée à la couronne autrichienne, les étudiants de 1956 considérèrent qu'il était de leur devoir de rédiger une liste de revendications directement adressée au pouvoir politique. Il est intéressant d'observer que les étudiants de Szeged puis ceux de l'Université polytechnique de Budapest se comportèrent de façon assez similaire : considérant qu'il était temps de dépasser le stade du discours critique et de passer véritablement à l'action, ils s'inspirèrent de l'exemple des révolutionnaires de 1848 pour prendre l'initiative d'élaborer une liste concrète de revendications politiques.<sup>76</sup>

Lors de l'assemblée étudiante du 20 octobre 1956 au cours de laquelle les jeunes de Szeged votèrent la liste des demandes politiques de l'organisation étudiante qu'ils venaient de créer, la référence au rôle historique joué par la jeunesse universitaire hongroise était implicite. Ainsi, la septième et dernière demande politique du programme du *MEFESZ* stipulait que « la jeunesse universitaire devrait jouer un plus grand rôle dans la conduite des affaires politiques du pays »<sup>77</sup>. Mais ce fut à l'Université polytechnique de Budapest, deux jours plus tard, que la référence à la révolution de mars 1848 se fit de façon beaucoup plus explicite. Les récits de l'assemblée étudiante du 22 octobre révèlent clairement que les étudiants de Budapest s'identifièrent à la jeunesse universitaire qui, rassemblée autour du poète Petöfi, avait été à l'origine de la révolution de 1848.

Ainsi par exemple, les notes rédigées le soir même par l'étudiant Mihály Samson nous laissent un précieux témoignage de l'atmosphère dans laquelle les étudiants de Budapest décidèrent d'élaborer une liste de revendications politiques. Rendant compte, dans son journal, des différentes interventions des étudiants au cours de cette assemblée, Mihály Samson raconte que l'un d'entre eux aurait tenu le discours suivant :

« Mais il n'est pas seulement question de changement de personne, il nous faut un nouveau programme. Un programme d'ensemble, mais qui nous trace, avec précision, des voies nouvelles. C'est à nous de formuler les principales revendications de notre

---

<sup>76</sup> « They displayed basic attitudes that were astonishingly similar. » (G. Litván, *op. cit.*, p.52).

<sup>77</sup> « We claim that university youth should get a greater role in conducting the political and other cases of the country. » (Extrait de la retranscription de l'enregistrement de l'assemblée étudiante de Szeged du 20 octobre, *The Tapescript of the Mass Meeting of AHUCS – 20th of October 1956*, document disponible en ligne sur le site consacré au *MEFESZ* de Szeged <http://www.mefesz.hu>, p.9).

nation. Comme il y a 108 ans, nous sommes chargés de définir CE QUE RECLAME LA NATION HONGROISE. »<sup>78</sup>

Employées par l'auteur du récit, les majuscules témoignent de l'importance aux yeux des étudiants du parallèle historique avec 1848 et de l'idée de rôle à jouer qui en découle. Or l'enthousiasme que cette intervention suscita dans l'auditoire révèle la force du symbole de la jeunesse universitaire « chargée » de formuler les revendications de la nation :

« Un frisson chaleureux parcourt l'assistance : il y a 108 ans, les grands événements de l'année 1848 avaient pris naissance à Budapest, dans un lieu tout proche, grâce à l'action de la jeunesse révoltée, qui, deux générations avant la nôtre, avait édicté en douze points "LES REVENDICATIONS DE LA NATION HONGROISE". »<sup>79</sup>

Le témoignage d'un autre étudiant de Budapest, Vilmos Valszonyi, confirme l'enthousiasme qu'a pu susciter ce parallèle historique avec la révolution de 1848 : « comme en 48, pour une fois, on a pris nos destins en main, c'était indescriptible comme sentiment »<sup>80</sup>. Mais l'identification des étudiants aux héros du « Printemps des peuples » ne se limita pas au fait qu'ils aient élaboré, comme leurs ancêtres, une liste de revendications politiques car, tout au long de la journée du 23 octobre, les références symboliques à la révolution de 1848 se firent nombreuses. Ce ne fut donc point un hasard si les étudiants de Budapest décidèrent que le point de ralliement des deux cortèges, l'un partant de l'Université polytechnique, l'autre de la faculté de sciences humaines, serait la statue de Petöfi sur la place du 15 mars.<sup>81</sup>

Rassemblés au pied de la statue du poète mort sur le front en 1849, les étudiants écoutèrent Imre Sinkovits, un jeune acteur, réciter le plus célèbre poème de Petöfi : « Debout Hongrois ». <sup>82</sup> Ce poème qui avait été le signal de la révolution de 1848 commençait avec ces mots :

« Debout Magyar !  
La Patrie t'appelle  
Les temps sont venus

<sup>78</sup> Extrait du récit de Mihály Samson, reproduit in T. Méray, *op. cit.*, p.29.

<sup>79</sup> *idem.*

<sup>80</sup> Témoignage de Vilmos Valszonyi, recueilli par Mark Kidell in *Hongrie 1956, notre révolution*, documentaire, Hongrie-France, Arte, 2006.

<sup>81</sup> Voir le plan de Budapest (annexe 4).

<sup>82</sup> cf. B. Lomax, *op. cit.*, p.109.

Maintenant ou jamais  
 Serons-nous esclaves  
 Ou serons-nous libres  
 C'est là la question  
 A toi de choisir. »<sup>83</sup>

Plus d'un siècle plus tard, ce poème semblait étonnement d'actualité car, en quelques vers seulement, il résumait deux des principales revendications des étudiants hongrois : la liberté et l'indépendance nationale. Rassemblés au pied de la statue de Petöfi, les étudiants reprirent alors en cœur le serment de ce poème : « Sur Dieu nous jurons, Esclaves jamais plus nous ne serons »<sup>84</sup>. Puis, après avoir écouté la liste des revendications adoptée la veille par les jeunes de l'Université polytechnique, le cortège d'étudiants se mit en marche en direction de la statue du général polonais Bem. Choisie comme point d'arrivée de la manifestation parce qu'elle rappelait l'amitié historique qui unissait les peuples hongrois et polonais, alors que les troupes soviétiques entouraient Varsovie, cette statue invitait aussi à faire un parallèle avec l'année 1848. Ce fut en effet ce général qui avait été à la tête des troupes polonaises venues soutenir les gardes nationaux hongrois face aux Autrichiens et aux Russes durant la guerre de 1848-1849. La référence à l'année 1848 s'invitait encore une fois durant cette journée du 23 octobre 1956.

D'autres éléments allaient contribuer à renforcer dans les esprits ce parallèle historique avec mars 1848. Lorsqu'une délégation d'étudiants décida de se rendre à la Maison de la Radio pour diffuser la pétition votée la veille, chacun avait en mémoire l'initiative des étudiants de 1848 qui avaient décidé de s'emparer d'une imprimerie pour reproduire les « Douze points de la nation hongroise ». « Depuis 1848, note François Fejtö, les techniques ont progressé ; la radio a supplanté l'impression, du moins en ce qui concerne la rapidité de l'information ; mais l'enjeu de la lutte est resté le même : le droit de l'expression, la liberté de parole. »<sup>85</sup> Au-delà du parallèle entre l'utilisation de l'imprimerie et celle de la radio, cet épisode contribua à rappeler que ce fut la jeunesse universitaire qui avait donné l'impulsion de la mobilisation de mars 1848. Plus d'un siècle plus tard, la jeunesse estudiantine de Budapest semblait bien reproduire un scénario étonnamment similaire.

<sup>83</sup> Traduction du poème de S. Petöfi, *Debout Hongrois*, par F. Fejtö (F. Fejtö, *Budapest l'insurrection*, op. cit., p.35).

<sup>84</sup> Traduction de T. Méray, op. cit., p.112.

<sup>85</sup> F. Fejtö, *La révolte de la Hongrie*, op. cit., p.7.

Pétition de la jeunesse universitaire, référence au poète Petöfi, rappel de l'amitié hongro-polonaise et tentative de diffuser plus largement la liste de revendications, la référence à la révolution de 1848 était omniprésente. « Au fond, note Miklós Molnár, la manifestation du 23 octobre 1956 n'était pas si éloignée de l'esprit des idées de mars 1848, quand les pétitionnaires de la veille avaient fait prévaloir, dans la rue, leurs revendications nationales et démocratiques, paisiblement, mais en étant résolus au combat... »<sup>86</sup> Lorsque la manifestation estudiantine se transforma en insurrection nationale, il est intéressant de noter que les insurgés ne tardèrent pas à s'identifier aux troupes révolutionnaires de 1848-1849 qui avaient combattu face aux armées russes et autrichiennes. Ainsi, d'après les témoignages d'étudiants hongrois ayant pris les armes durant les journées insurrectionnelles d'octobre 1956, les jeunes insurgés se désignèrent entre eux par le terme de *Nemsetör*, terme employé durant la révolution de 1848 pour désigner les « gardes nationaux ».<sup>87</sup> Le parallèle avec la révolution de 1848 semblait bien être dans tous les esprits.

Composante non négligeable de l'univers symbolique des Hongrois en ce milieu des années cinquante, la référence à la révolution de 1848 contribua largement à diffuser l'image d'une jeunesse universitaire jouant un rôle politique de premier plan. Or il convient d'observer qu'en octobre 1956, l'activation de cette image fortement mobilisatrice ne s'est pas faite de façon stratégique et calculée. Bien au contraire, on observe que la référence au symbole de l'étudiant contestataire s'est opérée de façon tout à fait spontanée. George Paloczi-Horvath remarquait dans ses mémoires que « tout le monde était traversé par les rêves et les objectifs de la révolution libérale de 1848 en marchant de la statue de Petöfi à celle du Général Bem »<sup>88</sup>. Il est intéressant de noter que dans le cas mexicain aussi, la réactivation de symboles et de rites s'est opérée spontanément au cours des assemblées étudiantes. D'après le sociologue Daniel Cazès en effet, la mobilisation mexicaine de 1968 eut, comme toute mobilisation contestataire, ses rites, ses rituels et ses mythes, mais cela ne se fit pas de façon consciente et calculée : « personne ne pensa “maintenant nous allons faire de telle manière”, non, les choses ont surgi des gens »<sup>89</sup>.

---

<sup>86</sup> M. Molnár, *Victoire d'une défaite*, *op. cit.*, p.236.

<sup>87</sup> cf. N. Baudy, *op. cit.*, p.15.

<sup>88</sup> « The dreams and aims of the 1848 liberal revolution permeated everybody as we marched from the statue of Petöfi to that of General Bem. » (G. Paloczi-Horvath, *The Undefeated*, *op. cit.*, p.290).

<sup>89</sup> « Todos los movimientos necesitan ritos, rituales y mitos. Y todo eso estaba ahí. Todo lo hicimos, no conscientemente, porque nadie pensaba “ahora vamos a hacer así...” ¡no! Surgiera de la gente. » (Entretien avec

## II. Le symbole de l'étudiant contestataire au Mexique

« Depuis que je suis entré à l'université il y a cinquante ans, (...) tout ce que j'ai connu de l'UNAM ce sont des personnes constamment rebelles, pas toujours en rébellion, mais si, constamment rebelles. Toujours contestataires, toujours en train de poser des questions. »<sup>90</sup> Cette observation de Daniel Cazés semble bien confirmer l'existence d'un lien étroit, au Mexique, entre l'université et la contestation politique. Mais ce lien ne repose pas seulement sur les caractéristiques de l'université, comme espace de socialisation politique et de rassemblement géographique d'un grand nombre de jeunes, il tient aussi à un ensemble de représentations collectivement partagées et, plus particulièrement, à une histoire marquée par de nombreux conflits dans l'université. Si les intellectuels et les universitaires mexicains ont joué un rôle moins important que leurs homologues hongrois dans l'histoire politique de leur pays,<sup>91</sup> il convient néanmoins de se pencher de plus près sur les conflits politiques ayant traversé l'université mexicaine afin de comprendre pourquoi l'image d'un étudiant rebelle et contestataire y était largement diffusée.

### A. Aux origines du symbole de l'étudiant rebelle et contestataire

Fondée en 1551, l'Université de Mexico est la plus ancienne université d'Amérique. Cette « Université Royale et Pontificale de Mexico » a été, durant toute l'époque coloniale, régie par l'Eglise avant d'être fermée en 1833 par les Libéraux car elle avait pris le parti des Espagnols durant la guerre d'indépendance. Rouverte puis refermée à plusieurs reprises, elle fut supprimée en 1867. Il fallut attendre 1910 et les dernières années du régime de Porfirio Diaz pour que l'Université nationale de Mexico soit refondée afin de « couronner », comme le note Annick Lempérière, « d'un établissement supérieur l'édifice de l'éducation

---

Daniel Cazés, Mexico, 13 décembre 2005). A titre d'exemple, Daniel Cazés raconte qu'il suffisait que quelqu'un dise « il nous faut un logo » pour que les graphistes se mettent aussitôt au travail (« Alguien dijo "Necesitamos un logo", pues rápidamente los diseñadores gráficos hicieron un logo. »).

<sup>90</sup> « Desde que yo entré en la universidad, hace cincuenta años, (...) todo lo que he conocido de la UNAM es gente permanentemente rebelde, no siempre en rebelión, pero sí permanentemente rebelde. Siempre contestataria, siempre cuestionando. » (Entretien avec D. Cazés, Mexico, 13 décembre 2005).

<sup>91</sup> D'après Daniel Cosío Villegas en effet, « l'histoire montre que presque jamais il [l'intellectuel mexicain] n'a été l'initiateur matériel, ni même idéologique de ces perturbations et que rarement il en a été l'inspirateur lointain ». Ainsi, l'exemple de la Révolution mexicaine révèle que « l'apport de l'intellectuel à son idéologie est tristement limité, en nombre, qualité, efficacité ». (D. Cosío Villegas, « L'intellectuel mexicain et la politique », traduction d'un essai paru in *Novedades* (13 mars 1966) in *GRAL Intellectuels et Etat au Mexique au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Editions du CNRS, 1979, p.11).

porfirienne »<sup>92</sup>. Mais après la Révolution mexicaine, cette institution souffrait d'un réel discrédit qui allait mener à la mobilisation estudiantine de 1929. Or c'est précisément cette mobilisation qui a profondément marqué l'histoire de l'université mexicaine et révélé l'existence d'un nouvel acteur politique : l'étudiant.

Pour comprendre la mobilisation de 1929, il faut rappeler qu'au lendemain de la Révolution l'université mexicaine dans sa totalité souffrait d'un profond discrédit. Non seulement les enseignants manquaient de considération et étaient souvent obligés d'exercer parallèlement une autre profession mais, surtout, on dénonçait le caractère élitiste et conservateur de l'enseignement supérieur. Au début des années 1920, le gouvernement d'Obregón introduisit une large réforme du système éducatif visant à élargir l'accès à l'enseignement secondaire afin de démocratiser l'accès à l'université. En outre, il manifesta le souhait de contrôler étroitement l'université, ce qui allait immédiatement déclencher un mouvement d'opposition dans le monde universitaire. En 1928, la Confédération nationale des étudiants créée l'année précédente s'opposa ouvertement à la réélection d'Obregón et, surtout, politisa le conflit en soutenant le candidat de l'opposition : l'ancien ministre de l'Éducation publique José Vasconcelos. Souhaitant mettre un terme à cette mobilisation étudiante avant la fin de la campagne électorale, le gouvernement accorda un statut d'autonomie partielle à l'institution universitaire en votant en juin 1929 la Loi d'autonomie de l'Université. Obtenue au terme d'une vaste mobilisation étudiante, l'autonomie de l'Université nationale mexicaine est restée depuis le symbole de l'engagement politique des étudiants.<sup>93</sup>

Grâce à ce statut particulier, l'UNAM s'est, d'après Daniel Cosío Villegas, « transformée en une île, le seul territoire qui échappe à la soumission au gouvernement fédéral, ou, plus précisément, au Président de la République »<sup>94</sup>. L'obtention d'un statut d'autonomie constituant une réelle victoire face à un pouvoir politique qui avait manifesté le souhait de contrôler étroitement tout le système éducatif, la mobilisation estudiantine de 1929 s'est peu à peu transformée en mythe fondateur de la naissance d'un nouvel acteur politique au Mexique : l'étudiant rebelle et contestataire. Pour autant, il convient d'observer que la

---

<sup>92</sup> A. Lempérière, *op. cit.*, p.88.

<sup>93</sup> Pour une présentation plus détaillée de la mobilisation mexicaine de 1929, voir l'article de Renate Marsiske, « Autonomía y estudiantas universitarios en México: 1929 » in *L'université en Espagne et en Amérique latine. II Enjeux, contenus, images*, Publications de l'Université de Tours, 1998.

<sup>94</sup> D. Cosío Villegas, *art. cit.*, p.16.



portée de cet épisode historique est beaucoup moins large que la révolution de 1848 l'était en Hongrie. Ainsi, le mouvement étudiant de 1929 peut être considéré comme fondateur pour le monde universitaire mexicain, alors que la mobilisation de 1848 en Hongrie constitue un épisode historique essentiel pour la nation hongroise.

Malgré cette différence de portée, le mouvement étudiant mexicain de 1929 conserve une véritable dimension politique dans la mesure où la préservation du statut d'autonomie de l'université symbolisait en 1968 la lutte contre les dérives autoritaires du régime. Ce fut en effet la transgression du principe d'autonomie avec l'intervention militaire au sein d'un bâtiment scolaire qui amena les universitaires, au premier rang desquels se trouvait le recteur Barros Sierra, à soutenir la mobilisation estudiantine. Cet extrait du discours prononcé par le recteur de l'UNAM le lendemain de l'annonce de l'intervention de l'armée dans l'école préparatoire San Ildefonso témoigne du rapport entre la volonté de préserver l'autonomie conquise en 1929 et celle de condamner les pratiques autoritaires du régime :

« Restons unis pour défendre, dans notre maison et en dehors de notre maison, les libertés de pensée, de réunion, d'expression et la plus chère, notre autonomie ! Vive l'UNAM ! Vive l'autonomie universitaire ! »<sup>95</sup>

Ainsi, autonomie, liberté de pensée et résistance face à l'oppression apparaissent être des principes profondément ancrés dans la tradition universitaire mexicaine. Afin de mieux comprendre les valeurs rattachées à cette institution universitaire, il convient de revenir quelques instants sur la devise et le symbole de l'UNAM qui remontent à l'époque de José Vasconcelos. Le symbole représente une carte de l'Amérique latine entourée de deux oiseaux, un aigle et un condor, et de la devise « *Por mi raza hablara el espíritu* », que l'on peut traduire littéralement par « Pour ma race parlera l'esprit ».<sup>96</sup> Le terme de « *raza* » est couramment employé au Mexique pour désigner un grand groupe de personnes, un groupe informel de personnes qui ne se connaissent pas forcément. La « race » dont parle Vasconcelos, l'auteur de la devise, n'est autre que la « race » latino-américaine, ou plus

<sup>95</sup> « Permanezcamos unidos para defender, dentro y fuera de nuestra Casa, las libertades de pensamiento, de reunión, de expresión y la más cara: ¡Nuestra autonomía! ¡Viva la UNAM! ¡Viva la autonomía universitaria! » (Extrait du discours du recteur Javier Barros Sierra prononcé le 30 juillet 1968, reproduit in R. Álvarez Garín, *op. cit.*, p.42).

<sup>96</sup> cf. logo de l'UNAM (annexe 5).

exactement le peuple latino-américain.<sup>97</sup> Quant au mot « esprit », il est interprété de différentes manières : certains veulent y voir l'esprit saint, alors que d'autres pensent au contraire que ce terme désigne la raison. Mais quelque soit le sens retenu – et Vasconcelos a peut-être souhaité maintenir cette ambiguïté – le slogan de l'UNAM suggère à chacun que la réflexion de l'élite universitaire doit être au service du peuple.

Pour Carlos Monsivaís, cette devise suggère que « la seule possibilité de voix de présence créative d'un peuple est sa caste supérieure, celle que seule l'Université peut produire » ou, en d'autres termes, que « sans l'esprit – l'élite éclairée – la nation est muette »<sup>98</sup>. La devise de l'UNAM rappelle à elle seule le rôle que s'attribuent les universitaires mexicains : c'est grâce à l'élite éclairée que peut s'exprimer « l'esprit ». La portée politique de cette devise permet de comprendre l'importance, aux yeux des Mexicains, du monde universitaire pour créer une société plus juste.<sup>99</sup> Par extension, on pourrait affirmer que l'étudiant mexicain est rebelle et contestataire par définition. Cette idée de rôle contestataire s'inscrit précisément dans la continuité d'une tradition latino-américaine initiée en 1918 par les étudiants de l'université de Córdoba, en Argentine. Pour les étudiants argentins en effet, la question de la réforme universitaire était alors étroitement liée à celle de la modernisation et de la démocratisation de la société, ce qui les amena à rédiger en juin 1918 un « Manifeste de la réforme ».

Loin de se limiter à la seule question universitaire – les problèmes universitaires n'y sont mentionnés que dans un deuxième temps – ce manifeste constituait au contraire un large appel à l'engagement politique des étudiants d'Amérique latine. Les extraits suivants nous donnent une idée du rôle politique que s'attribuèrent alors les jeunes Argentins :

« Ni les menaces ni la force ne peuvent nous arrêter, nous pensons en effet agir pour le bien de la patrie et le sacrifice en est son prix. »<sup>100</sup>

<sup>97</sup> Daniel Cazés nous expliqua en effet que la « race », comme on peut le voir sur la carte qui est au coeur du logo de l'université, est la « race latino-américaine ». (Entretien avec D. Cazés, Mexico, 13 décembre 2005).

<sup>98</sup> C. Monsivaís, « L'Etat et les intellectuels au Mexique », in GRAL, *Champs de pouvoir et de savoir, op. cit.*, p.87.

<sup>99</sup> cf. G. Estrada, *op. cit.*, p.193.

<sup>100</sup> « Ni amenazas ni opresiones han de dominarnos, pues entendemos trabajar por el bien de la patria y el sacrificio es su precio. » (Extrait cité par S. Cheveau Richon, « La Réforme de Cordoba en 1918 : Mythe fondateur des étudiants latino-américains » in *L'université en Espagne et en Amérique latine, op. cit.*, p.517).

« Si, au nom du maintien de l'ordre, on continue à se moquer de nous et à nous abrutir, nous proclamons haut et fort le droit sacré à l'insurrection. »<sup>101</sup>

« Le seul espoir qui nous reste, c'est le destin héroïque de la jeunesse (...) La jeunesse est toujours sur la voie de l'héroïsme. Elle est désintéressée, elle est pure. Elle n'a pas encore eu le temps de se laisser contaminer. »<sup>102</sup>

Attribuant à la jeunesse universitaire un véritable rôle héroïque, le Manifeste des étudiants de Córdoba contribua à nourrir l'imaginaire des étudiants d'Amérique latine. L'historienne Sylvie Cheveau Richon observe en effet que le mouvement de Córdoba diffusa à travers les pays d'Amérique latine « une image stéréotypée, voire mythique de la jeunesse estudiantine »<sup>103</sup>. Ainsi, le conflit qui éclata en 1929 à l'Université de Mexico au nom de l'indépendance de la réflexion universitaire face au pouvoir politique s'inscrit dans la continuité du mouvement initié par les jeunes argentins. Mais il est intéressant d'observer aussi que durant la mobilisation de 1968, cinquante ans exactement après celle de Córdoba, certains étudiants mexicains se référèrent au Manifeste de 1918 pour expliciter la philosophie de leur mouvement contestataire. Ce fut le cas de Carlos Martínez Assad qui confiait que « se sentir jeune et *auréolé d'héroïsme*, selon le *Manifeste des étudiants de Córdoba* en 1918, c'était critiquer ou, comme on commençait à le dire dans les années soixante, tout questionner : la famille, l'école, la propriété privée et l'Etat, ou le gouvernement et le président. »<sup>104</sup>

L'héritage symbolique de la mobilisation de 1929 et, avant elle, de la mobilisation des jeunes argentins de Córdoba permettent de comprendre la place et le rôle politique que les étudiants mexicains s'attribuaient. « Etre étudiant, c'était être militant »,<sup>105</sup> résumait l'un des acteurs de la mobilisation de 1968. Durant l'été 1968 en effet, les étudiants mexicains ne manquèrent pas de rappeler que ce fut à l'issue d'un vaste mouvement étudiant que l'autonomie de l'Université nationale fut acquise : « L'autonomie universitaire fut conquise

<sup>101</sup> « Si en nombre del orden se nos quiere seguir burlando y embruteciendo, proclamamos bien alto el derecho sagrado a la insurreccion. » (*ibid.*, p.520).

<sup>102</sup> « La única puerta que nos queda abierta a la esperanza es el destino heroico de la juventud (...). La juventud siempre vive en trance de heroismo. Es desinteresada, es pura. No ha tenido tiempo aún de contaminarse. » (*ibid.*, p.524).

<sup>103</sup> *ibid.*, p.517.

<sup>104</sup> « Sentirse joven y *aurelado de heroísmo*, según el *Manifiesto de los Estudiantes de Córdoba*, en 1918, era criticar o, como en los años 60 comenzó a decirse, cuestionarlo todo : la familia, la escuela, la propiedad privada y el Estado, o el gobierno y el presidente. » (Témoignage de Carlos Martínez Assad, recueilli in H. Bellinghausen, *op. cit.*, p.73).

<sup>105</sup> « Ser estudiante era ser militante. » (*idem*).

dans le sang et le sacrifice », <sup>106</sup> pouvait-on lire sur les banderoles de 1968. Pour autant, si les croyances et les représentations héritées du mouvement de 1929 permettent de comprendre l'origine du symbole de l'étudiant traditionnellement rebelle et contestataire, c'est au fil des mobilisations estudiantines qui marquèrent l'histoire mexicaine depuis les années trente que ce symbole s'est ancré dans les représentations collectives.

### **B. Vagues de mobilisations estudiantines et ancrage du symbole de l'étudiant contestataire**

Occupant une large place dans la mémoire collective des étudiants mexicains, les mobilisations estudiantines ont été nombreuses depuis l'obtention du statut d'autonomie partielle de l'Université nationale de Mexico en 1929. Deux périodes ont tout particulièrement été marquées par des conflits et des grèves universitaires : les années 1930, puis la période allant du milieu des années cinquante à la mobilisation de 1968. Si la vague de conflits et de tensions qui traversa le monde étudiantin durant les années trente portait surtout sur le statut de l'université, à partir de la fin des années cinquante les étudiants mexicains commencèrent à donner une dimension de plus en plus politique à leurs mobilisations.

Le conflit qui éclata en septembre 1933 révéla l'importance du courant conservateur et anti-marxiste au sein du monde universitaire mexicain. Lorsque le président Lombardo Toledano fit approuver par le Congrès une résolution faisant du marxisme la philosophie officielle de l'université, une partie importante des enseignants et des étudiants se mobilisa contre ce projet de réforme. La volonté du gouvernement d'orienter le cadre idéologique des enseignements universitaires s'opposait frontalement au principe d'autonomie partielle conquis en 1929. Confronté à une vaste grève des étudiants, le gouvernement mexicain fut contraint de retirer ce projet et décida d'accorder à l'UNAM un statut d'autonomie totale. Loin d'être une victoire pour l'université, l'obtention de l'autonomie totale signifiait au contraire la fin du financement étatique et l'étouffement financier de l'université. Dans un tel contexte, l'université mexicaine se vit traversée par de nombreux conflits internes opposant étudiants « libéraux », proches des partis d'opposition de droite et attachés au principe d'autonomie de l'université, et étudiants de « tradition populaire », qui soutenaient les

---

<sup>106</sup> « La autonomía universitaria se ganó con el sacrificio y la sangre de compañeros universitarios. » (Slogan du mouvement de 1968, *ibid.*, p.74).

réformes sociales menées par le Parti de la Révolution Mexicaine et souhaitaient avant tout appuyer les étudiants d'origine modeste.<sup>107</sup>

L'impossibilité de s'autofinancer contraignit les autorités universitaires à négocier avec l'Etat mexicain afin d'obtenir, dès 1937, un retour au principe d'autonomie partielle. La liberté d'enseignement étant préservée, le conflit relatif à l'imposition d'un cadre idéologique était réglé. Mais, alors qu'à la veille de la seconde guerre mondiale, une part importante du monde universitaire s'était rapprochée de l'opposition de droite intégrée dans le système du PRI, le Parti d'Action Nationale (PAN) catholique et anti-collectiviste, le monde universitaire mexicain évolua progressivement, à partir des années 1950, vers l'opposition de gauche. La réorientation de l'économie adoptée sous la présidence de Miguel Alemán amena progressivement un nombre croissant d'étudiants et d'enseignants à rejoindre des organisations politiques contestataires de gauche.<sup>108</sup>

Au moment même où un grand nombre d'étudiants et d'enseignants de l'UNAM était en train d'évoluer vers l'opposition de gauche, l'autre grande institution universitaire du pays, l'IPN, allait connaître un vaste mouvement contestataire. Durant l'année 1956, des étudiants de l'Institut polytechnique se mobilisèrent pour contrer la campagne gouvernementale menée à l'encontre de l'éducation socialiste héritée des réformes de 1934. Plus de 100 000 étudiants se mobilisèrent à travers le pays et le gouvernement dut faire appel à l'armée pour mettre un terme au conflit en occupant un internat de l'IPN.<sup>109</sup> Cet épisode marqua profondément les esprits des étudiants et renforça à l'Institut polytechnique aussi, le symbole de l'étudiant rebelle et contestataire. Ainsi, ce ne fut certainement pas un hasard si les étudiants de l'IPN choisirent à plusieurs reprises pour point de ralliement ou d'arrivée des manifestations de 1968 la place du *Casco de Santo Tomás*, endroit où se situait l'internat occupé par l'armée en 1956 avant d'être définitivement fermé, qui symbolisait la tradition de lutte de leur institution universitaire.

---

<sup>107</sup> cf. G. Guevara Niebla, *La democracia en la calle*, op. cit., p.13-15.

<sup>108</sup> D'après le sociologue Sergio Zermeño, la Révolution cubaine a permis, à partir de la fin des années cinquante, de cristalliser cette opposition de gauche et de transformer la couleur politique de l'UNAM (entretien avec S. Zermeño, Mexico, 12 décembre 2005).

<sup>109</sup> Lors de cette occupation militaire de l'internat, l'armée arrêta deux des dirigeants estudiantins qui furent tous deux condamnés à des peines d'emprisonnement pour « délit de dissolution sociale », conformément aux articles 145 et 145 bis du Code pénal fédéral. Il est donc peu étonnant que les étudiants aient placé, douze ans plus tard, l'abolition de ces deux articles au cœur de leurs revendications politiques (cf. G. Guevara Niebla, *La democracia en la calle*, op. cit., p.16).

Dès le 26 juillet 1968 en effet, c'est ce lieu qui fut retenu comme point d'arrivée du cortège par les organisateurs de la première manifestation. Ce fut aussi le point d'arrivée de la manifestation du 5 août, et le point de départ de la grande manifestation du 13 août. Chaque fois, le rassemblement devant l'ancien internat donnait aux étudiants de l'IPN l'occasion de commémorer la mobilisation estudiantine de 1956 et de rappeler la violence de la répression dont les jeunes avaient alors fait l'objet. Ce témoignage d'un étudiant de l'Institut Polytechnique National confirme l'importance symbolique de la mémoire de ces luttes estudiantines passées :

« Lors du rassemblement place *Santo Tomás*, on se remémorait les interventions de l'armée contre le Polytechnique. (...) En 1956, l'internat fut fermé par une occupation militaire qui accusait les dirigeants étudiants de dissolution sociale, c'est la raison pour laquelle nous les étudiants de 1968 nous sommes identifiés à l'idée d'abolir les articles 145 et 145 bis du Code pénal fédéral. »<sup>110</sup>

Ainsi, la mobilisation de 1968 s'inscrivait directement dans la continuité des luttes estudiantines passées. Si le conflit de 1956 avait une place particulière dans la mémoire collective des étudiants de l'IPN, d'autres mobilisations contribuèrent, à partir de la fin des années cinquante, à nourrir l'imaginaire collectif des étudiants mexicains. A partir de l'année 1958 en effet, de nombreux étudiants participèrent à la vague de mouvements sociaux qui traversa le pays, soutenant tout autant les électriciens que les télégraphistes, les instituteurs ou les cheminots.<sup>111</sup> Cette mobilisation des étudiants fut doublement importante car non seulement elle scella l'union entre étudiants et ouvriers, mais elle annonça aussi la vague de protestation qui déferla dans le monde universitaire au cours de la décennie suivante.<sup>112</sup> Les nombreux conflits qui traversèrent les institutions universitaires de province comme de la capitale tout au long des années soixante contribuèrent à renforcer l'image d'un étudiant traditionnellement rebelle et contestataire.

En termes de représentations partagées, les étudiants ne manquèrent pas d'inscrire la mobilisation de l'été 1968 dans la continuité des actions contestataires menées par les

---

<sup>110</sup> « En el mitin de Santo Tomás, se recordaron las intervenciones del ejército contra el Politécnico. (...) En 1956, se clausuró el internado mediante ocupación militar acusando a los dirigentes estudiantiles de disolución social, razón por la cual, los estudiantes de 1968 nos identificábamos con la idea de desaparecer los artículos 145 y 145 bis del código penal federal. » (Témoignage d'un étudiant de l'IPN, recueilli in M. Ortega Olivares, *op. cit.*, p.32).

<sup>111</sup> cf. Raúl Jardón, *op. cit.*, p.15.

<sup>112</sup> Voir la chronologie des mobilisations estudiantines mexicaines au cours des années soixante (annexe 3).

étudiants des différentes universités du pays tout au long de la décennie. Ainsi, d'après le leader étudiantin Gilberto Guevara Niebla, « le mouvement de 1968 représenta le point culminant d'un processus de protestation étudiante qui se développa à partir de 1960 »<sup>113</sup>. Pour d'autres encore, la mobilisation nationale de l'été 1968 fut une occasion de « venger » les étudiants victimes de la répression policière et militaire auxquelles se heurtèrent la plupart des mobilisations étudiantes de la décennie.<sup>114</sup> Mais, de façon plus générale, l'existence d'une tradition de contestation au sein du monde universitaire nourrissait l'image d'un étudiant n'hésitant pas à s'engager dans un vaste mouvement protestataire. Le fait que la mobilisation des étudiants de Mexico ait très rapidement pris, en cet été 1968, une véritable dimension nationale allait permettre aux étudiants de se réappropriier la mémoire d'un événement historique fondateur : la Révolution mexicaine de 1910-1919.

### **C. La réappropriation d'une référence incontournable : la Révolution mexicaine**

« Je veux vivre en étant esclave des principes et NON des hommes. »<sup>115</sup> Reproduite et distribuée par les étudiants au cours de la mobilisation, cette célèbre phrase d'Emiliano Zapata nous rappelle que la Révolution mexicaine constituait une référence symbolique que l'on ne saurait ignorer lorsque l'on se penche sur l'imaginaire collectif des étudiants mobilisés en 1968. Pour autant, il était loin d'être évident que les jeunes Mexicains allaient se réapproprier la Révolution de 1910-1919, dans la mesure où le gouvernement avait toujours su monopoliser la référence à cet événement historique. En effet, d'après les représentations idéologiques officielles, la Révolution qui mit un terme au régime de Porfirio Díaz et marqua l'avènement d'un nouveau système politique était au fondement du PRI. Dans un tel contexte, la réappropriation au cours de l'été 1968 de cet épisode incontournable de leur histoire nationale par les jeunes Mexicains allait constituer un acte symbolique fortement mobilisateur.

<sup>113</sup> « El movimiento de 1968 representó un punto culminante del proceso de insurgencia estudiantil que se desarrolló desde 1960. » (G. Guevara Niebla, *La democracia en la calle*, op. cit., p.45).

<sup>114</sup> « Al marchar por las calles como lo hicimos, en cierta forma vengábamos a todos los estudiantes de la provincia que fueron reprimidos antes que nos tocara a nosotros; a los estudiantes de Puebla, de Tabasco, de Chihuahua, de Sinaloa, de Guerrero, de Sonora, y, en cierto modo, los atropellos (écrasements) cometidos en Morelia, en Hermosillo, en Monterrey. » (Témoignage d'Ernesto Hernández Pichardo, étudiant à l'Ecole nationale d'économie de l'UNAM, recueilli in E. Poniatowska, op. cit., p.17).

<sup>115</sup> « Quiero vivir siendo Esclavo de los Principios y NO de los Hombres » (Prospectus du mouvement étudiant, Archives de l'UNAM, Caisse 58, exp.316, doc.42).

Ainsi, dans un témoignage recueilli trente ans plus tard, un étudiant de l'IPN rappelait que les jeunes Mexicains n'avaient jusqu'alors jamais osé se réapproprier les héros nationaux monopolisés jusqu'alors par la propagande et les discours officiels du Parti de la Révolution Institutionnalisée :

« Ce n'est qu'à ce moment de notre histoire que nous avons compris la valeur de nos héros (Hidalgo, Morelos, Juárez, Madero, Villa, Zapata et Cárdenas). Avant, c'était impossible parce que la démagogie officielle nous les avait enlevés et ils étaient exclusivement réservés à l'usage et au culte quasi-religieux du pouvoir gouvernemental. »<sup>116</sup>

Manuel Aguilar Mora observe en effet qu'au cours du mouvement estudiantin de 1968, « toute une génération et (...) à travers elle, tout un peuple, commença à renouer avec sa meilleure histoire, celle des actes révolutionnaires de 1910-1919 et des combats anti-impérialistes et sociaux des années trente »<sup>117</sup>. Le fait de se saisir des héros nationaux et des références aux combats révolutionnaires était loin d'être un acte anodin. En inscrivant leurs revendications dans la continuité des combats révolutionnaires des années 1910 et des conquêtes sociales des années 1930, les étudiants mexicains donnaient une plus grande envergure à leur mobilisation : « c'était comme si le présent s'enrichissait en découvrant le passé historique »<sup>118</sup>. De la même façon que le parallèle avec la Révolution de 1848 s'était révélé fortement mobilisateur en Hongrie, la référence aux héros de la Révolution mexicaine constituait un acte évocateur et stimulant pour la mobilisation.

Concrètement, les étudiants mexicains se réapproprièrent les chants révolutionnaires, brandirent durant les manifestations les portraits des héros de la révolution (Madero, Pancho Villa, Zapata...) et réemployèrent pour appuyer leur lutte leurs citations les plus célèbres. Ainsi, l'étudiante de l'IPN Maria Estela Morales nous confia que les jeunes reprirent les chansons de l'époque révolutionnaire en adaptant les paroles aux circonstances du

<sup>116</sup> « Solo hasta este momento de nuestra historia, aprendimos el valor de nuestros héroes (Hidalgo, Morelos, Juárez, Madero, Villa, Zapata y Cárdenas). Antes no había sido posible porque la demagogia oficial nos los tenía arrebatados y eran como de uso exclusivo y de culto casi-religioso del poder gubernamental. » (Témoignage d'un étudiant de l'IPN recueilli in M. Ortega Olivares, *op. cit.*, p.24).

<sup>117</sup> « En esa experiencia de lucha de julio a octubre de 1968, toda una generación y (...) a través de ella, todo un pueblo, se comenzó a vincular a su mejor historia, a la de sus gestas revolucionarias de 1910-19 y de los combates antimperialistas y clasistas de los años treinta. » (M. Aguilar Mora, *op. cit.*, p.10).

<sup>118</sup> « Era como si al descubrir el pasado historico el presente se enriquecía. » (*idem*).



mouvement étudiant.<sup>119</sup> Près de quarante ans après la mobilisation, elle se souvenait encore d'un chant révolutionnaire que les étudiants mexicains aimaient reprendre :

« Je veux que l'on m'enterre comme un révolutionnaire,  
Enveloppé d'un drapeau rouge et mon fusil à mes côtés. »<sup>120</sup>

Repris en cœur par les jeunes Mexicains durant les manifestations ou à la fin des assemblées étudiantes, ces chants révolutionnaires généraient le plus souvent une très forte émotion. Maria Estela Morales nous avoua en effet que lorsque les étudiants se mettaient tous à chanter, « il y avait beaucoup d'émotion »<sup>121</sup>. Or, comme nous avons déjà eu l'occasion de le montrer, le fait de partager des moments très fortement chargés en émotions contribua largement à faire oublier aux étudiants les risques auxquels ils s'exposaient en participant à la mobilisation. Cette émotion collective était d'autant plus grande que la référence à un événement historique aussi important que la Révolution mexicaine contribuait à renforcer l'identité et la solidarité du groupe mobilisé. Il est intéressant de rappeler que les représentations collectives rattachées à cet épisode historique mettaient très largement en avant les liens de solidarité et de complicité régnant alors entre les combattants révolutionnaires. Ayant à l'esprit ce type d'images, les étudiants de 1968 allaient implicitement sentir qu'il était de leur devoir de rester unis et solidaires tout au long de la mobilisation, comme l'explique cet étudiant de l'IPN :

« A travers les détails que notre génération avait reçu de la Révolution mexicaine, dans la littérature ou les récits narratifs, nous savions qu'à cette époque-là les gens s'étaient unis ou étaient restés de leur côté. La même chose se produisit entre les jeunes durant l'année 1968, il fallait s'unir au mouvement et c'est dans cette dynamique que nous avons trouvé notre identité sociale, une fois et pour toujours. »<sup>122</sup>

En inscrivant leur mobilisation dans la continuité des luttes révolutionnaires, les étudiants allaient implicitement donner une dimension héroïque à leur mobilisation. Le

---

<sup>119</sup> « Empezabamos a compilar desde canciones de la época de la revolución que le cambiamos un poco la letra y la adecuabamos a las circunstancias. » (Entretien avec M. Estela Morales, Mexico, 19 novembre 2005).

<sup>120</sup> « Había por ejemplo una que decía: “Yo quiero que a mí me entierren como a un revolucionario, envuelto de una bandera roja y con mi fusil al lado”. » (*idem*).

<sup>121</sup> « Había mucha emoción. Por ejemplo, era típico que después de una asamblea todos nos fuimos a cantar. » (*idem*).

<sup>122</sup> « Por los detalles que nuestra generación recibió de la Revolución Mexicana mediante la literatura o los testimonios narrados, supimos que en esa época la gente se unía o se iba a la bola, así también pasó entre los jóvenes en el año de 68, había que unirse al movimiento y en esta dinámica encontramos nuestra identidad social de una vez y para siempre. » (Témoignage d'un étudiant de l'IPN, recueilli in M. Ortega Olivares, *op. cit.*, p.23).

sociologue Daniel Cazés ne manqua pas de nous faire observer que l'héroïsme et le combat sont des notions profondément ancrées dans les représentations collectives des Mexicains depuis leur plus jeune âge : « c'est ainsi que nous avons été éduqués »<sup>123</sup>. En définitive, la réappropriation par les jeunes Mexicains de leurs héros nationaux contribua à donner une véritable dimension symbolique à leur propre mobilisation et à leur faire partager le sentiment qu'ils avaient, eux aussi, un véritable rôle politique à jouer. On observe également dans le cas hongrois que le parallèle avec la Révolution de 1848 a amené les étudiants de 1956 à partager le sentiment que leur génération avait, à son tour, un rôle politique et historique à jouer.

### **Section C : Le sentiment d'avoir un rôle politique à jouer**

« Reliant les hommes à leurs prédécesseurs et à leurs successeurs dans une totalité signifiante », l'univers symbolique permet selon les auteurs constructivistes à donner du sens aux situations sociales dans la mesure où, grâce à lui, « les institutions particulières et les rôles sont légitimés en étant situés dans un monde largement signifiant »<sup>124</sup>. L'histoire et la mémoire collective contribueraient donc, parce qu'elles sont une composante essentielle des représentations partagées, à donner du sens aux institutions et aux rôles. Or, parmi les rôles qui peuvent être reliés à l'univers symbolique des étudiants, celui de l'étudiant qui s'engage sur la scène politique pour défendre ses valeurs et ses idées mérite d'être étudié de plus près. Les travaux de psycho-sociologie nous apprennent en effet que les mythes et les symboles constituent un « univers persuasif » fournissant « à l'individu et au groupe des modèles pour la conduite humaine »<sup>125</sup>.

A partir des exemples hongrois et mexicains, nous tenterons donc de montrer comment la référence au rôle historique joué par la jeunesse estudiantine forme un « univers persuasif » qui interpelle directement l'étudiant, lui parle personnellement et l'invite à jouer, lui aussi, un rôle politique en rejoignant la mobilisation.

---

<sup>123</sup> « Guerrerismo, heroismo y martirologia, en eso fuimos educados. » (Entretien avec D. Cazés, Mexico, 13 décembre 2005).

<sup>124</sup> P. Berger, T. Luckmann, *op. cit.*, p.142.

<sup>125</sup> F. Giust-Desprairies, *op. cit.*, p.190.

## **I. Le sentiment partagé par les jeunes Hongrois d'avoir un rôle politique à jouer**

« Vous devez avoir le courage de prendre ce risque pour votre peuple. »<sup>126</sup> En s'adressant ainsi aux étudiants de l'université de Szeged dès la première assemblée étudiante, l'un des initiateurs du mouvement hongrois ne faisait pas qu'inviter ses camarades à oublier les risques auxquels ils s'exposaient, il leur suggérait aussi qu'ils avaient un certain rôle à jouer. Ce qui pourrait sembler n'être qu'un détail se révèle en fait être un élément essentiel de la mobilisation de 1956. D'après Milkós Molnár en effet, « tout ce qui, pour l'observateur étranger, y semblait insensé, démesuré et même irrationnel tenait en fait à une certaine mentalité collective profondément ancrée dans les mythes de l'histoire. »<sup>127</sup> Hérité de l'histoire hongroise, et plus particulièrement de la référence à la jeunesse universitaire de 1848, le sentiment partagé d'avoir un rôle politique à jouer permet de comprendre pourquoi les étudiants de Szeged puis ceux des autres universités du pays ont massivement commis un acte « insensé, démesuré et même irrationnel » : voter une liste de revendications directement adressée au gouvernement et appeler la population à manifester dans la rue.

### **A. L'euphorie du sentiment d'avoir un rôle historique à jouer**

Dès les premières assemblées étudiantes de l'université de Szeged, les étudiants ont clairement manifesté leur enthousiasme à l'idée d'être à l'origine d'une pétition défendant les intérêts du peuple hongrois dans son entier. La retranscription de l'enregistrement de l'assemblée de Szeged du samedi 20 octobre nous donne des indications précieuses sur les croyances et les représentations partagées par les étudiants hongrois. Ainsi, les étudiants rassemblés dans l'amphithéâtre approuvèrent avec enthousiasme le cinquième point des statuts de l'association qu'ils venaient de créer, le *MEFESZ*. La formulation de ce point des statuts est particulièrement révélatrice du rôle que les étudiants s'accordaient :

---

<sup>126</sup> Intervention orale d'András Lejtényi lors de l'assemblée étudiante du 16 octobre 1956, citée par T. Kiss, *op. cit.*, p. 26.

<sup>127</sup> M. Molnár, « La présence de l'histoire », art. cit., p.81.

« L'objectif de l'association est que les jeunes diplômés, qui sont voués à représenter l'esprit de la nation, ne soient pas une foule indifférente et passive, un groupe de personnes lâches, molles et mesquines, mais bien une armée combattant bravement et avec éloquence pour la nation, pour le pays et pour un futur plus joyeux. Ces personnes ne doivent pas avoir peur de parler de la vérité, et doivent servir la nation et le pays avec leurs compétences, leurs connaissances et leurs capacités. »<sup>128</sup>

En attribuant à la jeunesse estudiantine dans les statuts de leur association la responsabilité de « représenter l'esprit de la nation », de « combattre bravement » pour l'avenir du pays et de « ne pas avoir peur de parler de la vérité », les jeunes de Szeged révélèrent qu'ils partageaient le sentiment d'avoir, en tant qu'étudiants, un véritable rôle politique à jouer. Ainsi, dès les premiers jours de la mobilisation estudiantine, les étudiants hongrois témoignaient de l'influence des représentations collectivement partagées et, notamment, de l'ancrage du symbole de la jeunesse universitaire impliquée et engagée pour l'avenir de son pays. Conscients qu'ils avaient le privilège de détenir des compétences et des connaissances, les jeunes de Szeged réaffirmaient clairement que les étudiants avaient un rôle politique à jouer. Implicitement, ils invitaient la jeunesse universitaire à agir comme leurs ancêtres qui, en mars 1848, avaient pris l'initiative d'appeler à se mobiliser pour introduire l'indépendance nationale et l'instauration d'un régime parlementaire. D'après Tamás Kiss, l'un des initiateurs du mouvement de Szeged, la jeunesse universitaire avait en effet l'impression d'être le représentant de la nation hongroise. Mais près de cinquante ans après la mobilisation de 1956, il observait que cela traduisait la naïveté de cette jeunesse.<sup>129</sup>

Durant l'assemblée estudiantine de l'Université polytechnique du 22 octobre, les étudiants de Budapest allaient eux aussi montrer un véritable enthousiasme à l'idée de faire comme la jeunesse universitaire de 1848 qui avait rédigé une pétition au nom de la nation hongroise. Sans avoir été pensé ni calculé, ce parallèle avec l'un des épisodes les plus importants de leur histoire nationale était un puissant facteur de mobilisation. Il permettait d'inscrire le présent dans la continuité du passé et, dès lors, de donner du sens à l'implication

---

<sup>128</sup> « The aim of the association is that the youths leaving the universities and colleges who are dedicated to represent the mind of the nation should not be an indifferent, passive crowd, a layer of coward, supple and mean ones, however an army fighting bravely and soulfully for the nation, the country and for a merrier future. These people should not be fear of talking about the truth, but they should serve the nation and the country with their skills, knowledge and ability. » (Cinquième point des statuts du *MEFESZ* de Szeged, adopté durant l'assemblée étudiante du 20 octobre 1956, source : « The Tapescript of the Mass Meeting of AHUCS – 20th of October 1956 », [www.mefesz.hu](http://www.mefesz.hu), p.2).

<sup>129</sup> Entretien avec T. Kiss (Budapest, 17 juin 2004).

individuelle de chacun dans la mobilisation. En outre, l'idée d'avoir un rôle politique à jouer hérité de la tradition d'engagement de la jeunesse universitaire contribua largement à faire passer au second plan la question des risques auxquels ils s'exposaient en participant à la mobilisation estudiantine. Ainsi, l'interprétation que propose l'écrivain Tibor Méray du dernier point de la pétition des étudiants de Budapest – « Solidarité totale des uns envers les autres » – est à cet égard tout à fait éclairante :

« La même phrase exprime également cette volonté : s'il nous faut lutter pour ce que nous avons déclaré, s'il nous faut faire couler notre sang, en prendre la responsabilité devant une nation, devant le monde, nous serons présents, unis pour le faire. »<sup>130</sup>

Au cours de la journée du 23 octobre, alors que les rangs de la manifestation étaient en train de grossir, l'idée d'avoir été à l'origine de cette initiative contestataire suscita un réel sentiment de fierté et d'enthousiasme au sein de la population estudiantine. « Il y avait une fierté digne dans l'air »<sup>131</sup>, notait dans ses mémoires un étudiant de l'Université polytechnique. Le sentiment d'avoir un rôle politique à jouer se doublait de celui d'être en train de vivre un véritable moment historique. Lorsque la foule des manifestants se rassembla au pied de la statue du général Bem, l'émotion était à son comble, comme en témoigne Belá Lipták :

« J'entendis la voix de Menö [un autre étudiant] : "Ce moment fait que la vie vaut le coup d'être vécue." Je n'ai pas répondu. Je ne pouvais pas parler. »<sup>132</sup>

Contribuant à renforcer l'enthousiasme des manifestants, la sensation de vivre un moment historique permet de comprendre pourquoi un nombre croissant de personnes ont rejoint la mobilisation. Or le sentiment d'avoir, en tant qu'étudiant, un rôle politique à jouer était d'autant plus fort que le rôle historique de la jeunesse universitaire faisait partie des représentations collectives largement partagées dans la société hongroise.

<sup>130</sup> T. Méray, *op. cit.*, p.100.

<sup>131</sup> « There was a dignified pride in the air. » (B. Lipták, *op. cit.*, p.37).

<sup>132</sup> « I heard the voice of the Menö [un autre étudiant] : "This moment made life worth living." I did not reply. I could not speak. » (B. Lipták, *op. cit.*, p.44).

## B. L'autre versant du rôle : l'attente de la société hongroise

Dès le mois de juin 1956, au cours du débat sur la presse organisé par le Cercle Petöfi, l'écrivain Tibor Déry avait rappelé le rôle joué par la jeunesse de 1848 et en avait appelé les jeunes à suivre l'exemple de leurs ancêtres. En effet, après avoir dénoncé la politique de censure menée par le régime, il suggéra qu'il était temps de changer radicalement le système politique. Il s'adressa alors tout particulièrement aux jeunes présents dans la salle en demandant à « la jeunesse de la nation de prendre une initiative à la manière de leurs ancêtres de 1848 »<sup>133</sup>. Mais loin d'avoir suscité une l'enthousiasme de la jeunesse présente dans l'auditoire, il semblerait au contraire que cet appel ait largement laissé les étudiants sceptiques. Pour avoir une idée de la façon dont le discours de Tibor Déry fut perçu par les jeunes, il est intéressant de citer ce commentaire d'un étudiant en droit et philosophie présent ce soir-là au débat du Cercle Petöfi :

« Déry parla de la jeunesse de 1848 et il affirma qu'il faisait confiance à la jeunesse hongroise de 1956 pour agir de la même façon. (...) Nous avons ri, et cela nous a fait rire jusqu'au 23 octobre. Nous étions une génération sceptique. »<sup>134</sup>

Ainsi, loin de boire les paroles de l'écrivain, nombre d'étudiants hongrois étaient alors parfaitement sceptiques à l'idée qu'un mouvement protestataire puisse naître dans l'université. Ce ne fut que dans le feu de l'action, lorsque l'initiative des jeunes de Szeged commença à prendre de l'ampleur, que les étudiants prirent conscience qu'ils étaient en train de vivre un moment historique en jouant un véritable rôle politique. Non seulement le parallèle avec la Révolution de 1848 les confortait dans ce rôle, mais les soutiens dont ils bénéficièrent au sein de la population révélèrent que l'image de la jeunesse universitaire contestataire était profondément ancrée dans les représentations collectives. Dès le dimanche 21 octobre, *Radio Free Europe* diffusait un large commentaire sur le mouvement de Szeged qui révélait la façon dont les opposants au régime politique hongrois percevaient la jeunesse universitaire. Alors que la presse du Parti avait parlé d'un « orage destructeur soufflant sur Szeged », le journaliste de *Radio Free Europe* observait au contraire que loin d'être

<sup>133</sup> « He called upon the nation's youth to step forward in the manner of their forebears of 1848. » (B. Lomax, *op. cit.*, p.34).

<sup>134</sup> « Dery talked about the youth of March 1848 and said that he trusted that the Hungarian youth of 1956 would behave with equal valor. (...) We laughed all along until the 23<sup>rd</sup> ; we are a sceptical generation. » (CURPH n°444, p.21).

destructeur, cet orage traduisait avant tout « la rébellion de l'âme de la jeunesse »<sup>135</sup>. La suite de cette émission radiodiffusée est particulièrement révélatrice de la force des représentations collectives :

« On peut parler d'une véritable tempête à Szeged, car loin de se limiter aux mots, les jeunes sont véritablement passés à l'action. Ils ont commencé à se battre en érigeant des barricades d'idées. Ils ont quitté la DISZ et fondé cette organisation indépendante pour les étudiants et les lycéens. (...) Le futur est à présent entre nos mains, et ce futur a surgi à Szeged. Les étudiants utilisent les mêmes drapeaux et les mêmes mots que la jeunesse de 1848. »<sup>136</sup>

On observe que les journalistes de *Radio Free Europe* ne se limitèrent pas à soutenir l'initiative des jeunes de Szeged, ils évoquèrent aussi le parallèle avec la Révolution de 1848, ce qui témoigne de la force de la référence symbolique à cet épisode historique. Mais ce soutien ne se limita pas aux journalistes émettant depuis l'étranger car, tout au long de la mobilisation, nombreuses furent les manifestations de soutien à l'initiative des jeunes qui évoquèrent le « rôle » ou le « devoir » de cette jeunesse universitaire. Ainsi par exemple, durant la soirée du 22 octobre, l'écrivain Péter Kuczka se rendit au meeting qui se tenait à l'Université polytechnique et s'adressa en ces termes aux étudiants :

« Le Secrétaire du Parti de votre université vous a menti. Votre devoir n'est pas de retourner étudier. Vous avez aujourd'hui un devoir bien plus grand. »<sup>137</sup>

Au cours des jours qui suivirent, les étudiants eurent de nombreuses occasions de constater la force du symbole de la jeunesse universitaire contestataire aux yeux du reste de la population. Certains enseignants ne manquèrent pas en effet de soutenir les jeunes en leur rappelant qu'ils étaient en train d'accomplir un « devoir » pour leur nation, comme ce professeur de mécanique qui interrompit son cours, dans la matinée du 23 octobre, pour permettre à aux étudiants d'organiser la manifestation prévue ce jour-là. D'après l'étudiant Belá Lipták, ce professeur aurait invité les étudiants à quitter l'amphithéâtre en prononçant ce discours :

---

<sup>135</sup> cf. T. Kiss, *op. cit.*, p.49.

<sup>136</sup> *idem.*

<sup>137</sup> « A writer named Péter Kuczka took the micro-phone. "The Party Secretary of your university was lying to you. Your duty today is not to return to your studies. You have a higher duty today". » (B. Lipták, *op. cit.*, p.30).

« Allez-y mes enfants ! Ce n'est pas une journée pour faire de la mécanique. Vous avez un devoir bien plus important aujourd'hui. Faites que ce soit une journée mémorable dans l'histoire de notre nation qui souffre tant. »<sup>138</sup>

De la part des ouvriers aussi les étudiants reçurent un soutien chaleureux. L'historien Bill Lomax relate en effet que dans la matinée du 23 octobre, les délégations d'étudiants qui se rendirent dans les usines furent accueillies avec enthousiasme.<sup>139</sup> Mais ce soutien des ouvriers ne constituait pas seulement une « opportunité politique » au sens de Sidney Tarrow, il traduisait aussi la profonde confiance que les ouvriers accordaient alors à la jeunesse universitaire. Un étudiant en chimie d'une ville de province confiait, au lendemain de la mobilisation, qu'étudiants et ouvriers avaient été « dans la plus grande harmonie » parce que « les ouvriers acceptaient toujours les décisions suggérées par les étudiants, des décisions qui servaient les intérêts de la nation toute entière »<sup>140</sup>. A défaut peut-être de témoigner de la façon dont les ouvriers de cette ville de province percevaient véritablement la jeunesse universitaire, cette observation d'un étudiant atteste de l'entente qui régnait alors entre étudiants et ouvriers.

Pour trouver une véritable indication de la façon dont les ouvriers percevaient les étudiants, et plus particulièrement du rôle politique qu'ils leur attribuaient, le « Programme révolutionnaire » publié le 26 octobre 1956 par le Conseil national des syndicats libres constitue un document précieux. Lorsque l'on sait qu'à cette époque le mot « jeunesse » renvoyait implicitement à la jeunesse universitaire mobilisée, il est particulièrement révélateur de voir que trois des six points politiques de ce programme accordaient une place importante à la « jeunesse »<sup>141</sup> :

« Que la lutte cesse, qu'une amnistie soit annoncée et que les négociations soient entreprises avec les délégués de la jeunesse. » (point 1)

<sup>138</sup> « Go my sons, go! This is not a day for mechanics. You have a higher duty today. Make this a proud day in the history of our much suffered, poor nation. » (Déclaration du professeur de mécanique Ádám Mutnyánszky, cité par B. Lipták, *op. cit.*, p.39)

<sup>139</sup> « Students delegates had gone to the factory gates in the early morning of 23 October where they had held impromptu meetings and been greeted enthusiastically by the workers. » (B. Lomax, *op. cit.*, p.48).

<sup>140</sup> « They were in the greatest harmony because the workers always accepted the decisions thought out by the students, decisions which served the interests of the whole nation. » (CURPH n°117, p.7).

<sup>141</sup> « Programme révolutionnaire » du Conseil national des syndicats libres, traduit et reproduit in A. Anderson, *op. cit.*, p.96-97).



« Qu'un large gouvernement soit constitué, avec Imre Nagy comme président, et comprenant des représentants des syndicats et de la jeunesse. » (point 2)

« Que la police et l'armée soient renforcées pour maintenir l'ordre par une garde nationale composée d'ouvriers et de jeunes . » (point 4)

Le fait que ce Conseil national des syndicats libres ait appelé à ce que des délégués de la jeunesse universitaire participent aux négociations avec le pouvoir politique (point 1) et, surtout, qu'ils prennent part aux côtés des délégués syndicaux au gouvernement dirigé par Imre Nagy (point 2), témoigne clairement du prestige dont bénéficiaient alors les étudiants aux yeux des ouvriers hongrois. De façon plus générale, les étudiants évoquent dans leurs témoignages que durant les journées d'octobre 1956, le simple fait d'être étudiant accordait aux jeunes un statut reconnu et largement valorisé par la population hongroise. La popularité de la jeunesse universitaire est précisément évoquée dans ce témoignage d'un étudiant en lettres à Budapest :

« Durant cette période, régnait un magnifique sentiment d'allégresse. (...) Il y avait un très fort sentiment de camaraderie et les étudiants universitaires étaient très populaires à cette époque. Ceci générait une très bonne atmosphère. Durant la Révolution, détenir une carte d'étudiant était grandement respecté de tous. »<sup>142</sup>

Parmi les indices attestant du respect dont bénéficièrent les étudiants tout au long des journées insurrectionnelles d'octobre 1956, nous pouvons citer le fait que les combattants aient rebaptisé la plus grande avenue de Budapest, anciennement nommée « Avenue Staline », en « Avenue de la Jeunesse Hongroise ». D'après les mémoires du préfet de police de Budapest, Sándor Kopácsi, les insurgés avaient trouvé le moyen de fabriquer des plaques commémorant le rôle joué par la jeunesse universitaire et de les poser à tous les croisements de cette large avenue.<sup>143</sup>

En définitive, la prise en compte des représentations collectives rattachées au monde étudiant et, plus particulièrement, du rôle politique traditionnellement attribué aux étudiants hongrois permet de comprendre pourquoi ces derniers ont largement partagé le

<sup>142</sup> « There was a wonderful feeling of elation during this period. (...) There was a great feeling of camaraderie and the university students were very popular that time. This was a very good feeling. During the Revolution a university pass was greatly respected by everyone. » (CURPH n°213, p.23).

<sup>143</sup> cf. S. Kopácsi, *Au nom de la classe ouvrière*, Paris, Robert Laffont, 1979, p.234.

sentiment qu'il était nécessaire de participer à la mobilisation. « J'aurais eu de grands problèmes de conscience si je n'avais pas participé à la révolte »<sup>144</sup>, avouait un étudiant en médecine au lendemain de l'insurrection. Or il est intéressant d'observer qu'au Mexique aussi, durant l'été 1968, les étudiants ont largement partagé le sentiment qu'il était alors nécessaire et incontournable de rejoindre le mouvement protestataire.

## **II. Le caractère incontournable de l'engagement politique des étudiants mexicains**

« Un étudiant sans esprit critique est un conformiste de plus dans le système. Critiquez le système ! »<sup>145</sup> Derrière ce slogan de l'été 1968, se dessine l'attachement des étudiants mexicains au traditionnel esprit contestataire de la jeunesse universitaire. Nombreux sont en effet les témoignages des acteurs de la mobilisation mexicaine qui mettent en avant la tendance des étudiants à être critiques et contestataires. « Nous, en tant qu'étudiants, nous étions très orientés vers la protestation »<sup>146</sup>, observait un jeune de l'IPN. Un autre étudiant de l'IPN notait de façon similaire que « le rôle de la jeunesse doit être révolutionnaire, en cherchant à rompre avec les structures établies et en en créant de nouvelles avec une posture critique »<sup>147</sup>. Ainsi, l'idée d'avoir un rôle politique à jouer associée au symbole de l'étudiant traditionnellement contestataire contribua, pour de nombreux jeunes Mexicains, à rendre incontournable leur participation à la mobilisation estudiantine.

---

<sup>144</sup> « My conscience would have bothered me very much if I had not participated in the revolt. » (CURPH n°107, p.9).

<sup>145</sup> « El estudiante sin calidad crítica es un conformista más en el sistema. ¡Crítica el sistema! » (Slogan de la mobilisation de 1968, cité par Carlos Martínez Assad, in Bellinghausen, *op. cit.*, p.73).

<sup>146</sup> « Nosotros como estudiantes estábamos muy orientados hacia la protesta. » (Témoignage de Luis Jorge Peña Martínez, représentant de l'Ecole supérieure d'économie de l'IPN au CNH, recueilli in M. Ortega Olivares, *op. cit.*, p.106 ).

<sup>147</sup> « El papel de la juventud debe ser revolucionario, buscando romper con las estructuras ya establecidas, creando nuevas con una tendencia crítica. » (Témoignage de Salvador Tirado Guerra, étudiant de la ESFM (IPN), recueilli in M. Ortega Olivares, *op. cit.*, p.172).

### **A. Justification de l'engagement : la raison et la réflexion au service de l'intérêt général**

« La VÉRITÉ est notre force. Nos armes sont la raison, la justice et le soutien unanime du peuple »<sup>148</sup>. Ce slogan que l'on pouvait lire sur un prospectus du CNH distribué durant l'été 1968 rappelle l'importance que les étudiants mexicains attachaient à la raison. En comparant cette dernière à une arme, la jeunesse universitaire s'attribuait implicitement un rôle politique. Cette justification de l'engagement politique des étudiants mexicains rejoint celle des étudiants hongrois de Szeged qui, dans les statuts de leur association, avaient invité la jeunesse universitaire à « servir la nation et le pays avec leurs compétences, leurs connaissances et leurs capacités »<sup>149</sup>. Au Mexique comme en Hongrie, les étudiants semblent donc s'être largement attribué un rôle contestataire lié à leur capacité de réflexion et d'analyse. Du rôle de penser au rôle d'agir sur la scène politique, il n'y avait qu'un pas à franchir que les étudiants mexicains franchirent allègrement durant l'été 1968. Ainsi, parmi les nombreux slogans de la mobilisation étudiante, l'un d'entre eux clamait :

« La répression n'arrêtera jamais l'esprit révolutionnaire étudiant.  
Nos armes sont les idéaux »<sup>150</sup>.

Le fait que de nombreux prospectus ou manifestes rédigés par les étudiants mexicains durant la mobilisation de 1968 aient fait référence à l'idée de raison laisse penser que les représentations rattachées à l'institution universitaire servaient de justification à l'engagement politique des étudiants. Ainsi par exemple, dans un manifeste adressé « à l'opinion publique nationale » et publié dans le quotidien *El Día* du 21 août 1968, les étudiants du « Comité de lutte » d'une Ecole préparatoire de Mexico s'exprimaient en ces termes :

« Nous remercions les secteurs qui aiment la raison et la justice de la coopération morale et matérielle qu'ils ont accordée à notre mouvement, c'est pour cela que nous ne voulons pas trahir la confiance que l'on nous a portée. »<sup>151</sup>

<sup>148</sup> « La VERDAD es nuestra fuerza. Nuestras armas son la razón, la justicia y el apoyo unánime del pueblo. » (Prospectus du CNH, distribué durant l'été 1968, Archives historiques de l'UNAM, Caisse 58, exp.316, doc.63).

<sup>149</sup> Extrait du cinquième point des statuts du MEFESZ de Szeged, cité précédemment.

<sup>150</sup> « La represión jamás acabará con el espíritu revolucionario estudiantil. Nuestras armas son ideales. » (Slogan cité par Carlos Martínez Assad, in H. Bellinghausen, *op. cit.*, p.74).

<sup>151</sup> « Agradecemos a los sectores amantes de la razón y la justicia la cooperación moral y material que han prestado a nuestro movimiento, es por eso que no queremos defraudar la confianza que ha sido puesta en nosotros. » (Extrait d'un manifeste des étudiants du Comité de lutte de l'Ecole préparatoire de Tacubaya, intitulé

Ces étudiants de classe préparatoire semblaient visiblement prendre leur rôle à cœur en mettant en avant les idées de « raison » et de « justice », avant d'évoquer la « confiance » que la population de Mexico leur avait accordée tout au long de la mobilisation. On retrouve également cette idée de combat de la raison face à l'arbitraire du régime dans un prospectus du *CNH* adressé à la population et distribué sur un marché de Mexico :

« Ne te laisse pas emporter par les idées fausses des partis politiques. Réfléchis, agis en fonction de tes idées et rejoins-nous avec tes demandes.

Nous ne prétendons pas t'armer avec des grenades, des baïonnettes et des tanks, mais avec le jugement et la raison ; nous ne voulons pas d'effusion de sang entre frères, mais si nous voulons nous voir libérés des autorités arbitraires qui utilisent le pouvoir que tu leur as confié, pour ensuite t'étouffer. »<sup>152</sup>

Ce prospectus, dont les mots clefs étaient volontairement soulignés par les étudiants, est particulièrement révélateur de la place que les étudiants mobilisés accordaient à la raison et au jugement individuel face aux discours réprobateurs et, surtout, face à l'emploi de la répression. De la même façon, les dernières lignes d'un autre prospectus adressé « Au peuple du Mexique » et distribué durant le mois d'août 1968 témoignent du rôle que la jeunesse mexicaine s'attribuait :

« Ce peuple si résigné  
 Reste sans lumière  
 Car le gouvernement brigand  
 Lui tue sa jeunesse.  
 EN AVANT JUSQU'A LA VICTOIRE !!! »<sup>153</sup>

Ainsi, c'est parce qu'ils étaient convaincus d'appuyer leur réflexion politique sur la raison que les étudiants mexicains se permettaient de parler au nom de la population toute entière. D'après Gerardo Estrada, « l'action politique des étudiants, même si elle était souvent

---

*A la opinión pública nacional*, paru dans le quotidien *El día* du 21 août 1968, Archives historiques de l'UNAM, Caisse 50, exp. 256, doc 4).

<sup>152</sup> « No te dejes llevar por falsas ideas de partidos políticos. Convéncete, haz lo que piensas y unete a nosotros con tus demandas. No pretendemos armarte con granadas, bayonetas y tanques sino con el juicio y la razón; no queremos derramamientos de sangre entre hermanos, pero sí queremos vernos libres de autoridades arbitrarias que usan el poder que tú les diste, para después ahogarte. » (Extrait d'un prospectus du *CNH* distribué en août 1968, Archives Historiques de l'UNAM, Caisse 58, exp.315, doc.2, souligné dans l'original).

<sup>153</sup> « Este pueblo tan sufrido, Se está quedando sin luz, Porque el gobierno bandido, Le mata su juventud ¡¡¡¡¡ ADELANTE, HASTA LA VICTORIA !!!!! » (Dernières lignes d'un prospectus étudiant s'adressant « Au peuple du Mexique », Archives historiques de l'UNAM, Caisse 58, exp.315, doc.4).

désorganisée, représentait (...) une confirmation du rôle que les universitaires s'attribuaient à eux-mêmes »<sup>154</sup>. Et cet auteur de conclure en rappelant l'inscription de ce rôle dans la continuité des valeurs prônées par le fondateur de l'Université nationale mexicaine, Justo Sierra :

« L'UNAM, grâce aux valeurs qui l'alimentent, a été jusqu'à aujourd'hui et continuera d'être comme le souhaitait Justo Sierra, un phare qui illumine durant les moments incertains le destin de la nation. »<sup>155</sup>

En une phrase, Gerardo Estrada résume la force symbolique qu'exerçait, et que continue peut-être d'exercer, l'institution universitaire sur les étudiants mexicains. Prendre en compte ce contexte symbolique nous permet de mieux comprendre pourquoi les jeunes Mexicains ont pu, au cours de l'été 1968, partager le sentiment qu'ils avaient un rôle politique à jouer et, dès lors, qu'il était presque indispensable de rejoindre la mobilisation. Or ce sentiment avait d'autant plus de chances d'être mobilisateur que le soutien dont les étudiants bénéficièrent tout au long de la mobilisation les conforta largement dans ce rôle.

### **B. Soutien de la population mexicaine et confortation dans ce rôle**

« Je ne me suis jamais senti aussi fier d'être universitaire qu'aujourd'hui. »<sup>156</sup> En concluant ainsi la manifestation du 1<sup>er</sup> août 1968, le recteur de l'UNAM Barros Sierra rappelait qu'il était du devoir des universitaires de protester lorsque la situation politique le justifiait. Or ce soutien de la direction de l'université ne pouvait que conforter les étudiants mobilisés depuis plusieurs jours pour condamner les dérives autoritaires du régime. Du côté des enseignants aussi, les étudiants mexicains allaient bientôt recevoir un soutien d'autant plus explicite qu'il faisait référence au rôle politique et moral joué par la jeunesse universitaire. Ainsi, les enseignants mobilisés dans la « Coalition des professeurs de l'enseignement secondaire et supérieur pour les libertés démocratiques », publièrent le 12 août dans la presse une Déclaration publique dans laquelle ils rappelèrent le rôle politique joué par les étudiants mobilisés :

<sup>154</sup> « La acción política de los estudiantes, aunque muchas veces desorganizada, representó (...) una confirmación del papel que los universitarios se atribuían respecto de los mismos. » (G. Estrada, op. cit., p.234).

<sup>155</sup> « La UNAM, gracias a los valores que la sustentan, ha sido hasta ahora y seguirá siendo como lo quería Justo Sierra, un faro que ilumina en horas inciertas los destinos de la nación. » (*ibid.*, p.248).

<sup>156</sup> « Nunca me he sentido más orgulloso de ser universitario como ahora » (Déclaration de J. Barros Sierra, pour conclure la manifestation du 1<sup>er</sup> août, cité par E. Condés Lara, art. cit., p.71).

« Nous, enseignants, comprenons la leçon de nos élèves. Nous avons compris que tous les citoyens peuvent et doivent participer à la vie politique du pays pour contribuer à l'amélioration de notre société ; nous avons compris que l'on ne peut plus ignorer une situation qui a rendu manifeste le fait que dans notre forme de gouvernement, peuvent se développer des tendances menant le pays à un climat où la répression et la violence remplacent les droits démocratiques. Nous comprenons enfin que le silence et l'indifférence sont complices. »<sup>157</sup>

En commençant cette déclaration en rappelant que ce sont leurs élèves qui leur ont donné une « leçon » et, surtout, en faisant à plusieurs reprises référence à l'idée de devoir, les enseignants rassemblés dans la Coalition pour les libertés démocratiques évoquaient implicitement le rôle politique qu'étaient en train de jouer les étudiants mobilisés. Quelques jours plus tard, ce fut au tour d'une soixantaine d'intellectuels et d'artistes mexicains de publier une Déclaration publique mettant largement en avant « la tâche digne et ambitieuse » des étudiants mexicains qui avaient initié cette mobilisation politique :

« Les étudiants portent sur leurs épaules une responsabilité de poids. La tâche qu'ils se sont volontairement attribuée est digne et ambitieuse, et n'est pas dénuée de risques et d'obstacles. Si le mouvement triomphe – et il peut et il doit sans aucun doute triompher – sa contribution au réveil de la conscience démocratique de la jeunesse et du peuple mexicain sera inestimable. »<sup>158</sup>

Le soutien ainsi exprimé par le groupe d'intellectuels et d'artistes mexicains mobilisés en faveur du mouvement étudiant, parmi lesquels se trouvaient les économistes Alonso Aguilar et Fernando Carmona, le peintre Ignacio Aguirre ou l'écrivain Carlos Monsiváis, ne constituait pas seulement une ouverture politique au sens de Sidney Tarrow. D'un point de vue symbolique en effet, le fait que des universitaires, des artistes et des écrivains célèbres aient rappelé la « responsabilité de poids » qui incombait alors aux étudiants mexicains

---

<sup>157</sup> « Los maestros entendemos la lección de nuestros alumnos, hemos comprendido que todos los ciudadanos pueden y deben participar en la vida política del país e influir en el mejoramiento de nuestra sociedad; hemos comprendido que no se puede permanecer al margen de una situación que ha puesto de manifiesto que dentro de nuestra forma de gobierno, pueden desarrollarse tendencias que lleven al país a un clima donde la represión y la violencia sustituyan los derechos democráticos. Comprendimos en fin que el silencio y la indiferencia son cómplices. » (cité par R. Ramírez, *op. cit.*, p.212).

<sup>158</sup> « Los estudiantes tienen sobre sus hombros una grave responsabilidad. La tarea que voluntariamente se han impuesto es digna y ambiciosa y no está exenta de riesgos e obstáculos. Si el movimiento triunfa – y sin duda puede y debe triunfar – su contribución al despertar de la conciencia democrática de la juventud y del pueblo mexicano será inestimable. » (Extrait d'une déclaration du « Grupo de Profesores, Intelectuales y Artistas », datée du 22 août 68, document reproduit in J. Carrión, *op. cit.*, p.262).

témoigne de la force et de l'ancrage de l'image de la jeunesse universitaire osant s'engager sur la scène politique.

Quant aux habitants de Mexico, ils ne se limitèrent pas à soutenir la mobilisation estudiantine en rejoignant les rangs des manifestations ou en accordant un petit soutien financier aux étudiants qui organisaient des collectes dans la rue. Certains documents d'archive révèlent en effet que la population de la capitale contribua largement à conforter les étudiants dans le rôle politique qu'ils s'étaient implicitement attribué : celui de défendre, en s'appuyant sur la raison et la réflexion, des idéaux démocratiques face aux dérives autoritaires du régime. Ainsi par exemple à la fin du mois de septembre 1968, alors que le gouvernement venait d'organiser l'occupation militaire de la Cité Universitaire, un cortège de mères de famille défila devant les marches du Parlement et prononça un discours particulièrement révélateur de la façon dont elles percevaient les étudiants :

« Nos enfants ne sont pas des délinquants ni des voyous, ce sont des personnes qui luttent pour la justice aujourd'hui, afin que ce soit la justice qui règne dans tout le pays pour tous les Mexicains. Nous sommes des mères engagées dans différents partis politiques ou dans aucun, mais nous sommes unies par le désir ardent que l'on écoute la voix de la raison et que cesse le crépitement des mitrailleuses contre le peuple. »<sup>159</sup>

En réaffirmant que la mobilisation estudiantine était un combat pour que la justice règne « dans tout le pays pour tous les Mexicains », ces mères de famille réaffirmaient la portée politique nationale du combat mené par les étudiants. Mais surtout, en opposant la « voix de la raison » au choix des armes et de la répression, elles rappelaient l'importance de la raison et de la réflexion face aux pratiques autoritaires du régime. « La jeunesse a eu le mérite d'exposer avec vigueur les problèmes qui accablent le peuple mexicain »<sup>160</sup>, concluaient-elles. Ces quelques extraits du discours de soutien prononcé par un groupe de mères de famille révèlent la façon dont la population urbaine ralliée au mouvement étudiant percevait alors la jeunesse universitaire. Forts de ce soutien qui s'est exprimé tout au long de leur mobilisation, nombreux furent les étudiants mexicains qui partagèrent un sentiment

<sup>159</sup> « Nuestros hijos no son delincuentes, no son pandilleros, son quienes luchan por la justicia hoy, para que la justicia sea la que rija en todo el país para todos los mexicanos. Somos madres que militamos en diferentes partidos políticos o en ninguno, pero nos une el anhelo de que se escuche la voz de la razón y que cese el tableteo de las ametralladoras contra el pueblo. » (Extrait du discours prononcé par des mères de familles rassemblées devant le Parlement mexicain le 30 septembre 1968, cité in E. Jardón, *De la Ciudadela a Tlatelolco*, Mexico, Fondo de Cultura Popular, 1969, p.75).

<sup>160</sup> « La juventud ha tenido el valor de plantear vigorosamente los problemas que agobian al pueblo mexicano. » (*idem*).





En définitive, l'étude successive des exemples hongrois et mexicain révèle que le fait de partager le sentiment de vivre un moment historique et de jouer un véritable rôle politique a généré un climat d'enthousiasme et d'euphorie dans lequel les étudiants ont largement oublié les risques auxquels ils s'exposaient en rejoignant la mobilisation estudiantine. Pour autant, bien qu'elle constitue un élément particulièrement éclairant pour comprendre la participation des étudiants à des mouvements contestataires en régime autoritaire, la notion de « rôle politique » ne suffit pas à elle seule pour expliquer l'émergence d'une mobilisation estudiantine. Il suffit tout simplement de rappeler qu'il n'y a pas de mouvements étudiants tout le temps pour prendre la mesure des limites d'un modèle explicatif reposant exclusivement sur les représentations collectives rattachées à l'institution universitaire.

Afin d'élaborer un cadre interprétatif permettant de prendre en compte tout autant le contexte politique et social que les représentations symboliques partagées par les acteurs mobilisés, il est temps à présent de combiner, dans un chapitre conclusif, les trois dimensions de l'action collective que nous avons mises en évidence au cours de notre recherche : les dimensions rationnelle, émotionnelle et institutionnelle de l'action collective contestataire.

## **Chapitre conclusif : Raison, émotion, institution.**

### **Pour une analyse configurative des mobilisations étudiantes**

*Analyser l'action collective est une aventure risquée, tout simplement parce qu'il y a trop d'experts dans les parages. C'est un peu comme la nourriture, le sexe ou la parole. La plupart d'entre nous en savons assez sur la nourriture, le sexe ou la parole pour survivre dans notre propre environnement, et aucun de nous n'aime qu'on lui dise qu'il est ignorant dans ces domaines. Pourtant d'un point de vue scientifique, nous avons beaucoup à apprendre au sujet des trois. C'est la même chose pour l'action collective.*

Charles Tilly\*

Rationnelle, émotionnelle et institutionnelle, telles sont les trois dimensions de l'action collective que l'étude comparée des mobilisations étudiantes hongroise et mexicaine nous a permis de mettre en évidence. Notre première partie nous a en effet amené à souligner les composantes rationnelles de chacune de ces mobilisations, en montrant l'importance à la fois du contexte politique de l'ouverture des opportunités politiques et du contexte cognitif du rassemblement autour de l'aspiration à une démocratisation des institutions politiques. Mais il ne s'agissait là que d'une première étape, car nous avons bientôt montré qu'il était peu probable que tous les acteurs mobilisés aient réellement pris le temps d'effectuer un calcul risques / avantages de ce type.

---

\* « The analysis of collective action is a risky adventure. For one thing, there are too many experts around. It is a bit like food, or sex, or speech. Almost all of us know enough about food, or sex, or speech to survive in our own environment, and none of us likes to be told he is ignorant in any of these three regards. Yet from a scientific point of view, we have a lot to learn about all three. The same is true of collective action. » (Ch. Tilly (1978), *op. cit.*, p.5).

Nous nous sommes ensuite tourné vers une seconde dimension de l'action collective, en recherchant dans les témoignages des étudiants hongrois et mexicain les états affectifs susceptibles de leur avoir fait oublier les risques auxquels ils s'exposaient. En distinguant les émotions qui découlent d'une accumulation de mécontentements, telles que l'exaspération, la colère ou même la haine, de celles qui naissent au cours de l'action collective, comme l'enthousiasme, la stupeur ou l'exaltation, nous avons à la fois interrogé le contexte politique, économique et social, et analysé les interactions qui se sont nouées au cours de chacune de ces mobilisations étudiantes.

Si notre recherche comparative nous a amené à souligner la spontanéité de l'organisation de chacune de ces mobilisations estudiantines, cela ne signifie pas pour autant que nous ayons nié l'ancrage de ces mouvements contestataires dans des traditions historiques et des références partagées. Bien au contraire, la troisième hypothèse de cette analyse comparée nous a conduit à nous pencher sur les caractéristiques propres à l'institution universitaire en recherchant, en Hongrie comme au Mexique, non seulement les liens objectifs nouant université et contestation, mais aussi les liens plus subjectifs découlant des symboles partagés et des représentations collectives. S'inscrivant dans une perspective néo-institutionnaliste, cette troisième partie complète les dimensions rationnelle et émotionnelle en introduisant les références et les représentations susceptibles d'avoir incité les étudiants à rejoindre la mobilisation politique.

En définitive, cette analyse comparée des mobilisations étudiantes hongroise et mexicaine révèle la complémentarité de trois dimensions de l'action collective – rationnelle, émotionnelle et institutionnelle – qui, en se combinant, créent une situation dans laquelle un nombre croissant d'étudiants a envie de rejoindre la mobilisation contestataire, malgré les risques évidents que cela implique dans un régime de type autoritaire. Mais est-il possible de combiner ces trois dimensions sans se limiter à les juxtaposer ? La notion de configuration élaborée par Norbert Elias permet justement de conjuguer ces différentes facettes de la réalité sociale. Avant de proposer un cadre analytique configuratif permettant de comprendre l'émergence d'une mobilisation étudiante face à un régime autoritaire, il convient de revenir quelques instants sur la notion de configuration.

## **Section 1 : Retour sur la notion de configuration**

Explicitée par Norbert Elias, la notion de configuration invite à appréhender les phénomènes sociaux en menant une analyse à plusieurs niveaux. Il s'agit en effet de proposer un modèle analytique permettant de prendre en compte tout autant les choix des acteurs que leurs émotions et leurs représentations partagées, dans un contexte relationnel toujours mouvant.<sup>1</sup> Notant qu' « aujourd'hui comme jadis, ce ne sont ni les finalités et les contraintes "économiques" *seules*, ni les mobiles et agents politiques *seuls* qui constituent le premier moteur de ces transformations »<sup>2</sup>, il propose au contraire de mettre l'accent sur les configurations évolutives et non figées découlant des dynamiques relationnelles.<sup>3</sup> Cet accent sur les interactions se nouant entre les acteurs ne signifie pas pour autant que Norbert Elias ignore les « structures fondamentales » plus profondes qui « impriment à tous les événements d'un champ social donné une orientation et une morphologie spécifiques »<sup>4</sup>.

Permettant d'appréhender tout autant les dynamiques relationnelles que les structures fondamentales politiques et sociales, la démarche configurative offre un cadre analytique capable d'intégrer les différentes temporalités de l'action collective. Mais l'analyse en termes de configuration permet en outre de rendre compte de la multiplicité des facteurs explicatifs de l'émergence d'une mobilisation estudiantine. Car cet attachement à la multi-causalité, bien qu'il puisse être critiqué, repose sur un constat : le caractère partiel – voire même parfois tautologique – des explications monocausales.

---

<sup>1</sup> Rappelons en effet que pour Norbert Elias, une configuration est une « figure globale toujours changeante » qui inclut « toute la personne » des individus ainsi que leurs interactions (cf. N. Elias, *Qu'est-ce que la sociologie ?*, *op. cit.*, p.157).

<sup>2</sup> N. Elias, *La dynamique de l'Occident*, *op. cit.*, p.302 (italiques dans l'original).

<sup>3</sup> « De même que le souci de l'homme d'affaires d'agrandir son entreprise découle en dernière analyse de la tension de l'*ensemble* du réseau humain dont il fait partie (...) ainsi les Etats rivaux se poussent réciproquement dans les remous de la compétition sous la pression de l'*ensemble* du réseau d'Etats dont ils constituent les éléments. » (*idem*, italiques dans l'original).

<sup>4</sup> *ibid.*, p.257.

## I. Le choix de la multicausalité

La sociologie des mouvements sociaux a vu émerger de nombreuses propositions théoriques pour comprendre l'émergence des actions collectives contestataires. Pour autant, chacune d'entre elles prise séparément se révèle insuffisante, lorsqu'elle n'est pas qualifiée de tautologique, pour appréhender les mouvements sociaux. Ce passage en revue des principales limites des différents modèles analytiques auxquels nous avons fait référence au cours de cette recherche permet de justifier le choix de la multicausalité, ou plus exactement de la combinaison de chacun de ces facteurs dans un cadre analytique configuratif.

Critiquant l'approche en termes d'ouverture des opportunités politiques, Jeff Goodwin et James Jasper qualifient cette approche de « tautologique » dans la mesure où les opportunités politiques font intrinsèquement partie de la définition d'un mouvement social.<sup>5</sup> Pour ces deux auteurs en effet, si l'on entend par ouverture des opportunités politiques « les chances que des personnes agissent ensemble »<sup>6</sup>, alors aucun mouvement social ne peut se passer d'opportunités politiques. En réponse à cette critique, Ruud Koopmans observe que l'approche en termes d'opportunités n'aurait aucune valeur si elle se contentait de dire que les opportunités politiques sont nécessaires à l'action collective.<sup>7</sup> Et cet auteur de préciser que « ce serait certes une théorie, mais une théorie inadéquate, de dire que les opportunités constituent une condition suffisante pour la mobilisation »<sup>8</sup>. Invitant à compléter cette approche en tenant compte tout autant des motivations des acteurs que des moyens d'actions et de l'existence d'une identité collective, Ruud Koopmans plaide implicitement pour une approche multicausale des mobilisations politiques.<sup>9</sup>

---

<sup>5</sup> « The thesis is tautological: political opportunity is built into the definition of a social movement. » (J. Goodwin, J. Jasper, « Caught in a Winding, Snarling Vine : The Structural Bias of Political Process Theory » in J. Goodwin, J. Jasper (eds.), *op. cit.*, p.6).

<sup>6</sup> « If “political opportunities” means something like “the chance for people to act together”, then it is certainly true that social movement mobilization requires political opportunities. » (*idem*).

<sup>7</sup> « The opportunity thesis would just be trivial if it would just say that political opportunities are necessary for collective action. » (R. Koopmans, *art. cit.*, p.65).

<sup>8</sup> « It would be a theory, but an obviously inadequate one, if it would say that opportunities are a sufficient condition for mobilization. » (*idem*).

<sup>9</sup> « Opportunities alone can never explain collective action, which at least also requires motivations, capacities to act, and a sense of collective identity. » (*idem*).

Si l'approche en termes d'ouverture des opportunités politiques se révèle insuffisante pour expliquer les mouvements sociaux, les lectures idéalistes qui mettent l'accent sur les motivations politiques et idéologiques des acteurs ne sont pas non plus satisfaisantes pour expliquer l'émergence d'une action collective. Car comment rendre compte de la diversité des opinions politiques au sein d'un mouvement social ? Les exemples hongrois et mexicains nous ont en effet permis de souligner la multiplicité des courants politiques identifiables à l'intérieur d'une même mobilisation. En outre, le fait que de nombreux étudiants aient avoué qu'ils ne s'intéressaient pas réellement à la politique avant la mobilisation estudiantine révèle le caractère partiel des cadres analytiques uniquement centrés sur les motivations politiques et idéologiques des acteurs.

De même, les approches purement stratégiques de l'action collective ne donnent qu'une vision partielle des conditions dans lesquelles émergent les mobilisations politiques. Pour Doug McAdam, Sidney Tarrow et Charles Tilly, les premières analyses en termes de mobilisation des ressources avaient tendance à exagérer l'importance des décisions stratégiques et, dès lors, à sous-estimer le caractère « contingent, émotionnel, mouvant et interactif » des mobilisations.<sup>10</sup> Mais mettre l'accent sur la dimension émotionnelle ne signifie pas pour autant nier la part stratégique de l'action collective. Il s'agit plutôt de rappeler, comme le font Ron Aminzade et Doug McAdam, qu'« un environnement favorable (par exemple, la présence d'organisations établies ou l'ouverture des opportunités politiques...) ne produira pas un mouvement en l'absence d'émotions élevées »<sup>11</sup>.

Mais la critique que l'on peut formuler à l'égard des approches purement stratégiques vaut tout autant pour les analyses qui se contentent d'expliquer les mouvements sociaux par une explosion du mécontentement. D'après Erik Neveu en effet, cette démarche n'apporte finalement aucun éclairage sur l'origine des mouvements sociaux : « l'analyse menace souvent de flirter avec un exercice tautologique qui consiste à prouver la frustration par le surgissement de la mobilisation, elle-même expliquée par l'existence d'une puissante

---

<sup>10</sup> « Read twenty or thirty years later, early resource mobilization models exaggerate the centrality of deliberate strategic decisions to social movements. They downplay the contingency, emotionality, plasticity and interactive character of movement politics. » (D. McAdam, S. Tarrow, Ch. Tilly (2001), *op. cit.*, p.15)

<sup>11</sup> « This is not to say that the mobilization of strong emotions "causes" movements or revolutions, but that otherwise favorable environmental circumstances (for example, the presence of established organizations, expanding political opportunities...) will not produce a movement in the absence of heightened emotions. » (R. Aminzade, D. McAdam, *art. cit.*, p.17).

frustration »<sup>12</sup>. En d'autres termes, s'il est nécessaire de tenir compte du climat émotionnel pour comprendre les conditions dans lesquelles l'action collective a émergé, il est néanmoins illusoire de croire que l'on détient là un facteur explicatif suffisant pour analyser les mobilisations politiques.

Enfin, mettre l'accent sur la tradition d'engagement politique dans l'université ne suffit pas non plus pour comprendre l'origine des mobilisations étudiantes. La raison en est simple : si l'on considère que la première explication des mouvements étudiants réside dans les liens nouant université et contestation politique, comment peut-on expliquer qu'il n'y ait pas de mobilisations étudiantes tout le temps ? En d'autres termes, une analyse exclusivement centrée sur les croyances et les représentations partagées dans l'université ne nous aiderait pas beaucoup à comprendre les conditions dans lesquelles une contestation du régime politique peut émerger dans l'université. Plus généralement, les limites des explications exclusivement institutionnalistes rejoignent celles que l'on peut déceler dans les analyses culturalistes : expliquer un phénomène culturel singulier par la spécificité de la culture revient à ne rien expliquer du tout.<sup>13</sup>

Pour résumer la nature partielle et, dès lors, quelque peu caricaturale des explications monocausales, Sidney Tarrow compare à des « dessins animés comiques » les analyses des mobilisations qui ne rendent compte que d'un seul aspect des mouvements contestataires.<sup>14</sup> Soulignant le caractère complexe des mobilisations politiques, il invite ainsi les chercheurs à recourir à un cadre analytique multi-factoriel. De la même façon, Guy Peters remarque qu'étant donné qu'aucune approche théorique ne peut entièrement expliquer les phénomènes politiques, il serait plus judicieux de voir la complémentarité que ces approches peuvent avoir entre elles plutôt que leur caractère éminemment concurrentiel.<sup>15</sup> En cela, il rejoint l'idée de multicausalité qu'avait défendue avant lui Max Weber : l'explication des phénomènes sociaux ne repose jamais sur une cause unique, mais bien sur une pluralité de causes qui déterminent,

---

<sup>12</sup> E. Neveu, *op. cit.*, p.45.

<sup>13</sup> cf. B. Badie, « L'analyse comparative en science politique : Requiem ou résurrection ? » in D.-L. Seiler (dir.), *La Politique comparée en questions*, Bordeaux, LCF Editions, 1994, p.15.

<sup>14</sup> « I have of course these cartoons tongue-in-cheek, to illustrate the dangers of one-sided and simplistic renderings of social movements embedded in complex and shifting contentious realities. » (S. Tarrow (2004), *art. cit.*, p.41).

<sup>15</sup> « Several approaches should be viewed more as complementary rather than competitive explanations for political phenomena. Not one of these approaches can fully explain all political actions, and perhaps none should attempt to do so. » (G. Peters (1999), *op. cit.*, p.2).

en se combinant, des situations historiques et sociales. Nous avons choisi, en distinguant les dimensions rationnelle, émotionnelle et institutionnelle de l'action contestataire, une démarche analytique permettant de justifier la combinaison de plusieurs approches théoriques des mouvements sociaux. Mais avant de présenter plus en détails cette configuration de facteurs, il convient d'exposer les critiques auxquelles notre démarche est susceptible de se heurter.

## II. Anticipation des critiques

Adopter une démarche analytique multi-factorielle expose inévitablement à deux critiques sur lesquelles il convient de se pencher quelques instants. Non seulement nous risquons d'être accusés d'excès de syncrétisme en proposant un cadre d'analyse combinant plusieurs approches théoriques, mais nous nous exposons en outre aux vindictes des culturalistes qui nous reprocheront d'adopter une démarche « généralisante ».

L'excès de syncrétisme fait partie des critiques les plus fréquentes auxquelles les chercheurs adoptant une démarche multi-causale s'exposent.<sup>16</sup> En effet, souligner l'importance respective de chaque démarche théorique risque d'aboutir à un cadre analytique dilué et dès lors peu convainquant. Charles Kurzman résume cette critique à travers l'exemple de l'analyse de l'Etat : « les Etats comptent, la culture compte, les structures sociales comptent, les accidents de l'Histoire comptent – tout compte ! »<sup>17</sup>. A force d'attacher de l'importance à tous les facteurs explicatifs, on s'expose inévitablement au risque de ne voir aucune théorie se détacher.

Nous nous contenterons de répondre que dans la mesure où notre cadre théorique vise précisément à mettre en avant le caractère multi-dimensionnel des mobilisations étudiantes en soulignant à la fois leur part de rationalité, leur composante émotionnelle et leur spécificité

---

<sup>16</sup> Ainsi, Sidney Tarrow ne manque pas de rappeler l'arbitrage que chaque chercheur doit effectuer entre un recentrage sur des variables précises et une conception plus syncrétiste des approches théoriques (*cf.* S. Tarrow (2004), *art. cit.*, p.41).

<sup>17</sup> « Today, statements about state structure are generally hedged and modified, and causal factors accumulate like Occam's stubble. John Furan (1993) has called this 'conjunctural modeling': states matters, culture matters, social structure matters, accidents of history matter – everything matters! » (Ch. Kurzman, « The Poststructuralist Consensus in Social Movement Theory », in Goodwin et Jasper (eds.), *op. cit.*, p.113).



institutionnelle, nous assumons pleinement le syncrétisme. Car selon nous, seul le recours à une pluralité d'outils analytiques permet d'appréhender les différentes facettes de l'action collective, et plus particulièrement de la contestation politique dans l'université.

Le second type de critique renvoie à un tout autre domaine : la question de la portée du cadre analytique configuratif ainsi dégagé par la méthode comparative. Pour les partisans du relativisme culturel, une telle proposition théorique contient inévitablement en germe une dérive universaliste. Car après l'échec des tentatives théoriques globalisantes des années soixante et soixante-dix, comme le fonctionnalisme ou le structuro-fonctionnalisme, la politique comparée a depuis connu un certain rejet des cadres théoriques généraux.<sup>18</sup> Soulignant l'importance des valeurs et des systèmes de significations spécifiques à chaque culture, les tenants du relativisme culturel pourront nous reprocher notre volonté de proposer, au-delà des différences qui séparent les cas hongrois et mexicains, un cadre analytique global.

A cette critique, nous répondrons que le relativisme culturel risque de déboucher sur des accumulations de monographies n'ayant aucun lien théorique entre elles et, dès lors, n'apportant pas grand chose à la science politique conçue comme discipline scientifique. Si l'on considère en effet que l'objectif de la science politique est d'apporter un certain nombre d'éclairages sur les phénomènes politiques, alors il est légitime de se demander avec Bertrand Badie et Guy Hermet si l'on peut parler de sciences sociales lorsque disparaît toute universalité.<sup>19</sup> « Que vaudrait une comparaison qui se limiterait à la simple juxtaposition de différents types tenus pour irréductibles ? » s'interrogent ces deux auteurs avant de conclure que « la critique de l'universalisme se doit de rester modérée »<sup>20</sup>. Dans un autre article, Bertrand Badie remarquait en outre que le retour de la connaissance individualisante portait en lui le risque de voir disparaître « un lexique unifié de science politique en faveur d'une série de lexiques collectant chacun le vocabulaire politique propre à chaque culture »<sup>21</sup>.

---

<sup>18</sup> Bertrand Badie et Guy Hermet parlent ainsi de « revanche » de la connaissance individualisante sur l'approche universalisante, car « les histoires sont trop nombreuses, trop complexes, et en fait, trop indépendantes les unes des autres » pour que l'on puisse élaborer de grandes théories d'ensemble (B. Badie, G. Hermet, *op. cit.*, p.14 et p.2).

<sup>19</sup> « Peut-on alors parler de sciences sociales si disparaît toute universalité ? » (*ibid.*, p.14).

<sup>20</sup> *ibid.*, p.14-15.

<sup>21</sup> B. Badie, « L'analyse comparative en science politique », art. cit., p.9-10.

Considérant que la science politique a pour objectif d'apporter un éclairage sur les phénomènes politiques et sociaux à l'aide d'outils analytiques et de concepts, nous nous sommes donné pour objectif de proposer un cadre analytique configuratif permettant d'appréhender des objets politiques partageant certaines similitudes : les mobilisations étudiantes face à des régimes autoritaires. Sans prétendre que cette configuration de facteurs permette d'expliquer toutes les mobilisations de ce type, nous souhaitons néanmoins que ce cadre analytique puisse éclairer d'autres exemples de contestation estudiantine émergeant dans l'université.

## **Section 2 : Proposition de cadre analytique configuratif**

Tel un explorateur chargé de dégager le chemin pour ses successeurs, le comparatiste aura selon Barrington Moore « fait convenablement son travail s'il leur évite de suivre des fausses pistes et de commettre les erreurs qu'il a lui-même commises lors de son exploration »<sup>22</sup>. Recourant lui aussi à la métaphore de l'exploration, Marcel Détiéne expliquait que le comparatiste expérimentateur ne doit pas avoir peur de « bousculer l'histoire ou de se moquer de la chronologie » afin de pouvoir « faire réagir pour découvrir un aspect inaperçu, un angle insolite, une propriété cachée »<sup>23</sup>.

Car en définitive, notre exploration comparative des mobilisations étudiantes en régime autoritaire n'a nullement pour objectif de dégager une théorie universelle des mouvements étudiants. Il s'agit plutôt d'élaborer une configuration permettant d'éclairer les conditions d'émergence d'une mobilisation étudiante, en soulignant la complémentarité entre les trois dimensions de l'action collective que nous avons identifiées au cours de cette recherche comparative : les dimensions rationnelle, émotionnelle et institutionnelle.

---

<sup>22</sup> B. Moore, *op. cit.*, p.12. Barrington Moore souhaite d'ailleurs que « s'il fait un faux pas et disparaît dans un trou, il peut espérer que ses compagnons ne se contenteront pas de rire, mais qu'ils l'aideront à se tirer d'affaire » (*idem*).

<sup>23</sup> M. Détiéne, *Comparer l'incomparable*, Paris, Seuil, 2000, p.15.

## **I. Raison, émotion et institution : les trois faces d'une même réalité sociale**

Prolongeant la typologie des formes de l'action sociale mise en évidence par Max Weber, cette distinction entre les dimensions rationnelle, émotionnelle et institutionnelle de l'action collective présente elle aussi les caractéristiques des classifications idéales-typiques. Rappelons en effet que pour Max Weber les catégories idéales-typiques ne sont pas exclusives les unes des autres et permettent d'appréhender, en se complétant mutuellement, les différentes facettes de l'action sociale. « Dans la grande masse des cas, précise-t-il, l'activité réelle se déroule dans une obscure semi-conscience ou dans la non-conscience du “sens visé”. L'agent le sent imprécisément plus qu'il ne le connaît ou ne le “pense clairement” ; il agit dans la plupart des cas en obéissant à une impulsion ou à la coutume. »<sup>24</sup>

Cette interpénétration des dimensions rationnelle, émotionnelle et traditionnelle de l'action sociale permet à Max Weber de souligner que les activités purement rationnelles ne sont que des « cas limites » et relèvent de l'exception.<sup>25</sup> De la même façon, nous souhaitons rappeler que la distinction entre raison, émotion et institution répond à un choix analytique dans la mesure où ces trois dimensions de l'action collective se croisent et se complètent mutuellement.

Ainsi par exemple, loin de s'opposer, les dimensions rationnelle et émotionnelle constituent selon nous deux facettes d'une même réalité sociale. Norbert Elias notait déjà que « les habitudes de pensée qui ramènent tout à l'alternative “rationnel” ou “irrationnel”, “esprit” ou “nature”, se révèlent ici inadéquates », avant d'en conclure que « la réalité n'obéit pas à un appareil conceptuel de ce genre, comme on nous le suggère »<sup>26</sup>. Plus récemment, James Jasper remarquait que « les émotions ont très tôt été interprétées de façon erronée et (...) ont été opposées à des types de conduite rationnelle »<sup>27</sup>. Il apparaît quelque peu manichéen d'opposer en effet l'irrationalité des états affectifs à la rationalité des décisions stratégiques. Toutes les décisions et les calculs, même les plus stratégiques, ne relèvent pas

<sup>24</sup> M. Weber, *Economie et société*, op. cit., p.51

<sup>25</sup> « Une activité effectivement significative, ce qui veut dire pleinement consciente et claire, n'est jamais en réalité qu'un cas limite. » (idem).

<sup>26</sup> N. Elias, *La dynamique de l'Occident*, op. cit., p.183.

<sup>27</sup> J. Jasper, art. cit., p.139.

exclusivement de la rationalité et symétriquement, tous les états affectifs ne sauraient être qualifiés d'irrationnels. En cela, nous rejoignons pleinement Ron Aminzade et Doug McAdam lorsqu'ils affirment qu'ils « rejettent l'approche conventionnelle qui oppose la rationalité aux émotions, en considérant cette dernière comme fondamentalement irrationnelle »<sup>28</sup>. Emotions, sensations, pensées et réflexions sont intrinsèquement liées et l'on ne saurait, sous peine d'affadir et de déformer la réalité sociale, opposer sans les relier les facettes rationnelle et émotionnelle des phénomènes politiques que l'on étudie.<sup>29</sup>

Dans le domaine plus spécifique de la sociologie des mouvements sociaux, le chevauchement de l'interprétation rationnelle de la situation politique et des états affectifs découlant à la fois du contexte et des interactions requiert une analyse capable d'appréhender sans les opposer ces deux dimensions de l'action collective. Or l'approche en termes de configuration offre un outil analytique permettant à la fois de penser et d'appréhender ces deux facettes d'une même réalité sociale.

De la même façon que les dimensions rationnelle et émotionnelle s'entrecroisent, l'influence des symboles et des représentations collectives n'exclut pas que les acteurs aient une marge d'interprétation personnelle de ces croyances collectives. L'analyse comparée des représentations collectives partagées au cours des mobilisations étudiantes hongroise et mexicaine nous a en effet permis de souligner dans les deux cas les références au symbole de l'étudiant contestataire, mais cela ne signifie pas pour autant que les jeunes Hongrois ou Mexicains aient été dénués de raison et de marge de manœuvre individuelle pour les interpréter. Car comme nous l'avons remarqué dès l'introduction, les rôles n'ont pas qu'une dimension prescriptive, ils contribuent aussi à définir un domaine des possibles. Peter Hall et Rosemary Taylor résument cette influence réciproque des dimensions rationnelle et institutionnelle en rappelant que « de nombreux institutionnalistes insistent sur la nature hautement interactive de la relation entre les institutions et l'action individuelle, relation dans laquelle chaque pôle constitue l'autre »<sup>30</sup>.

---

<sup>28</sup> « We reject the conventional approach that opposes rationality and emotions, treating the latter as inherently irrational. » (R. Aminzade, D. McAdam, art. cit., p.18).

<sup>29</sup> En cela, nous sommes entièrement d'accord avec cette affirmation de Deborah B. Gould : « an investigation that presumes rational calculation alone is simply inadequate, and I would argue, impoverished ». (D. B. Gould, art. cit., p.161).

<sup>30</sup> P. Hall, R. Taylor, art. cit., p.484.

Mais pour prouver que la dimension institutionnelle constitue la troisième facette d'une même réalité sociale, il est nécessaire de montrer que les facteurs institutionnels entretiennent aussi des liens avec les états affectifs. Rappelant la dimension culturelle des émotions, Deborah B. Gould observe en effet que les « communautés ou les groupes sociaux ont des “cultures émotionnelles” »<sup>31</sup>. Ainsi par exemple, la force évocatrice des croyances et des symboles rattachés au monde étudiant hongrois ou à l'université mexicaine témoigne de l'ancrage culturel de certaines émotions que l'on peut déceler au cours des mobilisations étudiantes. Notre analyse comparée nous a en effet permis de montrer que l'enthousiasme de rejoindre le mouvement étudiant était d'autant plus fort qu'il faisait écho au symbole largement évocateur de l'étudiant contestataire. Plus généralement, l'étude des exemples hongrois et mexicain témoigne de l'existence de passerelles entre les dimensions institutionnelle et émotionnelle de l'action contestataire.

En définitive, parce qu'elles constituent les trois facettes d'une même réalité sociale, les dimensions rationnelle, émotionnelle et institutionnelle de l'action contestataire dans l'université peuvent être visualisées à l'aide de la figure suivante :

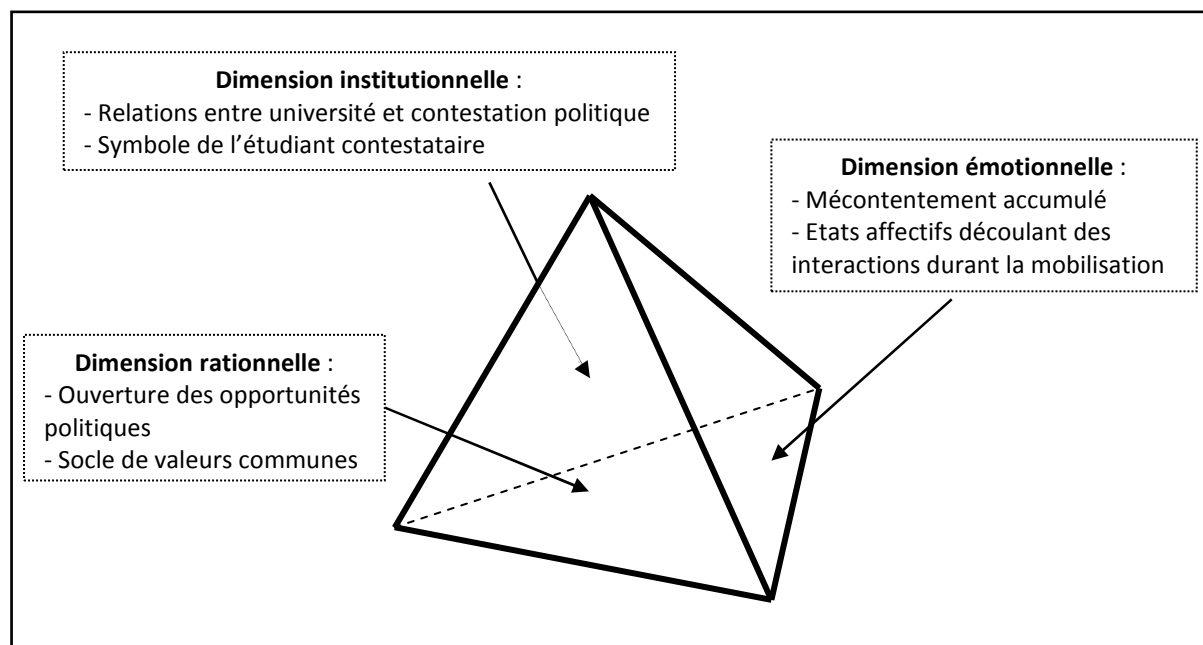


Figure 1 : Les trois facettes de l'action collective dans l'université

<sup>31</sup> « “Communities or social groups have “emotion cultures”, understood as both the emotions that are prevalent within the group and the set of tacit or explicit rules and norms that demarcate “how [members of the group] should attend to codify, appraise, manage, and express feelings”. » (*ibid.*, p.162-163).

Le fait d'avoir choisi de visualiser à l'aide d'une pyramide à trois côtés ces trois dimensions de l'action collective dans l'université permet non seulement d'intégrer dans la configuration les différentes temporalités de l'action collective, mais aussi de mettre l'accent sur la dimension explicative des points de rencontre entre ces dimensions.

## II. Penser la « polyphonie des temps du politique »

Empruntée à Yves Déloye, l'expression de « polyphonie des temps du politique »<sup>32</sup> nous invite à souligner la pluralité des temporalités dans lesquelles s'inscrivent les phénomènes politiques. Dans la lignée de la démarche historique de Fernand Braudel qui avait identifié une triple temporalité des phénomènes historiques,<sup>33</sup> l'approche configurative permet de rendre compte tout autant des phénomènes de temps long comme les croyances et les représentations partagées, que du contexte politique et social, et enfin du temps plus court des interactions qui se nouent au fil de l'action.

Ainsi, notre analyse des mobilisations hongroise et mexicaine nous a permis de montrer que l'ouverture des opportunités politiques ne dépendait pas seulement des évolutions du contexte immédiat, mais aussi des interactions qui se sont nouées entre les étudiants, le pouvoir politique et les groupes de soutien durant les premiers jours de chacune de ces mobilisations. Les cas hongrois et mexicain révèlent tous deux que les maladresses et les hésitations des dirigeants politiques, ainsi que le soutien rapide d'une large partie de la population contribuèrent à donner aux étudiants de chacun de ces pays l'impression que leur mobilisation avait des chances d'être victorieuse.

De la même façon, l'analyse comparée de la dimension émotionnelle des mobilisations étudiantes hongroise et mexicaine révèle que les différents états affectifs – comme le mécontentement accumulé, la colère, l'enthousiasme, la stupéfaction, l'exaltation voire même la haine – puisent leurs origines tout autant dans le contexte politique, économique et social, que dans le jeu d'interactions se nouant au sein du groupe mobilisé et avec les autres acteurs,

---

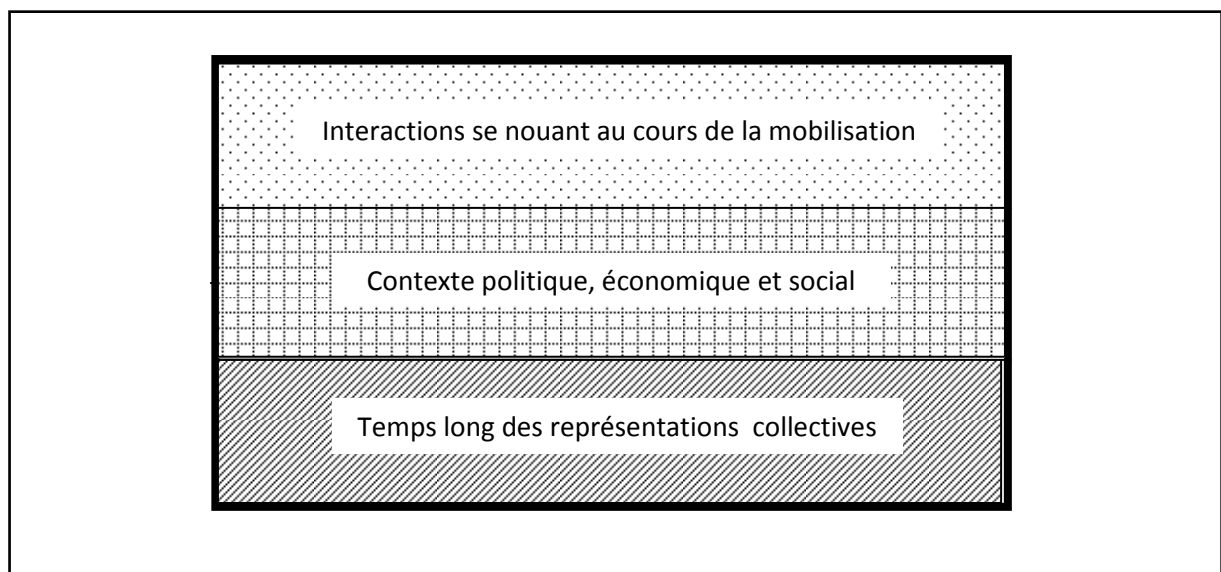
<sup>32</sup> Y. Déloye, *op. cit.*, p.24.

<sup>33</sup> Rappelons en effet que Fernand Braudel s'était attaché à distinguer en 1949, dans son ouvrage le plus célèbre, trois temps historiques : « la part du milieu » (tome 1), « les mouvements d'ensemble » (tome 2) et enfin « les événements » (tome 3). (cf. F. Braudel, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, Paris, Livre de Poche, 1993).

qu'il s'agisse du pouvoir politique ou des groupes de soutien. Remarquons en outre que certains éléments du contexte politique susceptibles d'avoir nourri la rancœur et le mécontentement de la population méritent d'être réinscrits dans un temps historique plus long afin de saisir la profondeur de certaines représentations collectives, comme l'atteste l'exemple hongrois du profond rejet de la tutelle soviétique.

Enfin, l'analyse de la dimension institutionnelle des mobilisations étudiantes requiert elle aussi de tenir compte de cette pluralité de temporalités. L'analyse des liens objectifs nouant institution universitaire et contestation politique nous a en effet amené à étudier le contexte précédant chacune de ces mobilisations et notamment les conditions de socialisation politique des étudiants. Mais la prise en compte des croyances et des images symboliques rattachées à l'institution universitaire nous a conduit à mettre en avant tout autant le temps long des représentations collectives que la réappropriation, au fil de l'action contestataire, de ces références et de ces symboles par les acteurs mobilisés.

Se superposant les unes sur les autres, ces trois temporalités de l'action collective sont comparables à des strates qui, comme en géologie, s'empilent par effet de sédimentation.<sup>34</sup> Cette métaphore géologique permet de visualiser de façon simple les temps de l'action collective, comme en témoigne la figure suivante :



**Figure 2 : Temporalités de l'action collective**

<sup>34</sup> Nous remercions vivement le sociologue mexicain Daniel Cazés de nous avoir suggéré de présenter ces temporalités de l'action collective en employant la métaphore géologique de la sédimentation (entretien avec Daniel Cazés, Mexico, 13 décembre 2005).

Par le croisement des dimensions rationnelle, émotionnelle et institutionnelle de l'action collective dans l'université (figure 1) et de ses trois temporalités (figure 2), nous sommes sur le point d'élaborer une configuration permettant de comprendre les mobilisations étudiantes en régime autoritaire. Or cette analyse configurative ne saurait être complète si elle ne mettait pas l'accent sur les facteurs explicatifs émergeant de la rencontre entre ces dimensions.

### **III. Portée explicative des points de rencontre entre les dimensions rationnelle, émotionnelle et institutionnelle**

Il ne suffit pas de dire que raison, émotion et institution constituent les trois facettes d'une même réalité sociale, il convient aussi de montrer, à la lumière des cas hongrois et mexicain, comment ces dimensions en se croisant génèrent des situations fortement mobilisatrices. En d'autres termes, l'étude des points de rencontre entre les trois dimensions de l'action collective permet de mettre en évidence trois facteurs explicatifs des mobilisations estudiantines face à des régimes autoritaires : l'explosion du mécontentement et l'enthousiasme du passage à l'action (A), l'envie de prendre la parole et de jouer un rôle politique (B) et, enfin, le sentiment de vivre un moment historique (C).

#### **A. Entre raison et émotion : explosion du mécontentement et enthousiasme du passage à l'action**

A la frontière entre perspective stratégique et objectivation des émotions décelables dans les témoignages des acteurs mobilisés, l'analyse de la situation politique, économique et sociale permet de comprendre l'explosion du mécontentement. Ainsi, les différents types d'émotion que nous avons décelés – comme la colère, le sentiment de libération ou, dans le cas hongrois, la haine à l'égard de l'occupant soviétique – puisent une grande part de leurs sources dans le contexte politique, économique et social, ce qui atteste du chevauchement entre la situation rationnellement observable et ses effets en termes d'états affectifs. Si l'explosion du mécontentement constitue un élément décisif pour comprendre l'émergence d'une mobilisation étudiante, il convient néanmoins de remarquer avec Ron Aminzade et Doug



McAdam qu'« en elle-même, la colère a peu de chances de produire une action collective organisée ». Pour ces deux auteurs en effet, « ce n'est que lorsque la colère rencontre l'espoir que les formes d'action que l'on associe généralement aux mouvements sociaux et aux révolutions peuvent se produire »<sup>35</sup>.

Traversant lui aussi les dimensions rationnelle et émotionnelle, l'enthousiasme du passage à l'action permet de montrer le lien existant entre l'ouverture des opportunités politiques et le sentiment de libération lié au fait de rejoindre la mobilisation. Or cette idée de sentiment de libération rappelle le concept de « libération cognitive » qui, selon Doug McAdam, désigne les événements ou les modifications de conditions qui font soudainement sens aux yeux des acteurs.<sup>36</sup> En d'autres termes, l'idée de libération cognitive est un concept frontière entre les dimensions rationnelle et émotionnelle dans la mesure où il permet d'aborder le « processus par lequel les acteurs des mobilisations décoderaient les ouvertures de la structure des opportunités »<sup>37</sup>. La libération cognitive renvoie donc à une forme de prise de conscience qui rend nécessaire le passage à l'action.<sup>38</sup> Ainsi, en Hongrie comme au Mexique, l'évolution des opportunités politiques au cours des premiers jours de chacune de ces mobilisations a pu être décodée par les acteurs étudiants comme une preuve de la légitimité de leur passage à l'action. Les maladroites et les hésitations du pouvoir politique, tout comme les manifestations de soutien de la part de la population urbaine constituent des exemples d'opportunités politiques ayant généré, dans les deux cas, une situation fortement chargée en émotions.

Pour autant, l'impression qu'il est possible d'agir ne repose pas exclusivement sur le décodage de l'ouverture des opportunités politiques. La référence à des mobilisations historiques victorieuses permet de croire à la réussite de la mobilisation et d'incarner la contestation dans un collectif capable de contester le régime politique : le monde étudiantin.

---

<sup>35</sup> « But, in and of itself, anger is not likely to produce organized collective action (...). It is only when anger gets join with hope that the forms of action we normally associate with social movements and revolutions are apt to take place. » (R. Aminzade, D. McAdam, art. cit., p.31-32).

<sup>36</sup> cf. D. McAdam, *Political Process and the Development of Black Insurgency, 1930-1970*, Chicago, University of Chicago Press, 1982, p.49 et suiv.

<sup>37</sup> L. Mathieu, art. cit., p.84.

<sup>38</sup> « Movement emergence implies a transformation of consciousness within a significant segment of the aggrieved population. Before collective process can get underway, people must collectively define their situations as unjust and subject to change through group action. » (D. McAdam, *op. cit.*, p.51).

Ainsi, à la frontière entre les dimensions rationnelle et institutionnelle, l'idée d'avoir un rôle politique à jouer constitue un autre facteur clef.

### **B. Entre raison et institution : prendre la parole et jouer un rôle politique**

L'explosion du mécontentement doit, d'après Lilian Mathieu, s'incarner dans un collectif ayant une certaine légitimité à prendre la parole. « Pour un individu, explique-t-il, la perception de sa propre situation comme malheureuse, ou la perception de l'ordre du monde comme injuste, ne suffisent pas à elles seules pour déclencher une révolte, elles doivent pour cela trouver un écho dans un collectif incarnant un degré supérieur de généralité, et, à ce titre, apte à leur conférer une forme de crédibilité ou de légitimité. »<sup>39</sup> Or l'université est précisément un lieu dans lequel les jeunes peuvent trouver de l'information et réfléchir à la situation politique et sociale de leur pays. En outre, la référence à des mobilisations passées est susceptible, comme l'atteste l'exemple du parallèle avec la révolution de 1848 en Hongrie, de renforcer la légitimité de ce collectif que constitue le monde étudiantin. L'idée de légitimité vient ainsi rencontrer, d'un point de vue rationnel, celle de rôle politique à jouer.

L'impression d'avoir un rôle à jouer se nourrit en outre de l'analyse objective du contexte politique et social : l'évaluation des risques encourus et des soutiens dont bénéficie le mouvement permet de conforter – ou d'infirmer – l'idée qu'il est temps de prendre la parole et de jouer un rôle politique. La métaphore théâtrale nous permet de faire le lien entre l'influence des représentations collectives et la part de rationalité des acteurs, dans la mesure où il est difficile d'imaginer des étudiants investir la scène politique s'ils n'ont pas un texte à prononcer. Cette prise de parole exige donc une certaine convergence des étudiants autour d'un socle de valeurs qui peut, comme dans les cas hongrois et mexicain, s'incarner dans une pétition étudiantine. Dans les deux cas en effet, c'est la condamnation de la nature autoritaire du régime politique qui a servi de socle à la contestation et a contribué à justifier la prise de parole. En d'autres termes, la notion de rôle à jouer ne découle pas seulement des représentations partagées au sein de l'institution universitaire, mais constitue bien un élément transversal entre raison et institution.

---

<sup>39</sup> L. Mathieu, art. cit., p.86.

Pour autant, à travers la notion de rôle à jouer, nous touchons aussi à la dimension émotionnelle des mobilisations politiques car les représentations collectives et les symboles partagés sont non seulement évocateurs, mais aussi très largement mobilisateurs. A la frontière entre institution et émotion, le sentiment d'être en train de vivre, à son tour, un moment historique constitue selon nous le troisième et dernier élément clef de cette configuration de facteurs.

### **C. Entre institution et émotion : le sentiment de vivre un moment historique**

De la prise de conscience de la légitimité de la contestation à l'idée d'avoir un rôle à jouer, il n'y a qu'un pas à franchir que les étudiants feront d'autant plus facilement qu'ils inscrivent leur mobilisation dans la continuité des luttes passées. A cet égard, c'est l'exemple hongrois qui est le plus éloquent. En établissant des parallèles avec la révolution de 1848, les étudiants hongrois donnèrent implicitement une dimension héroïque à leur mobilisation. Mais surtout, en inscrivant leur lutte dans la continuité d'un des épisodes les plus célèbres de leur histoire, ils allaient partager le sentiment de vivre à leur tour un moment historique. Largement mobilisateur, le sentiment de vivre un moment historique illustre bien le point de rencontre entre l'univers persuasif – la dimension institutionnelle – et la réaction d'enthousiasme – la dimension affective.

« J'étais complètement euphorique. Je commençais vraiment à sentir que j'avais de l'importance, que ce que je pensais et ce que les étudiants pensaient pouvait faire la différence, que le futur était entre nos mains. (...) Ma vie prenait soudainement un sens. Tout ce que je voulais c'était être utile et prendre part à cette lutte, afin que mes compatriotes soient libres, fiers et heureux. »<sup>40</sup> Cet extrait du récit d'un étudiant hongrois illustre l'enthousiasme qu'ont pu ressentir la jeunesse de 1956 à l'idée d'être actrice de l'histoire de son pays. Au Mexique aussi, les étudiants semblent avoir très largement partagé, durant l'été 1968, ce sentiment de vivre un moment historique. D'après Annick Lempérière, « chacun est persuadé que le mouvement est profondément rénovateur et qu'il marque un tournant dans

---

<sup>40</sup> « I was completely euphoric. I was really starting to believe that I mattered, that what I thought, what we the students thought, made a difference, that our future was in our own hands. (...) My life suddenly had a purpose. All I wanted to do was to serve, to be part of this struggle, which will make my countrymen free, proud and happy. » (B. Lipták, *op. cit.*, p.30).

l'histoire du régime »<sup>41</sup>. Interrogé sur ce point, l'acteur étudiant Guillermo Palacios nous confirma que les jeunes Mexicains croyaient alors fermement qu'ils étaient en train de jouer un rôle historique, avant de préciser qu'ils « étaient en train de faire une révolution pacifique dans le pays, tout le monde était content, chantait et dansait »<sup>42</sup>.

A travers ces quelques témoignages hongrois et mexicains, se dégage un véritable enthousiasme comparable à un sentiment d'exaltation. « Plaisir proche de l'intoxication »<sup>43</sup> selon Albert Hirschman, l'exaltation relève d'un état affectif qui a très probablement contribué à faire oublier aux acteurs étudiants les risques auxquels ils s'exposaient en se mobilisant contre le régime politique. L'intensité émotionnelle liée au sentiment de vivre un moment historique résume à elle seule l'interpénétration des dimensions rationnelle, émotionnelle et institutionnelle de l'action contestataire dans l'université.

Explosion du mécontentement et enthousiasme du passage à l'action, volonté de prendre la parole et de jouer un rôle politique et, enfin, sentiment de vivre un moment historique, tels sont en définitive les facteurs clefs permettant de comprendre la contestation estudiantine face à des régimes autoritaires. Essentielles pour expliquer l'émergence d'une mobilisation étudiante en régime autoritaire, ces passerelles entre les dimensions rationnelle, émotionnelle et institutionnelle peuvent finalement être comparées aux arêtes d'une pyramide à trois côtés, comme l'illustre la figure 3 :

---

<sup>41</sup> A. Lempérière, *op. cit.*, p.366. Un regard rétrospectif nous ferait peut-être douter de l'intensité de cette croyance en un virage historique, dans la mesure où nous connaissons aujourd'hui la répression dont cette mobilisation a fait l'objet, mais pour Annick Lempérière, « plus importante est ici la force de l'illusion dans la conscience des acteurs, qui a notamment contribué à prolonger au-delà du raisonnable l'épreuve de force avec le gouvernement » (*idem*).

<sup>42</sup> « ¿Se puede decir que tenían la impresión de jugar un papel histórico?

Sí, absolutamente. Estábamos haciendo una revolución pacífica en el país, todo el mundo era alegre, cantando y bailando. » (Extrait de l'entretien avec Guillermo Palacios, Mexico, 19 décembre 2005).

<sup>43</sup> A. Hirschman, *Bonheur privé, action publique*, Paris, Fayard, 1983, p.155.

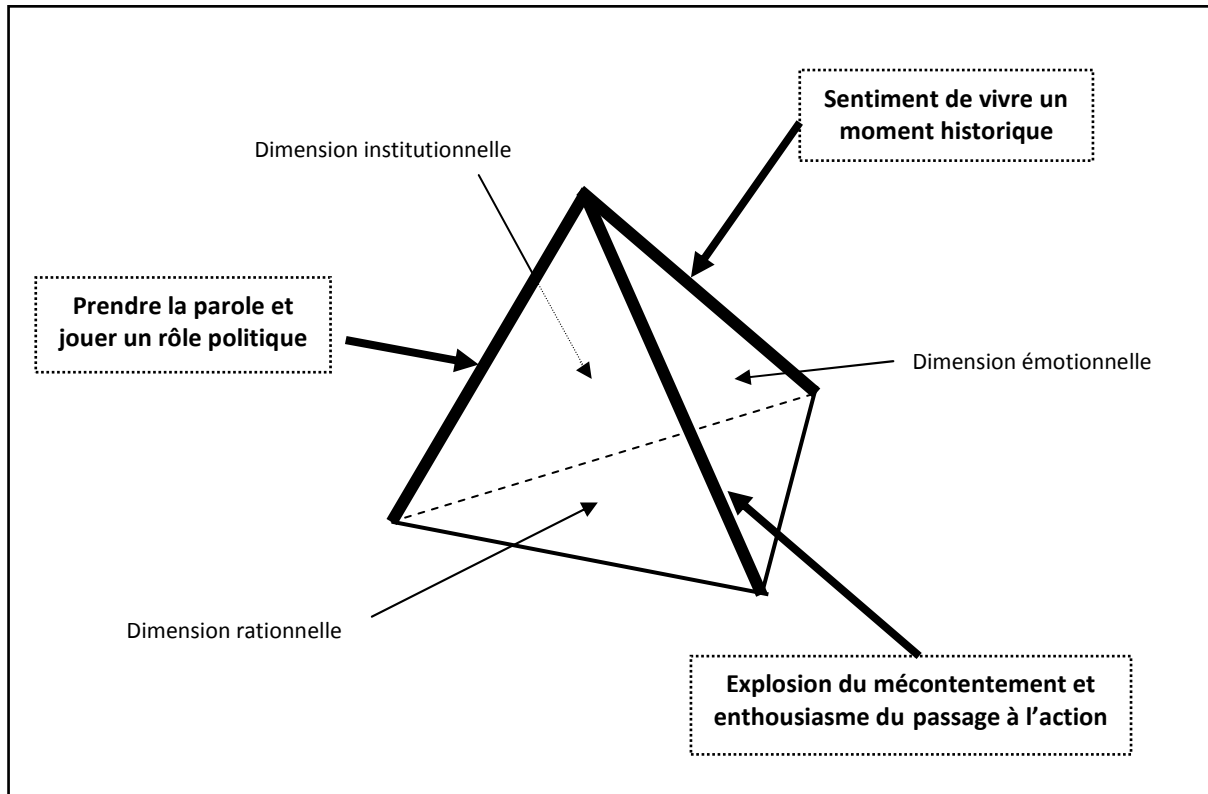


Figure 3 : Points de rencontre entre les trois dimensions de l'action collective dans l'université

En définitive, cette analyse comparée des mouvements étudiants hongrois et mexicain révèle l'importance respective de chacune des trois dimensions de l'action contestataire : les dimensions rationnelle, émotionnelle et institutionnelle. Aucune de ces composantes, prise séparément, ne suffisant pour comprendre la participation des étudiants à un mouvement contestataire face à un régime autoritaire, nous nous sommes attachés à montrer l'importance des passerelles qui existent entre elles. Ainsi, l'analyse d'un point de vue rationnel du contexte politique et social nous éclaire sur les raisons de l'intensification du mécontentement – la dimension émotionnelle – ainsi que sur le « rôle » lié au sentiment de mettre la raison et la réflexion universitaires au service d'une cause politique – la dimension institutionnelle. De la même façon, l'étude des représentations rattachées à l'institution universitaire contient à la fois une dimension rationnelle, la justification de la prise de parole, et émotionnelle, le parallèle évocateur avec des exemples historiques.

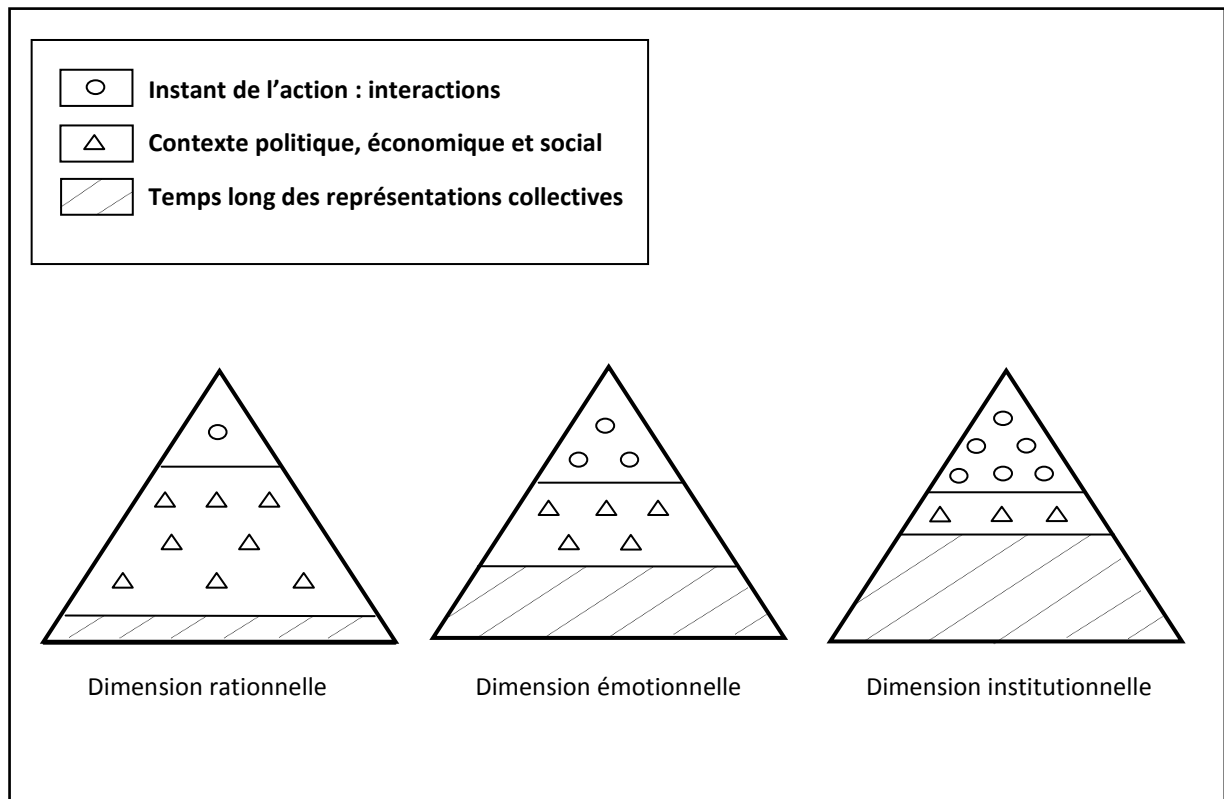
C'est finalement de la conjugaison des différentes temporalités de l'action collective et des trois dimensions de l'action contestataire que l'on peut proposer une configuration des conditions d'émergence d'un mouvement étudiant face à un régime autoritaire. Observons néanmoins que l'analyse comparée des cas hongrois et mexicain nous a amené à souligner la variabilité de l'influence relative des temporalités en fonction de la dimension étudiée.

Ainsi, l'analyse de la dimension rationnelle des mouvements contestataires requiert de se pencher plus particulièrement sur le contexte politique et cognitif, mais elle doit aussi tenir compte des opportunités politiques émergeant au fil de l'action collective, ainsi que des représentations collectives pouvant puiser leurs origines dans un temps historique plus long (chapitres 1 et 2).

En ce qui concerne la dimension émotionnelle, nous avons vu que les états affectifs puisaient leurs origines tout autant dans le contexte politique, économique et social (chapitre 3) que dans les interactions se nouant durant la mobilisation (chapitre 4). En outre, la portée affective de la référence à d'autres mobilisations politiques témoigne de la présence du temps long dans cette dimension émotionnelle.

Enfin, l'analyse de la dimension institutionnelle nous a conduit à souligner l'influence du temps long des représentations collectives partagées dans l'université, ainsi que la façon dont les symboles et les références sont activées au cours du mouvement contestataire (chapitre 6). Mais l'analyse de cette troisième dimension doit aussi tenir compte du contexte immédiat dans la mesure où, comme nous l'avons vu dans le chapitre 5, la « socialisation politique accélérée » qui s'opère durant les années d'études supérieures dépend étroitement du contexte politique et cognitif.

La figure 4 permet de résumer cette variabilité des composantes temporelles en fonction de la dimension de l'action contestataire que l'on étudie :



**Figure 4 : Variabilité des composantes temporelles en fonction des dimensions étudiées**

En croisant ces quatre différentes figures, nous sommes à présent en mesure de proposer un schéma permettant de visualiser notre proposition de cadre analytique configuratif pour étudier les mobilisations étudiantes face à des régimes autoritaires :

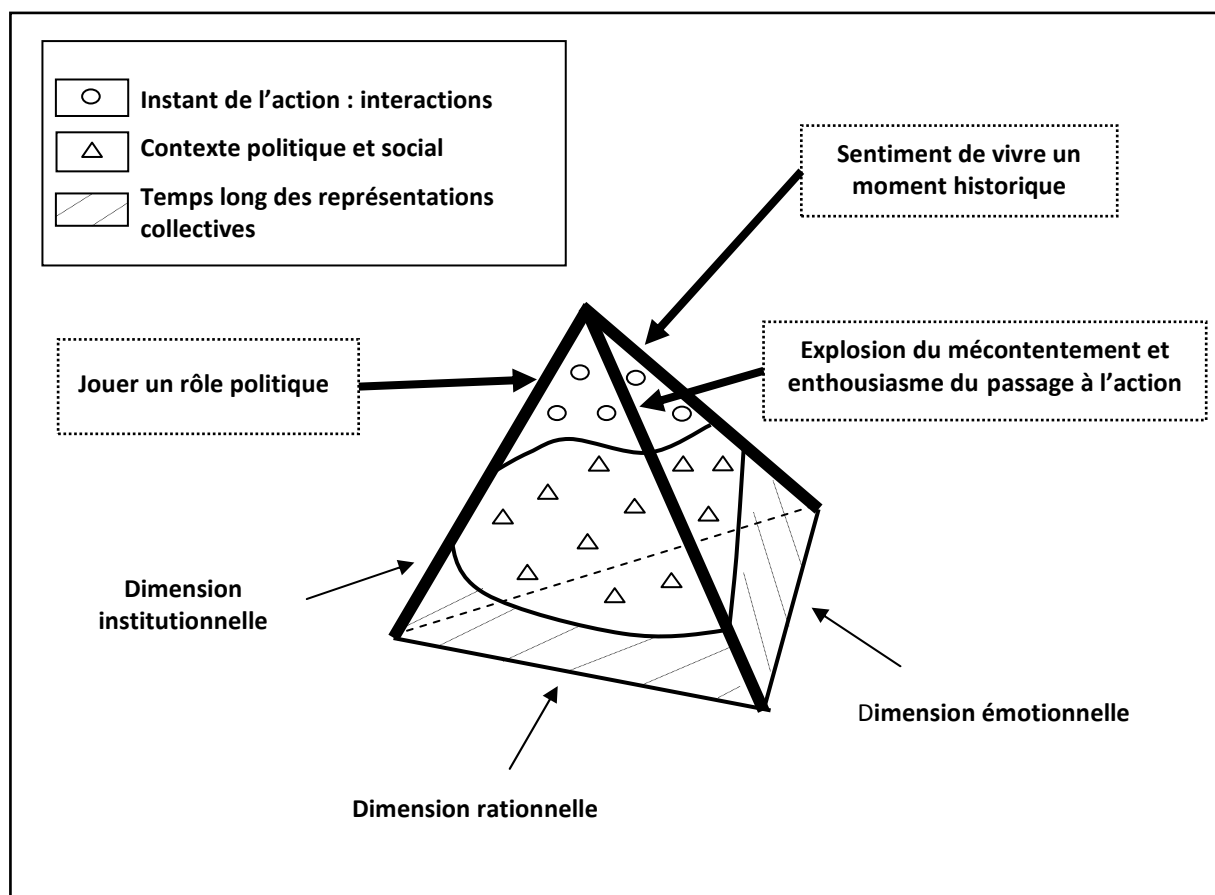


Figure 5 : Proposition de cadre analytique configuratif

Comme le résume la figure 5, ce cadre analytique configuratif suggère d’appréhender chacune des dimensions de l’action collective – rationnelle, émotionnelle et institutionnelle – en tenant compte des différentes temporalités qui la composent : le temps long des représentations collectives, le temps moyen du contexte politique et social et, enfin, le temps court des interactions qui se nouent au fil de l’action collective.

Sans prétendre proposer une théorie valable en tout temps et en tout lieu, cette analyse comparative des mobilisations hongroise et mexicaine nous a finalement permis de dégager des axes d’investigation pouvant s’appliquer à d’autres exemples de mobilisations étudiantes en régime autoritaire. Il serait par exemple intéressant d’appliquer ce cadre analytique configuratif à l’étude des conditions d’émergence du mouvement étudiant chinois du printemps 1989, comme à l’analyse de la mobilisation des étudiants maliens de mars 1991 contre le régime de Moussa Traoré. L’hypothèse d’une combinaison entre les dimensions



rationnelle, émotionnelle et institutionnelle pourrait peut-être éclairer les conditions d'émergence de ces deux autres exemples de mobilisations estudiantines face à des régimes autoritaires. Car dans le cas chinois comme le cas malien, l'ouverture des opportunités politiques semble bien avoir précédé l'émergence d'une situation fortement chargée en émotions, au cours de laquelle les étudiants ne manquèrent pas de faire référence à des mobilisations estudiantines passées.<sup>44</sup>

Ainsi d'après Alain Roux, les étudiants chinois de 1989 revendiquèrent pour eux « le rôle, naguère joué par les lettrés, de censeurs d'un pouvoir qui sort de la bonne voie »<sup>45</sup>. La référence au rôle politique joué par les étudiants chinois était d'autant plus forte en 1989 que la mobilisation estudiantine coïncidait précisément avec la commémoration du soixante-dixième anniversaire du mouvement du 4 mai 1919.<sup>46</sup> Récupéré par l'historiographie officielle du parti communiste chinois, la mobilisation contre le Traité de Versailles était devenue un véritable symbole de l'engagement politique des étudiants chinois. « Si les étudiants n'agissent pas, qui le fera ? »<sup>47</sup> Cette citation du président Mao invite en effet à se pencher sur les croyances et les représentations rattachées à l'université susceptibles d'avoir renforcé l'enthousiasme des étudiants chinois en 1989.

Bien que la référence à des mobilisations passées s'inscrive dans une temporalité beaucoup moins longue dans le cas malien, elle mérite néanmoins d'être interrogée pour comprendre l'univers symbolique de la mobilisation étudiante de Bamako. Car en mars 1991, ce n'était pas la première fois que les étudiants se mobilisaient contre le régime de Moussa Traoré.<sup>48</sup> Une dizaine d'années plus tôt, entre novembre 1979 et juin 1980, les étudiants et les lycéens maliens avaient en effet mené un vaste mouvement de grève qui fut violemment

---

<sup>44</sup> Dans le cas chinois, la voie des réformes économiques ouverte par Deng Xiaoping à partir de 1979, ainsi que la visite à Pékin de Mikhaïl Gorbatchev en avril 1989 créèrent une situation que l'on peut analyser au prisme du modèle de Sidney Tarrow, mais aussi sous l'angle émotionnel du mécontentement accumulé. De la même façon, la fragilisation du régime politique malien de Moussa Traoré en raison notamment des difficultés économiques que rencontrait le Mali depuis la fin des années 1980, ainsi que l'affaiblissement du soutien français au régime constituèrent autant de signes de vulnérabilité du pouvoir politique dans un pays où le mécontentement s'accumulait.

<sup>45</sup> cf. A. Roux, *La Chine au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Armand Colin, 2003, p.126.

<sup>46</sup> Le 4 mai 1919, environ 3000 étudiants de Pékin défilèrent en robe noire place Tiananmen afin de protester contre la signature du Traité de Versailles qui accordait au Japon des droits sur la province du Shandong (cf. J.-Ph. Béja, *Le mouvement pour la démocratie en Chine (1919-2004)*, Paris, Seuil, 2004, p.22).

<sup>47</sup> Citation de Mao durant la Révolution culturelle, citée par Shen Tong in *Presque une révolution. L'itinéraire d'un étudiant chinois devenu l'un des leaders du printemps de Pékin*, Paris, Robert Laffont, 1991, p.181.

<sup>48</sup> cf. Z. Kay Smith, « "From Demons to Democrats" : Mali's Student Movement 1991-1996 », *Review of African Political Economy*, n°72, 1997, p.249-263.

réprimé par le pouvoir politique. Le décès du leader étudiantin Abdoul Karim Camara dans les locaux de la police en mars 1980 contribua probablement à nourrir le symbole de l'étudiant qui s'engage sur la scène politique. Mais il ne s'agit là que d'une hypothèse qu'une étude plus approfondie du cas malien permettrait de vérifier.

En cela, notre recherche semble bien remplir l'objectif assigné par Theda Skocpol à l'analyse historique comparative : « pour peu qu'on veuille bien lui épargner toute application mécaniste, elle inspirera de nouvelles perspectives théoriques et des analyses novatrices de cas historiques concrets »<sup>49</sup>.

---

<sup>49</sup> Th. Skocpol, *États et révolutions sociales*, *op. cit.*, p.68.



# **Annexes**



## Annexe 1 : Notice méthodologique

« Pour tout résumer d'un mot, le vocabulaire des documents n'est, à sa façon, rien d'autre qu'un témoignage. Précieux, sans doute, entre tous ; mais, comme tous les témoignages, imparfait ; donc, sujet à critique. »<sup>1</sup> Cette remarque de Marc Bloch nous rappelle à quel point tous les documents, qu'il s'agisse de sources primaires ou de sources secondaires méritent donc d'être traités avec une grande vigilance épistémologique.

Soulignant que le travail d'un comparatiste n'est pas du même ordre et ne saurait se confondre avec celui d'un historien classique, Theda Skocpol en vient même à qualifier de « désastreuse » l'attitude du chercheur qui s'acharnerait « de façon dogmatique à refaire toutes les recherches primaires »<sup>2</sup>. Si un sujet est trop large pour qu'un seul chercheur mène l'ensemble des recherches primaires et si celui-ci a à sa disposition des travaux élaborés par des spécialistes de chaque cas, alors il est tout à fait légitime de travailler à partir de sources secondaires, conclut-elle. Le recours aux sources secondaires se justifie d'autant plus que la démarche comparative relève d'une ambition analytique différente de celle des études monographiques.<sup>3</sup> En d'autres termes, cette distinction entre plusieurs types d'analyse, chacun d'entre eux étant assuré par des chercheurs différents, illustre pleinement l'idée de « division du travail en sciences sociales »<sup>4</sup> prônée par Jean-Michel Berthelot.

Grâce à la collaboration des chercheurs hongrois travaillant à *l'Institut de l'histoire de la révolution hongroise de 1956* à Budapest,<sup>5</sup> et à l'aide précieuse des chercheurs du Centre

---

<sup>1</sup> M. Bloch, *Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien*, Paris, Armand Colin, 2<sup>e</sup> édition, 1952, p.85.

<sup>2</sup> « A dogmatic insistence on redoing primary research for every investigation would be disastrous. » (Th. Skocpol, *Vision and Method in Historical Sociology*, *op. cit.*, p.382).

<sup>3</sup> Jean Blondel invite lui aussi les chercheurs à faire un effort déductif et à reléguer la tâche empirique à un autre niveau d'analyse : « il faut s'engager dans un effort déductif, nous dit-il, en partant d'un certain nombre de principes et reléguer la tâche empirique consistant à amasser des données à un niveau second, beaucoup plus terre à terre, intellectuellement moins productif et surtout, dépendant en dernier ressort de l'analyse déductive. » (J. Blondel, *art. cit.*, p.5).

<sup>4</sup> J.-M. Berthelot, *Épistémologie des sciences sociales*, Paris, PUF, 2001.

<sup>5</sup> Nous tenons tout particulièrement à remercier le directeur de l'Institut, János Rainer, ainsi que les historiens Gyorgy Litván, Pál Germuska, Attila Szakolczai et Tibor Valuch pour leurs conseils précieux et leur aide tout au long de cette enquête de terrain en Hongrie (juin - août 2004).

d'Études Historiques du *Colegio de México*,<sup>6</sup> chacun de ces séjours de recherche nous a permis de rassembler de nombreux documents et de rencontrer des acteurs de ces mobilisations étudiantes. Ainsi, mener des entretiens avec des protagonistes, étudier les témoignages et les récits d'acteurs étudiants, analyser des documents d'archive (discours, déclarations publiques, prospectus, slogans étudiants, articles de presse...), mais aussi dialoguer avec les spécialistes de chacun de ces pays, qu'il s'agisse d'historiens, de sociologues ou de politistes, ont été autant d'étapes de recherche nous ayant permis de faire avancer cette analyse comparative.

Signe que la « division du travail en sciences sociales » peut être fructueuse, nous avons découvert en Hongrie comme au Mexique l'existence de vastes séries d'entretiens réalisées par d'autres chercheurs auprès des acteurs étudiants de chacune de ces mobilisations. Dans le cas hongrois en effet, ce sont les historiens de *l'Institut de l'histoire de la révolution hongroise de 1956* qui nous ont révélé l'existence d'une série d'entretiens réalisée au lendemain de la mobilisation par des équipes de chercheurs de l'Université Columbia. Nommé CURPH (*Columbia University Research Project Hungary*), ce vaste programme de recherche a permis de rassembler 626 entretiens retranscrits en anglais, réalisés entre 1957 et 1958 auprès d'émigrés hongrois réfugiés aux États-Unis, en Angleterre et en Autriche.

Pour les directeurs du projet CURPH – qu'il s'agisse de spécialistes de l'Union soviétique comme Henry Roberts et Paul Zinner ou de sociologues comme Paul Lazarsfeld – l'objectif était de profiter de la vague d'émigration qui a suivi la répression de l'insurrection hongroise de 1956 pour comprendre les conditions de vie dans un pays du bloc communiste. Cherchant tout autant à étudier les modes de vie qu'à analyser les circonstances de cette révolte contre le système stalinien, cette vaste enquête constitue aujourd'hui une immense base de données et d'informations sur la Hongrie des années cinquante.<sup>7</sup> Or ces témoignages recueillis entre 1957 et 1958 sont d'autant plus précieux pour notre analyse qu'ils furent

---

<sup>6</sup> Chercheuse invitée (*Investigadora visitante*) au *Colegio de México* entre octobre 2005 et janvier 2006, l'auteure de cette recherche est tout particulièrement reconnaissante à l'égard directeur du Centre d'études historiques (CEH), Dr. Guillermo Palacios, et du Dr. Ariel Rodríguez Kuri qui l'a accompagnée durant ce séjour de recherche.

<sup>7</sup> Réalisés par des enquêteurs d'origine hongroise spécialement formés pour cette mission, ces entretiens très détaillés durèrent souvent plusieurs jours. Chaque entretien fit ensuite l'objet d'une retranscription en anglais qui constitue en moyenne un dossier d'une soixantaine de pages. L'intégralité de ces entretiens est depuis peu de temps disponible en ligne sur le site de l'OSA (*Open Society Archives*) de l'Université CEU de Budapest (*Central European University*) : <http://www.osa.ceu.hu>.

menés peu de temps après la mobilisation d'octobre 1956, ce qui les prémunit des biais inévitables liés au recul du temps et au regard rétrospectif. Parmi ces centaines de témoignages d'émigrés hongrois, nous nous sommes penchés plus particulièrement sur une quarantaine de témoignages, la moitié d'entre eux étant des témoignages d'étudiants :

### **Liste des entretiens du CURPH utilisés pour cette recherche**

#### **Entretiens avec des étudiants hongrois**

CURPH n°106 (mai 1957) : Etudiante à l'Université polytechnique de Budapest, 24 ans

CURPH n°107 (mai 1957) : Etudiant en 6<sup>e</sup> année de médecine à Budapest.

CURPH n°109 (mai 1957) : Etudiant en économie politique et statisticien (employé à l'Office Central des Statistiques)

CURPH n°110 (mai 1957) : Etudiant en école de musique, 18 ans.

CURPH n°112 (mai 1957) : Etudiant à l'Université polytechnique, en 2<sup>e</sup> année d'école de chimie.

CURPH n°117 (mai 1957) : Etudiant en ingénierie chimique à l'Université de Veszprem, 20 ans

CURPH n°131 (mai 1957) : Lycéen de 18 ans

CURPH n°133 (mai 1957) : Etudiant en 3<sup>e</sup> année à l'Université polytechnique de Budapest, 29 ans

CURPH n°162 (mai 1957) : Etudiant en Ecole d'ingénieurs à l'Université de Miskolc.

CURPH n°210 (juin 1957) : Etudiant en musique (piano) à l'Académie de Musique de Budapest, 24 ans

CURPH n°213 (juin 1957) : Etudiant en 4<sup>e</sup> année d'histoire et de littérature à l'Université Eötvös Lorand

CURPH n°214 (juillet 1957) : Etudiant en droit à Budapest, 22 ans

CURPH n°226 (juillet 1957) : Etudiant en 4<sup>e</sup> année d'Ecole vétérinaire à Budapest, 24 ans

CURPH n°228 (juillet 1957) : Etudiant en 1<sup>ère</sup> année de pédagogie à Budapest, 20 ans

CURPH n°408 (juillet 1957) : Lycéenne à Budapest, 18 ans

CURPH n°413 (juin 1957) : Etudiant en russe à l'Institut Lénine de Budapest, 21 ans

CURPH n°434 (juillet 1957) : Etudiante en chant à l'Académie d'arts dramatiques de Budapest et secrétaire dans un théâtre, 25 ans

CURPH n°444 (Juillet 1957) : Etudiant en droit et en philosophie à l'Université Eötvös Lorand, 22 ans

CURPH n°501 (Juillet 1957) : Etudiant en architecture (diplômé en 1956), 25 ans



**Autres entretiens du CURPH :**

CURPH n°101 (mai 1957) : Professeur de biologie, 34 ans.

CURPH n°108 (mai 1957) : Femme de 51 ans, secrétaire sténographe.

CURPH n°111(mars 1957) : Jeune traducteur Hongrois-Roumain, 25 ans.

CURPH n°113 (mai 1957) : Juriste puis traducteur officiel (anglais, allemand, russe), 35 ans.

CURPH n°114 (mai 1957) : Jeune chercheur en physique à l'Institut central de recherche de Budapest, 24 ans.

CURPH n°115 (mai 1957) : Jeune professeur d'anglais en lycée, 24 ans

CURPH n°121 (mai 1957) : Ancien haut fonctionnaire puis bibliothécaire à partir de 1949, Docteur en science politique, 45 ans

CURPH n°123 (septembre 1957) : Couturière de 38 ans

CURPH n°126 (juin 1957) : Jeune serveuse

CURPH n°130 (juin 1957) : Mère de deux étudiants à Budapest

CURPH n°204 (juin 1957) : Jeune ouvrier de 21 ans

CURPH n°206 (juin 1957) : Employé de 28 ans à Miskolc, ancien enseignant en théologie à l'ordre des bénédictins

CURPH n°211 (juin 1957) : Jeune conducteur de bus, 25 ans

CURPH n°221 (juin 1957) : Jeune ouvrier à Győr, 21 ans

CURPH n°235 (juillet 1957) : Jeune ouvrier agricole dans la région de Győr, 19 ans.

CURPH n°244 (juillet 1957) : Jeune employé, 20 ans

CURPH n°251 (juillet 1957) : Acteur de théâtre, 32 ans

CURPH n°404 (juillet 1957) : Jeune ouvrier de Sopron, 19 ans

CURPH n°412 (juillet 1957) : Professeur de botanique, 49 ans

CURPH n°438 (Juillet 1957) : Jeune journaliste, 29 ans

CURPH n°442 (Juillet 1957) : Journaliste, éditeur de la revue *Hetfoi Hirlap*, 43 ans

Au Mexique aussi, nous avons découvert que plusieurs séries d'entretiens auprès des étudiants mobilisés en 1968 avaient été réalisées et publiées sous la forme de données brutes. Certes, à l'exception des témoignages recueillis entre 1968 et 1971 par la journaliste Elena Poniatowska,<sup>8</sup> ces entretiens ont été réalisés au moins vingt ans après la mobilisation de 1968.<sup>9</sup> Mais malgré ce recul du temps qui induit inévitablement des biais subjectifs, il s'agit de sources collectées par d'autres chercheurs en sciences sociales, dont l'intérêt est évident pour notre recherche. Le fait que ces entretiens aient été réalisés par des chercheurs ayant un protocole de recherche distinct du nôtre ne constitue en rien un frein à la validation de nos hypothèses. Bien au contraire, l'analyse d'entretiens réalisés par des chercheurs n'ayant probablement pas les mêmes hypothèses permet *a contrario* d'y déceler, alors qu'elles n'étaient pas précisément recherchées, des preuves de la pertinence de certaines de nos hypothèses, comme l'importance des émotions ou des représentations collectivement partagées par les étudiants.

Cette recherche comparative s'est appuyée sur un autre type de documents : les récits d'acteurs et de témoins de chacune de ces mobilisations. Dans le cas hongrois, le plus significatif de ces récits réside certainement dans les notes rédigées durant la nuit du 22 au 23 octobre 1956 par l'étudiant Mihály Samson,<sup>10</sup> juste après le meeting étudiant de l'Université polytechnique au cours duquel les étudiants de Budapest adoptèrent une pétition et appelèrent à manifester. Ce témoignage est particulièrement précieux car il ne souffre pas du biais que peut induire le regard rétrospectif, dans la mesure où le jeune homme qui en est l'auteur décéda durant la mobilisation.<sup>11</sup> Un autre document s'est révélé très utile pour notre recherche, le récit d'un étudiant de l'Université polytechnique, Belá Lipták, rédigé à partir de notes prises au lendemain du soulèvement populaire alors qu'il était dans un camp de réfugiés en Autriche.<sup>12</sup> Les deux premiers chapitres de ce témoignage constituent une source d'information précieuse pour comprendre l'enchaînement des événements au cours des premiers jours de la mobilisation étudiante. D'autres récits hongrois nous ont permis de mieux comprendre l'atmosphère de ces journées d'octobre, comme celui de l'écrivain George

---

<sup>8</sup> E. Poniatowska, *op. cit.*

<sup>9</sup> Ainsi, nous analysons tout au long de cette recherche les témoignages recueillis entre 1988 et 1998 par H. Bellinghausen, R. Aréchiga Robles (*et al.*), E. Ascensio et M. Ortega Olivares.

<sup>10</sup> « Les dernières lignes de Mihály Samson », in T. Méray, *op. cit.*, p.27-34.

<sup>11</sup> Ce fut l'un de ses amis qui envoya ce carnet de notes, plusieurs années plus tard, à l'écrivain Tibor Méray qui avait lancé un appel aux témoignages de ses concitoyens sur la mobilisation de 1956.

<sup>12</sup> B. Lipták, *op. cit.*, 2001.

Paloczi-Horvath qui émigra en Grande-Bretagne,<sup>13</sup> ou encore celui de l'ouvrier Belá Nagy qui trouva quant à lui asile en France.<sup>14</sup>

Dans le cas mexicain aussi, de nombreux récits de la mobilisation de 1968 sont disponibles, qu'ils aient été publiés dans des recueils de textes ou qu'ils aient fait l'objet d'ouvrages indépendants. Ainsi par exemple, on citera le recueil de récits et de témoignages dirigé en 1994 par le sociologue de l'UNAM Daniel Cazés, *Memorial del 68. Relato a muchas voces*.<sup>15</sup> Mais les récits d'acteurs comme celui du leader étudiantin Luis González de Alba, *Los días y los años*,<sup>16</sup> publié au lendemain de la mobilisation, ou encore celui de Paco Ignacio Taibo, *68*,<sup>17</sup> constituent aussi des sources d'information utiles pour comprendre la façon dont les étudiants vécurent la mobilisation de l'été 1968.

Afin de tester la validité des hypothèses théoriques qui sont nées au cours de cette recherche comparative, nous avons personnellement mené, en Hongrie comme au Mexique, une série d'entretiens complémentaires auprès d'acteurs de chacune de ces mobilisations d'une part, mais aussi de chercheurs en sciences sociales spécialistes de chacun de ces terrains d'autre part :

---

<sup>13</sup> G. Paloczi-Horvath, *The Undefeated*, *op. cit.*

<sup>14</sup> Dans la préface, Belá Nagy précise en effet que cet ouvrage « n'a d'autre prétention que de faire toucher du doigt toute la souffrance et tout le courage d'un peuple qui a préféré, selon les paroles même de Guy Mollet, "mourir debout que de vivre à genoux" ». (B. Nagy, *op. cit.*, p.8).

<sup>15</sup> D. Cazés (coord.), *Memorial del 68. op. cit.*, 1993.

<sup>16</sup> L. González de Alba, *Los días y los años*, Mexico, Era, 2004 (1<sup>e</sup> édition 1971).

<sup>17</sup> P. I. Taibo, *68*, Paris, L'Echappée, 2008.

### **Liste des entretiens : cas hongrois**

#### **Entretiens avec des acteurs et des témoins de la mobilisation de 1956**

György Forintos (17 juin et 12 juillet 2004) : sociologue à la retraite au moment de ces deux entretiens, il a participé activement au mouvement de 1956 en tant qu'étudiant à la faculté de droit de Budapest.

Tamás Kiss (17 juin et 12 juillet 2004) : aujourd'hui préfet d'une province hongroise, cet étudiant en droit à l'université de Szeged fut l'un des trois initiateurs du mouvement étudiant en 1956.

György Litván (21 juin 2004) : jeune professeur d'histoire en 1956, il fut l'un des membres actifs du cercle de réflexion nommé « Cercle Petöfi » dans les mois qui précédèrent le soulèvement. Il est aujourd'hui historien à l'*Institut de l'Histoire de la révolution hongroise* de Budapest.

János Bak (30 juin 2004) : jeune enseignant en 1956, il fut un témoin direct des événements. Il est aujourd'hui historien en Histoire médiévale à l'Université CEU de Budapest (*Central European University*).

István Szabó (2 juillet 2004) : homme politique hongrois, ancien ministre des finances, il était en 1956 étudiant en école d'ingénieur à l'Université polytechnique de Budapest.

Miklós Vetö (30 septembre 2004) : étudiant en droit à Szeged en 1956 et ami de Tamás Kiss, il a d'abord été sceptique à l'égard du mouvement étudiant avant de le rejoindre quelques jours plus tard. Il est aujourd'hui professeur de philosophie à l'université de Poitiers.

#### **Entretiens avec des chercheurs hongrois**

János Rainer (21 juin 2004) : historien, Directeur de l'*Institut de l'histoire de la révolution hongroise de 1956*.

Attila Szokolczai (21 juin 2004) : historien rattaché à l'*Institut de l'histoire de la révolution hongroise de 1956*.

Pál Germuska (23 juin 2004) : historien rattaché à l'*Institut de l'histoire de la révolution hongroise de 1956*.

Tibor Valuch (28 juin 2004) : historien rattaché à l'*Institut de l'histoire de la révolution hongroise de 1956*, spécialiste de l'histoire économique et sociale de la Hongrie communiste.

François Fejtö (21 décembre 2004) : journaliste, historien et essayiste français d'origine hongroise, il est l'auteur de plusieurs ouvrages de référence sur la mobilisation de 1956.

### **Liste des entretiens : cas mexicain**

#### **Entretiens avec des acteurs et des témoins de la mobilisation de 1968**

Maria Estela Morales (19 novembre 2005) : étudiante en classe préparatoire de l'IPN, elle fut représentante de son école au *CNH*.

Raúl Alvarez Garín (24 novembre 2005) : celui qui compte parmi les leaders les plus célèbres du mouvement de 1968 était alors l'un des représentants au *CNH* du département de Physiques et Mathématiques de l'IPN.

Daniel Cazés Menache (13 décembre 2005) : jeune chercheur en sciences sociales à l'UNAM, il soutint le mouvement étudiant en rejoignant la « Coalition des enseignants et des professeurs pour les libertés démocratiques » (*Coalición de Maestros de Enseñanza Media y Superior Pro Libertades Democráticas*).

Gerardo Estrada (15 décembre 2005) : étudiant à l'UNAM, représentant de la faculté de Sciences politiques et sociales de l'UNAM au *CNH*.

Guillermo Palacios (19 décembre 2005) : étudiant en Histoire au *Colegio de México*, représentant de son école au *CNH*. Il est aujourd'hui historien et directeur du Centre d'études historiques (CEU) du *Colegio de México*.

#### **Entretiens avec des chercheurs mexicains**

Ariel Rodríguez Kuri (12 octobre, 15 novembre et 15 décembre 2005) : historien mexicain rattaché au Centre d'Etudes Historiques (CEH) du *Colegio de México*, qui a personnellement suivi notre travail au cours de notre séjour de recherche au Mexique. Nous avons eu l'occasion de nous entretenir de façon prolongée à trois reprises sur ce travail de recherche comparative.

Javier Torres Parés (6 décembre 2005) : historien à l'UNAM et membre du Centre d'Etudes sur l'Université (*Centro de Estudios sobre la Universidad*, CESU), il a co-dirigé un ouvrage consacré à l'histoire politique de l'UNAM.

Sergio Zermeño (12 décembre 2005) : sociologue à l'Institut de recherches sociales de l'UNAM (*Instituto de Investigaciones Sociales*), il est l'auteur de l'un des premiers ouvrages consacrés à la mobilisation de 1968.

Daniel Cazés Menache (13 décembre 2005) : Directeur du Centre de Recherches Interdisciplinaires en Sciences sociales et humaines de l'UNAM. Acteur de la mobilisation de 1968 en tant que jeune enseignant-chercheur, il a dirigé deux ouvrages portant sur cette mobilisation étudiante.

En Hongrie comme au Mexique, nous avons opté pour la méthode de l'entretien semi-directif afin de rendre la conversation la plus naturelle possible, en laissant la possibilité de changer l'ordre des questions au fil de la discussion. Nous nous sommes efforcés en outre de ne jamais exposer explicitement nos hypothèses afin de pouvoir vérifier si les facteurs que nous supposons décisifs apparaissaient au cours la conversation. En cela, nous avons appliqué le conseil méthodologique d'Howard Becker : « Ne demandez pas “Pourquoi ?”, demandez “Comment ?” »<sup>18</sup>. Il s'agissait en effet de comprendre dans quelles conditions les étudiants ont décidé de rejoindre la mobilisation politique, et non pas de leur demander leurs propres explications. Cette règle méthodologique répond à l'une des mises en garde de Pierre Bourdieu, lorsqu'il observe que le sociologue s'expose au risque de substituer à l'analyse des faits les propres prénotions des acteurs : « il ne suffit pas que le sociologue se mette à l'écoute des sujets, enregistre fidèlement leurs propos et leurs raisons, pour rendre raison de leur conduite et même des raisons qu'ils proposent : ce faisant, il risque de substituer à ses propres prénotions les prénotions de ceux qu'il étudie, ou un mixte faussement savant et faussement objectif de la sociologie spontanée du “savant” et de la sociologie spontanée de son objet »<sup>19</sup>.

D'aucuns pourront peut-être s'interroger sur la langue que nous avons utilisée lors de ces entretiens. Dans le cas mexicain, la connaissance de l'espagnol nous a permis de dialoguer avec les acteurs de la mobilisation de 1968. Mais la question s'est posée différemment dans le cas hongrois où nous avons été contraint de mener des entretiens en anglais ou en français. Loin de critiquer le fait que nous ne parlions pas couramment sa langue, l'historien hongrois János Bak approuva au contraire notre démarche. « Je ne dirais pas comme beaucoup de gens que si vous ne parlez pas hongrois vous ne pouvez pas le faire, ce n'est pas vrai », nous confia-t-il avant d'ajouter : « vous pouvez prendre une certaine distance et parler aux gens »<sup>20</sup>. Ainsi, cette remarque s'inscrit directement dans la lignée des travaux de sociologie historique menés par des auteurs comme B. Moore ou Th. Skocpol qui reconnaissent ne pas parler la langue de tous les pays qu'ils ont étudiés.<sup>21</sup>

---

<sup>18</sup> H. Becker, *Les ficelles du métier*, Paris, La Découverte, 2002, p.105. Howard Becker explique en effet que si l'on demande les raisons d'un choix ou d'une action, on risque de susciter une réaction de défense de la part de la personne qui a le sentiment qu'elle doit se justifier, alors que si on l'interroge sur les conditions de cette action, la personne prend le temps de répondre en reprenant le récit des faits.

<sup>19</sup> P. Bourdieu, J-C. Chamboredon, J-C. Passeron, *op. cit.*, p.56-57.

<sup>20</sup> « I won't say like many people that if you don't know Hungarian you cannot do it, it's not true. You can get quite a distance, talk to people. » (Entretien avec János Bak, Budapest, 30 juin 2004).

<sup>21</sup> Theda Skocpol reconnaît dans la préface de son analyse comparative des révolutions française, russe et chinoise qu'elle ne pratique que le français et l'anglais (Th. Skocpol, *Etats et révolutions sociales*, *op. cit.*, p.14).

Cette analyse comparée des mobilisations hongroise et mexicaine repose aussi sur l'analyse de documents d'archives tels que les retranscriptions de discours, les déclarations publiques, les articles de presse, les prospectus étudiants ou encore les documents iconographiques. Dans le cas hongrois, de nombreux documents d'archives ont été traduits et rassemblés dans des ouvrages comme celui de Jean-Jacques Marie et Balázs Nagy, ou celui dirigé par Pierre Kende et Krzysztof Pomian. On trouve également une série de retranscriptions des émissions de radio au cours de la mobilisation de 1956 dans un recueil de documents dirigé par François Fejtő, *La révolte de la Hongrie. D'après les émissions des radios hongroises*.<sup>22</sup> Enfin, les chercheurs de l'Institut de l'histoire de la révolution hongroise de 1956 à Budapest ont mis en ligne un nombre croissant de documents d'archives traduits en anglais.<sup>23</sup> Malgré la disponibilité grandissante des traductions d'archives hongroises, certains documents n'ont pas encore fait l'objet d'une traduction. Afin d'avoir accès aux informations et aux documents rassemblés dans le seul ouvrage exclusivement consacré à la mobilisation étudiante de Szeged, celui de Tamás Kiss,<sup>24</sup> nous avons fait appel à l'aide d'une traductrice, Katalin Hartai.

Au Mexique au contraire, la connaissance de la langue espagnole nous a permis de nous pencher directement dans les archives du mouvement étudiant. De nombreux documents, qu'il s'agisse de prospectus étudiants, de déclarations publiques, de photographies ou d'articles de presse ont été conservés aux archives du Centre d'Etudes sur l'Université de l'UNAM.<sup>25</sup> Enfin, ce travail d'enquête sur les archives historiques a été complété par l'analyse des documents rassemblés par des auteurs comme Ramón Ramírez et Jorge Carrión dans des ouvrages consacrés à la mobilisation étudiante de l'été 1968.<sup>26</sup>

---

<sup>22</sup> F. Fejtő (dir.), *La révolte de la Hongrie*, *op. cit.*

<sup>23</sup> Voir le site de l'Institut de l'Histoire de la révolution hongroise de 1956 ([www.rev.hu](http://www.rev.hu)).

<sup>24</sup> T. Kiss, *op. cit.*

<sup>25</sup> Nous avons tout particulièrement étudié les documents conservés aux Archives historiques de l'UNAM, au *Centro de Estudios Sobre la Universidad* (CESU). Ces documents sont rassemblés dans la *Colección Movimiento Estudiantil Mexicano, Sección Conflicto Estudiantil de 1968* : caisse 36 (articles de presse) ; caisse 50 (manifestes et déclarations) ; caisse 58 (prospectus).

<sup>26</sup> cf. R. Ramírez, *op. cit.* ; J. Carrión et al., *op. cit.*

## Annexe 2 : Sigles et termes spécifiques

### Hongrie :

AVO : *Állam Védelmi Osztály* (« Section de la défense de l'Etat ») : police secrète qui sera transformée en AVH en 1950.

AVH : *Állam Védelmi Hatóság* (« Autorité pour la défense de l'Etat ») : police secrète à partir de 1950.

Comecon : acronyme anglais couramment employé pour désigner le Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM), c'est-à-dire l'organisation d'entraide économique entre pays du bloc communiste créée en 1949.

DISZ : *Dolgozó Ifjúság Szövetsége* (« Fédération de la Jeunesse Travailleuse ») : organisation des jeunesses communistes.

Hétfői Hírlap : (« Les Nouvelles du Lundi ») : revue littéraire contestataire hebdomadaire, publiée à partir de septembre 1956.

Irodalmi Újság : (« Gazette littéraire ») : revue littéraire hebdomadaire, organe de l'Union des écrivains hongrois.

MEFESZ : *Magyar Egyetemisták és Főiskolások Szövetsége* (« Fédération Hongroise des Associations d'Etudiants des Universités et des Collèges ») : Association des étudiants et des lycéens hongrois.

MDP : *Magyar Dolgozók Pártja* (« Parti des travailleurs hongrois ») : parti communiste hongrois.

Nékosz : association des collèges populaires, dissoute par Mathias Rákosi en 1949.

PCH : parti communiste hongrois (traduction choisie pour désigner le *MDP*).

PCUS : Parti Communiste de l'Union Soviétique.

Szabad Nép (« Peuple libre ») : quotidien du MDP.



## Mexique :

Charrismo : Terme employé au Mexique pour désigner les syndicalistes fidèles aux instructions du PRI. Cette expression découle du surnom d'un leader syndical dévolu au pouvoir politique – *El Charro* – que le président Miguel Alemán avait imposé à la tête de l'Union syndicale du secteur pétrolier après avoir écrasé un vaste mouvement de grève dans ce secteur.

CESU : *Centro de Estudios Sobre la Universidad* : Centre d'études sur l'université de l'UNAM.

CNC : *Confederación Nacional Campesina* : Confédération nationale paysanne.

CNED : *Central Nacional de Estudiantes Democráticos* : Centrale Nationale des Etudiants Démocratiques (organisation étudiante fondée en 1964, antenne du parti communiste mexicain)

CNH : *Consejo Nacional de Huelga* : Conseil National de la Grève : Organe de coordination du mouvement étudiant de 1968

Colegio de México : Etablissement d'enseignement supérieur et de recherche, accueillant les étudiants en troisième cycle de sciences humaines et sociales. Il fut fondé en 1940 pour officialiser les activités de la *Casa de España* qui rassemblait, à partir de 1938, les intellectuels espagnols réfugiés de la Guerre d'Espagne.

CTM : *Confederación de Trabajadores de México* : Confédération des Travailleurs Mexicains, fondée en 1936.

CU : *Ciudad Universitaria* : Campus universitaire de l'UNAM, situé au sud de Mexico.

ENA : *Escuela Nacional de Agricultura* : Ecole Nationale d'Agriculture (Chapingo).

ENCB : *Escuela Nacional de Ciencias Biológicas* : Ecole nationale de biologie rattachée à l'IPN.

ESIME : *Escuela Superior de Ingeniería Mecánica y Electrica* : Ecole supérieure d'ingénierie mécanique et électrique rattachée à l'IPN.

FNET : *Federación Nacional de Estudiantes Técnicos* : Fédération des étudiants de l'IPN.

Granaderos : Corps spécial de police créé en 1944 sous la présidence de Manuel Avila Camacho.

IPN : *Instituto Politécnico Nacional* : Institut polytechnique national (Mexico).

JCM : *Juventud Comunista de México* : Organisation des jeunes communistes mexicaines

MLN : *Movimiento de Liberación Nacional* : Mouvement de libération nationale dont le dirigeant était alors Heberto Castillo.

MURO : Mouvement Universitaire d'Orientation Rénovatrice (mouvement de droite dont l'objectif principal était la lutte contre le communisme).

PAN: *Partido Acción Nacional* : Parti politique fondé en 1939 qui représente les intérêts catholiques et conservateurs.

PARM : *Partido Auténtico de la Revolución Mexicana* : parti politique proche du PRI.

PCM : *Partido Comunista Mexicano* : parti communiste mexicain.

Pliego petitorio : Pétition en six points adressée par le *CNH* au gouvernement mexicain le 4 août 1968, qui restera inchangée tout au long de la mobilisation étudiante.

PNR : *Partido Nacional Revolucionario*, parti fondé par le général Callés en 1928. Ce parti deviendra durant la présidence de Cardenás (1934-1940) le PRM (*Partido de la Revolución Mexicana*) avant d'être transformé en 1946 en PRI.

Poli : abréviation pour l'IPN (Institut Polytechnique National).

Preparatoria (ou Prepa) : Ecole préparatoire de l'UNAM.

PRI : *Partido Revolucionario Institucional* : Parti Révolutionnaire Institutionnel, organe du pouvoir politique mexicain fondé en 1946 pour succéder au PRM.

UNAM : *Universidad Nacional Autónoma de México* : Université nationale autonome mexicaine.

Vocacional (ou Voca) : Ecole préparatoire de l'IPN.

Zócalo : terme employé au Mexique pour désigner la place centrale d'une ville. A Mexico, le *Zócalo*, ou Place de la Constitution, est un lieu hautement symbolique car il est entouré à la fois du Palais présidentiel, du gouvernement du District Fédéral et de la cathédrale.



## **Annexe 3 : Repères chronologiques**

### **Chronologie de la mobilisation étudiante hongroise de 1956**

Samedi 13 octobre 1956 : Diffusion à l'université de Szeged d'un appel manuscrit appelant à participer à un mouvement de protestation contre l'enseignement obligatoire du russe.

Dimanche 14 octobre : Les discussions entre les initiateurs du mouvement de protestation à l'université de Szeged voient émerger l'idée de créer une organisation étudiante indépendante de la DISZ.

Mardi 16 octobre : Le rassemblement organisé par les responsables de la DISZ de Szeged offre une tribune improvisée aux initiateurs de ce mouvement contestataire. L'assemblée se transforme bientôt en meeting politique et les étudiants de Szeged votent le principe de créer une association étudiante indépendante nommée MEFESZ. Des représentants sont élus, les premières revendications commencent à être émises.

Mercredi 17 octobre : Les représentants du MEFESZ rédigent un « appel au étudiants » qu'ils envoient aux autres universités du pays.

Vendredi 19 : L'information de l'agitation à l'université de Szeged se diffuse de bouche à oreille parmi les étudiants de Budapest.

Samedi 20 octobre : Organisation d'une grande assemblée à l'université de Szeged au cours de laquelle les étudiants adoptent les statuts du MEFESZ et votent une pétition en douze points.

Dimanche 21 octobre : Les organisateurs du mouvement de Szeged prennent la route vers les autres villes universitaires du pays.

Lundi 22 octobre : L'assemblée organisée par les responsables de la DISZ de l'Université polytechnique de Budapest se transforme en meeting politique. Les étudiants votent une pétition dont plusieurs versions furent imprimées (entre 14 et 16 points) et appellent à manifester le lendemain en solidarité avec la Pologne de Gomulka. Dans la nuit, ils placardent leur liste de revendications à travers la capitale.

Mardi 23 octobre : Après avoir été interdite puis autorisée, la manifestation estudiantine peut commencer en début d'après-midi. Deux cortèges estudiantins, l'un partant de l'Université polytechnique, l'autre de l'université de Lettres Eötvös Lorand se rejoignent au pied de la statue du poète Petöfi avant de prendre la direction de la statue du général Bem. En fin d'après-midi, le cortège grossissant se dirige vers le Parlement. Dans la soirée, avec l'annonce de coups de feu devant la station de radio, la situation s'embrase et la mobilisation se transforme en insurrection.

## **Chronologie des mobilisations étudiantes mexicaines durant les années soixante**

Avril 1960 : Grève à l'université Michoacana de San Nicolás, résolue immédiatement avec l'édiction d'une loi organique « progressiste ».

Juillet 1960 : Manifestation des étudiants de Mexico en solidarité avec la révolution cubaine, violemment réprimée par les granaderos.

Octobre 1960 : Les étudiants de la toute nouvelle université du Guerrero lancent une grève contre le gouverneur général Raúl Caballero Aburto. Suivie par une partie de la population, cette mobilisation parvient à renverser le gouverneur.

Avril 1961 : Manifestation des étudiants de Mexico pour protester contre l'intervention militaire américaine à Cuba.

Mai-août 1961 : La question de la réforme universitaire de l'université de Puebla suscite une vaste mobilisation réprimée par l'armée au mois d'août.

Mai 1962 : Grève des étudiants de la faculté de droit de l'UNAM pour protester contre le mode autoritaire de nomination des directeurs.

Février- mars 1963 : Mouvement étudiant à Morelia (Michoacan) contre l'administration de cette université. Un étudiant décède en mars lorsque l'armée ouvre le feu.

Mai 1963 : En réponse à cette répression, plusieurs dizaines de milliers d'étudiants se réunissent à Morelia lors de la première « Conférence Nationale des Etudiants Démocratiques ». Une organisation nationale indépendante est créée : la CNED.

Mai 1964 : Manifestation à Mexico de protestation contre l'intervention militaire américaine en République dominicaine.

1965 : Lutte des étudiants et des internes en médecine afin de réclamer une hausse de salaires et une amélioration des conditions de travail. Soutenue par les étudiants des autres facultés de l'UNAM, cette mobilisation est réprimée en août.

1965 et 1966 : Manifestations étudiantes à Mexico pour soutenir le peuple du Vietnam.

Juin 1966 : Dans l'Etat de Durango, les étudiants de l'université Juárez occupent le site sidérurgique de la *Compania Fundidora de Fierro y Aciero de Monterrey*, réclamant que les bénéfices de cette exploitation reviennent au peuple. Cette lutte étudiante bénéficie d'un très large soutien populaire.

Avril 1966 : Mouvement d'opposition à l'UNAM contre le recteur Chavez.

Septembre 1966 : Grève des étudiants de l'Université autonome de Sinaloa contre le recteur Julio Ibarra Urrea, l'obligeant à démissionner un mois plus tard.

Octobre 1966 : Protestation des étudiants de Michoaca contre la hausse du prix des transports publics. Un étudiant est tué, ce qui déclenche un vaste mouvement de grève dans l'université.

Début 1967 : Nouvelle mobilisation à l'université de Sonora contre le gouverneur Luis Encinas.

Mai-juin 1967 : Mobilisation des étudiants de l'Ecole supérieure d'agriculture de Ciudad Juárez (Etat de Chihuahua), soutenue à travers tout le pays.

Février 1968 : Les étudiants de la CNED organisent une marche pour la libération des prisonniers politiques. Reliant Dolores Hidalgo à Morelia, cette marche qui rassemble des étudiants de tout le pays est dissoute par l'armée avant d'arriver à Morelia.

Printemps 1968 : Des conflits éclatent au Tabasco, à Puebla et en Nueva León.

Printemps 1968 : Grève de la faim d'étudiants de l'ENCP de l'UNAM en solidarité avec le prisonnier politique Demetrio Vallejo.

\*                      \*

                            \*

### **Chronologie du mouvement étudiant mexicain de 1968**

Lundi 22 juillet 1968 : Bagarre entre étudiants de classes préparatoires dans les rues du centre de Mexico.

Mardi 23 juillet : Suite à une nouvelle bagarre entre étudiants, les *granaderos* interviennent dans l'école préparatoire de l'IPN *Vocacional 5*.

Mercredi 24 juillet : Indignation des étudiants de l'IPN suite à cette intervention et organisation d'une manifestation pour le vendredi.

Vendredi 26 juillet : Manifestation des étudiants de l'IPN contre les violences policières. Environ 5000 étudiants décident spontanément de marcher vers le *Zócalo* et, en chemin, rencontrent le défilé pro-cubain qui rassemble de nombreux étudiants de l'UNAM. Mais le cortège n'atteint pas le *Zócalo* et les jeunes se heurtent à la répression policière.

Samedi 27 juillet : Les étudiants de plusieurs écoles de l'IPN se réunissent dans les locaux de la *Vocacional 5* et décident de constituer un Comité coordinateur de la grève de l'IPN.

Dimanche 28 juillet : Les membres de ce comité coordinateur de l'IPN rencontrent les membres de différentes sociétés d'élèves de l'UNAM et décident, ensemble, de créer une commission d'organisation pour préparer la prochaine manifestation qui est prévue pour le 5 août.

Du 27 au 29 juillet : Combats dans les rues du centre historique de Mexico, opposant groupes d'étudiants et *granaderos*.

Nuit du 29 au 30 juillet : Intervention de l'armée dans l'école préparatoire San Ildefonso.

Mardi 30 juillet : Le recteur de l'UNAM met le drapeau national en berne pour symboliser la mort de l'autonomie universitaire.

Mercredi 31 juillet : Discours du recteur Barros Sierra sur l'esplanade de l'UNAM et appel à manifester le lendemain.

Jeudi 1<sup>er</sup> août : Manifestation de protestation contre les violences policières et militaires dont le recteur Barros Sierra prend la tête, rassemblant plus de 100 000 personnes (étudiants des différentes institutions universitaires de la capitale, enseignants et autorités universitaires).

Vendredi 2 août : Création du conseil national de la Grève (*CNH*)

Dimanche 4 août : Rédaction par les membres du *CNH* d'une pétition en six points directement adressée au gouvernement mexicain.

Lundi 5 août : Première manifestation à l'appel du *CNH*, rassemblant environ 100 000 étudiants des différentes universités de la capitale.

8 août : Les membres du *CNH* adressent un ultimatum au gouvernement : s'il n'accepte pas leur pétition dans les 72 heures, les étudiants appelleront à la grève générale. Ce même jour, les enseignants soutenant le mouvement constituent une Coalition des professeurs pour les libertés démocratiques.

13 août : Première grande manifestation organisée par le *CNH*, rassemblant entre 150 000 et 200 000 manifestants. Les étudiants parviennent pour la première fois à atteindre le *Zócalo*.

27 août : Pic de la mobilisation estudiantine avec une manifestation rassemblant près de 500 000 personnes.

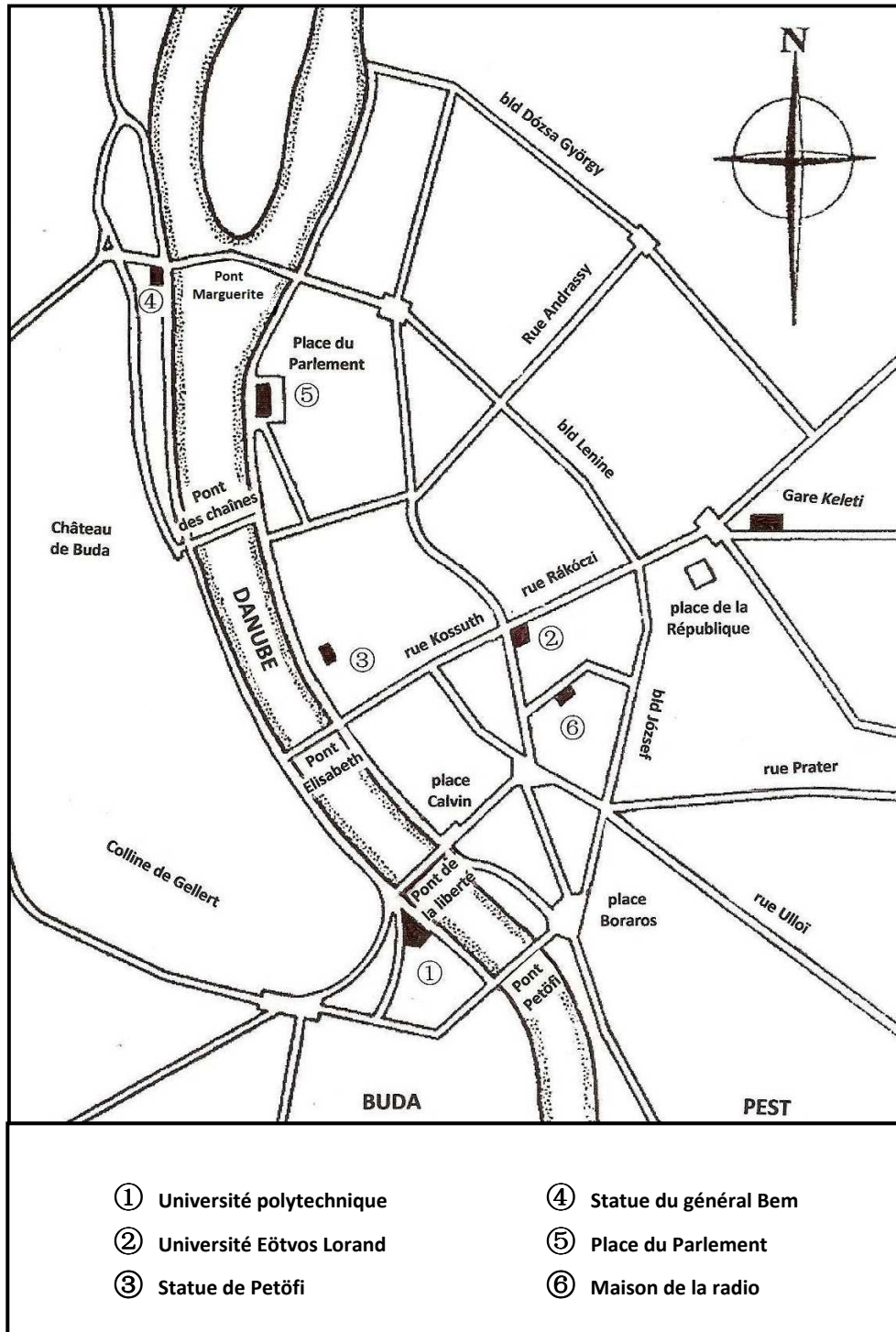
13 septembre : Manifestation silencieuse rassemblant environ 250 000 personnes.

18 septembre : Occupation par l'armée de la Cité Universitaire (campus de l'UNAM).

2 octobre : Postés dans les bâtiments qui entourent la Place des Trois Cultures, ou Place de Tlatelolco, les militaires mettent un terme au mouvement en tirant sur la foule d'étudiants qui y était rassemblée.

## Annexe 4 : Plans de Budapest et de Mexico

### Plan de Budapest





## Plan de Mexico



- |                                |  |
|--------------------------------|--|
| ① Place du Zócalo              | ④ Ecole préparatoire San Ildefonso               |
| ② Campus de l'UNAM (CU)        | ⑤ Place du <i>Casco de Santo Tomás</i>           |
| ③ Institut polytechnique (IPN) | ⑥ Place des Trois Cultures ( <i>Tlatelolco</i> ) |

## Annexe 5 : Logo de l'UNAM



Source : site de l'UNAM ([www.unam.mx](http://www.unam.mx))



# **Bibliographie**



# Bibliographie

## I. Ouvrages généraux

### A. Ouvrages

ALBORNOZ Orlando, *Estudiantes y desarrollo político*, Caracas, Monte Avila Editores, 1968

ALTBACH Philip G. (dir.), *Student Politics. Perspective for the Eighties*, Metuchen N.J., The Scarecrow Press, 1981

ALTBACH Philip G. (dir.), *Student Political Activism. An International Reference Handbook*, Greenwood Press, Connecticut, 1989

AMINZADE Ronald R. et al., *Silence and Voice in the Study of Contentious Politics*, Cambridge University Press, 2001

ARON Raymond, *Les étapes de la pensée sociologique*, Paris, Gallimard, 1967

ARON Raymond, *La Révolution introuvable. Réflexions sur la révolution de mai*, Fayard, Paris, 1968

BADIE Bertrand, HERMET Guy, *La politique comparée*, Paris, Armand Colin, 2001

BAECHLER Jean, *Qu'est-ce que l'idéologie ?*, Paris, Gallimard, 1975

BARTHES Roland, *Mythologies*, Paris, Seuil, 1994

BECKER Howard S., *Les ficelles du métier*, Paris, La Découverte, 2002

BÉJA Jean-Philippe, *Le mouvement pour la démocratie en Chine (1919-2004)*, Paris, Seuil, 2004

BERGER Peter, LUCKMANN Thomas, *La construction sociale de la réalité*, Paris, Armand Colin, 1996

BERTHELOT Jean-Michel (dir.), *Epistémologie des sciences sociales*, Paris, PUF, 2001

BIRNBAUM Pierre, LECA Jean, (dir.), *Sur l'individualisme*, Paris, Presses de la F.N.S.P., 1986

- BLOCH Marc, *Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien*, Paris, Armand Colin, 2<sup>e</sup> édition, 1952
- BORELLA François, *Critique du savoir politique*, Paris, PUF, 1990
- BOUDON Raymond, *A quoi sert la notion de structure ?*, Paris, Gallimard, 1968
- BOUDON Raymond, *Raison, bonnes raisons*, Paris, PUF, 2003
- BOURDIEU Pierre, *Choses dites*, Paris, Editions de Minuit, 1987
- BOURDIEU Pierre, CHAMBOREDON Jean-Claude, PASSERON Jean-Claude, *Le métier de sociologue*, Paris, 3<sup>ème</sup> édition, Mouton Editeur, 1980
- BOURDIEU Pierre, DARBEL Alain, *L'amour de l'art, les musées et leur public*, Paris, Les Editions de Minuit, 1966
- BOURDIEU Pierre, PASSERON Jean-Claude, *Les héritiers. Les étudiants et la culture*, les Editions de Minuit, Paris, 1964
- BRAUD Philippe, *L'émotion en politique*, Paris, Presses de Science Po, 1996
- BRAUD Philippe, *Sociologie politique*, Paris, L.G.D.J., 2006
- BRAUDEL Fernand, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II* [1949], Paris, Livre de Poche, 1993
- CAMUS Albert, *L'homme révolté*, Paris, Gallimard, 1990
- CARON Jean-Claude, *Généralisations romantiques. Les étudiants de Paris et le Quartier Latin (1814-1851)*, Paris, Armand Colin, 1991
- CAUTE David, *1968 dans le monde*, Paris, Robert Laffont, 1988
- CEFAI Daniel, TROM Danny (dirs.), *Les formes de l'action collective. Mobilisation dans des arènes publiques*, Paris, Editions de l'EHESS, 2001
- CHAZEL François (dir.), *Action collective et mouvements sociaux*, PUF, Paris, 1993
- CLAUDÍN Fernando, *L'opposition dans les pays du « socialisme réel »*, Paris, PUF, 1981
- COMBATS, *Combats étudiants dans le monde*, ouvrage collectif anonyme, Paris, Seuil, 1968
- COULOMB-GULLY Marlène, *La démocratie mise en scènes*, Paris, CNRS éditions, 2001
- CUCHE Denys, *La notion de culture dans les sciences sociales*, Paris, La Découverte, 2001
- DEGROOT Gerard, *Student Protest. The Sixties and After*, New York, Longman, 1998
- DÉLOYE Yves, *Sociologie historique du politique*, Paris, La Découverte, 2003
- DÉTIENNE Marcel, *Comparer l'incomparable*, Paris, Seuil, 2000

- DOBRY Michel, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la FNSP, 1992
- DOGAN Mattei, PELASSY Dominique, *Sociologie politique comparative. Problèmes et perspectives*, Paris, Economica, 1982
- DREYFUS-ARMAND Geneviève, GERVEREAU Laurent (dirs.), *Mai 1968. Les mouvements étudiants en France et dans le monde*, Paris, Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, 1988
- DUBET François, *Le déclin de l'institution*, Paris, Seuil, 2002
- EDELMAN BOREN Marc, *Student Resistance. A History of the Unruly Subject*, New York, Routledge, 2001
- ELIAS Norbert, *La société des individus*, Paris, Fayard, 1991
- ELIAS Norbert, *Norbert Elias par lui-même*, Paris, Fayard, 1991
- ELIAS Norbert, *La dynamique de l'Occident*, Paris, Calmann-Lévy, Agora, 1996
- ELIAS Norbert, *Qu'est-ce que la sociologie ?*, Paris, Agora, 1996
- FEUER Lewis S., *The Conflict of Generations. The Character and Significance of Student Movements*, Londres, Heinemann, 1969
- FILLIEULE Olivier (dir.), *Sociologie de la protestation. Les formes de l'action collective dans la France contemporaine*, L'Harmattan, Paris, 1993
- FILLIEULE Olivier, PECHU Cécile, *Lutter ensemble : les théories de l'action collective*, Paris, L'Harmattan, 1993
- FINK Carol, GASSERT Philip, JUNKER Detlef, (dir.), *1968: The World Transformed*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998
- FINLEY Moses, *Mythe, mémoire, histoire : les usages du passé*, Paris, Flammarion, 1981.
- FRASER Ronald (dir.), *1968. A Student Generation in Revolt*, Londres, Chatto and Windus, 1988
- GALLAND Olivier, *Les jeunes*, Paris, La découverte, 1999
- GALLAND Olivier, OBERTI Marco, *Les étudiants*, Paris, La Découverte, 1996
- GAXIE Daniel, *Le cens caché, Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Seuil, 1978
- GEERTZ Clifford, *Savoir local, savoir global. Les lieux du savoir*, Paris, PUF, 1986
- GIRARDET Raoul, *Mythes et mythologies politiques*, Paris, Seuil, 1990
- GIUGNI Marco, PASSY Florence, *La citoyenneté en débat. Mobilisations politiques en France et en Suisse*, Paris, L'Harmattan, 2006



- GIUST-DESPRAIRIES Florence, *L'imaginaire collectif*, Paris, Editions Erès, 2003
- GOFFMAN Erving *Les cadres de l'expérience*, Paris, Les éditions de Minuit, 1991
- GOFFMAN Erving, *Les rites d'interaction*, Paris, Les éditions de Minuit, 2005
- GOLD A., CHRISTIE R., FRIEDMAN L.N., *Fists and Flowers. A Social Psychological Interpretation of Student Dissent*, New York, Academic Press, 1976
- GOODWIN Jeff, JASPER James (dirs.), *Rethinking Social Movements. Structure, Meaning, and Emotion*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, 2004
- GOODWIN Jeff, JASPER James, POLLETTA Francesca (dirs.), *Passionate politics: emotions and social movements*, Chicago, University of Chicago Press, 2001
- GURR Ted Robert, *Why men rebel*, Princeton University Press, 1971
- HANNA William John, HANNA Judith Lynne (dirs.), *University Students in African Politics*, New York, Homes & Meier, 1975
- HIRSCHMAN Albert, *Bonheur privé, action publique*, Paris, Fayard, 1983
- HIRSCHMAN Albert, *Défection et prise de parole : théorie et applications*, Paris, Fayard, 1995
- KALBERG Stephen, *La sociologie historique comparative de Max Weber*, Paris, La Découverte, 2002
- KLINEBERG Otto, ZAVALLONI Marisa, LOUIS-GUERIN Christiane, BENBRIKA Jeanne, *Students, Values and Politics, A Crosscultural Comparison*, New York et Londres, The Free Press, Macmillan, 1979
- KONOPNICKI Guy, *L'âge démocratique*, Paris, Grasset, 1987
- LAFARGUE Jacques, *La protestation collective*, Paris, Nathan, 1998
- LAÏDI Zaki (dir.), *Le temps mondial*, Bruxelles, Complexe, 1997
- LAVABRE Marie-Claire, REY Henri, *Les mouvements de 1968*, Florence, Casterman Giunti, 1998
- LE BON Gustave, *Psychologie des foules (1895)*, Paris, PUF, 2003
- LEVI Giovanni, SCHMITT Jean-Claude, *Histoire des jeunes en Occident. Tome 2 : L'époque contemporaine*, Paris, Seuil, 1996
- LEVI-STRAUSS Claude, *Anthropologie structurale*, Paris, Plon, 1958
- LEVITT Cyril, *Children of Privilege. Students Revolt in the Sixties*. University of Toronto Press, 1984

- LICHBACH Mark Irving, ZUCHERMAN Alan (dirs.), *Comparative Politics. Rationality, Culture and Structure*, Cambridge University Press, 1997
- LINZ Juan J., STEPAN Alfred, *Problems of Democratic Transition and Consolidation. Southern Europe, South America, and Post-Communist Europe*, Baltimore et Londres, The John Hopkins University Press, 1996
- LIPSET Seymour Martin (dir.), *Student Politics*, New York, Basic Books, 1967
- LIVET Pierre, *Emotion et rationalité morale*, Paris, PUF, 2002
- MACHIAVEL, *Le Prince*, Paris, Livre de Poche, 1972
- MANNHEIM Karl, *Le problème des générations*, Paris, Nathan, 1990
- MARCH James, OLSEN Johan, *Rediscovering institutions : The organizational basis of politics*, New York, Free Press, 1989
- MATHIEU Lilian, *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux*, Paris, Textuel, 2004
- McADAM Doug, McCARTHY John, ZALD Mayer (dirs.), *Comparative Perspectives on Social Movements: Political Opportunity, Mobilizing Structures, and Cultural Framings*, Cambridge University Press, 1996
- McADAM Doug, *Political Process and the Development of Black Insurgency, 1930-1970*, Chicago, University of Chicago Press, 1982.
- McADAM Doug, TARROW Sidney, TILLY Charles, *Dynamics of Contention*, Cambridge University Press, 2001
- McGUIGAN Gerald F. (dir.), *Student Protest*, Toronto, Methuen, 1968
- MEHNERT Klaus, *Twilight of the Young. The Radical Movements of the 1960s and their Legacy*, New York, Holt, Rinehart & Winston, 1976
- MOORE Barrington, *Les origines sociales de la dictature et de la démocratie*, Paris, Maspero, 1969
- MOSCOVICI Serge, *Psychologie des minorités actives*, Paris, PUF, 1979
- MUXEL Anne, *L'expérience politique des jeunes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2001
- NADEL Siegfried F., *La théorie de la structure sociale*, Paris, Les Editions de Minuit, 1970
- NAVARRO Julien, *Les députés européens et leur rôle : analyse sociologique de la représentation parlementaire dans l'Union européenne*, Thèse pour le Doctorat en Science Politique, IEP de Bordeaux, Novembre 2007 (<http://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00193037/fr>)
- NEVEU Erik, *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte, Paris, 2000

- O'DONNELL Guillermo, SCHMITTER Philippe C., WHITEHEAD Laurence (dirs.), *Transitions from Authoritarian Rule. Comparative Perspectives*, Baltimore et Londres, The John Hopkins University Press, 1986
- OBERSCHALL Anthony, *Social Conflicts and Social Movements*, Englewood Cliffs, New Jersey, Prentice-Hall, 1973
- OLSON Mancur, *The Logic of Collective Action*, Cambridge Massachussets, Harvard University Press, 1971
- ORUM Anthony, *The Seeds of Politics. Youth and Politics in America*, New Jersey, Prentice-Hall, 1972
- OTAYEK René, *Identité et démocratie dans un monde global*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002
- PALOCZI-HORVATH George, *Youth up in Arms. A Political World Survey. 1955-1970*, Londres, Weidenfield and Nicholson, 1971
- PASSERON Jean-Claude, *Le regard sociologique*, Paris, Nathan, 1991
- PERCHERON Annick, *La socialisation politique*, Paris, Armand Colin, 1993
- PETERS Guy, *Comparative Politics, Theory and Methods*, New York, N.Y.U.P., 1998
- PETERS Guy, *Institutional Theory in Political Science. The "New Institutionalism"*, Londres, Pinter, 1999
- PETIT Jean-Luc (dir.), *L'événement en perspective*, Raisons Pratiques, Editions de l'EHESS, 1991
- RAGIN Charles C., *The Comparative Method. Moving beyond Qualitative and Quantitative Strategies*, Berkeley, University of California Press, 1987
- RÉCAPPÉ Bénédicte, *Mouvements étudiants à travers le monde. Construction d'un objet de recherche en politique comparée*, Mémoire de DEA, Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux, 2003
- ROCHEBLAVE-SPENLÉ Anne-Marie, *La notion de rôle en psychologie sociale*, Paris, PUF, 1969
- ROUX Alain, *La Chine au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Armand Colin, 2003
- SEILER Daniel-Louis, *La Politique comparée*, Paris, Armand Colin, 1982
- SEILER Daniel-Louis, *Comportement politique comparé*, Paris, Economica, 1985
- SEILER Daniel-Louis (dir.), *La Politique comparée en questions*, Bordeaux, LCF Editions, 1994
- SEILER Daniel-Louis, *La méthode comparative en science politique*, Paris, Armand Colin, 2004.

- SÉMELIN Jacques (dir.), *Quand les dictatures se fissurent : résistances civiles à l'Est et au Sud*, Paris, Desclée de Brouwer, 1995
- SKOCPOL Theda (dir.), *Vision and Method in Historical Sociology*, Cambridge University Press, 1984
- SKOCPOL Theda, *Etats et révolutions sociales. La révolution en France, en Russie et en Chine*, Paris, Fayard, 1985
- SKOCPOL Theda (dir.), *Democracy, Revolution and History*, Londres, Cornell University Press, 1998
- TARDE Gabriel, *L'opinion et la foule*, Paris, PUF, 1989
- TARROW Sidney, *Democracy and Disorder. Protest and Politics in Italy*, Oxford, Clarendon Press, 1989
- TARROW Sidney, *Power in Movement. Social Movements, Collective Action and Politics*, Cambridge University Press, 1994
- TILLY Charles, *From Mobilization to Revolution*, Reading, Massachusetts, Addison-Wesley Publishing Company, 1978
- TILLY Charles, *Big Structures, Large Processes, New York, Huge Comparisons*, Russel Sage Foundation, 1984
- TOCQUEVILLE DE Alexis, *L'Ancien Régime et la Révolution*, Paris, Flammarion, 2005
- TONG Shen, *Presque une révolution. L'itinéraire d'un étudiant chinois devenu l'un des leaders du printemps de Pékin*, Paris, Robert Laffont, 1991
- TOURAINÉ Alain, *Le communisme utopique. Le mouvement de mai 1968*, Paris, Seuil, 1968
- TOURAINÉ Alain, *La voix et le regard*, Paris, Seuil, 1978
- TOURAINÉ Alain, *Lutte étudiante*, Paris, Seuil, 1978
- UNESCO, *Le rôle des mouvements d'étudiants africains dans l'évolution politique et sociale de l'Afrique de 1900 à 1975*, Paris, Editions UNESCO, 1993.
- VEYNE Paul, *L'inventaire des différences*, Paris, Seuil, 1976
- VIGOUR Cécile, *La comparaison dans les sciences sociales. Pratiques et méthodes*, Paris, La Découverte, 2005
- WEAVER Gary R., WEAVER James H., *The University and Revolution*, New Jersey, Prentice-Hall, 1969
- WEBER Max, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon (2<sup>e</sup> édition), 1967
- WEBER Max, *Economie et Société. Tome 1. Les catégories de la sociologie*. Paris, Plon, 1995

## **B. Articles et contributions**

AMINZADE Ron, McADAM Doug, « Emotions and Contentious Politics », in R. Aminzade et al., *Silence and Voice in the Study of Contentious Politics*, Cambridge University Press, 2001, p.14-50.

AZEMA Jean-Pierre, « La clef générationnelle », *Vingtième siècle*, vol.22, n°22, 1989, p.3-10

BADIE Bertrand, « L'analyse comparative en science politique : Requiem ou résurrection ? », in D.-L. Seiler (dir.), *La Politique comparée en questions*, Bordeaux, LCF Editions, 1994, p.7-20

BENSA Alban, FASSIN Eric, « Les sciences sociales face à l'événement », *Terrain*, n°38, mars 2002, p.5-20

BERTHOUD Gérald, « La comparaison, une idée ambiguë », in *Revue Européenne des Sciences Sociales*, n°72, 1986, p.5-15

BLONDEL Jean, « Généralités. Le comparatisme », in M. Grawitz, J. Leca (dirs.), *Traité de Science Politique*, Tome 2, Paris, PUF, 1985, p.1-26

BOURDIEU Pierre, « La jeunesse n'est qu'un mot », in P. Bourdieu, *Questions de Sociologie*, Paris, Editions de Minuit, 1984, p.143-154

BRAUNGART Richard et Margaret, « Les générations politiques », in J. Crete, P. Favre (dirs.), *Génération et Politique*, Paris, Economica, 1989, p.7-51

BRYANT J. M., « Evidence and Explanation in History and Sociology : Critical Reflections on Goldhortpe's Critique of Historical Sociology », *British Journal of Sociology*, 45 (1), 1994, p.3-19

CARRERE d'ENCAUSSE Hélène, « L'URSS ou le totalitarisme exemplaire », in M. Grawitz, J. Leca, *Traité de Science Politique. 2. Les régimes politiques contemporains*, Paris, PUF, 1985

CHAMPAGNE Patrick, « La manifestation comme action symbolique » in Pierre Favre (dir.), *La manifestation*, Paris, Presses de la FNSP, 1990

HAZEL François, « Tilly (Charles) : From Mobilization to revolution. Compte-rendu », *Revue Française de Sociologie*, Vol.21, n°4, 1980, p.653-658

HAZEL François, « Mouvements sociaux » in R. Boudon (dir.), *Traité de sociologie*, Paris, PUF, 1992, p.263-312

DÉLOYE Yves, « Le goût de la comparaison. Rapides réflexions à propos d'un état des savoirs comparés », in E. Nadal, M. Marty, C. Thiriot, D.-L. Seiler (dirs.), *Faire de la politique comparée. Les terrains du comparatisme*, Paris, Karthala, 2005, p.21-25

DIRLIK Arif, « The Third World » in C. Fink, P. Gassert, D. Junker (dirs.), *1968 : The World Transformed*, Cambridge University Press, 1998, p.295-317.

DURKHEIM Emile, « Débat sur l'explication en histoire et en sociologie » 1908, texte reproduit dans Émile Durkheim, *Textes. 1. Éléments de théorie sociale*, Paris, Éditions de Minuit, 1975, p.199-217

FILLIEULE Olivier, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, vol.51, n°1-2, février-avril 2001, p.199-215

FRANQUEMAGNE Gaël, GOUIN Rodolphe, RÉCAPPÉ Bénédicte, « Temporaliser l'analyse des mobilisations politiques », in T. Berthet, O. Costa, R. Gouin, X. Itçaina, A. Smith (dirs.), *Les nouveaux espaces de la régulation politique*, Paris, L'Harmattan, 2008, p.109-134

GAXIE Daniel, « Economie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, vol. 27, n°1, février 1977, p.123-154.

GAXIE Daniel, « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Revue suisse de science politique*, 2005, 11 (1), p.157-188.

GAZIBO Mamadou, « La démarche comparative binaire : Eléments méthodologiques d'une analyse de trajectoires contrastées de démocratisation », *Revue Internationale de Politique Comparée*, Vol. 9, n°3, 2002, p.427-449

GIUGNI Marco, « Ancien et nouvel institutionnalisme dans l'étude de la politique contestataire », in *Politique et Sociétés*, vol. 21, n°3, 2002, p.69-90

GOLDTHORPE John H, « The Uses of History in Sociology, Reflections on Some Recent Tendencies », *British Journal of Sociology*, 42 (2), 1991, p.211-230

GOLDTHORPE John H, « The Uses of History in Sociology – a Reply », *British Journal of Sociology*, 45 (1), 1994, p.55-77

GOODWIN Jeff, « How to Become a Dominant American Social Scientist: The Case of Theda Skocpol », *Contemporary Sociology*, Vol. 25 (3), 1996, p.293-295

GOODWIN Jeff, JASPER James, « Caught in a Winding, Snarling Vine: The Structural Bias of Political Process Theory » in J. Goodwin, J. Jasper (dirs.), *Rethinking Social Movements. Structure, Meaning, and Emotion*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, 2004, p.3-30

GOULD Deborah B., « Passionate Political Processes. Bringing Emotions Back into the Study of Social Movements », in J. Goodwin, J. Jasper (dirs.), *Rethinking Social Movements. Structure, Meaning, and Emotion*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, 2004, p.155-176

GOURISSE Benjamin, « L'institution universitaire : un lieu privilégié de politisation dans la Turquie des années 1970 », communication à l'atelier *Regards croisés sur la politisation des individus : ici et ailleurs, hier et aujourd'hui*, Congrès de l'AFSP de Toulouse, Septembre 2007 (<http://www.congres-afsp.fr/ateliers/textes/at2gourisse.pdf>)

HALL Peter, TAYLOR Rosemary, « La science politique et les trois néo-institutionnalismes », *Revue française de science politique*, vol.47, n°3-4, juin-août 1997, p.469-496

HART Nicky, « John Goldthorpe and the Relics of Sociology », *British Journal of Sociology*, 45 (1), 1994, p.21-30

HASSENTEUFEL Patrick, « De la comparaison internationale à la comparaison transnationale. Les déplacements de la construction d'objets comparatifs en matière de politiques publiques », *Revue française de science politique*, vol.55, n°1, février 2005, p.113-132

HERMET Guy, « L'autoritarisme », in M. Grawitz, J. Leca, *Traité de Science Politique. 2. Les régimes politiques contemporains*, Paris, PUF, 1985, p.269-315

JASPER James, « L'art de la protestation collective », in D. Cefaï, D. Trom, *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques*, Paris, Raisons pratiques, 2001, p.135-159

KAY SMITH Zeric, « "From Demons to Democrats" : Mali's Student Movement 1991-1996 », *Review of African Political Economy*, n°72, 1997, p.249-263

KOOPMANS Ruud, « Political. Opportunity. Structure. Some Splitting to Balance the Lumping », in J. Goodwin, J. Jasper (dirs.), *Rethinking Social Movements. Structure, Meaning, and Emotion*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, 2004, p.61-73

KURZMAN Charles, « The Poststructuralist Consensus in Social Movement Theory », in J. Goodwin, J. Jasper (dirs.), *Rethinking Social Movements. Structure, Meaning, and Emotion*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, 2004, p.11-120

LAPEYRONNIE Didier, « Mouvements sociaux et action politique. Existe-t-il une théorie de la mobilisation des ressources ? », *Revue française de sociologie*, Vol. 29, n°4, 1988, p.593-619

LECOURS André, « L'approche néo-institutionnaliste en science politique : unité ou diversité ? », in *Politique et Sociétés*, vol. 21, n°3, 2002, p.3-19

LINZ Juan J., « An Authoritarian Regime : The Case of Spain », in E. Allardt and S. Rokkan (dirs.), *Mass Politics : Studies in Political Sociology*, New York, Free Press, 1970, p.251-283

LISLE E. A., « La comparaison comme mode de validation en sciences sociales », in *Revue Internationale des Sciences Sociales*, n°103, 1985

MANN Michael, « In Praise of Macro-Sociology. A Reply to Goldthorpe », *British Journal of Sociology*, 45 (1), 1994, p.37-54

MATHIEU Lilian, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique*, vol.52, n°1, février 2002, p.75-100.

MAUSS Marcel, « Introduction aux mythes » in *Œuvres. 2. Représentations collectives et diversité des civilisations*, Paris, Editions de Minuit, 1974

McADAM Doug, SEWELL Jr. William, « It's About Time: Temporality in the Study of Social Movements and Revolutions », in R. Aminzade et al., *Silence and Voice in the Study of Contentious Politics*, Cambridge University Press, 2001, p.89-125

McCARTHY John, MAYER Zald, « Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory », *American Journal of Sociology*, 1977, n° 82, p.1212-1241

MORRIS Aldon, « Reflections on Social Movement Theory: Criticisms and Proposals », in J. Goodwin, J. Jasper (dirs.), *Rethinking Social Movements. Structure, Meaning, and Emotion*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, 2004, p.233-246

MOUZELIS Nicos, « In Defence of 'Grand' Historical Sociology », *British Journal of Sociology*, 45 (1), 1994, p.31-36

OLIVER Pamela, JOHNSTON Hank, « What a good idea! Ideologies and frames in social movement research », *Mobilization: An International Journal*, 2000, 4 (1), p.37-54.

OST David, « Politics as the Mobilization of Anger. Emotions in Movements and in Power », *European Journal of Social Theory*, 2004, 7(2), p.229-244

PRZEWORSKI Adam, « Some problems in the Study of the Transition to Democracy », in G. O'Donnell, P. Schmitter, L. Whitehead (dirs.) *Transitions from Authoritarian Rule. Comparative Perspectives*, Baltimore et Londres, The John Hopkins University Press, 1986, p.47-63

RÉCAPPÉ Bénédicte, « Raison et Émotion dans une mobilisation improbable : l'exemple du mouvement étudiant hongrois d'octobre 1956 », in S. Cadiou, S. Dechezelles, V. Foucher, A. Roger (dirs.), *Les mobilisations émergentes*, Paris, L'Harmattan, 2007, p.105-124

RÉCAPPÉ Bénédicte, « Mobilisation étudiante et génération politique. Qui précède l'autre ? Réflexions comparatives à partir des mouvements hongrois (1956) et mexicain (1968) », communication à l'atelier *Regards croisés sur la notion de « génération politique »*, Congrès de l'AFSP de Toulouse, Septembre 2007 ([www.congres-afsp.fr/ateliers/textes/at4recappe.pdf](http://www.congres-afsp.fr/ateliers/textes/at4recappe.pdf))

RICOEUR Paul, « Événement et sens », in *Raisons Pratiques*, n°2, 1991

SARTORI Giovanni, « Bien comparer, mal comparer », *Revue Internationale de Politique Comparée*, Vol. 1 (1), 1994, p.19-36

SCHAFFER Frédéric C., « Comparer la *democracy* américaine et la *demokaraasi* sénégalaise : comment les idéaux varient selon les cultures », in la *Revue Internationale de Politique Comparée*, Vol. 6 (1), 1999, p.247-266

SEILER Daniel-Louis, « Le comparatisme en science politique », *Revue Européenne des Sciences Sociales*, Genève, Tome XXIV, n°72, 1986, p.109-127

SEILER Daniel-Louis, « Science politique, comparaison et universaux ou ce que comparer veut dire », *Revue Internationale de Politique Comparée*, Vol. 1 (1), 1994, p.91-110



SÉMELIN Jacques, « De la force des faibles : analyse des travaux sur la résistance civile et l'action non violente », *Revue française de science politique*, Vol.48, n°6, décembre 1998, p.773-782

SEWELL William H. Jr, « Space in Contentious Politics », in R. Aminzade et al., *Silence and Voice in the Study of Contentious Politics*, Cambridge University Press, 2001, p.51-88

SNOW David, ROCHFORD Burke, WORDEN Steven, BENFORD Robert, « Frame Alignment Processes, Micromobilization and Movement Participation », *American Sociological Review*, 51 (4), 1986, p.464-481

SNOW David, BENFORD Robert, « Ideology, Frame Resonance, and Participant Mobilization », in B. Klandermans, H. Kriesi, S. Tarrow (dirs.), *International Social Movement Research: From Structure to Action*, Greenwich, JAI Press, 1988, p.197-218

TARROW Sidney, « Paradigm Warriors: Regress and Progress in the Study of Contentious Politics », in J. Goodwin et J. Jasper (dirs.), *Rethinking Social Movements. Structure, Meaning, and Emotion*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, 2004, p.39-46

TARROW Sidney, « Silence and Voice in the Study of Contentious Politics. Introduction », in R. Aminzade et al., *Silence and Voice in the Study of Contentious Politics*, Cambridge University Press, 2001, p.1-13

TILLY Charles, « Wise Quacks », in J. Goodwin, J. Jasper (dirs.), *Rethinking Social Movements. Structure, Meaning, and Emotion*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, 2004, p.31-38

TILLY Charles, « Les origines du répertoire d'action », *Vingtième Siècle*, 1984, vol.4, n°4, p.89-108

VALENSI Lucette, « L'exercice de la comparaison au plus proche, à distance : le cas des sociétés plurielles », *Annales HSS*, vol.57, n°1, 2002, p.27-30

VALENSI Lucette, « Retour d'Orient. De quelques usages du comparatisme en histoire », in H. Atsma, A. Burguière (dirs.), *Marc Bloch aujourd'hui. Histoire comparée et sciences sociales*, Edition de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris, 1990

WERNER Michael, ZIMMERMANN Bénédicte, « Penser l'histoire croisée : entre empirie et réflexivité », *Annales HSS*, vol. 58, n°1, 2003, p.7-36

## II. Hongrie : la mobilisation d'octobre 1956

### A. Ouvrages

1956 *Le commencement de la fin*, Actes du colloque « Budapest 1956-1996 », Paris 28-29 octobre 1996, Paris, Association pour la communauté culturelle européenne, 1997

ACZEL Tamás (dir.), *Ten Years After. A commemoration of the tenth anniversary of the Hungarian Revolution*, Londres, Maggibbon & Kee, 1966.

ANDERSON Andy, *Hongrie 1956. Les conseils ouvriers*, Paris, Spartacus, n°137, 1986

ARON, Raymond, *Les articles du Figaro, Tome II : La coexistence, 1955-1965*, Paris, Editions de Fallois, 1993

CHARVIN Robert, *Les Etats socialistes européens*, Paris, Dalloz, 1985

CLAUDÍN Fernando, *L'opposition dans les pays du « socialisme réel »*, traduit de l'espagnol par Anne Valier, Paris, PUF, 1981

DJILAS Milovan, *La nouvelle classe dirigeante*, Paris, Plon, 1957

FEJTÖ François, *1848 dans le monde, 1848 dans le monde. Le printemps des peuples*, Paris, Editions de Minuit, 1948

FEJTÖ François (dir.), *La révolte de la Hongrie. D'après les émissions des radios hongroises, Octobre-novembre 1956*, Paris, Pierre Horay, 1957

FEJTÖ, François, *Histoire des démocraties populaires. Tome I. L'ère de Staline*, Paris, Seuil, 1979

FEJTÖ, François, *Histoire des démocraties populaires. Tome II. Après Staline*, Paris, Seuil, 1979

FEJTÖ François, *Budapest, l'insurrection*, Bruxelles, Editions Complexe, 1990

FEJTÖ François, *La tragédie hongroise. 1956*. (édition de 1956 revue et complétée) Paris, Horay, 1996

FRYER Peter, *Hungarian Tragedy*, Londres, Dennis Dobson, 1956

HOLT Robert T., *Radio Free Europe*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1958

KECSKEMETI Paul, *The Unexpected Revolution, Social Forces in the Hungarian Uprising*, Stanford, Stanford University Press, 1969.

KEMÉNY István, *Ouvriers hongrois 1956-1985*, Paris, L'Harmattan, 1985

- KENDE Pierre, POMIAN Krzysztof (dir.), *1956. Varsovie-Budapest. La deuxième révolution d'octobre*, Paris, Seuil, 1978
- KISS Tamás, *Magyar Egyetemisták és Főiskolások Szövetsége 1956 – Szeged*, Szeged, Belvedere, 2002
- KONRÁD György, *La marche au pouvoir des intellectuels : le cas des pays de l'Est*, Paris, Seuil, 1979
- KÓSA László (dir.), *A Cultural History of Hungary. In the Nineteenth and Twentieth Centuries*, Budapest, Corvina Books, 2000
- LASKY Melvin J., BONDY François, *La révolution hongroise. Histoire du soulèvement d'Octobre, d'après les documents, les dépêches, les rapports des témoins oculaires et les réactions mondiales*, Paris, Plon, 1957
- LITVÁN György, *The Hungarian Revolution of 1956. Reform, Revolt and Repression. 1953-1963*, Londres, New York, Longman, 1996
- LOMAX Bill, *Hungary 1956*, Londres, Allison and Busby, 1976
- MARIE Jean-Jacques, NAGY Balázs, *Pologne-Hongrie 1956 ou « Le Printemps en Octobre »*, Textes choisis et traduits, Paris, EDI, 1966
- MERAY Tibor, *Budapest (23 octobre 1956)*, Paris, Robert Laffont, 1966
- MOLNÁR Miklós, *De Béla Kun à János Kádár, Soixante-dix ans de Communisme hongrois*, Paris, Presses de la FNSP, 1987
- MOLNÁR Miklós, *Histoire de la Hongrie*, Paris, Hatier, 1996
- MOLNÁR Miklós, *Victoire d'une défaite : Budapest, 1956*, Lausanne, L'Age de l'Homme, 1996
- NAGY Imre, *Un communisme qui n'oublie pas l'homme*, Paris, Plon, 1957
- NÓGRADI Sándor, *Avant 1956. Chronique hongroise*, Paris, Editions du Pavillon, 1969
- PAMLÉNYI Ervin, *Histoire de la Hongrie des origines à nos jours*, Budapest, Corvina, 1974
- ROMSICS Ignács, *Hungary in the Twentieth Century*, Budapest, Corvina, 1999
- SZAVAI János, *La Hongrie*, Paris, coll. Que sais-je, 1996
- VÁLI Ferenc A., *Rift and Revolt in Hungary. Nationalism versus Communism*, Harvard University Press, 1961
- VALUCH Tibor, *Social History of Hungary after Second World War period*, Budapest, Osiris publishers, 2001

## **B. Articles et contributions**

ARON Raymond, « Une révolution anti-totalitaire », in M. Lasky, F. Bondy (dirs.), *La révolution hongroise. Histoire du soulèvement d'Octobre, d'après les documents, les dépêches, les rapports des témoins oculaires et les réactions mondiales*, Paris, Plon, 1957

BAUQUET Nicolas, « La révolution hongroise de 1956. Nouvelles sources, nouvelles interprétations », in *Communisme, L'âge de l'homme*, n°88-89, 2006-2007, p.7-31

CASTORIADIS Cornelius, « La source hongroise », in *Libre. Politique, anthropologie, philosophie*, 1977, n°1, p.51-85

DUFOIX Stéphane, « La réfraction : 1956 en exil », *Communisme*, n°88-89, 2006-2007, p.107-133

FEJTÖ François, « Introduction. La révolte de la Hongrie », in *Les temps Modernes*, n°129-130-131, Novembre, Décembre 1956, Janvier 1957, p.755-792

FEJTÖ François, « Un communiste qui a choisi le peuple : portrait d'Imre Nagy » in I. Nagy, *Un communisme qui n'oublie pas l'homme*, Paris, Plon, 1957, p.3-46

FEJTÖ François, « Premières leçons d'une révolution », in *Esprit*, Décembre 1956, p.793-826

KENDE Pierre, « La conquête de la démocratie », in *Esprit*, Juillet-Août 1978, p.30-38

KENDE Pierre, « The post-1956 Hungarian Normalization », in W. Brus, P. Kende, Z. Mlynar, « *Normalization* » processes in Soviet-Dominated Central Europe : Hungary, Csecolsovakia, Poland, Cologne, Research Project, Crises in Soviet Type Systems, 1982

KENDE Pierre, « Epilogue sous forme de notes complémentaires », in F. Fejtö, *La tragédie hongroise*, Paris, Horay, 1996, p.338-355

KENDE Pierre, « Les causes et conséquences de l'insurrection hongroise » in *1956 Le commencement de la fin*, Paris, Editions de l'Association pour la communauté culturelle européenne, 1997, p.19-23

LAZITCH Branko, « Les mécanismes de la domination soviétique au temps de Staline », in P. Kende, K. Pomian (dir.), *1956 Varsovie-Budapest. La deuxième révolution d'octobre*, Paris, Seuil, 1978, p.13-26

LEFORT Claude, « Une autre révolution », *Libre. Politique, anthropologie, philosophie*, n°1, 1977

MERAY Tibor, « A la mémoire d'Imre Nagy », *Esprit*, Juillet-Août 1978, p.48-52

MERAY Tibor, « Imre Nagy pendant la révolution », document annexe in I. Nagy, *Un communisme qui n'oublie pas l'homme*, Paris, Plon, 1957, p.239-254

MOLNÁR Miklós, « La présence de l'histoire », in P. Kende, K. Pomian (dir.), *Varsovie-Budapest. La deuxième révolution d'octobre*, Paris, Seuil, 1978, p.68-81

MOLNÁR Miklós, « L'octobre hongrois. Trente ans après. », *Commentaire*, Volume 9, n° 36, Hiver 1986-1987, p.622-628

*Notes et Etudes documentaires*, « La Hongrie de 1945 à 1956 », n°2244, Paris, La Documentation Française, Décembre 1956

PÉJU Marcel, « Du rapport Khrouchtchev à la tragédie hongroise : Le communisme à l'heure de la vérité », *Les temps Modernes*, n°129-130-131, Novembre, Décembre 1956, Janvier 1957

RAINER Janos M., « Imre Nagy, Le penseur et le politique », *Communisme*, L'âge de l'homme, n°88-89, 2006-2007, p.61-76

SARTRE Jean-Paul, « Le fantôme de Staline », *Les temps Modernes*, n°129-130-131, Novembre, Décembre 1956, Janvier 1957

SMOLAR Aleksander, « Révolutions de l'an 1989 : fin d'un monde et naissance d'un siècle », *Politique Etrangère*, vol. 65, n°3-4, p.901-913

SZEGEDY-MASZÁK Mihály, « The Age of Emergent Bourgeois Society, from the Late 18th Century to 1920. II. Intellectual Life », in L. Kósa (dir.), *A Cultural History of Hungary*, Budapest, Corvina, 2000, p.101-176

VALUCH Tibor, « A Cultural and Social History of Hungary. 1948-1990 », in L. Kósa (dir.), *A Cultural History of Hungary. In the Nineteenth and Twentieth Centuries*, Budapest, Corvina, 2000, p.249-348

VALUCH Tibor, « Daily Life in Hungary », in J. Rainer, Z. Lux (dir.), *The History of Hungary, 1944-1953. Internet History Book*, Ouvrage en ligne édité par l'Institut de l'histoire de la révolution hongroise de 1956, Budapest, 2000  
([http://www.rev.hu/history\\_of\\_45/tanulm\\_elet/index.htm](http://www.rev.hu/history_of_45/tanulm_elet/index.htm))

### **C. Recueils d'entretiens, témoignages et récits**

BAUDY Nicolas, *Jeunesse d'Octobre, témoins et combattants de la révolution hongroise*, Paris, La Table Ronde, 1957

EÖRSI István, *Ah ! Le bon vieux temps*, Paris, Christian Bourgeois éditeur, 1990

FEJTŐ François, *Mémoires de Budapest à Paris*, Paris, Calmann-Lévy, 1986

FEJTŐ François, *Où va le temps qui passe ?* Paris, Balland, 1991

JOBÁGYI Gábor, *Top Secret Memoir. 1956*, Budapest, Szabad Tér, 1998

KOPÁCSI Sándor, *Au nom de la classe ouvrière*, Paris, Robert Laffont, 1979

LIPTÁK Belá, *A Testament of Revolution*, Texas A&M University Press, 2001

NAGY Belá, *Journal d'un insurgé hongrois*, Paris, Dir. de la Pensée Moderne, 1956

PALOCZI-HORVATH George, *The Undefeated*, Eland, Londres, 1993 (1<sup>o</sup> édition 1959)

TURBET-DELOF Guy, *La révolution hongroise de 1956. Journal d'un témoin*, Paris, Editions Ibolya Virág, 1996

SAMSON Mihály, « Les dernières lignes de Mihály Samson », in T. Méray, *Budapest (23 octobre 1956)*, Paris, Robert Laffont, 1966, p.27-34

## **D. Archives et documents**

### ***Documents d'archives***

*Columbia University Research Project Hungary*, Archives historiques de la bibliothèque nationale de Hongrie, Bibliothèque Széchényi (Budapest).

### ***Recueil de textes***

« La révolte de la Hongrie », Dossier spécial des *Temps Modernes*, Novembre, Décembre 1956, Janvier 1957 (n°129-130-131)

### ***Documents électroniques***

Rapport des Nations Unies : *Report of the Special Committee on the Problem of Hungary*, New York, 1957 : <http://mek.oszk.hu/01200/01274/01274.pdf>

Reproductions des entretiens de l'Université Columbia (CURPH), disponibles sur site de l'O.S.A (*Open Society Archives*) de l'Université *Central European University* de Budapest : <http://www.osa.ceu.hu>

Site consacré au MEFESZ de Szeged : <http://www.mefesz.hu>

Site de l'Institut pour l'histoire de la révolution hongroise de 1956 : <http://www.rev.hu>

Site de *Radio Free Europe / Radio Liberty* : <http://www.rferl.org>

### ***Films documentaires***

*Chroniques hongroises*, documentaire de Gyula Gazdac, France, IMA Productions, 1991

*Hongrie 1956, notre révolution*, documentaire de Mark Kidel, Hongrie-France, Arte, 2006.

### III. Mexique : le mouvement étudiant de l'été 1968

#### A. Ouvrages

AGUILAR MORA Manuel, *El bonapartismo mexicano. I. Ascenso y decadencia*, Mexico, Juan Pablos Editor, 1984

AGUILAR M. Alonso, CARMONA Fernando, *México : riqueza y miseria*, Mexico, Editorial Nuestro Tiempo, 1982

AGUSTÍN José, *La contracultura en México*, Mexico, Random House Mondadori, 2004

ÁLVAREZ GARÍN Raúl, *La estela de Tlatelolco. Una reconstrucción histórica del Movimiento estudiantil del 68*, Mexico, Grijalbo, 1998

BRACHET-MARQUEZ Viviane, *The Dynamics of Domination. State, Class and Social Reform in Mexico, 1910-1990*, Pittsburgh University Press, 1994

CAMP Roderic A., HALE Charles A., VÁSQUEZ Josefina Zoraida (dirs.), *Los intelectuales y el poder en México*, Mexico, El Colegio de México, 1991

CARRIÓN Jorge, CAZÉS Daniel, ARGUEDAS Sol, CARMONA Fernando, *Tres Culturas en Agonía*, Mexico, Editorial Nuestro Tiempo, 1969

CAZÉS Daniel, *Crónica 1968*, Mexico, Plaza y Valdés, 1993

CÓRDOBA Arnaldo, *La formación del poder político en México*, Mexico, Era, 1984

CÓRDOVA Arnaldo, *La nación y la constitución. La lucha por la democracia en México*, Mexico, Claves Latinoamericanas, 1989

COTHRAN Dan A., *Political Stability and Democracy in Mexico. The "perfect dictatorship"?*, Westport Connecticut, Praeger, 1994

ESTRADA RODRIGUEZ Gerardo, *1968, Estado y Universidad. Orígenes de la transición política en México*, Mexico, Random House Mondadori, 2004

FLORES OLEA Victor, MANDEL Ernest, BLACKBURN Robin, MAREK Franz, *La rebelión estudiantil y la sociedad contemporánea*, Mexico, UNAM, 1973

GILBERT César, *El habito de la utopía. Analisis del imaginario sociopolítico en el movimiento estudiantil de Mexico, 1968*, Mexico, Miguel Ángel Porrúa, 1993

GONZÁLEZ CASANOVA Pablo, *La democracia en México*, Mexico, Ediciones Era, 2003

GONZÁLEZ COMPEÁN Miguel, LOMELÍ Leonardo (dirs.), *El partido de la Revolución. Institución y conflicto (1928-1999)*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, 2000

GRAL, Institut d'Etudes Mexicaines, *Intellectuels et Etat au Mexique au XX<sup>ième</sup> siècle*, Paris, Editions du CNRS, 1979

GRAL, Institut d'Etudes Mexicaines, *Champs de pouvoir et de savoir au Mexique*, Paris, Editions du CNRS, 1979

GUEVARA NIEBLA Gilberto, *Las luchas estudiantiles en México*, Mexico, Editorial Línea, 1983

GUEVARA NIEBLA Gilberto, *La democracia en la calle. Crónica de un movimiento estudiantil*, Mexico, Siglo veintiuno editores, 1998.

JARDÓN Raúl, 1968. *El fuego de la esperanza*, Mexico, Siglo veintiuno, 1998

JOHNSON Kenneth F., *Mexican Democracy. A Critical View*, New York, Praeger, 1984

LEMPERIERE Annick, *Intellectuels, Etat et société au Mexique. XX<sup>e</sup> siècle. Les clercs de la nation*, Paris, L'Harmattan, 1992

LERNER DE SHEINBAUM Bertha, RALSKY DE CIMET Susana, *El poder de los presidentes. Alcances y Perspectivas (1910-1973)*, Mexico, IMEP, 1976

LOAEZA Soledad, *Clases medias y política en México. La querrela escolar, 1959-1963*, Mexico, El Colegio de México, 1988

MARSISKE Renate (dir.), *Los estudiantes. Trabajos de historia y sociología*, Mexico, Plaza y Valdés Editores, 1998

RAMÍREZ Ramón, *El movimiento estudiantil de México, Julio / diciembre de 1968*, Mexico, Ediciones Era, 1969 (2 vol.)

RECONDO David, HÉMOND Aline, *Dilemas de la democracia en México : los actores sociales ante la representación política*, Mexico, CEMCA-IFE, 2002

SABATIÉ Caroline, *Le mouvement étudiant de 1968 à Mexico : construction de la mémoire*, Mémoire de Master 2 Recherche, sous la direction de Christian Gros, Paris, IHEAL, 2006

SILVA HERZOG Jesus, *Una historia de la Universidad de México y sus problemas*, Mexico, Siglo veintiuno editores, 1974

STEVENS Evelyn P., *Protest and Response in Mexico*, The Massachussets Institute of Technology, 1974

TORRES PARÉS Javier, GUTIEREZ TENORIO Adel, HUMBERTO MIRANDA Jorge, J. Torres Parés et al., *Autonomía y financiamiento de la Universidad Moderna de México. Documentos y Testimonios*, Mexico, UNAM, Cuadernos del CESU n°42, 2003



ZERMEÑO Sergio, *México, una democracia utópica. El movimiento estudiantil del 68*, Mexico, Siglo veintiuno, 1978

ZERMEÑO Sergio (dir.), *Universidad nacional y democracia*, Mexico, Miguel Angel Porrúa, 1990

## **B. Articles et contributions**

BENNETT Vivienne, « Orígenes del Movimiento Urbano Popular Mexicano : pensamiento político y organizaciones políticas clandestinas, 1960-1980 », *Revista Mexicana de Sociología*, Vol.3, Julio-septiembre 1993, p.89-102

BOSTEELS Bruno, « Traversías del fantasma: pequeña metapolítica del 68 en México », *Metapolítica*, vol.3, n°12, 1999

BREWSTER Claire, « The student movement of 1968 and the Mexican Press : The cases of Excélsior and Siempre! », *Bulletin of Latin American Research*, Vol.21, n°2, 2002, p.171-190

CAMP Roderik, « Intellectuals and the State in Mexico, 1920-1980 : The Influence of Family and Education » in R. Camp, Ch. Hale, J. Vásquez (dirs.), *Los intelectuales y el poder en México*, Mexico, El Colegio de México, 1991

CARMONA Fernando, « La política económica », in A. Aguilar, F. Carmona, *México : riqueza y miseria*, Mexico, Editorial Nuestro Tiempo, 1982

CARRIÓN Jorge, « Biografía Política del Movimiento de Julio », in J. Carrión, D. Cazés, S. Arguedas, F. Carmona, *Tres Culturas en Agonía*, Mexico, Editorial Nuestro Tiempo, 1969

CHEVEAU RICHON Sylvie, « La Réforme de Cordoba en 1918 : Mythe fondateur des étudiants latino-américains », in *L'université en Espagne et en Amérique latine. II Enjeux, contenus, images*, Publications de l'Université de Tours, 1998, p.515-528

CONDÉS LARA Enrique, « Recuento » in R. Aréchiga Robles et al., *Asalto al cielo. Lo que ne se ha dicho del 68*, Mexico, Editorial Oceano, 1998

COSO VILLEGAS Daniel, « L'intellectuel mexicain et la politique », traduction d'un essai paru in *Novedades* (13 mars 1966) in GRAL, *Intellectuels et Etat au Mexique au XX<sup>ième</sup> siècle*, Paris, Editions du CNRS, 1979, p.9-17

FLORES OLEA Victor, « México, un desafío al sistema », in V. Flores Olea et al., *La rebelión estudiantil y la sociedad contemporánea*, Mexico, UNAM, 1973

GARCÍA SALORD Susana, « Aproximaciones a un análisis sobre el movimiento estudiantil de 1968 », *Cuadernos Políticos*, n°25, Julio-Septiembre de 1980, p.71-84

LEVY Daniel C., « Mexico », in Ph. Altbach, *Student Political Activism. An International Reference Handbook*, Connecticut, Greenwood Press, 1989, p.383-394

LISS Sheldon B., « Marxist Marxist Thinkers in Mexico : Each to his own Revolution », in R. Camp, C. Hale, J. Vázquez (dirs.), *Los intelectuales y el poder en México*, Mexico, El Colegio de México, 1991

LOMELÍ VANEGAS Leonardo, « La consolidación del sistema político mexicano : El periodo de Adolfo Ruiz Cortines », in M. González Compeán, L. Lomelí (dirs.), *El partido de la Revolución. Institución y conflicto (1928-1999)*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, 2000

LOMELÍ VANEGAS Leonardo, « La presidencia de Alfonso Corona del Rosal », in M. González Compeán, L. Lomelí (dirs.), *El partido de la Revolución. Institución y conflicto (1928-1999)*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, 2000

MARSAL Juan F., « Les intellectuels mexicains, le Parti révolutionnaire institutionnel et le massacre de Tlatelolco », in GRAL, Institut d'Etudes Mexicaines, *Intellectuels et Etat au Mexique au XX<sup>ième</sup> siècle*, Paris, Editions du CNRS, 1979, p.63-73

MARSISKE Renate, « Autonomía y estudiantes universitarios en México : 1929 », in *L'université en Espagne et en Amérique latine. II Enjeux, contenus, images*, Publications de l'Université de Tours, 1998, p.539-552

OTHON QUIROZ José, « A treinta años del 68 : algunos vacíos y algunas influencias », *Sociológica*, año 13, n°38, Septiembre-décembre 1998, p.31-47

ORTEGA JUÁREZ Juan, « Un tigre con colmillos », in R. Aréchiga Robles *et al.*, *Asalto al cielo. Lo que ne se ha dicho del 68*, Mexico, Editorial Oceano, 1998

RODRÍGUEZ KURI Ariel, « Hacia México 68. Pedro Ramirez Vázquez y el proyecto Olimpico », *Secuencia*, n°56, mai-août 2003, p.37-73

RODRÍGUEZ KURI Ariel, « Los primeros días. Una explicación de los orígenes inmediatos del movimiento estudiantil de 1968 », *Historia Mexicana*, vol.53, Juillet-septembre 2003, n°1, p.179-228

SAMERÓN SANGINES Pedro, « La fundación (1928-1933) », in M. González Compeán, L. Lomelí Vanegas (dirs.), *El partido de la Revolución. Institución y conflicto (1928-1999)*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, 2000

WALDMAN Gilda, « Los movimientos estudiantiles de 1968 y 1999 : contextos históricos y reflexiones críticas », *Revista Mexicana de Ciencias Políticas y Sociales*, n°177-178, septembre 1999 - avril 2000, p.277-294

ZERMEÑO Sergio, « Actores sociales y política en el México transnacional », *International Review of Sociology*, vol.6, n°1, 1996, p.83-104

### **C. Recueils d'entretiens, récits et témoignages**

ARÉCHIGA ROBLES Ruben, CONDÉS LARA Enrique, MELÉNDEZ Jorge, ORTEGA JUÁREZ Joel, POO HURTADO Jorge, *Asalto al cielo. Lo que ne se ha dicho del 68*, Mexico, Editorial Oceano, 1998

ASCENSIO Esteban, *1968. Más allá del mito*, Mexico, Ediciones del Milenio, 1998

BARROS SIERRA Javier, *1968. Conversaciones con Gastón García Cantú*, Mexico, Siglo XXI editores, 1972

BELLINGHAUSEN Hermann (dir.), *Pensar el 68*, Mexico, Cal y Arena, 1988

CAZÉS Daniel (dir.), *Memorial del 68. Relato a muchas voces*, Mexico, La Jornada Ediciones, 1993

GONZÁLEZ DE ALBA, Luis, *Los días y los años*, Mexico, Era, 2004

GONZÁLEZ MARÍN Silvia (dir.), *Diálogos sobre el 68*, Mexico, UNAM, Instituto de Investigaciones Bibliográficas, 2003

JARDÓN Edmundo, *De la Ciudadela a Tlatelolco*, Mexico, Fondo de Cultura Popular, 1969

ORTEGA OLIVARES Mario, *Octubre Dos. Historias del movimiento estudiantil*, Mexico, Universidad Autónoma Metropolitana, 1998

PONIATOWSKA Elena, *La noche de Tlatelolco*, Mexico, Era, 2005

TAIBO Paco Ignacio, *68*, Paris, L'Echappée, 2008

### **D. Archives et documents**

#### ***Documents d'archives :***

Archives historiques de l'UNAM, *Centro de Estudios Sobre la Universidad (CESU)*, « Colección Movimiento Estudiantil Mexicano, Sección Conflicto Estudiantil de 1968 » :

- caisse 36 : articles de presse
- caisse 50 : manifestes et déclarations
- caisse 58 : prospectus.

***Recueils de documents***

CANO ANDALUZ Aurora Cano, *Antología periodística*, Mexico, UNAM, 1998

*La gráfica de 68 : homenaje al movimiento estudiantil*, Mexico, Grupo Mira, 1982

OLIVERA Luis, *Impresos sueltos del movimiento estudiantil mexicano, 1968*, Mexico, UNAM, 1992

***Documents électroniques***

SÁNCHEZ Consuela, *Cronología del movimiento estudiantil de 1968*, document disponible sur le site *El Latinoamericano* ([www.ellatinoamericano.cjb.net](http://www.ellatinoamericano.cjb.net))

***Films et documentaires***

*El grito (1968)*, documentaire dirigé par Leobardo López Aretche, Mexico, Centre universitaire d'études cinématographiques (CUEC), UNAM, 1970

*Rojo amanecer*, film dirigé par Jorge Fons, Mexico, Cinematográfica Sol S.A., 1989

*Tlatelolco. Las claves de la masacre*, documentaire dirigé par Carlos Mendoza, Mexico, La Jornada, Canal Seis de Julio, 2003

